

UNIVERSITÉ DE PARIS

---

FACULTÉ DE DROIT ET DES SCIENCES ÉCONOMIQUES

---

**LA VIE POLITIQUE ET LES ELECTIONS  
DANS L'ALLIER  
PENDANT  
LA TROISIEME REPUBLIQUE**

---

**SOCIOLOGIE POLITIQUE DE L'ALLIER**

---

**THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT**

*présentée et soutenue publiquement le 16 Décembre 1963*

PAR

**Jean-François VIPLE**

*Docteur en Droit*

---

|                 |   |                                           |
|-----------------|---|-------------------------------------------|
| Membres du Jury | } | Président: M. Marcel PRELOT, Professeur.  |
|                 |   | Suffragants: M. Jean DE SOTO, Professeur. |
|                 |   | M. Georges LAVAU, Professeur.             |

---

**P A R I S**

**LIBRAIRIE GÉNÉRALE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE**

**R. PICHON ET R. DURAND-AUZIAS**

**20, Rue Soufflot, 20**

---

**1967**



Digitized by the Internet Archive  
in 2026

**LA VIE POLITIQUE ET LES ÉLECTIONS  
DANS L'ALLIER  
PENDANT LA TROISIÈME RÉPUBLIQUE**





UNIVERSITÉ DE PARIS

---

FACULTÉ DE DROIT ET DES SCIENCES ÉCONOMIQUES

---

**LA VIE POLITIQUE ET LES ELECTIONS  
DANS L'ALLIER  
PENDANT  
LA TROISIEME REPUBLIQUE**

---

**SOCIOLOGIE POLITIQUE DE L'ALLIER**

---

**THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT**  
*présentée et soutenue publiquement le 16 Décembre 1963*

PAR

**Jean-François VIPLE**

*Docteur en Droit*

---

Membres du Jury

} Président: M. Marcel PRELOT, Professeur.  
Suffragants: M. Jean DE SOTO, Professeur.  
M. Georges LAVAU, Professeur.

---

**P A R I S**  
**LIBRAIRIE GÉNÉRALE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE**  
**R. PICHON ET R. DURAND-AUZIAS**  
**20, Rue Soufflot, 20**

---

**1967**

*La Faculté n'entend donner aucune approbation  
ni improbation aux opinions émises dans les  
thèses ; ces opinions doivent être considérées  
comme propres à leurs auteurs.*



## AVANT-PROPOS

Indiquons, dès l'abord, les motifs qui ont conduit à la mise en chantier de ce travail et les influences qui ont marqué son élaboration.

Le fait d'être originaire de l'Allier, d'être « bourbonnais », puisque le département de l'Allier recouvre à peu près exactement le territoire de cette vieille province que fut le Bourbonnais, pourrait, à lui seul expliquer l'intérêt porté à tout ce qui touche au pays natal.

Un attrait pour les choses politiques, acquis, sans doute, héréditairement d'ascendants, maires de leurs communes, conseillers d'arrondissement, conseillers généraux dans leurs cantons, est aussi pour beaucoup dans cet intérêt presque passionné, qui a eu, peut-être, encore pour mobile profond le désir de comprendre cette population bourbonnaise et le pourquoi de l'échec d'une activité politique de jeunesse dont l'erreur d'orientation n'excluait pas l'enthousiasme.

Mais, primant toute autre motivation, le choix du « Maître », M. le Recteur Marcel Prelot, qui a bien voulu accepter de tenir sur les « fonts baptismaux » de la Faculté l'exposé de son ancien élève de Strasbourg-Clermont, a rejoint un projet qui n'avait pu être réalisé par le père de l'auteur de ces lignes.

En effet, Joseph Viple, magistrat et historien local, ayant consacré, dans la revue de la Société Bourbonnaise des Etudes Locales « *Notre Bourbonnais* », une série d'articles biographiques sous le titre « Les représentants politiques du département de l'Allier » (œuvre poursuivie, en ce qui concerne les représentants de la III<sup>e</sup> République et ceux de la IV<sup>e</sup> République, par M. Georges Rougeron, sénateur, président du Conseil Général de l'Allier) (1) exprimait, dans des lignes écrites peu avant son décès, survenu en 1947, le désir de faire pour l'Allier ce qui avait été fait pour d'autres départements par André Siegfried, donc un travail de science politique et non plus seulement d'histoire locale. Une documentation, d'autant plus précieuse qu'introuvable partout ailleurs, avait été, au cours des années où il s'était occupé de politique militante, rassemblée par ses soins,

---

(1) Nous tenons à rendre un hommage tout particulier à M. le Président Rougeron, dont les travaux considérables et approfondis en matière d'histoire politique locale (ceux que nous citons en bibliographie ne représentent qu'une faible partie de cette œuvre magistrale !) nous ont servi de guides. Nous tenons, en même temps à lui manifester, ici, publiquement, nos sentiments de respectueuse reconnaissance pour la bienveillance qu'il a bien voulu montrer à l'égard de nos efforts et pour les conseils éclairés qu'il n'a cessé de nous prodiguer avec une inépuisable générosité ! (Voir l'index biographique concernant M. Rougeron.)



documentation contenant en particulier des professions de foi des candidats aux élections législatives de 1910, 1924, 1928, 1932, et aux élections sénatoriales de 1912 et 1929.

Un sentiment de piété filiale venait ainsi s'ajouter à l'ambitieux projet d'imiter en ses méthodes l'auteur du « Tableau Politique de la France de l'Ouest » et de vérifier si les grandes règles découvertes par lui dans l'étude de la vie politique de cette région étaient celles qui avaient gouverné la vie politique de l'Allier au cours de la même époque, celle de la III<sup>e</sup> République.

En fait, l'influence de l'œuvre d'André Siegfried a été largement dépassée, en cours de travail, par celle de cet autre savant de la science politique, son disciple, M. François Goguel, dont, ainsi qu'il sera précisé, les concepts essentiels, repris notamment de « *La Politique des Partis sous la III<sup>e</sup> République* » nous ont servi comme données de travail et comme hypothèses de recherche.

S'il nous faut, à juste titre, reconnaître aussi, parmi les influences qui ont orienté nos efforts, celle de M. le Professeur Georges Burdeau, dont la « *Méthode de la Science Politique* » nous a amené à porter un particulier intérêt aux « forces politiques », il sera loyal d'ajouter que la distinction entre les « influences » et les « forces », les premières ayant une existence diffuse, les secondes apparaissant sous la forme de véritables organismes, est directement issue des cours de M. Marcel Prelot, traitant des « composantes » de la vie politique.

Ces « influences » représentent d'ailleurs, dans leur aspect le plus général, le cadre ou mieux la scène où se déroule la vie politique. Causes profondes, mais souvent beaucoup plus directes qu'il ne le semble au premier abord, ces influences d'origine géographique, historique, idéologique ou sociale ont été examinées dans une première partie, qui leur a été réservée.

Les facteurs actifs et « organiques » de la vie politique, les « forces », ont fait l'objet, au cours d'une deuxième partie de notre travail, d'une étude allant des individus, c'est-à-dire des « personnalités », aux groupements et associations, donc aux partis et organismes collectifs de tous genres, pour terminer par ces émanations des uns comme des autres que sont les journaux, donc la presse.

La troisième partie est consacrée, comme l'indique son titre, aux « élections ». Il s'agit évidemment des seules élections de la période considérée : 1870-1940. Les scrutins sont présentés dans leur cadre historique et suivant l'ordre chronologique. Mais un choix a dû intervenir pour dégager de la masse des élections de toute nature celles qui étaient les plus importantes quant à leurs résultats et à leurs orientations générales.

Ces scrutins ont été plus particulièrement étudiés, seuls les phénomènes d'évolution ou de transition étant notés en ce qui concernait les autres. De façon générale, les chiffres purs ont cédé la place aux pourcentages, ceux-ci étant exclusivement calculés, selon le conseil de M. Goguel, par rapport aux inscrits. En effet, ces pourcentages sont seuls susceptibles de traduire de façon exacte les transformations dans l'influence respective des forces en présence, surtout lorsque les circonscriptions de vote viennent à changer et lorsque le nombre



des inscrits est, lui aussi, fort mouvant. Ce mode de calcul est, de plus, particulièrement utile en ce qu'il permet d'évaluer immédiatement les abstentions.

Le but final de notre travail consistait dans la recherche, au travers des résultats électoraux, du volume des tendances, à la fois sous un aspect statique (comparaison des différentes tendances manifestées lors du même scrutin) et sous un aspect dynamique (comparaison entre les différents scrutins concernant telle ou telle tendance). Sans doute, cette recherche risquait-elle de se révéler imparfaite, mais nous nous souvenions de l'appréciation formulée, en 1932, par M. Marcel Prelot, lors des « Semaines Sociales de Reims » (« Gouvernement d'opinion et parlementarisme », p. 169) : « Il (le vote) n'est qu'une approximation de celle-ci (l'opinion). Néanmoins, l'image que donne l'élection des orientations générales de l'opinion et *de la force respective des tendances qui s'y opposent* (2) est la plus proche de la vérité qu'il soit possible de dégager » (3).

Un premier problème, problème de choix, se posait, concernant les tendances. Comment et en combien de « tranches » découper l'éventail formé par les opinions ? M. Goguel s'était posé la question dans sa « Géographie des Elections Françaises de 1871 à 1951 ». Il y rappelait (p. 9) qu'André Siegfried avait, dans son « Tableau de la France de l'Ouest », admis l'existence de six tendances (extrême-droite, droite, etc...) et que, dans son « Tableau des Partis en France », le même avait seulement reconnu trois tendances (droite, centre, gauche). M. Goguel donne à ces tendances la dénomination de « tendances de fond » (à laquelle nous préférierions celle de « tendances de base ») et conserve sa division en « Ordre Etabli » et « Mouvement ». Or, il est curieux et symptomatique qu'André Siegfried, écrivant, dans le *Figaro*, sur l'ouvrage de M. Goguel, un article portant le même titre, « Géographie des Elections Françaises »..., ait évité de parler de cette classification essentielle, tout au moins quant à l'appellation donnée à ces deux grandes tendances (que nous dénommerions, pour notre part, « supertendances »), et se soit contenté de termes de « gauche » et de « droite », les utilisant parfois dans un sens très extensif (« l'idée de gauche » ou « à droite »), parfois, au contraire, dans un sens très restrictif (« la gauche » ou « plus exactement l'extrême-gauche »).

Pour nous, n'ayant pas la prétention de départager ces fondateurs et savants de la Science Politique dans leurs prises de position à l'égard des concepts de base, nous avons suivi le conseil amusant et réaliste donné aux chercheurs par M. Georges Burdeau, comme quoi, lorsqu'on voulait étudier des « champignons », il fallait prendre un certain nombre de « paniers », et répartir, au début, les champignons « en se fiant à son intuition », puis, au fur et à mesure, « faire évoluer les critères de tri vers une perfection plus grande ».

(2) C'est nous qui soulignons.

(3) Cité dans son ouvrage (« L'instabilité ministérielle sous la III<sup>e</sup> République », p. 65), par M. Auguste Soulier, notre « compatriote » bourbonnais, auquel nous tenons à témoigner ici notre gratitude pour l'aide qu'il nous a apportée dans ce travail.

Utilisant cette méthode, nous avons pensé que la vieille division de la politique française, celle prônée, en premier, par André Siegfried en six tendances de base, extrême-droite, droite, centre-droit (ou centre-droite), centre-gauche, gauche, extrême-gauche, était depuis si longtemps entrée dans les mœurs, surtout pendant les débuts de la III<sup>e</sup> République (au point que chaque citoyen se classait, lui-même, dans une de ces tendances de base), qu'il s'agissait de six « paniers » tout trouvés !

Toutefois, étant donné l'emploi non moins coutumier et aussi fréquent des termes de « gauche » et « droite » pour désigner, cette fois, non plus des tendances de base mais des tendances plus larges, réunissant alors, d'une part, pour la « droite », les tendances de base « extrême-droite, droite, centre-droit », d'autre part, pour la « gauche », les tendances de base « centre-gauche, gauche, extrême-gauche », nous avons, en utilisant les dits vocables de « droite » ou de « gauche », précisé, par une expression complémentaire, si nous voulions les entendre dans le sens large, comme ci-dessus, ou dans le sens « étroit » ou « strict » de tendance de base.

Ces tendances « groupées », que deviennent la droite et la gauche au sens large, peuvent-elles être assimilées respectivement aux « super-tendances » ou tendances « générales » que sont l'Ordre Etabli et le Mouvement de M. Goguel. Nous avons essayé, partant des situations et des résultats soumis à notre examen, de répondre à cette question et, dans ce but, de retrouver, par-delà les étiquettes et les partis, les traits caractéristiques et permanents de ces deux « corps » d'opinions.

Comme l'a souligné M. Burdeau, la « difficulté réside dans l'interprétation des étiquettes politiques... sous un nom inchangé, un parti ne garde jamais la même signification aux yeux des électeurs, parce que lui-même évolue en fonction de l'apparence des autres », le but de la « correction » indispensable pour « toute analyse historique » étant de « substituer aux étiquettes partisans une table de concordance dans le temps des positions politiques ».

Cette correction a été effectuée par nos soins pour chaque élection étudiée en tenant compte de tout ce qui pouvait conduire à considérer les votes comme appartenant à telle ou telle tendance de base ou tendance générale, tout particulièrement à l'Ordre Etabli ou au Mouvement : les désignations de candidats, leurs personnalités, les programmes ou professions de foi, les soutiens déclarés ou occultes, les accords et les désistements.

Des cartes de tendances générales ont été dressées en suivant sur de nombreux points les conseils de M. Goguel, notamment pour la base territoriale : « la meilleure unité de recherche en matière de géographie électorale étant le canton » (4).

Notons une différence de détail avec les cartes de tendances de la « Géographie des Elections Françaises... » : chaque graduation de 5 centièmes est représentée, l'« escalier » conçu avec des marches de 7,5 centièmes nous ayant paru aussi abrupt que manquant de

---

(4) « Géographie des Elections Françaises... » (op. cit.). Introduction, p. 5.



commodité pratique. Au demeurant, M. Goguel a employé les mêmes échelons de 5 centièmes pour les cartes de partis et un échelonnement identique a servi, pour les cartes de tendances, à notre voisin par le département étudié, disciple, lui aussi, de M. Goguel, M. Jean Pataut, auteur de l'« *Essai sur la Sociologie Electorale de la Nièvre au XX<sup>e</sup> siècle* » (5).

Une fois pratiquée cette analyse interprétative des principaux scrutins de la période considérée, il convenait d'examiner les comportements électoraux dans un esprit et avec des méthodes de synthèse. Tel est l'objet de la quatrième et dernière partie.

Des aspects de ces comportements électoraux peuvent être détachés des étiquettes, des forces et des tendances, sinon dans le cadre d'un scrutin ou d'une brève période, tout au moins dans une large perspective où les influences du moment sont annulées, seules subsistant les caractéristiques générales. Il s'agit d'une large confrontation entre les candidats et les élus quant à leurs origines ou qualités, ainsi que d'un examen de la situation électorale au point de vue de l'abstentionnisme, ces problèmes étant groupés sous le titre de « L'élection », puisqu'il s'agit de celle-ci au sens pur.

Une autre recherche a porté sur les relations entre partis et comportements électoraux et, de façon plus générale, entre les différentes forces politiques et ces comportements, l'accent étant alors placé sur le rôle factoriel de ces forces dans l'obtention des résultats électoraux.

Le terrain étant ainsi dégagé de toutes les questions superficielles, il devenait possible d'aborder le domaine des tendances, après avoir éliminé, au préalable, les causes d'erreur, c'est-à-dire avoir apprécié l'importance et le jeu des phénomènes entraînant des « distorsions », autrement dit des défauts de concordance entre les tendances réelles des électeurs et celles apparemment manifestées par leurs suffrages.

La synthèse relative aux tendances, dont l'approche a été ainsi préparée, et qui s'appuie essentiellement sur les travaux d'analyse et d'interprétation des différents scrutins, ne peut négliger la base même des choix électoraux, c'est-à-dire la position des candidatures ou leur rattachement aux tendances. L'enseignement tiré est double : en effet, d'une part, la plus ou moins grande fréquence des rattachements à telle tendance ou à tel groupe de tendances montre qu'elles pouvaient être les chances présumées de succès, celles-ci ayant déterminé les dépôts de candidature ; d'autre part, l'attribution à de nombreux candidats de tendances « générales » ou « groupées », soit de « supertendances », permet de situer en importance, en composition et en délimitation des regroupements ou des « lignes de force » propres à notre département.

Cette représentation des grandes tendances est recherchée, par ailleurs, à sa source coutumière, c'est-à-dire auprès des résultats électoraux, le but étant celui que s'était fixé André Siegfried dans sa « *Géographie Electorale de l'Ardèche sous la III<sup>e</sup> République* »

---

(5) Voir bibliographie.

avec les concepts de « droite » et de « gauche », au sens large, fort ressemblants, dans l'étude précitée aux concepts d'« Ordre Etabli » et de « Mouvement » de M. Goguel. L'« Ordre Etabli » et le « Mouvement » sont ainsi jaugés dans deux dimensions, d'abord sous l'angle historique, donc dans une conception dynamique, évolutive, ensuite sous l'aspect géographique, avec la recherche des localisations des tendances générales ou « supertendances », et, découlant de l'existence de telles localisations, les hypothèses émises quant à leurs causes ou facteurs.

Nous espérons ainsi avoir apporté une pierre à l'édifice projeté par M. Goguel, c'est-à-dire à l'établissement d'un « Atlas des élections françaises ».

Mais, en même temps, nous avons désiré découvrir et définir, d'où notre conclusion, la psychologie politique de notre petite patrie et de ses habitants, le « Bourbonnais » et les « bourbonnais ». En effet, si, sur de nombreux points, dans de nombreux cas, les aspects politiques locaux peuvent apparaître comme des représentations parcellaires de la vie politique nationale, la façon dont le tempérament bourbonnais a agi et réagi, dans ce cadre commun à toute la communauté nationale, n'est pas dépourvue d'une originalité qui fait sa vigueur et sa saveur !

*PREMIÈRE PARTIE*

---

**LES INFLUENCES**

---





## CHAPITRE PREMIER

### LE MILIEU GEOGRAPHIQUE ET HISTORIQUE

Il est logique de décrire, en premier lieu, le cadre naturel avec ses incidences économiques et ses aménagements humains, puis l'implantation de la population et les divisions administratives, toutes ces questions ressortissant de la géographie. Mais l'histoire joue aussi son rôle par la survivance ou le souvenir d'antécédents ou de précédents politiques.

#### Section I. — Les données géographiques

Le département de l'Allier, situé dans la région centrale de la France, est limité au nord par les départements du Cher et de la Nièvre, à l'est par ceux de Saône-et-Loire et de la Loire, au sud par celui du Puy-de-Dôme, à l'ouest par ceux de la Creuse et du Cher.

Sa plus grande longueur se trouve dans le sens est-ouest, soit 131 kilomètres, la distance maximale entre ses limites du nord et du sud étant de 93 kilomètres. Sa superficie est de 7.308 kilomètres carrés ; à ce point de vue, il est le quatorzième département français.

Constitué le 26 février 1790 à la suite de la décision de l'Assemblée Constituante du 15 janvier 1790, il comprend l'ancienne province du Bourbonnais avec les enclaves auvergnates, moins au nord-ouest les régions de Saint-Amand et de Sancoins qui ont été rattachées au département du Cher.

#### *Par. 1<sup>er</sup>. — LA GÉOGRAPHIE PHYSIQUE ; LES RÉGIONS NATURELLES ; LE CLIMAT.*

Issu d'une province dont le cadre avait été créé par la féodalité, le département de l'Allier ne présente aucune unité géographique, ni de relief, ni de sol, ni de climat. Comme l'écrivait l'historien Guy Coquille dans une phrase souvent citée : « « Bourbonnais est province et pays nouvellement formés comme en marqueterie et mosaïque de plusieurs pièces rapportées » ».

Une description sommaire consisterait à dire que le relief s'abaisse insensiblement du sud au nord et que trois vallées à peu près parallèles, dirigées, elles aussi, approximativement du sud au nord, celles du Cher, de l'Allier et de la Loire, y forment trois larges trouées qui

sont, en même temps, des itinéraires coutumiers pour les principales voies de communication traversant le département.

Sur la carte N° 1, ci-jointe, nous voyons, dans la partie sud du département des systèmes montagneux qui sont des prolongements, des ramifications ou des contreforts des chaînes du Massif Central : des monts de la Marche au sud-ouest (collines des Combrailles, ayant une altitude moyenne de 500 mètres, « la Bosse » atteignant toutefois 774 mètres), des monts d'Auvergne, au sud, entre l'Allier et un de ses affluents, la Sioule (le point culminant étant le « signal de la Serre » avec 530 mètres), des monts du Forez et des monts de la Madeleine au sud-est.

Les deux derniers massifs cités présentent, seuls, dans l'Allier les caractéristiques de véritables montagnes, comme les « Bois Noirs », dont le sommet le plus élevé, le Puy de Montoncel (1.292 mètres) se trouve à la limite précise des trois départements de l'Allier, du Puy-de-Dôme et de la Loire, comme aussi le « Bois d'Assise », faisant partie des monts de la Madeleine, qui, avec des altitudes de 1.165 mètres, cède de peu le pas aux premiers cités. A juste titre, cette partie du département est appelée « Montagne Bourbonnaise ».

Le plateau, entre Cher et Allier, dans les plis duquel on a découvert les principaux gisements houilliers du département, présente du sud au nord des altitudes s'étageant de 500 à 250 mètres, la grande plaine boisée qui lui succède et qui s'étend au nord, du Cher à la Loire, se trouvant en moyenne, à 200 mètres d'altitude (218 à Moulins, 162 dans le val de Cher).

Les caractéristiques des régions naturelles dépendent aussi bien de la nature du sol que de sa configuration. On a l'habitude d'en distinguer sept :

1° La Montagne Bourbonnaise, déjà citée, au sud-est ;

2° La Limagne Bourbonnaise, au sud, entre Sioule et Allier, prolongement de la Limagne d'Auvergne, aussi fertile que celle-ci ;

3° La Combraille, au sud-ouest, prolongement des Combrailles creusoises avec les mêmes caractéristiques : plateaux peu fertiles, traversés de vallées relativement profondes et encaissées ;

4° La vallée du Cher, région d'alluvions, avec, à l'ouest, une contrée formée de coteaux et appelée « pays de la châtaigne », autour d'Huriel ;

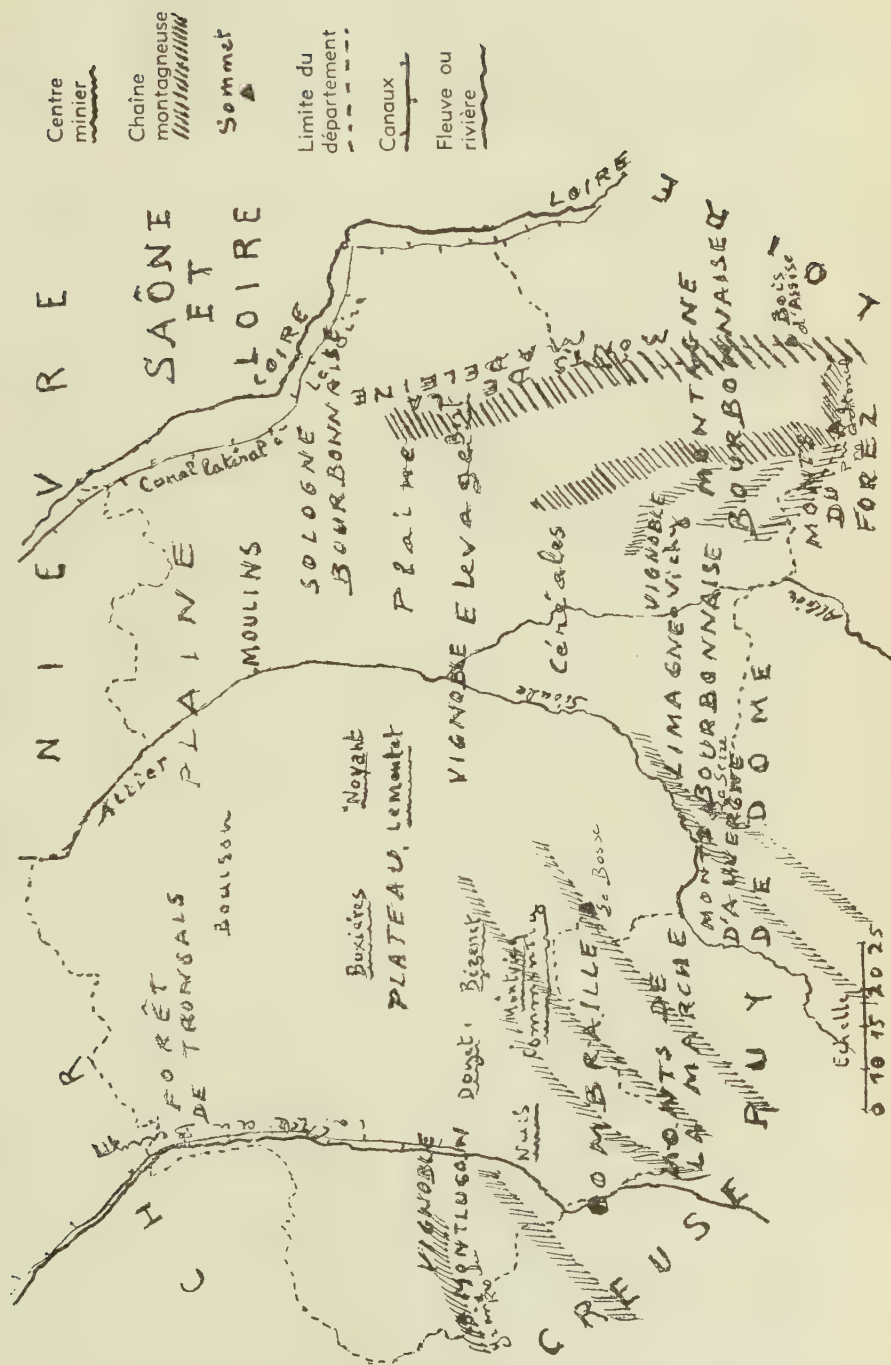
5° Le « Bocage », au nord-ouest, région caractérisée par des haies bocagères entourant des prairies ;

6° La vallée de l'Allier, avec ses fertiles terres d'alluvions et aussi ses sables, l'Allier étant devenue depuis qu'elle a été laissée à elle-même, c'est-à-dire depuis la fin de son utilisation comme voie navigable (milieu du XIX<sup>e</sup> siècle), une rivière sinueuse au milieu des bancs de sable et de gravier, changeant continuellement de lit ;

7° La Sologne Bourbonnaise, au nord-est, aux maigres terres parsemées de bois et d'étangs, d'où son nom, bien qu'il n'y ait aucun lien avec la véritable Sologne.



*Géographie physique et économique*



Le climat de l'Allier est, lui aussi, dépourvu d'unité. Au climat auvergnat caractérisé par des étés chauds, des hivers longs et rigoureux, appartient toute la région méridionale. L'ouest, le centre et les vallées sont soumis au climat girondin, plus modéré. La région du nord-ouest est tempérée et humide.

## Par. 2. — LA GÉOGRAPHIE ÉCONOMIQUE. LES VOIES DE COMMUNICATION.

La fertilité de son sol a fait de l'Allier un département riche sur le plan agricole. Là où la terre apparaissait moins généreuse, d'importantes améliorations foncières ont été menées à bien par des initiatives individuelles « en chaîne » au cours du XIX<sup>e</sup> siècle et ont profondément transformé le pays, y compris et autant que cela était possible, l'ingrate Sologne Bourbonnaise. Grâce à une émulation, favorisée par l'active « Société d'Agriculture de l'Allier », entre ces novateurs, grands propriétaires ou gros fermiers, l'élevage (bovins de race charolaise, porcins, ovins...) est devenu florissant, plaçant l'Allier en bon rang parmi les départements spécialisés.

Bien que, sous le rapport de la diversification agricole, il soit difficile de tracer des frontières intérieures, on peut dire que la partie méridionale, surtout la Limagne, est essentiellement céréalière (récoltes de blé pour le département (en 1895, 2.326.000 quintaux : en 1935, 1.250.000 quintaux), le nord, du « Bocage » à la « Sologne », étant plutôt tourné vers l'élevage. 14.500 hectares de vignes en 1895. 9.000 hectares encore en 1935 garnissaient les coteaux à l'ouest de la vallée de l'Allier, autour de Saint-Pourçain-sur-Sioule, capitale incontestée de ce vignoble, ainsi que les hauteurs à l'ouest de la vallée du Cher (Domerat).

Le septième de la superficie du sol bourbonnais est recouvert par des forêts dont la plus grande, la forêt de Tronçais, avec ses 10.000 hectares, jouxte le Cher.

La découverte, au XIX<sup>e</sup> siècle, dans le sous-sol bourbonnais de couches imposantes de houille, en particulier à Commentry, Doyet, Montvicq, Bézenet, Néris-Ferrières (bassin de Commentry), à Buxières, Saint-Hilaire, Le Montet (bassin de l'Aumance, des schistes bitumeux étant mêlés au charbon à Buxières et Saint-Hilaire), à Noyant-Fins (bassins de la Queune), à Deneuille (bassin de Villefranche), à Bert-Montcombroux, près du Donjon (le seul bassin situé dans la partie est du département), a entraîné un développement important de l'industrie minière. La production de houille, qui atteignait le chiffre record de 978.000 tonnes en 1891 (la même année, l'extraction de schistes parvenait aussi à un poids maximal de 74.000 tonnes !), ce qui plaçait l'Allier parmi les premiers départements, a, par la suite régulièrement diminuée pour n'être plus que de 473.000 tonnes en 1911, 248.000 tonnes en 1921, 130.000 tonnes en 1936. Par suite de leur épuisement, de la médiocre qualité de leur charbon, du coût d'extraction relativement élevé, ces mines ont cessé, l'une après l'autre leur exploitation entre 1910 et l'après-guerre 1945. L'extrac-

tion des schistes, desquels on tirait, entre autres, le pétrole lampant, a été stoppée, après 1918, par les progrès de l'éclairage électrique.

Les richesses du sous-sol bourbonnais permirent aussi l'ouverture de petites mines métalliques (antimoine à Nades, manganèse à Saligny, cuivre à Charrier-Laprugne...) et de carrières souterraines (gypse à Lurcy) ou découvertes (kaolin à Echassières, grès, pierres calcaires pour fours à chaux...). Il ne faut pas omettre, parmi ces productions tirées du sous-sol, les *eaux minérales ou thermales* de Vichy (1), de Nérès et de Bourbon-L'Archambault.

*L'industrie* s'est surtout développée à Montluçon et à Commentry. Montluçon, qui a dû sa prospérité à la proximité des houillères du bassin de Commentry et au canal du Berry, qui lui amenait les minerais ferrugineux du Cher, est, en un demi-siècle, devenu la première ville du département, passant de 5.034 habitants en 1836 à 26.079 habitants en 1886 et à 42.515 en 1936 (57.884 en 1962). Parmi les nombreuses usines de cette ville, les plus importantes furent les « Hauts Fourneaux et Fonderies de Montluçon », les « Forges et Fonderies de Saint-Jacques » (Cie des Forges de Châtillon-Commentry), les « Usines Saint-Jacques », l'« Usine de la Côte Rouge », la « Manufacture de Glaces » et l'« Usine de Produits Chimiques » (Saint-Gobain), l'« Usine Dunlop »... A Commentry, les « Forges » (Cie Martenot, puis Commentry-Fourchambault), principale usine de cette ville, donnaient une activité industrielle à ce centre essentiellement minier, passé de 1.000 habitants en 1840 à 12.632 en 1896, mais retombé à 8.827 en 1936 (9.523 en 1962). On voit, d'après ces exemples, l'importance de l'industrie métallurgique ; l'Allier occupait, en 1895, époque de son apogée industrielle, parmi les départements, le sixième rang pour la production de la fonte (27.660 tonnes) et le huitième pour celle des fers et de la tôle (24.033 tonnes).

Les *voies de communication* qui sillonnent l'Allier sont nombreuses, les plus chargées en trafic étant celles qui suivent les vallées :

1° Les voies ferrées, à l'exception de la ligne La Ferté-Hauterive à Gannat (mise seulement en service en 1932 et à peu près désaffectée depuis 1945), sont un héritage du Second Empire. Les plus importantes, c'est-à-dire la ligne Paris-Nîmes par Clermont-Ferrand, la ligne Lyon-Nantes par Roanne et Moulins, et la ligne Lyon-Bordeaux, par Gannat et Montluçon, se coupent ou se rejoignent à Saint-Germain-des-Fossés, dont la gare connut une grande activité pendant l'ère triomphale des femins de fer : trafic en voyageurs et en marchandises considérable ; nombreux cheminots avec toutes les conséquences de cette situation. Entre 1880 et 1890, 330 kilomètres environ de voies étroites furent construites à travers les campagnes, reliant des chefs-lieux de cantons entre eux ou avec les grandes lignes, serpentant dans des tracés qui visaient un nombre maximal de kilomètres autant que le souci de desservir le plus possible de communes rurales. Leur exploitation par la Société des Chemins de Fer Economiques devint

(1) La population de Vichy est passée de 1.148 habitants en 1838 à 10.344 en 1887 et 25.074 en 1936, dépassant alors celle de Moulins. Il y eut 108.000 curistes en 1913, 132.110 curistes en 1936.



de plus en plus déficitaire avec l'essor de l'automobile et la résurrection de la route, ce déficit étant pris en charge par le département. Ces voies disparurent définitivement après 1945.

2° Parmi les canaux, le plus important pour les débuts industriels du département, le canal du Berry, qui aurait dû faire l'objet de travaux importants en vue de son élargissement, conserva ses dimensions d'origine qui en permettaient seulement l'accès à des péniches étroites et de faible tonnage, ce qui entraînait des opérations de transbordement et des frais supplémentaires. Finalement, il était fermé à la navigation.

3° Le réseau routier, généralement bon, quoique les voies soient demeurées étroites et généralement fort bombées, comprend en particulier un tronçon de la fameuse R. N. 7 (« route bleue ») et son embranchement vers le sud, la R.N. 9 (Moulins-Clermont-Ferrand).

### *Par. 3°. — LA GÉOGRAPHIE HUMAINE. LES DIVISIONS ADMINISTRATIVES ET ÉLECTORALES.*

La population de l'Allier, qui comptait 248.864 habitants en 1801, s'est augmentée progressivement au cours du XIX<sup>e</sup> siècle pour atteindre 390.812 habitants au début de la période qui nous intéresse, en 1872, puis plafonner, en 1886 et 1896, avec des chiffres dépassant 424.000 (respectivement 424.582 et 424.378). Puis cette population a régulièrement diminué : 422.024 habitants en 1904, 418.693 en 1911, 368.786 en 1936 (2).

Cette population, répartie entre 321 communes, est fort disséminée et par suite à prédominance rurale, puisque, même aux époques « fastes » (1896 par exemple), 33 communes seulement avaient plus de 2.000 habitants et 89 entre 1.000 et 2.000 habitants, toutes les autres ayant moins de 1.000 habitants.

Seule la population de quatre agglomérations, celle de Moulins-Yzeure, Montluçon, Vichy-Cusset et Commentry, pouvait être (et peut encore être) considérée comme urbaine.

En comparant les chiffres tirés de trois recensements (dont l'un postérieur à la période étudiée pour avoir une vue plus générale de l'évolution) et relatifs à la population globale d'une part et à la population urbaine (c'est-à-dire de ces six communes) d'autre part, on obtient le tableau ci-dessous en pourcentages comme en nombres :

| Recensements de :    | 1896    | 1936    | 1962    |
|----------------------|---------|---------|---------|
| Population globale : | 424.378 | 368.786 | 387.542 |
| Population urbaine : | 90.916  | 98.980  | 144.437 |
| Pourcentages :       | 21,4 %  | 26,8 %  | 37,2 %  |

On voit que la dépopulation de 1896 à 1936 n'a pas affecté la population urbaine. Celle-ci a même progressé en valeur absolue, quoique la croissance des grands centres ait été surtout forte depuis

(2) Après 1945, on constate, au contraire, une augmentation, il est vrai modérée, de la population : 372.689 en 1954 et 387.542 en 1962. On est ainsi sensiblement revenu au niveau de 1872 !



1936. Ce phénomène est commun à l'ensemble du territoire et il apparaît même moins marqué dans l'Allier que dans d'autres départements. Il se manifeste par rapport à la population globale en augmentant l'importance relative de la population urbaine.

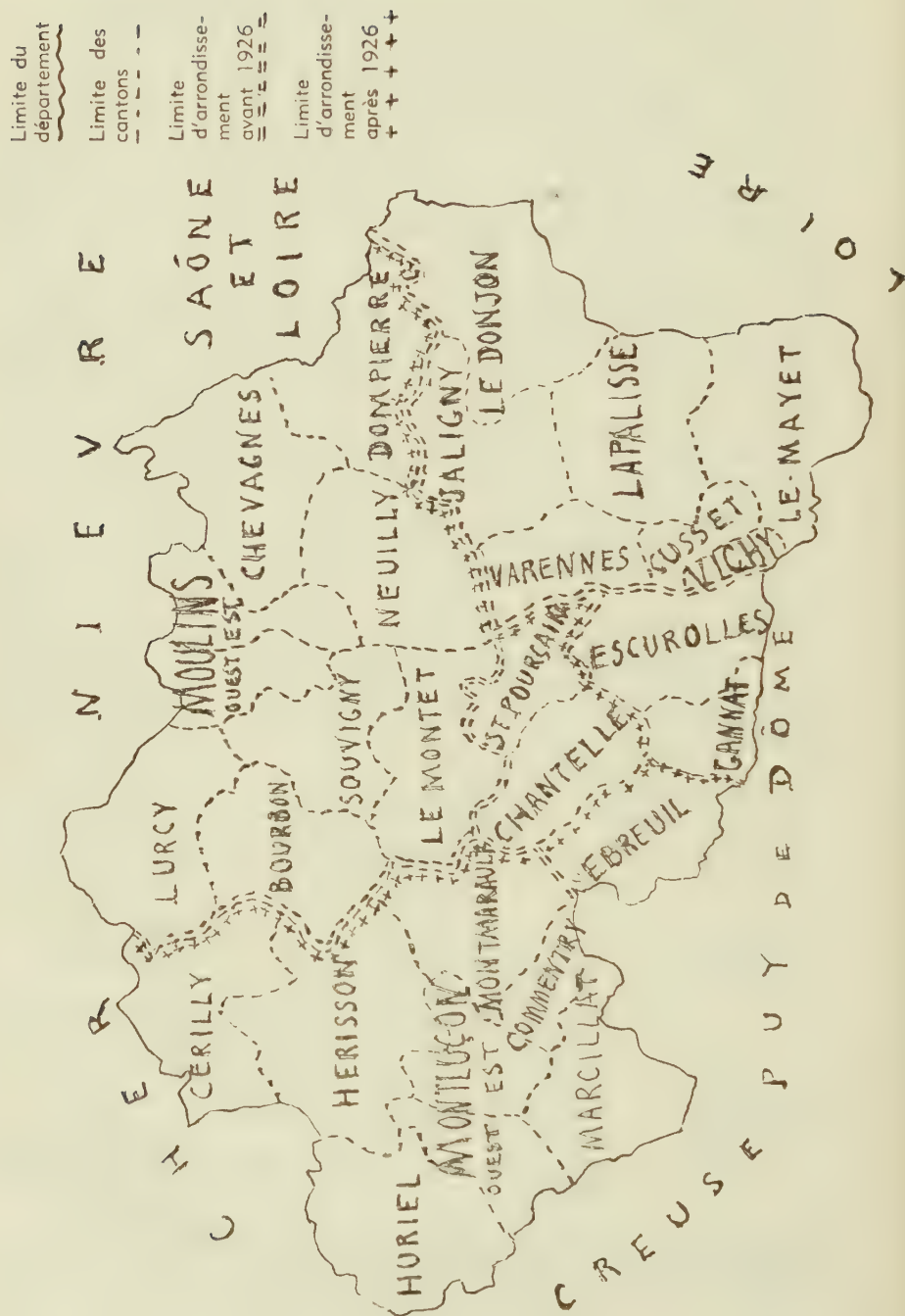
Pour l'Allier, la moyenne des 315 communes considérées comme rurales n'a cessé de baisser : 1.058 en 1896, 856 en 1936, 771 en 1962.

Nous n'avons pas compris dans la population urbaine les habitants de deux gros bourg qui ont été, sous la III<sup>e</sup> République, des chefs-lieux d'arrondissement, des centres importants de vie administrative, politique et même, pour le premier cité, judiciaire : Gannat et Lapalisse. Gannat (5.676 habitants en 1896, 4.811 en 1936) a perdu sa sous-préfecture en 1926, l'arrondissement étant alors partagé entre ceux de Lapalisse, Moulins et Montluçon, et n'a finalement conservé de sa gloire d'antan qu'un tribunal d'instance. Lapalisse (2.941 habitants en 1896, 3.234 en 1936), qui s'était déjà incliné, de mauvaise grâce, devant Cusset pour le siège du tribunal, a vu la « capitale provisoire » de 1940, Vichy, profiter de cette situation pour lui enlever officiellement un sous-préfet qui, déjà auparavant, habitait plus la « reine des villes d'eaux » que le « val de Besbre ».

Ces explications apportent quelques clartés pour l'examen de la carte N° 2, intitulée « Géographie administrative » et placée ci-dessous.

Pour plus de précisions, dressons un tableau comprenant d'un côté les divisions administratives jusqu'en 1926, de l'autre les divisions électorales, c'est-à-dire les circonscriptions du « scrutin d'arrondissement », qui ont servi pour un grand nombre d'élections législa-

| Arrondissements<br>de           | Divisions administratives<br>Cantons de                                          | Divisions<br>électorales                    |
|---------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------|
|                                 |                                                                                  | Circonscriptions<br>(arrondissements)<br>de |
| Moulins<br>(9 cantons)          | Moulins-Est, Chevagnes, Dompierre.                                               | Moulins-Est<br>(4 cantons)                  |
|                                 | Neuilly-Le Réal.                                                                 |                                             |
|                                 | Moulins-Ouest, Bourbon-l'Archambault, Le Montet, Lurcy, Souvigny.                | Moulins-Ouest<br>(5 cantons)                |
| Montluçon<br>(8 cantons)        | Montluçon-Est, Commentry, Marcillat Montmarault.                                 | Montluçon-Est<br>(4 cantons)                |
|                                 | Montluçon-Ouest, Cérilly, Hérisson, Huriel.                                      | Montluçon-Ouest<br>(4 cantons)              |
| Lapalisse<br>(6 puis 7 cantons) | Lapalisse, Cusset, Le Donjon, Jaligny, Mayet-de-Montagne, Varennes Vichy (1892). | Lapalisse<br>(6 puis 7 cantons)             |
| Gannat<br>(5 cantons)           | Gannat, Chantelle, Ebreuil, Escurolles, Saint-Pourçain-sur-Sioule.               | Gannat<br>(5 cantons)                       |



tives de la III<sup>e</sup> République : 1876, 1877, 1881, 1889, 1893, 1898, 1902, 1906, 1910, 1914, 1928, 1932, 1936, sans compter les élections complémentaires. Il est donc à souligner que ces divisions électorales servent même après la suppression de « l'arrondissement administratif » de Gannat.

Après la réforme de 1926, la partie gauche de ce tableau, donc la division administrative, fut modifiée par le rattachement, effectué comme suit, des cantons de l'ex-arrondissement de Gannat aux trois arrondissements « survivants » :

Moulins (11 cantons) : en plus, les cantons de Chantelle et de Saint-Pourçain ;

Montluçon (9 cantons) : en plus, le canton d'Ebreuil ;

Lapalisse (10 cantons) : en plus, les cantons d'Escurolles et de Gannat.

Ainsi se profilait sur le plan administratif cette tendance à « l'entiersèlement » du département, c'est-à-dire sa division en trois zones, que M. B. Parquet a mis en relief, découvrant, dans la rivalité historique, économique et démographique des trois villes de Moulins, Montluçon et Vichy, ce qu'il a appelé le « Bourbonnais écartelé » (3). Il est en effet à souligner que Moulins a perdu depuis bien longtemps, tout en restant chef-lieu du département, la première place dans ces divers domaines. Sans parler de l'essor industriel, qui, ainsi que nous l'avons vu, a presque exclusivement favorisé Montluçon, Vichy étant par ailleurs richement « dotée » par ses eaux, sur le plan de la population, Moulins, qui avait déjà 15.231 habitants en 1836 et 20.385 en 1872, ne parvint, en 1936, qu'au chiffre de 22.365 habitants (4). Le chef-lieu avait été rattrapé puis dépassé par Montluçon d'abord, par Vichy ensuite. Cette infériorité moulinoise n'a pas manqué de jouer sur le plan politique en sorte qu'il n'y eut jamais, au cours de la 3<sup>e</sup> République, de centre prédominant, imprimant sa marque à l'ensemble du département, mais plusieurs centres d'action et d'influence, souvent étrangers, parfois rivaux.

## Section II. — Les données historiques Les antécédents et précédents politiques

Peut-on retrouver dans l'histoire du Bourbonnais les racines profondément enfoncées de certaines attitudes politiques locales ? La question mérite d'être posée. Dès que l'on arrive à l'ère départementale, les tendances s'expriment par des scrutins et peuvent être discernées. Le suffrage universel apporte une base plus solide à un tel examen, d'où l'intérêt primordial des élections de la

(3) Articles parus sous ce titre dans la revue « *Notre Bourbonnais* » (4<sup>e</sup> trimestre 1955 au 3<sup>e</sup> trimestre 1957) et, à tous points de vue, remarquables !

(4) 24.441 habitants en 1962. Une initiative récente a réuni Yzeure à Moulins. La nouvelle ville prend la deuxième place, sauf union à prévoir, de Cusset à Vichy.

Deuxième République. Enfin, malgré sa nature de pouvoir « clos », pour reprendre l'expression de M. Burdeau, le Second Empire n'est pas à rejeter totalement, des lignes de force se faisant jour sous des résultats électoraux apparemment uniformes.

*Par. 1<sup>er</sup>. — L'HISTOIRE DU BOURBONNAIS (5).*

Cette histoire est passée par deux phases, la phase féodale ou de formation qui a duré près de six siècles, si l'on compte en partant des premières interventions connues des sires de Bourbon, donc de 944 à 1523, la phase provinciale ou d'adaptation à la vie nationale, qui n'a guère dépassé deux siècles et demi.

La première période qui fut marquée par une extension continue des possessions des sires, puis, après 1327 des « ducs » de Bourbon, ne semble avoir laissé que des traces morales, celle de la tradition : tradition religieuse autour des tombeaux de Saint Mayeul et de Saint Odilon dans le prieuré clunisien de Souvigny ; tradition des fastes de la cour des Bourbon, surtout à l'époque du duc Pierre et d'Anne de France, celle qui fut régente du royaume pendant huit années, presque un règne (1483-1491) (6) ; tradition d'unité et de communauté d'histoire découlant de cette dynastie dont le dernier chaînon fut Charles de Bourbon, le « connétable ».

Quelles furent les répercussions de « l'affaire », cette appellation convenant fort bien à ce que les bourbonnais considèrent comme une affaire Dreyfus du xvi<sup>e</sup> siècle ? Les décisions royales et les jugements du Parlement dont le résultat fut de dépouiller de ses biens (7) Charles de Bourbon, le poussant ainsi aux solutions désespérées, furent peu prisées dans notre province où le duc conserva de nombreux fidèles, même après sa mort, à laquelle beaucoup se refusaient de croire. Les bourbonnais estimaient que le roi avait agi avec rouerie et cupidité. Il est possible que cette opinion se soit perpétuée dans l'esprit populaire de l'Allier sous la forme d'une méfiance instinctive à l'égard du pouvoir central.

Après le rattachement du Bourbonnais à la couronne, le duché subsista à titre de domaine, dont la jouissance fut attribuée à la duchesse d'Angoulême. Il devint ensuite l'apanage de Charles d'Orléans, troisième fils de François I<sup>er</sup>, avant de passer entre plusieurs mains, dont celles des princes de Condé (1662 à la Révolution).

Ces changements de maîtres n'eurent pas de portée réelle sur l'esprit public des Bourbonnais qui conservèrent une certaine unité de coutumes et de sentiments.

On peut se demander, par ailleurs, si le fait, pour notre province, d'avoir été un pays de « grande gabelle », alors que les provinces voisines, Auvergne, Marche et Pays de Combraille étaient rédimées, n'a pas aigri les esprits tout en les habituant à la fraude,

(5) « *Visages du Bourbonnais* » (voir biblio.), « *Histoire du Bourbonnais* », par Joseph Viple.

(6) « *Anne de Beaujeu, Roi de France* », Jehanne d'Orliac (voir biblio.).

(7) « *Visages du Bourbonnais* » (op. cit.), Joseph Viple.



donc à la révolte silencieuse. Les forêts, celle de Tronçais en particulier, regorgeaient de faux-sauniers. Or, il faut noter qu'à des époques plus rapprochées dans le temps, de nombreuses communes situées près de cette forêt manifestèrent des opinions fort révolutionnaires.

#### *Par. 2° — LA RÉVOLUTION.*

Il est intéressant de souligner que tous les députés, sauf un, de l'Allier à la Convention siégèrent sur les bancs de la Montagne (8). Néanmoins, les Girondins conservèrent de nombreuses sympathies dans le département et il y eut de vives protestations de la part des administrations des districts de Gannat et du Donjon, lorsque, le 10 juin 1793, Brissot fut arrêté à Moulins. Pour Louis Biernawski (9), l'Allier se montra, jusqu'à l'arrivée de Fouché, en septembre 1793, un département relativement modéré, d'esprit plus réformateur que révolutionnaire. Mais, à partir du séjour, marqué par une extension locale de la Terreur et par une vigoureuse épuration administrative, du terrible conventionnel dans l'Allier, une extrême-gauche active prit la direction des affaires départementales et la masse parut la suivre et l'approuver dans son action révolutionnaire.

#### *Par. 3°. — SOUS LA RESTAURATION ET LA MONARCHIE DE JUILLET.*

Malgré leur élection par des collèges très restreints, les députés de l'Allier manifestèrent des opinions nettement libérales. Alexandre-César Destutt de Tracy, fils du philosophe, élu en 1822, battu en 1824, élu à nouveau en 1827, réélu en 1830 et 1834, siégea parmi les libéraux et signa, en 1823, la protestation des 62 députés de gauche contre l'expulsion de Manuel de la Chambre. Camus de Richemont, député de l'Allier, de 1827 à 1837, était aussi un libéral, quoique moins ardent que Destutt. Charles-Gilbert Tourret, qui succéda à Camus de Richemont en 1837 et qui sera, en 1848, ministre de l'Agriculture du Général Cavaignac, était un républicain à la fois sincère et modéré. Un autre député de cette époque, le Général Amable de Courtais, élu à Montluçon, en 1842, prit place sur les bancs de l'extrême-gauche et vota régulièrement aux côtés des opposants républicains.

#### *Par. 4°. — LA DEUXIÈME RÉPUBLIQUE.*

Les scrutins de cette période importante présentèrent des résultats contradictoires.

---

(8) Joseph Viple, « *Visages du Bourbonnais* » (op. cit.), p. 72.

(9) « *Un département sous la Révolution Française* » (voir biblio.).

I. — *Les élections du 23 avril 1848* pour la désignation des représentants à l'Assemblée Constituante furent marquées par le succès de la liste républicaine, celle-ci étant entièrement élue avec une notable avance. Effet du conformisme accompagnant tout changement de régime, soutien sinon même pression de nature officielle du commissaire de la République par ailleurs candidat sur cette liste républicaine Félix Mathé (10), influence personnelle des candidats têtes de liste, dont de Courtais et Tourret, déjà cités, toutes ces causes jouèrent pour une victoire, rendue ambiguë par l'intervention des conservateurs qui prirent les trois mêmes têtes de liste et mêlèrent sur ces noms leurs voix aux suffrages républicains.

II. — *L'élection, le 10 décembre 1848*, donc avant la fin de la même année, du président de la République donnait à « Louis Bonaparte » une majorité, quoique relative (43 % des inscrits), dans le département, majorité très inférieure au pourcentage national (57 %). L'Allier accordait la seconde place à Ledru-Rollin (14 %), qui était seulement arrivé troisième sur le plan national (4 %). Le perdant, chez nous, était Cavaignac, le républicain modéré, l'homme du centre : 6 % (pourcentage national : environ 15 %) (11).

Douze cantons, tout le sud du département sur deux ou trois rangées, plus les deux cantons de Moulins, avaient assuré la majorité absolue au prince Napoléon. Les cantons qui avaient voté pour Ledru-Rollin se partageaient en deux blocs, l'un au nord-nord-ouest, dont Lurcy, l'autre à l'est dont Jaligny (53 %) et Dompierre.

III. — *Le 13 mai 1849*, pour les élections à l'Assemblée Législative, à peine cinq mois plus tard, l'Allier faisait passer avec un pourcentage moyen de 44 %, donc le même à un pour cent près que celui obtenu par le prince Napoléon, les sept candidats de la liste des « rouges », dite aussi des « démocrates » ou des « montagnards », comprenant en cinquième position Ledru-Rollin lui-même et, à leur tête, Mathé (10). Les conservateurs qui, dans une liste dite « de l'Ordre », avaient pourtant rangé sous leur bannière deux représentants sortants, dont Tourret, n'avaient pu atteindre qu'un pourcentage moyen de 25 %. Une troisième liste, de tendance centriste, n'obtenait qu'un pourcentage moyen de 4 % (11).

Les orientations des deux listes arrivées en tête étaient nettes. La présence de Ledru-Rollin qui, lors d'un voyage à Moulins, le 30 avril 1849, avait été accueilli par ses partisans puis avait failli être lynché par des contre-manifestants aux cris bien opposés de « Vive la Montagne » de la part de ses défenseurs et de « Vive Napoléon » de la part de ses adversaires, le programme de la liste des « démocrates » qui comprenait en particulier « la nationalisation de tous les grands services » et « l'affranchissement des prolétaires », tout contribuait à rattacher cette liste au « Mouvement ». A l'opposé, la liste « de l'Ordre », qui se réclamait de « toutes les nuances

(10) Mathé Antoine-Amédée-Félix (1808-1882), voir index biographique.

(11) Sources pour ce paragraphe : Archives Départementales de l'Allier, Série M, et « *La Révolution de 1848* » (voir biblio.), M. Georges Rougeron, pp. 38 et ss.

d'opinions modérées sans distinction d'origine et d'antécédents », et pour qui « l'élection actuelle » ne pouvait « être... que la conséquence rigoureuse et logique de l'élection de Louis-Napoléon Bonaparte », représentait pleinement, en plus de sa composition et de son titre, « l'Ordre Etabli ».

Onze cantons avaient accordé la majorité absolue à la liste des « montagnards », dont six à l'est du département (Dompierre, Jaligny, les deux cités déjà comme favorables à Ledru-Rollin en 1848, plus le Donjon, Lapalisse, Neuilly et Varennes) et quatre au nord-nord-ouest (Lurcy, déjà cité pour 1848, plus Bourbon, Hérissou et Cérilly), le onzième étant celui de Chantelle, qui avait voté avec presque autant d'enthousiasme pour le prince Napoléon aux élections présidentielles. Unis à d'autres cantons où les pourcentages « frisaient » la majorité absolue (Saint-Pourçain, Le Montet, Souvigny), ces régions favorables au Mouvement formaient pour la première fois ce que nous appellerons, en examinant les résultats de certaines élections de la III<sup>e</sup> République, « l'auréole rouge » de Moulins.

Les cantons de Moulins avaient, quant à eux, préféré les candidats de l'Ordre Etabli. Mais le sud du département, si bonapartiste en décembre, les avait boudés, à l'exception des cantons de Marçillat et de Cusset (comprenant alors Vichy). Le sud, incertain, avait marqué son refus de choisir par des abstentions.

Ledru-Rollin optait, par tirage au sort, pour le Var, où il avait été de même élu. Jacques-Sébastien Fargin-Fayolle, élu en 1848, réélu en 1849, second derrière Mathé, était compromis avec Ledru-Rollin dans l'affaire du « Conservatoire des Arts et Métiers », s'enfuyait en Suisse et faisait l'objet de poursuites pénales.

Seul avec le Rhône (barricades de la Croix-Rousse), l'Allier suivit le mouvement parisien du 13 juin 1849. Dans la nuit du 14 au 15 juin, à l'appel du frère du représentant Fargin-Fayolle, quinze cents paysans du canton d'Huriel se rassemblèrent en armes dans une lande déserte dite la « Brande des Mottes » et décidèrent de marcher sur Montluçon, mais se dispersèrent peu après, à l'annonce des mauvaises nouvelles provenant de la capitale. Quarante-trois personnes arrêtées, jugées puis relaxées aux Assises du Puy-de-Dôme, la condamnation du frère de Fargin-Fayolle à cinq ans de déportation qu'il fit à Belle-Isle-en-Mer avec le représentant, son frère, condamné, pour sa part, par la Quatrième cour de Versailles, ainsi qu'avec Barbès, Blanqui et Raspail, telle fut la conclusion de cette affaire qui prouve, au moins, chez ces campagnards de la région montluçonnaise une ardeur révolutionnaire prête à passer aux actes (12).

IV. — Le 13 juillet 1849, une élection partielle eut lieu dans le cadre départemental, pour le remplacement de Ledru-Rollin. Profitant de l'ambiance de répression ainsi que du vote des militaires

---

(12) M. Georges Rougeron (op. cit.), « De la Révolution de février au 2 décembre ».



stationnés dans le département (14), le conservateur Gilbert-Désirat Desmaroux de Gaulmin, candidat malheureux sur les listes de « l'Ordre », en 1848 et 1849, était élu avec 14,38 % des inscrits contre 14,31 % à Georges Gallay (13), républicain avancé, futur conseiller général radical sous la Troisième République. Le modéré centriste, ancien représentant de 1848, Tourret, n'avait pas obtenu 5 %. Il y avait eu plus de 65 % d'abstentions !

V. — *L'élection partielle du 10 mars 1850*, intervenue pour le remplacement de Fargin-Fayolle, déchu de son mandat, se fit aussi dans le cadre départemental. Deux candidats seulement y prirent part. A nouveau, Georges Gallay portait les couleurs de la gauche (au sens large), du « Mouvement ». Il avait pris l'étiquette voyante de « démocrate socialiste », mais les 33,15 % de suffrages qu'il recueillit furent dépassés par les 33,35 % qui s'étaient portés sur le nom de Gabriel Dufour, juriste éminent, choisi par les délégués du parti de « l'Ordre ». Comme Desmaroux, Dufour avait été avantagé par les votes des militaires stationnés (14).

Les cantons demeurés fidèles au « Mouvement » se situaient, comme lors des scrutins précédents, à l'est du département (Dompierre, Jaligny, Le Donjon) et au nord-nord-ouest (Lurcy, Cérilly, Hérisson, Bourbon). Quelques cantons du centre (Chantelle, Le Montet, Saint-Pourçain) venaient s'y ajouter, comme en 1849.

« L'Ordre Etabli » conservait ses assises dans les cantons de Moulins (Chevagnes se joignant à eux), de Cusset-Vichy inclus (avec un prolongement sur Escurolles) et de Marcillat.

VI. — *La résistance au coup d'état et la répression*. L'Allier fut, avec la Nièvre (Clamecy) et une petite partie du Cher, un des rares départements du centre à résister par les armes au coup d'état. Cette résistance a été décrite de façon détaillée par les historiens locaux, notamment par le Docteur Jean Cornillon et par M. Georges Rougeron (15). Il n'est pas étonnant que cette résistance soit venue des zones électoralement favorables au « Mouvement » : les cantons de Lurcy, de Cérilly, de Chantelle, de Saint-Pourçain, et surtout du Donjon et de Jaligny.

Dans ces deux derniers cantons la résistance tourna à l'insurrection ; les républicains armés marchèrent sur Lapalisse, s'emparèrent de la sous-préfecture, après avoir fait le coup de feu et ne cédèrent la place que devant l'intervention de la troupe.

Par la suite, dans les cantons qui s'étaient insurgés comme dans ceux qui avaient tenté de le faire, les poursuites furent nombreuses, visant non seulement les opposants actifs mais les opposants « en opinions ». Ce fut une véritable « chasse aux rouges » qui devait laisser un souvenir durable dans l'opinion publique. Le décret du

(13) Voir index biographique.

(14) M. Georges Rougeron, « *De la Révolution de février au 2 décembre* », pp. 51, 64 et ss. Voir pour Dufour, l'index biographique.

(15) J. Cornillon, « *Le Bourbonnais en décembre 1851. Le Coup d'Etat* » (biblio.), et M. Georges Rougeron, ouvrage précité, pp. 87 et ss.



8 septembre 1882 accordant des pensions aux victimes du coup d'Etat en dénombra 697 dont 551 habitaient encore l'Allier. Les cantons qui venaient en tête étaient ceux de Lapalisse (86), Jaligny (82).

Des listes dressées par le Docteur Cornillon permettent de comparer les chiffres de l'Allier avec ceux établis pour l'ensemble du territoire (16) : 18 envoyés en conseil de guerre sur 247 ; 13 transportés à Cayenne sur 239 ; 257 transportés en Algérie sur 4.549.

En même temps, les représentants et anciens représentants républicains de l'Allier étaient l'objet de mesures répressives diverses. Le Général de Courtais (17) était expulsé du territoire français ; Mathé était banni ; même le modéré Dufour avait été arrêté à Paris, le 2 décembre.

### Par 5°. LE SECOND EMPIRE.

Les deux premiers plébiscites montrèrent l'engouement d'une impressionnante majorité pour le nouveau régime : 75 % de *oui* en 1851 et 76 % en 1852, contre respectivement 1 % et 0,5 % de *non*.

L'histoire des élections de député au Corps Législatif est assez simple et peut être facilement résumée. Il n'y eut, en dix-huit années, que cinq députés pour l'Allier, le département étant d'abord divisé en deux, puis en trois circonscriptions.

Charles-Eugène de Cadier, baron de Veauce, élu député de la 1<sup>re</sup> circonscription en 1852 avec 59 %, était réélu en 1857 avec 50 %, en 1863 avec 61 %, en 1869 avec 59 %, tous ces pourcentages calculés, bien entendu, sur les inscrits. Desmaroux de Gaulmin, vainqueur de Gallay, comme il a été dit, en 1849, et porté à la Législative, était élu en 1852, député de la 2<sup>e</sup> circonscription par 59 % des inscrits, réélu par la 2<sup>e</sup> circonscription (mais dont le territoire avait été complètement modifié) en 1857, 1863 et 1869 avec, respectivement, 58 %, 63 % et 43 % des inscrits. Dans la 3<sup>e</sup> circonscription, créée en 1857, Jean-François Rambourg, maître de forges, dont la famille avait fondé l'industrie minière et métallurgique à Commentry et à Saint-Bonnet-de-Tronçais, fut élu député par 45 % des inscrits. En 1683, il laissait la place à un nouveau candidat officiel, Edouard Mathurin Fould, neveu du Ministre des Finances du même nom. Fould parvenait à 63 % des inscrits. Suite à la démission de Fould, une nouvelle élection dans cette circonscription permettait à Stéphane Mony, directeur des mines de Commentry, d'obtenir 50 % des inscrits. Mais Mony était réélu, en 1869, avec 60 % des inscrits.

Sans doute, la répression anti-républicaine et le système de la candidature officielle expliquent pour partie ces pourcentages exceptionnellement élevés ainsi que la faiblesse d'une opposition, néanmoins présente dans certains de ces scrutins.

---

(16) Chiffres tirés de Lavisse, « *Histoire de France contemporaine* », tome sixième, p. 220.

(17) Pour de Courtais, voir index biographique.

Félix Mathé, l'ancien représentant, rentré d'exil après l'amnistie de 1859, obtint seulement 3 % en se présentant contre de Veauce, lors de l'élection de 1863.

De Courtais, candidat dans la 3<sup>e</sup> circonscription, en 1857 contre Rambourg et en 1863 contre Fould, faisait mieux avec respectivement 13 et 16 %. Pour la première fois, le canton de Commentry, nouvellement créé, déjà caractérisé par sa population ouvrière, manifestait, autant qu'il lui était possible, son penchant pour le Mouvement.

L'opposition représentée le 23 mai 1869, dans la 2<sup>e</sup> circonscription, sur le nom du Docteur Victor Cornil, de Cusset, ami intime de Gambetta, « candidat indépendant et libéral », soutenu par le journal républicain régional, *L'Impartial du Centre*, de Nevers, fut autrement massive ; près de 27 %. Le canton de Cusset (Vichy inclus) lui avait donné 55 %, donc la majorité absolue, celui d'Escurolles plus de 40 %.

Le plébiscite du 8 mai 1870 ne permit pas à l'opposition de s'exprimer de façon nette, la question ayant été posée avec une telle habileté par le pouvoir que le vote *oui* était, à la fois, un acte de confiance bonapartiste et une approbation des réformes instituant le régime parlementaire. Le « Mouvement » se scinda en deux, seule la portion d'extrême-gauche appelant à voter *non*. Le taux record de 78 % en faveur des *oui* fut, pour l'Allier, le fruit de cette politique, les *non* atteignant seulement 6,9 %.

Il est intéressant de rechercher par commune l'origine des *non*. On s'aperçoit de l'importance des pourcentages dans les centres ouvriers : Montcombroux, 51 % de *non*, Montluçon, 40 %. Si l'on additionne les voix provenant de ces centres, on obtient un chiffre dépassant la moitié des *non* du département. Le reste provenait d'une opposition rurale, localisée dans le nord-nord-ouest du département, et des bourgs chefs-lieux de canton : Bourbon, Souvigny, Hérisson, Montmarault, Chantelle, Gannat, Cusset, Saint-Pourçain.

## CHAPITRE II

### LES INFLUENCES SOCIALES : LA « STRATIFICATION » DES CLASSES

A part le milieu hybride des petits bourgs, on pouvait distinguer deux mondes bien tranchés, d'un côté un milieu rural, le plus ancien et le plus stable, de l'autre un milieu urbain. On ne peut parler toutefois d'un isolement absolu de chaque milieu de vie sociale par rapport à l'autre. Il y eut des interpénétrations, mais sans qu'il se remarque des transformations dues à ces influences respectives.

#### Section I. — Le milieu rural

L'existence de classes en milieu rural dépend de l'appropriation du sol et des modes d'exploitation, aussi des habitudes de vie et d'esprit. Il faut donc examiner la situation de la terre en Bourbonnais avant d'exposer comment sont nées et se sont manifestées une conscience de classe du prolétariat paysan et une conscience de classe « bourgeoise » ou possédante des campagnes.

#### *Par. 1<sup>er</sup>. — LA SITUATION DE LA TERRE EN BOURBONNAIS.*

La documentation est insuffisante pour affirmer que l'Allier est, comparativement aux autres régions de France, un pays de grande propriété. En effet, les statistiques agricoles ont été établies par communes, ce qui augmente le nombre des propriétaires apparents ; de plus, la base du décompte est la cote foncière, ce qui peut donner lieu à des erreurs, selon l'interprétation du « statisticien communal ». Enfin, les réponses sont absentes pour de nombreuses communes, soit qu'elles n'aient jamais été retournées, soit que les documents aient été égarés. On ne peut se fier au nombre des exploitations qui est pratiquement le seul chiffre valable dans toutes ces statistiques, bien que faussé, comme celui des propriétaires, par le cadre communal. En effet, ce chiffre ne correspond pas, de toute évidence, à la répartition de la propriété foncière.

Peut-on tirer toutefois de l'évolution de ce nombre des exploitations des déductions quant à l'évolution de la possession du sol ? Il semble que la toute petite exploitation, celle inférieure à un hectare,

ayant à peu près disparu, la toute petite propriété ait fait de même, qu'à l'opposé, celle de 20 à 100 hectares ayant nettement progressé (et celle de 50 à 100 hectares étant passée du simple au double !), il en ait été de même en ce qui concerne la moyenne et la grande propriété. En effet, il est vraisemblable que la possession de la terre a suivi le regroupement cultural, mais dans une mesure moindre, ce regroupement se faisant parfois par des contrats autres que l'acquisition (1).

Les chiffres les plus précis, sinon les plus exacts en la matière, furent ceux fournis par Compère-Morel (2), le spécialiste agricole de la S.F.I.O. Selon lui, en 1910, dans l'Allier, les biens-fonds supérieurs à 100 hectares représentaient 40 à 50 % de la superficie du sol, ceux supérieurs à 40 hectares, au nombre de 3.238, recouvrant 402.000 hectares, soit plus de 54 % de la superficie totale et la moyenne étant de 125 hectares. L'Allier serait donc un pays d'assez grande propriété.

A l'origine de cet état de la division du sol, il y eut certainement des modalités locales du défrichement ainsi que du régime féodal de la propriété.

En ce qui concerne les modes d'exploitation, on a, grâce aux enquêtes agricoles de 1882, 1892 et 1929 et grâce aux albums de résultats généraux tirés de ces enquêtes par le Ministère de l'Agriculture, des chiffres précis et complets, prouvant l'importance exceptionnelle du métayage dans notre département. Le tableau ci-dessous est extrait de cette documentation :

|                   | <i>Nombre des modes d'exploitation</i> |        |        | <i>Superficies (en hectares)</i> |         |         |
|-------------------|----------------------------------------|--------|--------|----------------------------------|---------|---------|
|                   | 1882                                   | 1892   | 1929   | 1882                             | 1892    | 1929    |
| Culture directe : | 40.927                                 | 33.981 | 21.909 | 214.000                          | 200.000 | 202.742 |
| Métayage :        | 15.135                                 | 17.171 | 6.810  | 215.000                          | 233.800 | 331.144 |
| Fermage :         | 8.040                                  | 8.390  | 7.090  | 93.200                           | 155.700 | 141.919 |
| Totaux :          | 64.102                                 | 59.542 | 35.809 | 522.200                          | 589.500 | 675.805 |

Ainsi, le regroupement des exploitations, déjà noté, s'est réalisé par la disparition d'une faible fraction des fermiers, de près de la moitié des exploitants en faire valoir direct et de plus de 62 % des métayers depuis 1892. Mais au lieu de diminuer, la superficie cultivée en métayage est allée en augmentant, atteignant 49 % du sol cultivé en 1929, ce qui prouve la solidité de l'implantation de ce mode d'exploitation dans les mœurs locales. Par suite, la moyenne des exploitations cultivées en métayage, quant à leur superficie, a fortement augmenté, surtout par rapport aux moyennes en superficie des autres modes d'exploitation, comme le souligne le tableau ci-dessous :

(1) Ces conclusions sont tirées de l'examen de la planche II (après p. 82) du livre de M. Raymond Rudler, « *La vie rurale en Bourbonnais* » (voir biblio.).

(2) Journal *Le Combat*, octobre 1910.



|                   | 1882     | 1892     | 1929     |
|-------------------|----------|----------|----------|
| Culture directe : | 5 h. 22  | 5 h. 89  | 9 h. 25  |
| Fermage :         | 11 h. 59 | 18 h. 55 | 20 h. 01 |
| Métayage :        | 14 h. 30 | 13 h. 47 | 48 h. 62 |

Dans le regroupement cultural, le métayer a pris la plus lourde part !

Une comparaison avec les autres départements est aussi fort édifiante. D'après l'étude effectuée par Edmond Michel en 1908 (3), les pourcentages des superficies cultivées selon les divers modes d'exploitation par rapport à la superficie globale cultivée de la France étaient de 70,67 % pour la culture directe, 22,15 % pour le fermage et 7,18 % seulement pour le métayage. Ce dernier pourcentage est évidemment très inférieur au 40 ou 49 % de l'Allier. Le tableau (3) dressé par cet auteur concernant la répartition territoriale des modes d'exploitation montre que, dans le bloc sud, où domine le faire-valoir direct (comme dans le bloc est), le fermage dominant au nord de la France et en Bretagne, l'Allier et les Landes étaient les seuls départements à métayage prépondérant. C'est aussi ce que confirment les enquêtes agricoles de 1882, 1892 et 1929. Pour la superficie cultivée en métayage, l'Allier a été le second département, derrière les Landes, en 1882 comme en 1929, et le premier, loin en tête devant la Dordogne, en 1892. Au point de vue du nombre des exploitants en métayage, l'Allier était le quatrième, en 1882, après les Landes, la Dordogne et la Gironde, le troisième en 1892 après la Dordogne et les Landes, le neuvième seulement, en 1929. Mais, à cette dernière date, l'Allier avait la deuxième place pour le pourcentage de surface cultivée en métayage par rapport à la superficie totale cultivée par département. Les Landes étaient en tête avec 72 %, l'Allier atteignant donc 49 % et l'Indre, immédiatement après l'Allier, 40 % seulement. Encore le pourcentage exceptionnel des Landes est-il dû à des causes très spéciales du fait du caractère quasi-artisanal de l'exploitation des pinèdes.

Cette situation de pays de grande propriété et de métayage prépondérant était aggravée par deux phénomènes qu'il convient de signaler.

Le premier phénomène était celui de l'existence de la catégorie spéciale des « fermiers généraux », qui, comme leur nom l'indiquait, prenaient en ferme de vastes domaines et les divisaient en un certain nombre d'exploitations qu'ils faisaient cultiver par des métayers, leur profit étant représenté par la différence entre le revenu de ces métairies et le fermage à régler. Selon certains, il y avait, vers 1910. 1.500 fermiers généraux dans l'Allier sur un total de 3.000 pour toute la France ! Quelques-uns de ces fermiers généraux avaient eu un rôle utile d'animateurs et de guides, au cours du XIX<sup>e</sup> siècle, pour la transformation des méthodes de culture et d'élevage. Mais, leurs

(3) Edmond Michel, « *La propriété* » (voir biblio.). Tableau signalé, p. 225 de cet ouvrage.

successeurs sévissaient avec une âpreté que devait fort bien décrire le romancier paysan Emile Guillaumin dans « La vie d'un simple » : contrats léonins, lourdes redevances et corvées en main-d'œuvre qui faisaient du métayer un véritable serf, obligation de payer, en plus du partage à moitié, un « impôt colonique », c'est-à-dire un fermage ajouté à tout le reste, certains disaient pour le logement, d'autres pour les investissements. Ce fermage général subsista jusqu'en 1945, où la nouvelle législation agraire l'interdit.

Le second phénomène, particulièrement accentué dans l'Allier, était ce qu'on pourrait appeler la « castelomanie », la manie des châteaux. Un militant et député socialiste, Pierre Brizon (4) entreprit de les dénombrer et parvint au chiffre de 560 pour tout le Bourbonnais (5), mais on peut se demander s'il n'était pas en dessous de la réalité ! Les énumérant pour 37 communes de la circonscription de Moulins-Ouest, qu'il connaissait bien puisqu'il en était le député, Brizon concluait : « Que de pierres, que de barons, de comtes, de marquis, de seigneurs féodaux ! Et j'en oublie ! On est comme écrasé... » (6). Il est évident que les fermiers généraux et régisseurs ajoutaient à cette note toute féodale des demeures copiées, le plus possible, sur celles des « maîtres » (« Not' maître », disaient de leur propriétaire les paysans bourbonnais !).

Même dans les régions où la terre apparaissait partagée entre un plus grand nombre de propriétaires, les habitations de ceux-ci, grandes maisons bourgeoises que venaient parfois parer quelques pavillons ou pigeonniers, à défaut de tourelles, s'opposaient aux maisons paysannes à toit allongé sous lequel se trouvaient le logement du « colon », la grange et l'écurie.

#### *Par. 2°. — LA CONSCIENCE DE CLASSE DU PROLÉTARIAT PAYSAN.*

Les métayers représentèrent la base de ce prolétariat auquel venaient normalement s'incorporer les ouvriers et domestiques agricoles, bien qu'un essai de groupement syndical de ceux-ci, peu avant 1910, ait montré l'existence d'une opposition d'intérêts entre les deux catégories. Presque partout, les petits fermiers et les petits propriétaires exploitants vinrent grossir les rangs de ce prolétariat rural auquel les assimilaient leur mode de vie et leur niveau de revenus.

La conscience de classe du prolétariat paysan était déjà fort précise peu après 1870, si l'on se fie aux écrits qui avaient sa faveur. Il s'agissait d'un ouvrage en patois, « L'Armana Nouviau des Pesans » (l'Almanach Nouveau des Paysans), tiré jusqu'à 15.000 exemplaires, chiffre considérable pour l'époque où la campagne était en majorité

(4) Pierre Brizon, voir l'index biographique.

(5) Journal *Le Combat Socialiste* (13 avril 1913) : Brizon en compta 7 pour la seule commune d'Agonges, signalant qu'ils auraient pu loger tous les habitants (748 habitants).

(6) Journal *Le Combat* (27 février 1910).

analphabète. L'auteur en était un pur bourbonnais, Michel Auclair, né à Charroux, alors âgé de 30 ans. Il avait été condamné à dix jours de prison pour avoir crié « Vive la Commune de Paris ! » sur la place de Jaligny.

La préface distinguait deux catégories de citoyens : la première était composée des « paysans, laboureurs, fermiers, valets de ferme, domestiques, journaliers, petits propriétaires et cultivateurs, maréchaux, sabotiers, menuisiers, charrons, ouvriers des petites villes, porte-blouses... gens de peu pour le grand monde, victimes des privilèges » ; la seconde était simplement, pour l'auteur, celle des « anarchistes monarchistes ». De même « l'Armana » opposait « l'ouvrier des champs qui ne récolte pour lui ni moissons, ni vendanges » et « le riche, vêtu d'habits luxueux et se nourrissant de mets exquis ». Auclair avait dédié son « Armana » « aux prolétaires, aux travailleurs », car, écrivait-il, « vous êtes le droit, vous êtes le nombre, vous êtes la force ! » et il les engageait à se choisir « des mandataires ouvriers et paysans ». Ailleurs il réclamait « l'outil à l'ouvrier », « la terre au paysan ».

Traduit devant la Cour d'Assises de l'Allier le 10 avril 1872, sous l'inculpation d'excitation des citoyens les uns contre les autres, Auclair répondit : « je crois que, dans la société, tout le monde doit travailler » au président qui lui avait demandé : « Ne croyez-vous pas que les riches ont droit au repos ? ». Acquitté par un jury républicain, il éditait un nouvel « Armana » pour 1873. Mais le journal *Le Républicain de l'Allier*, où Auclair avait été comptable et dont l'imprimeur, Fudez, avait été poursuivi en même temps que lui, prenait ses distances. L'esprit de l'Ordre Moral précédait cette période de réaction. Dès les premiers essais de diffusion et quoique cet « Armana » fût bien moins violent que le précédent, les poursuites se déchaînèrent (perquisitions, saisies : deux pleines voitures d'almanachs !) et Auclair, traduit, ainsi que son imprimeur, Chéri Bougarel, de Vichy, aux Assises de l'Allier du 22 avril 1873, était condamné à six mois d'emprisonnement pour avoir « tenté de troubler la paix publique en excitant à la haine et au mépris d'une classe de citoyens ».

Il fallut attendre la fin du siècle pour que les sentiments et les aspirations de la classe prolétarienne paysanne soient exprimés par l'un des siens, Emile Guillaumin, dans des articles, signés ou non signés, parus dans le journal radical moulinois, *L'Indépendant de l'Allier* (7), ou dans son roman déjà cité, « La vie d'un simple », sous une forme plus littéraire.

A partir de 1904, la conscience de classe se manifestait, dans les campagnes autour de Moulins, plus précisément avec Bourbon et Gennetines comme centres, par la constitution de « syndicats de cultivateurs », qui, le 3 décembre 1905, se groupaient en une « Fédération des Travailleurs de la Terre », dont le secrétaire était un paysan, Michel Bernard. La Fédération eut un organe trimestriel, *Le Travailleur Rural*, jusqu'à 37 groupes et 1.800 cotisants, des

---

(7) *L'Indépendant de l'Allier*, à partir de février 1899.



congrès annuels, bref toute une organisation dont l'implantation était particulièrement forte dans l'arrondissement de Moulins et dans la partie nord de l'arrondissement de Lapalisse, ce syndicalisme de « lutte de classes » ayant peu mordu sur les autres arrondissements.

Les appels et déclarations des dirigeants étaient, en effet, caractéristiques. Le maire de Franchesse, commune qui eut l'un des premiers syndicats, déclara, lors de la constitution de celui-ci : « Tout notre travail au mauvais temps, toutes nos sueurs ne servent qu'à engraisser les fermiers généraux parasites ou à faire des rentes à nos propriétaires. Endurerons-nous plus longtemps cette existence ? » (8). Le manifeste du syndicat de Bourbon, répandu et affiché en 1905, rappelait, sous une forme un peu déclamatoire l'importance du rôle dans la société du travailleur des champs :

« Qui produit le blé, c'est-à-dire le pain pour tous ? Le paysan !  
 « Qui fait venir l'avoine, l'orge, tous les céréales ? Le paysan !  
 « Qui élève le bétail pour procurer la viande ? Le paysan !  
 « Qui élève le mouton pour procurer la laine ? Le paysan !  
 « Qui produit le vin, le cidre, etc ?... Le paysan !

« En un mot, c'est au paysan que la société est redevable de la nourriture, de la boisson, des habits. Vous produisez tout ! » (9).

Et il comparait, aussitôt après, avec le rôle de la classe possédante ou « bourgeoise » des campagnes :

« Que produit votre fermier général ou votre propriétaire ? Rien ! Et pourtant, qui mange le meilleur pain, la meilleure viande ? Qui porte les plus beaux habits ? Qui boit le Bordeaux et le Champagne ?... Le bourgeois ! Qui s'amuse et se repose à volonté ? Qui fait des voyages d'agrément ? Qui se met à l'ombre l'été, à côté d'un bon feu l'hiver ? Les bourgeois ! » (9).

Puis venait l'appel :

« Camarades des campagnes, nous sommes petits parce que nous nous courbons devant les riches ; redressons-nous une bonne fois ! ».

Le manifeste se terminait par « Vive l'émancipation des travailleurs », après avoir précisé qu'il ne désirait la disparition de personne et après avoir souhaité « voir arriver le jour où tout le monde sera(it) obligé de travailler pour vivre, où il n'y aura(it) plus d'exploiteurs, ni d'exploités ».

Cet état d'esprit n'était pas particulier à la région de Bourbon. Le but déclaré du syndicat de Lafeline, près de Saint-Pourçain, était « l'émancipation économique des travailleurs de la terre exploités par la bourgeoisie rapace, avare et fainéante » (10). A l'est du département, c'était le même son de cloche dans l'appel du syndicat de Saint-Léon, près de Jaligny : « C'est en face de la classe bourgeoise que nous nous dressons pour lui demander nos droits que, jusqu'ici,

(8) Journal *Le Radical de l'Allier*, 20 septembre 1904.

(9) Extrait du livre de M. Bernard, « *Le syndicalisme paysan dans l'Allier* » (voir biblio.), pp. 14 et ss., l'auteur de l'appel et du livre étant, vraisemblablement le même.

(10) Journal *Le Combat*, 10 juin 1906.



elle a méconnus... nous ne sommes plus les esclaves d'hier » (11). Le secrétaire du syndicat des cultivateurs de Vaumas, près de Dompierre, P. Bouillet, s'adressait comme suit, lors d'une réunion, aux propriétaires, qui d'ailleurs s'étaient bien gardés de se rendre à son invitation : « Certains d'entre vous considèrent simplement (le paysan) comme un instrument nécessaire à la culture du sol et le traitent en paria... Tout ce que vous avez vient de la terre, la terre serait absolument improductive et sans aucune valeur si l'ouvrier ne la fécondait de son travail... » (12).

Deux tendances rivalisaient d'influence au sein de la Fédération, l'une révolutionnaire qui poussait à utiliser tous les moyens « y compris la grève », pour faire aboutir les revendications communes (interdiction du fermage général, suppression de « l'impôt colonique » et des corvées), l'autre réformiste et plus conciliatrice, qui l'emporta lors d'une réunion fédérale, le 12 avril 1907, à Moulins, et essaya de conclure un accord avec les propriétaires. Elle les attendit à l'hôtel de ville de Moulins le 30 octobre 1908 (600 propriétaires convoqués, 6 présents...), puis le 27 novembre suivant où vinrent de 20 à 25 propriétaires, surtout des représentantes des syndicats agricoles catholiques. Une commission mixte était désignée et rédigeait, au cours de réunions postérieures, un bail-type de métayage, œuvre de bonne volonté de part et d'autre, mais sans grande efficacité puisque ce bail-type n'était revêtu d'aucun caractère obligatoire.

La campagne contre les fermiers généraux se développa par la suite sur le plan politique où elle refaisait, de temps à autre, surface, par exemple dans les programmes électoraux (républicains en 1885, radicaux en 1903, 1906, socialistes en 1906, 1909 et 1910...). Au Conseil Général, lors de la session d'août 1910, était adopté un vœu concluant à la suppression de ces « parasites », le terme étant finalement remplacé, à la demande d'un conseiller général radical, fermier général lui-même, par celui d'« intermédiaires ». Des vœux analogues furent adoptés à la même époque (août 1910) par les Conseils d'arrondissement de Moulins et de Montluçon, ce dernier incluant le qualificatif de « parasitaires »...

À la Chambre, un jeune député socialiste, Pierre Brizon, déjà cité, décrit la situation paysanne en Bourbonnais en une vibrante interpellation à laquelle Briand (13 juin 1910) se contentait de répondre que les abus signalés n'étaient « pas généralisés », que le « moindre effort de solidarité eût suffi à les réprimer » et ajoutait qu'il fallait « mesurer » la propagande, de crainte de « jacqueries » !

Par arrêté en date du 10 juillet 1910, le préfet de l'Allier, agissant, très certainement, sur instructions gouvernementales, assimilait les fermiers généraux à des locataires principaux « d'immeubles bâties sous-louant ces immeubles sans travail... », ce qui était juridiquement fort discutable, et les astreignait à une patente. Mais deux ans plus tard, cet arrêté était annulé en Conseil d'Etat, ce qui entraînait le

(11) Journal *Le Progrès Social*, 3 septembre 1908.

(12) Journal *Le Progrès Social*, 4 avril 1909.

remboursement de toutes les patentes perçues par le Trésor depuis l'arrêté en question.

De tout ce remue-ménage, il resta peu de choses, à part des articles dans la presse parisienne qui s'était penchée avec curiosité sur ce que Joseph Bois appelait, dans les colonnes du *Temps* et du *Correspondant*, « Le socialisme et la conquête des paysans. A travers les campagnes bourbonnaises » et Léopold Bernard (13), dans *Les Débats*, « Le mouvement révolutionnaire dans la campagne du Bourbonnais ». Daniel Halevy vint, bâton de pèlerin à la main, recueillir les premiers éléments de ce qui devint les « Visites aux paysans du Centre ». Les syndicats de cultivateurs disparurent bien avant la tourmente de 1914...

Plus nettement politisés, les syndicats de « paysans travailleurs » et ceux de la Confédération Nationale Paysanne n'en furent pas moins les successeurs, quant à l'esprit de lutte des classes qui les anima, des syndicats de cultivateurs et du mouvement du début du siècle. Il est intéressant de noter que la communisante Confédération Générale des Paysans Travailleurs fut fondée à Montluçon les 21-23 mars 1929, lors d'un premier congrès national, l'Allier faisant ainsi figure de région animatrice du mouvement prolétarien paysan. Notons aussi le retour à l'action revendicatrice d'Emile Guillaumin, mais au sein de la Fédération C.N.P., de tendance socialiste, autour des années 1933-1935.

Ces deux organisations, patronnées par des partis rivaux et ne pouvant, par suite, parvenir à l'unité organique, maintinrent par contre l'unité d'action de la classe prolétarienne paysanne, notamment pour présenter des candidats, sur des listes communes, lors des élections professionnelles à la Chambre d'Agriculture. Ces candidats réunissaient sur leurs noms des chiffres de voix dépassant de loin le nombre des adhérents C.N.P. et C.G.P.T. Si le 5 février 1933, les représentants d'une fédération apolitique, dite « montluçonnaise », remportaient la victoire à Gannat, il n'en était pas de même, le 9 février 1936 pour les circonscriptions agricoles de Moulins et de Lapalisse, quatre C.G.P.T. et quatre C.N.P. étant élus, avec des pourcentages dépassant la majorité absolue des inscrits.

Entre 1936 et 1939, cette tendance à une action de classe, s'opposant aux intérêts des propriétaires et des autres représentants de la classe « bourgeoise », disparut pour des raisons diverses, telles que les difficultés de la culture au cours de ces années (gelées, sécheresse, fièvre aphteuse...) et une certaine jalousie envers les ouvriers auxquels étaient reprochés les avantages obtenus à la suite de ce qui avait été considéré comme une victoire commune prolétarienne, les élections de 1936 (congrés payés, 40 heures...), sans compter l'augmentation des prix. Le vent tourna en faveur d'une unité d'action professionnelle, réunissant possédants et prolétaires agricoles au sein d'un groupement commun, le « Comité Départemental d'Entente et d'Action Agricole », qui trouvait une formule commode et peu com-

---

(13) Ne pas confondre avec Michel Bernard, Léopold Bernard, avocat à la Cour d'Appel de Paris, militant d'extrême-droite, d'origine bourbonnaise.

promettante pour laisser sur la « touche » l'embarrassante question de la réforme du métayage, en parlant du « respect des intérêts réciproques des associés ». En 1939, ce fut, sauf à Gannat, l'« union sacrée agricole » pour les élections à la Chambre d'Agriculture.

*Par. 3°. — LA CONSCIENCE DE CLASSE POSSÉDANTE OU  
« BOURGEOISE » DES CAMPAGNES.*

Cette conscience de classe était, certes, ressentie, en même temps que l'orgueil bien justifié d'appartenir à une élite novatrice, par ces propriétaires, des dizaines, puis des centaines, groupés dans la Société d'Agriculture de l'Allier, à l'aube des grandes transformations techniques du XIX<sup>e</sup> siècle. Ces hommes de progrès étaient aussi et d'abord des hommes de tradition, comme le témoignait la présence à leur tête de L. de Larminat, puis de 1874 à 1937 (pendant 64 ans), de Joachim de Garidel, marquis de Thoron. Il semble même que leurs rangs s'ouvraient avec quelques difficultés aux fermiers généraux, donc que le caractère de « club », selon une formule très britannique, réservait son accès aux membres de la classe possédante riche et si possible titrée.

Une des formes d'expression de la conscience de classe « bourgeoise » se retrouva fréquemment dans la défense passionnée, par ses tenants, du mode d'exploitation en métayage. De Garidel était à la pointe du combat, profitant, pour cela, des discours qu'il prononçait rituellement à l'occasion des concours agricoles. Il disait par exemple à Bourbon, le 12 septembre 1880 : « Notre devoir, comme notre intérêt, est de conserver avec un soin jaloux le métayage, tel qu'il existe en Bourbonnais » ; puis à Saint-Pourçain, le 17 septembre 1905 : « Quelles profondes racines conserve le métayage, cette association rurale si bien faite pour maintenir l'union entre de bons Français qui, fidèles à la vieille tradition, aiment leur mère commune, la Patrie, aujourd'hui presque répudiée avec tant d'ingratitude par les théoriciens d'une nouvelle école ! » (14). On voit le glissement sur le terrain politique. Il avait aussi défendu à Dompierre, le 15 septembre 1895, « cette grande propriété, objet aujourd'hui de tant d'attaques injustifiées que beaucoup voudraient mettre hors la loi et voir disparaître comme un fléau public dans l'espoir mal déguisé de s'en partager les débris » (15).

Un autre grand propriétaire, homme politique modéré, Bignon (16), exaltait de même dans son discours de président du Comice Agricole de Montluçon, le 14 septembre 1896, « notre excellent système de culture par le métayage ». Et Lucien Chambron (17), ingénieur agronome, puis professeur d'agriculture à Montluçon, à ce titre fondateur de nombreux syndicats agricoles qui devaient constituer la fédération dite « montluçonnaise », devenu industriel

(14) Journal *Le Centre*, 20 septembre 1905.

(15) Journal *Le Courrier de l'Allier*, septembre 1895.

(16) Voir l'index biographique.

(17) Voir Chapitre VI : Les syndicats et groupements d'intérêts.



et moulinois, l'appelait « le mode de culture le plus près de la perfection » ou encore « le mode merveilleux de relèvement social » (18).

Vers 1905-1906, une « Union des Syndicats Agricoles Bourbonnais », où l'on retrouve aussi la main de Chambron, se proposa de rassembler dans des syndicats « mixtes » « les deux classes de la corporation agricole, maîtres et cultivateurs », selon les propres termes de ses fondateurs qui reconnaissaient ainsi l'opposition existant, à cette époque, entre les classes en question, en même temps que leur vocabulaire témoignait du paternalisme qui les animait. En fait, leurs bureaux locaux comme départementaux (président : comte de Dreuille) demeurèrent aux mains de la classe possédante.

L'influence catholique, particulièrement forte dans ces syndicats « mixtes », fut fréquemment utilisée par les propriétaires ruraux et par les fermiers généraux ou régisseurs pour maintenir leur autorité et combattre les idées émancipatrices. La classe possédante rurale installa des écoles libres dans des immeubles dont elle conservait la propriété et subvint à tous leurs frais (appointements et souvent recrutement des enseignants, chauffage, éclairage...). Elle faisait pression sur les petits fermiers, les métayers, les journaliers, même sur les commerçants et les artisans qui étaient ses fournisseurs locaux pour qu'ils envoient leurs enfants dans ces écoles. Un exemple entre cent : à Chapeau, commune à forte majorité de gauche, en 1880, 10 élèves seulement allaient à la « laïque », 25 à l'école libre !

Contre l'arrêté préfectoral du 10 juillet 1910, imposant les fermiers généraux à la patente des locataires principaux d'immeubles, se constitua un « Groupement pour la Défense des Intérêts des Fermiers Généraux du département de l'Allier », auquel il est, peut-être, difficile d'attribuer le caractère d'association de classe. Il s'agissait plutôt d'une association de défense d'intérêts catégoriels, nés en réaction des suites administratives d'une action de lutte des classes. En tout cas, cette association sut fort bien mener sa barque puisqu'elle obtint du Conseil d'Etat, par l'arrêt Gilardin, le 5 août 1912, l'annulation de l'arrêté préfectoral et la reconnaissance de la qualité d'agriculteurs aux fermiers généraux.

Très habilement, la classe « bourgeoise » rurale sut prendre de nombreux leviers de commande dans le syndicalisme agricole dit « apolitique ». Cette mainmise fut consolidée par l'action de défense professionnelle à partir de 1933 et surtout de 1938.

## Section II. — Le milieu urbain

Le terme de milieu industriel conviendrait mieux, car comprenant les mines et carrières dont l'implantation est loin d'être urbaine. Mais il faut entendre par activité industrielle non seulement celle qui s'exerce dans les usines et manufactures, dans les mines et les

(18) Journal *Le Centre*, 31 janvier 1907.



carrières, mais aussi le travail d'atelier, le travail de boutique, donc l'artisanat et le commerce, la primauté revenant toutefois à l'industrie proprement dite. Une situation ouvrière est ainsi née dans ce milieu, entraînant l'éclosion de consciences de classe, prolétarienne d'un côté, patronale de l'autre.

*Par. 1<sup>er</sup>. — LA SITUATION OUVRIERE DANS L'ALLIER.*

Les éléments de cette situation ouvrière ont été d'une part le nombre des personnes appartenant à cette catégorie et, parmi elles, la répartition selon les métiers, selon les âges, selon les sexes, selon l'implantation territoriale, d'autre part les conditions de travail et de vie, la plus ou moins grande dépendance dans le cadre de l'entreprise.

I. — *Le nombre* des personnes pouvant être considérées comme appartenant à la classe ouvrière est difficile à déterminer pour une époque où les renseignements d'ordre statistique se rapportant à cette question font défaut ou sont imprécis. Seuls les mineurs étaient comptés très exactement par l'ingénieur en chef du service des mines : 5.269 en 1882, ce chiffre variant peu jusqu'à la fin du siècle, puis baissant peu à peu, 2.596 en 1911, 2.118 en 1921, 977 en 1936. La diminution fut moins brutale pour les carrières, puisque le nombre de leurs ouvriers estimé à 1.600 en 1894, était encore de plus de 1.200 en 1909 et de plus de 1.000 en 1936.

Pour les autres industries, les rapports de l'inspection du travail et auparavant ceux du préfet permettent seulement d'avoir une idée approchée du nombre total des ouvriers qui y étaient employés : 10.160 selon le rapport préfectoral en 1868, 13.068 en 1895, 16.601 en 1906, 18.569 en 1925, 18.972 en 1936, ces quatre derniers chiffres ayant été fournis pour les années considérées par les inspecteurs du travail non comme données statistiques, mais comme représentant le nombre total des ouvriers des établissements visités. Rares sont les années où les rapports de l'inspection du travail contiennent une évaluation de la population ouvrière du département, par exemple en 1903 où cette population a été estimée à 25.000 personnes.

En ce qui concerne les établissements visités, la répartition entre adultes hommes, femmes et filles, enfants de 13 à 18 ans et même, au siècle dernier, enfants de moins de 13 ans, est très précise. Le rapport préfectoral de 1868 mentionnait 78 garçons de 10 à 12 ans et 725 de 12 à 16 ans, 140 fillettes de 12 à 16 ans ; en 1895, l'inspecteur du travail décomptait encore 25 « gamins » de 12 à 13 ans, 453 garçons et 506 fillettes de 13 à 16 ans. Le chiffre des enfants de 13 à 18 ans atteignait 3.400 en 1899, pour décroître lentement : 1.977 en 1906, 1.663 en 1925, 1.044 en 1936. Par contre, celui des femmes et filles (de plus de 18 ans), de 1.236 en 1895, s'élevait à 2.300 en 1906, 3.137 en 1925, 3.815 en 1936 (avec des pointes : 6.835 en 1926, 5.268 en 1932...).

L'implantation territoriale de cette population ouvrière est fort simple. Les neuf dixièmes se trouvaient dans l'arrondissement de

Montluçon qui pendant longtemps fut, à lui seul, une circonscription de l'inspection du travail, à laquelle avait été rattachée la Creuse, le reste du département de l'Allier faisant partie du contrôle de Bourges. En 1916, tout le département fut rattaché à Montluçon (5<sup>e</sup> section) où l'inspecteur continua à résider. L'enquête parlementaire sur les conditions de travail en France, effectuée peu avant 1880, donnait déjà pour le seul arrondissement de Montluçon plus de 12.000 ouvriers (19). Si l'on tient compte des chiffres précités concernant le nombre des ouvriers dans les établissements visités par l'inspecteur du travail, on peut penser que ce chiffre dépassa 15.000 à partir de 1925. A l'intérieur même de cet arrondissement et à l'exception de quelques centres miniers importants (Montvicq, Bézenet...), la quasi-totalité de la population ouvrière était implantée à Montluçon, Commentry où dans les environs immédiats de ces deux villes.

II. — *Les conditions de travail et de vie* n'étaient guère différentes de celles existant, aux mêmes époques, dans les autres régions industrielles de France.

Fin du XIX<sup>e</sup> siècle et début du XX<sup>e</sup>, les horaires de travail étaient lourds. Les journées de 11 heures (6 heures à 18 heures, avec une pause à midi) et même 12 heures étaient courantes, le poids de ces horaires étant aggravé par l'absence de tout repos hebdomadaire qui était seulement obligatoire, et généralement pris le dimanche, pour les enfants de moins de 18 ans et les femmes de tout âge. De plus, et selon les inspecteurs du travail eux-mêmes dont l'action était souvent battue en brèche par un patronat habile à tourner la loi, il était fréquent (1903) que les industriels fassent venir leurs ouvriers une ou deux heures avant l'heure fixée pour l'ouverture. Dans certaines tuileries des environs de Montluçon, des enfants étaient trouvés au travail à 4 heures du matin, « le travail se prolongeant jusqu'à la nuit », d'où « des journées de 14 heures et même plus » (Rapport de 1909). Aux « Hauts Fourneaux de Montluçon », usine à feu continu où l'on faisait les 2 × 12, tous les quinze jours et par suite de l'alternance, l'une des équipes travaillait 24 heures d'affilée, ceci jusqu'en 1912 ! Dans les industries féminines, notamment dans la couture, la journée commencée au petit matin se terminait à 23 heures (Rapport de 1907).

La dépendance ouvrière était grande, dans l'entreprise d'abord par l'application de règlements patronaux très stricts et prévoyant, pour de petits manquements, de sévères pénalités (la suppression complète de salaire étant coutumière) et par l'obligation du livret ouvrier, en dehors de l'entreprise et dans la vie privée elle-même par un paternalisme abusif et souvent peu désintéressé (logements loués à des prix excessifs, bénéfices réalisés par l'intermédiaire de cantines d'entreprises ou de soi-disant « coopératives de consommation »...), par une surveillance incessante des attitudes et des propos...

---

(19) Archives Nationales, C. 3023, N<sup>os</sup> 186 et 373.

Par. 2°. — LA CONSCIENCE DE CLASSE DU PROLÉTARIAT OUVRIER.

Il est difficile de parler de cette conscience de classe sans faire état de ses prolongements syndical et politique ou de ses formes revendicatives (grèves...). Néanmoins, la conscience de classe s'est parfois exprimée de façon presque directe soit en dehors, soit au-delà de ces moyens normaux d'action dans le cadre social. Dans le premier cas comme dans le second, où l'on peut inclure les grèves insurrectionnelles, il s'est agi d'états presque purs de conscience de classe.

Dès 1870, le sentiment de classe était déjà très développé chez les ouvriers. Le Docteur Cornillon cite la protestation des ouvriers de Moulins, comme suite à la désignation d'une commission municipale par le préfet, le 27 septembre 1870, visant l'insuffisance de la représentation de la population ouvrière de la ville dans cette commission (20). Un homme qui eut une connaissance directe et approfondie des ouvriers, quoique déformée par ses fonctions de directeur de la mine de Commentry, Stéphane Mony, a décrit de façon très claire l'attitude de ceux-ci dans une étude qu'il fit paraître en 1882 « sur le travail » : « Depuis 1870, les ouvriers ont mis leurs actes politiques absolument en dehors de leurs chefs ; c'est la conspiration générale du silence. C'est une guerre de sourds-muets contre les chefs du travail et notamment contre le capital ».

Il y eut les histoires de drapeaux. Le jour de la Sainte Barbe 1884, les mineurs de Doyet parcoururent les rues avec un drapeau sur lequel était représenté « un ouvrier frappant à coup de pique un bourgeois », deux légendes étant inscrites, l'une « Voici comment seront traités les exploités au grand jour de la liquidation sociale ! », l'autre « A bas les tyrans ! Mort aux bourgeois ! Vive la Sociale ! » (21). Le 1<sup>er</sup> mars 1890, les conscrits de la même commune défilèrent avec un drapeau tricolore sur lequel était dessinée une « Marianne couronnant un ouvrier et brandissant un poignard sur la tête d'un bourgeois ».

Les élections professionnelles, dès les premiers scrutins, montrèrent un accord quasi-unanime. En 1891, c'était aux postes de délégués mineurs, en application de la loi du 8 juillet 1890, le choix et la désignation de candidats dans le cadre d'un véritable mandat impératif prouvant l'existence d'une conscience collective de base vivante et active : il était prévu des relations constantes entre les élus et des commissions chargées de contrôler et de guider leur action, des démissions en blanc et un programme de défense des travailleurs. Les élus étaient par ailleurs candidats des syndicats socialistes-révolutionnaires.

Les circulaires des candidats syndicalistes, élus aux élections prud'homales de Montluçon contenaient des passages significatifs. En

(20) « *Le Bourbonnais sous le Gouvernement de la Défense Nationale* » (voir biblio.).

(21) Journal *Le Mémorial de l'Allier*, décembre 1884.



1900, il s'agissait de lutter « contre l'exploitation de la classe capitaliste »; en 1903, il était encore question de la « lutte entre le capital et le travail », les candidats promettant de défendre « les droits des ouvriers pour atténuer cette dure exploitation » (22) ; en 1906, c'était la mise au premier plan d'« un programme économique basé sur la lutte des classes »...

Les grèves à caractère insurrectionnel, provenant soit de la détérioration de grèves revendicatives, soit, en dehors de toute revendication, de mouvements impulsifs profonds, même s'ils étaient provoqués par des incitations extérieures, eurent surtout pour cadre des villes ouvrières dont la population tout entière apporta son appui et même son concours.

Bert fut au moins par deux fois le théâtre de telles grèves. d'abord à partir du 17 juin 1873 avec des manifestations importantes sur la voie publique, grève réprimée par la troupe et neuf arrestations, ensuite du 6 juillet au 20 août 1896 où les femmes assaillirent à coups de pierres ceux qui voulaient reprendre le travail, grève terminée par quatorze condamnations et de nombreux licenciements. La grève des mineurs de Deneuille, du 25 novembre au 7 décembre 1905, donna lieu aussi à des manifestations tumultueuses, les femmes brisant, le 5 décembre, avec des pierres les vitres de la machinerie où travaillait un « briseur de grève ». De même, en novembre 1905, les femmes des bûcherons de Saint-Plaisir en grève firent la « chasse aux jaunes », leur arrachèrent leurs outils et rentrèrent sur Gennetines en chantant l'Internationale et la Carmagnole (23).

La grève des forgerons de Commentry (23 avril au 12 mai 1890) fut soutenue par tous les habitants, y compris par les commerçants qui organisèrent des collectes. Pour venir à bout de cette foule activement sympathisante, il fallut la troupe qui chargea et des arrestations d'intimidation.

Mais, ce fut surtout la ville ouvrière de Montluçon qui, lors de journées célèbres, se dressa aux côtés des grévistes pour protéger leur action. A plusieurs reprises la « Ville Gozet », quartier ouvrier d'outre-Cher, fut littéralement mise en état de siège sur ordre des autorités préfectorales. Au cours de la grève des verriers du 21 juin au 8 août 1887, c'était la foule et non pas les grévistes qui barrait la route aux « briseurs de grève », forçant ceux-ci, malgré gendarmes et agents, à renoncer à se rendre à l'usine. Le 6 juillet, trois femmes étaient condamnées à des peines allant de dix jours à un mois d'emprisonnement par le tribunal correctionnel pour avoir frappé des « renards ». Le jour de leur libération, elles furent reconduites triomphalement à leur domicile par la foule précédée de violons. Pendant la grève des maçons, du 9 mars au 18 mai 1898, à défaut des ouvriers grévistes, refoulés par la police, c'étaient les femmes et les enfants qui stationnaient en gare pour avertir par des cris de « Vive la grève ! » les ouvriers arrivant de l'extérieur qu'ils n'aient pas à accepter les conditions patronales. Lorsque, le 4 mai, dix grévistes arrêtés furent libérés,

(22) Journal *Le Socialiste de l'Allier*, 8 février 1903.

(23) Journal *Le Combat*, 26 novembre 1905.

une foule « énorme », selon le journal très modéré *Le Centre*, leur offrit des bouquets et les accompagna chez eux. Des manifestations identiques se produisirent le 30 octobre 1901 à la sortie du tribunal correctionnel de Montluçon où avaient été jugés six mouleurs grévistes des « Hauts Fourneaux » ; lors de la longue grève (23 juillet au 24 décembre 1901) qui paralysa cette usine, on vit d'importants attroupements et la gendarmerie chargea sur le pont du Cher.

Pendant des grèves qui devaient éclater à Paris et dont les instigateurs furent mis en état d'arrestation sur l'ordre de Clemenceau, fruit, comme elles, des envoyés cégétistes de tendance anarchiste, les grèves de 1906 trouvèrent à Montluçon un terrain exceptionnellement favorable. Il y eut des cortèges de plus en plus massifs et bruyants sur la voie publique (15.000 personnes, le jour du 1<sup>er</sup> mai, selon *Le Radical de l'Allier*) avec des banderoles significatives (« La machine à l'ouvrier, la terre au paysan ! ») ; puis l'on assista à des débrayages spontanés et des votes en faveur de la grève, sans même que des revendications précises fussent formulées ou présentées (par exemple pour la Compagnie Chatillon-Commentry qui avait, en 1905, signé avec ses ouvriers une convention réglant le processus des réclamations) ; les grèves paralysèrent pendant quinze jours les quartiers des usines où l'on ne pouvait circuler sans « laissez-passer » portant le cachet de la Bourse du Travail et du Comité de grève ! 1.300 hommes de troupe et gendarmes furent amenés pour investir la Ville Gozet et protéger les « briseurs de grève » ; les chevaux chargèrent la foule le 12 mai dans la rue de la République où le député socialiste Paul Constans (24), ceint de son écharpe, s'interposa courageusement pour éviter une effusion de sang. Les suites allaient se révéler catastrophiques : dix-huit condamnations à des peines de prison sans sursis et cinq avec sursis, des centaines de licenciements, une désaffection à l'égard des syndicats qui devait durer jusqu'à la guerre.

Les « grandes grèves de 1920 » ajoutèrent à leurs caractères généraux une note très particulière pour l'Allier. Pour la première fois dans le département, les cheminots des grandes lignes cessèrent le travail du 28 février au 4 mars et refusèrent d'obéir aux ordres de mobilisation. Le secrétaire de l'Union Départementale des Syndicats Ouvriers, Rey, ayant appelé par voie d'affiche à la « révolte générale » fut poursuivi pour excitation de militaires (les cheminots mobilisés) à la désobéissance, puis arrêté le 3 mai, écroué et transporté à la Santé, les cheminots ayant, depuis le 1<sup>er</sup> mai, commencé une nouvelle grève pour réclamer la nationalisation des chemins de fer.

Dès l'annonce de l'arrestation de Rey, des milliers d'ouvriers de toutes les corporations débrayèrent et manifestèrent, notamment à Montluçon, Moulins, Vichy et dans les centres miniers. En fait, c'était la grève générale, « motivée par le coup de force du gouvernement » (25), grève qui se poursuivait malgré et contre les ordres des centrales de Paris, les mineurs répondant à leur Fédération C.G.T. qu'ils voulaient faire aboutir la nationalisation des moyens de pro-

---

(24) Voir index biographique.

(25) Journal *Le Combat Socialiste*, article Marx Dormoy, mai 1920.

duction, d'échange ou de répartition... ». Finalement, après un émiettement progressif, la grève s'éteignit fin mai. Un nombre relativement important de cheminots grévistes étaient licenciés. Les mineurs de l'Allier refusèrent de voter la confiance à leur bureau national lors du congrès suivant.

Il faut ensuite arriver au 8 février 1934 pour assister à une grève insurrectionnelle, d'ailleurs plus politique qu'à base de conscience de classe. Dès le matin où furent connus les détails de l'émeute parisienne, les travailleurs des centres industriels et miniers de l'Allier débrayèrent. A Montluçon, plusieurs milliers de personnes formèrent, d'elles-mêmes, et en l'absence de la plupart des dirigeants politiques locaux, un cortège de protestation.

Au contraire, la grève du 30 novembre 1938 contre les décrets-lois Daladier-Reynaud, qui apparut comme d'inspiration et de caractère politiques, fut ressentie, au sein de la population ouvrière locale, comme une action de défense de classe. Il y eut environ 10.000 grévistes, les cheminots et postiers ayant obéi aux ordres individuels de réquisition. Montluçon et Commentry, vieilles cités ouvrières, venaient en tête de la grève suivant la coutume. La répression fut immédiate et sévère : 943 licenciements sur lesquels 199 restaient encore à la porte trois mois plus tard, les autres ayant été repris à des conditions de catégories, de salaires et d'ancienneté inférieures à celles dont ils bénéficiaient auparavant par un patronat qui gagnait ainsi sur tous les tableaux... ; il y eut aussi quinze condamnations à des peines d'emprisonnement avec sursis.

### Par. 3°. — LA CONSCIENCE DE CLASSE PATRONALE OU « BOURGEOISE » EN MILIEU URBAIN.

Cette conscience de classe se manifesta de trois façons successives et parfois simultanées, selon le mode de défense utilisé par la classe en question, essentiellement composée d'industriels et de commerçants, propriétaires ou directeurs d'entreprises, en vue du maintien de sa situation économique et des avantages en découlant.

I. — Un premier mode de défense fut *moral et religieux*, la classe possédante menacée ou craignant d'être menacée faisant appel au clergé catholique. Il s'agissait surtout des industriels, usiniers ou directeurs de mines, les commerçants étant, quant à eux, portés à l'anticléricalisme et ne se sentant, à l'époque, nullement menacés. Des avertissements leur étaient donnés par ceux qui les considéraient, malgré leurs idées républicaines, comme faisant partie de la même classe. Le journal royaliste *Le Messager - Mémorial de l'Allier* écrivait en décembre 1893 : « Bourgeois opportunistes... Vous n'avez qu'un moyen de subsister, c'est aujourd'hui ou demain de faire machine arrière, carrément, loyalement, définitivement... ».

L'alliance de l'Eglise catholique et des sociétés minières était patente et publique. Les fêtes annuelles de Saint Thibaud à Commentry et de la Sainte Barbe à Doyet, Bézenet et Nérès, en étaient la consécration officielle. Ces manifestations comprenaient essentielle-



ment la messe à laquelle se rendaient en cortège, directeur et ingénieurs en tête, les ouvriers mineurs rangés en file et par ordre d'ancienneté, parfois, comme à Commentry, derrière des bannières portant le nombre d'années de service de ceux qui les suivaient, ou comme à Bézenet, le 4 décembre 1898, derrière des drapeaux tricolores portant l'inscription « Travail, Honneur, Patrie ». Afin d'obtenir à ces fêtes l'assistance la plus nombreuse possible, les compagnies utilisaient tous les moyens de pression et, aussi, versaient aux ouvriers présents une indemnité ou rétribution. A Commentry, le 28 septembre 1873, Mony, qui ne manquait jamais une occasion de prononcer un discours, parla de la « question sociale » et se prononça à la fois contre l'abolition du capital et pour le progrès social « fait de patience et de génie, de pratique et de science, de temps et d'esprit chrétien » (26).

Il y eut de semblables fêtes jusqu'au début du <sup>xx</sup><sup>e</sup> siècle, quoique l'assistance diminuât d'année en année. Parlant au cours d'une messe de Saint Thibaud, le 2 juillet 1893, le curé de Commentry adressait des louanges à « nos grandes compagnies » pour les travaux d'embellissement dont elles avaient pris la charge. D'ailleurs, ne payaient-elles pas aussi les écoles congréganistes de la Forge, 700 élèves au début du siècle, et de la Mine, qui avait un nombre d'élèves aussi important, comme, à Montluçon, elles avaient, à leur charge, celles de Saint-Jacques et de Saint-Gobain. Pour les ouvriers qui voulaient éviter un licenciement trop rapide, c'était une quasi-obligation d'y placer leurs enfants.

Le « Cercle catholique ouvrier » montluçonnais, créé en 1897, était animé par deux comités, l'un composé « de personnes appartenant à la classe dirigeante », selon les termes mêmes du communiqué paru dans la presse, l'autre composé d'ouvriers. Pour l'abbé Guéret, chargé des œuvres ouvrières montluçonnaises, « ces deux classes, dirigeantes et d'ouvriers, existeront toujours de par la volonté de Dieu... vouloir les supprimer, ce serait du désordre.... Vouloir la fusion, ce serait la confusion, le socialisme » (27). Pour lui, la solution du problème des classes était simple : « La classe supérieure allant à l'ouvrier par son dévouement, la classe inférieure répondant à ce dévouement en venant à la classe supérieure, voilà la clef de voûte de l'union des classes entre elles ! » (27). Le même abbé disait, le 16 janvier 1898, aux ouvriers : « Comment pourriez-vous ne pas les bénir et les aimer, ceux qui vous sont supérieurs par suite de leur fortune, de leur talent, de leur emploi ou de leur influence » (28).

Faisant un décompte, le journal socialiste *Le Combat* du 4 février 1906 montrait le nombre et le rôle influent des patrons et des directeurs d'usines dans les conseils de fabrique. Il ne faut donc pas s'étonner de l'existence d'un anticléricalisme ouvrier à coloration de lutte de classes. Dans des discours prononcés lors d'enterrements

---

(26) Journal *Le Centre*, octobre 1873. Mony, député sous le Second Empire, d'origine parisienne, avait été saint-simonien dans sa jeunesse (1800-1884). Voir l'index biographique.

(27-28) Journal *Le Centre*, respectivement décembre 1897 et janvier 1898.

civils, le leader socialiste Constans reprochait aux prêtres d'être « toujours prêts à servir la classe dominante » et de penser « qu'il leur suffira (it), pour détourner le courant révolutionnaire, d'assurer qu'il y aura toujours des pauvres » (29) ou encore d'être « les auxiliaires de la puissance capitaliste qui prêchent la résignation pour perpétuer l'esclavage du prolétariat » (30). Dans un article de P. Marius André, l'Eglise était appelée « la gendarmerie spirituelle du capital » (31).

II. — Un second moyen de défense et par suite de manifestation de classe fut *l'utilisation des tribunes professionnelles*, telles que les Chambres de Commerce, ou des groupements, associations, syndicats, pour exprimer des points de vue opposés au grand courant de législation sociale, celle-ci fût-elle déjà en vigueur, et faire pression sur les assemblées délibérantes sinon sur les administrations chargées de son application.

Une des premières attaques fut celle des Chambres Syndicales des entrepreneurs de Moulins, Montluçon et Vichy, le 9 avril 1899 contre la loi sur les accidents du travail et menaçant même de « fermer les chantiers » (32).

La loi sur le repos hebdomadaire provoqua des protestations générales : « Il est si facile d'être généreux avec les ressources des autres... », disait un communiqué des commerçants de la Ville Gozet à Montluçon, ajoutant : « Le lundi, l'employé rentrera au magasin plus fatigué que s'il avait travaillé ! » (33).

Parmi les vœux votés par les Chambres de Commerce de Montluçon-Gannat d'une part et de Moulins-Lapalisse d'autre part, retenons, en ce qui concerne la première, des déclarations, le 8 juin 1902 contre la réduction de la journée de travail à 10 h. 30 et contre la loi réglementant le travail des enfants, filles mineures et femmes dans les établissements industriels, le 4 novembre 1907 contre le vote du Sénat limitant à 8 heures la durée du travail dans les mines (« attendu que la production actuelle ne suffit déjà pas aux besoins... »), en janvier 1908 contre le projet de loi Viviani relatif à la création de délégués ouvriers adjoints aux inspecteurs du travail dans les entreprises (suite au rapport d'un leader radical local, Perrier, parlant de « l'inquisition ouvrière... chez le patron » et qualifiant le projet « d'attentatoire, à la fois, à la dignité des ouvriers et des patrons ! »), le 13 février 1911 contre les dispositions du projet de loi réformant la législation minière et obligeant les compagnies à intéresser les ouvriers aux bénéfices, le 13 février 1912 contre une proposition de loi de l'abbé Lemire tendant à interdire le travail des enfants dans les usines à feu continu, le 11 mars 1912 contre le projet de loi sur le salaire minimum des ouvrières à domicile dans l'industrie du vêtement (avec des attendus hostiles à toute intervention de l'Etat dans les stipulations relatives aux salaires et alors qu'en fait l'Allier, selon

(29-30-31) Respectivement journal *Le Socialiste de l'Allier*, mai et novembre 1901, et journal *Le Combat* du 1<sup>er</sup> septembre 1910.

(32) Journal *Le Centre*, avril 1899.

(33) Journal *Le Centre*, 25 juillet 1906.

les enquêtes officielles, était un des départements où l'on payait le plus mal ces ouvrières), en mars 1933 contre la semaine de 40 heures.

De son côté la Chambre de Commerce de Moulins-Lapalisie formulait des vœux, le 21 juin 1901 pour le rejet par le Parlement des dispositions tendant à donner aux Conseils du travail des attributions administratives et judiciaires, le 21 février 1908 contre la création de délégués ouvriers (loi Viviani), le 17 mais 1912 pour le rejet par le Parlement du projet de limitation de la durée du travail des adultes « ou, en tout cas, qu'une entente internationale intervienne avant toute mesure législative », mais en mars 1935 pour que le gouvernement français renonce à soutenir à la S.D.N. le principe de la semaine de 40 heures.

En dehors de ces prises de position d'autant plus importantes qu'elles émanaient d'organismes officiels, dont les membres étaient élus par l'ensemble des commerçants, les associations ne se privaient pas d'attaquer les lois sociales. Lors de son congrès de juillet 1922, à Moulins, la « Fédération des Groupements Commerciaux et Industriels de l'Allier » se prononça contre « l'application intégrale » de la loi de 8 heures et pour l'ajournement du projet de loi sur les assurances sociales. Les commerçants de Vichy (« Fédération des Groupements Commerciaux »), réunis en juillet 1930, manifestèrent leur vive hostilité à la loi sur les assurances sociales au point que le député radical de la circonscription, M. Lucien Lamoureux, ne put s'empêcher de leur dire son étonnement.

III. — La naissance d'une conscience de classe patronale clairement formulée conduisit enfin à l'emploi de *procédés de lutte* contre le syndicalisme ouvrier, ses dirigeants, ainsi que son action, notamment par la solidarité patronale en cas de grèves.

Premier exemple de cette solidarité, le 8 octobre 1905, à Moulins, les délégués des Chambres Syndicales du Bâtiment du Centre-Est, représentant vingt-trois Chambres réunies en Fédération, décidaient de se soutenir mutuellement en cas de grèves ouvrières.

Après les grèves de juin 1936, les présidents et délégués des syndicats et associations de commerçants, industriels et professions libérales, réunis à la Chambre de Commerce de Moulins, le 8 juillet, votaient à l'unanimité une résolution en faveur de « l'union de tous les groupements patronaux » et d'une « discipline absolue au sein de chacun d'eux ». Parmi les engagements pris par les délégués, il y avait la « suspension des négociations » avec les syndicats ouvriers aussi longtemps qu'« un chantier, un magasin, un atelier ou une annexe sera(it) occupé ou qu'un piquet de grève empêchera(it) l'accès... » et le refus d'ouverture d'« aucune négociation particulière... sans assentiment préalable (d'une) commission patronale ou de ses représentants » (34). Une deuxième réunion avait pour objet la constitution d'un « Rassemblement Patronal du Commerce, de l'Industrie et des professions libérales » qui devait grouper les patrons de la circonscription de la Chambre de Commerce Moulins-Lapalisie,

(34) Journal *Le Courrier de l'Allier*, juillet 1936.



un « Comité Patronal d'Entente du Commerce et de l'Industrie » remplissant le même office pour ceux de la circonscription de la Chambre de Commerce Montluçon-Gannat. Dans un vœu de mars 1938, ce dernier Comité s'élevait contre toute mesure « qui, sous le couvert de la loi, poursuivrait pour le plus grand bénéfice de la lutte des classes la transformation progressive du régime » et contre « tout contrôle de la gestion des entreprises par les ouvriers ».

## CHAPITRE III

### LES CROYANCES ET IDEOLOGIES

Seules les principales et les plus influentes parmi les croyances et idéologies méritent d'être examinées. La plus ancienne a été la religion, l'anticléricalisme n'en représentant souvent qu'un aspect négatif dans la mesure où il n'a pas été amené à désirer la remplacer. Plus récent, le pacifisme a exercé sur les hommes de cette époque enclose et scindée par des guerres une attirance presque mystique, exceptionnelle quant aux espoirs qu'il a fait naître.

#### Section I. — La religion

Il vaudrait mieux dire les religions, puisqu'à côté du catholicisme il y eut le protestantisme, bien que la situation n'ait été en rien comparable à celle de l'Ardèche exposée par André Siegfried et dont s'est servi celui-ci pour expliquer la divergence des tendances dans ce département (1).

#### *Par. 1<sup>er</sup>. — LE PROTESTANTISME.*

La religion réformée n'a eu dans notre département que des noyaux de fidèles soit dans les principaux centres (Moulins, Montluçon, Vichy, Commentry), soit dans quelques communes de moindre importance : Lurcy, Bézenet.

Les protestants manifestèrent de vifs sentiments prorépublicains. Dès 1870-71, le pasteur de Moulins, Henri Maubert, présidait un des Comités républicains de la ville et collaborait au journal *Le Républicain de l'Allier*. Pour des articles signés de lui, il fut d'ailleurs inculpé, avec l'imprimeur du journal, d'« attaques contre les droits de l'Assemblée Nationale ». Vers 1880, des tournées de conférences, la plupart faites dans les temples, par des pasteurs parisiens ou suisses, mais organisées par les pasteurs locaux, en particulier par Théodore Seitte, alors pasteur à Montluçon, étaient dirigées contre le cléricalisme catholique, tout spécialement les jésuites, en même temps qu'était prônée « la religion de la démocratie », c'est-à-dire

---

(1) A. Siegfried, « *Géographie Electorale de l'Ardèche* » (voir biblio.).

la religion chrétienne réformée qui permettait de « conserver nos libertés républicaines ».

Tout cela n'amena guère de nouveaux fidèles aux pasteurs et n'empêcha pas les Conseils municipaux, tant radicaux que socialistes, de refuser toute augmentation de subvention aux temples et aux écoles en dépendant (Montluçon, 10 mai 1879), de supprimer ensuite tous les crédits pour le culte protestant comme pour le culte catholique (Montluçon, 20 septembre 1888 ; Moulins, 30 octobre 1889). Régulièrement les communes étaient imposées d'office à ces versements par décret, ce qui amenait le journal radical *L'Indépendant de l'Allier* à écrire dans son numéro du 8 juillet 1891 : « Quand donc en aurons-nous fini avec ces N.d.d. de pasteurs catholiques, protestants ou autres ! ».

#### *Par. 2°. — LE CATHOLICISME.*

Il faut à toute époque distinguer d'une part le clergé, d'autre part, parmi les laïcs, ceux que l'on pourrait appeler les « catholiques d'action » de la masse des fidèles. Pour le clergé, il faut remonter assez loin dans le temps, sans toutefois donner trop d'importance au jugement porté en 1569 par le géographe-historien Nicolas de Nicolay : « Au lieu d'y avoir de bons pasteurs pleins de bonnes mœurs et sainte vie, et bien instruits aux saintes lettres pour bien prêcher et administrer... l'on ne voit pour la plus grande part pourvus en l'ordre ecclésiastique que gens indignes de tels états, pleins d'ignorance et d'avarice, lesquels n'ayant rien moins en recommandation que le service de Dieu et la charité des pauvres... ne font résidence ni visitation en leurs bénéfices, sinon quand il est temps d'en prendre la dépouille... » (2). Cette situation avait provoqué une éclosion et une propagation rapide des idées de la Réforme qui furent aussi rapidement et complètement brisées par les guerres de religion.

I. — Le Bourbonnais, bien que vieille province, n'était pas un diocèse et son territoire était écartelé entre les évêchés de Clermont-Ferrand, Bourges, Nevers et Autun. Un projet d'installation d'un évêché à Moulins n'avait pu voir le jour avant la Révolution. En somme, le premier évêque bourbonnais fut l'évêque constitutionnel François-Xavier Laurent, ancien curé d'Huillaux-le-Donjon, député du Clergé aux Etats Généraux puis député à l'Assemblée Constituante. L'attitude du clergé bourbonnais lors de la rédaction de leur « cahier », le fait que 426 prêtres sur 484 prêtèrent le serment de fidélité à la « Constitution civile », 58 seulement s'y refusant, montraient une adhésion libre et non feinte aux institutions, laquelle eût été définitive si Rome n'avait pas condamné la Constitution civile et tout spécialement l'érection du nouveau siège de Moulins,

---

(2) « *Visages du Bourbonnais* » (op. cit.) ; « *Histoire du Bourbonnais* », Joseph Viple.



ainsi que l'élection de Laurent. Cette condamnation troubla profondément les prêtres qui avaient prêté serment, amenant certains, dont Laurent, à quitter le sacerdoce, remit en selle la minorité royaliste des non-assermentés, provoqua une petite guerre religieuse entre les deux catégories, au cours de laquelle on se disputa les fidèles et la distribution des sacrements, créa enfin le climat propice à la vague antireligieuse qui allait déferler sur le pays (3). Un historien a noté qu'en pluviose an II, la plupart des églises du département avaient été fermées ou « transformées en temples de la déesse Raison » sans que cela « ait causé la plus légère fermentation » et il y a vu une « certaine tiédeur religieuse » caractérisant le tempérament bourbonnais (4).

Telle était aussi l'opinion, en 1817, du préfet de l'Allier qui se plaignait que son département fût sacrifié au Puy-de-Dôme par l'évêque de Clermont-Ferrand, diocèse auquel était alors rattaché l'Allier et qui réclamait des prêtres pour 52 cures ou succursales vacantes sur un total de 236, mais reconnaissait : « Et encore, est-on bien peu religieux dans nos campagnes. Il existe dans le caractère bourbonnais une apathie qui s'étend sur tout et produit des mœurs relâchées et cette indifférence pour la religion, pour la vertu... ». L'évêque de Clermont ajoutait que l'Allier ne fournissait presque pas de prêtres et que si, dans le Puy-de-Dôme, on y montrait du zèle pour le culte, on y recevait les prêtres avec empressement et on les respectait, dans l'Allier au contraire : « on n'y demande pas de prêtres, ceux qui y sont envoyés y sont reçus avec indifférence, souvent on les méprise, on s'étudie à les décrier, on les dénonce... » (5).

II. — *Antoine de Pons*, premier évêque de Moulins nommé par Rome, sacré le 13 juillet 1823, allait tenter de remédier à cette situation, mais en poussant à une cléricatisation outrancière qui devait, immanquablement, entraîner des réactions des « libéraux » contre le « parti prêtre » : mise en tutelle des instituteurs publics par l'obligation du certificat de « bonne conduite » délivré par les curés et agrément préalable de celui de la commune d'installation ; création d'écoles congréganistes, surtout au profit des Frères des Ecoles Chrétiennes ; conflits de tous ordres avec les municipalités auxquelles certains curés voulaient imposer leurs directives... » (5).

Mais cette suprématie, que recherchait le clergé sous les ordres d'un évêque « personnellement acquis à la cause des Bourbon », avait un objectif plus politique que religieux. A l'échelon rural, son rapprochement de la noblesse rentrée d'émigration, au niveau épiscopal la mise au pas (c'est-à-dire au « ban » du clergé) des anciens prêtres assermentés qui, sous l'Empire, avaient bénéficié d'un régime d'égalité avec les autres, puis les prises de position en faveur de la

(3) Joseph Viple, « *François-Xavier Laurent* », pp. 4 et ss. ; « *Mandement de François-Xavier Laurent* », pp. 136 et ss. (voir biblio.).

(4) Louis Biernawski, « *Un département sous la Révolution Française* » (voir biblio.), p. 378.

(5) J.-Bte Boissonnet, « *Le Bourbonnais sous la Seconde Restauration* » (voir biblio.).

politique de Charles X (lecture, le 20 juin 1830, du haut de toutes les chaires de la proclamation royale) placèrent l'Eglise dans une position inconfortable après la Révolution de 1830. Le sous-préfet de Montluçon écrivait dans un rapport du 9 octobre de la même année que tous les ecclésiastiques de son arrondissement (et on peut, au vu de rapports de la même époque, en dire autant pour ceux des autres arrondissements), « à l'exception de cinq ou six » étaient légitimistes. Il ajoutait qu'« en s'attachant à la noblesse, ils s'étaient séparés des masses » et qu'ils « savaient n'avoir aucune influence dans le pays ». La petite guerre des « *Domine salvum fac...* » commençait dès cette époque d'où une lettre du préfet à l'évêque. Elle se poursuivit en 1848 où Mgr de Pons, toujours en place, fit ajouter, de façon ambiguë « *Populum* » au lieu de « *Rempublicam* »...

La Révolution de 1848 pouvait délivrer le clergé du complexe d'allié du parti vaincu et il sembla bien, pendant quelques semaines sinon quelques mois, que l'Eglise retrouvait ses attaches populaires : bénédiction d'arbres de la Liberté avec discours de certains curés (celui de Saint-Pierre de Moulins, ceux de Chantelle, Cusset, Gannat, Saint-Pourçain, Ygrande...) cités par M. Dargaud dans une étude sur « Le Clergé bourbonnais en 1848 » (6).

Mais le cas de l'abbé de Montlouis, curé de Voussac, et en même temps président du « Club Républicain Démocratique » de cette commune, l'instituteur en étant le vice-président, curé frappé, dès septembre 1848, par l'évêque d'un « retrait du ministère paroissial », alors que rien d'autre que son activité politique ne pouvait lui être reproché, dévoilait les sentiments de l'évêché envers la République. Le seul résultat sera à long terme de transformer les gens de Voussac en de farouches anticléricaux (7). A l'opposé, il n'y avait pas de sanctions à l'encontre des curés qui faisaient de la politique royaliste, tels ceux de Dompierre, Rongères, Montcombroux, malgré les réclamations des municipalités. M. Dargaud a noté que sur treize réclamations de ce genre, il n'y eut finalement que quatre mutations, les uns venant remplacer les autres.

III. — Un nouvel évêque, dont le nom était tout un programme, celui de ses opinions, *Pierre-Simon de Dreux-Brézé*, troisième fils du maître de cérémonies de Louis XVI, était nommé le 7 janvier 1850. Autoritaire autant que méfiant, dédaigneux envers le clergé campagnard, il apportait un état d'esprit qui allait marquer les cadres du clergé jusqu'à l'aube du xx<sup>e</sup> siècle. Porté vers les congrégations, au point que des escrocs abusèrent de sa bonne foi en s'installant à Vichy, début 1875, sous le nom imaginé de « célestins camaldules », il confia, dès octobre 1850, le petit séminaire aux jésuites. Dans un immeuble d'Yzeure, immeuble qui fut l'enjeu de procès entre 1871 et 1891, d'abord entre le département et l'Etat, ensuite entre l'évêque et l'Etat, s'installèrent dès lors deux établissements séparés (comme

(6) Etude faisant partie de « *La Révolution de 1848 à Moulins...* » (voir biblio.).

(7) Trente ans plus tard, l'ancien instituteur, Besson, était maire radical de Voussac.

le constatèrent le recteur et l'inspecteur d'Académie en 1879 : ni le même dortoir, ni le même réfectoire, ni la même cuisine, ni la même cour de récréation), l'un étant un collège pour fils de haute noblesse, l'autre le séminaire. Les deux étaient dirigés par les jésuites qui formèrent ainsi pendant trente années (1850-1880) tous les prêtres de l'Allier, leur inculquant un esprit « ultramontain », selon le terme d'alors, ce qui éliminait les tendances gallicanes des vieux curés, et aussi des opinions royalistes en même temps qu'un respect de subordonnés à l'égard des jeunes aristocrates élevés dans la partie contiguë du collège.

Sous le Second Empire, il y eut deux périodes. La première, la plus longue, fut celle des conflits avec la papauté dans l'affaire italienne. Le clergé demeurait « circonspect, réservé » à l'égard du régime, selon les termes régulièrement employés par les préfets de l'Allier dans leurs rapports (8), cette attitude prudente cachant d'ailleurs, chez la plupart, des sentiments légitimistes bien connus. Depuis 1857, année où le préfet Genteur avait obtenu du Conseil d'Etat qu'il déclarât « entachés d'abus » des actes d'autoritarisme de l'évêque à l'égard de deux curés de Moulins, les préfets n'assistaient plus à aucune procession (8). La fin de l'Empire vit le clergé « voter et faire voter pour les candidats du gouvernement » en 1869, puis « prêter l'appui de son influence au Plébiscite », selon les propres termes du préfet Servatius quoique, selon le même, ce clergé fut opposé « à l'extension des prérogatives législatives », donc à la libéralisation de l'Empire (8). Ainsi le clergé devenait impérialiste juste au moment où cette attitude risquait de lui nuire !

La République fut accueillie avec réticence. De nombreux curés s'abstenaient, malgré les protestations des maires, de chanter la formule « *Domine salvam...* » à la fin des messes. Les pompes de l'Eglise paraissaient réservées aux fêtes et commémorations royalistes : messes et saluts solennels par l'évêque le jour de la Saint Henri (9) pour « attirer les bénédictions de Dieu sur la France », messes pour l'anniversaire de la mort de Marie-Antoinette ou de Louis XVI avec lecture du testament royal du haut de la chaire... Les « catholiques d'action » qui organisaient les pèlerinages (Comité des Pèlerinages à Paray-le-Monial ou Comité de l'Œuvre de Notre-Dame de la Salette) et qui créaient les premiers cercles catholiques à Moulins, Montluçon, Vichy, Saint-Pourçain... étaient de purs légitimistes. Le journal légitimiste *Le Mémorial de l'Allier* dirigeait d'ailleurs toute cette activité parareligieuse.

L'intolérance et l'autoritarisme religieux allaient de pair : conflits avec les curés concernant les sépultures de protestants (Belle-naves...) ou de libres penseurs (Vichy...) dans les cimetières ; attaques d'instituteurs qui auraient refusé du pain bénit ou mangé du

(8) Archives Nationales, FI CIII, Allier, 3-6-10 (1860-1870).

(9) Henri, comte de Chambord. Le frère de Mgr de Dreux-Brézé étant son chambellan.



saucisson dans le train un jeudi saint (10) ; messes militaires avec présence obligatoire ; conduite des enfants des écoles par les maîtres aux exercices religieux des paroisses...

Les mesures de 1880 envers les congrégations non autorisées trouvèrent pour défendre celles-ci un front des royalistes et des bonapartistes, groupés dans des « Comités de résistance aux décrets ». Le 6 novembre 1880, à Sept-Fons, lors de l'expulsion des trappistes, le Père-Abbé était entouré de 122 personnes notoirement légitimistes (dont les chefs de cette fraction, les comtes Charles et Robert de Bourbon-Busset) ou impérialistes (en particulier le bâtonnier Octave Burin-Desroziers) (11).

Avec la laïcisation des écoles, on remarque une activité accrue et conjuguée des mêmes pour créer des écoles libres qui, compte tenu des dirigeants du « Comité des Ecoles Chrétiennes de l'Allier », les monarchistes, vicomte Henri de Brinon, puis vicomte d'Haute-roche, et surtout l'abbé Louis-Jean-Baptiste Melin, ardent légitimiste, ainsi que des bailleurs de fonds ou protecteurs locaux, étaient, en fait, des foyers de propagande antirépublicaine. Adversaire farouche de l'école laïque, Mgr de Dreux-Brézé prit des positions extrêmes concernant les livres de morale et d'instruction publique, conseillant dans son mandement de 1883 d'employer « tous les moyens pour que les livres soient remis ou brûlés par les parents ». Certains curés de combat suivirent à la lettre ces instructions, tel celui d'Espinasse-Vozelle qui voulut retirer les livres condamnés des mains des enfants, défendant à ceux-ci « d'obéir à leurs parents », refusant de donner l'instruction religieuse et de faire faire leur communion aux enfants de l'école laïque. Les légitimistes en vinrent à conseiller la grève scolaire, mais ne furent pas suivis par les impérialistes qui désapprouvèrent cet esprit de révolte contre la loi.

La masse des fidèles était en désaccord complet avec ces attitudes. Malgré les pressions exercées, les pétitions contre le projet de loi Ferry réunirent seulement 5.268 signatures d'hommes (4,5 % du corps électoral) et 6.272 signatures de femmes, soit au total 2,78 % de la population du département, et les pétitions contre les décrets de 1880 eurent encore moins de succès, avec 4.832 signatures d'hommes (4,1 % du corps électoral) et 5.240 signatures de femmes, soit au total 2,43 % de la population. La plupart des fidèles admettaient de même fort bien, dans un désir de paix publique, les interdictions de processions prises par de nombreuses municipalités, car ces processions tournaient souvent en véritables manifestations politiques : fleurs de lys dans une procession à la Ville Gozet entraînant l'arrêté d'interdiction du 10 mais 1882 (12). Si à Moulins, en 1890, la pétition pour le rétablissement des processions comprenait encore 3.300 signatures, ce chiffre tombait à 642 en 1895 et il fallait encore, selon le journal royaliste *Le Messager-Mémorial de l'Allier*, retrancher 200

(10) Journaux *Le Messager de l'Allier* et *Le Républicain de l'Allier*, avril 1879.

(11) Journal *Le Républicain de l'Allier*, 13 novembre 1880.

(12) Journaux *La Démocratie du Centre* et *Le Mémorial de l'Allier*, mai 1882.

commerçants dont « on avait forcé la main ». A Montluçon, pour le même objet, une pétition de 1891 n'obtient que 382 signatures sur 30.000 habitants !

Le climat fut près de changer avec l'apparition de *La Croix de l'Allier*, supplément à *La Croix de Paris*, « organe des intérêts religieux », fondée en juillet 1890 par l'abbé Joseph Clément (13), qui apporta un souffle nouveau, amplifié par le ralliement, au point que, pour le chef monarchiste Robert de Bourbon-Busset, l'attitude de « ce journal » était « dangereuse au point de vue politique et social » (14). Cette époque fut aussi celle de l'apparition du catholicisme social. A Moulins, le 13 décembre 1892, deux orateurs célèbres, Jules Guesde et l'abbé Garnier, se livrèrent une controverse passionnée mais courtoise au cours d'une réunion dont le secrétaire de séance était l'abbé Hippolyte de La Celle, rédacteur à *La Croix de l'Allier*, spécialiste des questions ouvrières, futur évêque de Nancy. Le mouvement de « libéralisation » allait en s'accéléralant chez les catholiques bourbonnais, d'autant plus que Mgr de Dreux-Brézé était âgé et malade. Il décédait à 82 ans le 5 janvier 1893.

IV. — Son successeur, *Auguste-René-Marie Dubourg*, Breton, vraisemblablement non républicain, mais d'origine modeste et pour cette raison mal vu de la noblesse bourbonnaise, évita, lors de son arrivée dans l'Allier, toute attitude trop marquée. Il savait qu'il devait son siège à un choix fait d'urgence par le ministre des Cultes avant que les députés de l'Allier n'aient pu intervenir pour empêcher toute nomination à cet évêché non concordataire.

Sa première lettre pastorale montrait un esprit conciliant : « Nous n'éteindrons pas la mèche qui fume encore... inflexible sur les principes, nous serons toujours plein de condescendance, d'aménité et de bienveillance pour les personnes ». Lors du passage de Félix Faure à Moulins, il lui déclara que « fidèle aux directives de S. S. Léon XIII », sa « joie » était « d'entretenir avec les représentants du pouvoir des relations de bienveillance réciproque dans la justice, dans la paix et dans la charité ».

Toutefois, il s'abstint de prendre parti et *La Semaine Religieuse*, organe de l'évêché, parla seulement « d'idées et... considérations... à caractère personnel », ce qui fut considéré comme une soumission à l'aile royaliste, après un « Congrès des Œuvres Ouvrières », tenu à Moulins le 21 septembre 1896, au cours duquel la salle avait chaudement applaudi les orateurs qui recommandaient le remplacement des journaux religieux royalistes par des journaux ralliés et les chefs royalistes bourbonnais, furieux, avaient quitté la séance en protestant contre cette « œuvre de coterie politique religieuse » !

Mgr Dubourg avait une passion politique, le nationalisme. Il avait déclaré de même lors de la visite présidentielle : « Nous aimons d'un ardent amour la religion et la patrie », puis organisé à Moulins, le 27 mai 1894, une fête en l'honneur de Jeanne d'Arc et avait appelé à

(13) L'abbé puis chanoine Clément, montluçonais d'origine, érudit et historien local.

(14) Journal *Le Messager-Mémorial de l'Allier*, mai 1893.

pavoiser (15). Avec l'affaire Dreyfus, ces sentiments s'exacerbèrent ; une lettre pastorale de mars 1899 tonnait contre cette « utopie folle et dangereuse » consistant à vouloir « fusionner tous les peuples », stigmatisait « cette race sinistre de sans-patrie », recommandait aux filles de prier « le Dieu des Armées pour leurs grands frères », défiait presque la patrie (« l'amour de la patrie, j'allais dire cette religion »)... « L'Eglise et la Patrie, Dieu et la France ») et défendait « l'armée, la grande muette, impassible et fière sous le flot de ces injures venimeuses qui ne sauraient l'atteindre... ».

Les « catholiques d'action » n'avaient pas ou peu changé. C'était le monarchiste Gaston Fayolle, président d'un Conseil de fabrique et d'un Comité d'école libre, qui reçut Mgr Dubourg, le 29 mai 1893, à Montluçon, « au nom de la ville » bien que n'exerçant aucun mandat municipal. Le même présida le Comité d'organisation du congrès de l'Œuvre des Cercles Catholiques (27 au 29 avril 1901). Les principales œuvres catholiques de la ville, notamment sur le plan social (« Association du Travail », « Cercle Ouvrier », « Association de la Jeunesse Catholique »...) avaient des dirigeants monarchistes, impérialistes ou nationalistes. Les salles de réunion qui venaient d'être construites à Montluçon, rue de l'Usine, à Moulins, rue du Progrès, étaient utilisées pour des conférences antidreyfusardes, antisémites, antimaçonniques !

*La Croix de l'Allier*, qui avait oublié son libéralisme d'antan, organisait des pétitions contre les francs-maçons et faisait paraître, le 24 septembre 1899, une liste de 200 noms de personnes désignées comme appartenant à des loges.

Les textes contre les congrégations puis leur application extensive, en particulier à l'égard des écoles libres (qui, en 1899, étaient au nombre de 172 pour filles et de 40 pour garçons, dans l'Allier sous la direction d'un « Comité des Ecoles Chrétiennes Libres » et de différents « Comités de soutien ») donnaient l'occasion aux catholiques d'action de se livrer à des manifestations contre les expulsions. La plus importante de ces manifestations, le 31 mars 1903, en gare de Moulins, pour le départ des sœurs du Sacré-Cœur de Bellecroix-Yzeure, groupait près d'un millier de personnes qui, après des discours appelant à « la résistance », se rendirent devant la préfecture en criant « Vive l'Armée ! » (16).

La pétition contre le projet de séparation des Eglises et de l'Etat recueillit dans l'Allier des signatures représentant 6,5 % de la population, chiffre nettement plus faible que le pourcentage national, 10,7 %, et ne dépassant guère le tiers du pourcentage du Puy-de-Dôme, ce qui montre la différence de tempérament religieux (17).

Au moment des inventaires, plusieurs conceptions se manifestèrent, celle de Mgr Dubourg étant assez modérée (« Il n'est pas dans

---

(15) Le maire radical Sorrel interdit à cette occasion tout drapeau autre que national.

(16) Jules Delahaye, député boulangiste puis nationaliste de Chinon, qui avait des attaches familiales en Bourbonnais, prononça un de ces discours.

(17) Journaux *Le Radical de l'Allier*, 30-31 juillet 1905, et *Avenir du Plateau Central*, même mois.



l'esprit de l'Eglise de résister par la violence aux tentatives de spoliation légale, ni de prendre une attitude de soumission qui impliquerait une acceptation de l'injustice ») (18) par rapport à celle de Mgr Vichy, doyen du chapitre, déclarant au nom de celui-ci : « Le moment de la lutte est arrivé... Nous voici prêts à la lutte ! ». L'encyclique papale eut pour effet de renforcer les plus durs dans leur attitude et de raidir les hésitants, d'où les incidents au fond peu graves quand on les compare à ceux d'autres régions (Haute-Loire notamment). Dans un certain nombre de communes, on tapa sur les chaudrons, on s'injuria, on se colletta ou il y eut des incidents tragiques (La Petite-Marche, Nassigny...). L'algara de la plus grave se produisit à la cathédrale de Moulins (29 et 30 janvier 1906) et l'inventaire put seulement se faire le 5 février sous la protection de la gendarmerie, pendant que les libres-penseurs contre-manifestaient. Il y eut des poursuites et des condamnations. Mais en fin de compte, les ouvertures forcées ne représentèrent pas la majorité des cas et, dans la plupart des paroisses, tout se passa tranquillement, souvent à l'amiable entre le maire et le curé (19).

V. — En septembre 1906, Mgr Dubourg était promu archevêque de Rennes et un nouvel évêque le remplaçait à Moulins, *Emile-Louis-Cornil Lobbedey*, originaire du Nord, professeur de petit séminaire.

Après les inventaires, la situation s'était stabilisée. L'assistance aux messes étonnait les anticléricaux qui, comme ceux de Cressanges, l'attribuaient à la « routine » ou, comme ceux de Moulins, affirmaient que les personnes qui avaient suivi les offices de Pâques n'étaient pas catholiques ! (20). La question des presbytères fut une excellente « pierre de touche », les communes continuant, dans leur grande majorité, à loger leurs curés, seul le montant du loyer permettant de juger de leur religiosité. Dans la trentaine de paroisses « interdites » par l'évêché à la suite de l'expulsion des desservants, les municipalités étaient aux prises non plus seulement avec les « catholiques d'action », mais avec leurs propres électeurs qui réclamaient des prêtres, signaient des pétitions et faisaient des démarches ! Le moment eût été particulièrement bien choisi pour un décrochage des catholiques d'avec la droite - extrême-droite et il apparut même un moment que pourrait aider à cette évolution le Sillon, dont les groupes étaient très actifs à Vichy et à Montluçon. Dans cette dernière ville, les sillonnistes avaient, en accord avec la Libre-Pensée et la C.G.T., organisé une conférence Griffuelhes - Abbé Desgranges le 10 janvier 1907. Puis le 18 juin de la même année, Marc Sangnier avait tenté de convaincre un public socialiste de l'existence et de l'influence du catholicisme républicain et social.

Mais Mgr Lobbedey, surnommé le « lion des Flandres », était un adversaire du sillonnisme et de tout modernisme. Intégriste avant le terme, il prêchait avec force « l'intégrité de la foi romaine »,

(18) Revue *La Semaine Religieuse*, décembre 1905.

(19) L'Allier fut parmi les sept départements où les inventaires furent terminés le 12 mars 1906.

(20) Journal *Le Radical de l'Allier*, 19-20 avril 1903.

criant « anathème à toute iniquité ! » du haut de la chaire de la cathédrale à propos des attributions de biens sous séquestre et menaçant ses ouailles de les rappeler « à leur devoir... avec sa crosse ». Aimant les cérémonies et les fêtes, il organisa les couronnements du Sacré-Cœur et de la Vierge Noire. Digne héritier moral de Mgr de Dreux-Brézé, duquel il écrivait « notre clairvoyant prédécesseur... », il fut certainement d'opinions royalistes comme le prouvent certaines attitudes, notamment la messe de requiem en grande pompe célébrée par lui lors de l'attentat républicain au cours duquel périrent Carlos I<sup>er</sup>, roi du Portugal, et son fils. Les sillonnistes bourbonnais durent faire soumission et abandonner leurs espoirs de réinsérer le catholicisme dans le cadre républicain.

Mgr Lobbedey fut aussi un organisateur de premier ordre, mettant sur pied des œuvres scolaires, postsecondaires, sociales (patronages, cours de cuisine et de couture, caisses de prévoyance), des cercles de jeunesses catholiques qui se fédérèrent le 27 septembre 1908 en une Union Catholique des Jeunes du Bourbonnais (U.C.J.B.) et plus de quinze Comités catholiques cantonaux, ces derniers constitués au cours de congrès comportant des séances d'études et des défilés. Il est aisé de situer l'horizon politique des dirigeants de toutes ces organisations catholiques. Il y avait en effet une assimilation à peu près parfaite entre ces catholiques d'action et le parti libéral d'alors, c'est-à-dire la droite et l'extrême-droite jusqu'à l'Action Française incluse. L'abbé de La Celle, en déplorant le manque d'organisation de ce parti libéral (21), paraissait considérer cette assimilation comme parfaitement normale.

VI. — En mai 1911, Mgr Lobbedey quittait Moulins pour Arras et était remplacé par *Mgr Jean-Baptiste Penon*, provençal, professeur au collège d'Aix où il avait eu Maurras comme élève, puis vicaire capitulaire et curé de paroisse à Aix. C'était un homme calme, courtois, tolérant, souriant, sympathique à tous ceux qui l'approchaient et d'une grande élévation morale. Il apporta à l'évêché une ambiance d'apaisement, bénéficiant aussi de la lassitude des querelles religieuses et du décrochage socialiste sur le plan de l'anticléricalisme. Enfin les questions sociales et la tension internationale passaient au premier plan. Délivrés des complexes de persécution et d'isolement, les catholiques d'action, noyés dans la masse des fidèles moins marqués politiquement, participaient à l'ambiance patriotique où les fêtes et bénédictions de statues de Jeanne d'Arc ne jetaient aucune fausse note. Ceci n'empêchait pas Mgr Penon de poursuivre le travail d'organisation de son prédécesseur : ouverture de nouvelles écoles libres (22), création de patronages, reconstitution d'une Union Catholique de la Jeunesse Bourbonnaise, congrès cantonaux et diocésain, ce dernier les 27-28 mai 1912.

La « repolitisation » des groupements catholiques bourbonnais date du 29 novembre 1924, jour où Xavier Vallat, envoyé par la Fédé-

(21) *Le Semeur du Centre*, journal de l'U.C.J.B., septembre 1913.

(22) Ecoles libres dans l'Allier : 212 en 1900, 141 en 1908, 120 vers 1930.

ration Nationale Catholique, vint jeter les bases, lors d'une réunion tenue à Moulins sous la présidence de Mgr Penon, d'une « Union Diocésaine Catholique » (U.D.C.) dont le premier président fut le colonel-baron de Lager. Parmi les présidents des Comités cantonaux, il y avait de nombreux représentants de la noblesse terrienne, dont la tendance générale se situait très nettement à droite, mais aussi des hommes qui formaient l'aile « gauche » de l'organisation et qui se retrouveront peu après à la tête de la Fédération Démocrate Populaire. A la base, on trouvait près de 250 Comités paroissiaux. Des congrès diocésains, tenus à Moulins le 1<sup>er</sup> juin 1925 et en juin 1927, à Vichy le 18 juillet 1926, rassemblaient, après des séances d'études, des milliers de participants dans des meetings où des orateurs réclamaient l'abrogation des lois dites « de laïcité », la répartition proportionnelle scolaire, le droit commun en faveur des congrégations, etc. Avec les mêmes thèmes de propagande, certains discours prononcés dans la campagne bourbonnaise laissaient passer le bout de l'oreille comme ceux qui appelaient à « se grouper sous les plis de la bannière de Jeanne d'Arc contre le juif et le franc-maçon » et attaquaient « le bolchevisme et les 400 francs-maçons de la Chambre et du Sénat » (23).

VII. — Un nouvel évêque, *Mgr Augustin Gonon*, remplaçait, en octobre 1926, Mgr Penon. Il semble qu'il voulut freiner les tendances d'extrême-droite de certains catholiques de l'Allier, car il interpréta « strictement l'interdiction papale visant l'Action Française » (23).

Si l'« Union Catholique de l'Allier », qui remplaçait en 1932 l'U.D.C., présentait un encadrement fort ressemblant à celui de son prédécesseur, d'autres organisations apparaissaient moins orientées à droite (au sens large), à commencer par la Jeunesse Catholique Bourbonnaise, qui recevait, lors de son congrès de Pâques, M. Georges Bidault (24), de même la J.O.C. dont plusieurs sections se constituaient dans les principaux centres entre 1931 et 1938, enfin les syndicats ouvriers chrétiens, longtemps réduits à celui du Livre et à quelques groupes féminins, qui prirent surtout leur essor après 1932 avec la constitution d'Unions locales (Moulins, Montluçon, Vichy, Commentry) et en 1936 avec leur « fédéralisation » dans une « Union Départementale (C.F.T.C.) ».

Pour la période avoisinant 1930, une enquête sur la situation religieuse du diocèse, faite par Mgr Megnin, alors vicaire général à Moulins et qui sera évêque d'Angoulême, a servi à M. le Doyen Le Bras pour caractériser l'Allier sur le plan religieux, ces caractéristiques étant « l'indifférence pratique » et « quelque hostilité », « malgré l'observation presque universelle du conformisme saisonnier et la survivance assez commune de la foi ». Le nombre des non-baptisés ne dépassait « pas la vingtaine » ; très rares aussi étaient les obsèques civiles (2 % et surtout en ville) ; les églises étaient pleines à certaines

(23) Journal *Le Courrier de l'Allier*, février 1925 et janvier 1927.

(24) M. Georges Bidault est né à Moulins le 5 octobre 1899.



grandes fêtes ; tous les malades acceptaient ou demandaient les derniers sacrements (25).

A ce tableau, M. Le Bras oppose d'une part le Puy-de-Dôme, beaucoup plus religieux que l'Allier (40 à 70 % de « pascalisants », alors que l'Allier reste généralement entre 5 et 10 %, descendant parfois au-dessous des 5 %). Mais si le diocèse de Nevers, surtout dans sa partie nord-est (Morvan) est de même plus religieux que l'Allier, la Marche et le Limousin représentent de façon plus nette des zones de déchristianisation.

Déjà, comme le note le Doyen Le Bras, Brizon, député socialiste de l'Allier, qui fut son « cordial condisciple » en Faculté de Droit, avait observé pour l'Allier l'opposition entre un pays « type de communauté marxiste » et activement conformiste sur le plan religieux.

## Section II. — L'anticléricalisme

L'Allier semble devoir être placé parmi les départements les plus anticléricaux à cette époque, généralement anticléricale en France, des premières décennies de la III<sup>e</sup> République. Le Conseil général adopta à plusieurs reprises des vœux en faveur de la séparation des Eglises et de l'Etat, ainsi que de la suppression du budget des cultes, en particulier dès 1871-72, puis à partir de 1902, faisant partie, au printemps 1905, des dix-sept Conseils qui s'étaient ainsi prononcés.

En consultant le « Barodet » de 1893, on peut trouver les six députés de l'Allier parmi les 149 députés réclamant la séparation, la dénonciation du concordat et la suppression du budget des cultes. Mieux, ils étaient tous de l'Allier ces trois seuls députés qui voulaient réserver les fonctions publiques aux élèves sortant des écoles de l'Etat.

Il est difficile de retrouver les racines historiques de cet état d'esprit et hasardeux de donner trop d'importance à « l'œuvre de Fouché », auquel Louis Biernawski a attribué « l'irréligion » qui aurait « caractérisé l'esprit révolutionnaire bourbonnais » (26). Très certainement la montée de l'anticléricalisme au cours du XIX<sup>e</sup> siècle a eu comme causes différentes attitudes de l'Eglise citées plus haut, ainsi qu'une alliance factice, au temps du Second Empire, entre un pouvoir porté, contre Rome, à l'excitation de la passion nationaliste, une bourgeoisie voltairienne et le peuple dont l'inclination naturelle était dans ce sens (27).

(25) M. Le Bras, « *Etudes de Sociologie Religieuse* » (voir biblio.).

(26) Louis Biernawski, « *Un département...* » (op. cit.), p. 378.

(27) Certaines affaires portées devant le tribunal de Cusset à la fin du Second Empire étaient caractéristiques : bagarre au Vernet lors d'une procession ; affaire contre le curé de Jaligny...

Par. I<sup>er</sup>. — FONDEMENTS APPARENTS ET ASPECTS DE L'ANTI-CLÉRICALISME.

Fondements et aspects ayant été très divers selon les mobiles ou les buts, les personnes ou les groupes, on pourrait dire qu'il y a eu « des » anticléricismes plutôt qu'un seul, certains très rapprochés d'un état d'esprit religieux, d'autres exclusivement combatifs et négatifs, antireligieux, avec, au milieu, des formules tendant seulement à une plus grande tolérance à l'égard de tous.

I. — Des survivances du *gallicanisme* peuvent être exceptionnellement notées. Le voyage « *ad limina* » de Mgr de Dreux-Brézé à Rome, fin 1879, fut considéré par les journaux républicains comme une « conspiration ». Parlant à Bourbon le 9 octobre 1887, le leader opportuniste Aujame (28), alors député de l'Allier, réclamait un « clergé national » et la mise de « toutes les Eglises dans les mains de l'Etat », donc le contraire de la séparation.

II. — Une forme « *pseudo-chrétienne* » d'anticléricisme se manifestait par des critiques adressées non à la religion elle-même, mais aux curés, leurs adversaires déclarant conserver la foi ou faisant comme... Lors d'un enterrement civil à Moulins, fin 1872, un vase rempli d'eau bénite était placé près du cercueil et une femme portait une croix (29). « Que Dieu lui soit propice ! » disait pour terminer son discours un orateur libre penseur à l'enterrement civil du docteur Ducholet, adjoint au maire de Saint-Pourçain, en janvier 1872 (30). Bœuf, ancien déporté, « resté chrétien » (31), était enterré civilement à Gannat en 1879, mais avec un crucifix sur son cercueil et de l'eau bénite. Au début du siècle, le chroniqueur des « Dimanches d'un paysan » dans le journal *Le Radical de l'Allier* affirmait ne pas vouloir détruire la religion « ...cette religion du Christ toute de bonté et de fraternité » (32). Après avoir expulsé *manu militari* son curé du presbytère, le maire de Chezelles fit ouvrir par le serrurier la porte de l'église dont le curé avait emporté la clef et afficha à cette porte : « La République... garantit le libre exercice des cultes... (l'église) reste ouverte à tous les habitants pour le libre exercice de la religion » (32).

III. — *L'opposition aux seules attitudes politiques du clergé* se trouvait dans les chansons populaires comme celle intitulée « La religion du Christ », dont le refrain disait en s'adressant aux prêtres : « Vous insultez toujours la République, et pourtant Jésus-Christ était républicain », chanson qui, entonnée lors de la Sainte Barbe, le 7 décembre 1873, par le maire de Charroux, Cogniet, le fit révoquer par l'Ordre Moral.

(28) Voir l'index biographique

(29) Journal *Le Messager de l'Allier*, décembre 1872, enterrement Martineau.

(30) Journal *Le Républicain de l'Allier*, janvier 1872.

(31) Journal *Le Mémorial de l'Allier* et *Le Journal de Gannat*, novembre 1879.

(32) Journal *Le Radical de l'Allier*, respectivement 3-4 mai 1903 et 1<sup>er</sup>-2 avril 1907.

Un article signé Fek, dans *Le Républicain de l'Allier*, en septembre 1879, constatait : « C'est l'Eglise qui, seule, donne une certaine cohésion aux ennemis si divisés d'ailleurs des institutions républicaines ». A la même époque, l'inspecteur d'Académie réunissait les instituteurs pour leur dire : « Vous aurez à lutter, Messieurs, contre ces hommes (les prêtres) qui, sous prétexte de religion... veulent le retour de la royauté... ». *L'Indépendant de l'Allier*, journal radical, déclarait le 15 mai 1892 : « L'Eglise a tort de s'occuper de politique militante ; sa seule occupation devrait être d'enseigner les dogmes et la foi... ». Le journal *Le Radical de l'Allier* blâmait « l'esprit batailleur, clérical et dominateur de tout le clergé », précisant : « Les curés sont descendus dans l'arène politique, ils ont créé autour d'eux un centre de résistance aux lois et à la République ». Dans le même organe, le 22 janvier 1905, le sénateur Boissier notait : « Le prêtre... vous le trouvez soutenant le boulangisme, encourageant le nationalisme, il est l'âme damnée de tous les complots qui se trament contre la République » et le 9 juillet 1905, le député Delarue reprochait à l'Eglise « d'avoir constitué le faisceau des forces réactionnaires opposées à la République ».

Pour les municipalités républicaines, ce fut donc une manifestation de triomphe politique plus que d'anticléricalisme de pouvoir les 14 juillet 1880, 1881 et 1882 faire sonner les cloches à toute volée en l'honneur de la République et pour cela enfoncer, si besoin était, la porte du clocher (Deneuille, Isle-et-Bardais, Estivareilles), y planter des drapeaux, parfois enlevés par les curés (Varennnes, Thiel), ou y accrocher des lanternes vénitiennes, brisées par le curé de Vallon, ou encore faire peindre la devise « Liberté... » sur le fronton.

Mais cette petite guerre s'expliquait aussi bien par les conflits locaux, d'autorité ou de préséance, véritables histoires à la « Don Camillo » : l'affaire de l'appentis du presbytère de Vallon, démoli d'autorité par le maire, celle du salon de la cure de Trévol « réquisitionné » par le Conseil municipal pour y tenir ses délibérations, celle du pré du curé de Montbeugny transformé en champ de foire par la municipalité... Il faut en passer et des meilleures.

IV. — *La défense de la neutralité, donc de la laïcité*, conduisait dans tous les domaines au refus de reconnaître une religion officielle.

La laïcité scolaire apparut comme un premier objectif aux municipalités républicaines qui allaient se heurter aux barrages officiels : annulations de délibérations, inscriptions d'office... Moulins tenta de laïciser, dès le 23 décembre 1871, ses écoles publiques, et Vichy prit une semblable décision le 18 octobre 1872, ce qui devait provoquer la suspension du Conseil municipal. En 1878, année où purent commencer les laïcisations, il y avait environ dans l'Allier 160 écoles communales congréganistes, dont 140 de filles. Or, en 1902, il ne restait plus que cinq écoles congréganistes publiques. La laïcisation s'était poursuivie de façon continue à l'échelon communal au fur et à mesure des victoires de la gauche, au sens large, sur le plan municipal, les dernières écoles laïcisées et, pour ce, par arrêté préfectoral, étant celles de communes farouchement conservatrices (Ussel en 1899, Agonges et Magnet en 1901...). Ainsi l'Allier apparaît comme



ayant été, dès l'origine, très favorable à l'école laïque et unanime pour la défendre. En 1909, à une époque où sévissaient dans d'autres départements les campagnes contre l'école publique, l'Amicale des Instituteurs notait la rareté de telles attaques dans l'Allier.

Dès 1871-72, le Conseil Général laïcisait l'école normale d'institutrices installée jusque-là au couvent des Dames Chanoinesses de Saint-Augustin et dirigée par ces religieuses.

Les municipalités républicaines refusaient régulièrement d'assister aux prières publiques prévues par l'Assemblée Nationale, s'opposaient à la création de nouveaux vicariats demandés par l'évêque, ainsi qu'à toutes subventions destinées à équilibrer les budgets des fabriques (33), laïcisaient les bureaux de bienfaisance comme les hospices, suivant en cela l'exemple du Conseil Général qui avait remplacé par du personnel laïque les sœurs de Nevers à l'asile psychiatrique Sainte-Catherine d'Yzeure, et même les noms des rues, allant jusqu'à enlever les croix qui se trouvaient sur la voie publique (croix de « mission » à Vichy en 1881, à Lapalisse en 1908 ..) (34). Les mêmes municipalités rechignaient à dépenser les fonds communaux pour la réparation des églises, de sorte que le journal monarchiste *La Revue du Centre*, pouvait affirmer en 1913, ce qui était en partie exact, que les églises bourbonnaises étaient abandonnées et tombaient en ruines. Le Conseil Général avait, le 16 avril 1901, invité, par vœu, le gouvernement à « réserver aux réparations exclusives des bâtiments scolaires en mauvais état les fonds des subventions qu'il consacrerait aux édifices religieux des communes pauvres... ».

V. — *Des attitudes nettement antireligieuses* étaient discernables dans les réactions populaires. Les bris de croix de carrefours furent assez nombreux de 1877 à 1910, surtout à la campagne, sauf, en 1882, dans les centres ouvriers de Doyet-Montvicq, en corrélation vraisemblable avec des actes analogues d'origine anarchiste commis dans les centres miniers de Saône-et-Loire. Les vols d'hosties furent très rares, un cas à Billy, un autre à Bransat, tous deux vers février 1893 ; les insultes aux ecclésiastiques étaient beaucoup plus courantes, par exemple à Mouliès en 1881, en 1906 et 1907, chaque fois par de très jeunes gens ; les chansons contre les prêtres étaient goûtées des campagnards, comme celles que chantait aux fêtes de villages, « vêtu d'une soutane », un ambulant du nom de Gobry, en septembre 1904 ; il y eut parfois des « charivaris » devant les églises, comme devant celle de Domerat pour le carême de 1884.

L'arrivée des évêques de Moulins au siège de leur diocèse donna lieu à quelques manifestations dans les deux sens. Pour Mgr Dubourg, le 27 avril 1893, une foule de catholiques acclama son évêque qui vint de la gare à l'évêché, revêtu de ses ornements, accompagné par son clergé, pendant que quelques cris de « Vive la République ! »

(33) Pendant près de vingt années, de 1871 à 1890, le Conseil Municipal de Moulins préféra à ces subventions des procès longs et beaucoup plus coûteux devant le Conseil d'Etat, terminés, pour la plupart, par des rejets puis des inscriptions d'office !

(34) Journal *Le Progrès Social*, 17 février 1909.

et quelques coups de sifflet marquaient l'opposition (35). Le 11 septembre 1906, pour l'arrivée de Mgr Lobbedey, ce fut autrement animé : bagarre au milieu de l'avenue Nationale (actuellement avenue Théodore-de-Banville), coups de canne, jets de projectiles, chapeaux et surplis de prêtres arrachés et lacérés, cris d'un côté de « Vive Monseigneur », de l'autre de « A bas la calotte », porte de la cathédrale enfoncée, charge de la police et de la gendarmerie... (36). Par contre, l'entrée de Mgr Penon, le 18 juillet 1911, fut assez calme et celle de Mgr Gonon absolument sans incident, à part la protestation au conseil municipal d'un anticlérical « retardé ».

L'interdiction des processions avait d'abord été abordée avec une certaine gêne et l'on avait trouvé des prétextes pour la justifier. A Moulins comme à Montluçon, les arrêtés pris en 1881 et 1882 se basèrent sur l'existence d'une église consistoriale, donc d'un temple protestant, bien que, comme nous l'avons vu, les pasteurs étaient aussi mal vus que les desservants catholiques par nos anticléricaux. A Commeny, où intervint le premier arrêté d'interdiction du département (5 mai 1881), on feignit de craindre « une manifestation contraire » et on invoqua « l'intérêt de l'ordre public ». A Gannat, où l'interdiction date seulement du 12 novembre 1904, le député-maire radical Delarue, homme d'un naturel tolérant, visa l'intervention du pape dans les « affaires intérieures » françaises. Si l'on voulait faire le compte des communes où les processions furent interdites, on trouverait les villes les plus importantes, à part Vichy où le maire Lasteyras, bien que radical, s'opposa vigoureusement à une telle mesure, comme il s'opposait à la laïcisation des hospices, se contentant de limiter le rayon des processions. On trouverait aussi la plupart des bourgs et chefs-lieux de canton ainsi que des communes ouvrières, mais leur nombre total, sous réserve de recherches plus approfondies, ne semble avoir représenté qu'une faible minorité des communes du département.

Des incidents éclatèrent parfois à l'occasion d'interdictions que tentait de tourner le clergé, par exemple le 27 juin 1881 à Moulins, où l'arrêté était du 16 mai précédent et où Mgr de Dreux-Brézé organisa un « cortège » ; mais les manifestants anticléricaux lui jetèrent de l'eau du bassin de la place d'Allier et il y eut des cris hostiles sur le parcours. A la suite d'une cérémonie religieuse sur les marches du Sacré-Cœur de Moulins, le 21 juin 1895, un nouvel arrêté municipal du 20 juillet 1895 étendit l'interdiction à « toutes les manifestations extérieures du culte », d'où un échange de lettres fort aigres entre le maire radical Sorrel et l'évêque, qui était cependant Mgr Dubourg, d'où de nouveaux incidents le 12 juin 1896 devant la même église du Sacré-Cœur, des séminaristes ayant revêtu leurs surplis (affaire dite des surplis terminée au tribunal de simple police par de nombreuses amendes...).

Certains Conseils municipaux allaient plus loin en réclamant que soit prohibé le port de la soutane : Domerat le 11 novembre 1900.

(35) Journaux *Le Centre* et *L'Indépendant de l'Allier*, avril 1893.

(36) Journal *Le Centre*, 14 septembre 1906.

Commentry le 10 février 1901. Les offices religieux restaient à l'abri de ces attaques, mais on s'en prenait aux chapelles d'établissements religieux en interdisant aux personnes étrangères à ces établissements de s'y rendre, les portes avec l'extérieur étant fermées : hôpital Saint-Joseph de Moulins, en 1885 ; lazaristes de Vichy, en 1903 ; sœurs de Saint-Joseph de Cusset et hôpital de Lapalisse, en 1904...

Les congrégations étaient particulièrement visées, mais le clergé séculier n'était pas épargné, comme le prouvent de nombreuses mesures prises autant contre les uns que contre les autres. L'affaire de l'immeuble d'Yzeure est caractéristique à cet égard. Le but du Conseil Général, animé par un anticléricisme farouche, Datas (37), sous couleur de défendre le patrimoine départemental en revendiquant la propriété de cet immeuble contre l'Etat, était d'expulser les jésuites et de mettre dehors, en même temps le petit séminaire et l'évêque. Le procès fut stoppé le jour où le gouvernement promit, par l'intermédiaire du préfet (accord du 8 août 1881) une utilisation de l'immeuble impliquant l'expulsion de tous les occupants ecclésiastiques. Un décret retira à l'évêque la jouissance du bâtiment. Mais quand il apparut que l'Etat, qui avait laissé croire à l'installation de l'Ecole Normale Supérieure féminine, ne tenait pas ses promesses, les conseillers généraux n'en furent pas autrement marrés. Les inquiétudes des anticléricaux de l'Allier, parlementaires en tête, se reportèrent sur, c'est-à-dire contre, l'attribution d'une indemnité à l'évêque pour construction et frais d'aménagement, et ce bien que cette indemnité à payer sur le budget de l'Etat eût été promise à l'évêque par le ministre ! Ils n'eurent de cesse que cette indemnité ne fût définitivement écartée du budget au risque d'un procès qui dura encore dix ans mais que l'évêque perdit. Il faut ajouter que le petit séminaire fut à nouveau expulsé en janvier 1906, cette fois de la propriété du Reray, à Aubigny, qui lui avait été donnée. Le grand séminaire fut aussi expulsé, à la même époque, des bâtiments qu'il occupait et dont le préfet dira, dans son rapport de 1910, au Conseil Général, qu'ils étaient « sans profit et même onéreux pour le département ».

L'expulsion de l'évêque lui-même de l'hôtel d'Ansac, où il était logé, fut poursuivie avec acharnement pendant plus de vingt années, de 1885 à 1906, par le conseil municipal de Moulins, sous l'impulsion de Mathé (38), cette action se heurtant au refus ministériel, puis finalement obtenue, pour affecter ces locaux à une Université Populaire dont l'activité n'en exigeait pas autant ! L'année suivante, le curé du Sacré-Cœur de Moulins fut, à son tour, mis à la porte, cette fois pour installer dans l'ancien presbytère des syndicats ouvriers qui n'eurent aucune reconnaissance de ce cadeau envers la municipalité radicale.

Lors de la parution des textes sur les congrégations, on avait commencé de guigner leurs biens et de les évaluer, un peu hâtivement, pour l'Allier, à 9 millions de francs-or en 1901. Or, les résultats

(37) Félix Datas, voir index biographique.

(38) Il s'agit de Pierre-Félix Mathé, neveu de Félix Mathé, voir index biographique.



de la liquidation furent piêtres, celle par exemple des bénédictins de Souvigny, partis d'eux-mêmes en janvier 1902, se clôtura par un passif de plus de 2.600 francs. Les procès entre liquidateurs de biens de congrégations et propriétaires « apparents » s'éternisèrent avec des fortunes diverses. Les immeubles récupérés se vendirent mal, souvent au cinquième de leur valeur quand ils trouvaient acquéreur. L'acheteur agissait le plus souvent pour le compte de l'évêché ou de la congrégation.

196 écoles congréganistes fermées au 13 octobre 1903, dont plusieurs *manu militari* (Biozat, Saint-Germain-de-Salles, Jenzat, Saint-Pourçain...), ce chiffre étant porté à 217 fin 1905, le bilan était sévère pour les catholiques. Cependant les réouvertures commençaient dès la fin de 1903, atteignant 141 fin 1908, ce qui représentait 35 % environ de déchet par rapport à la situation d'origine quant au nombre d'écoles, mais la perte était plus élevée sur le chiffre des élèves : 8.700 pour les écoles libres en 1908 (sur un total de 59.000 « scolaires ») contre 15.988 en 1901.

Tout était mis en œuvre, et depuis longtemps d'ailleurs, pour empêcher l'ouverture ou la réouverture des écoles libres : poursuite et condamnation d'instituteurs ou d'institutrices libres pour ouverture irrégulière, par exemple pour dossier incomplet ou omission de formalités, devant les tribunaux correctionnels de Montluçon et Cusset en 1889 (écoles de Saint-Caprais et de Vichy), ou pour ouverture moins de trente jours après le dépôt de la déclaration (école de Jaligny en 1894) ; avis défavorables donnés par les conseils municipaux en 1902, suite aux demandes d'autorisation présentées par les établissements locaux des congrégations ; après les interdictions, saisie des immeubles et du mobilier comme présumés appartenir aux congrégations, perquisitions pour essayer de prouver de la part des « laïcisés » le maintien d'un lien d'obédience avec leur ancienne congrégation, poursuites judiciaires (au moins 130 pour le département) pour infractions à la loi sur les congrégations ou aux lois scolaires avec environ 40 % de condamnés à des peines d'amende en correctionnelle, presque tous relaxés en appel sinon bénéficiaires d'un arrêt de cassation ; oppositions des maires ou des inspecteurs primaires pour des motifs plus ou moins plausibles tenant aux locaux, mais levées pour une partie par le Conseil Départemental et pour le restant par le Conseil Supérieur de l'Instruction Publique.

Cette lutte contre l'école libre prit des formes variées : menaces du journal radical *L'Indépendant de l'Allier* aux fonctionnaires du canton d'Hérisson qui envoyaient leurs enfants à cette école ; révocation d'un receveur d'octroi de Moulins pour ce motif en juin 1891 ; décision du conseil municipal de Vichy, le 24 février 1901, de licencier tout employé de la ville qui agirait de la même façon. Dans l'unique intention d'empêcher une congrégation enseignante de s'y installer, le Conseil Général racheta à l'Etat la propriété de Bellevue-Yzeure provenant de la liquidation des biens des jésuites, sans pouvoir lui trouver, jusqu'après 1945, d'affectation bien définie (39).

(39) Il ne s'agit pas du même immeuble que lors de la première affaire d'Yzeure.

Des opinions nettement antireligieuses, qui expliquaient ces attitudes, ressortaient de certains articles ou déclarations. Dès juin 1879, *Le Républicain de l'Allier* écrivait : « Il y a des milliers de siècles que les prêtres de toutes les religions travaillent à abrutir l'humanité ». Pour *La Démocratie du Centre*, journal opportuniste, en juin 1883, « aucun moyen légal, pacifique, correct, ne devait être négligé pour détacher la nation des croyances dignes d'un autre âge et bonnes tout au plus pour les temps barbares ». Plus catégorique encore était le radicalisant *Indépendant de l'Allier* du 12 octobre 1887 : « C'est la religion même qu'il faut frapper et non pas seulement l'Eglise Romaine. C'est la croyance au surnaturel, c'est la superstition gothique inconciliable avec le progrès humain, avec le grand mouvement scientifique du siècle. C'est l'adoration d'un être imaginaire qu'il faut détruire ! C'est Dieu qu'il faut tuer ! ».

VI. — *La foi dans le progrès, la science, la raison, véritable « religion naturelle »*, eut de nombreux adeptes chez les anticléricaux de l'Allier, en particulier dans les rangs de la Libre Pensée. Celle-ci était pour Joseph Batisse, président de la société « Vérité » de Gannat, « le Bien, le Beau et le Vrai » (40). Deforge (41), secrétaire général de la Libre Pensée de l'Allier, déclarait à Saint-Pourçain le 14 mars 1903 : « Nous, libres penseurs et penseurs libres, défenseurs infatigables de la vérité, de la science et de la Lumière... » (42). Dans un article portant pour titre « La Foi » et paru au *Radical de l'Allier* des 17-18 juillet 1904, le docteur Delarue, député-maire radical de Gannat, déjà cité, athée mais n'appartenant pas à la Libre Pensée, exprimait sa « foi dans la science à l'avenir illimité qui rendra l'homme vainqueur de tous ses adversaires, de tous les fléaux qui s'acharnent sur lui, de tous les maux qui l'accablent... ». Il allait même jusqu'à penser qu'elle le délivrerait de « ses tares ancestrales, l'égoïsme, l'envie et l'orgueil » et mettrait fin aux guerres ! A la propagande de la foi, selon Lacarin, président de la Jeunesse Laïque et Républicaine de Vichy, dans un discours prononcé lors d'une réunion de cette société le 22 janvier 1905, il fallait opposer « celle de la Raison ».

La « Raison » était aussi prônée par Píoton, de Saint-Pourçain, parlant à Contigny le 21 mars 1904, pour servir de guide à la Libre Pensée et son « culte » était célébré, selon la coutume révolutionnaire, par le maire d'Ainay-le-Château et par le groupe socialiste (Parti Ouvrier Français), notamment par un cortège en janvier 1902 (43).

En effet, chez ces anticléricaux, il restait bien des traces de religiosité presque instinctive qu'il leur arrivait de manifester lors de fêtes politiques : par exemple, la « procession », à La Chapelaude, le 26 décembre 1876 pour l'inauguration du buste de la République,

(40) Journal *Le Progrès Social*, 11 mars 1909.

(41) Antoine Deforge. Nous verrons son rôle dans la Libre Pensée.

(42) Journal *Le Radical de l'Allier*, 19 mars 1903 (discours prononcé lors d'un enterrement civil).

(43) Journal *Le Socialiste de l'Allier*, janvier 1902.

au cours de laquelle ce buste était porté par deux vigneron, pendant que des rubans rouges et bleus étaient tenus par des laboureurs, des vieux vigneron, des ouvriers de Montluçon et des maîtres-mécaniciens (44). Autre exemple, lors de la fête du 14 juillet 1881, comme auparavant pour celle du 27 février 1881 (à la gloire de Victor Hugo), les républicains installèrent de véritables reposoirs, allant, selon *Le Mémorial de l'Allier* qui s'en moqua, jusqu'à demander aux curés des accessoires. A Cérilly le 14 juillet 1884, selon le même *Mémorial*, « un gigantesque mirliton tricolore », dressé sur la place, portait à la hauteur des toits le buste de la République entouré d'une couronne de verdure.

Cependant les cérémonies et festivités anticléricales étaient relativement rares, si l'on excepte quelques conférences, dont celle du 13 juillet 1907 à Souvigny, où parla un ancien vicaire défroqué, enfant du pays, Henri Taillefert (45). Il y eut bien les « casse-croûte » du « Vendredi-dit-Saint » (surtout à Saint-Pourçain et Commentry), des « signatures collectives de testaments d'enterrement civil », ainsi que, le 21 juillet 1907, une « fête anticléricale », d'ailleurs sans succès, à Montluçon. En pratique la principale forme de manifestation « contre le dogme », selon l'expression de l'époque, était l'enterrement civil dont la technique s'était rodée au fil des ans : drap rouge de la Libre Pensée sur le cercueil, églantines aux boutonnieres et discours. Si l'on se fie à la presse et il semble qu'elle ait relaté, dans un but de propagande, la quasi-totalité de ces enterrements, on peut en dénombrer 250 de 1906 à 1910, période faste pour l'anticléricisme militant. Pour un département qui comptait de 7 à 8.000 décès par an, c'était maigre. Pendant le même temps, il y eut une quarantaine de mariages civils et un ou deux baptêmes... Entre 1910 et 1914, les chiffres d'enterrements et de mariages civils furent en régression d'à peu près 40 % sur la période précédente.

## Par. 2°. — BASE ET ORIENTATION POLITIQUE DE L'ANTI-CLÉRICALISME.

L'ouverture la plus large fut celle des années 1870 à 1889, allant de l'extrême-gauche au centre-gauche, débordant même sur le centre-droit et la droite (quelques bonapartistes « jéromistes » de Montluçon). Les républicains modérés n'étaient pas les moins acharnés dans ce domaine, par exemple le maire de Moulins, Vigne, prenant en 1878 les premières dispositions pour restreindre le parcours des processions, par exemple le député Patissier appuyant vigoureusement le recours « pour abus » contre le curé de Souvigny, parce que la fanfare des « frères » avait enfreint, le 11 mai 1879, un arrêté municipal (interdisant de jouer de la musique sans autorisation sur la voie publique !), par exemple enfin cette phrase prononcée par

(44) Journal *Le Républicain de l'Allier*, janvier 1877.

(45) Journal *Le Radical de l'Allier*, 18 juillet 1907.



Cornil (46), en avril 1880, lors de l'enterrement civil de Gallay (46) : « Bientôt, la Libre Pensée remplacera pour toujours les vieilles croyances religieuses ! ».

Des articles de presse anticléricaux paraissaient dans tous les organes républicains, *Le Peuple*, *Le Républicain de l'Allier* puis *L'Indépendant de l'Allier* (« Statistiques cléricales », « Chronique cléricale »...), publiant tous les scandales où étaient impliqués des ecclésiastiques et des congréganistes, toutes les sanctions ou condamnations prononcées à leur encontre. *La Démocratie*, journal « opportuniste » montluçonnais, vint, à partir de 1880, se livrer aux attaques les plus violentes et à caractère personnel contre l'évêque, qui y était traité de « Bilboquet » (47) et contre de nombreux prêtres qui s'unirent d'ailleurs pour lui intenter un procès, dit des « 302 curés de l'Allier » devant le tribunal correctionnel de Moulins (48).

Après un « décrochage » lent des modérés, les journaux radicaux prirent la relève, comme *L'Indépendant de l'Allier*, avec des chroniques aux titres suggestifs (« L'Internationale Noire »...), puis *Le Radical de l'Allier* qui atteignit, entre 1902 et 1906, le paroxysme de la terminologie injurieuse : Chroniques « L'Ennemi Noir », « La Vermine Noire » ; articles bi-hebdomadaires du sénateur radical Boissier, déjà cité, qui parmi les anticléricaux, fut, sans conteste, un des plus haineux, un des plus vulgaires aussi (49). *Le Progrès Social*, puis *Progrès de l'Allier*, concurrent puis continuateur du *Radical*, ne lui céda guère sur ce point, même à une époque d'évolution vers le centre : articles signés Demos ; « quotidiennes » du rédacteur en chef Gauthrin, aussi anticlérical qu'il était par ailleurs antisocialiste ; chroniques « Autour de Jacquemart », de Camille Planche (50), bien que celui-ci se déclara « déiste ».

Si les radicaux, leurs journaux, leurs dirigeants, leurs élus et leurs militants représentaient la « masse de manœuvre » de l'anticléricalisme, les socialistes avaient été fréquemment à leurs côtés. G. Morel, un des premiers militants moulinois, terminait en 1882 un discours d'enterrement civil à Moulins en criant : « Vive la Libre Pensée ! Vive l'athéisme ! ». Le journal *Le Travailleur* expliquait le 14 juillet 1889 : « L'Eglise est une maison sans cheminée qui nourrit une bande de fainéants... les religions sont inutiles ! ». Un des premiers articles du journal *Le Tocsin* du futur député socialiste Léon Thivrier (51), qui avait alors 19 ans, portant le titre de « Dieu et la Religion », traitait celle-ci de « dernier refuge des injustices » et ajoutait : « Elle doit disparaître avec son Dieu fantôme ! ».

(46) Le nom du docteur Cornil (voir index biographique) a été cité à propos des scrutins du Second Empire (1869), celui de Gallay à propos des élections de 1849 et de 1850.

(47) Journal *La Démocratie*, 10 août 1880.

(48) Le 7 mai 1884. Ce tribunal se déclara incompétent, les prêtres étant « fonctionnaires ».

(49) Voir index biographique.

(50) Voir index biographique. Nous retrouverons fréquemment Camille Planche.

(51) Léon Thivrier, voir index biographique.

Zevaès, bourbonnais d'origine (52), lui succédait, à 18 ans, dans des articles non moins violents : le 7 mars 1891 « Guerre donc à l'Eglise ! » ; le 30 mai 1891, attaquant les francs-maçons parce qu'ils étaient déistes « ce ne sont point des libres penseurs... toutes les religions sont destinées à disparaître ». Mais le principe de lutte des classes revenaient parfois à la surface, comme pour le même Zevaès, qui annonçait en plus de l'expropriation des « 40.000 cafards en soutane qui exploitent le peuple », celle de « tous les voleurs du peuple... tous les bourgeois, qu'ils soient libres penseurs ou catholiques ! » *Le Tocsin* se moquait, en 1892, des radicaux qui avaient fait enlever les croix des salles d'hospices de Moulins : « amusettes, enfantillages, anticléricalisme de parade » et ajoutait qu'ils feraient mieux « de songer aux intérêts de la classe ouvrière ».

Il y eut à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle de sérieuses différences entre les socialistes « blanquistes » de Commeny et les socialistes « guesdistes » de Montluçon, les premiers conservant des attitudes antireligieuses (obligation faite aux adhérents de remettre leurs testaments pour des obsèques civiles), tandis que les seconds se montraient plus libéraux. Le Conseil Municipal socialiste de Montluçon vota des réparations aux églises (Saint-Pierre le 16 juillet 1896, Saint-Paul le 17 novembre 1896), alors que le sous-préfet avait refusé son approbation à une précédente délibération du même genre, les réparations incombant normalement aux conseils de fabrique.

Mais à la suite des tensions politiques de la fin du siècle et de l'attitude du clergé, les guesdistes durcirent leur position et leur journal *Le Socialiste de l'Allier* s'aligna sur le *Tocsin Populaire* où l'anticlérical de service signait « Dieunépa » sous la rubrique de Bézenet. Les maires socialistes (Buxières, Ainay, Huriel...) prirent à leur tour des arrêtés d'interdiction de processions. Après la fusion des deux tendances, l'union était complète sur ce point. On entendit l'Internationale lors des manifestations de l'entrée de Mgr Lobbedey à Moulins, lors de la conférence de l'ex-abbé Taillefert à Souvigny, lors de la « fête anticléricale » de Montluçon... Les militants socialistes entrèrent en masse dans les sociétés de Libre Pensée, qui, jusque-là, recrutaient à peu près exclusivement chez les radicaux. Pour les inventaires, puis pour les expulsions de curés des presbytères, on vit en tête les militants et les élus socialistes, maires notamment (Commeny, Montvicq, Buxières...).

Ce courant se poursuivait avec des initiatives dans le genre de la proposition faite au Conseil Municipal de Montluçon, le 2 août 1909, de démolir l'église Notre-Dame pour agrandir la place (« car personne ne va plus à la messe ») ou des articles comme celui signé « Jean Social » dans *Le Combat Socialiste* du 19 janvier 1913, où il était dit que « le socialisme intégral ne trouvera(it) son épanouissement que dans une société d'hommes sans Dieu » avec la conclusion « Combattons sans trêve ni repos l'Eglise ».

Mais déjà un virage était pris par certains socialistes qui pensaient, comme le leader socialiste incontesté de cette époque précé-

---

(52) De son vrai nom Bourson Alexandre

dant la guerre de 1914, le député-maire de Montluçon Paul Constans (53) le déclarait au Conseil Général que la question cléricale était « secondaire » et que « la question religieuse... devenue une simple question de conscience » n'intéressait plus son parti. Dans un article « Socialisme et Religion » paru au *Combat Socialiste* du 15 septembre 1912, il critiquait « les vaines manifestations de la Libre Pensée... sorte de religion qui a ses prescriptions, ses rites et ses grands prêtres » et jugeait « inutile et maladroite » la « lutte... contre les croyances religieuses de quelques-uns, car, à son avis, « le socialisme, question purement économique », devait « être laissé en dehors de la métaphysique ».

Entre 1918 et 1939, un anticléricalisme très atténué maintint des positions dans les trois principaux partis de la gauche, au sens large. Chez les radicaux, *Le Progrès de l'Allier* fit paraître, de 1923 à 1925, une chronique anticléricale « A bâtons rompus », signée du pseudonyme « Panurge », dernier reflet de l'avant-guerre 14. Chez les socialistes, il existait aussi un foyer anticlérical assez actif, mais les dirigeants les plus influents manifestaient un esprit libéral et tolérant. Seuls les communistes conservaient l'héritage des attitudes agressives avec les articles parus au *Travail* (« La Vague Noire »), à *L'Émancipateur* (« Chronique des Travailleurs sans Dieu », de Peigues, de Bellenaves) et à *La Voix du Peuple* (Billot, de Bellenaves, signant « Billot sans Dieu »). Mais avec la politique officielle de « la main tendue aux catholiques », il y eut des atténuations à ces prises de position. Parfois d'ailleurs, et bien avant cette date, il arriva que socialistes et communistes bourbonnais rivalisèrent de tolérance et se traitèrent réciproquement de sectaires, se défendant respectivement de l'être (*Le Travail*, avril 1925).

### Section III. — Le pacifisme

Il y eut pour le pacifisme deux époques successives. Pendant la première, il ne présenta pas des assises très précises dans l'opinion bien que l'orientation générale des esprits qui l'invoquaient fût aisée à discerner. Au cours d'une seconde période, il « s'incarna » dans des groupements, mais, en manifestant ainsi son autonomie en tant qu'idéologie, élargit sinon fit éclater la base d'orientation qui était sienne.

*Par. 1<sup>er</sup>. — LA PÉRIODE DE L'IDÉOLOGIE « FLOTTANTE »* (allant jusqu'en 1930-31).

Il y eut des essais d'organisation du pacifisme, par exemple à Lurcy, en 1913, un groupe de « l'Alliance Fraternelle Internationale » qui demandait au peuple suisse, après la conférence de Berne, de

---

(53) Voir l'index biographique.



« poursuivre infatigablement la réalisation de la paix perpétuelle et universelle » (54). A Moulins, agissant au nom de « l'Institut Franco-Allemand de la réconciliation », Henri Buriot-Darsiles (55), défendait cet idéal de « paix perpétuelle » entre la France et l'Allemagne, dont il devait être la victime trente années plus tard. Mais il ne s'agissait que d'efforts quasi-individuels.

En Bourbonnais, la propension aux idées pacifistes est fort ancienne. Le 7 septembre 1792, les administrateurs du district de Cérilly notaient : « Nos laboureurs ont de l'aversion pour la guerre, ils ne sont pas susceptibles d'être guidés par le patriotisme » (56). Mars 1793 vit des « incidents dans de nombreuses localités » pour la « levée des 300.000 hommes », et pourtant l'Allier ne devait en fournir que 2.975 (57). Sous le Premier Empire, les insoumis étaient nombreux dans la Montagne Bourbonnaise.

Le programme de *L'Impartial*, journal républicain mi-nivernais, mi-bourbonnais, parlait en avril 1869 des « Etats-Unis d'Europe ». Le 14 juillet 1881, à Cérilly, un transparent illuminé portait ces mots : « Etats-Unis universels - Alliance des Peuples ». Mais la première manifestation purement pacifiste fut celle qui réunit deux mille personnes criant « Vive le désarmement » en septembre 1898 devant la gare de Moulins, à l'occasion de l'arrivée des officiers étrangers venant assister aux grandes manœuvres dans la région de Dompierre.

Les instituteurs étaient à l'avant-garde de la croisade pacifiste. Le 27 juin 1909, à Vichy, lors de la fête fédérale des Amicales de l'Enseignement Laïque de l'Allier, le président déclarait devant le sous-préfet : « Nous ne nous sentons pas atteints... par les qualificatifs d'antimilitaristes et d'antipatriotes... » et appelait les autres instituteurs à une action en faveur de la paix « puisque les gouvernements ne peuvent le faire » (58).

Jusque-là, couvrant la gauche au sens large, le pacifisme fut alors rejeté vers l'extrême-gauche. Les conseillers généraux socialistes proposaient à l'Assemblée Départementale d'affirmer des « sentiments pacifiques » et d'inviter le gouvernement « à s'inspirer de la volonté de paix de la nation dans ses pourparlers diplomatiques ». Discuté à la séance du 24 août 1911, ce vœu se voyait allongé d'un additif radical sur « l'indépendance nationale et la dignité du pays ». Néanmoins, un vœu radical, adopté par le Conseil Général en avril 1913, demandait que « tenant compte de l'attachement profond de nos populations à la paix... les Chambres n'envisagent que les mesures propres à maintenir cette paix et à prémunir le pays contre toute agression... » (59).

(54) Journal *Le Progrès de l'Allier*, 12 mai 1913.

(55) Professeur d'allemand au lycée Banville, historien local, animateur des « Cahiers du Centre ».

(56) Louis Biernawski, « Un département sous la Révolution... » (op. cit.), p. 240.

(57) Revue « *Notre Bourbonnais* », 3<sup>e</sup> trimestre 1961 (encart).

(58) Journal *Le Progrès Social*, 29 juin 1909.

(59) M. Georges Rougeron, « *Le Conseil Général* », T. II (voir biblio.), p. 103.

Le 5 juillet 1914, à Vichy, les deux tiers des délégués au Congrès fédéral socialiste repoussaient la motion Guesde et votaient la motion Jaurès, décidant de s'opposer à la guerre par tous les moyens, y compris l'insurrection. La veille même de la mobilisation, le 31 juillet 1914, 10 à 15.000 personnes manifestaient à Montluçon pour affirmer « leur volonté de paix ».

Après 1918, la renaissance du pacifisme fut l'œuvre des anciens combattants, tout spécialement du groupe de l'A.G.M.G. Puis ce fut la Ligue des Droits de l'Homme qui reprit le flambeau sous l'influence d'un apôtre du pacifisme, Camille Planche (60), son président fédéral, et qui organisait, le 24 mars 1929, une « Journée de la Paix », tenant le même jour vingt réunions dans le département.

### *Par. 2°. — LA PÉRIODE DE L'IDÉOLOGIE « INCARNÉE ».*

Le premier groupement « spécialisé » fut la « Ligue des Anciens Combattants Pacifistes », création de Camille Planche qui continua à pousser la Ligue des Droits de l'Homme dans une action persistante sur le même plan. Deux cas de conscience se posèrent aux « anciens combattants pacifistes » : à leur Congrès de Cosne, le 11 avril 1937, le grave problème était celui de la non-intervention en Espagne, mais il ne fut pas abordé de front, la motion votée réclamant, sans préciser, « une aide aux républicains espagnols » (61) ; en septembre 1938, au moment de Munich, Planche envoyait à Daladier un télégramme « d'encouragement » au nom de la Ligue, puis le bureau fédéral confirmait son hostilité à « la politique néfaste du surarmement ». Une dernière manifestation, un meeting de 2.000 personnes en forêt de Marcenat, était organisé par la Ligue le 30 avril 1939.

Mais les plus importantes manifestations pacifistes de cette période d'avant-guerre avaient été celles du 14 février 1932 à Moulins, rassemblant 5.000 personnes dans un cortège, et trois jours après, à Montluçon, 6.000 personnes.

L'orientation, assez large et diffuse lorsqu'il s'agissait d'un pacifisme ancien combattant, devint, à nouveau, fortement axée sur la gauche au sens large. Le Comité départemental du « Rassemblement Universel pour la Paix », constitué le 20 février 1938 à Montluçon, avait comme président Edmond Foulet, militant cégétiste montluçon-nais, et dans son bureau des dirigeants ou militants socialistes et communistes.

Après Munich, le pacifisme subsista sous une forme presque exacerbée au cœur de nombreux bourbonnais que l'on peut classer dans une extrême-gauche non communiste. Ces « ultra-pacifistes » avaient leur porte-parole au Conseil Général, Pierre Diot, socialiste

---

(60) Voir index biographique, mais nous retrouverons, chemin faisant, ses réalisations.

(61) Journal *Le Travail de l'Allier*, avril 1937.

S.F.I.O. (62). Diot s'accrocha longtemps à ces positions puisqu'à la session de printemps 1939, il déclarait encore : « En septembre 1938, j'étais Munichois 100 %, aujourd'hui je le suis à 200 % », s'opposant ainsi aux thèses jacobines défendues devant la même assemblée par les dirigeants socialistes, tout particulièrement par Marx Dormoy (63).

---

(62) Pierre Diot, architecte à Montluçon, conseiller général S.F.I.O. du canton de Montluçon-Ouest de 1931 à 1940, par ailleurs libre penseur actif.

(63) Voir index biographique.



*DEUXIÈME PARTIE*

---

**LES FORCES**

---



## CHAPITRE IV

### LES PERSONNALITES

Certaines individualités méritent d'être citées au titre des forces politiques, même si par ailleurs leur action s'est exercée dans le cadre ou par le canal des forces collectives, partis et groupements. Il s'agit de personnalités dont l'influence a été prépondérante et motrice au sein de la vie politique.

Pour la plupart, ces hommes ont été aussi des élus. Mais leur personnalité a aussi dépassé ou dominé ces mandats électifs.

Il ne peut être question ici de tracer des biographies, les éléments de celles-ci ressortissant d'autres domaines, en particulier des scrutins. Un index biographique a été, au demeurant, réservé à cette intention en ce qui concerne les existences les plus marquantes pour la vie politique générale du département.

Le problème d'une étude scientifique de ces personnalités, à l'instar des autres forces politiques, est sinon insoluble, tout au moins difficile à poser, compte tenu du choix obligatoirement empirique qui est effectué. A défaut de critères solides, leur rattachement à des opinions, étiquettes ou formations et par leur intermédiaire à des tendances permet de les situer et, par la suite, de mieux cerner leurs zones d'influence.

Dans un nombre de cas non négligeable et même notable, il s'est agi, en fait de familles de personnalités, donc de véritables « dynasties », ces dynasties de leaders et de militants donnant évidemment naissance à des dynasties d'élus, dont il sera question dans une autre partie de la présente étude.

#### Section I. — Les personnalités conservatrices et de droite-extrême droite

##### *Par. 1<sup>er</sup>. — LES PERSONNALITÉS MONARCHISTES.*

La famille de Bourbon-Busset issue de Louis de Bourbon, quatrième fils du duc Charles I<sup>er</sup> (1), était représentée sous la Restauration par le comte François-Louis-Joseph, lieutenant-général, pair

---

(1) Pierre, fils de Louis, épousa l'héritière de Busset et ajouta son nom au sien.



de France, lequel, après 1830, demanda sa retraite. Son fils aîné, Charles-Ferdinand, qui n'eut pas de descendance masculine, fut à l'origine du journal *Le Mémorial de l'Allier*. Son petit-fils par la branche puînée, Robert, fils de Louis-Joseph-Gaspard, comte de Chalus, fut après son oncle Charles, le chef des royalistes bourbonnais et président du Cercle Littéraire, cercle monarchiste de Moulins, de 1891 à 1918.

A la tête des légitimistes moulineois, les trois frères Leroy de Chavigny, fils du dernier préfet de l'Allier sous la Restauration, furent très actifs, Frédéric et Ernest pour constituer « l'Union de l'Ordre de l'Allier » en 1871, Charles comme maire de Villeneuve-sur-Allier et conseiller général de Moulins-Ouest, invalidé par la majorité républicaine en 1874. Ernest fut aussi président du Cercle Littéraire de 1885 à 1891.

Comme chef royaliste montluçonnois, nous avons déjà cité le nom de l'avocat Gaston Fayolle, neveu du « rouge » représentant de 1848 et du frère de ce dernier (non moins « rouge »). Un autre neveu des Fargin-Fayolle, Henri-Sébastien, était républicain modéré.

#### *Par. 2°. — LES PERSONNALITÉS IMPÉRIALISTES.*

Certains noms ont déjà été cités, ceux des anciens députés de l'Empire, Desmaroux-de-Gaulmin et Fould (Edouard), qui représentèrent les bonapartistes du département aux obsèques de Napoléon III à Chislehurst, Mony, de Veauce (2), tous cherchant à retrouver l'audience populaire. Mais des individualités nouvelles se manifestaient.

En réservant les imprimeurs-journalistes Crépin-Leblond et Herbin, qui furent, à leur manière, des dirigeants et des animateurs, pour le chapitre « presse », on peut rappeler le nom d'Octave Burin-Desroziers (3), avocat à Moulins, mais conseiller général de La Tour. donc homme politique auvergnat plus que bourbonnais.

La famille Monanges fut d'abord représentée par Etienne, magistrat sous l'Empire, puis avocat à Montluçon, maire « nommé » à deux reprises (Ordre Moral et « 16 mai ») de cette ville, ensuite par Maurice, fils du premier, comme lui avocat à Montluçon, qui vira à l'Action Française après 1918.

La famille Martenot fut par l'ancêtre Nicolas fondatrice de la Forge de Commentry et de l'usine (et forge) Saint-Jacques à Montluçon. Le fils aîné, Auguste, administrateur des Forges de Châtillon-Commentry, fut député d'Auxerre en 1876. Son frère Charles-Auguste vint s'installer à Commentry après la mort du père et fut maire de cette ville après le 4 septembre (4). Sa fidélité aux idées bonapartistes fut poursuivie par son fils Georges, adjoint entre 1908 et 1912 au maire de Commentry.

(2) Voir index biographique.

(3) Cité plus haut à propos des catholiques d'action (expulsion des trappistes en 1880).

(4) Voir index biographique.

*Par. 3. — LES PERSONNALITÉS DE DROITE.*

Il s'agit essentiellement de deux hommes dont les attaches politiques furent assez floues, bien que situées sans conteste à droite. Là aussi il faudrait d'ailleurs parler des familles. Etienne-Armand Meplain, avocat à Moulins, avait été ardent républicain en 1848, puis évolua vers la droite, où se situait sa famille. Louis-Raymond de Montaignac de Chauvance, officier de marine, contre-amiral, avait moins d'attaches avec le Bourbonnais que son frère Gilbert-Palamède, bien connu à Montluçon, assez porté au libéralisme.

*Section II. — Les personnalités républicaines et modérées*

Il y eut deux « versants », tournés l'un vers la gauche, l'autre vers la droite,

*Par. 1<sup>er</sup>. — LES PERSONNALITÉS ORIENTÉES, A L'ORIGINE, A GAUCHE.*

Cinq personnalités ont été dominantes :

I. — Sosthène Patissier, de Souvigny, avocat à Moulins, homme du centre-gauche, attaché à des positions raisonnablement modérées, peu dans la ligne des opinions locales.

I. — André-Victor Cornil, de Cusset, déjà cité comme candidat d'opposition sous l'Empire (1869), fils du docteur Félix Cornil (5), médecin comme lui, puis professeur de Faculté de Médecine, ami personnel de Gambetta, homme de gauche mais évoluant, après l'échec du « grand ministère », vers un modérantisme de plus en plus marqué.

III. — Joseph Chantemille, négociant (et même riche négociant) en tissus à Montluçon, leader de l'opposition et animateur de la campagne des « non » en 1870, homme de gauche, sans être d'extrême-gauche, qui conserva des opinions nettement réformatrices, malgré ses liens opportunistes et l'hostilité manifestée envers lui par radicaux et socialistes (6).

IV. — Alphonse Labussière, avocat, puis magistrat, longtemps maire de Chantelle, homme de gauche, assez progressiste, mais porté au nationalisme.

---

(5) Le docteur Félix Cornil, adjoint sous la Monarchie de juillet, maire républicain de Cusset en 1870, révoqué en 1873 (Ordre Moral) et en 1877 (16 mai).

(6) On pourrait aussi parler d'une famille Chantemille : un cousin, Frédéric, substitut du commissaire du gouvernement en 1848, avait été proscrit au 2 décembre...

V. — Paul Rondeleux, directeur-gérant des Mines et Usines de la Condemine à Buxières-les-Mines. homme de gauche et ardemment démocrate malgré sa modération naturelle (1).

*Par. 2°. — LES PERSONNALITÉS ORIENTÉES, DÈS L'ORIGINE  
A DROITE.*

Ces individualités, au nombre de deux, représentent une deuxième génération de républicains, celle qui s'installa dans les meubles d'une République qui n'était plus contestée. Ces hommes, qui n'avaient pas eu à lutter contre un conservatisme antirépublicain, se sentirent plus à l'aise sur des positions de centre-droit, facilitées par le « ralliement » et le mélinisme avec une ouverture fort nette à droite.

Marcel Vacher, avocat au Barreau de Montluçon. mais surtout gros propriétaire et agriculteur à Montmarault, qui était son « fief ». Le terme de fief est de mise, car un certain esprit féodal l'animait. Républicain mais très modéré, il ne craignait pas d'apparaître comme « réactionnaire » et nationaliste (7).

Louis Bignon, gros propriétaire et agriculteur à Theneuille. avait aussi tendance à transformer en fief sa région. les cantons de Cérilly et de Hérisson. L'antisocialisme lui tenait lieu de ligne politique (7).

### Section III. — Les personnalités radicales

Leur liste serait longue s'il n'était possible d'en écarter un bon nombre dont il suffit de suivre leur carrière électorale pour connaître l'essentiel, des biographies venant ensuite faire œuvre de compilation.

On peut distinguer trois générations, celle du radicalisme d'origine, celle du radicalisme d'expansion et celle du radicalisme de déclin.

*Par. 1<sup>er</sup>. — LES PERSONNALITÉS DU RADICALISME  
« D'ORIGINE ».*

I. — La famille des Mathé prit pied avec Félix (1), le commissaire du gouvernement de 1848, le représentant « rouge » de la Seconde République, l'exilé du 2 décembre, et se continua dans l'Allier avec son neveu et beau-fils, Pierre-Félix Mathé, appelé parfois « Félix Mathé II », radical intransigeant ; un troisième Mathé, Henri, lui aussi radical ardent, étant conseiller municipal de Paris en 1874, président du Conseil Général de la Seine en 1879, député de la Seine en 1885.

---

(7) Voir index biographique.



II. — La famille Laussedat comprit Louis, docteur en médecine, représentant « rouge » en 1848, condamné à la déportation par la Commission Mixte, exilé, de nuance fort proche de l'extrême-gauche malgré ses liens gambettistes, et Aimé, colonel, savant, militant républicain.

III. — Félix Datas, intendant militaire en retraite anticipée après le 2 décembre, installé à Moulins, animateur de l'opposition républicaine à l'Empire, fit montre d'un anticléricalisme virulent (8).

IV. — Michel Boissier, non moins dynamique que Datas, notaire à Nérès, eut une vie politique longue et confuse, couvrant plusieurs générations puisqu'il la débuta sous l'Empire et la termina après 1918. Demeurant radical, il évolua néanmoins d'une extrême-gauche ouvriériste à un centre-gauche très modéré. Seul le terrain religieux le trouva identique à lui-même, c'est-à-dire le plus anticlérical des hommes politiques de l'Allier, celui dont le surnom était « le père A-bas-la-calotte », car au début et à la fin de chacun de ses discours, il poussait ce cri de guerre, celui qui écrivait dans *La Lanterne* du 3 juin 1907 que la soutane seule ne devait pas « disparaître, mais celui qui la porte ».

#### Par. 2°. — LES PERSONNALITÉS DU RADICALISME « D'EXPANSION ».

Venus le plus souvent des lisières de l'opportunisme, ces hommes furent surtout d'habiles pilotes de leurs esquifs politiques et des chefs d'orchestre d'une opinion qu'ils suivaient autant qu'ils dirigeaient. Le docteur Jules-Gabriel Gacon, du Donjon ; le docteur Louis-Gabriel Delarue, de Gannat ; Pierre-Alphonse Ville, négociant à Moulins, et Henri Péronneau, avoué dans cette même ville (9), malgré leur appartenance au radicalisme, furent plus des hommes du centre-gauche, même si, par principe, ils s'orientaient eux-mêmes vers la gauche.

#### Par. 3°. — LES PERSONNALITÉS DU RADICALISME « DE DECLIN ».

Il s'agit de deux individualités dominantes à tous points de vue, quant à leur rôle et leur influence sur le plan politique local, quant à leur valeur humaine et intellectuelle, quant à leur carrière politique, puisqu'ils furent tous deux ministres et assumèrent des charges parlementaires importantes.

I. — Marcel Régnier (1), originaire de Billy, avocat à Moulins, de caractère vif et pas toujours commode, « jusqu'au boutiste »

(8) Voir index biographique.

(9) Voir, pour tous ces noms, l'index biographique.

quoique non extrémiste, porté par son tempérament aux décisions énergiques et par sa formation juridique aux idées d'ordre et de discipline, passa peu à peu, par à-coups successifs, d'une position de gauche ardente à un réformisme actif de centre-gauche pour en arriver finalement à une résistance de centre-droit, sinon de droite pure.

II. — M. Lucien Lamoureux fut, en fait, le troisième d'une « dynastie » Lamoureux. Son grand-père François, marchand de bois à Viplaix, avait été proscrit et expatrié au 2 décembre. Son père, Etienne, agriculteur, considéré comme très à gauche et se disant « républicain-socialiste » à une époque et dans une région où cette étiquette était souvent arborée par des socialistes, opéra, au cours de sa carrière politique, une évolution vers le centre (10). M. Lucien Lamoureux réorganisa sinon même organisa et anima le radicalisme local. Au cours de sa vie politique, active et bien remplie en charges autant qu'en mandats, il partit lui aussi d'une position assez à gauche, un radicalisme à la limite du socialisme, pour aboutir, à la fin de la III<sup>e</sup> République, à un centrisme fort comparable à celui de son père, vingt-cinq années auparavant. Avocat à la Cour d'Appel de Paris, ce juriste fut aussi un économiste, un financier et un administrateur (10).

#### Section IV. — Les personnalités socialistes

Parmi celles-ci émergent, presque depuis le début et jusqu'à la fin de la III<sup>e</sup> République, les noms des représentants des deux « dynasties », Dormoy et Thivrier, ce qui conduit à les examiner en premier.

##### *Par. 1<sup>er</sup>. — LES FAMILLES DORMOY ET THIVRIER.*

Le cadre de la famille Dormoy se situe à Montluçon, celui de la famille Thivrier à Commeny. Les mairies des deux cités eurent à leur tête pendant de nombreuses années des représentants de ces « dynasties », chacune dans son fief, pour l'une comme pour l'autre sous trois prénoms, donc trois personnes.

I. — Jean Dormoy (11), premier de la « dynastie », ouvrier métallurgiste renvoyé de l'usine Saint-Jacques pour propagande socialiste, devenu marchand d'huile avec voiture, à bras et profitant de cette profession ambulante pour étendre sa propagande, dirigeant syndical en même temps que politique, fut assisté par son frère Alexandre, débitant de boissons, qui lui succéda. Mais le véritable

(10) Voir l'index biographique.

(11) Voir l'index biographique.

héritier politique fut Marx, fils de Jean, employé de mairie puis représentant de commerce, qui sera le ministre de Léon Blum (12).

II. — Christophe Thivrier ou « Christou », d'abord ouvrier mineur, puis cultivateur, boulanger, marchand de vins... fut essentiellement pour la curiosité populaire le « député en blouse », provoquant par cette blouse arborée comme un drapeau la sympathie des uns, les lazzis des autres. Ses trois fils continuèrent son action politique dans les rangs socialistes, Léon, docteur en médecine, Alphonse et Isidore, ce dernier commerçant puis industriel (12).

*Par. 2°. — AUTRES PERSONNALITÉS SOCIALISTES.*

I. — Lucien Deslinières (12) fut un homme de contrastes. Venu à Montluçon comme imprimeur-journaliste chargé des intérêts de l'opportunisme et tout spécialement de Chantemille, il lutta par la plume, dans *La Démocratie*, et par la parole pour dresser un barrage contre le socialisme et se donna à cette tâche pendant onze années pour finalement se « convertir » au socialisme, et déployer la même ardeur au service de ses nouvelles opinions.

II. — Paul Constans, originaire des Pyrénées-Orientales (12), employé de magasin, venu à Montluçon comme associé-gérant de Joseph Chantemille, homme de gauche, vint au socialisme et au marxisme pur, évoluant donc vers l'extrême-gauche avant de revenir à des positions plus modérées dans le socialisme. Ami de Jean Dormoy et son successeur direct, il a joué un rôle important, comme nous l'avons déjà noté, dans la vie politique montluçonnaise.

III. — Le nom de Pierre Brizon a de même été cité plus haut. Professeur d'Ecole Normale Primaire puis d'Ecole Professionnelle, étudiant en Droit à 30 ans alors qu'il était député puis avocat, écrivain politique, il fut une des personnalités les plus dynamiques du socialisme bourbonnais (13). Son indépendance d'esprit s'adaptait difficilement à une discipline trop rigide. Ayant suivi la majorité dans son passage au communisme, il ne put y rester longtemps, son expulsion devenant, à vrai dire, inévitable.

IV. — Camille-André Planche (13), avocat à Moulins, fut lancé par Régnier et débuta par des positions radicales assez nettement à gauche. Sa fidélité aux idées de gauche le conduisit peu à peu au socialisme où il trouva l'ambiance propice à ses aspirations les plus chères. Au premier rang de celles-ci, le pacifisme a déjà été noté. Militant ancien combattant, il liait son idéal pacifiste à cette action en fondant en février 1931 la « Ligue des Anciens Combattants Pacifistes », citée à propos de cette idéologie, dont il était le président national et même international.

---

(12) Voir l'index biographique.

(13) Voir l'index biographique.



### Section V. — Les personnalités communistes

Il est assez difficile de faire un choix, le mouvement communiste ayant été à la fois un successeur du mouvement socialiste et une formation nouvelle.

Parmi les personnalités socialistes devenues communistes, la plus marquante semble avoir été Ernest Semonsut, dit Montuses, que l'on pourrait ajouter à la « dynastie » Thivrier puisqu'il fut le gendre de « Christou » et par suite le beau-frère de Léon... (14). Instituteur, puis bibliothécaire municipal et enfin commerçant, écrivain politique et surtout journaliste, Montuses était par-dessus tout l'homme de parti, discipliné et défendant cette discipline, même quand, visiblement, elle lui pesait.

On peut citer aussi M. Eugène Jardon, vigneron de Domerat, syndicaliste agricole, et MM. Marcel Guyot et Henri Védrières, bien que, pour ces deux derniers, il serait plus logique de les considérer comme des personnalités communistes de la IV<sup>e</sup> et de la V<sup>e</sup> République.

### Section VI. — Les personnalités « sans parti »

Il s'agit en fait de deux hommes du « centre » particulièrement influents par suite de l'exercice de leurs mandats parlementaires de sénateurs : Albert Peyronnet et Jean Beaumont. Malgré leurs appartenances et leurs étiquettes, ces deux individualités tendirent vers un apolitisme inhabituel pour l'époque considérée (14).

---

(14) Voir l'index biographique.

## CHAPITRE V

### LES PARTIS

Sauf cas exceptionnel où des formations locales n'eurent pas d'équivalent sur le plan national (1), on retrouve dans l'Allier les mêmes partis que partout en France. Mais si les noms furent les mêmes qu'ailleurs, les physionomies, les formes et les vicissitudes de ces partis furent bien particulières.

#### Section I. — La structure

Il faut distinguer une structure de base, c'est-à-dire celle du noyau local du parti, et une structure de liaison, venant compléter la première.

#### *Par. 1<sup>er</sup>. — LA STRUCTURE DE BASE.*

##### I. — *Appellations* choisies pour désigner les groupements de base.

La II<sup>e</sup> République avait connu des « comités », mais ce nom paraît s'être plus spécialement appliqué à des organismes éphémères créés pour choisir et soutenir des candidats lors d'un scrutin. Lorsqu'il s'agissait de groupements stables, on utilisait de préférence, du côté républicain, le vieux terme révolutionnaire de « clubs ». De tels clubs, qui existaient dans de nombreuses communes de l'Allier, furent remplacés après le 28 juillet 1848 par des « cercles » ou « sociétés », qui ne vécurent pas longtemps, étant pour la plupart fermés d'office par des arrêtés préfectoraux pris en application de la loi du 19 juin 1849 (2).

En 1871, on vit réapparaître ces différentes dénominations, sans que l'on puisse trouver, entre elles, de signification vraiment différente. Néanmoins, dans certains cas, le « cercle », comme le « cercle philharmonique » de Moulins, dit aussi « des Badouillards », recrutant chez les commerçants républicains, semblait avoir un objectif moins directement politique que le « comité », ce dernier nom étant

---

(1) Un de ces cas exceptionnels est celui de « l'Action Républicaine », de 1919 à 1924.

2. M. Georges Rougeron, « *La République de 1848...* » (op. cit.), pp. 72 et ss.

utilisé, à la même époque, à Moulins, par deux groupements républicains, dont l'un, radicalisant, dit « club du Chalet ». A Montluçon, en 1871, il y eut aussi plusieurs « comités » et une « société » (de « l'Alliance Républicaine »).

Rapidement le terme « comité » gagna du terrain, adopté aussi bien par les groupements conservateurs, monarchistes ou impérialistes, que par les républicains. Les « cercles » disparurent pratiquement jusqu'à leur remise à la mode par les socialistes dans les années 1880 (« Cercle démocratique des travailleurs » à Moulins, « Cercle républicain socialiste des ouvriers de Montluçon », « Cercle républicain de Commentry »...) parfois avec la formule de « cercle d'études et d'action politique et sociale » ou plus simplement de « cercle d'études sociales ».

Les groupements socialistes choisissaient librement leur dénomination, d'où une grande diversité : on trouvait des « comités » (« Comité socialiste » comme ceux de Moulins ou de Montvicq, « Comité socialiste révolutionnaire », tel celui de Doyet..., ou encore « Comité d'études sociales »), des « groupes », des « cercles », des « unions » (ce terme très employé, par ironie du sort, à une époque de scission). Il est vrai qu'à la même époque, fin XIX<sup>e</sup> siècle, étaient aussi considérés comme des groupements de base socialiste des chambres syndicales, des unions syndicales et même des... municipalités (3) ; Avec le début du XX<sup>e</sup> siècle, on peut constater une plus grande utilisation du terme « groupe » pour les petites communes (une exception : le groupe de Vichy), le terme de « comité » semblant réservé aux bourgs et villes et le terme de « section » faisait son apparition à Commentry et Montluçon. Mais la « section » comprenait souvent plusieurs groupes de quartier. Après 1918, le terme « section » était en progrès puisqu'il y avait au moins huit sections, au point que la Fédération communiste qui succédait à la Fédération S.F.I.O. - première formule, généralisa cet emploi, avant d'être amenée à suivre les consignes de réorganisation (et ainsi à créer des « cellules » comme groupements de base). La Fédération S.F.I.O. - deuxième formule en vint rapidement à appeler « sections » tous ses groupements, dont certains au début avaient gardé le nom de « groupes ».

Pendant ce temps les radicaux, comme les modérés et les gens de droite, au sens large, conservaient l'appellation de « comités » : Comité radical-socialiste, Comité d'Union Républicaine, Comité d'Action Libérale, Comité Royaliste... Même après 1930 les modérés (« Comité de Concentration Républicaine de Montluçon » et « Comité d'Union Républicaine et de Progrès Social de Moulins ») et les radicaux (sauf pour leurs groupements de « jeunesses » nommés « sections ») étaient demeurés fidèles aux « Comités » ; par contre, tous les autres partis (démocrates populaires, parti « républicain national » de de Kérillis, « Fédération Républicaine » de Louis Marin) et les ligues ou leurs partis successeurs (Jeunesses Patriotes, Croix-de-Feu, Parti Social Français, Parti Populaire Français, etc...)

(3) Par exemple au congrès de la Fédération Socialiste du Centre le 26 août 1900 à Moulins.



baptisèrent leurs groupements locaux des « sections ». Les mots de « groupe » et de « cercle » avaient à peu près disparu du vocabulaire politique local, à part deux ou trois groupuscules d'influence extrême-droite, le « Groupe Corporatif » de Moulins en 1931, le « Groupe de Solidarité Française » de Moulins en 1934-35, le « Cercle Richelieu ou d'Etudes Nationales » à Vichy en 1938.

## II. — *Domaine d'action ou de compétence des groupements de base.*

Pour la plupart des partis, ce cadre a été territorial. Exceptionnellement, il s'est agi de l'entreprise ou de la catégorie professionnelle, comme pour les chambres syndicales rattachées aux partis socialistes de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle ou comme pour certaines cellules (d'usines, de coopératives...) du parti communiste à partir de 1924. Même dans cette dernière organisation, les cellules de rues, de villages ou de communes se voyaient attribuer un territoire déterminé.

L'étendue du territoire affecté au groupement de base a varié non seulement selon les partis et selon les époques, mais aussi parfois pour le même parti et pour la même époque, ce territoire dépendant beaucoup de la densité de l'implantation et aussi des coutumes. On peut toutefois noter une tendance générale, dans l'évolution, à abandonner le cadre du canton pour celui de la commune.

En effet, dans une première phase, de 1871 à 1885 environ, les comités républicains, monarchistes, impérialistes, conservateurs étaient cantonaux. Mais dans les villes, comme Moulins et Montluçon, il y avait, dès 1871, des comités propres à la ville. A certains moments, les deux sortes de comités coexistaient. Autour de 1880, les comités républicains « avancés », qui, sans le nom, étaient radicaux, avaient conservé ce cadre cantonal. Moulins innova en créant un comité radical communal le 9 octobre 1886, Vichy suivant cet exemple le 11 mai 1891. Brusquement, à partir de 1895, surgit une floraison de comités radicaux communaux, seuls demeurant cantonaux ceux des régions où la propagande ne « mordait » pas. Parfois, comme à Varennes, le comité cantonal ignorait les comités communaux, ne représentant nullement une fédération de ceux-ci.

Dès leurs débuts, les socialistes adoptèrent le cadre communal. Ils le conservèrent dans la Fédération S.F.I.O. - deuxième formule, malgré quelques essais de comités cantonaux. La réorganisation communiste de 1924 tendit visiblement à briser les attaches locales, imprégnées d'esprit de « clocher », des sections communales pour créer des liens de nature économique et professionnelle. En fin de compte et dans la majorité des cas, seul le nom changea, la cellule de commune remplaçant la section. Là où on s'en était le plus écarté, on revint à ce cadre coutumier, même pour les villes comme Montluçon où la section rassembla les cellules, fédérant celles-ci dans le cadre communal.

D'ailleurs les cellules de villages, de quartiers et même de rues possédaient un territoire, comme les « dizaines » de quartier des

Croix-de-Feu (4) et bien longtemps auparavant, les socialistes « blanquistes » avaient des groupes pour des parties de communes : à Commeny-Vieux Bourg, Pourcheroux, Lurcy-La Corne de Rollay. En 1907-1909, le groupement de base S.F.I.O. à Montluçon n'était pas la section mais les groupes : « de la rue de Damiette » (Ville-Gozet), des « Fours à Chaux », de « Beaulieu », du « Marais », des « Iles »...

Quelquefois le territoire du groupement de base a été plus vaste que le canton et a couvert soit un arrondissement, soit même le département, ce qui prouvait pour le moins des difficultés de recrutement.

Le 23 mai 1897, était constitué un « Comité Républicain de Gannat », de nuance modérée et son domaine, fixé par les statuts, recouvrait tout l'arrondissement (5). Le 6 avril 1911 (6), une réunion, tenue à Montluçon, décidait de créer un « Comité Radical-Socialiste de l'arrondissement de Montluçon ». Son fondateur principal, Philippe Bardet, receveur municipal à Montluçon, s'était déclaré favorable à un tel domaine, les comités de communes ne lui paraissant pas viables.

Avec un domaine encore plus large, c'est-à-dire tout le département, un « Groupe de la Jeunesse Royaliste de l'Allier », comptant 109 adhérents, était constitué à Moulins le 19 octobre 1895 (7).

### III. — *Le siège du groupement de base.*

La formule la plus courante et peut-être aussi la moins onéreuse a été celle du débit de boissons que liaient au parti soit des accords, soit ses opinions, soit ses intérêts, parfois les trois.

Dans chaque commune, il y avait le café « rouge » et le café « blanc ». Le premier plus populaire avait aussi plus de clientèle. On y lisait le journal à une époque où les abonnements étaient chers et où il était périlleux pour son emploi d'être connu comme abonné d'un journal de gauche, fût-il hebdomadaire. Le rôle des cafés a été considérable pour la propagande républicaine. A l'époque des pétitions contre l'Assemblée Nationale, les signatures y étaient recueillies. Au 16 mai, la résistance se fit par de petites réunions tenues dans des cafés et le pouvoir prononça de nombreuses fermetures. Cette politique de « bistrot » amenait les candidats et les élus de la gauche, au sens large, à protester contre les droits sur les alcools et la surveillance des agents des « indirectes ». Non sans raison les gens de droite, au sens large, les accusaient de favoriser, ce faisant, l'alcoolisme.

Les cafés se spécialisaient selon la nuance ou selon le parti. Le radicalisant « club du Chalet » à Moulins tenait son nom du débit où se réunissaient ses adhérents. En décembre 1890, le Comité Socia-

(4) Système que l'on peut comparer à la division en « décuries » de l'« Association Mutuelle et Fraternelle pour la Défense de l'Ordre », organisation paramilitaire fondée à Moulins en août 1849 par les gens de droite (M. Georges Rougeron - La révolution de 1848...).

(5) Archives personnelles (Archives Joseph Viple).

(6) Journal *Le Progrès de l'Allier*, 8 avril 1911.

(7) Journal *Le Courrier de l'Allier*, 22 octobre 1895.

liste de Moulins transférait son « siège social » au café de l'Horloge, place de l'Horloge, où il se trouvera encore en 1939, cinquante années plus tard ! Le 8 décembre 1912, les radicaux de Moulins réorganisaient leur parti sur le plan local et l'installait au « Café de Paris », place d'Allier, café qui conserva ensuite ce siège pendant plus de vingt-cinq ans. Toujours plus méfiants à l'égard des débits, les partis de droite et d'extrême-droite préférèrent les locaux de leurs journaux.

Par contre, à Montluçon, le système des sièges installés dans des locaux spéciaux semble avoir été plus en faveur que celui des « sièges-café ». Les socialistes se mirent dans leurs meubles, rue de Damiette, vers 1892, et y restèrent. L'Alliance Républicaine Anticollectiviste était logée de 1902 à 1906 au 51, rue de la République. Dès mars 1922, les communistes montluçonnais groupèrent leur permanence et leur journal dans une « Maison du Travail », 38, rue des Jardiniers, devenue par la suite rue Marcel-Sembat. Ils changèrent ensuite d'adresse (24, rue Henriette-Fournier, etc...), mais toujours dans des locaux affectés à cet usage de siège de parti.

#### IV. — *Liens entre les groupements de base et leurs adhérents.*

Ces liens étaient plus souples dans les groupements des débuts de la III<sup>e</sup> République : pas de bulletin d'adhésion, par de cotisation, pas de carte, ces inventions des partis organisés dont le premier fut le parti socialiste. Les radicaux, héritiers du laissez-aller des vieux partis, eurent beaucoup de peine à accepter des règles trop strictes à leurs yeux. C'est ainsi qu'en juillet 1904, pour conserver ses adhérents et maintenir son existence, le Comité radical-socialiste du Montet annonça par voie de presse que les cotisations non payées étaient abandonnées.

Mais si les formes étaient apparemment relâchées, les liens moraux n'en étaient pas moins forts. La qualité de membres « actifs » de ces groupements de base, qui ne connaissaient pas l'espèce des inscrits « passifs », ne s'acquerrait que par une constance exemplaire dans les opinions et dans l'ensemble des attitudes, celles des ascendants et autres membres de la famille des postulants ne manquant pas d'être aussi soumises à l'examen et, le cas échéant, à la critique. L'adhésion se doublait donc d'une sorte de cooptation qui donnait à ces groupements le caractère de partis de cadres.

L'importance des élus était notoire parmi les membres du groupement de base, si, bien entendu, le parti avait des élus. Il ressort des communiqués des Comités républicains cantonaux de cette époque que leur composition était toujours à peu près la même : le conseiller général, le ou les conseillers d'arrondissement, les maires et adjoints républicains, les délégués des électeurs pour les communes à municipalités conservatrices. Ces derniers même n'étaient pas ce que l'on appelle de nos jours des « militants de base », mais le plus souvent des ex-candidats sinon anciens élus. Les Comités conservateurs étaient, en cas de prépondérance bonapartiste, très ressemblants dans leur composition aux Comités républicains, mais les monarchistes ajoutaient, selon le poids de leur influence, plus ou moins de « notables » non élus, c'est-à-dire des nobles, gros propriétaires fonciers, militants de base d'un genre très particulier.



Exemple parfait de parti de cadres dont les membres furent recrutés par désignation du leader ou cooptation, le Comité Républicain de Gannat, fondé en 1897, déjà cité, avait, de par ses statuts, un nombre « maximum » de 100 membres, 20 par canton.

Les partis de masses, dont le premier fut le mouvement radical dans l'ensemble républicain, firent appel au plus grand nombre de militants. Avec les partis organisés qui comptabilisèrent leurs adhérents, le problème du « départ » de ceux-ci allait se poser, soit sous la forme de démissions, soit sous celle des « exclusions ».

Des exemples marquants méritent d'être cités chez les socialistes et surtout chez les communistes.

En 1892, au retour du congrès guesdiste de Marseille où il avait représenté le Comité Socialiste de Moulins, Alexandre Palletan (dit « P. Natalle »), blâmé au sujet des positions qu'il y avait adoptées, démissionna mais fut exclu par ses co-adhérents (8). Le 21 septembre 1936, M. Barbier (9), élu quelques mois plus tôt député socialiste S.F.I.O. de Lapalisse et brusquement démissionnaire de son mandat, était exclu de la section socialiste de Vichy pour avoir, selon le communiqué, « donné une explication insuffisante à justifier une démission et... failli à son devoir de militant » (il ne s'était pas rendu à la convocation de cette section) (10).

Chez les communistes, une série d'exclusions furent prononcées au cours des années suivant 1929 pour des motifs divers : M. Bierjon, ancien secrétaire fédéral, candidat tête de liste aux élections législatives de 1924, pour un pacte d'unité d'action conclu avec des syndicalistes confédérés socialisants lors d'une grève cependant victorieuse à Commeny et qui, blâmé, avait démissionné (11) ; Tuelais, comme le précité montluçonnais, et candidat aux élections législatives (de 1928), pour être devenu correspondant local d'un quotidien socialiste (*La Montagne* de Clermont-Ferrand) ; le moulinois Touraud (12), candidat aux élections sénatoriales de 1929, pour « travail fractionnel au sein de la classe ouvrière » (il était militant « minoritaire » dans le syndicalisme unitaire) ; Venuat, candidat aux élections législatives de 1924 et 1928 pour « nonchalance » (en 1934)....

Une telle utilisation de l'exclusion à la fois comme sanction et comme moyen d'élimination des minoritaires ou des non-conformistes avait été prônée en janvier 1930 par un article signé M. G. (13) dans *L'Emancipateur*, qui se déclarait « pour une discipline de fer allant se renforçant de bas en haut... pour un parti communiste vraiment bolchevisé, débarrassé des dilettantes, des freineurs et des sceptiques ». Avec une telle optique, le parti n'est plus choisi par le citoyen comme dans le système du parti de masses, mais « mérité », le parti se réservant le droit de l'exclure en vertu d'une éthique interne ou par rapport aux intérêts supérieurs de l'organisation.

(8) Journal *Le Tocsin*, 3 décembre 1892.

(9) Voir l'index biographique.

(10) Journal *Le Combat*, 26 septembre 1936.

(11) Journal *L'Emancipateur*, mars 1929.

(12) Journal *Le Courrier de l'Allier*, novembre 1930.

(13) M. G. : Vraisemblablement M. Marcel Guyot (voir l'index biographique).

### V. — *La vie collective et la direction des groupements de base.*

La permanence de cette existence collective se discerne même pour les groupements des vieux partis peu ou mal organisés, car on retrouve au long des articles de presse relatant les réunions les noms des mêmes personnes.

La désignation des dirigeants, donc des « bureaux » des groupements de base a dépendu selon les partis, selon les lieux et selon les circonstances de tant de facteurs qu'il est impossible de fournir une image même schématique des processus de nomination. Ces promotions furent souvent déterminées par la notabilité et la respectabilité, par le travail et le dévouement, ou par l'autorité et l'influence, sinon par le fait que personne d'autre n'était volontaire pour ce rôle de direction qui était, en même temps, une charge. Et pourtant tout l'avenir local d'un parti a souvent dépendu du choix de ses dirigeants. Combien, dans l'Allier, de partis de droite, au sens large, n'ont pu prendre pied, uniquement parce que le dirigeant local choisi (ou volontaire) était un noble ou un gros propriétaire !

En ce qui concerne la contexture des bureaux, deux conceptions se distinguaient nettement. La première et la plus ancienne peut être appelée « libérale », car elle se rencontrait surtout dans les partis proches du centre (centre droit comme centre gauche, modérés comme radicaux), et se caractérise par un « gonflement » des bureaux comprenant un président, des vice-présidents, un secrétaire et un trésorier adjoint, un trésorier, un trésorier adjoint, etc... Heureux encore quand il n'y avait pas, en plus, un président « d'honneur », des vice-présidents « d'honneur », etc... Une deuxième conception était fonctionnelle, celle du bureau des groupements socialistes comprenant seulement un secrétaire et un trésorier. Cette conception se retrouve à la droite - extrême droite, mais avec des appellations différentes : « responsable », « délégué », au lieu de secrétaire.

### Par. 2°. — *LES STRUCTURES DE LIAISON.*

Ces structures consistent d'une part dans la création de liens fédéraux, ce que nous avons appelé la « fédéralisation », d'autre part dans le rattachement à des formations nationales.

#### I. — LA « FÉDÉRALISATION ».

Son cadre a été fort variable, département, région, arrondissement, circonscription électorale, canton, etc...

##### A. — *Les Fédérations départementales.*

La caractéristique des débuts de la III<sup>e</sup> République fut une sorte d'incapacité à envisager l'action politique sur un plan départemental (14). Le « Comité de l'Union de l'Ordre », constitué à Mou-

---

(14) Alors que pour la Seconde République, M. Georges Rougeron (« *La Révolution de 1848...* ») a noté l'existence de plusieurs organismes départementaux, il est vrai, à but électoral.

lins, en juillet 1871, parvint avec peine au cadre départemental et disparut peu après les élections cantonales d'octobre 1871. La « Société de l'Alliance Républicaine du département de l'Allier », déjà citée pour 1871, n'était qu'un groupement montluçonnais. Si l'on excepte les monarchistes pour lesquels le « délégué régional » du prétendant fut le comte de Bourbon-Busset pendant quatre décennies de la III<sup>e</sup> République, il n'y avait pas de partis pourvus d'un organisme fédéral permanent.

Les premiers à posséder un tel organisme ainsi qu'une appellation fédérale furent les socialistes avec la Fédération Socialiste Révolutionnaire de l'Allier, dont le journal parisien *Le Citoyen* signala l'existence en janvier 1883. Entre 1885 et 1889, il semble que cette Fédération ait manqué de cohésion, car entre certains de ses groupements de base se constitua, prémice de la scission ultérieure, une nouvelle Fédération, celle-ci ayant pour territoire une circonscription électorale et baptisée par ses fondateurs, les socialistes commentryens « Agglomération des Travailleurs Socialistes (Circonscription Est de Montluçon) ». Rapidement cette Fédération devint à son tour départementale, « Agglomération des Travailleurs Socialistes de l'Allier », en mai 1890, et s'organisa de façon originale : conseil « régional », bureau, siège changeant chaque année de commune... Rattachée aux blanquistes, elle s'appela en 1895 « Fédération des Travailleurs Socialistes (C.R.C.) », puis « Fédération Socialiste de l'Allier (C.R.C.) ». Les guesdistes montluçonnais attendirent 1898 pour constituer, grâce à Constans, une « Fédération Centrale du P.O.F. », une « Fédération Centrale des Groupes de Jeunesses Socialistes Révolutionnaires » naissant à son tour en 1900. Cinquième Fédération socialiste, la « Fédération Unique » (décembre 1901), prenant ensuite le nom de « Fédération Socialiste de l'Allier » en 1903 et ajoutant le sigle S.F.I.O. après 1906, vécut jusqu'en 1921, avec, à ses côtés, après 1909, une « Fédération des Jeunesses Socialistes de l'Allier ». Enfin la Fédération S.F.I.O. - deuxième formule, créée après 1921, fut suivie, à partir de 1930, d'une nouvelle « Fédération des Jeunesses Socialistes de l'Allier ».

Après les socialistes, ce fut au tour des partis de droite et d'extrême-droite à s'organiser sur le plan départemental, les impérialistes créant, fin 1888, le « Comité Impérialiste de l'Allier », devenu en 1891 le « Comité de l'Appel au Peuple de l'Allier », et en 1911 le « Comité Départemental des Jeunesses Plébiscitaires de l'Allier », ces Comités groupant, en principe tout au moins, des organisations locales.

Chez les républicains, il n'y eut que des institutions provisoires à but électoral : un « Comité d'action » mis en place par un congrès départemental en décembre 1884 pour les élections sénatoriales ; un « Comité central d'action et de propagande » de onze membres, désignés de même par un congrès départemental pour les élections législatives de 1885 (à scrutin, de même, départemental). Les modérés n'eurent guère plus de capacités d'organisation. En 1912, le journal vichyssois *L'Hebdomadaire de l'Allier* se disait « journal du parti



républicain démocratique de l'Allier » (15) et, peu après, l'avocat montluçonnais Duceau revendiquait le titre de « délégué » départemental du même parti (16), mais la structure fédérale semble avoir été inconsistante. Plus réelle fut la « Fédération du Parti Démocrate Populaire », en 1927 et 1928, dont l'imprimeur moulinois Gilbert Ardillon prit le secrétariat fédéral.

Les radicaux poursuivirent longtemps le rêve d'une Fédération et leurs journaux envisagèrent fréquemment, notamment de 1902 à 1914, la réalisation de ce projet sans pouvoir le faire aboutir, avant la naissance, sous l'impulsion de M. Lucien Lamoureux, de cette Fédération le 23 septembre 1928, une « Fédération des Jeunesses Radicales de l'Allier » voyant à son tour le jour en mars 1936.

Successeurs directs, à leurs débuts, de la « Fédération Socialiste », les communistes passèrent par trois phases entre 1921 et 1939. La première période, de 1921 à 1924, fut celle de la « Fédération Communiste de l'Allier ». La seconde, de 1924 à 1936, fut caractérisée par la régionalisation fédérale. Enfin, de 1936 à 1939, le parti revint au cadre départemental, même si, pour conserver la terminologie en vogue, on parla de « la région Allier ». Devançant sur cette voie leurs aînés, l'« Entente des Jeunesses Communistes de l'Allier » s'était formée le 1<sup>er</sup> octobre 1933 avec, au secrétariat fédéral, M. Henri Védrines, futur député à l'Assemblée Nationale sous la IV<sup>e</sup> République.

Comme autres Fédérations départementales de partis, on peut citer : la Fédération du « Parti Socialiste-Communiste », formée par des dissidents communistes mécontents des réformes de 1924 (dont André Lepineux, ancien secrétaire administratif de la Fédération Communiste, devenu secrétaire fédéral de la nouvelle organisation) ; la « Fédération de l'Allier du Parti Républicain Socialiste et Socialiste Français » en 1926-1930 (devenue par la suite Fédération « du Parti Socialiste Français ») née sous l'impulsion de Camille Planche : des groupements fédéraux de droite aussi comme, en 1934-1935, la « Ligue des Patriotes », le « Groupement départemental des Croix-de-Feu, Briscards et Volontaires Nationaux » (17), et de 1936 à 1939 la « Fédération de l'Allier du Parti Social Français » (P.S.F.).

#### B. — *Les Fédérations régionales.*

La Fédération Socialiste blanquiste fut la première à sortir du cadre départemental, fin 1895, en changeant son nom d'« Agglomération... » contre celui de « Fédération des Travailleurs Socialistes de l'Allier et des départements limitrophes (C.R.C.) » avec l'accord de ce C.R.C. (Comité Révolutionnaire Central). Puis le congrès blanquiste du 14 juillet 1896, à Commeny, décidait la création d'une « Fédération du Centre » groupant les quatre départements du Cher, du Puy-de-Dôme, de la Haute-Loire et de l'Allier, mais conservant

(15) Journal *L'Hebdomadaire de l'Allier*, 31 août 1912.

(16) Journal *Le Progrès de l'Allier*, 24 février 1913.

(17) Dans l'Allier, comme ailleurs, les Croix-de-Feu furent, au début, une simple association d'anciens combattants.

dans ce cadre régional les Fédérations départementales, dont celle de l'Allier (la F.S.A.). Cette dernière tira, semble-t-il, la couverture à elle puisqu'en 1898 la « Confédération Socialiste du Centre » (son nouveau nom) avait son siège à Commentry et comme secrétaire un bourbonnais, Victor Mazuel. C'est ce dernier qui provoqua l'exclusion de Breton de la Fédération du Cher, exclusion qui, à l'époque, fit grand bruit.

Situation inversée en 1925 où la création de « l'Interfédération » (Fédération Communiste du Centre) mit les communistes bourbonnais sous la tutelle des berrichons, mieux vus par le Comité Central, car plus souples (1). Cette Fédération eut son siège à Bourges, son journal *L'Emancipateur* étant imprimé dans cette ville, et deux berrichons, Alexandre Guillot et Maurice Boin assumant la direction fédérale. Le journal des communistes bourbonnais, *Le Travail*, qui paraissait à Montluçon depuis 1921 était sacrifié. Même les sections de Jeunesses Communistes de l'Allier étaient rattachées à une 12<sup>e</sup> Entente dont le siège se trouvait aussi à Bourges. De telles mesures aggravèrent la crise qui existait à l'époque chez les militants communistes bourbonnais (18).

La région communiste de 1925 groupait les « rayons » des départements du Cher, de l'Allier, de l'Indre, de la Nièvre et de la Creuse. Une nouvelle région appelée « Allier-Auvergne » avec son centre à Moulins, réunissant les départements de l'Allier, du Puy-de-Dôme et du Cantal, fut constituée en 1933, très certainement sous l'impulsion de M. Marcel Guyot, moulinois, qui en devenait le secrétaire régional. Après de nouveaux tiraillements, cette fois entre auvergnats tenus en tutelle et bourbonnais faisant montre d'« impérialisme », la « séparation de corps » entre l'Allier et « l'Auvergne » fut accomplie en 1936.

A peu près à la même époque (1935-1936), une formation auvergnate modérée, la « Fédération Républicaine du Massif Central » tendit à se régionaliser en essayant quelques sections dans le sud du département, autour de Gannat. Il y eut aussi, à droite, la « Fédération Régionale d'Auvergne du P.S.F. » qui englobait plusieurs Fédérations départementales, dont celle de l'Allier.

### C. — Les Fédérations d'arrondissement ou de circonscription.

La plus ancienne, existant plus en fait qu'en nom, fut, autour de 1880, un ensemble de Comités cantonaux « républicains », c'est-à-dire radicaux, qui couvraient l'arrondissement de Gannat et dont le Docteur Antoine-Victor Vannaire, républicain avancé de cette ville, était l'animateur (19). Toujours chez les radicaux, il y eut, à partir de 1912-1914, une « Fédération Radicale-Socialiste de l'arrondissement de Moulins ». Mais, il faut attendre 1937 et 1939 pour

(18) Les élections législatives de 1924 avaient cristallisé les mécontentements des bourbonnais.

(19) Le journal *Le Courrier de l'Allier* (septembre 1880) appelait cet ensemble de Comités une « organisation savante et habile ». Ces Comités doublaient les Comités républicains.

trouver une « Union Radicale-Socialiste pour l'arrondissement de Lapalisse » (en fait il s'agissait de la circonscription), une « Union Radicale-Socialiste pour la circonscription de Gannat » et une « Fédération Radicale-Socialiste de l'arrondissement de Montluçon » (là il s'agissait bien de l'arrondissement).

Par un phénomène curieux, les radicaux, portés vers des sentiments « arrondissementiers » ne furent pour les « Unions » ci-dessus que des imitateurs des socialistes, lesquels, malgré leur défaveur à l'égard de tels groupements, les avaient devancés. En effet, la première « Union d'arrondissement » S.F.I.O. date de 1926, son cadre, l'arrondissement de Lapalisse, représentant essentiellement un moyen de manifester une indépendance locale (Vichy et sa région...) par rapport à l'autorité fédérale (représentée pratiquement par Montluçon) ; la deuxième Union d'arrondissement S.F.I.O. (Union de circonscription en réalité, malgré le titre d' « arrondissement ») fut celle de Gannat en 1933 ; comme sa sœur de Lapalisse, elle était le fruit d'un désir d'autonomie locale et son organisation fut assez poussée : comité permanent de quinze membres, secrétariat et même journal hebdomadaire. Sur quoi l'Union de Lapalisse se procura aussi d'un journal (20).

#### D. — *Les Fédérations cantonales.*

La période faste pour de telles Fédérations fut celle qui précéda 1914, à un moment où les radicaux de l'Allier parlaient abondamment d'organisation sans parvenir à se fédérer sur le plan départemental. Dès 1909 Gannat avait montré la voie en créant une « Fédération des Comités Républicains Radicaux et Radicaux-Socialistes du canton », parfaitement organisée, pourvue de statuts, rassemblant une douzaine de Comités (21). Il y eut aussi, vers 1912, de semblables Fédérations pour les cantons de Moulins-Est, Moulins-Ouest et Saint-Pourçain.

Les socialistes S.F.I.O. allaient imiter les radicaux en créant, au cours des années qui suivirent la guerre de 1914-1918, des Comités cantonaux réunissant les groupes de chaque canton, donc ayant un caractère fédéral, par exemple au Montet, à Montmarault, à Hérisson, à Bourbon...

Au début de la transformation en Fédération communiste, les sections ex-socialistes des cantons de Bourbon et du Montet, dont les effectifs étaient passés au nouveau parti, conservèrent entre eux, dans l'un et dans l'autre canton, leurs liens fédéraux. Phénomène exceptionnel dans la rigide organisation communiste, alors que la réforme de 1924 coupait en deux tronçons le canton du Montet, le rattachant pour partie au rayon de Moulins et pour le reste au rayon de Buxières, le Comité cantonal du Montet subsistait sous le titre curieux de « sous-rayon ».

(20) On pourrait pour chaque parti diagnostiquer des phénomènes d' « entêtement », selon le terme si juste de M. B. Parquet. Chacune de ces trois villes voulut être « capitale » politique.

(21) Journal *Le Progrès Social*, 4 février et 30 mars 1909.



### E. — *Les autres sortes de Fédérations.*

Avant la réforme communiste de 1924-25, il existait une véritable petite Fédération réunissant six sections, appartenant à quatre cantons différents, autour de Vichy, en un « Comité régional ». La nouvelle organisation consacra cette initiative en créant le rayon de Vichy. Les autres rayons, qui avaient en somme le caractère de Fédération « de base », étaient ceux de Moulins, de Montluçon, de Commentry, de Lurey et de Buxières, soit trois pour l'arrondissement de Moulins (le rayon de Lurey s'étendant d'ailleurs sur le nord de l'arrondissement de Montluçon), deux pour l'arrondissement de Montluçon et un seul pour les deux arrondissements de Lapalisse et Gannat.

Le découpage devait par la suite se rapprocher de la division administrative, d'abord par la fusion, dès 1925, du rayon de Commentry au rayon de Montluçon, puis par la réunion, après 1928, du rayon de Lurey à celui de Moulins. Il y eut même, à cette époque, un rayon de Gannat. Ces modifications prouvent le poids des frontières administratives, en même temps électorales, sur des divisions, trop artificielles, de parti (22).

### II. — LE RATTACHEMENT AUX FORMATIONS NATIONALES.

En ce qui concerne les partis dynastiques, le « délégué du prétendant » était, à lui seul, le lien avec la formation nationale. Mais, si l'on tient seulement compte des rattachements à un véritable parti, les socialistes furent, là aussi, les premiers, puisque, dès 1880, Jean Dormoy fut délégué au congrès du Havre (où il fit la connaissance de Jules Guesde, le convainquant de venir parler dans l'Allier), que, en 1882, les cercles de l'Allier envoyèrent des délégués tant au 3<sup>e</sup> congrès du Parti Socialiste Français à Paris qu'au congrès guesdiste de Roanne où Dormoy fut assesseur. La première Fédération Socialiste maintint ces liens et même « l'Agglomération » aussi bien que les socialistes montluçonnais envoyèrent régulièrement des représentants aux congrès guesdistes. Après le congrès de Marseille (septembre 1892), l'« Agglomération » rompit cette allégeance et devint autonome pour le demeurer jusqu'à son adhésion officielle à la formation blanquiste C.R.C. en 1895.

Malgré leur absence d'organisation fédérale, les socialistes montluçonnais continuèrent à envoyer des délégués au congrès du Parti Ouvrier, délégués qui, à défaut de groupes régulièrement constitués, représentaient des « Conseils Municipaux socialistes » (23). Par la suite, la seule formation socialiste à ne pas être rattachée à un parti national fut le « Groupe Autonome de Gannat », lequel groupe refusa en 1921 d'être embrigadé dans l'un ou l'autre camp, et déclara conserver son indépendance comme « gage d'unité » jusqu'à ce qu'il donna la préférence, en 1927, à la S.F.I.O.

(22) Mais le rayon de Buxières, très actif, ne fut pas absorbé par Moulins.

(23) Par exemple Dormoy au 14<sup>e</sup> congrès, à Lille, en 1896.

Le « Comité Républicain de Gannat » de 1897, déjà plusieurs fois cité, était inscrit à l'« Association Nationale Républicaine ».

Mais la situation la plus curieuse fut celle des radicaux bourbonnais. Bien que les Comités Radicaux-Socialistes aient été très nombreux dans l'Allier à l'époque de la constitution de « leur » parti sur le plan national et bien que les leaders radicaux du département aient été parfaitement placés pour cela (quatre étaient alors députés), il ne semble pas qu'il y ait eu de représentant de l'Allier à la réunion du 20 juin 1901, à part peut-être Philippe Bardet, le receveur municipal de Montluçon, déjà cité, que l'on retrouve en novembre 1902 comme délégué au Comité exécutif du parti. Mais Bardet n'était ni député, ni même vraiment délégué d'une organisation, le Comité de Montluçon étant alors à peu près inexistant.

En juin 1911, Jules Lefébure, journaliste au *Progrès de l'Allier*, quotidien radical de Moulins, envoyé rue de Valois par son « patron » Marcel Régnier, apprit avec une certaine stupeur (24) que la statistique officielle du parti mentionnait un seul Comité pour l'Allier, celui qui était dirigé par Bardet à Montluçon. Or, à l'époque, il pouvait y en avoir une bonne cinquantaine pour le département ! Il fournit une explication peu plausible, quand on connaît la situation fort aisée des chefs radicaux de l'Allier, comme quoi la cause en était la « lourdeur de la cotisation annuelle de 13 F. par groupement adhérent », car, écrivait-il, « les militants sont plus riches en convictions qu'en argent » (24). Pour Bardet (25), plus réaliste, les raisons étaient autres, soit « un nombre restreint de militants », soit « des Comités qui ne vivent que sur le papier », soit « la présence de nombreux éléments de tendances diverses qui ont consenti à se grouper sous l'étiquette radicale... à la mode et bien en cour, mais n'ont pas voulu se lier en revanche à un groupement central ».

## Section II. — Le volume des partis et leur implantation territoriale

Comme le nombre des groupements de base et le nombre des adhérents, la forme de l'implantation est une dimension du volume d'un parti. De plus, l'implantation est une caractéristique importante tant pour la recherche de ses causes que pour ses conséquences sur le plan électoral.

Deux difficultés se présentent dans l'étude du volume des partis. La première réside dans la mobilité de ce volume, un parti connaissant, dans son existence, des périodes de « pointe » où il gonfle et des moments de faiblesse où il se vide. Le choix des dates est, il est vrai, limité par les quelques chiffres que l'on possède et dont on doit se contenter.

Deuxième difficulté, on ne peut comparer que ce qui est comparable et l'on ne peut mettre sur un même plan les « vieux » partis, ceux des débuts de la III<sup>e</sup> République, auxquels la notion d'adhérent

---

(24-25) Respectivement : journal *Le Progrès de l'Allier*, 17 et 25 juin 1911.

était étrangère, et les partis « nouveaux » dont toute l'organisation repose sur une base composée de militants dénombrés.

*Par. 1<sup>er</sup>. — LES « VIEUX » PARTIS.*

I. — *L'orléanisme* était pratiquement inexistant dans l'Allier au début de la III<sup>e</sup> République. Sous la Monarchie de Juillet et même sous l'Empire, Cusset avait été un centre orléaniste, mais les Cornil avaient amené ces derniers fidèles à la République. A part quelques individualités, la dynastie des Orléans n'avait aucun succès dans notre département, cette circonstance étant d'ailleurs importante pour expliquer le vide sinon l'abîme existant à la place du centre-droit.

II. — *Le légitimisme et le royalisme « tout court »*, qui lui succéda, manifestèrent de bonne heure leur puissance dans la région de Moulins, avec, comme capitale, cette ville qui était, il est vrai, historiquement marquée par les Bourbon et par les fleurs de lys...

Ces sentiments s'exprimaient de multiples façons. Les moulinois se pressaient aux « messes anniversaires ». Dans les réunions conservatrices, les légitimistes, bénéficiant de la majorité, imposaient leurs choix, notamment pour les candidats. Les deux seuls quotidiens monarchistes, *Le Messager* et *Le Mémorial*, ensuite la fusion des deux, *Le Messager-Mémorial*, enfin l'hebdomadaire *Le Bourbonnais*, eurent leurs imprimeries et leurs rédactions à Moulins. Le siège du « groupe royaliste de l'Allier », puis celui du groupe « l'Action Française » furent fixés à Moulins. Le dernier candidat qui osa se présenter à une élection avec l'étiquette « royaliste » fut un moulinois, le docteur Maurice Fourny, pour un siège de conseiller d'arrondissement à Moulins-Ouest (23 mars 1924).

Les raisons de cette situation peuvent être recherchées dans la présence à Moulins, dans ses hôtels particuliers, et autour, dans ses châteaux, d'une noblesse terrienne très infatuée de ses titres et de ses richesses. En regard, la petite bourgeoisie commerçante et rentière de Moulins se trouvait dans un état de dépendance ou de fascination.

Moulins et sa région étaient par contre réticents au bonapartisme. Il y eut certes, à Coulandon, un leader de ce parti, maire et conseiller général (de Moulins-Ouest) pendant la durée record de trente-sept années (1887-1923), Barthélemy de La Cases (26), mais ses qualités personnelles jouèrent un plus grand rôle que ses opinions. Il y eut pendant quinze années, après 1876, à Moulins, un journal impérialiste, *Le Courrier de l'Allier*. Mais ce journal fut un des premiers à sonner l'heure du ralliement aux catholiques. Bien avant lui, le journal bonapartiste officiel de Moulins, *Le Messager*, était passé à un autre parti, pour sa part le légitimisme (1871).

III. — *L'impérialisme* avait, à part quelques bastions dans des bourgs comme Chantelle, Saint-Pourçain, Varennes..., son fief à Montluçon. Dans cette ville en prodigieuse expansion entre 1830 et 1860,

---

(26) Petit-fils du confident de Napoléon à Sainte-Hélène.



L'Empire avait recueilli les fruits des efforts prodigués pour son industrialisation. L'Empereur y était passé en 1864, et, devant les ouvriers mobilisés pour la circonstance, avait décoré des directeurs et des ingénieurs. La classe dirigeante y était rassemblée autour des « usiniers », patrons ou représentants des compagnies et non, comme à Moulins, autour de la noblesse.

Cette opinion bonapartiste se manifestait de diverses façons. Les messes pour la mémoire de Napoléon III réunissaient de véritables foules : 1.200 personnes en 1878, 1.500 personnes en 1879 à l'église Saint-Pierre. Il n'y avait pas de journal légitimiste à Montluçon, mais il y eut de façon permanente un organe impérialiste, d'abord *Le Courrier de l'Allier*, puis, à partir de 1875, *Le Centre*. Les candidats conservateurs choisis par des Comités de la région de Montluçon étaient régulièrement d'opinion bonapartiste. Le dernier « Comité plébiscitaire » du département fut constitué à Montluçon en septembre 1912.

Au contraire, Montluçon et sa région étaient réticents au royalisme, à part quelques noyaux ou individualités dans les cantons de Marcillat et de Hérisson.

IV. — *Le « républicanisme »* n'eut, quant à lui, pas de ville ni de région déterminée. Il poussa aux endroits les plus divers, ce qui lui permit d'atteindre un volume appréciable.

V. — *Un essai de dénombrement* permet, déjà fort difficilement, d'évaluer le nombre des Comités royalistes et des Comités impérialistes, peut-être une dizaine de chaque parti, Comités parfois cantonaux, parfois d'arrondissement ou plutôt de ville, donc avec des territoires imprécis. Les Comités conservateurs furent encore plus rares et plus éphémères : à Montluçon, Hérisson, Lapalisse en 1871-1872, à Gannat, Saint-Pourcain en 1877. A la réunion privée de ce dernier Comité, on peut compter 35 personnes (27). Au total, pour l'ensemble du département, légitimistes, impérialistes et autres conservateurs représentaient peut-être un millier de personnes actives.

Ce n'est sans doute pas à un chiffre bien supérieur que parviennent les républicains, si l'on se fie aux communiqués de réunions de Comités. En effet, on peut estimer que, par canton, il y a, à cette époque (1870-1890), de 40 à 60 personnes faisant de la politique active, soit guère plus de 1 % des inscrits d'un canton moyen (environ 4.500). Mais il faut faire deux remarques : d'abord, il y avait des Comités républicains dans tous les cantons, ce qui conduit à estimer le chiffre des républicains militants à 1.500 ou 2.000 ; ensuite, il s'agit non de la base elle-même, comme chez les monarchistes et chez les impérialistes (la plupart des « partisans » entraient au Comité), mais de délégués d'une base peut-être imprécise mais que l'on devine assez élargie.

---

(27) Journal *Le Courrier de l'Allier*, septembre 1877.

## *l'ar. 2<sup>e</sup>. — LES PARTIS NOUVEAUX.*

Un facteur « durée » venant s'ajouter aux trois dimensions desquelles dépend le volume des partis, on s'aperçoit, en examinant les différents partis qui ont été représentés dans l'Allier, qu'il existe, tant pour la durée que pour le volume, des partis nettement détachables du lot commun et que l'on peut appeler des partis « vedettes », les autres étant des partis « secondaires »

### **1. — LES PARTIS « VEDETTES ».**

On peut, sans risque d'erreur, se limiter à trois : le mouvement puis parti radical, le ou mieux les partis socialistes, le parti communiste.

#### *A. — Le mouvement (et le parti) radical.*

Il eut, à ses débuts, des points d'implantation très dispersés : Gannat, Saint-Pourçain, Le Donjon, Jaligny, Dompierre, Moulins, Lurcy, Néris, Huriel. Mais seules deux régions, d'ailleurs voisines, conservèrent le radicalisme, montrant par là combien l'état d'esprit de leurs habitants s'accordait avec les doctrines radicales : les arrondissements (et circonscriptions) de Lapalisse et de Gannat, le sud-est et le sud.

On peut le vérifier à deux époques séparées par trente années. Vers 1906-1909, il avait approximativement :

— Cinq Comités cantonaux (pour cinq cantons) et une trentaine de Comités communaux dans l'arrondissement (ou circonscription) de Gannat.

— Quatre Comités cantonaux (pour sept cantons) et une trentaine de Comités communaux dans l'arrondissement (ou circonscription) de Lapalisse.

— Trois Comités cantonaux (pour neuf cantons) et quatre Comités communaux pour l'arrondissement (ou les deux circonscriptions) de Moulins.

— Un Comité plus ou moins en veilleuse dans l'arrondissement (ou les deux circonscriptions) de Montluçon.

En 1936-1939, après les efforts de réorganisation et de propagande de M. Lucien Lamoureux, la répartition était la suivante :

— Quatre Comités cantonaux (pour cinq cantons) et un Comité communal pour la circonscription de Gannat.

— Six Comités cantonaux (pour sept cantons) et une quinzaine de Comités communaux pour la circonscription de Lapalisse.

— Quatre Comités cantonaux (pour neuf cantons) et huit Comités communaux pour les deux circonscriptions, Est et Ouest, de Moulins.

— Cinq Comités cantonaux (pour huit cantons) et trois Comités communaux pour les deux circonscriptions, Est et Ouest, de Montluçon.

Autre moyen de sonder la faveur des populations : on trouve, pour l'ensemble des cantons des circonscriptions de Gannat et de Lapalisce, 93 candidatures radicales pour 111 scrutins destinés à pourvoir des sièges au Conseil Général, et 125 candidatures radicales pour 160 élections de conseillers d'arrondissement.

Un véritable enthousiasme populaire soulevait les populations du sud-est du département, notamment de la Montagne Bourbonnaise, fin XIX<sup>e</sup> siècle et début XX<sup>e</sup> siècle, lors de la visite des leaders radicaux qu'elles accueillaient en pavoisant et illuminant.

Sur le plan de la presse, onze hebdomadaires de nuance radicale parurent à Vichy-Cusset, certains pendant de nombreuses décennies : *Le Moniteur de l'Allier*, *Le Nouvelliste de l'Allier*, *Le Petit Libéral*... *Le Journal de Gannat* arbora aussi cette étiquette pendant plus de quarante ans. Moulins eut, en permanence, « chef-lieu oblige », le quotidien radical : *L'Indépendant*, puis *Le Radical de l'Allier*, *Le Progrès Social*, enfin *Le Progrès de l'Allier*, et, de 1931 à 1940, un hebdomadaire, *Le Bourbonnais Républicain*.

Au contraire, Montluçon et sa région boudèrent le radicalisme. De façon régulière, un organe radical y était lancé à grands frais, mais ne pouvait durer plus de trois ans : *La Voix du Peuple* (1884-1886) ; *Montluçon-Républicain* (1902-1903) ; *L'Action Républicaine* (1904-1906).

Pour les cantons des deux circonscriptions de Montluçon, de 1892 à 1939, il n'y eut que 24 candidatures radicales pour 73 élections de conseillers généraux et 15 candidatures radicales pour 80 élections de conseillers d'arrondissement.

Les époques où les organisations radicales firent « le plein » dans le département ont été approximativement celles citées plus haut, c'est-à-dire de 1906 à 1909, où l'on put compter un Comité d'arrondissement, douze Comités cantonaux et soixante-quatre Comités communaux, et celle allant de 1936 à 1939, pendant laquelle le nombre des Comités radicaux passa de vingt-quatre à quarante-six (dix-neuf Comités cantonaux et vingt-sept Comités communaux).

En dehors de ces périodes, il y en eut d'autres beaucoup moins favorables au radicalisme, par exemple après 1919, où, pendant plusieurs années, deux seuls Comités (dont, chose curieuse, un à Montluçon) représentèrent dans l'Allier le parti radical. Le volume fut donc fort variable et l'estimation la plus proche de la réalité, en considérant les époques de « pleines eaux », donnerait entre 1.500 et 2.000 militants.

## B. — Les partis socialistes.

La première Fédération Socialiste (vers 1883) n'avait qu'un nombre limité de groupements, une dizaine au plus, tous, sauf un (Moulins) sur le territoire de l'arrondissement (circonscriptions) de Montluçon et un maximum de 300 adhérents.



La Fédération Blanquiste (après 1895) groupait une trentaine de groupements de base (28) sur lesquels plus des deux tiers étaient implantés dans l'arrondissement (circonscriptions) de Montluçon, quelques-uns dans l'arrondissement (circonscriptions) de Moulins, un dans l'arrondissement (circonscription) de Lapalisse (Vichy), aucun dans l'arrondissement (circonscription) de Gannat. On peut estimer le nombre des adhérents à 5 ou 600. C'est, sans doute, un nombre un peu inférieur d'adhérents que groupait la Fédération du P.O.F. vers 1899. Elle comprenait 46 groupes, mais il faut défalquer 16 organisations syndicales. Sur la trentaine restant, deux se trouvaient dans l'arrondissement (circonscriptions) de Moulins, deux dans l'arrondissement (circonscription) de Gannat ; tous les autres dans l'arrondissement (circonscriptions) de Montluçon.

Vers 1906-1910, la Fédération S.F.I.O. comptait 32 groupements de base et 99 en 1914. Malgré cette progression, accompagnée d'une extension de l'implantation hors de l'arrondissement de Montluçon, il ne semble pas que le chiffre des adhérents ait augmenté dans les mêmes proportions. En 1911, ce chiffre était de 1.287 (ce qui représentait 0,9 % des électeurs inscrits) (29). En 1920, immédiatement avant la scission, le nombre des groupes était de 48 (dont 19 pour l'arrondissement de Montluçon, 17 pour l'arrondissement de Moulins, 8 pour l'arrondissement de Lapalisse, 4 pour l'arrondissement de Gannat) et le chiffre des adhérents dépassait quelque peu 2.000 (dont 1.025 pour l'arrondissement de Montluçon, 709 pour l'arrondissement de Moulins, 345 pour l'arrondissement de Lapalisse, 95 pour l'arrondissement de Gannat) (30). Ainsi, une fraction importante des groupements (plus des  $3/8^e$ ) et de ses adhérents (bien près de la moitié) appartenaient encore à l'arrondissement de Montluçon. Si l'on ajoute que plus de la moitié des délégués de l'arrondissement de Montluçon ont voté contre l'adhésion à la III<sup>e</sup> Internationale et que, par contre, les trois quarts des délégués de l'arrondissement de Moulins y ont été favorables, on distingue, d'une part, pour le passé, l'implantation des tendances dans le parti, d'autre part, pour l'avenir immédiat, l'implantation de chacun des deux partis issus de la scission.

En 1925-1926, la Fédération S.F.I.O. - 2<sup>e</sup> formule était composée de 55 groupements de base assez bien répartis territorialement : 16 dans l'arrondissement de Montluçon, 22 dans l'arrondissement de Moulins, 14 dans l'arrondissement de Lapalisse, 4 dans l'arrondissement de Gannat. Mais les groupements de l'arrondissement de Montluçon rassemblaient encore une forte proportion des adhérents dont le chiffre global dépassait de peu 1.500 (chiffre cité au congrès de novembre 1924). Les maxima furent atteints entre 1936 et 1939 : 128

(28) En comptant comme groupements séparés les groupes de Jeunesses

(29) Chiffres fournis tant par les articles de presse de l'époque que par M. Georges Rougeron dans son étude « *Le mouvement socialiste en Bourbonnais* » (voir biblio.), p. 37.

(30) Ces chiffres sont ceux du congrès du 5 décembre 1920 à Saint-Germain-des-Fossés. Il est à noter que les « antibolchevistes » accusèrent les partisans de la III<sup>e</sup> Internationale d'avoir gonflé artificiellement les effectifs.

sections, 4.320 adhérents (31), soit 3,5 % des électeurs inscrits. A ce moment, l'implantation était générale, si l'on songe que l'« Union » de Lapalisse parvint à 32 groupements et celle de Gannat à 35 groupements !

Malgré cette conquête tardive des régions de Lapalisse et de Gannat, il convient de souligner la prééminence de Montluçon dans la montée socialiste. Il y eut presque toujours un organe socialiste, parfois deux, dans cette ville ou à Commentry : *La Défense des Ouvriers*, *le Socialiste*, puis *Le Travailleur*, puis *Le Tocsin* et *Le Tocsin Populaire*, *Le Petit Montluçonnais*, qui devint *Le Socialiste de l'Allier*, *Le Combat*, *Le Combat Socialiste*, *Le Combat Social*. Les organes socialistes de Vichy-Cusset, quoique assez nombreux (*Allier Socialiste*, *Le Socialisme de l'Allier*, *Vichy-Socialiste*, *Le Furet*, *Le Cri Social*) furent purement électoraux ou éphémères. A Gannat, il n'y eut, à part *Le Travail*, puis *Travail Socialiste* (1910-1911) que *Le Journal de Gannat* à partir de 1934 (devenu *Le Travail de l'Allier* en 1936). Moulins eut quelques rares journaux sympathisants, mais aucun organe purement socialiste.

De 1892 à 1939, dans les cantons de l'arrondissement de Montluçon, il y eut, pour 73 élections de conseillers généraux, 60 candidatures socialistes et pour 80 élections de conseillers d'arrondissement, 72 candidatures socialistes.

Montluçon a donc été le fief du socialisme comme il avait été celui de l'impérialisme, les deux phénomènes pouvant s'expliquer par son industrialisation.

#### C. — *Le parti communiste.*

En 1922, la jeune Fédération Communiste revendiquait 1.950 adhérents répartis entre 55 groupements de base, ces derniers implantés comme suit : 24 sections pour l'arrondissement de Montluçon ; 21 sections pour l'arrondissement de Moulins, qui apportait ainsi un contrepoids à la prééminence, héritée du socialisme, de Montluçon ; 6 sections pour l'arrondissement de Gannat ; 4 sections pour l'arrondissement de Lapalisse. Il faut préciser que, sur le territoire de Moulins, 18 sections se trouvaient à l'ouest de l'Allier, le « pays communiste » s'étendant ainsi jusqu'à cette rivière, mais ne la franchissant que malaisément.

Les autres chiffres connus sont ceux de 1938, année où la « région Allier » compta un peu plus de 3.000 adhérents, selon un chiffre cité par le journal communiste *Valmy* après la Libération (soit environ 2,5 % des électeurs inscrits). Mais la seule section de Montluçon dénombrait 65 cellules et 1.092 adhérents, donc plus du tiers du total. Les deux rayons (Lapalisse et Vichy-Cusset) de la circonscription (ex-arrondissement) de Lapalisse comprenaient seulement 28 cellules et 330 adhérents.

Entre ces deux « sommets » de 1922 et de 1938, le nombre des adhérents fut vraisemblablement plus réduit, comme le laissent sup-

---

(31) M. Georges Rougeron, « *Le mouvement socialiste...* » (op. cit.), p. 64.

poser les articles de journaux de la période critique, allant de 1925 à 1933, sinon 1935.

## II. — LES PARTIS « SECONDAIRES ».

A. — *Le Parti Social Français* groupa dans sa Fédération de l'Allier (1936-1939) une vingtaine de sections et, selon ses dirigeants, plus de 3.000 adhérents, mais il s'agissait seulement de cotisants occasionnels et de sympathisants plus que de véritables militants.

Il avait recruté dans les rangs du Mouvement Croix-de-Feu, dissous en 1936, à l'exception des tenants d'Action Française qui avaient refusé de venir à une action électorale. Le « Mouvement Croix-de-Feu », parti de Thiers (Puy-de-Dôme) où parut, pendant ces années, un hebdomadaire régional, *L'Auvergne Nouvelle*, avait ensuite gagné le sud de l'Allier, prenant pied à Vichy qui fut le siège de l'organisation départementale (250 adhérents en janvier 1934 (32), plus d'un millier, en quinze sections, fin 1935). Les journaux favorables y paraissaient, notamment *L'Eclaireur du Centre*, ou à Gannat (*L'Indépendant de l'Arrondissement de Gannat*).

B. — *La Fédération du Parti Démocrate Populaire* naquit en 1928 et montra une grande stabilité dans ses cadres et dans ses effectifs, lesquels restèrent modestes, 2 à 300 adhérents, répartis entre quatre sections : Moulins, Vichy, Montluçon et Souvigny. La présence à Moulins des principaux leaders, G. Ardillon et surtout M. René Boyer, donna à ce parti une prééminence moulinoise, ses organes étant d'ailleurs aussi moulinois : *Le Bulletin des Démocrates Populaires* de 1929 à 1932, *L'Echo de la Sologne Bourbonnaise*, de 1934 à 1936.

C. — *L'Alliance Démocratique* apparut par deux fois dans l'Allier, la première fois en 1912-1913 à Montluçon, Saint-Pourçain et Vichy, la deuxième fois à Vichy seulement, où parurent les deux hebdomadaires acquis aux idées du parti : *L'Hebdomadaire de l'Allier*, de 1912 à 1914, *La Semaine*, vieil organe conservateur puis modéré, venu à cette nouvelle étiquette en 1930.

D. — *Certains partis*, malgré leur organisation départementale, n'eurent qu'un nombre réduit d'adhérents ou qu'une existence fort brève : la Fédération du Parti Républicain Socialiste, devenue par la suite Fédération du Parti Socialiste Français (puis Union Socialiste Républicaine), implantée surtout à Moulins et dans la région de Varennes ; l'Union Socialiste Communiste, scission très localisée (Franchesse) du parti communiste, devenue ensuite Fédération du Parti Socialiste Communiste, composée de « personnalités » ; la Ligue des Patriotes, implantée à Vichy en 1925, à Moulins en 1928 et ne dépassant guère ces deux centres.

E. — *Les « morceaux » de partis*, groupements sans liens entre eux lorsqu'ils existaient à la même époque, peuvent être rattachés

---

(32) Journal *Le Progrès de l'Allier*, janvier 1934.



au cours d'une période 1885-1901 aux « modérés ». Tel était le cas pour : le « Comité de l'Alliance Républicaine » (1886) à Commen-try ; le « Cercle de la Jeunesse Républicaine » (à partir de 1890), de même à Commen-try ; le « Comité de l'Union Nationale » (1897), à Montluçon ; l'« Association de la Jeunesse Républicaine » (1898-1901), de même à Montluçon ; le « Comité Cantonal Républicain Progressiste » de Vichy (1898) ; le « Comité Républicain » de Gannat, déjà cité, à la même époque, comme l'« Amicale Républicaine » de Marcillat et le « Cercle Républicain des Travailleurs Montluçon-nais » ; le « Comité de Concentration Républicaine » de Vichy et le « Cercle Républicain » de Montluçon en 1901.

Par la suite on peut seulement dire qu'il s'est agi de groupements de droite, au sens large, tantôt héritiers des précédents, tantôt représentant des alliances de ceux-ci avec les anciens partis dynastiques, tantôt rattachables à des partis nouveaux. La seule liste que l'on puisse en donner est chronologique : Comités d'Action Libérale, puis d'Action Libérale Populaire (Montluçon, en 1902 puis 1906 ; Lapalisse en 1904 ; Saint-Menoux...) ; Comités d'Union Libérale (Saint-Pourçain en 1903, Moulins...) ; Comité Républicain Libéral (de Bourbon en 1904 ; de Creuzier-le-Vieux en 1905...) ; Alliance Républicaine Anticollectiviste (Montluçon, à partir de 1903 ; Buxières, Le Theil, en 1906) ; « Comité Républicain Anticollectiviste » de Bourbon, en 1906 ; Union Républicaine (de Commen-try, en 1904 ; de Montluçon, à partir de 1909 ; de Vichy, en 1911-1912...) ; « Groupe de la IV<sup>e</sup> République » de Montluçon, en 1921-1922 ; « Ligue Républicaine Nationale » (section de Montluçon, en 1925-1926) ; « Groupement de Concentration Républicaine » de Montluçon, en 1928 ; « Comité d'Union Républicaine et de Progrès Social », de Moulins, en 1928 ; une section du « Parti Républicain National » à Vichy, en 1931 ; des groupes de la « Solidarité Française » à Moulins et à Montluçon, en 1934 ; une section du « Parti du Rassemblement Populaire Français » (issu de la Solidarité Française) à Moulins, en 1936 ; des sections du « Parti Républicain National et Social » (issu des Jeunesses Patriotes) à Moulins et à Vichy, en 1936-1937 ; des sections du « Parti Populaire » Français à Montluçon, Vichy et Moulins, à partir de 1936-1937.

Il est impossible d'évaluer le volume de chacun de ces groupements, mais on peut penser, sans grand risque d'erreur, que, même pour Montluçon ou Vichy, un chiffre voisin d'une centaine d'adhérents était un maximum rarement dépassé, même aux périodes euphoriques suivant les « lancements ». Pour les bourgs, le nombre des adhérents ne pouvait guère aller au-delà de quelques dizaines. Leurs existences étaient brèves, un an ou deux, rarement plus. En fait, les nouveaux groupements créés recueillaient les débris des anciens, compte tenu de la similitude ou de la différence des orientations et aussi de l'inévitable déchet dû au découragement succédant à une action politique infructueuse.

### Section III. — La vie interne des partis et l'élaboration des décisions

Trois grandes catégories de décisions ont été prises par les partis, les premières et les plus anciennes concernant la désignation de candidats. D'autres se rapportaient aux programmes, ceux-ci ayant d'abord été envisagés dans une optique électorale avant de l'être comme l'expression des principes et des objectifs du parti. Avec l'ère des partis organisés grandit l'importance des décisions de gestion, à commencer par le choix des dirigeants.

Les processus d'élaboration de ces décisions varièrent selon les partis, les époques et les lieux. Néanmoins, il y eut généralement à leur origine un organisme délibérant et par ailleurs ces délibérations aboutirent à des stades identiques avec des avatars et parfois des conflits fort ressemblants.

#### *Par. 1<sup>er</sup>. — L'ORGANISME DE DÉLIBÉRATION.*

A défaut de pouvoir rassembler leurs militants en des comices faisant appel à des procédés de démocratie directe, les partis ont utilisé les moyens de la démocratie représentative. Ainsi, d'une part on trouve le meeting, de l'autre le congrès composé de délégués de la base. Mais le meeting a aussi servi pour la désignation des délégués de la base, cette désignation pouvant être effectuée de différentes façons.

I. — *Les conservateurs* avaient instauré dès le début de la II<sup>e</sup> République la coutume des assemblées générales composées de délégués et fonctionnant dans le cadre départemental. Ainsi furent constitués en mars 1848 le « Comité Electoral de l'Association Départementale des Amis de l'Ordre », puis, un an plus tard, le « Comité Central », filiale de celui de la « rue de Poitiers », réunissant les « délégués des quatre-vingt-quatre sections », à nouveau, en janvier 1850, pour l'élection complémentaire, une assemblée composée à raison de « deux délégués par canton » (33).

Retrouvant leurs habitudes dès les débuts de la III<sup>e</sup> République, ils réunissaient des délégués (dont le mode de désignation reste ignoré) à Moulins le 2 février 1871. En 1876, les élections législatives succédant aux élections sénatoriales, et le scrutin d'arrondissement entrant en vigueur, trois circonscriptions sur six voyaient des congrès conservateurs, composés des délégués sénatoriaux : le 6 février à Montluçon, le 10 février à Moulins, le 12 février à Lapalisse, où venaient se joindre aux délégués sénatoriaux de la circonscription les maires et adjoints conservateurs. En 1877, il n'y eut qu'un congrès, le 23 juillet, à Lapalisse : y étaient présents les élus locaux (conseillers généraux, conseillers d'arrondissement, maires et adjoints conser-

(33) M. Georges Rougeron, « *De la Révolution de février...* » (op. cit.), pp. 21, 40, 65.

vateurs) ainsi que des « notables », nobles et propriétaires, les bonapartistes devant par la suite protester vivement contre la participation de ces derniers (34).

En 1885, les conservateurs tinrent des meetings plus que des congrès, si l'on en juge d'après les chiffres cités : 1.500 personnes le 12 juillet à Montluçon ; 400 personnes, le 15 septembre, à Lapalisse ; 3.000 personnes, le 18 septembre, à Moulins. Il est à noter que l'assemblée de Montluçon désigna un Comité de 50 membres qui, une semaine plus tard, tirait, à son tour, de son sein un « Comité d'action » de 5 membres. Un processus à peu près identique fut suivi, lors d'une réunion, tenue le 18 août 1889 dans la même ville de Montluçon, par la constitution d'un Comité de 34 personnes. Par la suite, les conservateurs et gens de droite, au sens large, de Montluçon, maintinrent cette coutume des assemblées massives, plus appropriées à entériner des choix déjà effectués par leurs organisateurs qu'à introduire de véritables débats. On peut citer parmi ces réunions, essentiellement destinées à introniser des candidats, celle du 7 octobre 1905 (« Alliance Républicaine Anticollectiviste »), celles du 20 mars 1910 et 21 mars 1914 (« Union Républicaine », etc... Au contraire, Moulins accordait la préférence à des réunions en petit comité semblables à celle du 16 mars 1902 (« Comité Electoral Libéral ») ou à celle du 25 mars 1906 (« Congrès Antimaçonique »)

II. — *Les républicains* mirent au point un système méthodique : une réunion préalable de leaders, maires des villes importantes, élus cantonaux, baptisée « Comité d'organisation », décidait qu'il y avait lieu de tenir un congrès et fixait le nombre des délégués selon une proportion donnée et par communes. Ces délégués étaient désignés au cours de réunions publiques ou privées, les républicains « avancés » préférant les premières et critiquant les secondes qui étaient surtout utilisées par les modérés. Ces délégués se réunissaient ensuite à la date fixée, généralement au chef-lieu d'arrondissement (et de circonscription).

La proportion des délégués par rapport à la base ainsi que la définition de cette base, qui n'était en rien et pour cause un groupe d'adhérents, changèrent assez souvent. Selon la lettre du leader républicain opportuniste de Commentry, Pierre-François Aujame au journal parisien *Le Rappel*, le « règlement électoral » de l'Allier prévoyait en 1876 un délégué pour 250 électeurs inscrits ou fraction de 250. Mais, en 1881, à Moulins, il était question d'un délégué par 200 électeurs et en 1885, où le congrès unique fut, il est vrai, départemental, la proportion fut de un délégué par 500 électeurs. On prit la proportion du 100<sup>e</sup> pour les congrès de 1889, mais une question fut alors débattue qui allait provoquer de vives discussions : devait-on calculer ce centième sur les électeurs inscrits, ce qu'on faisait jusqu'alors et que défendirent les dirigeants opportunistes, l'obtenant à Gannat et à Lapalisse, ou sur les voix républicaines aux élections

---

(34) Journal *Le Courrier de l'Allier*, 25 juillet 1877.



précédentes, thèse soutenue par les chefs radicaux et qui fut adoptée pour les deux congrès de Moulins.

A partir de 1893, les modérés refusaient de participer au congrès, en discutant le principe même et invoquant la liberté de choix du suffrage universel (35), critiquant aussi les pratiques de désignation des délégués (36). Ils allaient, comme les conservateurs, donner la préférence aux assemblées massives, aux meetings par exemple, 700 personnes le 30 juillet 1893 à Bourbon ou 700 « convives », car il s'agissait d'un banquet organisé par Vacher, le 27 février 1898, à Montmarault. Il n'y eut donc aucune difficulté par la suite à mettre dans les mêmes salles pour des désignations communes de candidats, leur action conjointe s'arrêtant d'ailleurs là, des modérés et des conservateurs.

III. — *Les radicaux* furent pour les congrès des successeurs directs des républicains « avancés ». La transition fut aisée et presque imperceptible dans la plupart des circonscriptions, notamment dans celles de Moulins et dans celle de Lapalisse où les candidats des congrès républicains étaient radicaux et où, tout naturellement, les radicaux acceptèrent les décisions des congrès. Avec une solution de continuité, ce fut la même chose dans la circonscription de Gannat.

La période de ces congrès radicaux minutieusement organisés s'étendit jusqu'aux élections législatives de 1906 incluses. La seule différence avec les congrès républicains qui les avaient précédés résidait dans le fait qu'en parlant toujours des voix « républicaines », car le système de calcul sur les suffrages avait été officialisé, il s'agissait des voix recueillies par les candidats radicaux. En 1898, la proportion était de un délégué pour 100 voix ou fraction de 100 voix aux congrès des circonscriptions de Moulins mais, en 1903, et en vue d'élections complémentaires, il fut décidé que les délégués seraient choisis à raison de un délégué par 50 ou fraction de 50 voix. A cette occasion, des conseils furent donnés pour la nomination de ces délégués : dans la circonscription de Lapalisse, cette désignation devait être effectuée par les Comités « républicains », à défaut par les municipalités « républicaines », en dernier ressort par des assemblées d'électeurs « républicains » ; pour la circonscription de Moulins-Ouest les Comités cantonaux avaient la mission de provoquer dans chaque commune cette désignation et de décider de quelle façon le choix devait être opéré. On voit que le système était à mi-chemin entre les délégués de Comités des partis organisés et les représentants d'électeurs des vieux partis (37).

Les congrès des circonscriptions de Moulins furent de même composés, en 1906, de délégués désignés à raison de un pour 50 voix

(35) Journal *La Démocratie du Centre*, article « Le coup des congrès », janvier 1898.

(36) Journal *L'Indépendant de l'Allier*, juillet 1893, » sur 51 communes, 20 à 25 appellent leurs électeurs à une réunion... dans les autres... de façon très irrégulière ».

(37) Journal *Le Radical de l'Allier*, janvier et février 1906. Si une réunion était impossible, les Comités devaient « choisir eux-mêmes, d'abord les élus républicains, et, à défaut, des électeurs connus des républicains militants ».

« républicaines ». La proportion fut, cette année, ramenée à un pour cent en vue du congrès de Lapalisse avec, retour en arrière, les électeurs inscrits comme base de calcul. Cette formule amenait 500 délégués à ce qui n'était plus un congrès mais un meeting.

D'ailleurs, les radicaux commençaient à manifester une certaine désaffection à l'égard des congrès. Un conseiller d'arrondissement de Lapalisse, Antoine Hugon, les traitait de « contrefaçons du suffrage à deux degrés » et accordait ses préférences aux « grandes réunions d'autrefois » (38), d'un autrefois qui, en fait, n'avait existé que dans son imagination.

Ce fut l'abandon progressif des principes suivis pour l'organisation des congrès. L'un de ceux-ci, tenu le 4 avril 1909, à Moulins, avant une élection complémentaire, fut seulement précédé d'une réunion du Comité radical de Moulins « à l'effet de se concerter sur la marche à suivre ». On se concentra si bien que, selon ce qu'écrivit le journal radical, *Le Progrès Social*, il n'y eut « aucune organisation » et on évita d'envoyer trop « d'invitations » aux militants ruraux du canton de Dompierre « pour ne pas les déranger » (39), en fait pour conserver la prépondérance aux mouliinois. Peu après, c'était dans cette même ville de Moulins, si exigeante et si méticuleuse naguère en matière de congrès, une réunion improprement appelée « congrès » le 26 décembre 1909, qui se termina sans qu'aucune décision n'ait pu être prise. Signe de décadence, les radicaux en venaient de plus en plus, comme avant eux les conservateurs puis les modérés, aux réunions-meetings dits faussement « congrès » : 2.000 personnes à Lapalisse, le 13 mars 1910, alors que *Le Progrès Social* avait d'abord proposé un schéma d'organisation classique (un délégué pour 50 électeurs...) (40), puis avait lancé un appel qui, par son énumération, visait tous les citoyens (41) ; 1.200 personnes invitées « par lettres », à Gannat, le 20 mars de la même année (42).

Avec la reconstitution de leurs Comités et la naissance de leur Fédération, les radicaux prirent des habitudes de parti organisé. Des congrès annuels suivirent de façon régulière, jusqu'à la guerre, le congrès de constitution du 24 mars 1929, à Moulins. Les délégués représentaient valablement les Comités. Toutefois, il faut souligner le fait que, pour les désignations de candidats, il s'agissait de congrès spéciaux réunissant les délégués des Comités de la circonscription intéressée. Parfois, comme à Lapalisse en 1932, le congrès était remplacé par un meeting, mais en 1936, par deux fois, M. Lucien Lamoureux, candidat à investir, réclamait la réunion, succédant au meeting, d'un Comité plus restreint (80 personnes environ) très certainement composé de représentants des groupements de base.

IV. — *Les socialistes* commencèrent par des réunions à caractère local, comme celle du 12 août 1881 à Montluçon, puis tinrent de véritables congrès, parmi lesquels on peut distinguer les congrès de

---

(38) Journal *Le Radical de l'Allier*, 14 février 1901. Voir l'index biographique.

(39) Journal *Le Progrès Social*, 13 juin 1909.

(40-41-42) Journal *Le Progrès Social*, respectivement 28 février, 12 et 22 mars 1910.

gestion, c'est-à-dire les congrès fédéraux annuels, d'une part, et les congrès à but électoral (désignation de candidats, éventuellement choix des programmes) d'autre part.

Les congrès fédéraux annuels ont surtout pris un caractère de régularité au temps et dans le sein de l'Agglomération des Travailleurs Socialistes et des Fédérations qui lui ont succédé. Fédération des Travailleurs Socialistes de l'Allier... La Fédération Centrale du P.O.F. prit, à son tour, cette habitude dès sa création et la Fédération Unique ou Unitaire, issue de la réunification des forces socialistes de l'Allier hérita de ce système commun.

Les délégués à ces congrès fédéraux annuels étaient désignés, selon la règle en vigueur dans les partis organisés, par les groupements de base, Comités ou groupes. Mais une précision fut apportée en ce qui concernait le congrès du 22 octobre 1905 à Montluçon : les groupes avaient droit à un délégué par 20 membres ou fraction de 20 membres et il y eut 100 participants. Pour éviter toute « tricherie », il fut entendu que par nombre des membres on comprendrait celui des cartes prises par chaque groupe au cours de l'année précédente (43). Il semble que ce système ait encore été en vigueur pour le congrès fédéral du 7 février 1920, à Commentry, où l'on parla de 84 suffrages. Par contre, dès le congrès suivant, celui du 5 décembre 1920, à Saint-Germain-des-Fossés, le décompte des résultats se faisant sur plus de 2.000 suffrages, on peut en déduire qu'il s'agissait du nombre des adhérents représentés.

La Fédération S.F.I.O. - 2<sup>e</sup> formule se garda bien d'oublier la tenue de ces congrès annuels auxquels venaient s'ajouter, à l'occasion, des congrès fédéraux extraordinaires ou spéciaux.

En ce qui concerne les congrès à but électoral, les socialistes commentryens, avant et après leur adhésion au « blanquisme », ainsi d'ailleurs que les socialistes moulois, les composaient de délégués des groupements de base de la circonscription considérée (44).

Au contraire les socialistes montluçonnais eurent à cœur de participer aux congrès républicains, surtout à ceux de Montluçon-Ouest, circonscription où ils avaient des troupes grâce à la Ville-Gozet. Au congrès républicain du 5 septembre 1889, leur leader, Jean Dormoy, à l'époque conseiller d'arrondissement, faisait accepter sa présence et intervenait en critiquant le mode de désignation des délégués de la ville de Montluçon qui auraient été choisis « par cinquante électeurs en réunion privée ». Le 9 septembre suivant, les délégués socialistes tenaient en commun avec les républicains « avancés » de la circonscription de Montluçon-Ouest un congrès « dissident ».

Cet essai de congrès d'union des partis n'eut aucune suite positive, mais, le 17 juin 1893, se tenait à Montluçon une « réunion privée des républicains-socialistes influents des communes de la circonscription Ouest » qui était destinée à la préparation d'un congrès, dont la séance, spéciale à la désignation d'un candidat, eut lieu le

(43) Journal *Le Combat*, 12 mars 1911.

(44) Système déjà employé par les socialistes sur le plan départemental en 1885.



30 juillet suivant. Un nouveau pas était fait vers le système des radicaux moulinois avec le congrès du 20 février 1898, dont les participants avaient été choisis à raison de un délégué par 100 électeurs inscrits, plus un par fraction de 100 (à partir de 51). Les mêmes dispositions furent prises pour le congrès du 20 octobre 1902 à Montluçon, toujours pour la circonscription Ouest.

Phénomène curieux prouvant la force des habitudes, même après le retour à l'unité, les socialistes montluçonnais pour Montluçon-Ouest et les socialistes commentryens pour Montluçon-Est maintinrent en vigueur leurs systèmes respectifs. Les premiers eurent encore des congrès de « délégués de communes » (136 délégués représentant 40 communes, le 26 novembre 1905 ; 110 délégués représentant 41 communes le 14 novembre 1909...) pendant que les seconds convoquaient les délégués des groupes de la circonscription : 10 groupements représentés le 26 novembre 1905 et le 12 décembre 1909 à Commeny...). Toutefois, ces derniers firent un pas en dehors du cadre du parti en tenant, après les congrès proprement dits, le 26 novembre 1905 une réunion publique « consultative » à laquelle furent admis des « délégués communaux » et, le 12 décembre 1909, un « congrès consultatif » d'élus, conseillers généraux, d'arrondissement, municipaux.

Par la suite et en particulier au temps de la Fédération S.F.I.O. - 2<sup>e</sup> formule, les congrès de désignation furent exclusivement composés de délégués des groupements de base de la circonscription, ou du département, en cas de scrutin dans le cadre départemental (1924).

V. — *Les communistes* héritèrent des habitudes de la première Fédération S.F.I.O., tout au moins dans une première période se terminant en juillet 1923. Les congrès fédéraux annuels étaient fort ressemblants par leur mode de constitution aux congrès socialistes d'avant 1921. Le nombre des suffrages exprimés dans ces congrès, 81 en octobre 1922, 86 en janvier 1923, semble indiquer que la représentation de la base était assurée, selon le système déjà signalé, par des délégués en nombre proportionnel aux chiffres des adhérents de chaque section.

Avec les débuts d'une nouvelle période, à laquelle on peut donner le nom de phase « autoritaire », il y eut des congrès dont la composition était plus discutable, comme celui dont se plaignit le secrétaire fédéral, démissionnaire de ses fonctions et du parti, allant jusqu'à écrire que « la moitié des citoyens présents n'étaient pas délégués » (45). Il s'agissait de méthodes tendant à obtenir les réformes des statuts. Mais dans le cadre de la nouvelle Fédération régionale, les congrès furent réunis régulièrement et les délégués qui y assistaient étaient des représentants valables de leurs rayons respectifs.

Il faut souligner que les organismes chargés de choisir les candidats étaient spéciaux à cet effet. Le congrès fédéral du 17 février 1924, précédé le 3 février d'une sorte de réunion consultative dite

---

(45) Journal *Le Combat Social*, septembre et octobre 1923.

« commission prolétarienne », ne présente, à part ce processus préliminaire, aucun caractère exceptionnel quant à sa composition. Mais, phénomène inattendu à une époque où les militants du départements avaient été absorbés par la Fédération du Centre et où, de plus, le scrutin d'arrondissement avait été rétabli, des congrès départementaux furent organisés et tenus : à Montluçon le 22 janvier 1928 et à Villefranche-d'Allier le 19 février de la même année : à Moulins le 1<sup>er</sup> novembre 1931 et à Montluçon deux mois plus tard. Seules concessions faites aux aspirations locales en 1923, les cellules de chaque circonscription avaient été consultées par écrit sur les candidatures avant les congrès.

Mais en 1931, pour une élection complémentaire dans la circonscription de Montluçon-Ouest, ce furent les cellules de cette circonscription qui choisirent le candidat. Ce retour sans le nom aux « congrès d'arrondissement » d'autrefois devait être généralisé en 1936 où le congrès « régional », c'est-à-dire départemental, des 4-5 janvier servit de réunion consultative, mais où des « conférences de rayons », par exemple celle du 29 janvier 1936 à Montluçon pour l'Est et l'Ouest, furent chargées des désignations. De même, pour deux élections complémentaires, à Lapalisse et à Montluçon-Ouest, les choix furent effectués respectivement par une conférence des deux rayons réunis de Vichy et de Lapalisse, le 30 septembre 1936, et par une conférence de section le 4 décembre 1938, à Montluçon.

### *Par. 2<sup>e</sup>. — LES DÉLIBÉRATIONS ; LEUR CONDUITE ET ABOUTISSEMENT ; AVATARS ET CONFLITS.*

Il s'agit, quel que soit le sujet des délibérations, du problème de la démocratie dans la vie interne des partis. De nombreux obstacles n'ont cessé de se dresser devant les efforts accomplis en faveur d'une plus grande démocratisation : mauvaise présentation ou approche passionnelle des problèmes posés ; manque de temps, des connaissances nécessaires ou de bonne volonté pour une discussion véritable ; influence ou même pressions de la part des leaders ou de coteries ; rivalités de personnes ou querelles de « clochers » ; insuffisance des moyens d'expression pour les participants de l'organisme consulté en supposant que sa composition fût idoine ; non respect des décisions adoptées ; action d'organismes rivaux, ou d'un niveau différent, contrecarrant les volontés exprimées... Une liste exhaustive serait longue à établir et il apparaît préférable de fournir des exemples pour chaque catégorie de décisions.

#### **I. — LES DÉSIGNATIONS DE CANDIDATS.**

Il y eut des délibérations effectives suivies de votes au cours des congrès conservateurs de la première période : 1871, 1876... Par contre, les « congrès-meetings », y compris ceux de la droite, au sens large, représentaient surtout un moyen de faire de la propa-

gande, même si, dans certain cas, un Comité restreint en était issu, s'agissant, de toute évidence des propres organisateurs de la réunion.

Au contraire, les congrès républicains ainsi que leurs successeurs directs, les congrès radicaux de la première période (1889-1906), en exceptant, bien entendu les meetings modérés, constituèrent par leurs délibérations et leurs votes des modèles du genre. Néanmoins, on pouvait s'apercevoir — à la même époque des congrès radicaux — du danger de certains meetings, notamment ceux de Lapalisse et de Gannat, en mars 1898, et des congrès de pure forme, généralisés en 1902, au cours desquels on ne votait pas, mais on « acclamait » les élus sortants pour « renouveler la confiance » qu'on leur témoignait. Quand il fallut remettre en route la machine des vrais congrès en 1903, les rouages grincèrent et les voix se partagèrent en blocs ennemis aux passions attisées par les luttes de personnes et de cantons. Ce fut le même phénomène au congrès de Gannat, en 1906, et au congrès de Moulins-Ouest en 1909, s'ajoutant pour ce dernier à une organisation défectueuse. Les votes furent rares par la suite et l'on peut tout au plus citer celui intervenu à Lapalisse le 1<sup>er</sup> mars 1914 et surtout celui, important par suite du phénomène de concurrence du 20 décembre 1931 à Gannat, où le président fédéral en fonction vint présider les débats.

Les congrès socialistes furent généralement clôturés par des votes. Mais à partir de 1931, on constata pour certaines investitures l'absence de scrutin véritable, donc un relâchement par rapport à la règle démocratique. Le congrès du 1<sup>er</sup> novembre 1931 pour la circonscription de Montluçon-Ouest désigna sans vote Marx Dormoy et il semble que celui-ci, d'un naturel assez autoritaire, n'ait jamais aimé ces scrutins de désignation, car, en 1936, il se contenta d'une réunion locale le 25 janvier à Montluçon au siège du parti, et le 19 février 1939, lors du congrès destiné à choisir son successeur, il poussa à la formule des « acclamations unanimes », qui, là comme souvent, cachait de profonds tiraillements.

Il est difficile de dire si, dans les congrès ou conférences communistes, de véritables scrutins permirent de départager des concurrents, aucune mention n'en étant faite.

Les avatars et conflits relatifs aux procédures de désignation de candidats ont été de différents types selon le moment de la procédure où ils sont intervenus, les mêmes se retrouvant d'ailleurs dans tous les partis :

Parfois, le congrès, projeté de façon expresse et précise, ne pouvait se tenir. Ce fut le cas pour une élection complémentaire à Moulins-Est en 1878, tous les cantons désignant leurs délégués (républicains), sauf celui de Moulins qui, au cours d'une assemblée tenue le 15 septembre, rejeta le système et refusa de choisir entre les candidats (46).

Même si les délégués ont pu se réunir, un conflit a bloqué le mécanisme de désignation. Un premier exemple fut celui du congrès du 16 avril 1882, à Lapalisse, pour une élection complémentaire,

---

(46) Journal *Le Républicain de l'Allier*, août et septembre 1878.



suite à une démission. Dans une ambiance d'indiscipline (cris, lazzis), les candidats exposèrent leurs programmes aux délégués républicains, puis, devant l'attitude de la salle, le bureau se contenta de leur faire signer un engagement réciproque de désistement au plus favorisé. Autre exemple, un congrès socialiste, tenu le 8 février 1903 à Saint-Hilaire pour la circonscription de Moulins-Ouest, ne put parvenir à prendre une décision du fait de la rivalité entre les groupes de Moulins et de Buxières. Il fallut l'intervention fédérale et un nouveau congrès, cette fois à Commentry, pour aboutir à un choix. Heureux quand le congrès n'« éclatait » pas avant le « blocage » (47).

Tout n'était pas terminé avec la décision prise par l'organe délibérant. En effet, cette décision pouvait être rejetée ou contestée.

Il est arrivé que ce fût le désigné lui-même qui refusât. Ce n'était encore pas trop grave, bien que décelant un trouble profond dans le parti, sinon le provoquant. Parmi les cas où ont joué des mobiles personnels, on peut ranger le refus du candidat socialiste désigné à Moulins-Ouest pour les élections de 1902, celui de cet autre candidat socialiste désigné à Gannat le 28 décembre 1913, celui, en 1914, du docteur Brisson, de Lapalisse, qui avait d'abord accepté cette désignation émanant d'un congrès « Fédération Républicaine ». C'est au contraire un conflit interne qui amena Etienne Lamoureux à quitter le congrès radical-socialiste du 27 mars 1898 à Montluçon, en criant « Vive la République », alors que la quasi-majorité des délégués, soit 37 sur 80, venaient de le désigner et à refuser cette investiture.

Plus complexe fut la situation née du congrès fédéral socialiste, tenu le 14 septembre 1919 à Commentry dans des conditions « d'âpreté et de violence » (48) inaccoutumées, les rivalités de personnes et les disputes de famille s'entremêlant avec l'inévitable lutte entre montluçonnais et vichyssois, et avec les prémices de la scission. Un des désignés n'ayant pas accepté l'investiture, le second congrès, à Moulins, le 19 octobre 1919, fut houleux, une partie des délégués quittant même la salle avant le vote. La C.A.P. du parti était saisie d'une protestation et tentait un arbitrage, faisant accepter par la majorité du Comité fédéral de l'Allier un scrutin à bulletins secrets, auquel participèrent tous les membres des groupes de la circonscription de Montluçon-Est, formule se rapprochant d'un référendum dans le parti. De fil en aiguille, le litige avait été réduit au choix du candidat représentant théoriquement sur la liste (départementale) la circonscription considérée. A la suite de ce vote la C.A.P. remplaça un nom sur la liste de six noms établie lors du congrès du 19 octobre.

Dans un tel cas, les instances nationales aidées par les instances fédérales avaient rempli une mission d'arbitre. Le problème était bien différent en cas de conflit opposant entre elles les différentes instances d'un parti.

(47) Comme le congrès républicain de Lapalisse le 7 août 1881.

(48) Journal *Le Moniteur du Puy-de-Dôme*, septembre 1919.

Premier type de conflit de cette espèce : les instances fédérales se sont opposées aux instances locales. A la suite du congrès « stérile » du 8 février 1903 à Saint-Hilaire pour la circonscription de Moulins-Ouest et de l'intervention des dirigeants fédéraux, un candidat, choisi en dehors des groupes rivaux, avait été imposé par ces autorités fédérales. Mécontents, les socialistes moulinois démissionnèrent en bloc de la Fédération. Le 23 octobre 1927, les délégués des sections S.F.I.O. de la circonscription de Lapalisse désignèrent à l'unanimité un candidat qui n'était pas celui que le secrétaire fédéral et les autres dirigeants fédéraux (montluçonnais) avaient mis en avant. Au congrès fédéral du 18 décembre suivant, à Montluçon, cette investiture fut combattue, non dans sa validité, qui n'était pas contestée, mais dans la personne de son bénéficiaire. La seule porte de sortie fut pour ce congrès fédéral la « ratification en bloc » et non « par candidat », puis une approbation à mains levées et à l'unanimité (49). Après la constitution de leur Fédération, les radicaux se trouvèrent aux prises avec un problème analogue : les radicaux montluçonnais ayant contre le gré des dirigeants fédéraux et tout spécialement de M. Lamoureux, désigné un candidat en vue de l'élection complémentaire de 1931 (Montluçon-Ouest), les instances fédérales durent s'incliner et M. Lamoureux reconnut que « chaque Comité d'arrondissement était autonome et devait demeurer juge des conditions locales ».

Un second type de conflit mit en cause les relations entre les instances bourbonnaises, locales ou fédérales, et les instances nationales. Les deux exemples d'un tel conflit ont été graves pour la cohésion des partis ainsi touchés :

Sur les cinq candidats communistes désignés au congrès du 17 février 1924 à Yzeure, le Comité Directeur rejeta deux noms comme ne remplissant pas les conditions de « classe ». Il fallut un second congrès à Yzeure, le 23 mars suivant, sous la présidence d'un membre du Comité Directeur et l'insistance du secrétaire général du parti pour briser les résistances. Ce fut la cause et le début d'une série de démissions en « chaîne ».

Les délégués des sections socialistes de l'Allier, réunis en congrès, le 30 décembre 1936 à Moulins, en vue du second tour de l'élection législative complémentaire de Lapalisse, refusaient d'obéir aux décisions de la C.A.P. concernant un retrait et, malgré les objurgations d'un représentant de cet organisme, renouvelaient à l'unanimité l'investiture donnée au candidat pour le premier tour. Comme ce dernier refusait, un congrès de circonscription, réuni le lendemain à Saint-Germain-des-Fossés, désignait un nouveau candidat envers et contre la décision, réaffirmée entre temps, de la C.A.P. Ce conflit entraîna la désaffection de nombreux militants et leur passage au communisme.

---

(49) Journal *Le Combat Social*, décembre 1927.

## II. — L'ACTION QUANT AUX PROGRAMMES.

Chronologiquement, cette action passe par deux phases :

### A. — *L'action quant aux programmes électoraux.*

Cette action s'exerçait dans le cadre de congrès se penchant en premier ou tout spécialement sur la rédaction des programmes électoraux et allant jusqu'au vote sur les articles de ces programmes, mais aussi, le plus souvent, chargés de la désignation des candidats. Même dans cette dernière optique, le programme avait son importance, soit que le candidat fût choisi d'après le programme exposé par ses soins devant l'assemblée, soit que la préférence fût donnée à celui qui acceptait le programme imposé.

Les premiers congrès républicains, à l'instar des congrès conservateurs de cette époque, faisaient état des déclarations des candidats à l'investiture plus que de programmes émanant de l'assemblée. En 1876, il était question, lors de deux congrès républicains tenus à Montluçon pour la circonscription Ouest, les 9 et 13 février, d'un programme proposé par les républicains « avancés » et dont certains points, d'abord discutés par le candidat le mieux placé, avaient été ensuite acceptés sous forme d'une adhésion écrite par ce candidat, investi à cette condition.

En 1881, les congrès républicains votèrent les programmes, article par article, après discussion approfondie et les imposèrent aux candidats, basant leur choix sur la déclaration d'acceptation la plus complète : au congrès de Moulins-Ouest, le député sortant qui rejetait plusieurs articles du programme se vit préférer un nouveau venu qui n'en écartait qu'un seul.

Avant le congrès (départemental, comme le scrutin) de 1885, des « réunions cantonales », composées de délégués communaux et chargés d'élire des délégués au « second degré », mirent au point des programmes, véritables « cahiers » cantonaux, complets et détaillés. Ils servirent d'ailleurs peu, les candidats présentant plus que soumettant leurs programmes lors de ce congrès.

L'habitude de discuter des programmes se perdait peu à peu. En 1889, dernière année où républicains modérés et radicaux participèrent ensemble à des congrès, les oppositions de principe étaient telles que, ou bien les disputes l'emportèrent sur les discussions (Montluçon, Lapalisse...), ou bien les minoritaires quittèrent la séance (Gannat), ou encore le congrès refusa catégoriquement de discuter du programme. Parmi les congrès de 1893, qui furent radicaux sans le nom, les éléments « avancés » imposèrent aux candidats des additions radicales (Moulins-Ouest, Lapalisse).

Il ne fut plus question de discuter des programmes lors des congrès radicaux de 1898, car il était sous-entendu comme il était dit expressément à celui de Moulins-Est que la politique préconisée était « celle dont les chefs autorisés du parti radical (avaient) formulé



le programme » (50). On entrait dans l'ère des partis organisés avec des programmes nationaux.

Or, bien que dans certaines circonstances (les élections de 1885 avant lesquelles *La Défense des Ouvriers* (51) publia le manifeste communiste et le programme électoral des derniers congrès guesdistes) ou de la part de certaines formations (socialistes de l'Agglomération, « blanquistes » du C.R.C. puis du P.S.R.), l'exposé du programme national parut suffisant, il faut souligner une propension des socialistes bourbonnais, surtout montluçonnais, à imiter sur ce point les républicains. Le 12 août 1881, à Montluçon, pour la circonscription Ouest, le « Comité Ouvrier » discutait les articles du programme qui allait être celui de son candidat. Dans la circonscription Est, un radical acceptait le programme élaboré par le « Comité Ouvrier » de Commentry (52). Les socialistes montluçonnais demandaient régulièrement (1893, 1895, 1898, 1902) à leurs congrès de délégués communaux de discuter et d'approuver des programmes qui furent, avec la même régularité, divisés en trois parties : I. — Politique ; II. — Economique ; III. — Agricole. La première fois, en 1893, il y eut même un congrès affecté exclusivement au programme, le 15 juillet, à Montluçon, et qui refusa de s'occuper des questions de personnes.

B. — *L'action quant aux programmes nationaux et à la ligne politique des partis.*

Sans conteste, les partis socialistes furent ceux qui mirent sur pied et maintinrent en vigueur l'organisation la plus soignée et la plus démocratique quant à l'expression des idées et au dégagement d'une opinion majoritaire, de même quant au respect et à la représentation des opinions minoritaires.

Congrès annuels ou spéciaux, Conseils ou Comités (comme le « Comité régional » pour l'Agglomération), Commissions (comme la « Commission administrative fédérale ») étaient autant d'organismes qui répercutaient ces prises de position partant de la base.

Par exemple, à l'époque de l'« Agglomération », lors d'une réunion du 4 septembre 1892, trois délégués étaient désignés pour le congrès national avec un « mandat très net et précis sur toutes les questions soumises à l'ordre du jour du congrès » (1).

Avec la Fédération S.F.I.O., ce fut du « figinlage » ! Au congrès de Saint-Germain-des-Fossés du 5 décembre 1920, déjà cité, congrès important puisqu'il s'agissait de l'adhésion à la III<sup>e</sup> Internationale, sur 48 groupements représentés, les délégués de quinze d'entre eux répartirent les voix dont ils étaient porteurs sur plusieurs motions. Et la répartition des délégués désignés par le congrès national (de Tours) fut faite approximativement au prorata des suffrages recueillis par chaque motion : deux délégués pour la motion Cachin-Frossard qui avait recueilli 54 % des voix ; deux délégués pour la motion

(50) Journal *L'Indépendant de l'Allier*, février 1898.

(51) *La Défense des Ouvriers*, journal socialiste de l'Allier, uniquement électoral (1885).

(52) Journaux *Le Centre* et *Le Courrier de l'Allier*, août 1881.

Blum-Paoli (34 % des voix) ; un délégué pour la motion Longuet-Paul Faure (12 %). Dans la 2<sup>e</sup> Fédération S.F.I.O., les minoritaires revendiquèrent une représentation permanente dans les organismes fédéraux et les membres de la C.A.F. furent désignés de façon « à respecter la représentation proportionnelle des tendances exprimées » au congrès précédent, formule qui fut scrupuleusement appliquée de 1937 à 1939 inclus.

Malgré ces louables efforts, des altérations de la règle démocratique ont pu être parfois observées, provenant en particulier de l'influence des leaders, et de leur habileté à jouer des tendances pour trouver une majorité et même à lutter contre la majorité qui ne leur convenait point, soit en la sapant, soit en l'attaquant à visage découvert. Paul Constans vit rejeter le 19 décembre 1909, lors du congrès fédéral tenu à Moulins sous la présidence de Jaurès, une motion par laquelle il visait l'aile modérée du parti et par incidence Jaurès lui-même. Mais il la faisait voter. « à l'unanimité moins trois sections », le 23 janvier 1910, lors de la « deuxième session » du même congrès (53).

En 1925, puis en 1926, Marx Dormoy apporta, aux instances nationales, tous les mandats de la Fédération de l'Allier en faveur des motions Renaudel, respectivement contre la motion Paul Faure et contre la motion Blum, au grand dépit des sections du Donjon et de Montcombroux, cette dernière menaçant même de se retirer de la Fédération (54). En 1933, après le congrès national de Paris, qui avait à une forte majorité repoussé la motion Renaudel, Dormoy et les autres dirigeants résistèrent le plus longtemps possible à la réunion d'un congrès fédéral, Dormoy indiquant son intention de « s'opposer à toute rupture de l'unité », menace à peine voilée d'une scission au cas où le congrès lui aurait été contraire. Lors du congrès fédéral de Commentry, le 24 mai 1936, Dormoy se contenta de lire la motion dont il était partisan, se fâcha tout rouge lorsque les mouloinois, gannatois et vichyssois réclamèrent la lecture des autres motions et dit qu'il n'acceptait aucune des propositions, annonçant que c'était la dernière fois qu'il prenait la parole comme secrétaire fédéral (55). Le même et les section de Montluçon et de Commentry, devenus minoritaires, s'abstinrent, prétextant ensuite un « malentendu », de participer au congrès fédéral du 31 janvier 1937 à Bellerive.

Les communistes, au cours de leur phase démocratique (1921-1923), eurent à leurs congrès de véritables débats sur des motions librement proposées et faisant l'objet de votes. A partir de l'arrivée, peu avant juillet 1923, dans l'Allier, d'un véritable « préfet » du parti, Roger Rieu, il n'y eut plus que des approbations « à l'unani-

(52 bis) Journal *Le Tocsin*, 10 septembre 1892. Il s'agissait du congrès national du Parti Ouvrier à Marseille.

(53) Journal *Le Combat*, 13 février 1910. La « deuxième session » se tint à Commentry ! Il n'est pas besoin de souligner l'importance d'un siège de congrès.

(54) Journaux *Le Combat Social* et *L'Emancipateur*. Dormoy répondit que la motion Blum n'avait été « qu'une fantaisie ridicule ».

(55) Journal *Le Combat Social*, juin 1936.

mité » des « propositions » présentées par lui, par exemple pour le vote des nouveaux statuts (56), alors que le nombre des opposants était certainement imposant. Rien attaquait les « déviations » et menaçait de « briser... les résistances » (57). Ce climat ne fit que se durcir dans le cadre de la Fédération du Centre. Les résolutions votées lors des congrès régionaux, à part des formules stéréotypées émanant des instances supérieures du parti (les mêmes qui, à chaque ordre hiérarchique, pleuvaient de toutes les cellules en ordres du jour, motions...) ne contenaient que des autocritiques ou des critiques tout court, elles-mêmes stéréotypées du genre « condamnant les erreurs commises » ou « incompréhension totale des mots d'ordre du parti », ou encore « grosses faiblesses dans le travail pratique » (58). Avec une phase de libéralisation, à partir de 1934-1935, la liberté de discussion et de décision sembla renaître au sein des conférences de rayons et déboucher occasionnellement sur les congrès.

Dans les congrès radicaux de l'époque « organisée », c'est-à-dire de 1929 à 1939, « l'empreinte des leaders », le souci d'aboutir à un ordre du jour convenant à tous, le désir d'éviter les scrutins et de faire accepter les ordres du jour à « mains levées » ou par applaudissements étaient les caractéristiques essentielles.

L'influence des leaders, celle de M. Lamoureux et de Marcel Régnier, était marquée par la place réservée à leurs discours, les votes réguliers de félicitations qui suivaient et par le texte de l'ordre du jour. Ainsi les ordres du jour des congrès de 1931 et de 1937, tous deux à Vichy, montraient la prédominance de M. Lamoureux. Au contraire l'ordre du jour qui clôtura le congrès de 1936 à Moulins était nettement inspiré par Régnier. A caractère « nègre-blanc », celui du congrès fédéral de Varennes, le 29 septembre 1935, contenait à la fois des félicitations à Régnier, alors ministre des Finances dans le cabinet Laval, et un passage favorable au Front Populaire, baptisé pudiquement, il est vrai, « rassemblement de tous les républicains ».

Lorsqu'un Comité déposait une motion qui risquait d'allumer le feu aux poudres, les leaders faisaient en sorte qu'elle fût retirée avant discussion, ce qui arriva pour une motion du Comité de Moulins, virulente envers les socialistes, le 5 octobre 1930 au congrès de Montluçon.

### III. — LE CHOIX DES DIRIGEANTS.

La presse des partis ne se privait pas de fournir les noms des dirigeants, ni d'indiquer les changements intervenus dans la composition des bureaux, conseils ou commissions, mais était à peu près muette sur les conditions exactes de ces nominations de membres d'organismes fédéraux. En particulier, il n'était que rarement question de scrutin.

(56-57) Journal *Le Travail*. Respectivement août et octobre 1923.

(58) Journal *L'Emancipateur*. Extraits de mai 1926, mars 1929, février 1932.



A. — *Les dirigeants des formations socialistes* ont été à l'origine les premiers apôtres de la nouvelle doctrine, tel Jean Dormoy à Montluçon.

Les statuts de « l'Agglomération » faisaient désigner les organismes fédéraux par son « Conseil régional ». Il s'agissait d'une commission exécutive de sept membres et d'un bureau permanent élu chaque semestre. Cette organisation démocratique n'empêchait pas le leader, Christophe Thivrier, d'en être le dirigeant effectif. Après son décès, survenu en 1895, et avant que son fils Léon ait pu lui succéder dans ce rôle de « patron », deux hommes se partagèrent le pouvoir réel dans la Fédération devenue blanquiste. Stéphane Letang (59) et Victor Mazuel. Ce dernier déjà cité et dont le rôle de secrétaire régional s'ajoutait à celui de secrétaire fédéral, ne put se faire à « l'unité » qui lui enlevait tout rôle.

A la Fédération Centrale du P.O.F., malgré l'existence d'un « Conseil fédéral » et d'un secrétariat collectif attribué à Paul Constans et à Charles Fouilland (60), seul le premier était la « tête », le second étant le « bras droit » par excellence.

Après le retour à l'unité, la Fédération Socialiste de l'Allier choisissait annuellement dans ses congrès les dix puis les quatorze membres du « Comité fédéral » d'où était issu un bureau de deux à quatre personnes. Jusqu'à son décès en 1907, Félix Bouchaud, maire de Bézenet, conseiller général de Montmarault, fut un secrétaire d'une carrure suffisante pour donner à la jeune Fédération une autonomie morale et une certaine indépendance à l'égard des deux leaders de l'époque, Constans et Léon Thivrier. Puis la balance pencha plus nettement vers les tenants de l'ancien P.O.F., lorsqu'en 1909 et jusqu'en 1921, Fouilland reprit le manche, ayant à ses côtés Montuses (61).

Au début de la 2<sup>e</sup> Fédération S.F.I.O., Fouilland remit en marche pour Constans la machine administrative puis laissa la place, en 1924, à Marx Dormoy, lequel allait, d'abord comme « bras droit » de Constans, puis de plus en plus comme leader principal du département, tenir les rênes, ne les quittant contre son gré en 1936 que pour les reprendre en 1939. Une C.A.F. de quinze membres avait les mêmes attributions que le Comité fédéral d'antan, mais, jusqu'en 1936, il semble que ses participants étaient plus choisis par les leaders (Constans puis Dormoy) et proposés aux congrès qu'issus de ceux-ci. La « révolte des minorités » au congrès de 1936 permit à la C.A.F. de retrouver son origine élective. Phénomène à souligner, de 1931 à la guerre, le secrétariat fédéral de la Fédération Socialiste fut tenu par des parlementaires, ce qui ne s'était jamais vu auparavant. Lors du fameux congrès de 1936, des délégués soulevèrent cette question et proposèrent la nomination d'un « secrétaire permanent rétribué ». Ce projet n'eut pas de suite.

(59) Voir index biographique.

(60) Fouilland, militant guesdiste roannais, vint s'installer à Montluçon pour aider Dormoy.

(61) Le nom de Montuses a déjà été cité. Voir index biographique.

B. — *Les dirigeants communistes* furent, pendant la phase démocratique, désignés selon les mêmes principes que ceux des partis socialistes. Leur Comité fédéral eut vingt-deux membres pour éviter l'excès de « centralisation » reproché à l'ancienne Fédération S.F.I.O. Puis une « commission exécutive » de dix membres fut créée. Le bureau était composé de trois à quatre personnes, dont deux secrétaires, l'un « administratif », qui fut André Lepineux, l'autre « pour la propagande », J.-B. Gaby. En 1923, Roger Rieu, portant de par la volonté du Comité Directeur le titre de « délégué régional du Centre », fonctionnaire du parti, fut en somme un dirigeant « nommé » mais accepté par les adhérents disciplinés. Le congrès de 1923 remplaçait Lepineux, démissionnaire, par M. Bierjon. Avec les nouveaux statuts, l'organe principal devenait le « bureau politique » de cinq membres. Le premier congrès régional, le 11 janvier 1925, vit désigner le Comité fédéral (de région) par les délégués des rayons et le bureau, dont le secrétaire régional, par ce Comité.

L'ambiance autoritaire, qui sévit dans la nouvelle Fédération, n'altéra pas véritablement la liberté de la base en matière de choix des dirigeants, surtout à l'échelon de ces petites Fédérations que furent les rayons, dont la plupart des secrétaires représentèrent dans l'Allier une émanation parfaitement valable, tels Montuses, Jean Aucouturier (62), Henri Védrines (63) et Pierre Valignat (64) pour le rayon de Montluçon, M. Marcel Guyot et M. Georges Chabridon (65) pour le rayon de Moulins, Albert Corre (66) pour le rayon de Vichy. Sans doute, y eut-il à cette époque des « débarquements » autoritaires contre le gré des militants, comme la mise à l'écart d'Aucouturier entre 1929 et 1932 ou le placement, sous la tutelle de Gannat, de Vichy en 1928, mais finalement Aucouturier comme Corre retrouvaient toute l'autorité que leur valait la confiance des militants.

Avec une phase de libéralisation commençant en 1935-1936, le retour au cadre départemental facilitait des choix conformes aux volontés de la base (Guyot, Védrines).

C. — *Les dirigeants radicaux* de la Fédération créée en 1928-1929 avaient été choisis par les représentants des Comités en répartissant les postes entre les villes du département. Un poste de président d'honneur attribué à Louis Lasteyras (67), maire de Vichy, fondateur d'un Comité en 1891, compensait les fonctions présidentielles actives dévolues au « bras droit » de M. Lucien Lamoureux, le pharmacien

---

(62) Jean Aucouturier, ouvrier montluçonnais, fit deux années d'emprisonnement à la prison Barberousse à Alger pour propagande, pendant son service, contre la guerre du Maroc, et fut accueilli triomphalement à son retour à Montluçon en 1927.

(63) Henri Védrines, fils de l'aviateur, électricien à Montluçon, député de 1945 à 1958.

(64) Pierre Valignat, instituteur à Montluçon.

(65) Georges Chabridon, ouvrier moulinois, chef syndicaliste, déporté sous l'occupation.

(66) Albert Corre, maire du Vernet, cultivateur, militant de l'A.R.A.C.

(67) Voir l'index biographique.

Gilbert Desfemmes, président du Comité de Montluçon. Après le décès de Desfemmes, en 1933, Pierre-Victor Léger, maire de Vichy, lui aussi pharmacien, fut élu à la présidence fédérale avec l'assentiment de M. Lamoureux. L'influence de ce leader et fondateur de la Fédération demeura profonde, faisant de lui le véritable dirigeant, même si parfois Marcel Régner essayait de participer à cette direction morale.

#### Section IV. — Les vicissitudes des partis

A part leur naissance ou leur disparition, les événements organisés importants de la vie des partis furent essentiellement les scissions d'une part, les fusions, unions ou alliances, d'autre part.

##### *Par. 1<sup>er</sup>. — LES SCISSIONS.*

##### I. — EXEMPLES.

A. — Le premier cas de scission fut celui du *Mouvement Républicain*. Il est vrai que l'unité n'avait jamais régné de façon effective au camp républicain. Dans les principales villes, il y eut fréquemment des Comités de nuance différente. Néanmoins, les Comités cantonaux, surtout ceux des cantons campagnards, jouissaient d'une certaine cohésion. Vers 1879-1880 apparurent les premiers symptômes de désagrégation. Le journal *Le Républicain de l'Allier* constatait avec regret, en janvier 1879, que des groupes s'étaient « dissous, sous l'effet des brigues injustifiées, des intérêts avides, des combinaisons inavouées... pour se reformer sans base sérieuse pour un accord ultérieur » et aussi que des « scissions violentes » s'étaient produites. On vit aussi, comme il a déjà été indiqué pour la région de Gannat, ainsi qu'à Vichy, des Comités cantonaux séparés, créés par les radicaux sous la simple étiquette républicaine. Enfin, dans de nombreux Comités, la conquête se fit de l'intérieur et ces Comités (Moulins, Lurey, Jaligny...) se retrouvèrent un jour pleinement radicaux. Les modérés étaient déjà partis ou n'avaient plus qu'à en partir.

B. — *Les partis socialistes* furent riches en scissions, en compensation peut-être de leur organisation et de leur discipline qui n'admettaient pas les demi-appartenances ou les pseudo-rattachements.

*La première scission socialiste* fut celle intervenue entre les guesdistes et les blanquistes, mais aussi entre montluçonnais et commentryens, et par conséquent entre leurs dirigeants, d'un côté Jean Dormoy, de l'autre Christophe Thivrier, Stéphane Letang, comilitant du premier, prenant le parti du second. Elle eut pour origine des rivalités personnelles, la constitution de « l'Agglomération » sous l'égide de Commentry, la victoire de Thivrier aux législatives de 1889 et l'attitude de Jean Dormoy lors des mêmes élections, celui-ci ayant



refusé de se désister pour un autre candidat d'extrême-gauche et ayant invité à voter pour un journaliste parisien, collaborateur de Rochefort, teinté de boulangisme, Octave Justice (68). Paris blâma les commentryens qui n'en continuèrent pas moins à polémiquer. Un jury d'honneur, réuni à Montluçon, les 14 et 15 février 1891, sous la présidence de Lafargue, trancha en faveur de Dormoy. Mais l'Agglomération refusa de tenir compte de cette décision.

D'autres motifs de mésentente vinrent s'ajouter. La conversion au socialisme de Deslinières, rendue publique le 17 octobre 1891 au cours d'une réunion à la Ville Gozet, ne fut pas admise par les commentryens qui firent paraître des libelles, tels « l'Alliance Deslinières-Dormoy ». De plus Deslinières avait été le président-fondateur de la loge « Union et Solidarité » de Montluçon, installée solennellement le 3 août 1890, et plusieurs membres de cette loge suivirent son évolution. Or, les socialistes commentryens ne tardèrent pas à se déclarer antimaçons.

En 1892, on en vint aux querelles doctrinales. Pour les socialistes commentryens, qui revendiquaient le droit d'un « recours à la force », affirmant bien haut « nous restons des révolutionnaires », le socialisme montluçonnois était « trempé à l'eau de rose » (69). Dormoy répondait le 25 avril 1892 (journal *Le Centre*) : « Nous sommes nous, anti-anarchistes... Les révolutions n'ont, en effet, jamais servi la cause ouvrière ».

Cependant, et bien que, depuis le début de 1890, on ait parlé de scission, l'Agglomération se considérait toujours comme appartenant au Parti Ouvrier. Le journal *Le Tocsin* du 29 août 1891 protestait parce que *Le Socialiste*, de Paris, et *Le Travailleur*, de Lille, n'avaient pas cité le nom de Thivrier parmi les délégués du Parti Ouvrier Français au congrès international de Bruxelles. L'Agglomération envoyait des délégués au congrès de Lyon, en décembre 1891, puis au congrès de Marseille, en septembre 1892. Mais, à ce dernier congrès, la Commission de Discipline se prononçait à son tour en faveur de Dormoy et Christophe Thivrier prenait une attitude extrémiste, soutenant la proposition Briant de grève universelle, attaquant les parlementaires et même Guesde, qu'il traitait de « décrocheur de timbales », se colletant même avec l'adjoint marseillais Cadenat. C'était la rupture. Le 28 novembre 1892, le bureau de l'Agglomération écrivait à Guesde qu'elle n'acceptait pas le jugement rendu par le Conseil National dans le litige avec Dormoy et qu'à l'avenir elle resterait « indépendante socialiste-révolutionnaire ». Elle le resta effectivement trois ans avant d'adhérer au C.R.C., mais son cœur battait déjà de ce côté.

Le souvenir des querelles demeura si vivace que malgré des changements et même des chassés-croisés parmi les antagonistes, on parla encore longtemps de « jury d'honneur ».

---

(68) Justice se présentait, il est vrai, non comme boulangiste, mais comme républicain-socialiste.

(69) Journal *Le Tocsin*, mars 1892.

Une seconde scission ébranla l'édifice malaisément colmaté peu de temps après la réunification de 1902-1903. Des mécontentements provoqués, semble-t-il, par le « choix des titulaires des fonctions principales dans la Fédération Unitaire », notamment la nomination d'un ex-P.O.F., Montuses, au poste de rédacteur délégué pour le journal *Le Combat*, entraînaient le départ de Victor Mazuel et de Stéphane Letang, suivis par les groupes entiers de certaines communes (Montvicq...) (70). Les partants essayaient de constituer une « Fédération Socialiste Révolutionnaire du Centre ». Mais cette dissidence était vivement blâmée, et par Léon Thivrier, qui, en accord avec Constans, maintenait solidement l'unité, et par les anciens chefs blanquistes, dont Vaillant (71). Elle allait s'éteindre lentement, mais non sans causer blessures et rancœurs.

Troisième scission, celle qui fut consécutive à la naissance du parti communiste en 1920-1921, commença par des polémiques dans les groupes et dans les colonnes du journal fédéral *Le Combat Social*. Pour les uns, au premier rang desquels se trouvait Marx Dormoy, c'était un refus catégorique, exprimé en termes durs par le leader montluçonnais. Il appelait la tendance communisante « un mouvement de déviation anarchiste » et critiquait les principes imposés. « militairement » disait-il (« Obéissez, saluez, rompez ! ») par Zinoviev, principes, selon lui, contraires à ceux du socialisme : « la désertion et le sabotage en cas de guerre... la révolution sanglante. l'immixtion dans les syndicats, la volonté de dépouiller les petits propriétaires de leur propriété ». Les communistes répondaient dans le journal *La Vague* (de Brizon) en reprochant à leurs adversaires « l'esprit de collaboration des classes ». « Laissons en arrière les réformistes, écrivait Jean Mantin, d'Yzeure, nous irons sur la terre ferme rejoindre nos amis russes ! ». A la discussion doctrinale s'ajoutait cette fois non une rivalité entre Commentry et Montluçon, comme en 1890, mais une jalousie des moulineois et des vichyssois envers les vieux fiefs de Commentry et de Montluçon, le poids de leurs troupes et de leurs leaders.

« La scission », tel était le titre d'un article de Marx Dormoy dans *Le Combat Social* aussitôt après le congrès de Saint-Germain-des-Fossés (5 décembre 1920), où s'était manifestée une nette majorité (54 % des suffrages sans réserve, plus 12 % avec quelques réserves) en faveur de l'adhésion à la III<sup>e</sup> Internationale. Montuses, qui allait devenir le leader du communisme bourbonnais, tout en soulignant que le « Devoir » était « d'accepter la loi de la majorité », admettait des départs dans les termes qui suivent : « Toutefois, si quelques-uns se retiraient... ils recevraient l'assurance formelle que jamais, jamais, nous ne nous heurterions à eux... nous attendrons avec impatience l'heure de leur retour » (72).

(70) Journaux *Le Centre*, du 14 janvier 1904, et *Le Combat*, des 1<sup>er</sup> mai 1904 et 15 octobre 1905.

(71) Journal *Le Combat*, 29 octobre 1905 (lettre Vaillant « je ne les connais plus... »).

(72) Journal *Le Combat Social*, 2 janvier 1921.

Le congrès de Villefranche-d'Allier, le 23 janvier 1921, fut celui de la rupture. Après une première séance fort mouvementée, le secrétaire fédéral Fouilland déclara : « Mieux vaut se séparer sans perdre de temps en vaines querelles ». Les minoritaires quittèrent la salle du congrès pour se réunir dans une autre salle en un nouveau congrès qui nomma sur-le-champ le bureau fédéral. Toutefois congressistes communistes et congressistes socialistes se retrouvèrent pour déjeuner, avec la consigne « de ne pas parler politique », et pour défilér en chantant l'Internationale.

C. — *Une scission communiste* vint amputer la nouvelle Fédération de quelques effectifs lorsque Brizon, à la suite de son exclusion, eut créé, avec siège à Franchesse, son pays natal, une « Union Socialiste Communiste », à ces éléments venant s'ajouter par la suite au sein de la « Fédération du Parti Socialiste Communiste », Lepineux et ses amis (1923-1924).

D. — *La scission radicale* dite du « Comité Lasteyras » de Vichy, en 1929-1930, est intéressante, car elle fut postérieure à la création de la Fédération Radicale. Elle pose aussi des problèmes quant au rejet autoritaire d'un groupement de base par une Fédération (73), celle-ci constituant à sa place un nouveau groupement de base, seul admis par elle. Une semblable opération fut effectuée à l'encontre du Comité Radical-Socialiste de Vichy, un des plus anciens et des plus stables (depuis 1891) du département, encore présidé par son fondateur, Louis Lasteyras, alors âgé de près de 80 ans et par ailleurs président d'honneur de la jeune Fédération Radicale-Socialiste.

Lasteyras, journaliste et propriétaire du *Moniteur de l'Allier*, maire de Vichy pendant de nombreuses années, à part une période d'interruption entre 1912 et 1919, était un terrible polémiste et l'âge n'avait pas amélioré son caractère vindicatif et tyrannique, d'où de nombreuses inimitiés, même chez les radicaux. Aux élections municipales de 1929, sa liste passa toute entière, sauf lui, battu au ballottage comme au premier tour, alors que P.-V. Léger arrivait en tête. Aux violentes accusations lancées par Lasteyras contre Léger, le Comité Radical répondait en refusant de les prendre à son compte, mais maintenait sa confiance, par plusieurs scrutins, à son vieux président, qui faisait pression sur lui par des démissions répétées et continuait d'attaquer la nouvelle municipalité radicale, allant jusqu'à organiser des manifestations de rue !

Aussi, la mesure étant comble, M. Lamoureux ripostait, dans *Le Bourbonnais Républicain* (74) en critiquant le défaut d'organisation du Comité Radical de Vichy (cotisations non payées, cartes non distribuées...), puis, sans tenir compte de l'existence du « Comité Lasteyras » qui, à nouveau réuni, n'avait pas manqué de confirmer

(73) Il s'agit en somme d'une « exclusion d'un groupement de base », ayant des caractères semblables à celle d'un militant par le groupe auquel il appartient.

(74) Journal *Le Bourbonnais Républicain*, 14 septembre 1930.



sa confiance à son président, se faisait lancer un « appel » par des militants de Vichy qui lui demandaient de « prendre l'initiative d'une réorganisation complète, méthodique et sérieuse » et venait fonder un nouveau Comité à Vichy.

Une protestation du « Comité Lasteyras » au Comité Exécutif du parti était renvoyée par celui-ci à l'examen de la Fédération départementale qui, le 8 mars 1931, reconnaissait comme seul Comité le dernier fondé et blâmait « l'esprit de division » manifesté par Lasteyras. Cette décision était confirmée le 29 avril 1931 par le Comité Exécutif qui invitait « le doyen des militants de l'Allier à donner l'exemple de la discipline librement consentie » (75). Lasteyras avait déclaré, le 3 octobre 1930, « ne pas vouloir étendre la scission à tout le département » et avait donné sa démission de président d'honneur de la Fédération. Le 30 avril 1931, au reçu de la décision de rejet du Comité Exécutif, le « Comité Lasteyras » devint « Comité Radical-Socialiste Indépendant » de Vichy. Il allait même survivre quelque temps au décès de Lasteyras.

II. — LES EFFETS DES SCISSIONS, en principe désastreux pour les partis qui subissaient ces crises, ont été parfois bénéfiques pour les idées défendues par ces partis, surtout lorsque chaque morceau du parti scindé, tout en conservant la doctrine de base, a adopté des attitudes différentes, phénomène qui a eu pour conséquence de permettre aux deux « morceaux » de couvrir un champ plus large sur l'éventail des tendances que le parti unique avant sa scission.

Lors de la scission entre socialistes montluçonnais et socialistes commentryens, les premiers, débarrassés des éléments d'extrême-gauche furent plus libres pour nouer des relations avec les petits commerçants de la ville et des bourgs ainsi qu'avec la campagne radicalisante d'Huriel, amenant ainsi de façon insensible les classes moyennes de Montluçon et les petits propriétaires ruraux au socialisme. Les blanquistes commentryens maintenaient, quant à eux, la pureté originelle du marxisme collectiviste.

Après la scission de 1921, la 2<sup>e</sup> Fédération S.F.I.O., dégagée de l'accusation de « bolchevisme », qui était lancée régulièrement aux socialistes depuis l'armistice était prête pour attirer à elle de nombreux radicaux de gauche. En 1924-1925, le nombre des adhérents communistes et socialistes, à raison de 2.000 environ par Fédération, atteignait 4.000, soit le double du nombre des adhérents de la Fédération S.F.I.O. d'avant la scission. Un article communiste devait même souhaiter, boutade cachant une réalité, qu'il y eut une nouvelle scission pour parvenir ainsi à 8.000 adhérents marxisants !

---

(75) Journaux *Le Moniteur de l'Allier* (décembre 1930) et *Le Bourbonnais Républicain* (mars, avril 1931).

Par. 2°. — LES FUSIONS, UNIONS OU ALLIANCES DE PARTIS.

De la « fusion » qui supprime à « l'alliance » qui conserve les personnalités respectives des partis, il existe des degrés et des situations intermédiaires que l'on peut appeler « unions ».

I. — LES FUSIONS.

La fusion monarchiste fut grandement facilitée par l'attitude du comte Charles de Bourbon-Busset, qui, peu de jours après le décès du comte de Chambord, écrivit dans *Le Mémorial de l'Allier* du 28 août 1883 : « Après lui, le principe d'hérédité appelle une autre branche de la maison de Bourbon. La monarchie se continuera donc, malgré la révolution... ». Puis, après s'être rendu aux funérailles du prétendant, à Goritz, à la tête d'une délégation de la noblesse bourbonnaise et avoir laissé sur la tombe la bannière aux armes du duché de Bourbonnais, il faisait écrire à nouveau par *Le Mémorial* du 8 septembre : « Chacun de nous devra s'incliner et suivre la marche qu'Henri V, lui-même, nous a indiquée en pardonnant et en ouvrant les bras à celui que la politique désigne comme son successeur ». Ainsi la fusion des légitimistes et des orléanistes se fit-elle sans histoire dans l'Allier, alors que, dans la Nièvre, une partie des légitimistes refusaient de reconnaître le comte de Paris.

La fusion des guesdistes et des blanquistes bourbonnais marcha de pair avec la réunification au sommet des deux formations au sein du Parti Socialiste de France. Lors de la constitution de ce parti, le 3 novembre 1901, le nom de Letang figurait parmi les cinq représentants du P.S.R. Le 21 décembre suivant, une « Commission d'arbitrage », réunie à la mairie de Montluçon par trois secrétaires du Conseil Central du Parti Socialiste de France décidait la création, pour l'Allier, d'une « Fédération Unique », à la tête de laquelle serait placé un Comité fédéral provisoire composé de trois délégués de chaque formation, désignés par chacun des bureaux. Ceux-ci furent Constans, Fouilland, Alexandre Dormoy pour le P.O.F., Mazuel, Bouchaud et Georges Panaud (76), pour le P.S.R.

Deuxième acte de cette opération : un congrès réunissait le 16 novembre 1902., à Montluçon, des représentants de trente-trois groupes de l'une ou l'autre appartenance et un Comité Fédéral de dix membres (cinq P.O.F., cinq P.S.R.) était désigné qui choisissait A. Dormoy comme secrétaire fédéral. Mais les deux Fédérations subsistaient avec leurs bureaux, leurs groupements, leurs adhérents et leurs journaux.

Acte troisième et décisif : le 20 septembre 1903, donc près de deux ans après la première réunion, se tenait à Montluçon le premier

---

(76) Panaud, maire de Buxières, conseiller général de Bourbon, secrétaire fédéral en 1907-1908.

congrès de la Fédération du Parti Socialiste de France (U.S.R.). Bouchaud était désigné au secrétariat fédéral.

Lors de ce congrès le rapport moral parla de trente-cinq groupes, mais vingt-six seulement étaient représentés. Si l'on songe que la Fédération du P.O.F. revendiquait trente groupes environ, après déduction des Chambres et Unions Syndicales (77) et que la Fédération du P.S.R. énumérait aussi une trentaine de groupes lors des congrès précédant la fusion, on constate une déperdition. Le déficit était aussi notable sur les effectifs des groupements de base fusionnés. Dans de nombreuses communes (Commentry, Montvicq, Domerat...), des membres des anciennes formations ne revinrent pas au parti unifié. Les querelle de personnes, les haines locales furent plus fortes que tous les accords nationaux et fédéraux, même si elles ne parvinrent pas à susciter une nouvelle dissidence.

D'ailleurs, de façon générale, à l'inverse d'une scission qui élargit l'assise d'un parti sur l'éventail des tendances au prix d'un écartèlement, la fusion représente un « rétrécissement » qui risque de méconter les deux franges d'opinions.

## II. — LES UNIONS DE PARTIS.

Le « Comité de l'Union de l'Ordre » de 1871 réunissait dans son sein des légitimistes, des orléanistes, des impérialistes et des libéraux conservateurs. Quant au « Comité Départemental de l'Union de l'Ordre » issu du premier, il eut l'ambition de coiffer les Comités des différents partis ci-dessus, mais ne put y parvenir.

Une réunion se tint à Moulins, le 20 août 1912, qui groupait dans le but de « s'entendre sur la réorganisation du parti républicain » neuf radicaux, deux modérés et un socialiste indépendant. En fait c'était l'amorce d'une union radicale-modérée qui vit seulement le jour en 1919 sous le nom d'« Action Républicaine ». Cette formation, à but électoral, eut cependant un organisme directeur, c'est-à-dire un « Comité », un secrétaire général (d'abord le journaliste Jules Lefébure, du *Progrès de l'Allier*, puis un ancien chef de division, lui aussi employé au *Progrès*) (78) et même un siège à Moulins, 46, place d'Allier, c'est-à-dire au Café de Paris, déjà siège du parti radical. Son but déclaré était le « rassemblement de tous les républicains », avec le commentaire : « Nous devons oublier toutes les étiquettes d'avant-guerre ». Cette union prit fin en 1924.

## III. — LES ALLIANCES DE PARTIS.

Entre les deux formations socialistes bourbonnaises, intervint le 21 décembre 1895 un accord signé à Montluçon par des représentants qualifiés, dont Jean Dormoy pour le P.O.F., qui créait un « Comité

(77) Ces organisations syndicales quittèrent définitivement le parti à cette occasion.

(78) Précisions qui montrent l'influence de Marcel Régnier dans cette organisation.



Central d'Action Républicaine Socialiste », composé de maires, de conseillers généraux et d'arrondissement « avancés » et destiné à se réunir tous les quinze jours pour étudier les problèmes communs (propagande...). En fait, le Comité ne dépassa pas quelques séances.

En mars 1927, une « Ligue des Partis de l'Ordre » était fondée à Moulins avec pour but de « faire la liaison entre tous les partis d'ordre », de lutter « contre le cartel criminel... contre le communisme... et contre les partis qui ne veulent pas rompre définitivement avec les communistes » (79). Son organe, *La Tribune de l'Allier*, eut même l'ambition, jamais réalisée, d'avoir partout des délégués cantonaux et communaux.

Entre socialistes et communistes, des « pactes d'unité d'action » étaient signés au cours de l'année 1934, à Moulins le 30 juillet, à Vichy peu après, à Montluçon seulement le 9 octobre. Le 18 octobre, un « Comité départemental de coordination » était mis sur pied par les chefs départementaux des deux partis, sept de chaque côté. En fait, ce Comité n'eut que des réunions fort espacées et, en janvier 1938, l'organe communiste *La Voix du Peuple*, signalait que les délégués socialistes en avaient démissionné en bloc, ce qui sonnait le glas de cet organisme. Les Comités locaux de coordination, comme celui de Cerilly, créé le premier, et les Comités d'arrondissement, comme celui de Lapalisse (dont le programme d'action envisageait « l'unité organique ») (80), eurent des rôles plus actifs.

Le « Comité Départemental de Front Populaire », extension du « Comité de coordination », fut rejeté dans les limbes par ce dernier organisme siégeant le 6 juillet 1935 à Montluçon (du fait des socialistes s'opposant à la proposition communiste) et naquit seulement en juin 1936. En fait, les Comités locaux ou cantonaux de Front ou de Rassemblement Populaire l'avaient précédé depuis de nombreux mois, la plupart formés sur l'initiative des communistes. A Cusset, par exemple, c'était le Comité Amsterdam-Pleyel qui réunissait, le 10 janvier 1936, les délégués d'une dizaine d'organisations pour constituer un Comité local de Front Populaire (81).

Les formations adhérentes à ces Comités étaient sensiblement les mêmes partout et évidemment les mêmes sur le plan national. Parmi les groupements et associations autres que les partis, rares sinon inexistantes étaient les formations où ne s'exerçait pas, soit la prépondérance communiste, soit la prépondérance socialiste. Le parti radical avait par endroits (Gannat, Cusset, Lapalisse...) refusé de participer. A partir de février 1937, à la suite d'un litige électoral, la Fédération Radicale et la Fédération des Jeunesses Radicales décidèrent de « s'abstenir pendant un temps indéterminé de participer aux manifestations du Front Populaire », ce qui était, en fait, un départ définitif. En 1938-1939, ce fut l'agonie puis la disparition des derniers Comités.

---

(79) Journal *Le Courrier de l'Allier*, décembre 1927.

(80) Journal *Le Cri Social*, février 1936.

(81) Journal *Le Cri Social*, janvier 1936.

## CHAPITRE VI

### LES SYNDICATS ET AUTRES GROUPEMENTS D'INTERET

Ayant pour but essentiel la défense des intérêts d'une catégorie de citoyens, que cette catégorie soit sociale, professionnelle ou de toute autre sorte, ces associations ne sont pas forcément orientées sur l'échiquier politique. Mais, en dehors même d'une coloration persistante à la base, elles peuvent adopter à un moment ou pour un temps, des positions de nature politique. Parvenues à un certain degré de puissance, elles deviennent des « groupes de pression » ou « lobbies ».

L'histoire des groupements d'intérêts a été assez semblable à celle des partis, sinon même plus marquée quant à son évolution sur le plan de la structure et du volume. On est allé de l'inorganisé à l'organisé, de la dispersion à la Fédération et même à la Confédération, des faibles effectifs aux bataillons massifs.

#### Section I. — Les syndicats d'ouvriers

Les syndicats ont été les principaux, mais n'ont pas été les seuls groupements de défense des intérêts ouvriers. En dehors des mutuelles et des coopératives, dont l'examen est reporté ailleurs, il faut signaler quelques associations à but particulier.

En septembre 1911, succédant à des hausses importantes des denrées apportées sur les marchés par les cultivateurs et à des manifestations assez violentes (1), des Comités ouvriers s'étaient constitués à Moulins (« Comité des Ménagères »), à Montluçon (« Comité d'Education et de Protestation contre la Cherté des Vivres ») et à Commeny. Leur intervention sur les marchés se fit parfois au chant de l'Internationale.

Lors de périodes de fort chômage (1884, puis 1933, 1934, 1935), il y eut des « Comités de chômeurs » et même des « Syndicats de

---

(1) Journaux *Le Centre* (3, 5, 6 et 8 septembre 1911), *Le Combat Social* (10 septembre 1911), *Le Progrès de l'Allier* (16 septembre 1911).

chômeurs » (Montluçon, Moulins, Souvigny) à tendance socialiste pour la première date, communiste dans le second cas.

Les « Mutilés du Travail » s'organisèrent après 1918 en un « Syndicat départemental » ayant pendant longtemps comme secrétaire Jacques Fonty, militant S.F.I.O., conseiller d'arrondissement de Montluçon-Ouest. François Jacquet, qui assurait le secrétariat en 1932, reprocha à la majorité départementale d'être « inféodée à un parti », sous-entendu la S.F.I.O., et provoqua une scission en créant une Association des « Mutilés et Invalides du Travail, groupement de l'Allier ».

Les Associations de « Vieux Travailleurs » commencèrent à s'implanter après 1930. Une section, fondée à Commentry en 1933, était « confédérée », donc socialisante. Après 1936, les « Amicales des Vieux Travailleurs » constituées pour « Moulins et sa région » ou pour Montluçon et environs » et qui se groupèrent en une « Fédération des Amicales de l'Allier... » étaient en grande partie d'inspiration communiste.

Dans l'histoire du syndicalisme ouvrier bourbonnais plusieurs périodes sont à distinguer, évidemment identiques à celles de l'histoire du syndicalisme français.

#### *Par. 1<sup>er</sup>. — LA PÉRIODE PRÉSYNDICALE.*

Malgré l'abolition de la loi sur les coalitions, des groupements ouvriers existaient, soit sous forme de Cercles (« Cercle Démocratique des Travailleurs de Moulins ») (2), soit sous forme de Mutuelles, soit sous un aspect clandestin comme ces groupes de la « Marianne », successeurs de ceux de l'Empire, qui n'avaient plus le même sens en 1875, mais qui se formant dans les centres miniers et recrutant exclusivement parmi les ouvriers apparaissaient plus comme des organismes de solidarité que comme des noyaux de « l'Internationale » (3). La sévère répression des « marianneux » de Commentry, seize condamnations à des peines d'emprisonnement ferme de six à treize mois (4), prouve la crainte qu'ils inspiraient à cette époque où l'on voyait partout des « communards » (3).

#### *Par. 2<sup>e</sup>. — LA PÉRIODE DES « SYNDICATS-GROUPEMENTS DANS LES PARTIS » (1880-1903).*

Le syndicalisme ouvrier et le socialisme bourbonnais partagèrent le même berceau, que ce fût à Moulins où le premier « Syndicat général » était constitué le 10 octobre 1880, ou à Montluçon dont les

(2) Journal *Le Peuple*, décembre 1872.

(3) Journal *Le Mémorial de l'Allier*, octobre 1877.

(4) M. Georges Rougeron, « *Le Mouvement Socialiste...* » (op. cit.), pp. 14 et 15.



« Chambres Syndicales Ouvrières » désignaient Jean Dormoy, à la même époque, pour les représenter au congrès du Havre. Au 2<sup>e</sup> congrès national des « Syndicats ouvriers et groupes corporatifs » du 23 au 30 octobre 1887, à Montluçon, Dormoy était secrétaire du Comité d'organisation et fut condamné, en même temps que Letang, pour avoir décoré la salle avec des drapeaux rouges, déclarant : « Le drapeau rouge est le drapeau des ouvriers, des « meurt-de-faim », c'est la grande bannière du prolétariat du monde entier ».

Le 10 avril 1889, le tribunal correctionnel de Montluçon prononçait, pour infraction à la loi de 1884 sur les Syndicats, dix-sept condamnations à amende et la dissolution : 1<sup>o</sup> du « Syndicat des ouvriers réunis de Montluçon », 2<sup>o</sup> du « Syndicat des ouvriers réunis de Commentry ». La défense de « Maître Millerand » n'avait pu empêcher la condamnation des huit dirigeants syndicalistes montluçonnais, dont Dormoy et Letang, et des neuf commentryens, dont Christophe Thivrier, poursuivis pour avoir réuni des ouvriers de différentes corporations dans un même Syndicat, de plus pour avoir les premiers « pesé sur l'élection des prud'hommes », les seconds inséré dans les statuts une clause prévoyant la « conquête des pouvoirs publics » par les travailleurs « au moyen des élections » (5).

Reconstitués conformément à la loi, les Syndicats de l'Allier, au nombre de vingt-sept, groupaient 2.440 adhérents en 1893. Ceux des principales villes formaient, soit, comme à Montluçon, une « Union des Chambres Syndicales » transformée en « Bourse du Travail » en 1900 (quatorze Syndicats ; 2.000 ouvriers ; secrétaire général, le socialiste Fouilland), soit, comme à Moulins, une « Union Fédérative des Syndicats Ouvriers »...

Leurs attaches socialisantes étaient officielles puisque l'« Agglomération » et plus tard la Fédération Centrale du P.O.F. comprenaient au titre de groupements de base, adhérents et cotisants, des Syndicats. Cette confusion permettait d'ailleurs au gouvernement de faire poursuivre, en septembre 1893, les dirigeants de l'Agglomération pour constitution irrégulière de Syndicats.

### *Par. 3<sup>e</sup>. — LES SYNDICATS LIBÉRÉS DES PARTIS ET LA « FÉDÉRALISATION » (jusqu'à 1921).*

Lors d'une réunion, le 2 mars 1897, à Montluçon, une controverse s'éleva sur le rôle des Syndicats, traités de « palliatifs » par le député socialiste de Montluçon-Ouest, Sauvanet, alors qu'un « pur » syndicaliste, Grandjean, déclarait : « C'est en eux que réside la force révolutionnaire. Il faut propager la révolution dans l'atelier, dans les groupes syndicaux, partout... ». Cette même année 1897, les métallurgistes montluçonnais fusionnèrent en un seul leurs trois Syndicats aux appartenances diverses, mais la création d'une « Union

---

(5) Journal *Le Centre*, avril 1889.

Centrale des Travailleurs Métallurgistes », ainsi que l'adhésion à la Fédération Nationale et à la C.G.T., datent seulement de 1903. C'est une « fédéralisation » qui détacha les mineurs du Parti Socialiste Révolutionnaire, le résultat en étant la création, en novembre 1899, sous l'action d'Alphonse Gomot (6) et de Jean Buvat (6), tous deux militants socialistes, la « Fédération des Mineurs de l'Allier », puis « du Centre » (1.250 inscrits en 1900) particulièrement active et assez portée à l'extrémisme (Buvat, au Comité National de 1902, parla en faveur de la grève générale).

Le 3 décembre 1908, les trois « Bourses du Travail », celles de Montluçon, Commentry et Vichy, ainsi que l'« Union Fédérative » de Moulins (le Conseil Municipal radical de cette ville lui refusant le titre de Bourse du Travail pour l'empêcher d'adhérer à la C.G.T.) jetaient les bases de l'Union Départementale des Syndicats Ouvriers de l'Allier. A la suite du premier congrès, le 4 avril 1909, Vignes, militant anarchiste de Moulins (il fit paraître des feuilles épisodiques, *La Torche*, *Germinal*...), devenait premier secrétaire fédéral. En 1912, le secrétariat passait à Vichy et au socialiste Louis Perrin, qui allait ressusciter l'U.D. en 1918. En 1919, le siège revint à Moulins, Aimé Rey, ancien cheminot, déplacé d'office, prenant en mains le secrétariat.

Rey, qui laissa le secrétariat de l'U.D. fin 1920, avait été libéré le 2 juillet, les faits reprochés au moment de son arrestation, le 3 mai précédent, n'ayant pas été confirmés par l'enquête (on avait visé les lois contre les anarchistes et l'arrestation avait eu pour but de briser la grève...). Il avait d'ailleurs renié « certains de (s)es co-inculpés » qu'il disait n'avoir cessé de combattre publiquement, rejetant la « III<sup>e</sup> Internationale et l'organisation des Soviets » (lettre au *Progrès*). L'échec des grandes grèves de 1920 eut un double effet, d'une part durcir encore plus les « syndicalistes durs », d'autre part éloigner de la grève les socialistes politiques qui se trouvaient dans les Syndicats. Le terrain était propice à un éclatement.

#### Par. 4<sup>e</sup>. — LA PÉRIODE DE LA SCISSION SYNDICALE (1922-1935).

Au congrès de 1921 de l'U.D., les 16 et 17 juillet, à Commentry, le rapport moral, établi par le secrétaire départemental Félix Parizot, hostile à l'influence communiste, était adopté par 31 voix contre 14. Les communistes invoquèrent le fait que, à ce congrès, trente Syndicats n'étaient pas représentés et critiquèrent aussi le vote par Syndicat, chaque Syndicat ayant une voix, précisant que les plus petits en nombre de syndiqués se trouvaient dans la majorité ! Ces

---

(6) Gomot, mineur, de Montvicq, délégué mineur, maire de Bézenet en 1907, conseiller général de Montmarault (1907-1919) ; Buvat, mineur, conseiller d'arrondissement (1904-1911).

raisons vraies ou fausses leur permettaient de constituer, en janvier 1922, une « Union Départementale Unitaire ».

L'U.D. dite « confédérée » subsista avec des effectifs assez élevés : 31 Syndicats en 1922 ; 52 (et 6.826 adhérents) en 1926 ; 42 en 1931 ; plus de 50 en 1934 (chiffres des congrès). Le rapport moral de 1934 se félicitait d'une situation « florissante ». Les Syndicats de la Creuse avaient été rattachés pendant une dizaine d'années (1922-1932-1933), temps aussi où Parizot conserva le secrétariat avant d'être remplacé par L. Ronteix du « bâtiment » montluçonnais, auquel succédèrent Paul Le Brun, de Vichy, et Dissard, de Moulins. Les Unions locales étaient groupées autour des quatre « Bourses du Travail » de Montluçon, Commentry, Vichy et Moulins. Y étaient rattachés des Syndicats de fonctionnaires ou agents de l'Etat, par ailleurs organisés sur le plan départemental : instituteurs, postiers... Etaient aussi « confédérés » quelques Syndicats de mineurs demeurés fidèles à la Fédération des Mineurs du Centre. L'U.D. était nettement socialisante. Toutefois, après le départ de Parizot, nommé directeur de l'Office de Placement de Montluçon par Dormoy, on constate une certaine dépolitisation.

Chez les « unitaires », l'U.D., de même divisée en Unions locales (trois : à Montluçon, la plus importante, avec un millier d'adhérents : à Moulins ; à Saint-Germain-des-Fossés) groupait 21 Syndicats en 1924. En 1926, suivant l'exemple communiste, les unitaires régionalisaient leur organisation (« Union » comprenant l'Allier, le Cher, l'Indre et la Nièvre) et, là aussi, les berrichons s'assuraient des leviers de commande : siège et journal, *Le Syndiqué du Centre*, à Bourges ; secrétaires, P. Hervier, de 1926 à 1930, puis A. Keyser. Lors du premier congrès, les 23-24 mai 1926, l'Allier était représentée dans la 27<sup>e</sup> Union Régionale par 15 Syndicats sur un total de 112, le Cher en ayant 60 ! Dès avant la régionalisation, les communistes avaient évincé tous les opposants ou contradicteurs, en premier les anarchistes. L'histoire de l'Union Régionale est faite d'une résistance accrue d'une minorité régulièrement battue ou mise à la porte. Mais, au congrès de 1932, il n'y avait plus que 74 Syndicats et 58 au congrès de 1933. Le rapport moral déplorait des « troubles » et une « diminution des effectifs ». M. Guyot indiquait que les Syndicats de Moulins avaient été « désagrégés par l'action des minorités ».

Les rapports entre les « confédérés » et les « unitaires » étaient très tendus, dirigeants et militants en venant parfois aux coups. Les méthodes étaient différentes. Les confédérés, traités de « réformistes », poursuivaient dans un esprit souvent porté aux transactions la défense des intérêts ouvriers, notamment des salaires. Les unitaires mettaient l'accent sur les slogans politiques ou de classe et refusaient l'unité d'action. Mais après 1930, les positions se rapprochèrent et les congrès respectifs adoptaient des ordres du jour en faveur de l'unité.



*Par. 5°. — LA PERIODE DE L'UNITE SYNDICALE CEGETISTE.*

La fusion cégétiste fut opérée dans le cadre départemental par un congrès spécial à cet effet, tenu à Moulins le 22 décembre 1935, mais après un long chemin semé d'essais (création d'une « Union locale unique » à Vichy, en octobre 1934, à Moulins, en janvier 1935...) et sous la pression de la base. L'ex-Fédération « autonome » s'y joignit. 90 % des salariés de l'Allier, 28.000, fin 1937, dans 157 Syndicats et 30.000, fin 1938, dans 169 Syndicats, appartenaient à l'U.D. C.G.T. Les Unions locales subsistaient, la plus importante était celle de Montluçon (11.000 adhérents fin 1937), puis, par ordre décroissant, celles de Vichy, Moulins et Commentry. Des Fédérations professionnelles rassemblaient aussi « verticalement » les Syndicats, soit dans le cadre départemental (Syndicat des Employés de l'Allier), soit dans le cadre régional (la vieille Fédération des Mineurs du Centre ; le 20° « Groupe Fédéral des Métallurgistes » pour le Cher, l'Allier, la Nièvre ; la 48° Région Fédérale des Travaux Publics et du Bâtiment pour l'Alie et le Puy-de-Dôme avec comme secrétaire général Pierre Faure, de Vichy).

Les tendances politiques ressortent du choix des dirigeants et des prises de position. A la suite du 26° congrès, tenu le 27 septembre à Montluçon, sous la présidence de Racamond, le communiste Georges Chabridon remplaça le socialiste Dissard. Moulins avait la mainmise sur l'U.D. non seulement par Chabridon, mais par Pierre André, trésorier départemental et secrétaire de l'U.L. moulinoise. Mais le 28° congrès, les 1<sup>er</sup>-2 octobre 1938, à Vichy, donna à Chabridon un adjoint montluçonnais et socialiste bien qu'ancien unitaire (et ancien communiste), Alfred Pallot. Lors du congrès de Commentry, les 2-3 octobre 1937, l'aile communiste avait vivement attaqué la politique de non-intervention en Espagne ; puis les quatre Unions locales, celle de Montluçon en tête, avaient voté de vigoureux ordres du jour contre cette politique de non-intervention. Mais après l'échec du deuxième cabinet Blum, l'unité se retrouva dans l'opposition à Daladier et aux décrets-lois, bien que le congrès de 1938 ait été secoué par une discussion passionnée entre « munichois » et « antimunichois ».

En 1939, les socialistes reprenaient en mains les Unions locales, évinçant les communistes de tous les postes qu'ils occupaient dans les bureaux et faisant voter des ordres du jour antisoviétiques : les 30 août et 7 octobre 1939 à l'U.L. de Montluçon ; le 22 octobre 1939 à l'U.L. de Commentry. Puis, ils parvenaient, dans des conditions peu régulières, sinon contraires aux statuts, à prendre la direction des deux dernières Unions (Vichy, Moulins) où l'influence communiste subsistait et à remplacer Chabridon au secrétariat départemental par un des leurs, Marcel Fontan.

## Section II. — Les groupements de fonctionnaires

Deux grandes périodes peuvent être distinguées.

*Par. 1<sup>er</sup>. — AVANT 1914, OU L'ÈRE DU PRÉSYNDICALISME.*

L'Allier ne connut que des Amicales et Associations diverses.

I. — *Les « Amicales des Membres de l'Enseignement Laïque »* des arrondissements de Moulins, Montluçon, Gannat et Lapalisse, se réunissaient en 1904-1905 dans une « Association Fédérale... » tout en conservant leur personnalité. Leur tendance était radicalisante, celle de Montluçon, dite « Cercle Pédagogique » étant plus portée vers les socialistes. Lors de la fête fédérale du 11 juin 1905, à Vichy, le président de l'« Amicale » de Lapalisse déclarait que leurs groupements n'étaient pas des « Syndicats déguisés ». Mais les membres du « Cercle Pédagogique Montluçonnais » reconnaissaient, en mars 1906, « la supériorité du Syndicat sur l'Association Amicale » et décidaient de « se transformer en Syndicat professionnel », sous réserve « de la reconnaissance par le législateur de la légalité des Syndicats de fonctionnaires », décision confirmée par une décision de l'assemblée générale du même Cercle le 24 novembre suivant (7). Le leader socialiste et député Constans était-il leur porte-parole lorsqu'au banquet de la Fédérale des Amicales, le 25 mai 1907, dans cette même ville de Montluçon, il soulignait que le « seul moyen efficace pour les instituteurs de défendre leurs intérêts professionnels était la constitution de Syndicats ». Mais le préfet mettait aussitôt les instituteurs présents en garde contre ces « conseils », et comme le président fédéral lui avait affirmé le « loyalisme et le patriotisme » des instituteurs de l'Allier, la tendance syndicalisante demeurait dans l'ombre.

II. — *Aux P. et T.*, les trois groupes (Vichy, Moulins, Montluçon) de « l'Association Générale des Sous-Agents » étaient radicalisants et gouvernementaux ; le 29 août 1909, ils assuraient le nouveau ministre Millerand de « leur entier dévouement à leurs travaux professionnels ». Dès qu'il avait été question du syndicalisme des fonctionnaires, ils avaient, lors de leur congrès de Saint-Germain-des-Fossés, le 12 novembre 1905, déclaré, dans leur ordre du jour que ce syndicalisme ne « reposait » sur aucun fond solide ». On trouve de nombreuses motions pleines de déférences envers le pouvoir d'où les attaques des autres organisations contre ce qu'elles appelaient la « jaune et servile A. G. des sous-agents ». Au contraire, l'A. G. des agents, qui soutint le groupement concurrent (le « Syndicat National des Sous-Agents », lequel eut peu de succès dans l'Allier), fut à la

---

(7) Journal *Le Centre* du 30 mars 1906 et journal *Le Combat* du 9 décembre 1906.

pointe du combat, s'élevant, le 21 avril 1907, contre les révocations de postiers, bien que, par ailleurs, elle ait manifesté son opposition à une affiliation à la C.G.T. (8).

III. — *Les cantonniers* formèrent, en 1902 et 1903, des sections d'arrondissement, puis une section départementale de la « Société Amicale... », ainsi qu'un groupement concurrent, l'« Association Fraternelle... », ce dernier implanté à Montluçon. Peu après se faisait la fusion des deux organisations dans une « Association Amicale, Fraternelle et de Mutualité des Cantonniers et Chefs Cantonniers » qui semble avoir évolué du radicalisme au socialisme.

IV. — *Les autres Amicales* ou Associations (Société des Commis des Ponts et Chaussées, Amicale des Agents de l'Enregistrement, groupes de l'U.G. des Contributions Indirectes...) eurent généralement des attitudes conformistes. Néanmoins, des Comités commençaient à se former, rassemblant, pour revendiquer, des fonctionnaires de différentes administrations : à Montluçon en 1905 ; à Gannat, la même année, sous le titre de « Comité de l'Union des Fonctionnaires de l'Arrondissement... pour la défense de leurs droits » (9) ; à Moulins, en 1906, réunissant 250 fonctionnaires qui affirmèrent dans un ordre du jour « leur droit d'exercer les prérogatives syndicales au même titre que les travailleurs de l'industrie privée » (10). Mais, huit ans plus tard, en 1914, les mêmes organisations (agents des P. et T., instituteurs, fonctionnaires des « indirectes ») réunies, de même à Moulins, ne dépassaient pas dans leurs revendications le relèvement des traitements et la réintégration d'un postier révoqué (11).

#### *Par. 2°. — APRÈS 1918, OU L'ÈRE DU SYNDICALISME, QUI PASSA PAR TROIS PHASES.*

I. — *La première phase* précéda la scission cégétiste. Étaient rattachés à la C.G.T. la section de l'Allier du Syndicat des P.T.T., comme le « Syndicat des Membres de l'Enseignement Primaire du département de l'Allier », avec pour ce dernier une orientation communisante. Une « Union Syndicale des Instituteurs et Institutrices de l'Allier » était issue des « Amicales ». En 1921, le gouvernement engagea des poursuites contre les deux syndicats d'enseignants pour infraction à la loi de 1884. Les tribunaux correctionnels de Moulins et de Cusset condamnèrent successivement leurs dirigeants à des amendes et prononcèrent la dissolution des Syndicats. Une « Union des Instituteurs et Institutrices de l'Allier », sorte d'Amicale, remplaça les Syndicats dissous, mais eut peu de succès.

(8) Journal *Le Centre*, 24 avril 1907.

(9-10) Journal *Le Radical de l'Allier*, respectivement 13 décembre 1905, 30 janvier 1906.

(11) Journal *Le Centre*, 28 janvier 1914.



II. — *La seconde phase fut celle des Syndicats partagés entre les deux centrales.*

A. — *Les Syndicats d'Instituteurs*, comptant, en 1933, 685 adhérents sur 1.198 enseignants, étaient le « Syndicat des Membres de l'Enseignement Laïque de l'Allier », unitaire et communisant, et le « Syndicat National des Instituteurs, Section de l'Allier », confédéré et socialisant. Les rapports entre les deux Syndicats étaient bons et leur influence commune prédominante chez les instituteurs et institutrices, leurs listes fusionnées pour les élections au Conseil départemental de l'enseignement primaire obtenant de fortes majorités (entre 80 et 85 % généralement). Leurs efforts en faveur de l'unité syndicale furent persévérants et efficaces. Dès 1927, leurs délégués, réunis à Montluçon le 25 mai, estimaient l'unité indispensable. Le 10 mars 1932, c'était, lors d'une assemblée générale, à Moulins, la création d'un Comité d'action en vue du « front unique ». puis, le 5 mai suivant, des réunions simultanées dans les quatre chefs-lieux d'arrondissement, au cours desquelles était votée une motion identique réclamant « l'indépendance absolue du syndicalisme à l'égard de tous les partis politiques ».

Parmi les associations d'enseignants orientées vers d'autres tendances, l'« Union Nationale des Membres de l'Enseignement Public », dont la section de l'Allier, fondée en novembre 1933, ne bénéficia que d'une audience très limitée, présente l'intérêt d'avoir eu pour père un grand philosophe d'origine bourbonnaise, Jacques Chevalier, à l'époque doyen de la Faculté des Lettres de Grenoble, qui sera secrétaire d'Etat à l'Instruction Publique sous le gouvernement de Vichy.

B. — *Les postiers* étaient partagés entre la « Fédération Postale Unitaire » qui compta six sections et la section de l'Allier du Syndicat Général des Employés des P.T.T., rattachée à l'U.D. confédérée. Mais après une période de rivalité, les deux formations mirent sur pied un « Comité de lutte » comprenant des représentants de chaque organisation et des représentants des « inorganisés » (12). Les ouvriers des P.T.T. de l'Allier étaient par ailleurs les premiers syndiqués du département à constituer dans ce cadre départemental un « Syndicat unique » (novembre 1934).

C. — *Les alliances de groupements de fonctionnaires*, appelés alors des « Cartels » se multipliaient. En 1927, la C.G.T. en formait dans chaque centre, puis les fédérait en un « Cartel des Services Publics Allier-Creuse », se limitant ensuite à une « Union Départementale des Services Publics ». De leur côté les unitaires fondaient, en 1928, un « Cartel Départemental des Fonctionnaires et des Services Publics », auquel adhèrent dix sections syndicales (Enseignement, Postiers...). Les Cartels des deux bords organisèrent des manifestations communes, notamment en avril 1934, contre les décrets-lois Doumergue,

---

(12) Journal *Le Syndiqué du Centre*, octobre 1932.

puis poussèrent à l'unité syndicale : trois fonctionnaires se trouvaient au bureau du congrès de la fusion syndicale.

III. — *La troisième phase*, celle de l'unité, vit le « Cartel départemental unifié des services publics » se rallier au Front Populaire et même être à l'origine du « Comité Départemental » de cette alliance en juin 1936. Le cadre syndical de l'Union des Groupements de Fonctionnaires était, en même temps, la section de l'Allier de la Fédération Générale des Fonctionnaires ou « Fédération Départementale des Fonctionnaires ». Quoique tous de gauche et extrême-gauche, les syndicats adhérents avaient des colorations diverses :

A. — *A la tête des instituteurs*, il y eut soit un communiste, Louis Lafaye, instituteur à Vichy, soit des socialistes de gauche, Gaston Petit, instituteur à Château-sur-Allier, puis Fernand Auberger, futur sénateur de l'Allier de 1948 à son décès en 1962. Dans son assemblée générale du 24 mars 1938, le Syndicat se déclarait « énergiquement contre la formation d'un gouvernement d'union nationale » et réclamait la « nationalisation immédiate de toutes les grandes entreprises, firmes, industries capitalistes... » et « la réalisation de l'unité ouvrière internationale » (13). Toutefois, il se révélait pacifiste au moment de Munich. Lors de la grève générale du 30 novembre 1938, 500 instituteurs et institutrices de l'Allier, selon le *Combat Social*, soit 42 % environ, ne firent pas classe.

B. — *La section de l'Allier du Syndicat des P.T.T.* groupait la grande majorité des postiers, répartis en trois sections : Moulins, Montluçon, Vichy. Au moment de Munich, les postiers de Moulins protestèrent « contre le démembrement de la vaillante nation tchécoslovaque... » se montrant ainsi plus communistes que les instituteurs.

### Section III. — Les groupements et syndicats agricoles

On peut les classer d'après la chronologie de leurs naissances.

#### Par. 1<sup>er</sup>. — LA SOCIÉTÉ D'AGRICULTURE DE L'ALLIER.

Déjà citée à propos des groupements « de classe », cette société, créée en 1820, a vraiment été la doyenne. On a vu aussi sa stabilité sur le plan des dirigeants, tout spécialement en la personne de son président « perpétuel », Joachim de Garidel. Forte d'à peine 400 membres en 1878 et pratiquement limitée dans son recrutement et dans son action à l'arrondissement de Moulins, elle eut l'ambition à partir de 1880, de s'étendre sur tout le département pour remplacer les Comices d'arrondissement qui n'avaient « plus qu'une vie nomi-

---

(13) Journal *Le Travail de l'Allier*, avril 1938.

nale » (14). Gannat était rattaché en 1882, Lapalisse en 1883, Montluçon en 1885 et, au 1<sup>er</sup> janvier 1896, la Société comptait 914 membres (dont 404 de l'arrondissement de Moulins). Elle ne dépassera guère ce chiffre. En dehors même de son président, monarchiste convaincu et conservateur déclaré, la Société d'Agriculture était de droite, au sens large.

Les Comices de Montluçon et de Gannat ressuscitèrent, le premier en 1892, témoignant d'une tendance de droite, au sens large, et ayant pendant longtemps Louis Bignon comme président, le second en 1908 et ayant une coloration radicale.

Un « Syndicat des Agriculteurs » fut fondé en 1886, groupement d'achats à cadre départemental, qui avait la même orientation que la Société d'Agriculture de laquelle il émanait.

#### *Par. 2<sup>e</sup>. — LES SYNDICATS « UTILITAIRES ».*

Ils eurent surtout, comme le « Syndicat des Agriculteurs », le rôle de groupements d'achats. Les premiers créés semblent avoir été ceux de Désertines, en 1890, et du canton de Saint-Pourçain, en 1891 (« Syndicat Viticole... »). Mais une floraison exceptionnelle eut pour cadre la région de Montluçon, où avait été nommé, en 1893, un jeune ingénieur agronome, Lucien Chambron, comme professeur d'agriculture, cet emploi étant subventionné par les communes intéressées. Faisant à l'instar de son collègue moulinois, ce dernier installé depuis 1881, des conférences dans les communes, il dépassa peu à peu ce rôle éducatif, fonda un Syndicat Viticole à Montluçon, lança un hebdomadaire professionnel « *L'Agriculteur Bourbonnais* », découvrit à Domerat celui qui sera le président de la grande Fédération Départementale d'après 1918, Jules Rougeron, et se mit à constituer des groupements communaux : Syndicats agricoles, viticoles, de défense contre la grêle, Mutuelles, etc...

Le 18 juillet 1903 naissait la « Fédération des Syndicats Agricoles et Viticoles de l'Arrondissement de Montluçon », celle qu'on appellera encore la « Fédération Montluçonnaise » lorsqu'elle aura étendu son emprise à tout le département, réunissant d'abord 20, puis 30 (1904), puis 44 Syndicats (1912). Devenue départementale et ayant pris le titre de « Fédération des Syndicats et Associations Agricoles Bourbonnaises », elle revendiquait 80 Syndicats et 6.500 adhérents en 1920, plus de 100 Syndicats et 10.000 adhérents en 1925, 198 Syndicats (et Coopératives) et 25.000 adhérents en 1932, enfin 239 Syndicats et 27.000 adhérents en 1939-1940 !

Tant qu'elle fut Fédération d'arrondissement, elle demeura strictement apolitique, groupant dans le sein de ses Syndicats toutes les catégories sociales de la paysannerie et toutes les opinions. Son président, Jean Fournier, maire de Malicorne, était radical modéré ;

---

(14) « *Bulletin de la Société d'Agriculture* », 2 mars 1880.



son vice-président, Jules Rougeron, tenta, de 1906 à 1910, une expérience de gestion collective dans son village de « Prunet » (Domerat), qui eut à l'époque des allures communisantes et lui valut un article du *Petit Parisien* : La « Ruche Viticole », société d'éducation, de mutualité et de solidarité, géra pendant quelques années une propriété communale, planta une vigne, fit pousser des légumes, se monta une bibliothèque et une salle de lecture, occupa ses membres à des travaux de vannerie en commun... (15), l'esprit y étant plus proche du saint-simonisme que du marxisme.

Gannat avait imité Montluçon, d'abord pour créer une « chaire d'agriculture », ensuite pour fonder des Syndicats communaux (ou cantonaux), enfin pour former, le 11 décembre 1908, une Fédération ambitieusement appelée « des Associations Agricoles de l'Allier », bien qu'elle ne dépassa pas les limites de l'arrondissement. Sa coloration était radicale.

Une « Union des Syndicats Agricoles, Horticoles et Viticoles de la région de Cusset-Vichy » ainsi que la « Société Agricole de Vichy », avaient une influence limitée à la proximité de ces villes.

Nous avons vu plus haut cette Fédération de Syndicats Agricoles Catholiques, lancée aussi par Chambron et alors que celui-ci s'était installé comme industriel à Moulins, dite « Union des Syndicats Agricoles de l'Allier » (1905-1906) qui s'opposait, dans la région de Moulins, aux « Syndicats de Cultivateurs ».

Après 1918, la « Fédération... » départementale, regroupant et remplaçant ces diverses associations ou organisations, prit des positions politiques antisocialistes et anticommunistes. En 1928, elle avait organisé à Montluçon un congrès de la « Fédération Régionale Agricole du Centre-Sud », groupant onze départements ; une proposition du Syndicat de Domerat (représenté par Aumoine et le futur député Jardon, tous deux communistes) y était repoussée, alors qu'elle visait seulement la nationalisation et le monopole des assurances. La constitution, en 1929, de la filiale communiste des « Paysans Travailleurs », puis, en 1933, de son pendant socialiste, la C.N.P. (Fédération C.N.P. de l'Allier) provoquait le départ des agriculteurs de gauche - extrême-gauche, d'où une tendance modérée prédominante au sein de la « Fédération Départementale », dite « Montluçonnaise ». Cette orientation ne l'empêchait pas, lors des élections législatives de 1936, de dénoncer, dans ses revendications adressées aux candidats « les trusts..., les intermédiaires et la puissante spéculation » qui avaient, selon elle, « exigé et obtenu le développement d'une politique économique favorable à leurs intérêts ».

---

(15) *Journal Le Centre*, 20 et 27 mars 1908.

*Par. 3<sup>e</sup>. — LES GROUPEMENTS ET ORGANISATIONS DE REVENDICATION ET DE LUTTE.*

A partir de 1933, s'évadant des formules utilitaires ainsi que du syndicalisme de classe, les agriculteurs vont tendre vers des formes de revendication catégorielles appuyées sur la profession. On peut situer le début de cette nouvelle attitude au 5 mars 1933, jour d'une importante manifestation de protestation agricole (10.000 cultivateurs) contre la baisse des produits à Moulins. Elle apparut aux socialistes, à juste titre, semble-t-il, comme dirigée contre le régime et organisée par les « hobereaux ». Mais les communistes, partagés sur l'opportunité de cette manifestation et la « Fédération Départementale » prirent à leur compte les revendications énoncées dans la motion.

Le 9 août 1935, la Chambre d'Agriculture de l'Allier entraînait dans le jeu avec un vœu libellé en termes vigoureux et à incidence politique : « Criant son indignation devant la déflation sans merci des seuls produits agricoles systématiquement poursuivie à l'instigation parfois de théoriciens étrangers aux choses de la terre, défenseurs intéressés de quelques puissantes oligarchies... », elle dénonçait « ...les forces malfaisantes... puissances d'argent, grands trusts... ».

Les Syndicats « Agraires », nés au cours de cette même période (1933-1936) et implantés sur les bords du département, dans le sud et le nord, ce qui montrait, dans leurs origines, l'influence des départements voisins, furent marqués comme partout par des tendances de droite et extrême-droite. Ces tendances étaient peut-être plus marquées ici puisque les délégués de la « Fédération Agricole » de l'Allier, au congrès national de 1936 ne suivirent pas l'exemple des délégations qui quittèrent, à cette occasion, le parti de Dorgères, le jugeant insuffisamment républicain, et fondèrent le Parti Républicain Agricole et Social.

Une attitude revendicative professionnelle rassembla tous les groupements d'agriculteurs de l'Allier, de la conservatrice Société d'Agriculture aux communistes C.G.P.T. et à la cégétiste U.D. des Syndicats d'Ouvriers Agricoles, autour de la Chambre d'Agriculture et de la « Fédération Montluçonnaise » pour constituer le « Comité d'Entente et d'Action Agricole de l'Allier ». Le président en était Jules Rougeron, l'homme de la « Ruche ». Les revendications comprenaient aussi bien des projets de socialisme étatique (« contrôle des trusts... institution d'Offices de production et de répartition des produits industriels... organisation du marché de la viande ») que l'application des principes coopératifs ou des lois sociales (16). Il s'agissait désormais d'un « groupe de pression » qui, avant les élections sénatoriales de 1938, convoquait les candidats à une réunion au cours de laquelle toutes les listes acceptèrent de défendre les revendications présentées.

---

(16) *Journal Le Progrès de l'Allier*, 3, 4 et 5 juin 1938.

#### Section IV. — Les groupements de commerçants, industriels et artisans

On peut distinguer quatre « âges » ou quatre époques, selon l'évolution de la structure des organisations représentatives du commerce et de l'industrie.

##### *Par. 1<sup>er</sup>. — L'AGE DU « PRÉSYNDICALISME » : DE 1870 A 1881 ENVIRON.*

A défaut de groupements, sauf quelques Cercles, comme le « Cercle du Commerce » à Moulins, les commerçants et industriels se « sentaient » représentés par le Tribunal de Commerce à Moulins et par les Chambres Consultatives des Arts et Manufactures de cette ville et de Montluçon, d'où l'importance des élections des juges consulaires et des membres des Chambres. Si les votants étaient peu nombreux, de 15 à 25 % par rapport aux inscrits, ils formaient une minorité influente et ardemment républicaine. Les deux organismes de Moulins (Tribunal et Chambre) étaient à l'origine, fin 1877, d'une pétition adressée au président de la République et signée par de nombreux commerçants et industriels. La crise économique était attribuée au « conflit prolongé entre les pouvoirs de l'Etat » et, en conclusion était rappelé le principe : « la loi des majorités est la règle des gouvernements parlementaires ».

A la même époque, le président de la Chambre Consultative... de Montluçon était Joseph Chantemille. Après la création d'un Tribunal de Commerce à Montluçon par le décret du 18 mars 1880, les premières élections furent aussi favorables aux républicains, puisque le premier président de ce Tribunal fut Aujame, maire et conseiller général de Commentry, jusqu'à son élection à la députation en 1885.

##### *Par. 2<sup>e</sup>. — L'AGE DES SYNDICATS ET DES ASSOCIATIONS DISPERSÉES : 1881 A 1913.*

Le premier Syndicat fut celui des « Marchands de Vins », en mars 1881, dans un cadre départemental (« Syndicat des Liquides de l'Allier ») pour lutter contre l'impôt sur les boissons, « vieux reste du passé qu'il importe de faire disparaître pour toujours de notre législation démocratique... ». Peu de temps après, c'était la « Chambre Syndicale des Entrepreneurs des Corporations du Bâtiment de la Ville de Moulins ». Les boulangers suivaient l'exemple, organisés



d'abord en Chambres Syndicales d'arrondissement, lesquelles se fédérèrent en une « Union Syndicale de la Boulangerie de l'Allier » (1886-1889).

Parmi les plus importants des nombreux Syndicats, Chambres Syndicales et Unions Syndicales qui vinrent au monde par la suite chez les commerçants, on peut citer la « Chambre Syndicale de la Meunerie de l'Allier », en 1891, le « Syndicat de l'Épicerie de l'Allier », en 1905, le « Syndicat des Marchands de Bois de l'Allier », en 1908... Mais le cadre cantonal était le plus utilisé, à l'instar du « Syndicat du Commerce et de l'Industrie du Canton de Lapalisse », créé le 17 octobre 1889, ou de l'« Union Syndicale des Commerçants (devenue un an plus tard « du Commerce et de l'Industrie ») de Montluçon », mise sur pied le 18 octobre 1905.

Après 1901, de nouveaux groupements étaient constitués en utilisant la loi sur les Associations, tels « l'Union Commerciale et Industrielle de Moulins », en 1903 ; l'« Association des Commerçants du Chef-lieu du Canton Ouest de Montluçon », en 1905 ; l'« Union des Commerçants et Industriels de Cusset », en 1908...

Ces Syndicats et Associations prenaient des positions à résonance politique modérée : contre l'impôt sur le revenu, contre les coopératives municipales, pour la construction de casernes et l'installation de régiments dans leurs villes respectives.

Il y avait quelques groupements à coloration radicale, les « Comités Républicains du Commerce, de l'Industrie et de l'Agriculture » ou « Comités Mascuraud », du nom de leur fondateur, sénateur et notable maçonnique, qui vint dans l'Allier à plusieurs reprises. Malgré l'œil bienveillant de l'administration (17), ces Comités se limitèrent à Vichy et à Moulins, avec un Sous-Comité à Lurey.

Le slogan du « petit commerce », lancé par des organisations de gauche, n'eut guère plus de succès. En 1891, une section de la « Ligue Syndicale pour la défense des intérêts du Travail, de l'Industrie et du Commerce », dirigée contre les grands magasins, fut lancée à Montluçon par Constans. Au cours de la réunion, Jean Dormoy tint des propos pessimistes sur le rôle du petit commerce dans la cité future : « Le bazar est le magasin de l'avenir. Le grand commerce tuera fatalement le petit » (18). Vingt années plus tard, un congrès du « petit commerce » était organisé à Montluçon (25-27 août 1912) à la suite d'un appel dont les termes étaient significatifs : « Même centralisation de l'argent... pour les commerçants que pour les ouvriers... Vive la population ouvrière montluçonnaise ! » (19). Mais ce congrès qui vit la fondation de la Fédération Nationale de l'Épicerie en détail présenta des aspects curieusement antiparlementaristes, par exemple ce « Chant des commerçants » où l'on trouvait « Les

(17) Le préfet Chaleil, dans un discours de banquet, présenta à Mascuraud « sa respectueuse sympathie » (journal *Le Progrès Social*, 22 novembre 1909).

(18) Journal *L'Indépendant de l'Allier*, octobre 1891.

(19) Journal *Le Combat*, 18 août 1912.

députés se sont moqués de nous... » (20). Après la naissance de plusieurs organisations à Montluçon, ce mouvement fut en régression à la suite, notamment, de scissions.

Une vue plus fidèle de la mentalité commerçante peut être recherchée dans les tendances des élus aux organismes officiels, bien que les pourcentages des votants, après une hausse en 1884 (40 % environ), succédant à la loi augmentant le nombre des inscrits d'environ cinq fois le chiffre primitif fussent retombés à 15 et même à 10 %, au cours des années qui suivirent.

A Moulins, l'orientation du Tribunal de Commerce devint radicalisante avec des présidents comme Edmond Gondard et Alexandre Darfour, tous deux maires de la ville. A Montluçon, les modérés dirigèrent le Tribunal de Commerce avec des présidents comme Robert Hours (21), de 1889 à 1911, puis Antoine Pierre, animateur de l'Alliance Démocratique.

Les Chambres Consultatives des Arts et Manufactures ayant pratiquement cessé toute activité vers 1885, Moulins et Montluçon se disputèrent la Chambre de Commerce qui, finalement, fut dédoublée par le décret du 5 mai 1898 en créant une à Moulins pour les arrondissements de Moulins et Lapalisse, une autre à Montluçon pour les arrondissements de Montluçon et Gannat. Elles furent assez radicalisantes toutes deux, Joseph Sorrel étant le président permanent de la première, Théodore Lassalle et Jacques Perrier présidents de la seconde (après toutefois une longue présidence modérée, celle d'Edouard Janin (22) (de 1898 à 1911). Mais les vœux de la Chambre de Montluçon étaient nettement plus à droite : contre le rachat des réseaux de chemins de fer, contre l'impôt progressif sur le revenu, contre le projet de monopolisation du raffinage des pétroles par l'Etat et même « contre tous projets de monopolisation au profit de l'Etat », contre le projet de réforme de la loi minière « qui ferait disparaître la propriété de la mine » (19 octobre 1908), contre les coopératives agricoles ayant pour objet la fabrication des engrais (« première étape... moyen détourné permettant d'arriver à la socialisation des moyens de production ») (23), contre le projet d'impôt sur les bénéfices des professions industrielles et commerciales, etc...

### *Par. 3°. — L'AGE DE LA « FÉDÉRATION » A PARTIR DE 1913.*

Il s'agit de la « Fédération des Groupements Commerciaux et Industriels de l'Allier », créée en 1913 et comprenant, à ses débuts, trois Syndicats (Lapalisse, Vichy, Gannat), deux « Unions Syndicales » (Montluçon, Saint-Pourçain), deux Associations (Moulins, Ville Gozet)

(20) Journal *Le Progrès de l'Allier*, 27 août 1912. L'état d'esprit y était « poujadiste » bien avant le mot et la chose.

(21) Qui envoya en octobre 1893 un télégramme à l'escadre russe au nom du tribunal.

(22) Commerçant montluçonnais, historien local.

(23) Journal *Le Centre*, 8 mars 1911.

et une « Union » (Cusset). L'organe fédéral restera *Le Commerçant Bourbonnais*. Son congrès de 1933 revendiqua 31 groupements, parmi lesquels il y avait encore, à côté des simples Associations, des Syndicats et des Unions Syndicales. La plupart de ces groupements étaient cantonaux, quelques-uns locaux, d'autres départementaux, comme la « Chambre Syndicale des Horlogers et Bijoutiers de l'Allier ».

Forte, en 1936, de 4.000 adhérents, la Fédération était devenue, depuis 1918, un groupe « de pression ». Elle convoquait les candidats pour qu'ils lui exposent leurs programmes et au besoin les modifient, ainsi que, chaque année, lors de ses congrès, les parlementaires pour leur communiquer des vœux qui étaient souvent des ordres, les rabrouant au besoin, par exemple lorsqu'elle réclama et obtint des excuses d'un député radical, Charles Péronnet (24), qui avait déclaré, lors d'une réunion que « pour partie, les impôts versés par les commerçants étaient récupérés sur les clients » (octobre 1921).

Son conseil attitré fut, pendant de longues années, l'avocat Camille Planche. Mais l'évolution de cet homme politique vers le socialisme l'éloigna peu à peu de la Fédération, dont l'évolution était exactement inverse, c'est-à-dire vers la droite. Lors de son congrès de 1923, au Montet, était votée une adresse de « complète approbation et de respectueux attachement » au président Poincaré et de félicitations aux deux parlementaires de l'Allier qui participaient au gouvernement (le sénateur Albert Peyronnet, ministre du Travail, et le député Gaston Vidal, sous-secrétaire d'Etat à l'Enseignement Technique). En 1925, lors d'une réunion des présidents et délégués, c'était un « appel patriotique » aux trois sénateurs de l'Allier pour qu'ils s'inspirent du sentiment des libertés essentielles, « liberté de travailler, liberté d'acquérir, liberté de posséder, liberté de transmettre » (25).

Au début de 1926, c'était une véritable agitation antigouvernementale qui ne cessa qu'après la chute du huitième cabinet Briand. Une motion antifiscale, contenant les termes « pour une large politique d'union nationale... à l'exclusion de toute politique de partis » était déposée à la préfecture par une foule de commerçants qui envahirent les bureaux, menaçant de « recourir aux moyens les plus extrêmes, allant jusqu'à la cessation du paiement des impôts ».

Alors qu'au congrès fédéral de Vichy, en 1929, M. Lucien Lamoureux était félicité pour les « services signalés rendus par lui à la cause des groupements commerciaux », les projets financiers de ce parlementaire, devenu ministre du Budget dans le premier gouvernement Daladier, entraînaient deux journées de protestation avec fermeture des magasins, les 16 février et 29 mai 1933. Les groupements de la Fédération, ainsi que les deux Chambres de Commerce, adhérèrent expressément aux vœux votés par l'assemblée nationale des présidents des Chambres de Commerce (dont « l'Etat renonçant

---

(24) Voir l'index biographique.

(25) Journal *Le Progrès de l'Allier*, avril 1925.



à tout ce qui ne rentre pas dans ses fonctions essentielles »). La Chambre de Commerce de Montluçon-Gannat prenait la défense des commerçants en grains, « organisme indispensable à l'agriculture pour l'écoulement et le stockage des blés », et demandait la « suppression des Offices et institutions diverses » (octobre, novembre 1933).

Le gouvernement Doumergue eut droit à toutes les faveurs. La Chambre de Commerce de Moulins-Lapalisse lui adressa la « respectueuse expression de son assentiment complet au discours » qu'il avait prononcé sur la réforme constitutionnelle. Après sa démission, elle lui envoya un télégramme de regrets « qu'il n'ait pu achever la tâche commencée » et de remerciements « pour les efforts accomplis » (26).

Parmi les groupements ne faisant pas partie de la Fédération, il faut citer l'« Association des Industriels du Centre », fondée en 1931, qui comprenait une centaine de patrons et directeurs d'usine et manifestait des opinions analogues à celles des groupements de commerçants, se déclarant en faveur du gouvernement Doumergue et formulant des vœux tels que celui d'une « réforme constitutionnelle qui rétablisse le jeu normal des rouages... afin de restaurer la notion nécessaire d'autorité et de discipline » (mai 1934). Le « Syndicat des Marchands de Grains de l'Allier » lançait aussi, en septembre 1934, un appel « au grand Français... Gaston Doumergue, lui demandant de rétablir la liberté totale pour le commerce du blé ». La « Chambre Syndicale des Meuniers de l'Allier » fermait, à partir du 23 juin 1934, 92 moulins sur 150, bloquant ainsi 80 % de la production du département, pour protester contre les lois de défense du blé.

Combien, par rapport à ces groupements actifs et influents, apparaissaient faibles des Associations marquées par quelques attaches avec la gauche, un Comité Mascuraud reconstitué par deux fois à Vichy, une socialisante « Union des Petits et Moyens Commerçants de Vichy » (1933), un « Syndicat de Défense des Petits et Moyens Commerçants de Moulins » (1935), un « Bloc du Petit Commerce, de la Petite Industrie et de l'Artisanat de l'Arrondissement de Montluçon », ce dernier groupement parvenant à faire passer, en 1936, un de ses candidats aux élections consulaires. Néanmoins, la grande majorité des artisans, groupés au sein d'une « Union Départementale » de 1.581 membres en 1939, était proche de la gauche au sens large. Planche devint son avocat-conseil après 1932.

## Section V. — Les groupements de propriétaires et de locataires

*Par. 1<sup>er</sup>.* — UNE « UNION DES PROPRIÉTAIRES MONT-LUÇONNAIS », présidée par Jacques Perrier, leader radical, déjà cité, fut créée dès 1912. Après 1918, il y eut des « Syndicats de Proprié-

---

(26) Journal *Le Courrier de l'Allier*, octobre et novembre 1934.

taires » à Montluçon, Moulins et Vichy. Puis une « Association des Propriétaires de l'Allier », surtout moulinoise, rassembla autour d'elle et de son président, Edgard Boutry, de Moulins, une demi-douzaine de groupements en une « Fédération Départementale des Associations présentes et futures des Propriétaires de l'Allier ». De coloration modérée, elle adressait en février 1928 ses félicitations à Poincaré et s'opposait, en 1936, à toute majoration sur le tarif syndical du bâtiment datant de 1931.

*Par. 2<sup>e</sup>.* — *LES LOCATAIRES* constituèrent aussi leurs premiers Syndicats à Montluçon, dès 1913, à l'appel de la presse socialiste. Dans la même ville, en 1925, puis à Moulins, Vichy, Commentry, « l'Union Confédérale » implanta des sections de coloration communisante.

#### Section VI. — La ligue des contribuables

La vogue de cette Association, dont la tendance était, comme partout, modérée sinon de droite, fut courte dans l'Allier. Des sections voyaient le jour à Vichy et à Moulins en mai-juin 1931. Puis les moulinois, dont leur président Edgard Boutry, cité plus haut comme président des propriétaires, essayèrent une dizaine de sections dans l'arrondissement, l'ensemble formant une petite Fédération. Mais, en 1936, ce fut le déclin et une reconstitution, en 1938, du groupement moulinois se révéla précaire.

#### Section VII. — Les groupements d'anciens combattants

*Par. 1<sup>er</sup>.* — *LES GROUPEMENTS ET FÉDÉRATIONS.*

I. — *L'A.G.M.G.*, premier groupe départemental par l'ancienneté et par l'importance, avait 17 sections et 2.120 membres en 1920 ; 95 sections et 8.242 membres en 1924 ; 176 sections et 20.771 membres en 1931. Des débuts à 1940, son président radical, Robert Perraut, et son vice-président, Camille Planche, l'imprégnèrent d'une tendance de gauche au sens large, sans excès de politisation.

II. — *L'A.R.A.C.* fut aussi une des premières Associations implantées dans l'Allier, l'organe fédéral coiffant 35 sections en 1920. Dès avant la scission, elle était de tendance « bolchevisante ». A la suite de la scission, une demi-douzaine de sections se solidariserent avec la S.F.I.O. - 2<sup>e</sup> formule, mais c'est seulement après 1923 que la mainmise du parti communiste fut complète. Comme dans ce parti, une régionalisation des structures intervint d'autorité (19<sup>e</sup> Fédération régionale), brisant le cadre départemental, fin 1927, et plaçant les

bourbonnais sous la tutelle des nivernais. Un retour au cadre départemental, à la même époque que le parti communiste ne lui permit pas de retrouver son audience de 1920 : 17 sections pour la Fédération de l'Allier en 1936-1937.

III. — *L'U.N.C.* avait de bonne heure constitué des sections dans l'Allier, mais son groupe départemental date seulement de 1923. Son implantation, partie du Sud-Est, y demeura forte autour de Vichy, section très importante d'où sortirent la plupart des dirigeants départementaux. Parvenu à 36 sections et 3.856 membres en 1929, 51 sections et 5.000 membres en 1932-1933, le groupe subit par la suite une certaine régression, due vraisemblablement aux positions de droite sinon d'extrême-droite prises par les dirigeants. Parmi les sections, celle de Lapalisse demeura « en pointe », se félicitant, après le 6 février, de « l'action entreprise contre les malfaiteurs » et réclamant « les mesures les plus énergiques pour réaliser l'assainissement de toutes les sphères politiques, judiciaires et autres » (27).

Les congrès départementaux adoptaient des motions suivant la même ligne politique : en 1936, recommandant de « cesser immédiatement la politique de sanctions contre l'Italie », en 1938 en faveur de la « restauration de l'ordre intérieur et des principes d'autorité et de liberté du travail », en 1939 contre la présence de 400.000 réfugiés espagnols en France (28).

IV. — *L'U.F.* fut de toutes les Associations d'Anciens Combattants la plus hétérogène et la plus écartelée. Fédération, elle comprenait déjà plusieurs petites Fédérations : l'A.M.M. et l'A.S.E.B. L'A.M.M. (Amicale des Mutilés de Montluçon) eut longtemps comme dirigeant Alexis Hernandez, homme de droite, et parmi ses animateurs le conseiller général S.F.I.O. Chaulier. En 1928, elle avait 31 sections et 3.000 membres. L'A.S.E.B. (Amicale du Sud-Est Bourbonnais), qui réunissait 4.500 membres dans 24 groupes en 1929-1930, était centrée sur Vichy et au mieux avec les leaders radicaux, dont Lasteyras, de cette ville. Mais Antoine Brun, conseiller général socialiste de Lapalisse, en était un animateur. L'U.F. eut comme président pendant plusieurs années André Gervais, nom de journalisme du commentryen Pannetier, président de l'Amicale locale (A.C.A.C.).

Gervais, qui s'était rendu en Italie vers 1934, avait été reçu par Mussolini et était revenu enthousiasmé, publiant un ouvrage pro-fasciste, « Les combattants à l'ombre du faisceau » et devenant président de « l'Union des Combattants France-Italie ». Il partait même pour l'Erythrée aux côtés des anciens combattants italiens volontaires. Ne pouvant obtenir de l'U.F. un référendum de la base au sujet de l'attitude à adopter à l'égard de l'Italie, il démissionna de la présidence fédérale en mars 1936. Au congrès de 1938, il lançait

(27) Journal *Le Progrès de l'Allier*, mars 1934.

(28) Un télégramme à Daladier demandait « l'expulsion d'éléments étrangers indésirables ».



un appel à l'union en se recommandant à la fois du « Maréchal Pétain et de... Henri Barbusse » !

La motion votée à l'assemblée générale qui suivit le 6 février contenait toutes ces tendances, dans une formule « nègre-blanc », c'est-à-dire à la fois le « profond attachement à la République » et la « restauration d'une autorité stable, forte et contrôlée, capable d'action cohérente et continue ».

V. — *La « Fédération Ouvrière et Paysanne des Anciens Combattants »*, filiale socialiste, n'eut, pour un département où la S.F.I.O. se portait bien, qu'une audience limitée, trois ou quatre sections, puis une « U.D. » créée, semble-t-il, pour la forme. Après Munich, elle fut profondément divisée entre partisans et adversaires, ces derniers critiquant les affiches posées par la F.O.P. (« La paix est sauvée.. »).

VI. — *La Ligue des Anciens Combattants Pacifistes*, citée à plusieurs reprises, création de Planche, bénéficia des progrès de l'influence socialiste dans le département, sa Fédération atteignant rapidement une quarantaine de sections et plusieurs milliers d'adhérents. Ses principaux animateurs et propagandistes étaient des militants S.F.I.O. Ses sections entrèrent dans les Comités de Vigilance contre le Fascisme et dans les formations du Rassemblement Populaire où se trouvaient aussi les sections de la F.O.P.

#### Par. 2°. — LES UNIONS OU ALLIANCES DE FÉDÉRATIONS.

En plus de regroupements locaux, tels ce « Comité d'Entente » de Vichy, réunissant sous la présidence de Lasteyras, en 1926, l'U.N.C. et l'U.F. locaux ou ces « Comités d'Action » créés en 1935, en particulier à Montluçon, par toutes les Associations, à l'exclusion de l'U.N.C., contre les décrets-lois Laval-Régner, il y eut, sur le plan départemental, une « Fédération Bourbonnaise des Victimes de la Guerre et des Anciens Combattants », groupant, dès ses débuts, en 1926, trois Associations (A.G.M.G., U.F., A.P.G.), puis une dizaine, soit la totalité (à part l'A.R.A.C. et la Ligue des A.C. Pacifistes) des formations d'anciens combattants. Cette Fédération, présidée par Robert Perraut, réunissant de 20 à 30.000 membres, représentait un « groupe de pression » puissant.

A son congrès de mars 1927, à Moulins, une motion impliquant l'entrée des Associations d'Anciens Combattants dans la vie politique était rejetée. Mais, en septembre 1933, à Bourbon, les congressistes votèrent un blâme visant « tous les parlementaires ayant émis des votes contre les victimes de la guerre » (29). Après la parution des décrets-lois établissant le prélèvement de 10 % sur les pensions, elle organisa à Moulins, le 12 janvier 1936, une importante mani-

(29) Journal *Le Combat Social*, septembre 1933.

festation à laquelle assistèrent des délégués de toutes les Associations, à l'exception de l'U.N.C. La motion de protestation contre les décrets-lois se voyait complétée, sur la proposition d'un militant ancien combattant de nuance socialiste, par des regrets que ce fût « un sénateur du département (Régnier) qui, en tant que ministre des Finances, ait donné au pays l'exemple de l'ingratitude envers ceux qui l'(avaient) sauvé » (30).

Suivant l'exemple de leurs Confédérations respectives, l'U.F. et l'U.N.C. de l'Allier fondaient le 3 décembre 1939 la « Légion des Combattants de l'Allier ». Puis la « Fédération Bourbonnaise » cédait la place le 28 janvier 1940 à la « Section de l'Allier de la Légion Française des Combattants », dont Robert Perraut prenait la présidence.

---

(30) Journaux *Le Courrier de l'Allier* et *Le Travail de l'Allier*, janvier 1936.

## CHAPITRE VII

### LES ASSOCIATIONS A BUT PHILOSOPHICO-POLITIQUE

Ici, la forme de l'influence politique serait directe, soit qu'elle découle des principes philosophiques qui animent le groupement soit qu'elle résulte des objectifs avoués de l'association, défense de droits civiques ou buts politiques limités. Mais dans une dernière catégorie, celle des associations à but apparemment non politique, on voit apparaître une forme d'influence indirecte, provenant des fondateurs, des animateurs, des membres et parfois seulement de l'esprit, des intentions latentes ou à échéance lointaine.

#### Section I. — Les groupements philosophiques

##### *Par. 1<sup>er</sup>. — LES LOGES MAÇONNIQUES.*

Après une floraison des loges à la fin de la Monarchie de juillet et sous la II<sup>e</sup> République, phénomène décrit de façon détaillée par le Docteur Jean Cornillon dans une étude réservée aux « loges maçonniques de l'Allier pendant la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle » (1) et après leur fermeture autoritaire, à partir de 1850, par le préfet de Maupas (2), il est curieux de constater un moindre enthousiasme, au début de la III<sup>e</sup> République pour la Franc-Maçonnerie. Une seule loge, celle de Vichy, « La Cosmopolite », vit le jour dès 1870. Ses soucis civiques parurent se borner, à ses débuts, à l'instruction publique. Son recrutement était républicain au sens large et le glissement au radicalisme ne fut pas immédiat, mais était à peu près achevé vers 1890.

Le livre de bienfaisance de la loge « L'Equerre » de Moulins fut ouvert le 16 décembre 1887. Cette loge regroupa les maçons qui avaient appartenu à « L'Humanité » de Nevers et adopta immédiatement une position que l'on pourrait appeler « d'opportunisme de

---

(1) « *Mélanges d'histoire du Bourbonnais* » du docteur Cornillon, historien local (voir biblio.).

(2) Ces loges avaient soutenu la candidature Ledru-Rollin et les listes de gauche. Félix Mathé avait appartenu à « L'Humanité » de Moulins.



gauche ». Très active, elle fit circuler des pétitions dont l'une réunit 5.600 signatures en 1891 et, prise en considération par le Grand Conseil de l'Ordre du Grand Orient, donna lieu au dépôt de la proposition de loi Pochon-Cocula (3). Ce fut Ville, député et maire de Moulins, membre influent de cette loge (comme l'étaient aussi ses adjoints Sorrel et Dupré) qui déposa cette pétition sur le bureau de la Chambre.

Montluçon eut, à son tour, sa loge, « L'Union et Solidarité », fondée par Lucien Deslinières à la suite de la dissolution de la loge « Les Enfants de Gergovie » de Clermont-Ferrand pour dissensions politiques et installée le 3 août 1890. Son premier vénérable était un nouveau venu dans la ville, homme jeune, commerçant, et associé du sénateur Chantemille. Il s'agissait du futur député-maire socialiste de Montluçon, Paul Constans, lequel, tout en étant fort à gauche, n'était pas encore marxisant. La conversion de Deslinières au socialisme, la venue pendant quelques mois de Fournière, du Parti Ouvrier guesdiste, lui aussi maçon influent, qui assura la rédaction du *Petit Montluçonnais* à ses débuts (1892), eurent comme conséquences l'entrée de socialistes de la tendance montluçonnaise à la loge et une orientation de celle-ci vers le socialisme. L'amalgame qui s'y produisit alors entre radicaux et socialistes ne fut pas sans frictions, celles-ci s'aggravant en 1895 alors que le vénérable était Vital Péron, maire de Doyet, radical nettement antisocialiste. De nombreux socialistes quittèrent la loge dans les années qui suivirent.

Vers 1891 et les années qui suivirent, les loges de l'Allier étaient fortes, selon certains articles de presse (4) de plusieurs milliers de membres, en tout cas, si une telle estimation paraît excessive, d'au moins 1.500 membres. Il s'agissait presque exclusivement d'hommes politiques en place, du député au conseiller municipal. On peut dire, sans risque d'erreur, que la majorité des députés radicaux et socialistes de l'Allier pendant la III<sup>e</sup> République et de nombreux dirigeants des mêmes partis appartenaient à des loges maçonniques, que celles-ci fussent locales ou parisiennes. Pendant longtemps, l'Allier fut considéré comme un département très maçonnique et plusieurs de ses hommes politiques figurèrent ou Conseil de l'Ordre du Grand Orient de France : Pinguet, directeur du journal radical *L'Indépendant de l'Allier*, en 1897 (le même devait rompre en passant au socialisme et écrire, en 1901, que les loges étaient « domestiquées » par le parti radical) ; Philippe Bardet, cité comme président d'un des Comités radicaux de Montluçon, receveur municipal de cette ville, en 1908, 1911... ; le pharmacien et député socialiste Mille en 1910, etc...

Après 1919, « L'Equerre » fut, à son tour, écartelée par les rivalités entre radicaux et socialistes. Ces derniers devaient cette fois

---

(3) Réclamant l'abrogation de la loi Falloux et l'exclusion des emplois publics des élèves des écoles libres.

(4) Journal *La Démocratie du Centre*, mars 1891. Articles Merle favorables aux loges.

l'emporter. L'adhésion tardive de Planche à cette loge en 1928 prouve que, même à une époque où l'influence maçonnique avait considérablement baissé, les loges conservaient sur le plan local suffisamment d'autorité morale pour délivrer, par la réception d'un député dans leurs tenues, un brevet de républicanisme.

*Par. 2°. — LES « UNIONS DE LA PAIX SOCIALE ».*

Ces unions, ayant pour but la mise en pratique des théories de Le Play, eurent localement comme promoteur principal Gibon, directeur des Forges de Commentry. Des réunions régionales se tinrent à Montluçon en 1884, à Moulins en 1885, à Nevers en 1886, à Bourges en 1887. Le recrutement se faisait chez les usiniers et les grands propriétaires fonciers, unissant royalistes et bonapartistes.

*Par. 3°. — LA LIBRE PENSÉE.*

Les premières sociétés, celles de Saint-Pourçain et de Moulins, constituées dès 1880, étaient républicaines sans autre. Celles qui naquirent à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle (Saint-Germain-des-Fossés, Lurey) et au début du XX<sup>e</sup> (Cosne) étaient radicales, le radicalisme étant devenu, comme le républicanisme d'antan, le pendant politique de l'anticléricalisme. Mais il se produisit, peu après, un virage de la Libre Pensée de l'Allier au socialisme. A Lurey, en 1902, un président socialiste remplaçait le radical. A Vichy, le titre significatif était « Groupe indépendant d'études sociales et de libre pensée » (1903). Encore à ses premiers pas, la Libre Pensée montluçonnaise votait une motion contre le maintien des Conseils de guerre.

Le 1<sup>er</sup> novembre 1904, à Moulins, se constituait la « Fédération des Sociétés de Libre Pensée de l'Allier » et le congrès adoptait une proposition sur le rôle social de la Libre Pensée, ses membres étant invités « à réunir tous leurs efforts pour arriver le plus promptement possible à la transformation du régime capitaliste sous lequel l'émancipation du prolétariat est impossible » (5). Seule la Libre Pensée de Saint-Pourçain refusait son adhésion à la nouvelle Fédération, « ne voulant pas se transformer en parti politique » (6). Le socialiste Antoine Deforge prenait en mains le secrétariat fédéral qu'il allait conserver sans interruption pendant plus de quarante ans !

A son apogée, de 1906 à 1910, la Fédération groupa vingt-deux sociétés (« Ni Dieu, ni Maître », à Montluçon ; « Les Positivistes », à Cusset ; « La Vérité », à Gannat, etc...) et plus de 1.000 adhérents. Elle dépassa même les limites du département puisqu'y demandèrent leur rattachement les sociétés de Nevers et de Brioude. A part six sociétés dans l'arrondissement de Montluçon, son implantation trouva

(5) *Journal Le Combat*, 13 novembre 1904.

(6) *Journal Le Centre*, 30 mai 1905.

un terrain favorable dans la vallée de l'Allier. A cette époque, la Libre Pensée de l'Allier était révolutionnaire, antigouvernementale, pacifiste, hervéiste ; elle contenait encore des radicaux dans ses rangs, mais il est vraisemblable que la conversion de plusieurs de ceux-ci au socialisme (Mage, de Lurcy ; Delaurat, de Gannat) fut provoquée par ces réunions et ces congrès de la Libre Pensée où l'on votait des protestations « contre le joug » d'un « gouvernement radical-socialiste ». Le congrès de Buxières, le 11 avril 1909, au cours duquel fut acceptée cette résolution, mit définitivement le feu aux poudres en menaçant d'une active campagne « les députés qui ne tiendraient aucun compte de cette indication » (7). Ce fut la brouille entre Deforge et Marcel Régnier, celui-ci écartant celui-là du journal radical *Le Progrès Social* et faisant appel à un rédacteur en chef anti-socialiste.

Il y eut par la suite une certaine stagnation dans le recrutement et dans l'influence de la Libre Pensée, qui n'était pas vue d'un bon œil par Constans, hostile à une forme d'anticléricalisme qu'il estimait désuet, hostile aussi à ce penchant « hervéiste », inquiet peut-être de l'indépendance de ces groupes par rapport au parti.

La scission de 1921 ne fit pas éclater la Fédération, mais dans chaque société et lors de chaque congrès la lutte d'influence entre les deux partis se traduisit par de nombreux incidents et des débats passionnés, Deforge tentant de concilier les points de vue. En 1938, on comptait au maximum une douzaine de sociétés et 335 membres. A plusieurs reprises, notamment au congrès de Moulins, le 10 juillet 1932, l'orientation majoritaire se révélait comme nettement communisante.

## Section II. — Les associations pour la défense des droits civiques

Il y eut au moins deux catégories d'associations de ce genre.

### Par. 1<sup>er</sup>. — LA LIGUE DES DROITS DE L'HOMME.

Il faut distinguer quatre périodes. La première période, très courte, fut celle d'une « section de l'Allier », présidée par Marcel Régnier, donc d'influence radicale, en 1901. Puis, au cours d'une seconde période, de 1906 à 1913, on voit se constituer des sections locales à Lapalisse, à Vichy, à Montluçon, sections dont la tendance était très à gauche (antimilitariste, prosyndicaliste). Après 1918 commence une troisième période avec la constitution d'une quinzaine de sections, la plupart de coloration socialisante, certaines presque communisantes (celle de Montluçon, avant le départ, sur ordre, des com-

---

(7) Journal *Le Progrès Social*, 15 avril 1909.



munistes, était sous la présidence de Montuses ; celle de Tronget avec Deforge comme secrétaire...).

La quatrième période, la plus importante, tant pour les structures puisqu'elle vit la constitution de la Fédération (13 juin 1926) que pour le recrutement (29 sections en 1929 ; 2.200 membres et 33 sections en 1933), fut marquée par l'action de Camille Planche. Celui-ci fut l'organisateur, le fédérateur et l'animateur de la Ligue dans l'Allier, dont il demeura le président en 1926 jusqu'à la fin de la III<sup>e</sup> République. Son influence s'étendait sur le plan national, puisque, membre du Comité Central de la Ligue, il était élu premier de ce Comité en 1937. La Fédération de l'Allier envoya régulièrement des délégués aux congrès nationaux, maintenant ainsi de façon permanente la liaison avec l'organisation nationale.

L'influence des socialistes S.F.I.O. était marquée par la présence de dirigeants et de militants de ce parti au bureau fédéral. Gilbert Tillier, conseiller général socialiste, assurant quelque temps le secrétariat général et surtout quand Planche eut adhéré à la S.F.I.O. (1932). Les bureaux des sections étaient aussi aux mains de nombreux socialistes (Montluçon, Souvigny, Gannat...). Les derniers radicaux, comme Joseph Baudron (8), qui étaient restés à la section de Moulins, en partirent vers 1934-1935 (à part Robert Perraut). A la même époque, on revit l'influence communiste dans certaines sections (Commentry, Dompierre...).

Les positions de la Fédération s'étaient aussi fortement politisées vers la gauche. Partie du laïcisme et du pacifisme, elle réclamait en 1932 « la mainmise de l'Etat sur les grands monopoles de fait ». Après le 6 février, toutes les sections appelaient à manifester contre le fascisme et le congrès de Varennes (25 avril 1934) prévoyait en cas de coup d'Etat la grève générale et la résistance à main armée. Une déclaration sur « l'orientation de la Fédération de l'Allier » parue dans le journal socialiste *Le Combat Social* en juin 1935, contenait des parties importantes du programme S.F.I.O. : dénonciation à l'opinion publique de « la nouvelle féodalité industrielle et bancaire » : appel à la lutte « contre les congrégations économiques, oppressives et meurtrières » : remise « entre les mains de la puissance publique (de) la distribution du crédit et (de) la direction des échanges ». Il était donc logique que la Ligue apportât son adhésion au Rassemblement Populaire.

## Par. 2<sup>e</sup>. — LES ASSOCIATIONS FÉMINISTES.

Une bourbonnaise, Hubertine Auclert, originaire de Saint-Priest-en-Murat, oratrice socialiste (parlant dès 1880 aux côtés de Blanqui), fonda « L'Académie des Femmes », dirigea le journal *La Citoyenne*, fut présidente de la Ligue pour le Suffrage des Femmes, intervint

---

(8) Voir index biographique.

parfois de façon spectaculaire pour défendre ses idées, par exemple en renversant le 3 mai 1908 l'urne électorale de la mairie du 4<sup>e</sup> arrondissement.

Mais ses disciples furent rares en pays bourbonnais. Même les associations féminines, exception faite des groupements religieux, peuvent se compter. Citons « l'Union des Femmes de France » ayant, en 1889, à la tête de son Comité départemental, les épouses du républicanisme radicalisant de Moulins, Mmes Bruel, Sorrel, Péronneau. On retrouve le nom de cette dernière comme animatrice d'un « groupe d'action », à Moulins, de la première organisation féministe, « l'Union Française pour le suffrage des femmes », un autre groupe existant à la même époque (1913) à Montluçon. On retrouve l'association en question vers 1930, avec des groupes dans les principaux centres et une tendance nettement socialisante. Puis, vers 1934, avec des dirigeants ayant titre nobiliaire ou château, se constituait un Comité départemental de « l'Union Nationale pour le Vote des Femmes », orientée à droite (au sens large).

### Section III. — Les groupements à buts politiques partiels ou limités

#### Par. 1<sup>er</sup>. — LES ASSOCIATIONS « ANTI ».

Elles prouvent, par leur nombre, qu'il est plus facile de rassembler des gens « contre » un ennemi commun que pour un but identique :

I. — *Les Associations antimaçonniques* essaimèrent, à certaines époques, de petits groupes : à Bourbon, en 1906, un « Comité Républicain Antimaçonique » ; à Montluçon, en 1913, la « Ligue Militaire contre la Franc-Maçonnerie et les révolutionnaires », dont le représentant local était peut-être le seul membre (9) ; en 1935, « l'Union Antimaçonique de France » avec un délégué départemental à Yzeure.

II. — *Les Associations antifascistes*, apparues dès 1933 (« Comité Antifasciste Provisoire », procommuniste, à Montluçon ; « Comité Local de Lutte contre le Fascisme », présidé par un socialiste, à Vichy), se rattachèrent, après le 6 février, à deux sortes de formations :

A) Des Comités « Amsterdam-Pleyel », puis « Paix et Liberté » à partir de fin 1936, furent implantés en grand nombre : 50 le 13 mai 1934, lors du premier congrès départemental, groupant 2.000 adhérents, 145 à la fin de 1935 avec près de 4.000 adhérents. Par la suite, il y eut une « régression, surtout dans la région de Lapalisse », selon le rapport moral du congrès de 1937.

---

(9) Capitaine Cocural-Lacroix, de Montluçon. Journal *L'Abeille de la Creuse*, août 1913.

La structure de coordination était composée de trois Comités directeurs d'arrondissement avec un petit bureau fédéral de département. Le secrétariat fédéral fut assuré au début par Mme Fernande Valignat, épouse de Pierre Valignat, secrétaire, à la même époque, de la section communiste de Montluçon.

Les cadres des Comités étaient fréquemment communistes, mais ce n'était pas la règle générale (par exemple pour le Comité de Lapalisse, le président était Auguste Coche, républicain-socialiste, maire de Lapalisse de 1919 à 1935, pour le Comité d'Huriel un ancien député socialiste, Sauvanet...), les communistes se contentant souvent d'une présence suffisante et suffisamment active pour maintenir une orientation favorable.

B) Les « Comités de Vigilance Antifasciste » étaient constitués à partir de 1934-1935 par des militants socialistes dans les mêmes villes et bourgs que les premiers et entraient en concurrence avec eux. Le nombre de ces Comités et l'importance numérique de leurs adhérents étaient nettement inférieurs aux chiffres fournis plus haut pour les Comités Amsterdam-Pleyel.

Le « Comité de Vigilance des Intellectuels Antifascistes » qui avait son siège à Moulins, était de même socialisant.

C). Exceptionnellement, il y eut des Comités réunissant les deux forces. Ce fut le cas pour l'agglomération de Vichy-Cusset-Bellerive, où le « Comité de Vigilance Antifasciste » (puis « de Vigilance contre le Fascisme et la Guerre ») avait pour président un leader S.F.I.O., Emile Bourgougnon, pour secrétaire un cégétiste communiste, Pierre Faure, et groupait les délégués de 56 organisations de gauche, dont le Comité Amsterdam-Pleyel (10).

III. — *La Ligue Internationale contre l'Antisémitisme* eut une section dans l'Allier, vers 1936, à Vichy, le président en étant aussi Emile Bourgougnon.

#### *Par. 2°. — LES ASSOCIATIONS DE DÉFENSE LAÏQUE.*

Ces associations devaient profiter pleinement, mais moins qu'on peut le penser, de l'anticléricalisme latent en Bourbonnais.

Vers 1904 des groupes de jeunesses radicales s'appelaient : à Vichy, « Groupe de la Jeunesse Laïque » ; à Saint-Pourçain, « Jeunesse Laïque et Républicaine », etc...

En 1911, une « Jeunesse Républicaine du Bourbonnais » succédait à une « Jeunesse Républicaine de Moulins » et conservait l'affiliation de cette dernière à la Fédération des Jeunesses Laïques de France (11). Elle se déclarait « société littéraire, philosophique et de

(10) Journal *Le Travail de l'Allier*, septembre 1936.

(11) Journal *Le Progrès de l'Allier*, 17 mai 1911.



propagande ». Son président était Louis Nesson, journaliste au *Progrès de l'Allier*, donc dans la main de Régnier. Le congrès de la Fédération Nationale des Jeunesses Laïques se tenait en 1912 à Moulins, mais échec moral, la minorité, dont les délégués de l'Allier, ne parvenait pas à faire passer le projet de fusion avec les Jeunesses Républicaines. Ceci n'empêchait pas l'organisation de s'intituler « Jeunesse Laïque et Républicaine du Bourbonnais », formation dont Camille Planche devenait le secrétaire.

« Se plaçant au-dessus des questions de parti », désireuse de faire « de l'action laïque, démocratique et sociale », une « Fédération des Jeunesses Laïques et Républicaines du Bourbonnais » voyait à son tour le jour en octobre-novembre 1912, avec, ce point étant souligné, un « socialiste et un radical-socialiste à la tête ». Le socialiste était Deforge. Planche conservait le secrétariat. Cette union socialiste-radical devait être peu durable, puisqu'en mars 1913 il était question d'une « Fédération Départementale des Jeunesses Laïques et Républicaines de l'Allier ». Puis, dans le *Progrès* du 1<sup>er</sup> septembre 1913, Planche appelait cette Fédération à se reconstituer. Il semble d'ailleurs que, même dans sa période faste, elle ne rassembla que peu de groupements de base, ceux de Moulins, Saint-Pourçain, Louchy-Montfand, Fleuriel (« La Florissante »), etc...

#### Par. 3°. — LES ORGANISATIONS D'AIDE A L'ESPAGNE RÉPUBLICAINE.

Ces organisations, ainsi que celles de secours aux réfugiés espagnols ont eu, selon la ville, des caractères différents. Tantôt il s'agissait d'unions de partis et de groupements, comme, à Moulins, le « Comité d'Accueil aux Enfants d'Espagne » à partir de 1937. Tantôt on reconnaissait la mainmise d'un parti ou d'un groupement, comme la « Commission d'Aide Alimentaire à l'Espagne Républicaine » à Vichy, qui était gérée par le « Secours Populaire de France », donc par le parti communiste (12). Enfin, les « Comités d'Accueil » furent souvent, comme à Souvigny et à Gannat, des réunions d'hommes charitables de tous les horizons, sauf de droite - extrême droite : communistes, socialistes, radicaux, démocrates populaires, jocistes, curés, etc...

#### Par. 4°. — LES « ANNEXES » DE PARTIS.

Certaines filiales ont été par leur origine et leur recrutement si proches du parti « père » que l'on peut parler d'« annexes » de ces partis.

---

(12) Journal *La Voix du Peuple*, mars 1938.

## I. — LES ANNEXES DU PARTI COMMUNISTE.

A. — Le Secours Rouge International eut jusqu'à 40 sections dans l'Allier, en 1928, le nombre d'adhérents étant, semble-t-il, à son maximum, cette même année, soit 700. Parmi les premiers animateurs de son Comité départemental se trouvaient des dirigeants communistes comme Montuses et Aumoine, de Domerat.

Vers 1930-1933, l'ambiance y était fort comparable à celle qui régnait au parti communiste. Du côté des instances nationales, on adressait des remontrances et des reproches aux dirigeants locaux pour leur manque d'activité, aucun n'étant ménagé à part ceux des cantons de Lurcy et de Bourbon. Malgré des « contrats d'émulation » signés avec d'autres départements, le mouvement était en perte de vitesse.

Transformée en « Fédération de l'Allier du Secours Populaire de France » en 1937, l'organisation conserva ses anciens cadres et montra surtout une certaine activité pour les secours à apporter aux réfugiés espagnols, organisant des tournées de ramassage de blé et de farine.

B. — Le Secours Ouvrier International commença par constituer une « Fédération de l'Allier », puis implanta quelques sections dans les principaux centres.

C. — L'« Organisation Révolutionnaire de Montluçon » ou O.R.M., existant en 1932, réunissait le parti communiste de cette ville avec les associations, filiales ou annexes influencées par lui (Secours Rouge, A.R.A.C., Union locale C.G.T.U.)...

D. — L'Association des Amis de l'U.R.S.S. avait une demi-douzaine de sections dans l'Allier et les réunit dans une Fédération dont le secrétaire fut, un temps, Pierre Valignat. Elle organisa ce qui lui fut, moralement, le plus rentable, des voyages en Union Soviétique. En 1933, Alfred Pallot, vieux militant et syndicaliste unitaire de Montluçon, puis un paysan de Bourbon. Jean Creuzier, enfin le futur député S.F.I.O. de Lapalisse, Jean Barbier, firent de tels voyages

## II. — LES ANNEXES DE LA S.F.I.O.

Pour faire contrepoids aux cellules communistes d'usines, les socialistes rassemblèrent leurs adhérents, à partir de 1936, pour chaque entreprise importante, en particulier à Montluçon, dans des « Amicales Socialistes ». Le secrétaire général du Comité National de ces Amicales était un vichyssois revenu au socialisme après plusieurs années passées chez les communistes, Francis Desphelippon. Un autre groupement, l'« Union des Techniciens Socialistes », avait une organisation départementale.

### III. — LES ANNEXES DE L'ACTION FRANÇAISE.

Après la dissolution de l'A.F. en 1936, ce mouvement qui avait d'abord essayé d'influencer les formations politiques voisines, ressuscita à Vichy sous l'aspect du « Cercle Richelieu » ou « d'Etudes Nationales ». Prémonition, Maurras fit, dans cette ville, à l'invitation du « Cercle » une conférence, le 16 juillet 1938, sur « L'Etat Français ».

### Section IV. — Les associations à but apparemment non politique

Parmi ces associations, certaines ont été influencées politiquement, soit par l'action cachée de leurs fondateurs ou dirigeants, soit par la présence prépondérante dans leur sein de militants de certains partis.

#### *Par. 1<sup>er</sup>. — LES FANFARES ET LES HARMONIES.*

Il y eut, au début de la III<sup>e</sup> République et parfois jusqu'en 1914, ce que l'on pourrait appeler la « guerre des fanfares » dans de nombreux chefs-lieux de canton. La vie de ces sociétés dépendait souvent des subsides d'un mécène local dont le conservatisme allait de pair avec le portefeuille. Aussi, les municipalités républicaines utilisèrent-elles tous les moyens pour abattre ces sociétés, provoquant des oppositions dans leur sein, maniant la menace du retrait des subventions, allant jusqu'à leur refuser toute sortie sur la voie publique. Ernest Verne, maire radical (13) de Saint-Pourçain, utilisa cette arme contre la « Lyre Saint-Pourçinoise », société soutenue par les conservateurs et les cléricaux de l'endroit, faisant dresser procès-verbaux sur procès-verbaux pour contraventions au règlement municipal interdisant toute exhibition à l'extérieur. Mais, après la victoire municipale des modérés à Saint-Pourçain, le nouveau maire interdit à son tour à la fanfare radicale « L'Union Musicale » de jouer dans les rues !

#### *Par. 2<sup>e</sup>. — LES COOPÉRATIVES*

Sur huit sociétés coopératives décomptées par le *Journal Officiel* dans l'Allier au 1<sup>er</sup> janvier 1894, deux n'étaient que des économats d'usines d'inspiration et de gestion patronales, celle « des Forgerons de Commentry », constituée en 1867 et présidée par A. Gibon, direc-

---

(13) Voir index biographique.



teur des Forges, et celle « des mineurs de Bert », fondée vers 1880 et présidée par le directeur des Mines.

Moulins avait montré l'exemple en fondant, dès le Second Empire, une société coopérative de consommation, « L'Union », qui disparut quelques années plus tard, puis, en 1885, « La Famille », qui bénéficia d'une longue existence. Montluçon suivit avec « La Ruche Montluçonnaise », elle aussi coopérative de consommation. Dans les centres miniers, à Doyet, Montvicq, Bézenet, des « boulangeries ouvrières » étaient créées et contrôlées par les Syndicats de Mineurs. La coopérative ouvrière de Commentry portait le nom de « Maison du Peuple ». A la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, les cheminots fondaient leurs coopératives à Saint-Germain-des-Fossés. Gannat, Moulins, Cosne.

Après 1919, les « Prolétariennes » cégétistes s'ajoutèrent aux autres à Moulins, Vichy, Cusset, Saint-Pourçain, et, en 1921-1922, une « Fédération des Coopératives du Forez et du Bourbonnais » (puis de l'Auvergne) coiffait l'ensemble de la coopération régionale.

Les coopératives ouvrières de production furent en nombre plus limité et d'une durée assez brève : la Coopérative des Sabotiers de Coutansouze vers 1905 ; la Coopérative Ouvrière « les Menuisiers de Moulins » en 1908 ; « L'Emancipation », coopérative ouvrière des terrassiers et maçons de Tronget en 1909 ; la Société Ouvrière de Production « L'Emancipatrice » à Montluçon, vers 1924...

Toutes ces coopératives et leur Fédération ne cherchaient pas à cacher des tendances de gauche que leur apportaient dirigeants et membres, socialistes ou communistes.

### *Par. 3<sup>e</sup>. — LES SOCIÉTÉS DE CULTURE POPULAIRE.*

Entre 1870 et 1875, des « sociétés de lecture », comprenant au maximum vingt personnes pour éviter la dissolution, se constituèrent dans plusieurs communes des cantons de Bourbon et de Lurcy, notamment à Franchesse, Ygrande, Couleuvre, sous l'impulsion de jeunes républicains, parmi lesquels Léon Roquet, avocat, futur député de Moulins-Ouest (14). Ces associations, qui mettaient à la disposition de leurs membres une bibliothèque assez restreinte mais nettement orientée à gauche, se transformèrent en sociétés « Franklin » (pour les communes déjà citées, ainsi que pour Buxières et Bourbon), puis en « bibliothèques de la Ligue de l'Enseignement », adhérant à cette Ligue lors du passage de la Société Franklin de Paris au bonapartisme.

C'est dans les mêmes esprit et tendance qu'étaient créées, par la suite, des « associations de bibliothèque populaire », par exemple, à Montluçon, la « Société d'Instruction Populaire » en 1878 ; à Moulins, la « Société Républicaine de la Bibliothèque Populaire »,

---

(14) Journal *Le Républicain de l'Allier*, septembre 1874 et février 1875.

en 1881, puis la « Société Républicaine d'Instruction », en 1882 ; à Saint-Pourçain, la « Société de la Bibliothèque Populaire, en 1881...

Après 1936, un « Collège du Travail » était institué à Montluçon par l'Union Locale Cégétiste. Des cours du soir y étaient donnés par des professeurs et instituteurs.

#### *Par. 4°. — LES SOCIÉTÉS DE SECOURS MUTUELS.*

La plus ancienne, datant de l'Empire, la société « Saint-François-Xavier » de Montluçon, fondée, soutenue et dirigée par Georges Brugièrre de Lamotte, était catholique et conservatrice. Dans la même tendance, des sections de la « Caisse de Famille et de Prévoyance » étaient implantées à partir de 1906 autour de Bourbon, Souvigny, Le Montet, et se fédérèrent en 1909-1910 sous la présidence de Pierre de Garidel (fils de Joachim). Parmi les membres du Conseil fédéral, on trouvait aussi un bonapartiste, Georges Martenot, un ancien boulangiste, Ernest Olivier, et quatre à cinq représentants de la noblesse bourbonnaise. En 1911, cette Fédération comptait 42 sections et 1.260 membres participants (15).

Généralement, les sociétés de secours mutuels appartenaient au bord opposé. Celle des « Ouvriers de Moulins » avait élu comme président, de 1873 à 1881, le boulanger Chabot qui présidait aux destinées du socialisant « Cercle Démocratique des Travailleurs ». Celle des « Ouvriers Montluçonnais », constituée en 1876, eut rapidement une majorité socialiste, au point que des arrêtés préfectoraux du 1<sup>er</sup> octobre et du 8 novembre 1880 suspendirent son fonctionnement puis rapportèrent l'arrêté d'autorisation ! Les opportunistes, qui avaient mis en branle le pouvoir préfectoral, lancèrent alors une société à leur dévotion, « L'Union des Travailleurs Montluçonnais ». Celle-ci demeura longtemps dans les eaux modérées. En 1907-1908, elle avait comme protecteurs le maire modéré Caillet et les gros bonnets de « l'Alliance Républicaine Anticollectiviste ». Entre-temps, les socialistes avaient retrouvé une société pour leurs militants, grâce à la fondation, vers 1893, de la « Solidarité Montluçonnaise », dont le président fut longtemps Charles Fouilland.

A partir de 1888 et jusqu'aux premières années du xx<sup>e</sup> siècle, l'Allier fut un terrain favorable pour les « Prévoyants de l'Avenir », puisqu'il y eut, dans le département, jusqu'à 22 sections et 7.000 adhérents de cette association. La tendance était radicalisante. Une quinzaine de ces sections se groupèrent en décembre 1906 en une « Fédération de l'Allier », mais le « Comité central » réagit avec violence et prononça la dissolution des groupements fédérés. Un procès fut intenté et perdu, mais finalement les partisans des réformes, parmi lesquels les bourbonnais avaient été les premiers, l'emportèrent au sein des instances nationales.

---

(15) *Journal Le Centre*, 25 avril 1911.

Mise à part cette association mutualiste d'un caractère bien particulier, il naquit de nombreuses sociétés de secours mutuels soit communales, soit cantonales, soit d'entreprises, à partir de 1880 et il en existait 37 (29 approuvées et 8 autorisées) en janvier 1896. Presque toutes avaient une teinte républicaine radicalisante.

Après s'être fédérées par arrondissements, 67 sociétés, groupant 13.489 membres, fondaient, en novembre 1922, une « Union Bourbonnaise (plus tard « Fédération départementale ») des Sociétés de Secours Mutuels », tout en conservant les « Unions d'arrondissement », celle de Montluçon étant évidemment de tendance socialisante. Après un glissement général au socialisme par l'élection d'un président fédéral de ce bord, un virage à droite ramena un président modéré et un bureau radical-modéré en 1927. L'application de la loi sur les Assurances Sociales conduisit les Unions locales cégétistes à créer des « Caisses Ouvrières » pendant que les industriels de la région de Montluçon mettaient sur pied des sociétés et faisaient pression sur leurs ouvriers pour y adhérer. L'Union de l'arrondissement de Montluçon prit une attitude hostile à l'égard de ces Caisses patronales, d'où un flottement qui devait se terminer, vers 1932, par le départ des sociétés de l'arrondissement de Montluçon. La « Fédération Mutualiste Bourbonnaise » devait rester radicale-modérée.

#### *Par. 5°. — LES SOCIÉTÉS DE GYMNASTIQUE ET LES SOCIÉTÉS SPORTIVES.*

Les premières sociétés sportives qui virent le jour vers 1880-1881 (« La Bourbonnaise » à Moulins, « La Montagnarde » à Mayet-de-Montagne, « La Saint-Pourçinoise » à Saint-Pourçain...) étaient républicaines par l'esprit de cette époque où les militants républicains, animateurs de sociétés de « gymnastique », comparaient la France à Sparte et vantaient la beauté du corps ; au contraire, les journaux conservateurs traitaient les gymnastes de « pitres ». La génération suivante des gens de droite, celle du nationalisme, en vint à des conceptions bien différentes, les sociétés de gymnastique devenant un moyen de préparer la « revanche ». Ses leaders locaux présidèrent et soutinrent financièrement les sociétés sportives, par exemple les bonapartistes Maurice Monanges pour l'Union Sportive Montluçonnaise et Georges Martenot pour le Sporting Club Commentryen.

Par la suite, le sport se dépolitisa et il fallut arriver aux années 1932 à 1939 pour voir naître des clubs à recrutement ouvrier et sous contrôle de syndicats, en fait de véritables filiales de partis. Le « Club Sportif Ouvrier Montluçonnais » et les autres de la F.S.T. unitaire et communisante, ceux appartenant à l'U.S.S.G.T. confédérée et socialisante, fusionnaient en même temps que C.G.T.U. et C.G.T., leur nombre étant alors d'une quinzaine et leurs noms divers (« Union Sportive Ouvrière », « Etoile Sportive du Travail », etc...).



*Par. 6°. — LES SOCIÉTÉS PATRIOTIQUES ET DE PRÉPARATION MILITAIRE.*

L'esprit « ancien combattant » existait déjà à la fin du siècle dernier dans les sociétés « d'Anciens Militaires » (Montluçon) ou de « Combattants de 1870-1871 » (Moulins, Ebreuil), dont les préoccupations dominantes étaient d'organiser des réunions, messes, défilés, remises de décorations et d'ériger des monuments qui, le plus souvent, n'étaient pas encore « aux morts ».

Mais l'association la mieux implantée fut celle des « Vétérans des Armées de Terre et de Mer de 1870-1871 » qui, d'ailleurs, acceptait tous ceux qui avaient fait leur service militaire. Les sections de « Vétérans », sociétés mutualistes et philanthropiques, mais aussi groupements patriotiques, avaient trouvé un terrain favorable dans cette zone bonapartiste qu'était la région de Montluçon, puisqu'en 1899, sur les treize existantes dans le département, huit sections étaient dans cet arrondissement. Le 16 août 1903, à Moulins, se formait la « Fédération de l'Allier des Sections de Vétérans... », comprenant une vingtaine de sections, Fédération dont le président le plus marquant allait être, à partir de 1911, Alphonse Labussière, leader modéré, ancien député de Gannat.

Des discours enflammés (« ce drapeau... qu'il soit notre idéal sur la terre !... » « c'est par ses guerres passées que la France aux idées généreuses a mérité d'être le flambeau de la civilisation ! » etc...) (16), des défilés, des grand-messes, des bénédictions et des remises de drapeaux, des cris « Vive l'Armée », qui, en cette période de l'affaire Dreyfus, avaient un sens politique bien déterminé, toute l'activité des vétérans se situait dans le sens d'une droite antisocialiste et anti-radical. Cette antipathie leur était rendue : le 3 juin 1900, lors d'une fête importante des vétérans à Montluçon, à laquelle participaient 50 sections du centre, Constans interdit le défilé prévu et des ouvriers crièrent « A bas l'Armée » sur le passage des congressistes (17).

La fête d'inauguration du « monument des vétérans » qui eut lieu à Nérès le 15 octobre 1911 fut, fait important pour la politique locale, la première cérémonie officielle réunissant au banquet et dans les discours, autour du préfet, des leaders modérés, dont le docteur Peyrot (18), conseiller général, président de la section des Vétérans de cette ville, le docteur Decloux, maire de Nérès, futur député, et des leaders radicaux, dont Gacon, sénateur, président du Conseil Général. A cette croisée des chemins, le radicalisme bourbonnais choisissait l'alliance modérée.

A partir de cette date, les fêtes patriotiques organisées par les sections de « vétérans » recurent la bénédiction officielle, spécialement en automne 1912, à Montmarault, Moulins, Dompierre, Chan-

(16) A Commentry, le 26 novembre 1899 (du journal *Le Centre*).

(17) Journaux *Le Centre* et *Socialiste de l'Allier*, juin 1900.

(18) Voir index géographique.

telle, Commeny, Huriel. L'ambiance de cette période d'avant-guerre donnait la première place à toutes les sociétés patriotiques, notamment les « Sociétés de Tir et de Préparation Militaire », dont les tendances se calquaient sur celles des « vétérans ».

Entre 1918 et 1939, les mouvements d'anciens combattants déjà cités, dont certains avaient, phénomène curieux, constitué des « sections de jeunes », firent office d'exutoires au sentiment patriotique. Les successeurs moraux des « vétérans » se retrouvaient dans l'U.N.C. (par exemple à Moulins, dans la société « Le Casque », y affiliée, présidée par le royaliste docteur Fourny), puis chez les « croix-de-feu » avant leur virage à la politique pure, ou à la « Ligue des Patriotes », citée parmi les partis.

Les groupements d'officiers et de sous-officiers de réserve n'échappèrent pas à la coloration politique : en 1895, la « Réunion des officiers de réserve de l'armée territoriale de Moulins » (ou « Cercle de la rue Denain ») avec, à la vice-présidence, les commandants Henri Olivier, conseiller général conservateur de Neuilly-le-Réal, et Charles des Ligneris, maire royaliste de Bressolles ; en 1938, la « Fédération des Amicales de Sous-Officiers de Réserve », présidée par le démocrate populaire François Reveret. A l'opposé, la « Fédération départementale des Officiers de Réserve Républicains de l'Allier » (juin 1935) et celle des « Sous-Officiers de Réserve Républicains » (fin 1935) étaient ouvertement socialistes S.F.I.O., les présidents d'honneur étant Planche et Rives (19), députés socialistes. Trois sections étaient aussi animées par des socialistes : à Moulins (M. Gilles Gozard) (19), à Montluçon (André Southon) (19) et à Vichy.

---

(19) Voir index biographique.

## CHAPITRE VIII

### LA PRESSE

Le domaine laissé à une presse non politique était fort restreint, comprenant tout au plus des journaux « de saison », à Vichy et à Néris, destinés à informer les curistes. La presse politique était de beaucoup la plus importante, même si des journaux d'information camouflaient plus ou moins habilement leurs tendances. Cette masse des journaux politiques peut être envisagée sous son aspect extérieur ou son aspect intérieur.

#### Section I. — Aspect extérieur de la presse politique

##### *Par. 1<sup>er</sup>. — LE NOMBRE DES JOURNAUX.*

#### I. — LE NOMBRE GLOBAL ET LA RÉPARTITION SELON LA PÉRIODICITÉ ET SELON L'IMPLANTATION.

Doit-on considérer comme bourbonnais des journaux ayant leur siège effectif dans une ville extérieure au département, mais faisant paraître des éditions de l'Allier et ayant même des bureaux dans le département ? A cette question, nous avons recherché une réponse, tirée des circonstances, pour chaque journal d'une telle catégorie.

Une réponse négative était normale pour *Le Courrier du Centre*, journal de Limoges, qui eut pignon sur rue à Montluçon, de 1922 à 1929, et *La Dépêche*, de Toulouse, qui prit un bureau à Vichy en 1923, compte tenu du faible rayonnement de ces organes. Par contre, certains journaux des départements voisins étaient presque chez eux en Bourbonnais : au nord, il y eut *Paris-Centre*, de Nevers, de 1913 à 1940, avec un bureau actif à Moulins ; au sud, on acheta beaucoup le vénérable *Moniteur du Puy-de-Dôme* (qui devint le journal de Pierre Laval), *L'Avenir du Plateau Central* et *La Montagne*, tous clermontois, le dernier cité étant presque de chez nous, puisque, lors de sa fondation, en 1918, les socialistes auvergnants Alexandre Varenne et Marius Viple (du B.I.T.) firent appel au concouru du commentryen Isidore Thivrier. *La Tribune Républicaine de Saint-Etienne* fut aussi assez répandue dans le sud-est de l'Allier. Néanmoins, on ne peut les compter comme bourbonnais.



Par contre, ont été considérés comme « bourbonnisés », soit par leurs patrons, soit par leurs titres, soit par leurs sièges, soit par leurs ventes, et compris dans notre presse politique trois journaux de Clermont, les bonapartistes *Allier* et *Ami de l'Ordre et de l'Allier* (1875-1876) et le communiste *Voix du Peuple* (1936 à 1939, imprimé d'abord à Bellerive), un journal de Thiers, le « croix-de-feu », puis « P.S.F. » *Auvergne Nouvelle* (1935 à 1938), se disant « hebdomadaire... de l'Auvergne et du Bourbonnais », un journal de Bourges, le communiste *Emancipateur* (pendant son extension, de 1926 à 1935, aux départements de la « Fédération régionale »), enfin quatre journaux parisiens, *Le Progrès de Moulins*, *Le Mercure de l'Allier* (orléaniste puis républicain, 1883, 1884), l'impérialiste *Avenir National* (1913), et le socialiste-communiste *La Vague*. Ce dernier journal, hebdomadaire, lancé par le député Pierre Brizon en janvier 1918, doit surtout être considéré comme bourbonnais dans la période qui précéda la scission socialiste, période pendant laquelle, représentant la forte fraction « bolchevisante », il fut un sérieux concurrent pour l'organe officiel, *Le Combat Social*.

Autre point soumis à examen préalable, les organes de syndicats ou groupements d'intérêts, comme le communisant unitaire *Le Syndiqué du Centre* (mensuel de la 27<sup>e</sup> Union Régionale C.G.T.U., de 1926 à 1935) ou les revues d'associations à but philosophico-politique, comme *L'Allier Républicain* (feuille des Fédérations des Officiers et Sous-Officiers de Réserve Républicains, vers 1935-1939) ou *Germinal* (bulletin fédéral de la Ligue des Droits de l'Homme, vers 1937) devaient-ils être comptés dans la presse politique ? Etant donné leur caractère non public, il a paru plus logique de les écarter.

Si l'on compte tous les journaux politiques comme autant d'individualités naissant et disparaissant avec leurs noms, même si, parfois, le changement de titre n'a pas signifié une véritable mutation, on arrive à 171 périodiques pour l'Allier sous la III<sup>e</sup> République. En essayant de serrer de plus près la réalité et en ne tenant pas compte des changements superficiels, par exemple, en 1881, celui de *La Démocratie Bourbonnaise* devenant *La Démocratie du Centre*, de même, en 1895, celui du *Tocsin* en *Tocsin Populaire*, ou, en 1910, celui du *Progrès Social* devenant *Le Progrès de l'Allier*, ou enfin ceux du *Combat*, devenant, en 1911, *Le Combat Socialiste*, et, en 1913, *Le Combat Social*, on arrive à un total de 155 périodiques.

Peut-être faudrait-il aussi retrancher sept hebdomadaires, bi-hebdomadaires ou tri-hebdomadaires, tirés par des quotidiens à l'intention des campagnards et qui n'étaient à tous points de vue, en particulier pour les articles politiques, que des « condensés » de leurs « pères » respectifs : *L'Echo de l'Allier* enfant du *Centre* ; *Le Journal de l'Allier*, né du *Courrier de l'Allier* ; *Le Petit Indépendant de l'Allier*, issu de *L'Indépendant de l'Allier* ; *Le Petit Radical de l'Allier*, fils du *Radical de l'Allier* ; *Le Petit Progrès de l'Allier*, imprimé par *Le Progrès de l'Allier* ; *La Gazette Bourbonnaise*, puis *La Petite Démocratie du Dimanche*, venant de *La Démocratie du Centre*. Par ailleurs, quatorze journaux n'ont pas été de véritables périodiques, car, stricte-

ment électoraux, ils n'ont pas tiré à plus de deux ou trois numéros. Ces restrictions n'altèrent pas la physionomie, réellement imposante, de cette presse politique, si on place en regard le corps électoral qui comprenait entre 106 et 136.000 personnes.

L'ensemble de tous les journaux politiques utilisa 154 titres différents. Malgré l'imagination des créateurs d'organes ou pour tirer profit du vieux titre délaissé, il y eut des répétitions de titres. par exemple quatre *Réveil de l'Allier*, quatre *Echo de l'Allier*, trois *Travail* (plus un *Travail de l'Allier*), et deux de chacun des noms suivants : *Allier*, *Avenir de Vichy*, *Bourbonnais*, *Echo du Centre*, *Gazette de Vichy*, *Montluçon Republicain*, *Progrès de l'Allier*, *Réformateur*, *Republicain de l'Allier*, *Republicain du Centre*, *Réveil* (tout court), *Voix du Peuple*.

Comment se répartissaient ces organes de presse quant à la périodicité ? Il y eut dix quotidiens, soit par ordre de création : *Le Mémorial de l'Allier*, légitimiste (1832-1888) ; *Le Messenger de l'Allier*, impérialiste sous l'Empire, monarchiste sous la République (1851-1888) ; *Le Republicain de l'Allier*, republicain (1870-1881) ; *Le Centre*, bonapartiste puis modéré (1876-1944) ; *La Démocratie Bourbonnaise* puis *du Centre*, republicaine puis modérée (1880-1903) ; *L'Indépendant de l'Allier*, radical puis socialisant (1881-1902) ; *La Voix du Peuple*, radicale (1884-1886) ; *Le Messenger - Mémorial de l'Allier*, monarchiste (1888-1910) ; *Le Radical de l'Allier* (1900-1908) ; *Le Progrès Social* puis *de l'Allier* (1908-1944), radical comme son prédécesseur.

Les mensuels furent assez rares. On peut citer *Les Hommes de Bien* (1) en 1924 ; *L'Avenir de Vichy*, deuxième du nom, en 1927-1929 ; *Le Petit Radical*, organe des Jeunesses Radicales, en 1934-1935 ; *Alerte*, organe des rayons communistes de Gannat, Vichy, Riom, Thiers, en 1935. Tous les autres journaux étaient des hebdomadaires, des bi ou des tri-hebdomadaires. Parfois leur périodicité changea en cours d'existence : *La Croix de l'Allier*, fondée comme hebdomadaire en 1890, fut quotidienne en 1894 et en 1895, puis devint à nouveau hebdomadaire.

En ce qui concerne la répartition selon l'implantation, la palme a appartenu à Vichy-Cusset, agglomération où une presse politique uniquement composée d'hebdomadaires, si l'on met à part les quotidiens de « saison », fut particulièrement vivace : 47 journaux. Le chef-lieu du département vint en second avec 46 journaux, mais parmi eux 7 quotidiens. Montluçon, bien qu'étant depuis longtemps la ville la plus importante, fut la moins fournie : 34 journaux, dont 4 quotidiens. Plaçons ensuite Gannat avec 16 journaux, Saint-Pourçain et Commentry avec deux chaque, Lapalisse, un, Yzeure, un...

---

(1) Journal de François Vallet, montluçonnais original, sorte de « candidat perpétuel », communiste puis anticommuniste passionné.

## II. — L'ÉVOLUTION DU NOMBRE DES JOURNAUX SELON LES ÉPOQUES ET SELON LES ANNÉES.

La variation du nombre des journaux dans le temps peut faire l'objet de deux procédés d'examen :

Un premier procédé consiste à diviser la III<sup>e</sup> République en trois époques d'une durée sensiblement égale. Pour chacune, on recherche le nombre des journaux ayant commencé de paraître et ayant cessé de paraître au cours de la période, le nombre de ceux dont seule la naissance y est intervenu, le nombre de ceux provenant d'une autre époque et qui y sont décédés, enfin le nombre de ceux qui étaient venus auparavant au jour et ont franchi victorieusement ce laps de temps.

Un tableau peut être alors dressé, tableau comprenant autant de colonnes que d'époques comparées.

|                                       | 1 <sup>re</sup> époque<br>(1870-1891) | 2 <sup>e</sup> époque<br>(1892-1914) | 3 <sup>e</sup> époque<br>(1918-1940) |
|---------------------------------------|---------------------------------------|--------------------------------------|--------------------------------------|
| Journaux nés et disparus :            | 44                                    | 49                                   | 23                                   |
| Journaux nés et survivants :          | 13                                    | 12                                   | 5                                    |
| Journaux « prévivants » disparus :    | 2                                     | 5                                    | 6                                    |
| Journaux « pré et postsubstantifs » : | 4                                     | 12                                   | 12                                   |
| Journaux connus pour chaque époque :  | 63                                    | 78                                   | 46                                   |

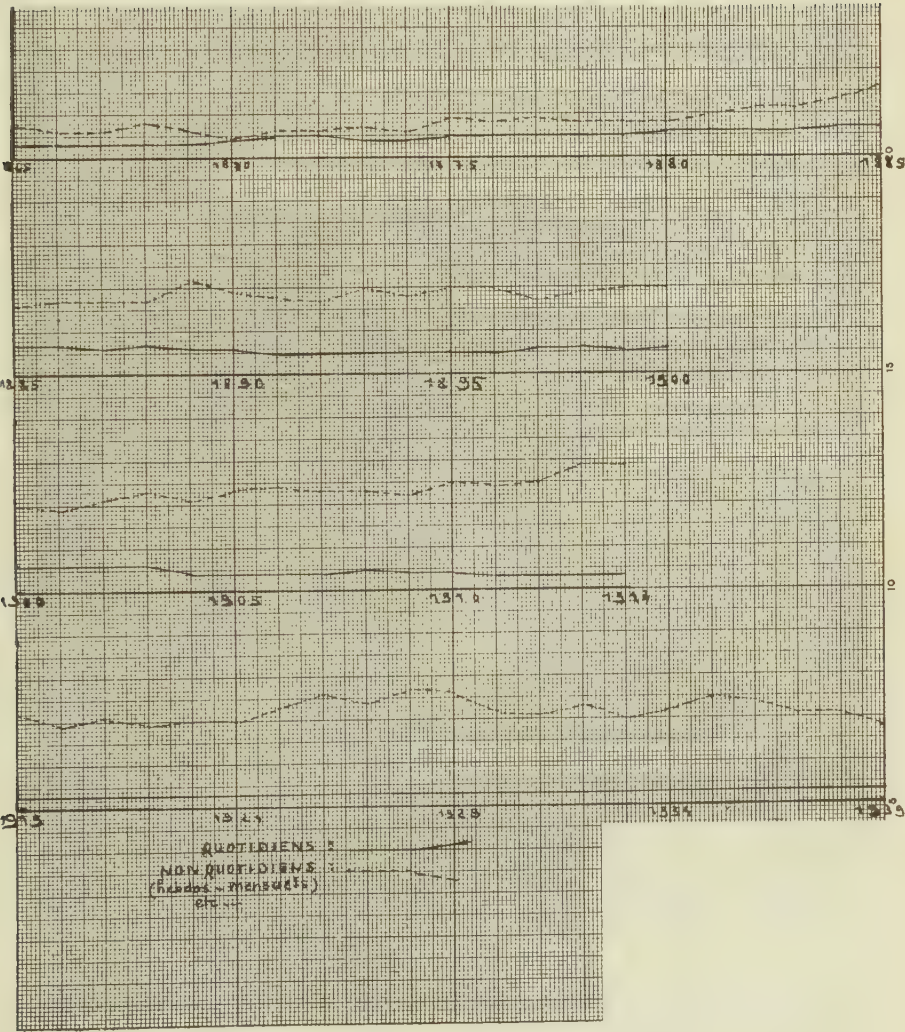
On voit que la seconde époque a été celle de l'apogée de la presse politique locale et que la troisième a enregistré une décadence certaine, au moins quant au nombre des journaux, par rapport aux deux premières. Mais cette troisième époque a été aussi celle d'une certaine stabilité des organes existants.

Une évolution au fil des ans du nombre des journaux a été représentée sur le graphique N° 1 ci-joint qui couvre les périodes de 1865 à 1914 inclus et de 1919 à 1939 inclus. Deux courbes ont été tracées, l'une pour les quotidiens, l'autre pour les non-quotidiens. La courbe des quotidiens est assez régulière avec des maxima peu dominants autour de 1885 et de 1900. Puis leur nombre se réduisait pour rester inchangé de 1911 à 1939.

On remarque le petit nombre des journaux non-quotidiens pendant les dix premières années de la III<sup>e</sup> République. Ce nombre s'est accru par la suite et a plafonné à quatre reprises : d'abord en 1889, ensuite pendant les deux années 1913, 1914, à nouveau en 1928-1929, enfin en 1935-1936. Ces années furent pour la plupart électorales ou pré-électorales.



GRAPHIQUE N° 1  
*Courbes du nombre des Périodiques*



Par. 2°. — LES FAITS IMPORTANTS DE L'EXISTENCE DES JOURNAUX.

Les changements de titre sont pour des organes de presse des événements importants, même si on peut considérer le second journal comme simple continuateur du premier. Nous avons compté vingt-cinq changements de cette sorte. Certains journaux ont fait l'objet de nombreuses transformations de titres. Par exemple, *L'Echo de Vichy*, fondé en 1886, devint *L'Echo de l'Allier* (un des quatre) en 1893, puis *L'Echo Impartial de Vichy* en 1894, pour retrouver par la suite son premier nom. Une fois au moins, il s'est agi d'une fusion par absorption : lorsque *Le Mémorial de l'Allier* disparut, *Le Messager de l'Allier* prit, le 1<sup>er</sup> novembre 1888, le titre de *Messager-Mémorial de l'Allier*.

Un second événement important est celui du changement de siège. Le 1<sup>er</sup> août 1875, *Le Courrier de l'Allier* quitta Montluçon pour Moulins. La communiste *Voix du Peuple* (1936-1939) qui avait, au début, son administration à Gannat, sa rédaction à Moulins et à Thiers, son imprimerie à Bellerive, centralisa le tout à Clermont en 1937.

Troisième aspect, celui de la durée. En tête, battant tous les records et dépassant les limites de la période étudiée, il y eut *La Semaine de Cusset-Vichy* (puis « *de Vichy-Cusset* ») qui vécut 114 ans (1830-1944) ; *Le Courrier de l'Allier* (à ses débuts *Album de l'Allier*) atteint le bel âge de 108 années (1831-1939) ; *Le Journal de Gannat*, au début *Glaneur*, termina son existence comme *Travail de l'Allier* à 103 ans.

Pour les non-centenaires, on peut dresser le tableau ci-dessous :

|                       |    |                         |    |
|-----------------------|----|-------------------------|----|
| Entre 50 et 100 ans : | 11 | Entre 1 et 5 ans :      | 44 |
| Entre 20 et 50 ans :  | 11 | Entre 6 mois et un an : | 15 |
| Entre 10 et 20 ans :  | 7  | Entre 3 et 6 mois :     | 4  |
| Entre 5 et 10 ans :   | 13 | Moins de 3 mois :       | 18 |

On voit le triple gonflement formé par les quasi « morts-nés », c'est-à-dire ceux qui n'ont pu dépasser la période de lancement, d'autre part, les favorisés de l'époque ou les soutenus par une arrière-garde politique ou financière solide (et parvenant à vivre entre un et cinq ans), enfin les forteresses construites en bonnes pierres, qui malgré vents et tempêtes restèrent debout pendant des dizaines d'années entre vingt et cent ans).

Section II. — Les caractéristiques internes des journaux politiques

Par. 1<sup>er</sup>. — LES « SUPPORTS » DES JOURNAUX POLITIQUES.

On a l'habitude de distinguer les organes d'individualités des organes de groupes et, parmi ces derniers, de placer dans une catégorie spéciale les organes de partis. La forme juridique du moyen d'appro-

priation du journal n'a d'ailleurs que peu d'importance, seule comptant la situation de fait, dans le premier cas la prééminence d'une individualité, dans le second le caractère collectif (groupe de personnes, association, parti...) de la gestion.

Un décompte, approximatif car difficile à établir, donnerait 70 journaux d'individualités et légèrement plus de journaux de groupes.

## I. — LES JOURNAUX D'INDIVIDUALITÉS.

Peuvent être classés, eux-mêmes, en plusieurs catégories, selon les rôles ou le rôle de l'individualité dans la gestion du journal.

A. — *La formule de l'imprimeur-propriétaire du journal-journaliste politique* paraît avoir été la plus ancienne. Il y eut dans l'Allier plusieurs figures marquantes, dont deux doivent être plus particulièrement décrites, dans ce rôle très complet.

Alfred-Hippolyte Crépin-Leblond acheta en 1861 l'imprimerie et le journal du *Courrier de l'Allier*, alors installés à Montluçon. Il les transféra à Moulins en 1875 et laissa la succession, en 1893, à son fils Marcellin. Jean Crépin-Leblond, petit-fils, prenait à son tour, en 1927, la direction de l'imprimerie familiale, de la maison d'édition et du *Courrier de l'Allier*.

Désiré-Arthur Herbin prit, en 1875, la suite de Crépin-Leblond à Montluçon et lança *Le Centre*, que le premier avait fait paraître quelque temps en 1872-1873. Herbin donna à l'imprimerie une extension remarquable ; il eut plus de 200 ouvriers et employés. Il adjoignit au *Centre* plusieurs organes satellites, dont *L'Abeille de la Creuse* et dirigea d'une main ferme jusqu'au jour où son fils, Fernand Herbin, et un associé, Henri Bouché, reprirent l'imprimerie et les journaux.

Les fondateurs de ces deux dynasties étaient des journalistes à l'opinion ardente et à la plume facile, d'où des éditoriaux quotidiens pendant les dizaines d'années où ils dirigèrent leurs journaux. Tous deux bonapartistes, Herbin père s'entêta jusqu'au bout dans cette opinion alors que Crépin-Leblond se rallia à la République en 1891, ce ralliement faisant grand bruit dans le département.

A Vichy, il y eut plusieurs « imprimeurs-propriétaires-journalistes » : Armand Wallon, au *Journal de Vichy*, journal d'ailleurs apolitique bien que son patron fut radicalisant, remplacé, à son décès, en 1903, par son fils Francisque ; Chéri Bougarel, auquel succéda son fils, pour *L'Avenir de Vichy*, premier du nom (1861-1923) ; Paul Vexenat, ardent boulangiste puis nationaliste, pour *La Vérité* ; J.-B. Desbenoit, puis Gaston Collon (imprimerie « des Belles Editions ») pour *Le Petit Vichyssois*, fusionné en 1929 avec *Vichy-Soir*, transformé, en 1933, en un *Echo de l'Allier* ; Noël Fort pour *L'Eclair du Centre* (1926-1940).

Cusset en eut trois : Mme Jourdain, pour *La Semaine de Cusset-Vichy*, pendant 43 ans, jusqu'à son décès survenu en 1877 ; Gaspard Barthelat, puis son fils, pour *Le Petit Libéral de Cusset-Vichy* et



l'« Imprimerie Nouvelle » ; B. Demonnet, puis son fils, pour *Le Nouvelliste de l'Allier*.

Même Gannat connut des imprimeurs-journalistes : F. Marion pour le *Journal de Gannat*, de 1875 à 1921 ; Reliaud pour *L'Indépendant de l'Arrondissement de Gannat*, de 1935 à 1938.

B. — *La formule de l'imprimeur-proprétaire, même gérant, mais non journaliste*, plus rare, fut celle adoptée par P.-A. Desrosiers (éditeur de « *L'Ancien Bourbonnais* », d'Achille Allier) et son fils C. Desrosiers pour *Le Messager de l'Allier*. Le rôle de rédacteur en chef était rempli par un bouillant alsacien, d'opinions légitimistes, Joseph Berger.

C. — *La formule des propriétaires de journaux, quoique non-imprimeur* supposait un accord permanent entre ces « patrons » et les imprimeries qui sortaient leur journal, accord soumis parfois à révision ou discussion.

Gilbert-Palamède de Montaignac, déjà cité, était le patron du *Journal de Montluçon*, bien que l'imprimeur Prot en fut en titre le propriétaire-gérant, ceci jusqu'en 1891, où cet organe était repris par d'autres imprimeurs montluçonnais (Maugenest et Mitterand), mais sans que continue de s'exercer une influence extérieure. D'ailleurs, finalement, Herbin et Bouché l'ajoutèrent à la liste des satellites du *Centre*.

Louis Lasteyras, terrible polémiste, au vocabulaire coloré, se servit pendant quarante ans (1891-1931) du *Moniteur de l'Allier* qu'imprimait Collon et dont le gérant fut pendant longtemps un journaliste célèbre de Vichy, lui aussi ardent polémiste, Jean Bureau (ancien boulangiste).

Marcel Régnier fut longtemps dans la même situation par rapport au *Progrès* (*Social*, puis de *l'Allier*), journal lancé début 1908 par un grand entrepreneur de travaux publics bourbonnais, François Mercier, maçon de la Loge « L'Équerre », radical « de gauche », et qui créa pour ce lancement une imprimerie à Moulins, l'Imprimerie François Mercier. Les moyens financiers et techniques dont disposait le nouveau journal mirent rapidement au tombeau *Le Radical de l'Allier* qui était alors, et jusqu'au 1<sup>er</sup> août 1908, l'organe officiel ou quasi-officiel du parti radical dans l'Allier. Le patron réel du *Progrès* fut et demeura Régnier, même quand le journal fut, à partir de 1920, suite au décès de Mercier, placé sur un support juridique social. A plusieurs reprises, Régnier voulut donner une apparence de direction collégiale au *Progrès*, notamment en 1913 où il fit nommer un « Comité de Direction », composé des sénateurs, des députés, des anciens députés, des délégués de « tous les groupes de gauche » (en fait de centre-gauche, centre-droit) du département, et en février 1939, où il annonça qu'il abandonnait la direction politique au profit d'un Comité de dirigeants radicaux de l'Allier. Dans les deux cas, Régnier reprenait seul la barre quelques mois plus tard.

Parmi les autres journaux d'individualités, dont une liste complète serait trop longue, on peut citer : *Montluçon-Républicain*, deuxième

du nom (1902-1903), journal d'Etienne Lamoureux ; *L'Action Républicaine* (1904-1906), autre journal radical de Montluçon, en fait organe de Jacques Perrier ; *L'Union Républicaine* (1912-1914), journal du sénateur Albert Peyronnet ; *La Vague*, de Brizon, déjà citée ; *Le Cri Social* (1925-1935), journal du vichyssois Charles Habert, tantôt socialiste-communiste, tantôt socialiste de « gauche » ; *Le Bourbonnais Républicain* (1930-1940), organe officieux de la Fédération radicale-socialiste mais aussi journal personnel de M. Lucien Lamoureux.

## II. — LES JOURNAUX DE GROUPES ET DE PARTIS.

Ces journaux eurent, selon les époques et selon les partis, des liens de subordination plus ou moins étroits à l'égard des formations politiques qu'ils étaient censés représenter. Ces liens étaient souples à l'époque des partis faiblement structurés.

En laissant de côté *Le Mémorial de l'Allier*, qui, malgré son caractère indiscutable d'organe officiel du parti légitimiste, fut presque un journal d'individualité, celui du comte de Bourbon-Busset, le premier de cette catégorie fut *Le Républicain de l'Allier*, né (ou plutôt ressuscité) en 1870 et qui parut jusqu'en 1881. Parmi les administrateurs et les actionnaires du *Républicain*, on trouvait les républicains les plus avancés, comme Félix Mathé, et d'autres très modérés, comme le futur député Rondeleux.

Son successeur, *L'Indépendant de l'Allier*, eut longtemps le même caractère d'organe de groupe ou de parti, bien que l'équilibre devint, de jour en jour, plus difficile à maintenir entre républicains radicaux et opportunistes. La personnalité d'Eugène Bruel, alors maire de Moulins (2), fut, à certaines époques, prépondérante. Puis, Henry Pinguet, déjà cité, devenant rédacteur en chef et propriétaire-directeur, le transforma en journal d'individualité, malgré la manchette « républicain radical ».

*La Démocratie du Centre* (au début « *Bourbonnaise* »), malgré les déclarations de son directeur-rédacteur en chef, Lucien Deslinières, comme quoi lui « seul » était « responsable » (3), était soumise à un « conseil de surveillance » où l'on trouvait des hommes politiques, dirigeants du parti républicain, députés : Chantemille, Simonnet, Aujame (2), les trois leaders opportunistes de l'arrondissement de Montluçon. Lors de la conversion de Deslinières au socialisme, les difficultés qui conduisirent à la liquidation de la première société « Deslinières et Cie » et à la prise en charge du journal par une nouvelle société adjudicataire, la « S. A. de la *Démocratie du Centre* », montrèrent que Deslinières n'était pas seul patron et que le journal était en fait l'organe d'un groupe de républicains opportunistes de l'arrondissement de Montluçon. *La Démocratie* devait,

(2) Voir index biographique.

(3) Journal *Le Centre*, juin 1883.

par la suite, conserver ce caractère, son comité de direction s'adjoignant des leaders modérés comme Vacher et Bignon.

Avec les journaux socialistes, le rattachement au parti était beaucoup plus étroit et visible. *La Défense des Ouvriers* (1885-1886) s'intitulait déjà « organe du parti ouvrier », de même *Le Socialiste* (1889) portait en sous-titre « organe du parti ouvrier de la Région du Centre ». Bien que disant prendre la suite du *Socialiste*, *Le Travailleur* (1889) se déclarait seulement « organe républicain socialiste de la Région du Centre », mais les noms des principaux collaborateurs, dont Jules Guesde et Vaillant, ne laissaient aucun doute quant à l'appartenance. Pendant qu'il disparaissait à son tour, *Le Socialiste* revivait pour lancer l'appel des commentryens en vue de la constitution de « L'Agglomération », puis l'organisation commentryenne bénéficiait d'organes officiels : *Le Réveil Social* (1890), *Le Tocsin* (1890-1895), *Le Tocsin Populaire* (1895-1903). Ces derniers journaux portèrent la mention de l'appartenance au Comité Révolutionnaire Central, puis au Parti Socialiste Révolutionnaire.

Chez les socialistes montluçonnais, le premier organe, *Le Petit Montluçonnais*, eut bien des caractères d'un journal d'individualité, celle de Lucien Deslinières qui en fut le « directeur politique ». Mais la constitution d'une « S. A. de l'Imprimerie Montluçonnaise », la désignation de Pierre Carreau, maire socialiste d'Urçay, comme président du conseil d'administration, et du militant socialiste Charles Fouilland, comme administrateur-gérant (mai 1893), furent des signes de la transformation complète en journal de parti. Avec la mutation du *Petit Montluçonnais* en *Socialiste de l'Allier*, en janvier 1895, il n'y avait plus aucun doute.

De même, après la fusion des forces socialistes, *Le Combat* (1903-1911), *Le Combat Socialiste* (1911-1913) et *Le Combat Social* (1913-1940) furent strictement des organes de la Fédération S.F.I.O. *Vichy-Socialiste* (1913-1914) fut l'« organe de la section vichyssoise du parti socialiste » et *Le Travail de l'Allier* (successeur du *Journal de Gannat*), l'organe de l'« Union des Sections (S.F.I.O.) de l'arrondissement de Gannat ».

Les journaux de parti furent rares chez les radicaux, si l'on se refuse à compter comme tels des journaux d'individualités (*L'Indépendant*, *Le Progrès*, *Le Bourbonnais Républicain*) : *Le Radical de l'Allier* (1900-1908), *Le Petit Radical* (1934-1936), « organe mensuel des Jeunesses Radicales-Socialistes du Centre » ; *La Dépêche de Vichy et du Centre*, à partir de 1931.

A droite, au sens large, dans la mesure où des formations politiques ont réellement existé, on retrouve, au service de ces formations et en dépendant plus ou moins étroitement, un certain nombre de journaux, parmi lesquels on peut citer : *La Gazette de l'Allier et La Gazette du Dimanche* (1888-1890), journaux du Comité « révisionniste », donc boulangistes ; *L'Hebdomadaire de l'Allier* (1912-1914), de Vichy, « journal du Parti Républicain Démocratique », c'est-à-dire de l'Alliance Démocratique ; *Le Bulletin des Démocrates Populaires* (1929-1932) et *Le Nouvelliste de Sologne Bourbonnaise*



(1935-1937), tous deux organes des démocrates populaires ; *L'Auvergne Nouvelle*, de Thiers, déjà cité, organe croix-de-feu puis P.S.F.

Il va sans dire que tous les journaux communistes (*Le Travail*, de 1921 à 1925 ; *L'Emancipateur*, entre 1925 et 1935 ; *Alerte*, pour 1935 et début 1936 ; *La Voix du Peuple*, de 1936 à 1939) ont été des organes de parti. Toutefois, *Le Travail*, malgré le sous-titre d'« organe du P. C. de l'Allier » et son support technique, une « Imprimerie du Travail », société montluonnaise au capital divisé en parts d'intérêt, fut pour beaucoup, par l'allant qu'il lui donna, le temps qu'il y consacra et même les sacrifices financiers qu'il consentit pour que ce journal vive, l'organe d'Ernest Montuses. Une feuille communiste de Vichy, *Cocorico*, a été, exceptionnellement, un journal d'individualité (Desphelippon).

### Par. 2°. — LES ÉTIQUETTES ET LES TENDANCES DES JOURNAUX POLITIQUES.

La position des journaux par rapport aux partis fournit une première indication quant à leur étiquette. Mais le problème est plus complexe, car, à partir de cette étiquette et compte tenu de l'époque et des circonstances, il faut déterminer la tendance, d'où l'intérêt qu'il y a à procéder par élimination.

Par ailleurs, aux difficultés ordinaires de décompte (cas de transformation par changement de titre...) s'ajoute le fait que certains journaux ont, au cours de leur existence, changé de tendance, soit par évolution, soit par brusque mutation. Ce problème est résolu en considérant chaque « étape » comme un nouvel organe de presse.

Afin d'éviter toute complication quant aux tendances, seules ont été retenues les deux grandes tendances de gauche et de droite, chacune étant considérée dans son sens le plus large, donc fort proche des notions respectives de « Mouvement » et d'« Ordre Etabli ».

On peut ranger dans la tendance de gauche, au sens large :

|                                                                         |    |
|-------------------------------------------------------------------------|----|
| — le seul journal anarchiste ( <i>La Torche</i> , de 1909 à 1910).....  | 1  |
| — les journaux communistes ou communisants .....                        | 6  |
| — les journaux socialistes ou socialisants.....                         | 21 |
| — les journaux républicains-socialistes ou radicaux de « gauche » ..... | 10 |
| — les journaux républicains d'avant le « ralliement » .....             | 12 |
| — les journaux radicaux (quoique avec réserves).....                    | 18 |
| Total.....                                                              | 68 |

On peut ranger dans la tendance de droite, au sens large :

|                                                                                    |    |
|------------------------------------------------------------------------------------|----|
| — les journaux légitimistes ou monarchistes.....                                   | 6  |
| — les journaux orléanistes .....                                                   | 2  |
| — les journaux impérialistes .....                                                 | 12 |
| — les journaux radicaux de droite et briandistes d'avant 1914..                    | 5  |
| — les journaux « Alliance Démocratique » et démocrates populaires .....            | 3  |
| — enfin une série de journaux de droite (au sens strict) ou d'extrême-droite ..... | 48 |
| Total .....                                                                        | 76 |

Ce tableau montre trois gonflements : l'un à l'extrême-gauche avec 28 journaux, le second à gauche et au centre-gauche avec une quarantaine de journaux, le troisième à droite et extrême-droite (en ajoutant les journaux royalistes et impérialistes au 48...) avec 68 journaux. Ce dernier chiffre est élevé et même surprenant pour un département où les partis de droite et extrême-droite ont été faibles tant sur le plan des effectifs que sur celui de l'organisation. Il est vrai qu'une grande partie des 48 journaux divers de droite - extrême-droite et des 20 journaux impérialistes ou monarchistes n'ont vécu que quelques mois, sinon, au mieux, quelques années...

Le tableau ci-dessus témoigne aussi de l'ampleur de la presse que l'on peut appeler de « l'Ordre Etabli ». Il faudrait même aux 76 journaux rattachés à cette grande tendance ajouter un certain nombre de journaux radicaux qui, à partir d'une certaine époque, ont pris une teinte modérée. *Le Progrès Social* (puis de *l'Allier*) fut un de ces journaux, d'abord par certains aspects à partir de septembre 1909, ensuite de façon complète à partir de 1925-1926.

### Par. 3°. — L'INFLUENCE DES JOURNAUX POLITIQUES. LEUR TIRAGE.

Il est difficile de fournir des chiffres précis, le tirage étant chose essentiellement variable, et les annuaires de la presse, quand ils veulent bien fournir des renseignements sur ce point, ne donnant que des ordres de grandeur.

En 1874, selon un article du *Figaro*, *Le Mémorial*, *Le Messenger* et *Le Courrier*, donc les organes légitimistes et impérialistes, venaient en tête avec chacun 1.200. On trouvait ensuite *Le Journal de Montluçon* (500), *Le Républicain de l'Allier* (500), *La Semaine* (conservateur, 300), *Le Journal de Gannat* (100). Même en ajoutant *L'Avenir de Vichy* (au mieux 200), on dépasse de peu 5.000 lecteurs, presque tous abonnés (la vente au numéro étant l'exception), chiffre faible pour 107.000 électeurs.

Alors que *Le Courrier*, devenu moulinois, conserva son tirage et se limita à l'agglomération, son successeur montluçonnais, *Le Centre*, atteignit rapidement 3.000 (1887). 5 à 6.000 à la fin du siècle, 10.000 après 1919, devenant, selon les Annuaires de la Presse, le journal « le plus répandu dans le département », et ceci bien que son rayonnement n'eut pas dépassé la région montluçonnaise. *La Démocratie* ne put jamais le rattraper et, affaiblie par le départ de Deslinières, ne retrouva pas, en venant s'installer à Moulins, les lecteurs qu'elle perdait à Montluçon, parvenant tout au plus à 500 abonnements et ventes au numéro dans l'arrondissement de Montluçon et un chiffre sensiblement équivalent pour le reste de l'Allier. Malgré leur fusion, *Le Messenger* et *Le Mémorial* ne dépassèrent pas avec *Le Messenger-Mémorial* le tirage de chacun d'entre eux en 1874.

Après *Le Républicain*, auquel l'Annuaire de la Presse de 1881 accordait un tirage de 700 alors qu'il revendiquait 2.000 pour son

numéro du dimanche, les deux chiffres étant sans doute exacts, *L'Indépendant*, *Le Radical*, puis *Le Progrès* augmentèrent régulièrement leurs tirages, sans atteindre le chiffre indiqué pour *Le Centre* (entre 4.000 et 8.000 pour *Le Progrès* entre 1919 et 1939).

Les journaux de Vichy-Cusset eurent régulièrement *La Semaine* à leur tête : 2.000 en 1912, 3.000 après 1919. *Le Moniteur* alla, au contraire, en régressant : 2.000 environ en 1911-1913, 1.200 après 1919. *La Vérité* se maintint, sans plus, à son tirage de début, c'est-à-dire autour de 1.200. Les autres hebdomadaires suivaient ces chefs de file.

Peut-on comparer aux précédents les journaux des partis socialistes ? Bien que *Le Tocsin Populaire* ait annoncé un tirage de 7.000 en février 1898 et de 13.000 en mai de la même année, il semble que ces chiffres comprenaient toutes les éditions de la région, le tirage ayant été par ailleurs gonflé en vue des élections législatives prochaines. En réalité, pour l'Allier seul, les journaux socialistes, même *Le Combat*, ne semblent pas avoir dépassé de beaucoup le chiffre de 2.000 avant 1921 (dont 1.300 abonnés cette année là). *Le Travail de l'Allier* parvint à un chiffre de 2.000 abonnés, en 1935, dans la seule région de Gannat - Saint-Pourçain - Vichy.

C'est aussi sur les abonnés que comptait la presse communiste : 1.600 pour *Le Travail* en 1922, chiffre tombé à 1.050 dès 1923 ; 1.000 pour *L'Emancipateur* en 1926, chiffre tombé à 558 en 1933 ; 1.200 pour *Alerte*, début 1936, et pour *La Voix du Peuple* qui atteignit par la suite 5.000, mais dans un cadre régional.





*TROISIÈME PARTIE*

---

LES ÉLECTIONS

---





## CHAPITRE IX

# DE LA NAISSANCE DE LA TROISIEME REPUBLIQUE

### AU « RALLIEMENT »

#### Section I. — Les élections du 8 février 1871 à l'Assemblée Nationale

La période qui précéda ces importantes élections fut à la fois brève et longue, brève si on la compare à une législature, puisqu'elle ne dura que cinq mois, longue par les événements de guerre qui la marquèrent et l'impossibilité où se trouva le nouveau régime de faire procéder à des élections générales avant cette date.

*Par. 1<sup>er</sup>. — LA SITUATION POLITIQUE DE L'ALLIER DU 4 SEPTEMBRE AUX ÉLECTIONS DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE.*

Pendant cette période, tout ce que fit le gouvernement de la Défense Nationale, soit par lui-même, soit par ses représentants locaux, eut pour effet de discréditer le nouveau régime auprès de l'opinion, d'unir les dynastiques entre eux, de consolider leur position et de rejeter vers eux les républicains modérés.

Première maladresse, des militants politiques locaux furent nommés aux fonctions délicates de préfet et de sous-préfets. Puis, on les changea, sans attendre qu'ils aient pu s'adapter et, dans les nouveaux choix effectués dans le même milieu partisan, le public pouvait discerner une accentuation vers le côté révolutionnaire. A Victor Cornil, nommé préfet par Gambetta, succéda, trois semaines après, le nivernais Cantonnet, avocat et administrateur du journal *L'Impartial*, puis quinze jours après, Louis Combes, qui avait été journaliste au *Réveil* de Delescluze. Les sous-préfets n'étaient pas mieux choisis, par exemple à Montluçon, fin octobre 1870, le docteur Vannaire (1), de Gannat.

L'épuration administrative frappa des conseillers de préfecture, des chefs de division, des commissaires de police, même des magistrats, transformant ceux-ci en autant de mécontents et d'ennemis du nouveau régime qu'ils auraient sans doute servi avec loyalisme.

---

(1) Voir index biographique.

Autre maladresse d'une portée encore plus grande sur l'opinion, les préfets, sous la pression des militants républicains locaux, procédèrent à une épuration municipale désordonnée. Par la suite, les conservateurs devaient reprocher à Cornil d'avoir révoqué 1.076 conseillers municipaux. Selon le docteur Cornillon, Cornil laissait dans son antichambre, à la disposition de ses « amis politiques », des arrêtés de suspension, destitution et nomination, signés en blanc ! (2). Les nouveaux préfets Cantonnet et Combes lui-même, se rendant compte des impairs commis dans ce domaine par leur prédécesseur, désignèrent de nombreux conservateurs pour former les commissions provisoires, ce qui amoindrit l'influence des républicains.

Nouvelle gaffe, les décrets des 24-25 décembre 1870 prononçant la dissolution des Conseils Généraux donnèrent l'impression d'une violation des principes mêmes de la démocratie. Une protestation des conseillers généraux de l'Allier, signée par la grande majorité de ceux-ci, modérée dans les termes mais ferme quant au fond, eut un profond retentissement (3).

Les défaites subies par l'Empire étaient maintenant oubliées et celles des armées de la République portées au passif du nouveau régime. Des décrets contradictoires relatifs aux inéligibilités, pris par Bordeaux et par Paris, donnaient une impression de désordre moral et de tentative en vue de museler le corps électoral. Enfin, la population n'appréciait nullement la décision de faire voter au chef-lieu de canton, y voyant une volonté de pression des bourgeois républicains sur les campagnes.

#### *Par. 2<sup>e</sup>. — LES ÉLECTIONS A L'ASSEMBLÉE NATIONALE.*

Les républicains de centre-gauche furent rejetés vers les dynastiques par toutes ces mesures contraires au tempérament libéral. L'avocat moulinois Sosthène Patissier (4), ancien opposant à l'Empire, apporta toute son autorité à la réunion du 2 février 1871 dans la salle de la Cour d'Assises de Moulins, où il lisait la proclamation de la liste « libérale-conservatrice » et présentait les candidats à l'approbation des assistants. Ces candidats étaient, en plus de Patissier, un autre avocat moulinois, Etienne-Armand Méplain (4), un ancien inspecteur des finances, Léon Riant (4), le marquis Louis-Raymond de Montaignac de Chauvance (4), alors contre-amiral, l'industriel Charles Martenot (4), le marquis Eugène-Joseph de Montlaur, propriétaire foncier (4), le général marquis Louis-Jean-Baptiste d'Aurelle de Paladines (4).

Du côté des républicains « avancés », un autre craquement faillit se produire entre moulinois et montluçonnais, entre Félix Mathé et

(2) Docteur J. Cornillon, « *Le Bourbonnais sous l'Empire...* », voir biblio.

(3) La protestation est du 16 janvier 1871. Docteur Cornillon (op. cit.).

(4) Voir index biographique.

Joseph Chantemille, c'est-à-dire entre l'extrême-gauche et la gauche. Une première liste de candidats désignés lors d'une réunion de délégués républicains le 1<sup>er</sup> février comprenait en tête Gambetta, Gallay (5) et Fargin-Fayolle (5), trois noms qui allaient être supprimés, lors d'une seconde réunion, de la liste républicaine.

La liste des « candidats républicains » comprit alors : Joseph Chantemille (5), Victor Cornil (5), Félix Mathé (5), le docteur François-Marcellin Simonnet (5), d'Hérisson, le colonel Aimé Laussedat, l'avocat gannatois François Bureau des Etiveaux et l'agriculteur Sabin Mallet d'Ygrande. Cette liste parut au *Républicain de l'Allier* du 5 février.

Comme l'a fait remarquer M. Georges Rougeron (6), la lecture des circulaires de l'une comme de l'autre liste ne donne pas le ton de la campagne qui, par suite d'articles de presse, en particulier de la proclamation de Gambetta publiée dans *Le Républicain* (« Guerre à outrance... ») se trouva axée sur le thème de la paix ou de la guerre. Toutefois le programme des républicains vantait « la République, seule capable d'assurer au Peuple toutes les conséquences de sa souveraineté » et préconisait « la suppression de la conscription et des armées permanentes » (7), se situant dans le sens des thèses générales du Mouvement.

La proclamation de la liste « nationale et libérale » défendait les principes chers à l'Ordre Etabli : « le salut de la Patrie » ; contre « le désordre, l'agitation, l'émeute... ». Les organes légitimistes et bonapartistes soutenaient cette liste, scellant l'alliance de l'extrême-droite au centre-gauche inclus.

Les sept libéraux-conservateurs étaient élus avec un pourcentage moyen de 48,5 %, les candidats républicains n'obtenant qu'un pourcentage moyen de 27 %.

Sur les deux cartes N° 3 (pourcentages républicains ou du Mouvement) et N° 4 (pourcentages libéraux-conservateurs) ci-annexés, nous voyons immédiatement la différence considérable et générale des taux des pourcentages. Aucun canton n'a donné la majorité absolue aux républicains, douze au contraire, l'ont donnée aux libéraux-conservateurs !

Le Mouvement se localise en quatre points, au nord - nord-ouest (Lurcy, Cérilly) et à l'est (Dompierre), ce qui rappelle les scrutins de la II<sup>e</sup> République, au sud-ouest (Montluçon, Commentry), et au sud-est (Cusset), ce qui rappelle l'opposition à l'Empire. L'Ordre Etabli triomphe en un bloc compact qui, pour l'ensemble des résultats nationaux, a fait classer l'Allier par M. Goguel (8) dans « l'ouest conservateur ».

(5) Voir index biographique.

(6) M. G. Rougeron. Revue « *Notre Bourbonnais* », 4<sup>e</sup> trimestre 1949.

(7) Journal *Le Républicain de l'Allier*, 8 février 1871.

(8) M. François Goguel, « *Géographie des Elections Françaises* » (op. cit.).



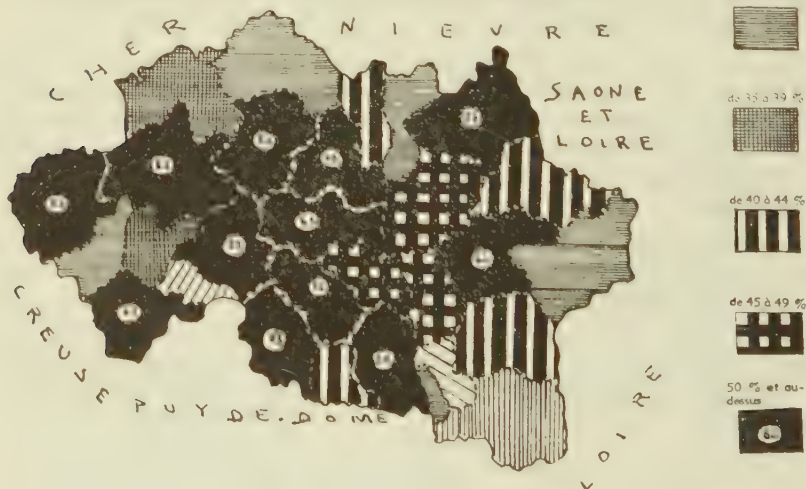
CARTE N° 3

ELECTIONS 8-2-1871 — TENDANCE DU MOUVEMENT  
(Pourcentages de la liste des « républicains »)



CARTE N° 4

ELECTIONS 8-2-1871 — TENDANCE DE L'ORDRE ETABLI  
(Pourcentages de la liste « Libérale conservatrice »)



## Section II. — Les élections législatives du 20 février 1876

*Par. 1<sup>er</sup>. — L'ÉVOLUTION DES OPINIONS ET LES SCRUTINS DEPUIS 1871.*

Les élections à l'Assemblée Nationale avaient été suivies le 30 avril 1871 par les premières élections municipales de la III<sup>e</sup> République. Dans les communes rurales, ces élections furent marquées par une revanche des « limogés » de l'épuration républicaine. Les conservateurs triomphaient. Toutefois les républicains maintenaient leur influence dans les centres urbains, Moulins, Montluçon, Gannat, et une quinzaine de chefs-lieux de canton, donc la majorité de ceux-ci.

Une contre-épuration ramenait aux postes administratifs des fidèles de l'Empire, dont Emmanuel de Fradel succédant à Combes dans les fonctions de préfet. Des fonctionnaires monarchistes ou bonapartistes, le plus souvent des réintégrés, remplaçaient des républicains.

A Versailles, Patissier se séparait de ses collègues et votait avec la gauche contre le pouvoir constituant de l'Assemblée. Le Comité qui portait son nom était dissous à partir du mois d'août 1871.

Ce retournement d'alliance eut son épilogue lors des élections cantonales les 8 et 15 octobre 1871 : étaient élus 19 conseillers généraux républicains et seulement 9 conservateurs. Les candidats républicains avaient obtenu 30,7 % et les candidats conservateurs 27,3 %, le solde représentant les abstentions.

Ce Conseil Général allait à plusieurs reprises manifester son républicanisme, en particulier en votant une adresse au Président de la République, en août 1873, adresse annulée par un décret du 8 novembre suivant. Il se heurta aux préfets de l'Ordre Moral qui avaient succédé à de Fradel : Ad. Letendre de Tourville, avocat et maire de Tourville (Eure), homme de parti et partisan d'extrême-droite, puis le baron Fernand de Nervo. Malgré les moyens de pression de toutes sortes employés par l'administration, les élections cantonales des 4 et 11 octobre 1874 confirmaient la faveur dont jouissaient les républicains.

Sur le plan municipal, l'Ordre Moral utilisa à fond la loi « de Broglie » sur la nomination des maires, mais, lors des élections municipales des 22 et 29 novembre 1874, ce fut un échec presque général des maires nommés dans les villes et les bourgs.

Les élections sénatoriales du 30 janvier 1876, dont le résultat était acquis d'avance, du fait de la loi électorale du 2 août 1875, qui accordait une représentation identique pour toutes les communes, grandes ou petites (on comptait 240 Conseils Municipaux conservateurs dans l'Allier) virent se battre entre elles les trois tendances conservatrices. Il y eut jusqu'à 13 candidats conservateurs !

Finalement, apportant ainsi la preuve de leur forte implantation, les impérialistes faisaient passer leurs candidats, le baron de

Veauce (9), le représentant Martenot et Louis de Chantemerle, conseiller général de Jaligny (208 à 203 voix). Les candidats républicains, dont Patissier et le colonel Laussedat, avaient obtenu de 148 à 130 voix, ce qui dépassait les prévisions les plus optimistes.

*Par. 2°. — LA DÉSIGNATION DES CANDIDATS ET LES PROGRAMMES.*

Les désignations des candidats émanèrent pour la plupart de congrès de circonscription, c'est-à-dire « d'arrondissement », la loi du 30 novembre 1875 ayant institué ce mode de scrutin.

Les conservateurs désignèrent Edouard Fould, l'ancien député de l'Empire, pour Montluçon-Est ; Alexandre Duchet, ancien maire impérial de Montluçon, maître de verrerie, pour Montluçon-Ouest : Gabriel Desmaroux de Gaulmin, ancien auditeur au Conseil d'Etat, fils du député de l'Empire, pour Lapalisse ; Victor-Jacques Bonneton, conseiller général de Chantelle, révoqué de ses fonctions de maire d'Ussel à la suite d'une déclaration bonapartiste, pour Gannat : Louis Bayon, conseiller général de Chevagnes, pour Moulins-Est. Sauf celui-ci, d'opinions légitimistes, tous les autres étaient d'ardents bonapartistes. Un cinquième impérialiste, le dernier préfet impérial de l'Allier, le baron Servatius, se présentait à Moulins-Est, malgré la décision de la réunion conservatrice en faveur de Bayon. Le représentant Riant déclinait toute candidature à Moulins-Ouest après avoir donné son acceptation.

Du côté des républicains, les choix se faisaient sans accroc. à Moulins-Est pour le docteur Laussedat, revenu de Bruxelles : à Moulins-Ouest pour Patissier ; à Gannat pour l'avocat et conseiller général Alfred Adrian ; à Montluçon-Est pour Chantemille. Mais, à Montluçon-Ouest, la personne et les opinions de Prosper Defoulenay étaient en butte aux attaques de l'extrême-gauche qui lui imposait finalement un programme radical et, à Lapalisse, le radical Gallay, rappelant les « intrigues » de 1871 qui l'avaient fait écarter, refusait de se plier aux décisions d'une assemblée qui avait choisi Cornil (« soixante des amis et familiers de M. Cornil... et une dizaine de vrais républicains »).

Les programmes républicains défendaient les idées du Mouvement, à l'exception de Patissier, dont la profession de foi avait quelque parenté avec les principes de l'Ordre Etabli : « conservateur d'abord, j'ai voté et voterai toujours les mesures de conservation sociale... » (10).

Les conservateurs témoignaient avec fougue de leur dévouement au maréchal de Mac-Mahon, promettant de lui apporter « tout leur concours » (Desmaroux, Bayon), déclarant considérer « comme factieux quiconque chercherait à ébranler « son » pouvoir ou « seule-

(9) Voir index biographique.

(10) Journal *Le Courrier de l'Allier*, 22 mai 1877.



ment à affaiblir » son autorité » (Fould, Bonneton). Ils se disaient « amis de l'ordre », ennemis « implacables des révolutionnaires » et appelaient « tous les bons citoyens à unir leurs efforts pour conjurer les périls qui menacent la société » (Desmaroux). En dehors même des questions dynastiques, laissées expressément de côté, c'était bien le visage de l'Ordre Etabli.

### *Par. 3°. — LES RÉSULTATS.*

Les six républicains furent élus avec des pourcentages allant de 49 % (Chantemille) à 37 % (Laussedat), les pourcentages conservateurs s'étagant entre 37 % (Bonneton) et Desmaroux (25 %), si l'on ne compte pas les 11 % de Riant, non candidat, et les 5 % de Servatius.

Le pourcentage global des abstentionnistes avait été légèrement plus élevé qu'en 1871 (24,5 %), soit 25,6 %. Pour l'ensemble du département, le pourcentage des voix conservatrices, donc de l'Ordre Etabli, était de 27,9 % contre 27,3 % en octobre 1871. Mais celui des voix républicaines, donc du Mouvement, était passé, dans le même temps, de 30,7 % à 45,2 %.

Les conservateurs reconnurent leur défaite. *Le Centre* écrivit : « Nous sommes vaincus ».

## Section III. — Les élections législatives du 14 octobre 1877

### *Par. 1<sup>er</sup>. — LA PÉRIODE ET LES ÉLECTIONS PRÉCÉDENTES.*

Sur le plan local, comme sur le plan national, il y eut d'abord un mouvement vers la gauche. Une nouvelle administration fut mise en place. Le 13 avril 1876, J. du Chevalard, conservateur mais plus libéral que le baron de Nervo, remplaçait celui-ci à la préfecture et faisait preuve d'esprit conciliant envers la majorité républicaine du Conseil Général, dont cinq membres étaient maintenant députés. Le 5 janvier 1877, du Chevalard était révoqué par Jules Simon et un préfet républicain, Paul Glaize, était nommé à sa place. Les sous-préfectures suivaient cette évolution, en particulier un sous-préfet républicain, Olivier d'Ormesson, était nommé à Montluçon.

Parmi les personnalités, celles qui avaient été nommées par l'Ordre Moral et désavouées au moment des élections municipales de 1874, donnaient leur démission ou étaient révoquées. Après la promulgation de la loi municipale du 12 juillet 1876 qui rétablissait l'élection des maires dans les communes non chefs-lieux, des élections municipales partielles, le 16 septembre 1876, entraînèrent 45 changements chez les maires, les nouveaux étant presque tous des républicains.

Le virage à droite fut rapide et brutal après le « 16 mai ». A la préfecture, le 19 mai, de Biancour, préfet en disponibilité et réin-

tégré, remplaçait Glaize qui était révoqué. D'Ormesson, comprenant ce qui l'attendait, donnait sa démission. Plus de 40 fonctionnaires de toutes administrations étaient révoqués, dont le sous-préfet de Gannat, Vaissière, l'inspecteur d'Académie Godin, le procureur de la République de Gannat, Clément. 80 fonctionnaires, dont 50 instituteurs, étaient déplacés. Les chiffres pour toute la France furent : 1.385 révoqués, 4.779 déplacés.

46 conseils municipaux étaient dissous (chiffre global pour la France : 613), dont ceux de Moulins, de Montluçon et de Gannat. 50 maires et 60 adjoints étaient révoqués (chiffres globaux, respectivement 1.743 et 1.334). Sur 55 communes ainsi frappées, il y avait 12 chefs-lieux.

L'action contre la propagande républicaine prit un caractère public et officiel. Elle revêtit toutes les formes, de la pression simple à la sanction pénale. L'ancien représentant Riant, nommé par le gouvernement Directeur général des Postes, faisait paraître une circulaire prévoyant les « réquisitions et les saisies de correspondance ».

La presse républicaine était combattue avec acharnement. Dès le 10 juin un arrêté préfectoral avait annulé toutes les autorisations de colportage. Le 28 juin, *Le Républicain de l'Allier* faisait connaître que la vente de ses journaux venait d'être interdite sur la voie publique. La préfecture refusa de viser les catalogues des kiosques vendant des feuilles républicaines.

Deux cercles (Lurey, Moulins) furent fermés. La loge « La Cosmopolite » fut dissoute. Considérés comme des lieux de réunion, 43 cafés ou débits (2.067 pour tout le territoire), faisaient l'objet de décisions interdisant leur ouverture.

De nouveaux commissariats de police étaient créés, par exemple à Saint-Pourçain, au Donjon, à Chantelle, à Doyet (pour six communes). Une brigade de gendarmerie était installée à Urçay.

La résistance républicaine se constitua autour des députés de l'Allier, qui faisaient partie des 363, autour des fonctionnaires révoqués, des maires et adjoints remplacés, des Conseils Municipaux dissous, du *Républicain de l'Allier* qui se passait sous le manteau, des conseillers généraux qui, seuls à échapper au ras de marée, protestaient, le 20 août 1877, « contre la violation de la loi du 10 août 1871 », le renouvellement partiel n'ayant pas eu lieu à la date prévue.

## Par. 2°. — LES CANDIDATS ET LES PROGRAMMES.

La désignation des candidats ne présenta pas de difficultés du côté des républicains, les députés sortants étant, en effet, des candidats tout désignés. Toutefois, Adrian étant décédé le 2 juin 1877, un congrès donna la préférence à Emile Bonnaud, banquier à Saint-Pourçain, sur Bureau des Etiveaux de Gannat (11).

---

(11) Avocat, grand-père de Valéry Larbaud.

Les candidats conservateurs, qui allaient, en même temps, bénéficier du titre de « candidats du gouvernement du Maréchal de Mac-Mahon », furent choisis après de délicats pourparlers, d'abord entre les trois partis dynastiques, ensuite avec les autorités. A part un congrès à Lapalisse qui désigna Gaspard Martinet, avocat à Cusset, conseiller général du Mayet, légitimiste, les autres réunions ne firent que ratifier des décisions administratives longuement réfléchies. Duchet et Bonneton tentaient à nouveau la chance à Montluçon-Ouest et Gannat. Pour Montluçon-Est c'était Mony, l'ancien député de l'Empire, pour Moulins-Est, Jacques de Tracy, petit-fils du député libéral, préfet de la Gironde, après l'avoir été de l'Aube, de la Haute-Savoie, de la Loire et des Bouches-du-Rhône, tous départements où il avait sévi contre les républicains. La circonscription de Moulins-Ouest n'attirant aucun candidat, le ministre de l'Intérieur ordonna au préfet de proposer un nom et le 2 octobre, le Conseil des Ministres acceptait Max Thomas, ancien professeur à l'Ecole des Arts et Métiers, exploitant de fours à chaux (12).

Les programmes étaient fort schématisés. Pour les républicains une déclaration commune avertissait les électeurs : « A vous de montrer... votre volonté inébranlable de maintenir la République, de la mettre à l'abri des atteintes de toute réaction bonapartiste, légitimiste, orléaniste, cléricale... ». Ils se dressaient contre le « gouvernement personnel » (Patissier, Bonnaud) et stigmatisaient la « candidature officielle » (Chantemille).

Dans les professions de foi conservatrices, il était généralement affirmé que le régime n'était pas en cause. Bonapartistes comme légitimistes, disaient réserver « leur opinion jusqu'en 1880 » (Bonneton) ou affirmaient leur « respect de la constitution » (Thomas). Ils mettaient l'accent sur leur dévouement absolu au « maréchal », ce « soldat illustre qui maintient... la Paix, l'Ordre et la Sécurité » (Thomas). Les thèmes permanents de l'Ordre Etabli y étaient développés : « pour l'ordre, la paix, le travail... seul gouvernement désirable, celui, quelle que soit sa forme politique, qui se fonde sur l'alliance indissoluble de l'ordre et de la liberté » (Mony) ; « un grand peuple ne peut exister qu'en honorant la religion, en respectant la famille et la propriété » (Bonneton). Les adversaires à combattre, c'étaient les « ennemis du Maréchal » dont le triomphe aurait pour « conséquence la Révolution et la Guerre » (Thomas). On disait ne vouloir vaincre que le « radicalisme » (Bonneton).

Un « Comité Central », composé d'un légitimiste, d'un bonapartiste et d'un orléaniste, organe d'une véritable union de partis, était mis sur pied.

---

(12) Archives Nationales, C. 3474. A. 27-C. 3834.3.



Par. 3<sup>e</sup>. — LA CAMPAGNE ÉLECTORALE, LE SCRUTIN ET SES RÉSULTATS.

Le préfet de Biancour donna à la campagne tout son temps et toutes ses forces, organisant des réunions de maires, d'adjoints et de conseillers municipaux, accompagnant les candidats conservateurs, faisant distribuer des brochures « La politique du Maréchal », installant en grand cérémonial les commissions municipales de Moulins et Montluçon, envoyant circulaire sur circulaire, dont l'une pour que les présidents des bureaux de vote, contrairement à la jurisprudence, considèrent comme nuls tous les bulletins recouverts d'une bande gommée ou dont le nom serait rayé et remplacé (13), nommant trois conservateurs à la commission de classement, clôturant son action par une lettre aux électeurs où il leur demandait de voter pour les candidats du gouvernement, s'ils voulaient « avec le soldat illustre... à la tête de notre pays, l'affermissement de l'Ordre et de la Paix » (14). Les sous-préfets imitèrent leur chef. Le général de Biré, commandant la subdivision, fit faire des « promenades militaires » dans les campagnes. Les municipalités « du 16 mai » collèrent les affiches et distribuèrent les bulletins des candidats du Maréchal. Se joignirent à cette action de propagande les juges de paix, les huissiers, les greffiers, les curés et les gendarmes, à Vichy la Compagnie Fermière. Un nouveau journal *Le Maréchal* donnait la note officielle.

Par contre, la propagande républicaine était sévèrement réprimée, affiches lacérées, journaux ou écrits saisis, distributeurs ou afficheurs arrêtés et poursuivis. Le gérant du *Républicain* était condamné à quinze jours de prison ferme parce qu'il avait attaqué de Tracy.

Hommes de troupe et gendarmes avaient été mobilisés, souvent à proximité des bureaux de vote pour impressionner les électeurs.

De graves incidents éclatèrent le soir, lors du dépouillement : à Cusset où la foule, évacuée de la salle de vote par les gendarmes, attaquait la maréchaussée à coups de pierres pour délivrer quatre manifestants, d'où sommations légales, coups de feu en l'air et deux autres arrestations ; à Doyet où 2.500 personnes, selon *Le Mémorial*, se rassemblèrent en criant « Vive la République ! Vive la Commune ! » ; à Montluçon surtout où 7 à 8.000 personnes, selon les gendarmes (800 selon le commissaire central, la vérité devant être entre les deux chiffres...), se groupèrent autour de la sous-préfecture en chantant la Marseillaise, puis, repoussées sur les boulevards, crièrent « Vive la République ! » et aussi « Vive la Commune ! ». Le ministre de l'Intérieur de Fourtou devait parler de cette manifestation à la tribune de la Chambre comme d'une véritable émeute.

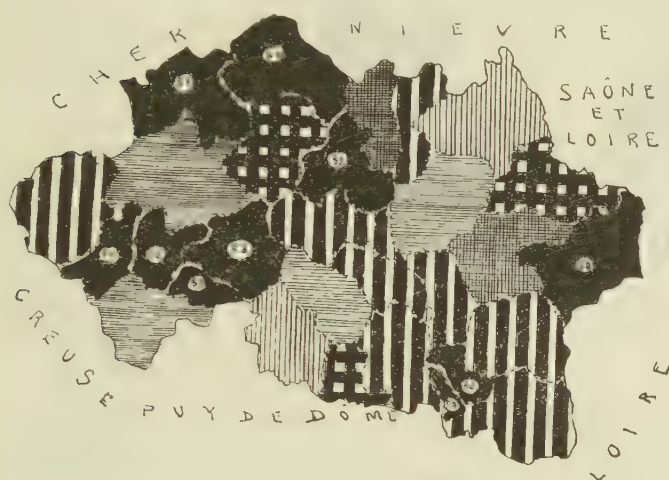
Les résultats furent les mêmes qu'en 1876, les six candidats républicains passant dès le premier tour, leurs pourcentages allant

(13) Moyens employés pour parer à l'absence de mesures protégeant le secret du vote.

(14) Journal *Le Courrier de l'Allier*, 13 octobre 1877.

## CARTE N° 5

ELECTIONS 20-2-1876 — TENDANCE DU MOUVEMENT  
(Pourcentages candidats républicains)



moins de 5 %



de 5 à 9 %



de 10 à 14 %



de 15 à 19 %

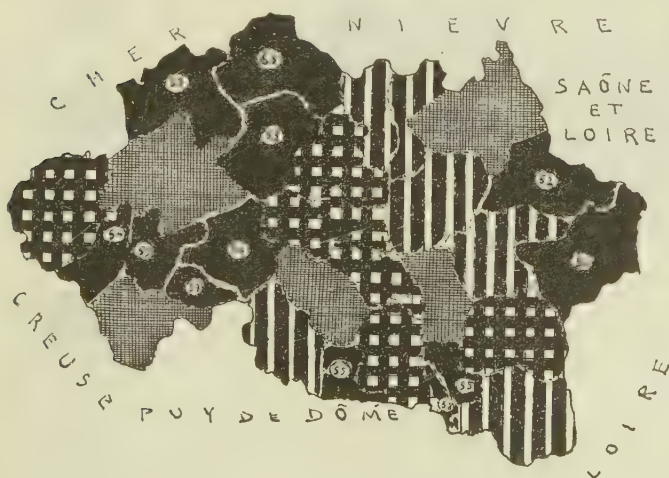


de 20 à 24 %



## CARTE N° 6

ELECTIONS 14-10-1877 — TENDANCE DU MOUVEMENT  
(Pourcentages candidats républicains)



de 25 à 29 %



de 30 à 34 %



de 35 à 39 %



de 40 à 44 %



de 45 à 49 %

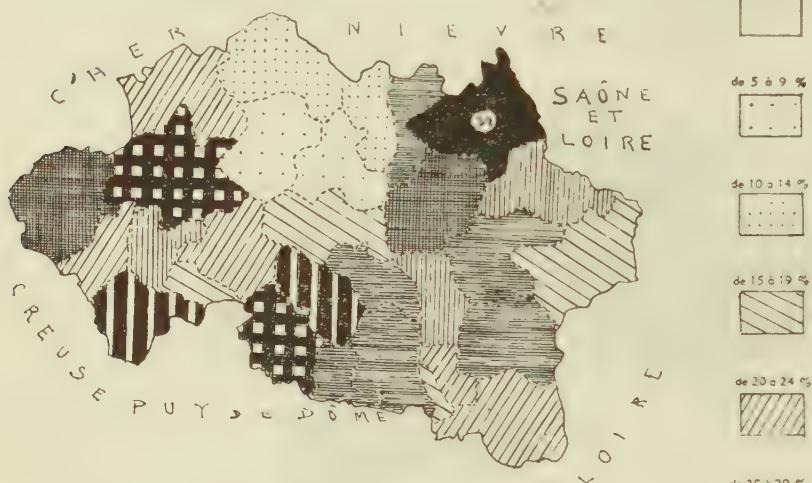


50 % et au-dessus



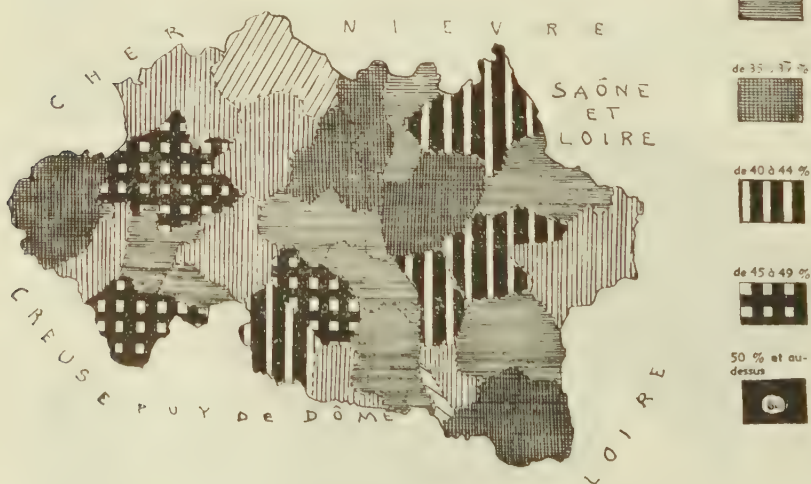
CARTE N° 7

ELECTIONS 20-2-1876 — TENDANCE DE L'ORDRE ETABLI  
(Pourcentages candidats conservateurs)



CARTE N° 8

ELECTIONS 14-10-1877 — TENDANCE DE L'ORDRE ETABLI  
(Pourcentages candidats conservateurs)





maintenant de 52 % (Chantemille) à 44 % (Laussedat). Les pourcentages conservateurs se plaçaient entre 36 % (Bonneton, de Tracy) et 31 % (Thomas). Pour l'ensemble du département, les républicains, donc le « Mouvement », parvenaient à 48,2 % (45,2 % en 1876), les conservateurs à 33,7 % (27,9 %). Malgré l'appui du gouvernement et la mise en œuvre de tous les moyens de persuasion, de pression et d'intimidation, le pourcentage de l'Ordre Etabli, en progrès de 6 centièmes, n'avait pu que dépasser légèrement le tiers des inscrits, alors que le Mouvement se rapprochait de plus en plus de la majorité absolue des inscrits. Chaque bloc avait fait le plein, le pourcentage des abstentions étant, cette fois, très bas, 17,14 % contre 25,6 % en 1876.

Les cartes des deux élections de 1876 et 1877 ont été groupées deux par deux, compte tenu de leurs ressemblances.

Les cartes N<sup>os</sup> 5 et 6 représentent le Mouvement. Nous notons une extension de part et d'autre du bastion du sud-ouest (Montluçon, Commentry), une résurrection du bastion du nord-ouest (Lurcy, Cérilly, Bourbon), de même une renaissance du bastion de l'est (Dompierre, Le Donjon). Enfin le bastion du sud-est (Cusset-Vichy) est étendu vers le sud (Gannat). Tous ces bastions sont reliés entre eux, formant ainsi une « plate-forme ».

Les cartes N<sup>os</sup> 7 et 8, correspondant à l'Ordre Etabli, montrent de petits bastions dispersés : Chevagnes, Hérisson, Marcillat, Ebreuil,

Par rapport à l'ensemble du territoire, M. Goguel place l'Allier dans les départements perdus par les conservateurs, ceux-ci ayant été « refoulés vers l'ouest et comme acculés aux rivages de la Manche et de l'Atlantique ».

#### Section IV. — Les élections législatives du 4 octobre 1885

##### *Par. 1<sup>er</sup>. — L'ÉVOLUTION DES OPINIONS ET DES VOTES DEPUIS 1877.*

La liquidation du 16 mai se poursuivait pendant plusieurs années. A la tête du département, l'ancien sous-préfet de Montluçon, Olivier d'Ormesson, remplaçait de Biancour, démissionnaire. En 1879, Charles-Henri Monod, puis, en 1880, Gustave Le Mallier, lui succédèrent. Désormais, le rôle politique de l'administration préfectorale, tout en demeurant actif, ne s'inscrivait plus pendant longtemps dans le remue-ménage des luttes publiques... Pour les autres fonctionnaires, en plus de 33 gardes champêtres révoqués ou démissionnaires, il faut compter, de 1878 à 1881, 46 révocations et mises à la retraite ou en disponibilité pour motifs politiques. Parmi les principaux frappés, il y eut le trésorier payeur général, trois conseillers de préfecture, quatre procureurs et substituts, un commandant de gendarmerie, un inspecteur primaire, huit juges de paix.

Pendant les mêmes années, on put compter au sein des municipalités conservatrices, quatorze maires révoqués, treize maires sus-

pendus, sept adjoints révoqués, trois adjoints suspendus, deux conseils municipaux dissous, tout ceci pour des motifs souvent futiles, assistance à une messe bonapartiste, défaut d'affichage, manifestation anti-républicaine.

Les communes qui avaient élu des conseils municipaux conservateurs étaient frappées d'ostracisme, faveurs, installations en grande pompe, audience des bureaux, prêts et subventions étant réservés aux municipalités républicaines. Il est vrai que l'administration n'était pas plus bienveillante avec les communes radicales : Boissier, maire de Nérès, était révoqué, les conseils municipaux de Nérès et de Jaligny étaient dissous.

Cette lutte sur deux fronts marqua certains scrutins de cette époque, leur donnant parfois, par anticipation, le caractère de l'ultérieure rivalité entre radicaux et modérés.

Parmi les scrutins de cette catégorie, il faut citer l'élection législative complémentaire des 29 septembre et 13 octobre 1878 à Moulins-Est, suite au décès du docteur Laussedat, qui vit s'affronter trois républicains au premier tour, un centre-gauche, un gauche et un extrême-gauche (Félix Datas, cité à propos des personnalités). Datas l'emportait au ballottage avec 24 % sur l'opportuniste Vigne, maire de Moulins (13 %). Il y avait eu 63 % d'absentions !

Dans plusieurs circonscriptions, lors des élections législatives générales du 21 août 1881, des radicaux se présentèrent contre les députés républicains sortants : à Lapalisse, Honoré Préveraud, proscrit de décembre, contre Cornil ; à Montluçon-Est, Boissier, déjà cité, contre Chantemille. Ils ne parvenaient pas à les battre, mais ébranlaient leur position, obtenant de 17 à 22 % et ne laissant aux élus que 28 et 33 %. Dans les circonscriptions de Gannat, Moulins-Ouest et Moulins-Est, la bataille radicalo-opportuniste s'était limitée aux congrès et les candidats républicains, seuls pour le scrutin, étaient facilement élus, mais avec des baisses de pourcentages par rapport à 1877 : Alphonse Labussière (15), alors procureur de la République à Clermont-Ferrand, remplaçant Bonnaud, non représenté ; le docteur Alexandre Vinatier, maire et conseiller général de Lurey, remplaçant Patissier, écarté par le congrès ; enfin Datas, le sortant républicain radical.

Seule la circonscription de Montluçon-Ouest voyait se présenter un candidat conservateur, le bonapartiste Antoine-Joseph Lachaume, propriétaire au Vilhain, qui d'ailleurs n'obtenait que 21 % contre 43 % à Simonnet, élu, malgré une candidature socialiste, la première, celle de Jean Dormoy (4 %) et une candidature radicale retirée avant le jour du scrutin.

Plus caractéristique encore du divorce radical-opportuniste fut l'élection complémentaire des 30 avril - 14 mai 1882 à Lapalisse qui, suite à la démission de Cornil, opposa trois candidats républicains, deux radicaux, Préveraud et Mivière, et un opportuniste, Debord, conseiller général du Donjon, soutenu par Cornil. Préveraud arrivait

---

(15) Voir l'index biographique.

en tête au premier tour (18, 13, 10 %) et était élu au second sans concurrent (23 %). Le pourcentage des abstentions avait été considérable. C'était le second député radical de l'Allier.

Par contre, on peut ranger dans les scrutins classiques de lutte entre les républicains et les conservateurs dynastiques la plupart des autres élections de cette époque.

Au Conseil Général, les élections cantonales des 4-11 novembre 1877 avaient confirmé la victoire républicaine d'octobre. Les élections cantonales des 1<sup>er</sup>-8 août 1880 se transformèrent en véritable débâcle pour les conservateurs qui perdirent quatre sièges, n'en conservant que deux (sur 28 sièges !). Toutefois, les élections cantonales des 12-19 août 1883, marquées par une division des républicains, étaient plus favorables aux conservateurs. Le chiffre des républicains redescendait à 22, majorité déjà fort appréciable qui réalisait chaque année, depuis 1872, le docteur Cornil à la présidence.

Lors des élections municipales des 6-13 janvier 1878, les républicains égalisaient avec les conservateurs (158 conseils municipaux pour chaque bloc et 5 douteux, 20 chefs-lieux de canton à majorité républicaine), puis les supplantaient aux élections municipales des 9-16 janvier 1881 (187 conseils à majorité républicaine, 121 restant aux conservateurs, 13 douteux). Cette prédominance républicaine fléchissait aux élections municipales des 4-11 mai 1884 (159 conseils municipaux à majorité républicaine, 156 conseils à majorité conservatrice) et de plus, la lutte s'était effectuée dans certaines villes (Montluçon, Gannat, Huriel...) entre opportunistes d'une part et radicaux (ou socialistes) d'autre part.

Une élection complémentaire, le 3 septembre 1882, à Moulins-Ouest, provoquée par le décès de Vinatier, amena la victoire facile de Léon Roquet, avocat, maire de Franchesse, déjà cité (16), opportuniste, avec 25 % sur Marius Clairefond, « rallié » avant le mot, portant l'étiquette de « national indépendant » (6 %). Les abstentionnistes étaient les radicaux hostiles à Roquet et les dynastiques, opposés au républicanisme modéré de Clairefond, premier candidat à pouvoir être classé au centre-droit.

L'élection législative complémentaire de Moulins-Est, le 6 avril 1884, entraînée par la mort de Datas, fut une des rares de cette époque à passionner l'opinion et à voir les deux blocs reconstitués comme en 1876 et 1877. Eugène Bruel, négociant, maire de Moulins (17), candidat républicain, y battait (44 %) Paul Corne, maire d'Yzeure, conseiller général de Moulins-Est, conservateur (34 %).

Les élections sénatoriales du 25 janvier 1885, faites sous le nouveau régime de la loi du 9 décembre 1884 (qui attribuait aux communes un nombre de délégués proportionnel au nombre des conseillers municipaux), devaient sans aucun doute favoriser les républicains. Bruel et Chantemille étaient élus au premier tour (441 et

---

(16) Voir page 158.

(17) Voir l'index géographique.



422 voix). Il fallait un second tour pour Cornil (416 puis 446). Le radical Préveraud avait seulement réuni 146 puis 106 voix. Les conservateurs recueillaient de 286 à 281 voix, Martenot étant en tête.

### *Par. 2°. — LA DÉSIGNATION DES CANDIDATS ET LES PROGRAMMES.*

La loi du 10 juin 1885 ayant mis en vigueur le scrutin de liste majoritaire à deux tours dans le cadre départemental, des problèmes d'union se posaient de part et d'autre.

L'union entre les républicains qui, dans de nombreux autres départements, ne put être réalisée qu'entre les deux tours, parvint à être réalisée dans l'Allier dès le premier tour par la constitution d'une liste unique.

L'initiative de l'organisation électorale vint des nouveaux sénateurs qui firent accepter un système assez complexe comprenant un « Comité central d'action et de propagande », des Comités cantonaux chargés de provoquer des réunions communales en vue de la désignation de délégués, des réunions cantonales groupant ces délégués pour la discussion du programme et le choix de délégués cantonaux, le tout aboutissant à un congrès départemental qui se réunit à Moulins.

Lors de ce congrès, une commission de seize membres composée par moitié de militants des deux nuances républicaines, choisit trois opportunistes, Pierre Aujame, négociant, conseiller général de Commeny, Paul Rondeleux, cité parmi les personnalités, et le député sortant Labussière, ainsi que trois radicaux, les députés sortants Préveraud et Simonnet (18) et Félix Mathé II (cité à propos des personnalités).

Les candidats conservateurs étaient choisis au cours ou à la suite de différentes réunions. Il s'agissait de Martenot, l'ancien sénateur, impérialiste : du comte Antoine de Nicolay, agriculteur, monarchiste ; de l'avocat Octave Des Horts, de Gannat, monarchiste ; de Camille Belin, ex-magistrat démissionnaire, impérialiste ; de Joachim de Garidel, monarchiste ; enfin de Barthélemy de Las Cases, impérialiste. La liste comprenait ainsi trois monarchistes et trois bonapartistes.

Venait s'ajouter une liste socialiste comprenant trois candidats désignés par un congrès, Jean Dormoy, G. Morel, ouvrier chapelier à Moulins, H. Meillier, secrétaire de la Chambre Syndicale des Mineurs à Buxières ; deux choisis par Paris, Simon Dereure, lapalissois d'origine, membre de la Commune, P. Lafargue ; le sixième investi par Vichy-Cusset, J. Souchet, cultivateur à Saint-Prix.

Le programme républicain était une suite de compromis entre les radicaux et les opportunistes, ce qui équivalait sur plusieurs points à annuler l'article sur lequel l'accord ne pouvait intervenir.

Le programme de la liste socialiste était très complet tant en ce qui concernait l'énoncé des principes collectivistes que pour la partie politique, proche des thèmes radicaux.

---

(18) Considéré comme radical par le programme accepté.

Les conservateurs affirmaient bien haut que « la question de la forme du gouvernement n'était pas en jeu ». Leur appel aux électeurs consistait essentiellement en un réquisitoire contre la politique républicaine, « lutte solennelle pour la Patrie contre la coterie qui depuis huit ans la gouverne, l'opprime et la trompe ».

### *Par. 3°. — LE SCRUTIN ET SES RÉSULTATS.*

Les six républicains furent élus avec un pourcentage moyen de 42 %, les conservateurs étant nettement distancés (32 %) et les socialistes (2 %) ayant surtout marqué ce scrutin par leur présence et leur propagande.

Le pourcentage moyen (calculé au 1/10<sup>e</sup>) du Mouvement était cette fois de 43,9 % contre 48,2 % en 1877. L'Ordre Etabli atteignait pour sa part 31,9 %, inférieur à celui de 1877 (33,7 %), mais supérieur à celui de 1876 (27,9 %). Les absentionnistes (21,52 % contre 17,14 % en 1877) ont-ils appartenu à l'Ordre Etabli, comme les journaux conservateurs le prétendirent ? Les comparaisons ci-dessus ne permettent pas de l'affirmer.

Les cartes annexées doivent être comparées à celles de 1876-1877 si l'on veut en tirer un utile renseignement.

La carte N° 9 (Mouvement) nous montre des zones d'affaïssement, des positions républicaines, notamment autour de Moulins (voix de cultivateurs décrochées par de Garidel) et de Saint-Pourçain. Par ailleurs, les républicains ont plutôt fait des progrès en rendant plus uniforme leur influence dans certaines zones (ouest et sud-est).

La carte N° 10 (Ordre Etabli) présente un sérieux bastion au nord-nord-est (Moulins, Chevagnes, Souvigny). Il y a toujours les cantons de Varennes, Hérisson, Chantelle, mais des baisses sensibles à Jaligny, Ebreuil et Marcillat.

M. Goguel a noté sur la carte nationale une avance de la droite au sud du Massif Central et une poussée modérée dans l'est de la France et les Alpes. L'Allier a échappé à ces différents mouvements.

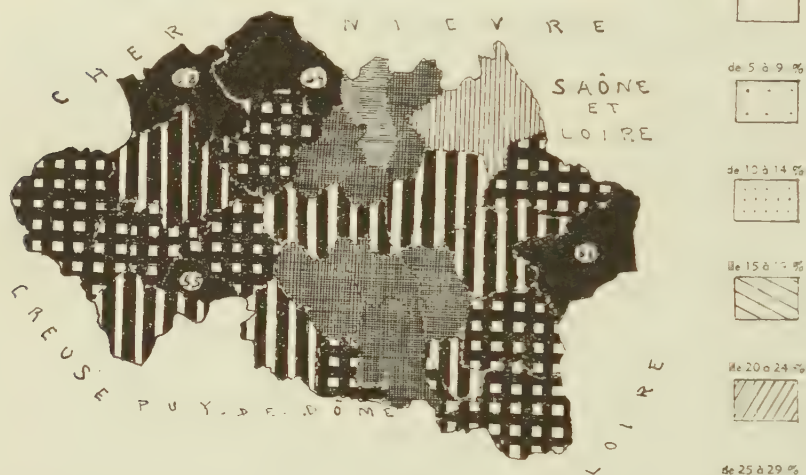
### **Section V. — Les élections législatives des 26 septembre - 6 octobre 1889**

#### *Par. 1<sup>er</sup>. — LA PÉRIODE ET LES SCRUTINS PRÉCÉDENTS.*

La crise boulangiste secoua moins durement l'Allier que la Nièvre, dont les radicaux de nuance intransigeante étaient passés au nouveau parti républicain-national, suivant en cela leur chef, le docteur Turigny. Ce dernier était depuis longtemps le champion du révisionnisme et avait jeté les bases, dès 1883, d'un Comité départemental dans notre département. Mais les radicaux bourbonnais, tout en manifestant leur sympathie à Boulanger, comme d'ailleurs les milieux populaires et même socialistes (vivats de milliers de personnes lors des visites du général aux garnisons de Montluçon et de Moulins, le

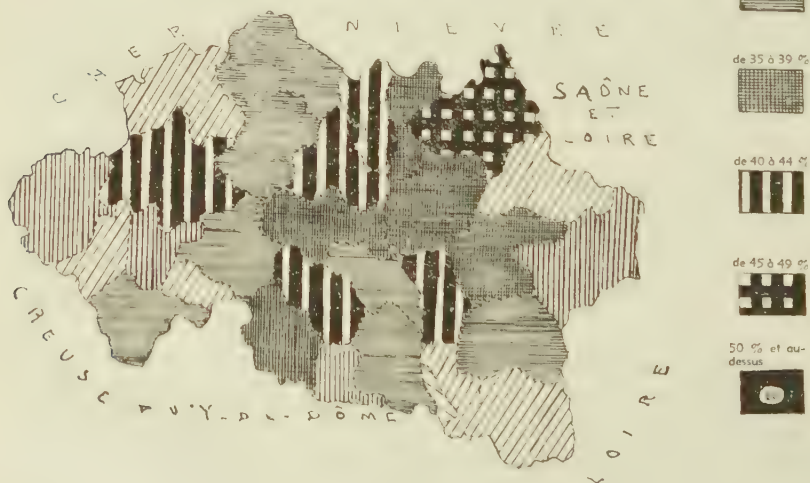
CARTE N° 9

ELECTIONS 4-10-1885 — TENDANCE DU MOUVEMENT  
*(Pourcentages additionnés des moyennes des candidats  
 des listes républicaine et socialiste)*



CARTE N° 10

ELECTIONS 4-10-1885 — TENDANCE DE L'ORDRE ETABLI  
*(Pourcentages des moyennes des candidats de la liste  
 conservatrice)*





11 octobre 1887), s'abstinrent de toute adhésion au « Comité central révisionniste de l'Allier » de 1889. Les dirigeants de ce Comité étaient uniquement des conservateurs, dont Ernest Olivier, ancien maire de l'Ordre Moral à Chemilly, qui en était le président. Les bonapartistes étaient au premier rang de l'action boulangiste ; *Le Centre* et *Le Courrier* appuyaient sa propagande. Les royalistes locaux suivaient, quoique sans enthousiasme, *Le Messager-Mémorial* du 29 mars 1889 ne se privant pas d'attaquer cette « parodie de dictature, triste exemple de notre incurable légèreté ».

A la suite des élections cantonales des 1<sup>er</sup>-8 août 1886, le Conseil Général, dont la répartition générale des sièges n'était pas modifiée (22 républicains, 6 conservateurs), était pourvu de deux leaders minoritaires ardents, Boissier à l'extrême-gauche, Félix Challeton, représentant le canton d'Escurolles, futur chef boulangiste, à l'extrême-droite. Mais la forte majorité opportuniste, qui commençait à prendre l'étiquette « progressiste », n'en était pas ébranlée et continuait de réélire à la présidence de l'assemblée départementale le sénateur Cornil.

Pour les élections cantonales des 28 juillet - 4 août 1889, les conservateurs et révisionnistes-boulangistes, unis dans le cadre strict de l'Ordre Etabli local, firent un gros effort, présentant de nombreux candidats, parmi lesquels le général Boulanger à Montluçon-Est contre Chantemille (ce devait être un des douze cantons de France à élire Boulanger, cette élection étant rapidement annulée). La répartition globale des sièges était à peu près inchangée (21 républicains, 6 conservateurs), à part cette nouveauté, un socialiste, Christophe Thivrier, élu triomphalement à Commentry contre le député Aujame, conseiller sortant.

Selon les journaux conservateurs, les élections municipales des 6-13 mai 1888 s'étaient ressenties d'une poussée vers la droite au sens large. Selon *Le Centre*, en effet, 160 municipalités, en grande majorité des communes rurales (mais il y avait aussi Cusset et Souvigny enlevés aux républicains...) avaient une orientation conservatrice contre 151 communes à municipalités républicaines, 11 demeurant douteuses.

#### *Par. 2<sup>e</sup>. — LES CANDIDATS ET LES PROGRAMMES.*

La loi du 13 février 1889 ayant rétabli le scrutin uninominal, dit d'arrondissement, la désignation des candidats allait se faire dans le cadre des circonscriptions, redevenues les mêmes que celles de 1876, 1877, 1881.

A Gannat, un congrès républicain investissait le député sortant Labussière, mais le docteur Delarue (19) posait sa candidature. Cornil, prenant sa revanche à Lapalisse, poussait en avant le radicalisant, mais « non intransigeant », docteur Gacon (19), obtenant que soit écarté le député sortant Préveraud. Les congrès de Montluçon éclai-

---

(19) Cités à propos des personnalités. Voir l'index biographique.

taient ou n'étaient pas respectés dans leurs décisions, de sorte que pour Montluçon-Est, Boissier s'opposait à Deslinières, sans compter la candidature socialiste de Christophe Thivrier, et que pour Montluçon-Ouest, Jean Dechaud, radical-socialiste, et Jean Dormoy, socialiste, entraient en lice contre Alexandre Dumas, notaire, maire de Montluçon, candidat de Chantemille, donc progressiste. De même, à Moulins-Ouest, un radical, Léon Moncelon, contestait la loi du congrès qui s'était prononcé en faveur de Ville, maire de Moulins, progressiste « avancé ». Il n'y avait que Moulins-Est pour faire l'union sur le nom de Mathé II, député sortant.

Chez les conservateurs-révissionnistes-boulangistes, le Comité national du « Parti Républicain National » accordait son investiture à Challeton pour Gannat et à Ernest Olivier pour Lapalisse. Le Comité « central » des représentants conservateurs de Montluçon désignait l'ancien sénateur impérialiste Martenot pour l'Est et Aristide Theurault, avocat et propriétaire-agriculteur, pour l'Ouest : tous deux se disaient révissionnistes. Mais Martenot avait un concurrent en la personne d'un rédacteur de *L'Intransigeant*, Edmond Bazire. « révissionniste-boulangiste ». Les moulinois s'entendirent pour présenter sous l'étiquette de « conservateur-révissionniste », au nom des formations impérialistes et royalistes unies, Paul Corne, monarchiste, déjà cité, et l'impérialiste Barthélemy de Las Cases, le premier pour l'Est (où il avait un concurrent en la personne d'un nommé Fischer de Chevières, « républicain-révissionniste » appuyé par le journal boulangiste de Nevers, *Le Patriote du Centre*), le second pour l'Ouest.

Les hommes plus que les programmes marquaient les candidatures du signe du Mouvement ou de celui de l'Ordre Etabli. En effet, on constatait un « tassement », notamment sur la révision, dans les professions de foi républicaines, qui, de plus, divergeaient sur de nombreux points (guerres coloniales, séparation des Eglises et de l'Etat, impôt sur le revenu...). Les deux professions de foi socialistes apparaissaient moins complètes, moins catégoriques que celle de la liste de 1885.

Il y avait de la part des candidats conservateurs-révissionnistes boulangistes une certaine indigence de l'intellect en même temps que la crainte d'aborder des sujets de division en allant trop au fond des choses. Aussi mettaient-ils l'accent sur la révision de la Constitution, « cause de tous nos maux... barrière à tout progrès » (Challeton), qui mettrait « fin au système » (Corne). Martenot rappelait son passé « plébiscitaire ». On déclarait vouloir se soumettre « à la volonté du pays nettement et librement consultée » (Las Cases). Principe favori de l'Ordre Etabli, la « nomination par le peuple d'un Chef de l'Etat responsable devant la Nation » était préconisée par Challeton.

### *Par. 3°. — LES RÉSULTATS.*

Dès le premier tour étaient élus : Gacon à Lapalisse (45 %) contre 28 % à Olivier et Mathé (43 %) à Moulins-Est contre 35 % à Corne et 3 % à Fischer.

Le ballottage s'annonçait sans complication à Gannat où Delarue, arrivé troisième, se désistait pour Labussière, qui serrait de près Challeton (respectivement 21 %, 27 % et 30 %) et à Moulins-Ouest où devant Ville, placé en tête (40 %) s'effaçaient Moncelon (8 %) et Las Cases (34 %), ce dernier par découragement.

La situation était moins simple à Montluçon-Est, où la division des candidats du Mouvement avait permis à Martenot de se placer en tête (27 %), le second étant Thivrier (21 %), le troisième Deslinières (15 %), le quatrième Boissier (10 %), le cinquième, enfin, Bazire (4 %). De même, à Montluçon-Ouest, Theurault dépassait tous les autres candidats avec 27 %, Dumas arrivant second (24 %), Dechaud troisième (16 %), Dormoy quatrième (12 %).

Un congrès républicain remplaçait Deslinières par le docteur Jean Viple, conseiller général de Montmarault, de nuance modérée, mais Boissier se désistait pour Thivrier. A l'ouest, pendant que Dechaud se désistait de facto pour Dumas, Dormoy se montrait favorable à une nouvelle candidature, celle d'Octave Justice, rédacteur à *L'Intransigeant*, se disant « révisionniste » et aussi « républicain-socialiste ». Cette attitude de Dormoy, due, de toute évidence, à son inimitié envers Dechaud, lui fut fréquemment reprochée par la suite de la part des commentryens.

Au second tour, Labussière, Ville et Dumas étaient élus avec de confortables majorités, respectivement 44 %, 42 % et 38 % contre 31 % (Challeton) et 28 % (Theurault), Justice ayant 8 %. Mais Thivrier (27,3 %) était vainqueur à Montluçon-Est (contre 27,0 % à Martenot, 25,3 % à Viple), premier député socialiste de l'Allier.

Les pourcentages globaux, calculés sur les chiffres du premier tour montraient un léger recul des républicains, 41,6 % contre 42 % en 1885, mais en compensation une avance socialiste : 5,2 % contre 1,8 % en 1885. En augmentation, le pourcentage du Mouvement atteignait 46,8 %, celui de l'Ordre Etabli en légère diminution : 30,4 %.

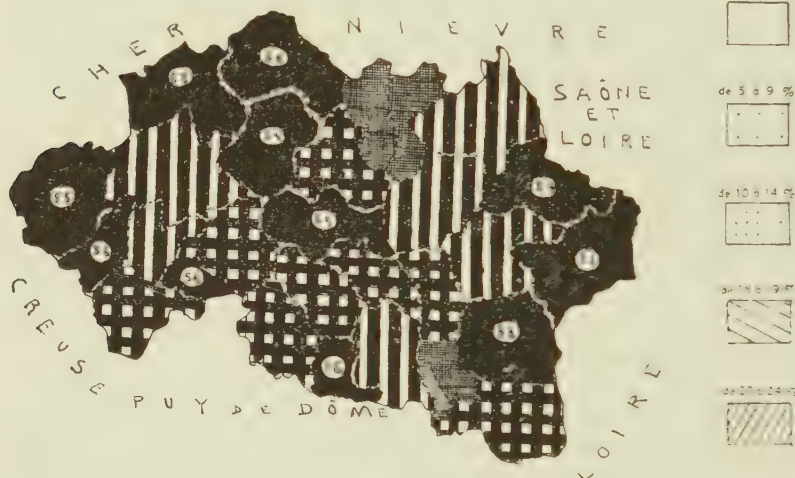
La carte ci-jointe N° 11, représentant les pourcentages des candidats républicains et des candidats socialistes additionnés, donc le Mouvement, montre, par rapport à 1885, un rétrécissement de la zone d'effondrement, notée précédemment dans la région de Moulins, et un déplacement vers Vichy-Cusset, très touchées par le boulangisme, de la zone d'effondrement qui se trouvait autour de Gannat, Saint-Pourçain. Mais, il faut noter un progrès général du Mouvement en pourcentage, puisqu'il n'y a plus que trois cantons qui lui ont donné moins de 40 % (contre huit en 1885 et cinq en 1877).

La carte N° 12, représentant les pourcentages, additionnés au besoin, des candidats conservateurs-révisionnistes-boulangistes, donc l'Ordre Etabli, montre un affaiblissement général des positions de cette tendance. Il ne reste plus que deux bastions, le nord-est (Moulins, Chevagnes) et le canton d'Hérisson.



CARTE N° 11

ELECTIONS 22-9-1889 — TENDANCE DU MOUVEMENT

*Pourcentages candidats républicains et socialistes (additionnés), premier tour.*

CARTE N° 12

ELECTIONS 22-9-1889 — TENDANCE DE L'ORDRE ETABLI

*Pourcentages candidats conservateurs, révisionnistes, boulangistes (additionnés), premier tour.*

## CHAPITRE X

# DU « RALLIEMENT » DES CATHOLIQUES A LA GUERRE DE 1914

Section I. — Les élections législatives des 8-22 mai 1898

*Par. 1<sup>er</sup>. — L'ÉVOLUTION DES OPINIONS ET LES SCRUTINS PRÉCÉDENTS.*

Après les élections législatives de 1889, les liens tissés par la lutte commune contre le boulangisme maintinrent quelque temps l'union entre les républicains radicaux et modérés. La « coupure » existait plutôt sur leur gauche, isolant les socialistes en butte aux mesures de répression, œuvre de l'administration du préfet Vincent (qui resta plus de cinq années, de 1889 à 1894) et de la magistrature opportuniste.

C'était des poursuites devant la Cour d'Assises pour outrages à l'armée (contre le gérant du *Réveil Social*) ou devant les tribunaux de simple police pour infraction à l'arrêté préfectoral du 3 janvier 1891 interdisant « les drapeaux ou bannières rouges... ».

Après les élections municipales des 1<sup>er</sup>-8 mai 1892, qui amenèrent dans la région de Montluçon (à commencer par Montluçon et Commeny) une dizaine de municipalités socialistes, la suspension de Dormoy (5 juin 1893), l'annulation des vœux politiques, les mesures vexatoires ou l'obstruction systématique des services administratifs, illustrèrent cet état d'esprit.

Les mêmes élections municipales avaient vu un véritable effondrement conservateur (leurs municipalités ne dépassant guère la centaine) et des luttes diverses entre les nuances républicaines, certaines municipalités modérées ayant même été élues avec le soutien des voix conservatrices.

Aux élections cantonales des 31 juillet - 7 août 1892, il y avait aussi des affrontements entre radicaux et modérés et la répartition des sièges au Conseil Général devait être faite d'après quatre appartenances : cinq conservateurs, seize conseillers progressistes-modérés, six radicaux et deux socialistes (Dormoy, Thivrier). La majorité, comprenant encore les radicaux dans son sein, réélisait régulièrement Cornil à la présidence.

Les élections législatives des 20 août-3 septembre 1893 furent essentiellement des élections de transition. Lapalisse et Montluçon-Est étaient les seules circonscriptions où la lutte ressemblait aux compétitions électorales du passé : à Lapalisse, l'ex-boulangiste Olivier se présentait à nouveau contre le républicain-radical Gacon. Ordre Etabli contre Mouvement, la victoire revenant à nouveau à Gacon (44 % contre 19 %) ; l'impérialiste, cette fois « candidat » sans plus, Monanges essayait de regrouper les voix conservatrices à Montluçon-Est et n'en trouvait que 7 %, le socialiste Thivrier étant élu au second tour avec 41 % et Viple plus Vacher, ensuite Vacher seul représentant un centre en voie d'amenuisement (31 %). Ailleurs, un nouvel Ordre Etabli, né du ralliement et du découragement des conservateurs, était représenté : à Gannat par James Lesbre, officier en retraite, républicain-libéral ; à Moulins-Est par Auguste Blandin, avocat à Moulins, républicain ; à Moulins-Ouest par Rondeleux, ancien député, lui aussi « républicain ». Avec ce dernier, comme avec Labussière, le député sortant de Gannat, républicain, et encore plus avec Dumas, le député sortant de Montluçon-Ouest, républicain qui se serait dit radical, on arrive à un centre-droit mitigé de centre-gauche, à cheval sur le Mouvement et l'Ordre Etabli, quoique prêt à pencher vers ce dernier.

Pour le Mouvement, il y avait, en plus de Gacon et de Thivrier : Delarue, républicain radical, élu au second tour à Gannat (43 % contre 30 % à Lesbre), un autre radical, Baconnet, au premier tour (5 %) à Gannat ; le républicain-socialiste, en fait socialiste « montluçonnais » (donc guesdiste) Charles-Pierre Sauvanet (1), maire d'Huriel, élu au second tour (33 %) contre Dumas (27 %) grâce au désistement de Dechaud ; Mathé, le député sortant radical de Moulins-Est, réélu au premier tour avec 38 % (Blandin : 30 %), un socialiste, François Thévenin, ébéniste, n'ayant pas dépassé 4 % ; enfin le député sortant Ville, cette fois « républicain radical », à Moulins-Ouest, réélu lui aussi, sans concurrence pour le ballottage (29 et 28 %), mais le socialiste Emile Dubresson, ouvrier peintre, avait obtenu 14 % au premier tour (Rondeleux : 24 %).

Les pourcentages globaux montraient une sérieuse avance des socialistes, avec 15,4 % (premier tour) contre 5,2 % en 1889 et une chute verticale des conservateurs : 9,8 % contre 30,4 % en 1889. Entre les deux, la masse des républicains de toutes nuances atteignait 43,8 % (radicaux : 24 % ; modérés et progressistes : 19,8 %). Voix républicaines et socialistes faisaient au total 59,2 % contre 46,8 % en 1889, cette différence de 12,4 % représentant les « ralliés », au moins sur un plan électoral.

La coupure entre Mouvement et Ordre Etabli passait au milieu de la masse républicaine, approximativement entre les radicaux et les progressistes. En se basant sur les chiffres du premier tour, le Mouvement qui était maintenant réduit dans la plupart des circons-

---

(1) Voir l'index biographique.



criptions aux tendances de base groupées gauche et extrême-gauche s'élevait à 39,4 % (voix radicales et socialistes). L'Ordre Etabli, comprenant presque partout les tendances de base allant du centre-gauche à l'extrême-droite, ne dépassait pas 29,6 %. Si on compare aux pourcentages de 1889 (respectivement 41,6 % et 30,4 %), on voit que les deux blocs ont perdu des voix. Cette perte est explicable en ce qui concerne l'Ordre Etabli, car les circonscriptions étaient rares où le candidat (ou les candidats) auquel pouvaient aller les voix de ce bloc, représentaient aussi bien le centre-gauche que l'extrême-droite ; par exemple Dumas ne pouvait représenter que le centre-gauche, Blandin était limité aux deux centres (droit et gauche)... Pour le Mouvement, il faudrait, pour être exact dans le calcul du pourcentage, tenir compte des voix de Labussière et de Viple qui se sont portées au ballottage sur Delarue et sur Thivrier (3,1 % des inscrits).

A partir de ces élections, tous les scrutins et l'ensemble de la vie politique locale furent de plus en plus marqués par la constitution, l'affermissement et la lutte des deux blocs, d'un côté le « bloc » (il en prit le titre) radical et socialiste, de l'autre le regroupement des modérés aux conservateurs.

Pour les élections sénatoriales du 7 janvier 1894, Chantemille, Cornil et Bruel étaient réélus (442, 424 et 397 voix), mais contre une liste radicale et socialiste (Gacon, Ville, Thivrier) qui avait obtenu de 333 à 241 voix. Les sénateurs sortants, qui avaient refusé tout congrès d'investiture, tenaient maintenant leurs mandats d'une fraction des voix conservatrices qui, au second et troisième tour, avaient préféré se porter sur des républicains modérés plutôt que de se perdre sur les noms de trois candidats monarchistes. C'était l'opinion des journaux de gauche, mais aussi celle du royaliste *Messager-Mémorial*.

Au sein du Conseil Général, les hostilités ne tardèrent pas à éclater entre modérés et radicaux, les premiers écartant les seconds du bureau puis de la commission départementale avec l'appui des conseillers conservateurs (août 1895). Lors des élections cantonales des 28 juillet - 4 août 1895, les radicaux l'emportèrent dans de nombreux cantons soit sur des conservateurs, soit sur des modérés qu'ils combattaient maintenant de façon délibérée. Au Conseil Général, la répartition des sièges devenait en effet : trois conservateurs, douze progressistes-modérés, treize radicaux (dont un républicain socialiste, Etienne Lamoureux) et un socialiste (Thivrier ayant été battu par l'ancien député opportuniste Aujame). Tous les votes, intervenus dans l'assemblée départementale à partir de ce renouvellement (dont la réélection de Cornil à la présidence par 15 voix contre 14) renforcèrent la cohésion des deux blocs, approfondirent le fossé qui les séparait. Les séances devinrent des champs clos où s'échangeaient invectives et injures. La majorité dépendait d'une absence. Le 22 avril 1898, les majoritaires, réduits à 10, n'échappaient aux minoritaires arrivant à 11 qu'en tenant, en avance d'un quart d'heure, une séance éclair au cours de laquelle ils adoptaient un ordre du

jour de « confiance à l'armée et à ses chefs, violemment attaqués » (2) et en se dépêchant de partir lorsque les autres arrivèrent !

Thivrier étant décédé le 8 août 1895, une élection législative complémentaire intervint pour la circonscription de Montluçon-Est les 13-27 octobre de la même année. On se trouvait en pleine scission socialiste ; un congrès blanquiste décida de présenter Stéphane Letang (3) et un congrès guesdiste fit accepter un programme « républicain-socialiste » à Boissier. En face de ces deux candidats représentant le Mouvement et obtenant 18 et 17 % au premier tour (Letang : 36 % au ballottage), Vacher, avec une profession de foi où il appelait « tous les républicains.... tous les patriotes.... tous les libéraux » à défendre avec lui « les principes de patrie, de liberté, de propriété individuelle », donc candidat de l'Ordre Etabli dans toutes ses dimensions, l'emportait avec 38 % au second tour (31 % au premier). Un nouveau lien, un député commun, unissait modérés et conservateurs.

Les élections municipales des 3-10 mai 1896 consolidèrent dans l'ensemble les positions radicales et socialistes, la grande majorité des chefs-lieux étant contrôlés par eux.

A cette époque, l'attitude de l'administration rappela souvent par les mesures prises contre la gauche et l'extrême-gauche, l'« Ordre Moral » ou le « 16 mai », de fâcheuse mémoire.

Au début, cela se limita à la répression antisocialiste. Les enquêtes pour menées anarchistes ou associations de malfaiteurs étaient d'habiles prétextes à des perquisitions, des inculpations, des arrestations et même des condamnations pénales. Le préfet Léon Guérin, arrivé le 1<sup>er</sup> août 1894 dans le département, prononçait au Conseil Général des paroles non équivoques sur « l'autorité » dont il était « dépositaire », puis lors du concours agricole de Thénéuille, le 16 septembre suivant, attaquait dans son discours le parti socialiste (« qui poursuit le renversement de l'ordre social... »).

A l'arrivée du ministère Bourgeois au pouvoir, la gauche et l'extrême-gauche de l'Allier se crurent délivrés. Conseils municipaux radicaux et socialistes, comités et syndicats votèrent des adresses de confiance. Le préfet Henri Goulley remplaçait Guérin et déclarait, en avril 1896 au Conseil Général : « Les préfets républicains de 96 n'obéissent à aucune réaction ». Des sous-préfets et autres fonctionnaires étaient aussi remplacés.

Avec le cabinet Méline, l'épuration se fit en sens contraire. Maintenant, c'étaient les sénateurs modérés et le député Vacher qui se trouvaient dans les allées du pouvoir et obtenaient mutations et mises à la retraite, en particulier le départ du préfet Goulley et la venue à Moulins d'un « préfet de combat », Hippolyte Druard, envoyé comme l'écrivait en toutes lettres la modérée *Démocratie du Centre* « pour combattre les doctrines radicalo-collectivistes ». Il faisait profession de foi antisocialiste en pleine Commission départementale, mutait les instituteurs jugés trop à gauche, suspendait Lasteyras,

(2) M. Georges Rougeron, « Le Conseil Général », T. II.

(3) Voir index biographique.

adjoint au maire de Vichy, réunissait les maires et les fonctionnaires pour les menacer au cas où ils ne soutiendraient pas ses candidats aux législatives de 1898, criait enfin, le 20 avril 1898, à la minorité radicale et socialiste du Conseil Général : « Je vous donne rendez-vous devant le pays ! ».

*Par. 2<sup>e</sup>. — LES CANDIDATS ET LES PROGRAMMES.*

Les républicains-radicaux qui, souvent, n'ajoutaient pas le second terme, désignaient dans des congrès généralement assez bien réussis leurs candidats : d'abord les députés sortants Delarue à Gannat, Gacon à Lapalisse, Ville à Moulins-Ouest, par ailleurs Henri Péronneau (4) comme successeur de Mathé II à Moulins-Est. Aucun congrès radical ne se tint à Montluçon.

Les socialistes blanquistes présentaient Letang (4) à Montluçon-Est, circonscription où les guesdistes enfrenaient un accord du 6 juin 1897 sur l'unité de candidature en investissant Paul Constans comme candidat « républicain-socialiste ». Un congrès guesdiste poussait Sauvanet, qui voulait se retirer, à accepter, pour Montluçon-Ouest une désignation prononcée à l'unanimité. A Moulins, les délégués socialistes avaient à nouveau choisi Dubresson pour la circonscription Ouest, mais, pour des raisons financières, ne présentaient personne à l'Est.

Les modérés-conservateurs avaient, sous différentes nuances, des candidats dans toutes les circonscriptions. A Gannat, c'était l'ancien député Labussière. Cornil, qui recherchait un candidat pour l'opposer victorieusement à Gacon, crut l'avoir trouvé en Paul-Albert Debray, ingénieur en chef des Ponts et Chaussées, ancien membre du cabinet de Sadi Carnot au ministère des Travaux Publics en 1880. Il le fit introniser par un congrès de « républicains progressistes » et, dans le discours qu'il y prononça, accusa les radicaux de « coupables compromissions avec le parti du désordre ».

Le député sortant de Montluçon-Est, Vacher, s'était fait acclamer par des fidèles réunis en banquet et, à Montluçon-Ouest, Bignon prenait l'étiquette large de « républicain, libéral et progressiste ».

Moulins-Ouest voyait la candidature de Charles Des Ligneris, commandant en retraite, maire de Bressolles, « libéral-indépendant » (en fait monarchiste). Il y avait deux candidats à Moulins-Ouest, Abel Bourgeois, ancien notaire, républicain, considéré comme rallié et Paul Morel, avocat à la Cour d'Appel de Paris, se disant « républicain-progressiste-anticollectiviste ».

Les programmes étaient aussi regroupés que les candidatures. Sans doute les socialistes allaient plus loin que les radicaux, mais ils avaient beaucoup tempéré leurs projets économiques et sociaux. Socialistes et radicaux réclamaient la séparation des Eglises et de l'Etat ainsi que l'impôt progressif sur le revenu, avec quelques atténuations ou oublis de la part de Delarue ou de Gacon. Ils évitaient

---

(4) Voir index biographique.



de se dire « dreyfusards ». Face à ces représentants des idées du Mouvement, les progressistes-libéraux (ou modérés-conservateurs) appartenaient bien par leurs professions de foi à l'Ordre Etabli. La stabilité gouvernementale (Labussière, Debray, Morel) était leur souci, Vacher décelant comme origine du « mal parlementaire » la « confusion des pouvoirs ». Tous attaquaient les « abominables théories » des « Sans-Patrie » (Vacher), défendaient l'armée et ses chefs, se montraient des adversaires décidés de la « séparation », repoussaient l'impôt progressif sur le revenu (« mesures inquisitoriales et vexatoires... moyens d'oppression et de confiscation », Bignon), se dressaient contre « la Révolution » (Vacher), les « doctrines collectivistes », les « partageux » qui menaçaient la « propriété ».

La campagne électorale fut agitée, surtout à Lapalisse, circonscription où Cornil et Debray étaient victimes d'une obstruction généralisée. Les radicaux de Montluçon se partageaient en deux, certains signant un appel en faveur de Bignon, d'autres demandant de voter pour Sauvanet et Constans. L'attitude des conservateurs fut significative. *Le Centre*, *Le Messenger-Mémorial* et *La Croix* appuyèrent les candidatures libérales-progressistes.

Les sénateurs entrèrent dans la lutte et signèrent une affiche posée le matin du scrutin en faveur de Labussière, Debray, Vacher, Bignon et Morel. Aux pressions administratives (les commissaires spéciaux protégèrent les réunions des candidats gouvernementaux) s'ajoutèrent les pressions des propriétaires sur leurs fermiers et métayers, des patrons sur leurs salariés, des notables sur leurs fournisseurs. Puis le jour du scrutin, les maires modérés-conservateurs annulèrent ou contestèrent les bulletins portant, par le moyen de ratures ou de bandes gommées, des noms différents du nom « d'origine ».

### *Par. 3°. — LES RÉSULTATS.*

Trois radicaux étaient élus au premier tour : Delarue avec 47 %, Gacon avec 53 %, Péronneau avec 47 %, tous avec des pourcentages en forte augmentation par rapport à ceux de 1893, leurs adversaires ayant, à l'exception de Des Ligneris, rassemblé toute l'opposition : Labussière, 35 %, et Debray, 27 %. Ville était aussi en progrès sur 1893 (34 contre 29 %), mais les voix de Morel et de Bourgeois réunies atteignaient le même pourcentage et ce dernier (16,6 %) se désistait, bien que sans plaisir, pour son concurrent progressiste (16,9 %). Dubresson (12 %) se désistait de son côté pour Ville, amenant au ballottage une compétition sans péril pour le député sortant radical, réélu (44 %, contre Morel, 33 %).

Plus sérieuses et plus complexes s'avérèrent les luttes dans les circonscriptions de Montluçon. Etonnement dans l'Ouest, où l'on annonça d'abord Sauvanet élu, puis où l'on apprit qu'il devait affronter le ballottage, n'ayant pas réussi la moitié des suffrages exprimés. En fait, une « erreur » (« regrettable et inexplicable » déclara le rapporteur à la Chambre) d'addition lui avait enlevé 200 voix ! Le second tour ne fit que confirmer l'élection de Sauvanet, mais Bignon put diminuer la distance qui le séparait de son adver-

saire (premier tour : 41 et 38 % ; deuxième tour : 42 et 41 %). A l'Est, Vacher (37 %) distançait les deux socialistes (Letang, 28 % ; Constans, 14 %), mais l'unité socialiste se faisait sur Letang au ballottage et le 22 mai on proclama celui-ci élu avec 4 voix de plus que Vacher, puis la Commission de Recensement déclara Vacher élu avec 3 voix d'avance, d'où des débuts d'émeute dans les centres ouvriers autour de Commentry ; débrayages, manifestations... Le 6 juillet 1898, alors que Vacher siégeait depuis un mois, la Chambre reconnaissait Letang élu avec 13 voix de plus que Vacher (soit 40,8 % contre 40,7 %) ! Tout venait de bulletins à « bandes gommées » d'électeurs d'une commune qui, envoyés intacts à la préfecture, y avaient été lacérés. L'enquête judiciaire ouverte sur ces lacérations conduisit le préfet Druard sur les bancs de la Cour d'Appel de Riom, les 12 et 13 juin 1899, et il n'y fut acquitté qu'au bénéfice du doute. Le rapporteur Renault-Morlière avait dit à la Chambre : « On se trouve en présence d'un de ces actes criminels qui ne sauraient être trop énergiquement flétris ! ». La représentation de l'Allier à la Chambre comprenait maintenant quatre radicaux et deux socialistes.

Les pourcentages globaux montraient un progrès radical (30,7 % contre 24 % en 1893), les socialistes n'ayant que peu progressé : 15,9 contre 15,4 %. Le Mouvement, avec 46,6 %, faisait un bond en avant grâce à la motée radicale (39,4 % en 1893). Le pourcentage de l'Ordre Etabli (34 %, de même en hausse par rapport à 1893 : 29,6 %) comprenait une frange du centre-gauche plus ou moins importante selon les circonscriptions.

Sur la carte N° 13, correspondant au Mouvement, nous voyons une bande verticale d'effondrement, de Cérilly à Marcillat, qui isole un bastion restreint mais solide à l'extrême-ouest. L'ensemble circulaire très marqué autour de Moulins peut être appelé « l'auréole rouge » de cette ville. Nous la retrouverons. Elle est fortement reliée à un bastion sud en plein essor (Gannat) et à un vaste étalement du bastion est et du bastion sud-est fusionnés, au point que toute la rive droite de l'Allier en fait partie !

La carte N° 14, représentant les pourcentages de l'Ordre Etabli, est presque le négatif photographique de la précédente, car elle présente un vide quasi-général à l'est de la rivière Allier, à part Vichy. Nous voyons sur la partie occidentale, à la place de l'effondrement noté pour le Mouvement, un bastion de six cantons coupant le département de bas en haut. Nous l'appellerons la « verticale de l'ouest ». Le bastion coutumier du nord - nord-est subsiste, mais n'a pas la vigueur de 1889.

## Section II. — Les élections législatives des 27 avril - 11 mai 1902

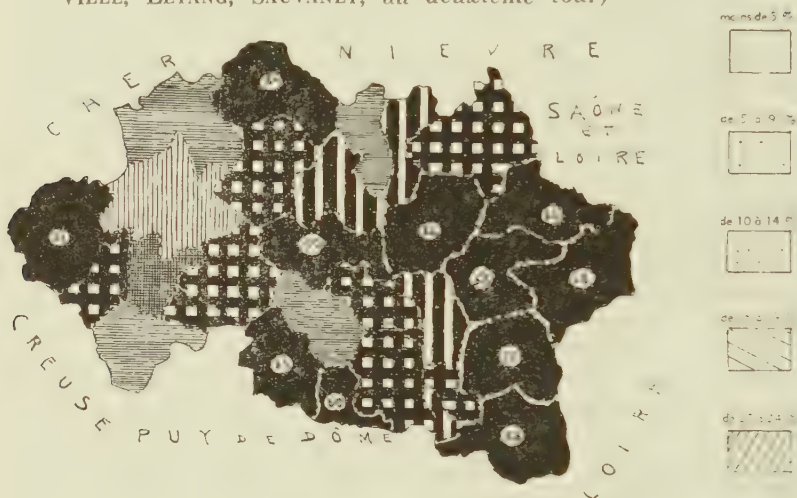
### *Par. 1<sup>er</sup>. — LA PÉRIODE ET LES SCRUTINS PRÉCÉDENTS.*

Cette période fut dans l'Allier celle de l'apogée et de la primauté du radicalisme, tous les fonctionnaires, à commencer par l'adminis-

CARTE N° 13

ELECTIONS 8 et 22-5-1898 — TENDANCE DU MOUVEMENT

*Pourcentages candidats socialistes (DELARUE, GACON, PÉRONNEAU, plus AUPIERRE, OSTY, au premier tour ; VILLE, LETANG, SAUVANET, au deuxième tour)*



CARTE N° 14

ELECTIONS 8 et 22-5-1898 — TENDANCE DE L'ORDRE ETABLI

*Pourcentages candidats libéraux et progressistes (LABUSSIÈRE, DEBRAY, DESLIGNERIS, au premier tour ; MOREL, VACHER, BIGNON, au deuxième tour).*





tration préfectorale, étant soumis aux exigences et parfois au sectarisme des dirigeants et militants radicaux, comme le montra une double « valse » des sous-préfets.

Les élections cantonales des 31 juillet - 7 août 1898 donnèrent aux radicaux la majorité dans l'assemblée départementale, la répartition des sièges devenant : quinze radicaux, deux républicains-socialistes, deux socialistes, six modérés et quatre conservateurs. Le bureau devenait entièrement radical et Gacon élu président, était réélu chaque année avec des majorités de plus en plus fortes : 25 voix en 1900. Le nouveau préfet, Dieny, remplaçant Druard dès juillet 1898, arrivait avec peine à calmer et à raisonner cette nouvelle majorité qui arrivait avec des idées de revanche à l'encontre de l'ancienne majorité et de l'administration méliniste. Un sérieux dérivatif fut ensuite apporté par les questions anticléricales. Premier préfet radical, Edgard Combes, fils du futur président du Conseil, alors ministre de l'Education Nationale, arrivait à Moulins en septembre 1900.

Les élections cantonales des 21-28 juillet 1901 furent surtout favorables à l'aile socialiste du Mouvement. La répartition des sièges devenait en effet la suivante : six socialistes, quinze radicaux, trois modérés et cinq conservateurs.

Les résultats des élections municipales des 6-13 mai 1900 avaient, dans des conditions moins brutales, compte tenu du caractère très particulier de ces scrutins, confirmé l'évolution de l'opinion : 160 municipalités radicales (17 pour les chefs-lieux, dont le chef-lieu de département et deux chefs-lieux d'arrondissement) ; 30 municipalités socialistes (4 pour les chefs-lieux, dont un chef-lieu d'arrondissement) ; une centaine de municipalités modérées et une trentaine de municipalités conservatrices. C'était à l'avance la certitude de la victoire radicale aux élections sénatoriales de 1903.

#### *Par. 2°. — LES CANDIDATS ET LES PROGRAMMES.*

Les radicaux-socialistes, qui utilisaient maintenant l'étiquette du nouveau parti, présentaient leurs quatre députés sortants, Delarue, Gacon, Péronneau et Ville, ainsi que, fait exceptionnel, un candidat à Montluçon, Etienne Lamoureux (5) pour l'Ouest.

En passe de parvenir à l'unité, les socialistes P.O.F. et P.S.R. avaient cette fois conclu accord, simple constat, au demeurant, des situations existantes. Le choix du candidat de Montluçon-Est était laissé aux blanquistes qui, du fait du retrait de Letang, choisissait le docteur Léon Thivrier (6). Sauvanet se retirant aussi, Paul Constans était investi à Montluçon-Ouest par un congrès guesdiste. Les socialistes de Moulins-Ouest désignaient Deforge, mais ce dernier, ancien employé des Chemins de Fer Economiques licencié pour faits de grève et entré chez Mercier (7), revenait sur son acceptation, sem-

(5) Cité à propos des personnalités. Voir l'index biographique.

(6) Cité parmi les personnalités. Voir l'index biographique.

(7) Cité au titre de commanditaire du *Progrès Social* et de Marcel Régnier.

blant craindre la « perte de son gagne-pain », donc le renvoi. Un second congrès investit un métallo dirigeant syndical, Louis Bonnaud, qui était immédiatement licencié par son patron.

Les progressistes-libéraux, malgré la référence à plusieurs formations, dont l'Action Libérale et l'Union Républicaine, formaient un front uni. Eugène Banier, avocat progressiste à Gannat, était accepté par la droite, au sens large, de cette circonscription au cours d'une réunion tenue chez le royaliste Des Horts. Un candidat « libéral antiministériel », général en retraite à Billy, Meyssonnier, était soutenu à Lapalisse par un « Comité Indépendant et Protestataire », groupant surtout des royalistes et impérialistes. Le docteur Pierre-Victor Allot, de Commentry, annonçait au Centre sa candidature « républicaine, libérale et anticollectiviste » pour Montluçon-Est. A l'Ouest, Joseph Thauray, de Venas, propriétaire, « républicain libéral indépendant », était présenté par le Comité d'Action Libérale. De même, l'Action Libérale donnait son investiture pour Moulins-Est au docteur Michel Lacroix, de Neuilly-le-Réal, et pour Moulins-Ouest à Bourgeois, le candidat de 1898. Mais les ex-opportunists, seule note discordante, soutenaient à Moulins-Est François Barbier, agriculteur à Bessay et ancien avocat, considéré comme radical, conseiller d'arrondissement de Neuilly, se déclarant progressiste, et à Moulins-Ouest Fernand Peillaud, agriculteur au Theil, « républicain libéral indépendant ».

Une candidature « flottante » était celle à Montluçon-Ouest, du docteur Frédéric Albert, nouveau conseiller d'arrondissement, « socialiste indépendant », en fait à droite du radicalisme.

Le gros morceau dans toutes les professions de foi radicales était la partie anticléricale. L'impôt progressif sur le revenu tenait toujours lieu sur les plans fiscal et financier de panacée universelle. Peu bavards sur les questions sociales et économiques, les radicaux prévoyaient exceptionnellement (Lamoureux, Péronneau...) le rachat des mines et des chemins de fer. Le programme du nouveau parti socialiste de France ajoutait à ces articles radicaux des dispositions sociales et économiques propres à sa doctrine, ne cachant pas ses intentions de transformer « la société capitaliste en une société collectiviste ou communiste » (8).

Face à ce Mouvement, on trouvait dans les programmes modérés-conservateurs tous les dogmes de l'Ordre Etabli : « République... nationale » (Bourgeois) ; « Pour un gouvernement fort » (Banier) ; « Les grands intérêts de la patrie... » (Meyssonnier) ; « L'armée est décapitée... la Trahison elle-même ne trouve sur les bancs des ministres que des défenseurs » (Thauray) ; « Respect de l'armée » (Banier, Peillaud) ; « Respect du drapeau » (Bourgeois). La plupart attaquaient la franc-maçonnerie, réclamaient la liberté religieuse et repoussaient la séparation. Tous étaient adversaires de l'impôt progressif sur le revenu, se dressaient contre le collectivisme, se posaient en défenseurs de la propriété individuelle et voulaient « soutenir l'édifice social » (Meyssonnier).

---

(8) Journal *Le Tocsin Populaire*, avril 1902.

La campagne électorale se figea autour de slogans. A gauche, on appelait comme Ville à lutter contre les « cléricaux et césariens, le goupillon et le sabre ». A droite, le rassemblement se faisait, comme le demandait Bourgeois « contre la franc-maçonnerie, le collectivisme, la juiverie ». Dans la circonscription de Lapalisse, les réunions de Meyssonnier tournaient au tumulte, il y eut des incidents et des blessés (Cusset, Le Mayet). Toute la droite, au sens large, se retrouva derrière les candidats modérés-conservateurs : *Le Courrier* appela à voter pour Banier aussi bien que *La Démocratie* et *Le Centre* pour Allot et Thauray.

### Par. 3°. — LES RÉSULTATS.

Au premier tour, il y avait quatre élus radicaux et un élu socialiste avec des pourcentages dépassant généralement ceux de 1898 : à Gannat, Delarue (49 % contre 33 % à Banier ; à Lapalisse, Gacon (58 %, ce qui lui valut le titre, sans doute usurpé, de « premier élu de France », contre 22 % à Meyssonnier) ; à Montluçon-Est, Thivrier (44 % contre 35 % à Allot) ; à Moulins-Est, Péronneau (44 %, le seul à avoir perdu sur 1898, contre 25 % à Lacroix et 12 % à Barbier) ; à Moulins-Ouest, Ville (43 % contre 25 % à Bourgeois, 12 % à Peillaud et seulement 2 % au socialiste Bonnaud).

Dans la circonscription de Montluçon-Ouest, où le socialiste Constans était en tête (28 %), le radical Lamoureux (15 %) se désistait en sa faveur, mais le « socialiste indépendant » Albert (12 %) laissait « toute indépendance » à ses électeurs et il s'avérait que la majorité de ces électeurs appartenait à l'Ordre Etabli. Thauray (22 %) parvenait à 31 % au second tour, mais Constans le distançait nettement (43 %). La représentation de l'Allier demeurerait inchangée, quatre radicaux, deux socialistes.

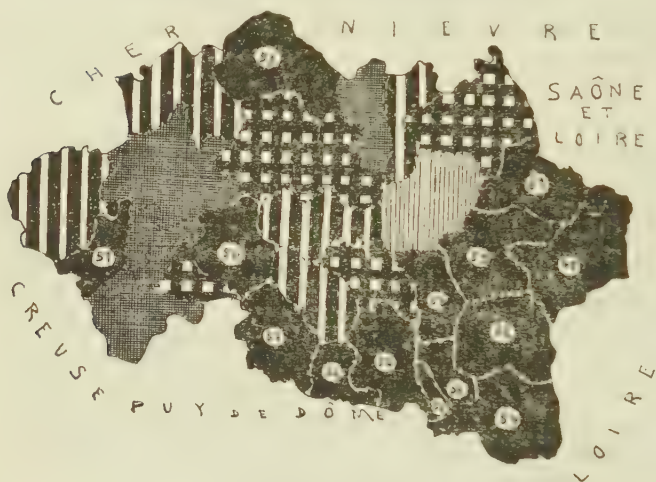
Les pourcentages globaux montraient une progression radicale, avec 35,8 % contre 30,7 % en 1898 et une régression socialiste (12,2 contre 15,9 %). Le Mouvement obtenait 48,1 % (contre 46,6 % en 1898) et l'Ordre Etabli n'avait plus que 31,7 % (contre 34 % en 1898). Les abstentions avaient été légèrement supérieures : 19,47 % contre 18,80 %.

La carte N° 15 montre pour le Mouvement une renaissance du bastion nord - nord-ouest et un colmatage de la zone verticale d'effondrement notée pour 1898. Le bastion est - sud-est est renforcé et soudé au bastion sud. Douze cantons accolés ont des pourcentages supérieurs à 50 %. Par contre, il y a un affaissement au centre (Le Montet et surtout Neuilly) du fait des candidatures locales : Lacroix, Barbier, Peillaud. Sur la carte N° 16 (Ordre Etabli), le bastion du nord - nord-est est stabilisé, mais la « verticale de l'ouest » subit une régression en importance et en teinte.



CARTE N° 15

ELECTIONS 27-4 et 11-5-1902 — TENDANCE DU MOUVEMENT  
*Pourcentages candidats radicaux et socialistes*  
*(deuxième tour pour Montluçon-Ouest)*



moins de 5 %



de 5 à 9 %



de 10 à 14 %



de 15 à 19 %



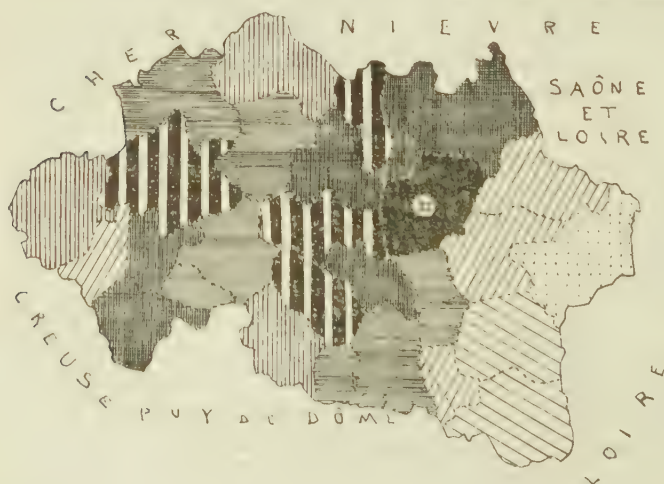
de 20 à 24 %



CARTE N° 16

ELECTIONS 27-4 et 11-5-1902 — TENDANCE  
 DE L'ORDRE ETABLI

*Pourcentages candidats progressistes, libéraux*  
*et antiministériels (deuxième tour pour Montluçon-Ouest)*



de 25 à 29 %



de 30 à 34 %



de 35 à 39 %



de 40 à 44 %



de 45 à 49 %



50 % et au-dessus



### Section III. — La rupture du « Bloc » et l'évolution jusqu'à la guerre de 1914

*Par. 1<sup>er</sup>. — DE 1903 A 1906. LES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES DES 6-20 MAI 1906.*

Au cours de cette période, le radicalisme conserva la primauté politique dans le département, puissamment aidé d'ailleurs par le pouvoir et l'administration, le préfet Louis Briens, de 1903 à 1906, étant en fait le premier militant radical du département. Mais dans cette ambiance de triomphe, commençaient à naître les rivalités de personnes et les disputes de « clochers ».

Les élections sénatoriales du 4 janvier 1903 furent un premier exemple de ces rivalités et de ces disputes. Sans doute, trois radicaux étaient élus et leurs chiffres de voix étaient confortables : Gacon au premier tour (495 voix sur 847 inscrits), Ville et Boissier au second tour avec respectivement 579 et 575 voix. Ils distançaient les modérés : Cornil (236 et 225 voix) ; Alexandre Chemel (170 et 145 voix) (9) ; le docteur Louis Aubel et Bruel (66, 64...) (9). Mais le député Delarue avait fait cavalier seul et les désignations par un congrès radical avaient suscité des mécontentements. De plus, les radicaux avaient cette fois laissé dédaigneusement de côté les socialistes dont le candidat, Emmanuel Soustelle, n'en avait pas moins obtenu 112 voix.

Des élections législatives complémentaires eurent lieu le 1<sup>er</sup> mars 1903 pour les deux sièges devenus vacants de Lapalisse et de Moulins-Ouest. Or, les candidatures furent exclusivement radicales ou socialistes, opposant ainsi les deux partis. Les congrès d'investiture avaient été le théâtre de rivalités qui devaient laisser des traces profondes dans le radicalisme local. Les résultats confirmaient la prépondérance radicale. Marcel Régnier étant élu (36 %) député de Lapalisse, son concurrent, Lucien Roland, syndicaliste et socialiste, ne dépassant pas 7 %, et Albert Minier (9) étant élu député de Moulins-Ouest (32 %), alors que les deux socialistes, l'un « dissident », cette fois, Deforge, l'autre « officiel », Louis Sénotier, faisaient respectivement 16 et 5 %.

Les élections municipales des 1<sup>er</sup>-8 mai 1904 augmentèrent de 32 unités le nombre des municipalités acquises au « Bloc », mais les socialistes perdaient la mairie de Montluçon au profit d'une liste modérée-conservatrice.

Après les élections cantonales des 31 juillet - 6 août 1906, la répartition des sièges au Conseil Général devenait la suivante : cinq socialistes, dix-huit radicaux, cinq modérés-conservateurs et un progressiste. Gacon était régulièrement réélu président.

Les élections législatives des 6-20 mai 1906 présentèrent, au départ, de nombreux traits de ressemblance avec celles de 1902. Les radicaux pouvaient difficilement écarter leurs députés sortants, d'où

(9) Voir index biographique.

des congrès de pure forme, sauf à Gannat où Delarue étant décédé, Charles Péronnet, avocat à la Cour d'Appel de Paris, originaire d'Ebreuil, était préféré au saint-pourçinois Verne (10) et au gannatois Emile Paturet (10). Etienne Lamoureux se présentait à nouveau à Montluçon-Ouest. Jacques Perrier était désigné pour porter les couleurs radicales à Montluçon-Est. Pour les socialistes, les candidats étaient les deux députés sortants, Thivrier (contre lequel se présentait Letang, « dissident ») et Constans dans leurs circonscriptions respectives, Georges Panaud, maire de Buxières, conseiller général de Bourbon, à Moulins-Ouest, et François Thévenin (candidat en 1893) à Moulins-Est. Du côté modéré-conservateur, on revoyait le nom de Thaury, mais cette fois à Montluçon-Est. Des congrès dits « anti-maçonniques » désignaient à Moulins Léopold Bernard, avocat à Paris, pour l'Ouest, et Emile Bardonnnet, agriculteur, maire de Toulon, pour l'Est. Fait curieux, James Lesbre, le candidat « rallié » de 1893, affichait cette fois une étiquette républicaine-radical.

Les programmes opposaient, comme en 1902, les candidats du Mouvement, radicaux et socialistes, aux candidats de l'Ordre Etabli. Tous les thèmes favoris de ce dernier étaient repris par les modérés-conservateurs : le travail, la propriété, l'armée, le drapeau, l'Ordre... Mais un appel « aux républicains progressistes, aux libéraux, aux conservateurs » soulignait que Lamoureux était anticollectiviste, voulait le respect de la propriété privée, repoussait les idées antimilitaristes et défendait le drapeau tricolore (11).

En apparence, les résultats n'apportaient aucun changement. C'était toujours le triomphe du « Bloc » dans le département : quatre députés radicaux et deux socialistes. Les pourcentages étaient, pour la plupart, en augmentation sur 1902 : Péronnet, 53 % ; Régnier, 49 % ; Péronneau, 48 % ; Minier, 42 et 47 % (deuxième tour) ; Thivrier, 40 % ; Constans, 37 %. Les candidats modérés-conservateurs se trouvaient entre 25 et 28 %.

Le fait important résidait dans la coupure du radicalisme bourbonnais en deux quant à l'origine de leurs électeurs. A Gannat, Lapalisse et Moulins, les voix radicales continuaient à faire partie du Mouvement. Au contraire, dans les deux circonscriptions de Montluçon, les voix qui se sont portées sur Lamoureux et Perrier étaient allées aux élections précédentes vers les représentants de l'Ordre Etabli.

Même en tenant compte de ce « déphasage », qui enlève tout intérêt à un calcul du pourcentage global des radicaux (alors que les socialistes sont revenus à leur situation de 1898 : 15.6 %), l'Ordre Etabli est tombé à 22,9 % (contre 31.7 % en 1902). Le Mouvement, passant de 50,3 % en 1902 à 52,4 % en 1906 (sans compter les voix radicales montluçonnaises) a absorbé de plus en plus d'éléments du centre-gauche. Les abstentions importantes (31,19 %) ont eu comme origine la droite, au sens large, qui boude les scrutins.

(10) Voir l'index biographique.

(11) Journal *Le Combat*, 13 mai 1906.



*Par. 2°. — DE 1907 A 1910. LES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES DES  
24 AVRIL - 8 MAI 1910.*

La majorité radicale eut pu facilement se suffire à elle-même, surtout après les élections cantonales des 28 juillet - 4 août 1907 qui confirmaient son influence sur le plan de la gestion départementale (dix-neuf sièges face aux cinq socialistes et aux cinq modérés-conservateurs) si des préoccupations d'alliance pour d'autres scrutins et des dispositions d'esprit nouvelles n'avaient conduit les radicaux à rompre avec les socialistes et à tendre la main à la droite (au sens large) en remplaçant à la Commission Départementale un S.F.I.O. par l'ancien adversaire acharné du radicalisme, Bignon ! Gacon, président régulièrement réélu, manifestait aussi dans ses discours d'ouverture de session cette nouvelle orientation, par exemple en blâmant, en août 1907, « les désordres, la rébellion » et les antimilitaristes.

Nouveau pas en avant, des listes d'alliance resserraient dans de nombreuses communes les liens qui commençaient à se nouer entre radicaux et modérés-conservateurs lors des élections municipales des 3-10 mai 1908. Entre 29 municipalités socialistes (26 dans l'arrondissement de Montluçon) et 71 municipalités conservatrices, il était bien difficile de distinguer une centaine de conseils à majorité radicale-socialiste et une soixantaine de mairies plus spécialement acquises aux modérés. Tout le reste pouvait être rattaché à un centre élargi sur la droite. Parmi les résultats importants, notons le retour de Montluçon aux socialistes, mais la perte par ceux-ci de Commeny qui avait été la première municipalité socialiste de France.

L'élection législative complémentaire de Moulins-Est, le 25 avril 1909, à la suite du décès de Péronneau, montra la brusque désaffection du corps électoral envers les radicaux. Les critiques qui leur furent adressées au cours d'une campagne menée par d'ardents propagandistes socialistes (Constans, Thivrier, Fouilland, Montuses, Ducarouge, député de Saône-et-Loire, Roblin, député de la Nièvre), notamment leur subordination au gouvernement Clemenceau, les campagnes coloniales du Maroc et de Mauritanie, la mise en veilleuse de l'impôt sur le revenu (« nos bons radicaux comptent sur leurs complices du Sénat pour en retarder le vote ») portèrent pleinement sur les esprits paysans d'une région travaillée par le syndicalisme de classe (syndicats « de cultivateurs »). Le socialiste Arthur Mille (12) pharmacien, était élu avec 31 % contre 23 % au radical Honoré-Edouard Damour, avoué à Moulins.

Cette élection provoqua ou accéléra au sein du radicalisme bourbonnais des processus de crise. Il y eut des défections et des abandons. Aussi, les élections législatives de 1910 allaient être caractérisées par une grande confusion, due au nombre important des candidats (27) à l'apparition de nouvelles étiquettes (des anciens radicaux comme des anciens progressistes devenaient « socialistes indépendants » ou « républicains socialistes », le tout fortement teinté de briandisme »), aux discordances existant parfois entre les étiquettes

(12) Voir l'index biographique.

et ce qu'elles recouvraient : personnalité des candidats, programmes ou électeurs.

Les candidats socialistes étaient d'une part les trois députés sortants Thivrier, Constans et Mille, d'autre part Pierre Brizon (13), à Moulins-Ouest, Albert Ranc, préparateur chimiste, à Gannat, et Charles Dumas, avocat et publiciste, à Lapalisse (13). Deux socialistes dissidents (« révolutionnaires »), Henri Mathonat, mineur à Colombier, pour Montluçon-Est, Soustelle, l'ancien candidat aux sénatoriales, ainsi que deux anarchistes (le syndicaliste Emile Vignes et un nommé Ernest Maynial, respectivement à Moulins-Est et Ouest) complétaient la liste des candidats de gauche et d'extrême-gauche.

La machine des congrès radicaux avait fonctionné avec quelques grincements, celui de Moulins n'ayant pu que « prendre acte » de deux candidatures, celles de Ferdinand Galland, commerçant en vins, et d'Hippolyte Blanc, avocat, tous deux de Moulins, et le congrès de Gannat ayant préféré le député sortant Péronnet à Jean-Baptiste Desfretière, marchand de grains, maire de Bellenaves, mais ce dernier se présentait comme socialiste indépendant. Toujours à Gannat, il y avait deux autres anciens radicaux comme candidats « socialistes indépendants », Paturet, le « non-désigné » de 1906, et Claude Delaurat, receveur municipal. Régnier était seul candidat radical à Lapalisse, mais Moulins-Ouest voyait la rivalité entre le sortant Minier et un ancien radical, Mage, conseiller général de Lury (13), candidat « socialiste indépendant ». Etienne Lamoureux se représentait à Montluçon-Ouest.

Candidat « républicain socialiste » à Moulins-Est, Barbier n'était que le progressiste de 1902, et un « républicain révolutionnaire », Léon Dubost, publiciste, dans la même circonscription, n'en possédait que l'étiquette. Nettement conservateurs-modérés, Paul Vexenat, ancien boulangiste, imprimeur à Vichy, Georges Martenot et François Labre, négociant, se présentaient respectivement dans les circonscriptions de Lapalisse, Montluçon-Est et Ouest. Une candidature, Eugène Moreau, négociant, à Moulins-Ouest, républicain indépendant, était sans consistance politique.

Sur le plan des programmes, la frontière du Mouvement et de l'Ordre Etabli passait au milieu des radicaux. Mais la campagne électorale se fit en fin de compte pour la plupart des candidats radicaux sur le thème de l'antisocialisme, d'ailleurs entamé et poursuivi depuis de longs mois par le journal de Régnier, *Le Progrès Social*. Dans une page-affiche, le 24 avril 1910, ce journal expliqua qu'il n'y avait « que deux partis. L'un le parti radical... Il s'efforcera de garantir la paix sociale... L'autre le parti collectiviste... la lutte des classes, la Révolution ». Les réunions de Régnier furent houleuses et il lui arriva de ne pouvoir parler.

Les résultats du premier tour montrèrent une grande division des suffrages, puisqu'il n'y avait qu'un élu, Brizon, avec un fort pourcentage, 41 % (15 % pour Panaud en 1906), le député radical sortant ayant mordu la poussière : 15 % (42 % en 1906). Sauf à

---

(13) Voir l'index biographique.

Gannat, les socialistes arrivaient en tête partout (entre 31 et 34 %). Les alliances et les désistements se firent généralement, à l'exception de Gannat où Péronnet se retirait en demandant à ses électeurs de « ne pas mêler leurs votes à ceux des ennemis de la République », dans le cadre radical-droite, soit sous une forme officielle, comme à Montluçon-Ouest, où Labre se retirait « contre le socialiste unifié », Lamoureux prenant des engagements « en cas de vote à émettre sur les monopoles d'Etat » (14), soit de façon secrète, comme à Montluçon-Est où les radicaux soutenaient Martenot, arrivé fort près (32 %) derrière Thivrier (34 %). Dans la circonscription de Lapalisse, un congrès désignait pour le ballottage Gilbert Roux, maire et conseiller général radical de Cusset, mais celui-ci abandonnait dans son programme tout ce qui pouvait inquiéter les électeurs de droite, au sens large : le monopole de l'enseignement, la reprise par l'Etat des monopoles... A Gannat, c'était la confusion la plus grande, Paturet, candidat au programme avancé, faisant « l'ouverture à droite » (« Vive la République honnête ») et y étant bien accueilli, Desfrerière, candidat au programme modéré étant soutenu par la gauche, au sens large. Finalement Paturet l'emportait de peu sur Desfrerière : 34 et 32 %.

Au deuxième tour, les socialistes, donc le Mouvement, l'emportaient à Lapalisse avec 39 % contre 30 % à Roux, à Montluçon-Est, avec 41 % contre 38 % à Martenot, et à Moulins-Est, avec 35 % contre 23 % à Galland, demeuré seul. Par contre, un radicalisme très Ordre Etabli était victorieux à Montluçon-Ouest avec Lamoureux, 44 %, contre Constans, 35 %.

Aux pourcentages généraux, calculés d'après les résultats du premier tour, les socialistes S.F.I.O. avaient 30,7 % (15,6 % en 1906) et les socialistes dissidents 2,1 %. Rongés de tous côtés, les radicaux n'avaient plus que 18,2 % (35,8 % en 1902, année « plafond »). Pour évaluer le Mouvement de façon plus proche de la réalité, il faut ajouter aux voix socialistes celles qui se sont portées sur certains candidats socialistes indépendants ou radicaux-socialistes : Mage, Blanc et Péronnet. On obtient ainsi pour le Mouvement un pourcentage de 37,7 %, l'Ordre Etabli s'élevant maintenant à 33,5 %.

### *Par. 3°. — DE 1910 A 1914. LES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES DES 26 AVRIL - 10 MAI 1914.*

Les élections cantonales des 24-31 juillet 1910 ne confirmèrent pas le mouvement de progression socialiste, du fait de la solidité des situations locales et de l'influence des notabilités. Tout au plus les socialistes parvinrent-ils à huit sièges et les radicaux perdirent-ils, conservant seulement treize sièges, la majorité absolue. Mais ils étaient épaulés par deux socialistes indépendants et par six modérés-conser-

---

(14) Journal *Le Progrès Social*, 6 mai 1910.



vateurs. Gacon demeurait président, quoique à chaque élection la candidature Constans lui fût désormais opposée par la minorité.

L'alliance radicale-moderée recevait l'estampille officielle au cours de plusieurs manifestations, dont les festivités organisées par les « Vétérans » et citées à propos de cette association, ainsi que pour la cérémonie d'inauguration du monument Cornil (15) à Cusset, le 18 septembre 1910, avec Doumergue, le préfet, Gacon, Régnier, Vacher et le docteur Peyrot, alors qu'aucun socialiste n'était présent.

Aux élections sénatoriales du 7 janvier 1912, seuls les socialistes présentèrent une liste (Constans, Panaud, Mage), dont le plus favorisé ne dépassa pas 130 voix. On comptait un chiffre record de 22 candidatures, parmi lesquelles une dizaine de radicaux : en plus de Gacon et Ville, sénateurs sortants, Péronnet, Régnier, Bardet, Lamoureux, Perrier, parmi les noms déjà rencontrés. Il fallut trois tours pour parvenir à élire les trois sénateurs Gacon et Peyronnet (16) au second tour (respectivement 501 et 467 voix), Ville au troisième tour (431 voix) par une alliance sur son nom de radicaux « antirégniéristes », de socialistes et de modérés conservateurs inquiets des attaches maçonniques de Régnier. Ce dernier qui avait tenu le troisième rang au premier tour, Ville n'arrivant qu'en sixième position, ressentit une grande amertume de ce nouvel échec. Il en tira toutefois la leçon en remplaçant l'éditorialiste farouchement antisocialiste qu'il avait placé à la rédaction en chef du *Progrès*. Peyronnet, qui s'était présenté avec l'étiquette républicaine socialiste, avait bénéficié à la fois d'un apolitisme de principe et d'une ouverture à droite de fait.

Les radicaux, profondément divisés par ces élections, allaient à un véritable émiettement lors des élections municipales des 5-12 mai 1912. Dans de nombreuses communes (à Moulins, à Vichy...), il y eut plusieurs listes radicales. Pour les chefs-lieux de canton, on comptait : 12 municipalités radicales, 10 municipalités modérées-conservatrices, 4 municipalités socialistes. Sur 200 municipalités que l'on ne pouvait classer ni chez les socialistes, ni chez les conservateurs, il devenait impossible de faire une répartition entre les radicaux-socialistes, les radicaux, les républicains de gauche.

Bien que très politisées et fort disputées, les élections cantonales des 3-10 août 1913 n'apportèrent pas de gros changements puisque la répartition des sièges au Conseil Général devenait : neuf socialistes, trois républicains socialistes ou socialistes indépendants, treize radicaux et quatre modérés-conservateurs. Malgré des luttes électorales entre radicaux et socialistes dans six cantons, une sorte de « trêve » s'instaura entre eux au sein de l'assemblée départementale, d'abord pour réélire Gacon à la présidence, ensuite pour admettre deux socialistes à la commission départementale d'où disparaissaient les modérés-conservateurs. Les effets du congrès national de Pau se faisaient sentir.

Avec les élections législatives de 1914, le problème des alliances se posait à nouveau pour les radicaux-socialistes bourbonnais. L'éti-

(15) L'ancien sénateur, décédé depuis 1908.

(16) Voir l'index biographique.

quette fut seulement arborée par trois candidats, le député sortant Etienne Lamoureux dans sa circonscription, l'ancien député Péronnet pour reconquérir son siège à Gannat, et le docteur Jean-Baptiste Baudon, maire de Lapalisse, pour essayer de reprendre aux socialistes cette circonscription.

Les socialistes avaient renouvelé leur confiance aux députés sortants Thivrier, Mille, Brizon et Dumas. Constans tentait la reconquête de Montluçon-Ouest et Charles Fouilland, le secrétaire fédéral, représentait le parti à Gannat dans une lutte sans espoir.

L'étiquette républicaine-socialiste faisait recette avec cinq candidats se référant au « briandisme », c'est-à-dire à la « Fédération des Gauches » constituée depuis peu. Mais des distinctions devaient être faites : on trouvait la main du sénateur Peyronnet à l'origine de la désignation, au cours de congrès comprenant aussi bien des modérés que des radicaux, du docteur Louis Defos (17), conseiller général de Chevagnes, pour Moulins-Est, de Louis Merle-Favette, avocat à la Cour d'Appel de Paris, pour Moulins-Ouest ; étaient plus indépendants de toute formation ou parti Raoul Henry, avocat cussetois, candidat à Lapalisse, et, pour Gannat, aussi bien J.-B. Desfretière, le « socialiste indépendant » de 1910, que le maire modéré de Gannat, l'avoué Germain Laruas.

Du côté modéré-conservateur, il y avait Louis Perret, ancien juge de paix, « Fédération Républicaine » à Lapalisse, Emile Guers, commerçant en cuirs et peaux, président du Syndicat des Commerçants de Montluçon, à Montluçon-Est, Paul Aujame, président du Tribunal d'Aubusson, fils de l'ancien député, « républicain démocrate », de même à Montluçon-Est, Michel Valleix, avocat à Clermont-Ferrand, libéral à Moulins-Est, et le marquis Pierre de Garidel (18), de même sous l'étiquette libérale, à Moulins-Ouest. Quelques candidatures sans portée étaient celles de Gaspard Laurent, publiciste, à Montluçon-Ouest, d'un nommé Chevannes, à Lapalisse, etc...

L'examen des programmes permet de placer du côté du Mouvement les deux radicaux Péronnet et Baudon (laïcité, impôt progressif sur le revenu...), alors que Lamoureux et tous les candidats « républicains-socialistes » présentaient des professions de foi les apparentant à l'Ordre Etabli.

Les résultats montraient dès le premier tour la solidité de l'implantation socialiste dans les deux circonscriptions de Montluçon et dans celle de Moulins-Ouest. En effet, Thivrier, Constans et Brizon étaient élus avec respectivement 45,43 et 46 % (41,35 et 41 % en 1910). Aujame (17 %) et Guers (13 %) étaient loin du pourcentage de Martenot (38 %) en 1910. Lamoureux (24 % au lieu des 44 % de 1910 !) avait été battu par suite de l'abstention de tous les électeurs modérés-conservateurs, mécontents de ses votes (contre la loi de trois ans et contre l'ensemble de la loi sur le recrutement de l'armée, en juillet 1913) et aussi par le passage d'une « aile gauche » des radicaux au socialisme. Pour retrouver la situation de Moulins-Ouest

---

(17) Voir l'index biographique.

(18) Cité à propos des sociétés de secours mutuels.

(de Garidel : 18 % ; Merle-Favette : 16 %), il fallait remonter à 1898 (Bourgeois : 17 % ; Morel : 17 %), ce qui prouve la stabilité des positions locales !

Le radicalisme montrait sa solidité dans les autres circonscriptions, Péronnet et Baudon, ainsi que Defos, très proche des radicaux, arrivant en tête.

Pour le second tour la lutte devint triangulaire à Gannat, la gauche et l'extrême-gauche se regroupant derrière Péronnet, élu avec 31 %, pendant que Desfretière réunissait sur son nom des électeurs centristes (27 %), et que Laruas (24 %) faisait le plein des voix de droite et d'extrême-droite. A Lapalisse comme à Moulins-Est, la compétition revenait finalement à opposer un Mouvement réduit à la gauche et à l'extrême-gauche autour des candidats socialistes et un Ordre Etabli élargi sur les noms de Baudon et de Defos, ceux-ci étant élus avec respectivement 37 et 36 %. Dumas ayant 34 % et Mille 29 %. La représentation de l'Allier à la Chambre comprenait trois socialistes, deux radicaux-socialistes (élus par des bords opposés sur des programmes presque semblables !) et un républicain socialiste adopté par l'Ordre Etabli.

Les pourcentages globaux contredisaient ces résultats. A l'époque, les journaux parlèrent de l'affaiblissement de la S.F.I.O. dans l'Allier. Or, son pourcentage global passa de 30,7 % en 1910 à 31,6 % en 1914. Il est vrai que les socialistes avaient perdu dans les circonscriptions de Lapalisse (34 contre 39 %) et de Moulins-Est (29 au lieu de 34 %). Mais ces pertes avaient été largement compensées dans les autres circonscriptions. Au contraire, le pourcentage radical était encore en baisse, 14,7 % au lieu de 18,2 %, si l'on ne tient pas compte des voix radicales qui se sont portées sur les candidats républicains socialistes. Ces derniers, sans y inclure Laruas, atteignaient 11,1 % et les modérés-conservateurs, en comprenant Laruas, 16,4 %.

Si l'on compte comme appartenant à l'Ordre Etabli, et l'on s'approche ainsi le plus de la réalité, toutes les voix non socialistes, à part les voix obtenues par le radical Péronnet, on obtient un pourcentage record de 38,4 %, jamais atteint depuis 1871 (48,5 %). Le pourcentage du Mouvement était maintenant en dessous : 35,4 % contre 37,7 % en 1910.



## CHAPITRE XI

### L'ENTRE DEUX GUERRES

#### Section I. — Les élections législatives du 16 novembre 1919 et les autres élections de l'immédiat après-guerre

##### *Par. 1<sup>er</sup>. — L'ÉVOLUTION DES OPINIONS DEPUIS 1914.*

Pour une partie importante de l'opinion publique, les pacifistes des années précédant la guerre et, au premier rang, parmi ces pacifistes, les socialistes s'étaient lourdement trompés sur les sentiments profonds du peuple allemand. Leurs adversaires, dont les radicaux, avaient mené contre eux de telles campagnes de presse que l'accusation formulée ou sous-entendue de trahison consciente et au mieux inconsciente, avait laissé des traces dans les esprits. Malgré la déclaration de Montuses dans *Le Combat Social* du 26 juillet 1914 (1), malgré les articles patriotiques de Constans dans le même journal (« Vers la Victoire »), on reprochait aux socialistes de s'être opposés aux projets militaires et d'avoir préconisé le rapprochement franco-allemand.

Par ailleurs, « l'union sacrée » réalisée à tous les échelons (au Conseil Général, élection de Constans comme vice-président, vœu de confiance présenté par celui-ci et adopté à l'unanimité au Gouvernement de Défense Nationale, travail en commun jusqu'à la fin de la guerre) transformait les socialistes en une aile gauche d'un grand parti unique.

Cette union sacrée avait servi les intérêts des radicaux et de leur chef incontesté depuis le décès de Gacon, Régnier, qui avait été élu à l'unanimité président du Conseil Général et y avait déployé une activité qui lui apportait une primauté politique certaine.

Cependant les souffrances endurées par les combattants, certaines exécutions après des jugements sommaires dont le caractère injuste fut par la suite reconnu (l'affaire des « fusillés de Vingré » où trois bourbonnais trouvèrent la mort), les nombreux deuils par rapport à des enrichissements rapides, le douloureux revers de la psychose cocardière entretenue par une presse soumise, le prolongement sans issue visible de la grande tuerie eurent pour effet de faire renaître

---

(1) « ...Toute invasion ...nous ferait nous dresser et nous organiser pour la défense. »

dans les classes populaires des sentiments de frustration, de protestation ainsi qu'un ardent désir de paix.

Ces sentiments conduisirent le prolétariat bourbonnais à suivre d'un œil favorable les initiatives de Brizon et son voyage à Kienthal (2).

## Par. 2. — LES CANDIDATS ET LES PROGRAMMES EN VUE DES LÉGISLATIVES.

Les élections devant se faire avec le nouveau mode de scrutin institué par la loi du 12 juillet 1919 (scrutin de liste dans le cadre départemental combiné avec des dispositions de représentation proportionnelle pour les sièges non pourvus à la majorité absolue des suffrages exprimés), l'établissement de listes de candidats apparut aux partis comme le problème de base, ces listes devant par ailleurs s'appuyer sur des regroupements les plus larges possibles.

Le regroupement envisagé par Régnier serait allé « des socialistes majoritaires et patriotes aux républicains modérés » (3), mais le « Comité d'Action Républicaine » constitué sur son initiative et celle du sénateur Peyronnet, qui en était le président, ne dépassait pas à gauche les « socialistes indépendants ». Son congrès, réuni à Moulins le 24 octobre 1919, désigna comme candidats : Péronnet, député sortant de Gannat, radical-socialiste ; Gaston Vidal, ancien instituteur, journaliste (4), socialiste indépendant ; Jean Dodat, cultivateur à La Ferté-Hauterive, radical-socialiste ; Gilles Chateau, avoué à Cusset, Alliance Républicaine Démocratique ; le docteur Ernest Decloux, médecin à Nérès-les-Bains, maire de cette ville, Fédération Républicaine (4) ; M. Lucien Lamoureux, avocat à la Cour d'Appel de Paris, radical-socialiste (4).

Les socialistes unifiés rencontrèrent plus de difficultés pour la désignation de leurs candidats. Il fallut deux congrès et un arbitrage de la C.A.P., ainsi qu'il a été indiqué, à propos de l'étude des délibérations dans les partis, comme exemple d'avatar et de conflit. Les six candidats étaient, à l'issue de ces démêlés, les députés sortants Léon Thivrier, Constans et Brizon, auxquels s'ajoutaient : René Boudet, relieur à Moulins, Émile Bourgougnon, professeur au collège de Cusset, et Marx Dormoy (4). C'était Léon Thivrier qui avait été replacé d'autorité dans la liste, Montuses qui lui avait été préféré lors du deuxième congrès étant finalement écarté.

Le programme de l'Action Républicaine reprenait les termes d'un appel paru dans *Le Progrès de l'Allier* du 7 octobre précédent, en particulier la « lutte énergique contre le bolchevisme et autres doctrines anarchistes », « l'équilibre du budget », « l'association plus étroite du travail et du capital par la participation du travailleur aux bénéfices », mais oubliait un paragraphe sur « le maintien de

(2) Voir l'index biographique.

(3) Journal *Le Progrès de l'Allier*, mai 1919.

(4) Voir l'index biographique.

toutes les lois républicaines, y compris les lois de laïcité ». Sur ce, le journal *La Croix de l'Allier* appelait ses amis à apporter leurs suffrages à la liste d'Action Républicaine.

Le programme de la liste socialiste était un programme de combat, à caractère nettement révolutionnaire. Il prônait la « dictature du prolétariat » et attaquait avec virulence la bourgeoisie, la haute finance, les « marchands de canons ».

La campagne électorale accentua la coloration « Ordre Etabli » de la liste radicale-moderée. Toute la propagande se fit « contre le bolchevisme et l'anarchie ». Tous les journaux de droite, *Le Courrier de l'Allier*, *le Centre*, *La Semaine de Cusset-Vichy*, prirent position pour ces candidats. La Fédération des Groupements Commerciaux et Industriels de l'Allier fit de même, ainsi qu'une ordonnance fort claire de l'évêque de Moulins. Du côté des socialistes, on attaqua la liste des bourgeois, de la « galonaille », des « curés », des « fermiers généraux », des « nobles »...

#### Par. 3°. — LES RÉSULTATS.

Les candidats de la liste d'Action Républicaine furent tous élus avec un pourcentage moyen de 38,4 %, celui des candidats socialistes étant de 29,8 %. Si l'on compare avec les pourcentages généraux de 1914, on voit que le pourcentage de 38,4 % a déjà été obtenu, en 1914, par l'ensemble des candidats pouvant être rattachés à l'Ordre Etabli, c'est-à-dire les modérés-conservateurs, les républicains socialistes et certains radicaux. Seule différence, le nouveau bloc de l'Ordre Etabli est maintenant bien regroupé moralement et électoralement. Les socialistes ont régressé, mais dans des proportions assez modestes, à peine de 2 centièmes : 31,6 % en 1914. Et surtout les socialistes n'ont pu rassembler sur leurs candidats, du fait de positions extrémistes, la totalité des voix du Mouvement, déjà fort diminuées en 1914 : 35,4 %. C'est donc le Mouvement qui a perdu devant un Ordre Etabli stable.

La carte N° 17 ci-annexée (Mouvement) montre un affaiblissement général des positions, même dans la partie ouest. Le bastion nord-nord-ouest se réduit à Lurcy et Bourbon, le bloc sud-ouest, coupé en deux, à Montluçon-Ouest et Commentry. Le bastion de l'est (Dompiere, Jaligny) ne subsiste que par une teinte plus accusée au milieu d'une contrée fort pâle. La carte N° 18 (Ordre Etabli) révèle une renaissance de la « verticale de l'ouest » et du bastion modéré-conservateur de Moulins. On discerne les vestiges du prestige radical dans la région du centre-sud et du sud-est autour de Gannat, Saint-Pourçain, Cusset, Le Donjon...

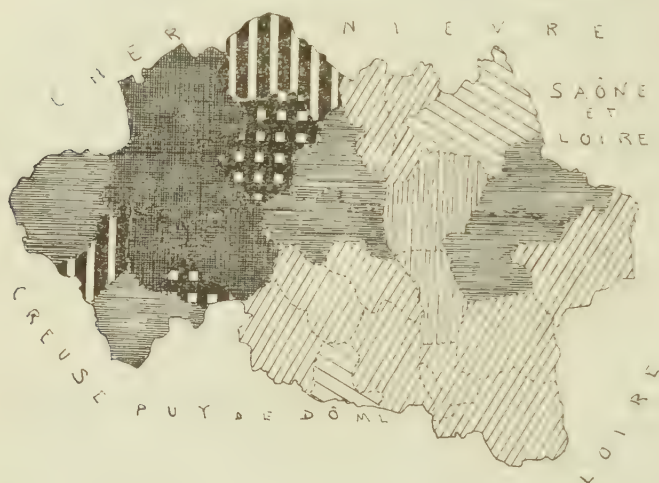
#### Par. 4°. — LES AUTRES ÉLECTIONS DE L'IMMÉDIAT APRÈS-GUERRE.

Après les élections municipales du 30 novembre 1919, une trentaine seulement de communes (plus cinq chefs-lieux) revendiquaient



CARTE N° 17

ELECTIONS 16-11-1919 — TENDANCE DU MOUVEMENT  
*Pourcentages candidats liste du Parti Socialiste*



moins de 5 %



de 5 à 9 %



de 10 à 14 %



de 15 à 19 %



de 20 à 24 %



de 25 à 29 %



de 30 à 34 %



de 35 à 39 %



de 40 à 44 %



de 45 à 49 %

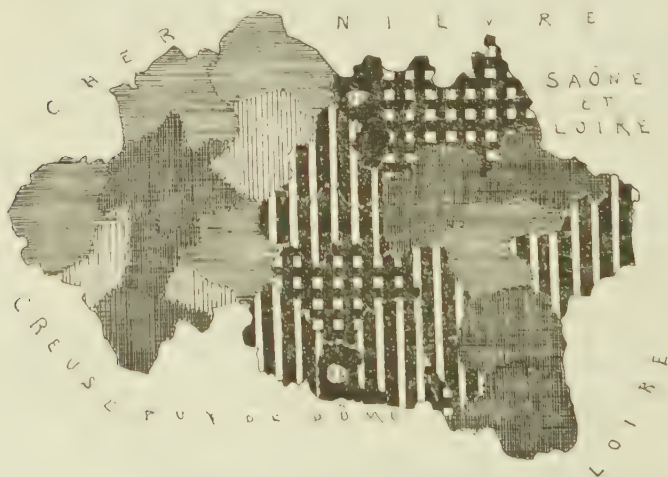


50 % et au-dessus



CARTE N° 18

ELECTIONS 16-11-1919 — TENDANCE DE L'ORDRE ETABLI  
*Pourcentages candidats liste d'Action Républicaine*



des municipalités socialistes. La grande majorité avait élu des listes « d'union », ce qui était le cas pour onze chefs-lieux, dont le chef-lieu du département. Mais la lutte avait été parfois fort différente, dressant les radicaux avec toute la gauche contre la droite, par exemple à Vichy.

Quinze jours après, les électeurs retournaient aux urnes pour renouveler de façon complète les membres du Conseil Général (14-21 décembre 1919). La majorité radicale-moderée remporta là aussi une victoire : vingt-trois sièges, dont onze radicaux-socialistes, trois socialistes indépendants, trois républicains socialistes, six modérés-conservateurs. La minorité socialiste était réduite à six sièges, mais se renforça par la suite du fait d'élections partielles. Régnier fut régulièrement réélu comme président.

Les élections sénatoriales complémentaires du 11 janvier 1920 furent provoquées par le décès de Gacon et la démission, en 1918, de Ville. Les deux élus devaient seulement terminer le temps de mandat de leurs prédécesseurs, soit une année.

Au premier tour, Régnier était élu par 524 voix contre 310 à Constans, mais il fallut deux autres tours pour élire Beaumont (par 456 voix contre 342 à Constans). Un congrès « d'Action Républicaine » avait, au préalable, choisi l'ancien député Minier comme colistier de Régnier, mais Beaumont, qui bénéficiait de la faveur de ce dernier et de Peyronnet, n'avait pas tenu compte de la décision du congrès. La cooptation prévalait sur l'investiture par la base. Le Mouvement, dépassant largement le nombre des délégués des municipalités socialistes, avait bloqué ses voix sur Constans.

Les élections sénatoriales du 5 janvier 1921 ne furent qu'une confirmation des précédentes. Les trois sortants étaient réélus au premier tour, Peyronnet atteignant son apogée électorale avec 588 voix. Régnier avait 515 voix, Beaumont 453 voix. Mais Constans, avec 349 voix, réunissait, une fois de plus, l'ensemble des suffrages du Mouvement.

## Section II. — Les élections législatives du 11 mai 1924

### *Par. 1<sup>er</sup>. — LA PÉRIODE ET LES ÉLECTIONS PRÉCÉDENTES.*

La naissance du parti communiste eut comme première conséquence sur le plan électoral de rallier un certain nombre d'élus cantonaux (quatre conseillers généraux) et communaux (la majorité des municipalités socialistes, à part les plus anciennes et les plus importantes : Montluçon, Commentry) à son étiquette.

L'avance communiste fut aussi fort importante lors des élections cantonales des 14-21 mars 1922 (5) puisque dans la répartition globale

---

(5) M. Rougeron a noté qu'il s'agissait de son succès le plus important en France (« *Le Conseil Général* », p. 130).

des sièges du Conseil Général, le nouveau parti en obtenait sept et deux conseillers « d'extrême-gauche » étaient à la lisière du communisme. Un socialiste autonome et un seul S.F.I.O., le dernier (Isidore Thivrier), complétaient ce bloc de onze conseillers face à une majorité « Ordre Etabli » qui comprenait dix radicaux, quatre républicains socialistes ou socialistes indépendants, un républicain de gauche et trois libéraux.

L'« Action Républicaine » avait cessé, à partir de ces élections, d'être utilisée comme étiquette. Elle survivait dans l'opinion sous la forme du « poincarisme », ses manifestations étant d'ailleurs nombreuses et variées. C'était des motions de confiance votées par le Conseil Général, les Conseils d'arrondissement, les réunions de maires lors des Conseils de Révision. Il y avait les discours lors des banquets, inaugurations et autres festivités organisées dans une ligne pro-gouvernementale alors que Peyronnet et Vidal étaient ministres dans le deuxième cabinet Poincaré (6), telle, le 7 juillet 1923, la visite à Vichy du Président de la République Millerand, accompagné de quatre ministres.

A Gannat, en septembre 1923, un « concours-exposition » donnait l'occasion à Peyronnet de préconiser « l'union de tous les républicains autour du gouvernement ». Le préfet Emile Moisson y prononça des paroles que n'eut pas désavouées, un quart de siècle plus tôt, son prédécesseur Druard ; parlant du « blé rouge », il déclara que le « bulletin rouge » n'était pas le meilleur, car il contenait de « mauvaises graines ». Le sous-préfet de Montluçon, Tabard-Robert, avait déjà, le 17 septembre 1922, au concours agricole de Cérilly, attaqué « la formule odieuse et criminelle de la lutte des classes ».

Mais déjà se discernaient des failles dans ce bloc allant du centre-gauche à l'extrême-droite. A gauche, certains radicaux rompaient l'alliance, notamment ceux de Moulins ; à droite, on reprochait aux députés radicaux de l'Allier leur vote contre le rétablissement de l'ambassade du Vatican et l'on annonçait des candidats libéraux pour les prochaines élections législatives de 1924.

#### *Par. 2<sup>e</sup>. — LES CANDIDATURES ET LES PROGRAMMES.*

On restait sous le régime de la loi de 1919, mais l'Allier perdait un siège du fait de la diminution de population constatée au recensement de 1921 par rapport au recensement de 1911 (7). Comme en 1919, l'établissement des listes était la besogne la plus importante.

Les socialistes S.F.I.O. avaient rejeté le principe d'une alliance avec les radicaux que leur proposaient ces derniers, mais avec des conditions difficilement acceptables (maintien du modéré Chateau et du ministre « poincariste » Vidal). Ils auraient accepté une entente avec les communistes, mais ces derniers répondirent par un refus catégorique. Réduits à eux-mêmes, les socialistes choisissaient

(6) Voir l'index biographique (Peyronnet, Vidal).

(7) 406.291 habitants en 1911, 370.950 en 1921.



Constans, Boudet, Marx Dormoy, Isidore Thivrier (frère de Léon qui était décédé) (8), conseiller général de Commentry, et un sympathisant, Alexandre-Félix Puechmaillé, ancien inspecteur primaire, dirigeant de la Ligue des Droits de l'Homme. La liste s'appela « d'Union Socialiste ».

Les communistes se heurtèrent aux plus grandes difficultés, résultant en particulier d'un conflit entre leurs instances locales et leurs instances nationales, conflit cité à titre d'exemple. Les premiers noms choisis par un congrès départemental furent ceux de : Ferdinand Bierjon, cheminot révoqué de 1920, ouvrier métallurgiste à Montluçon ; Alexis Gaume, quincaillier à Bourbon et conseiller général de ce canton ; Montuses, dont il a déjà été parlé, alors conseiller général de Montluçon-Est ; Jean Roussat, cultivateur à Brout-Vernet, et Georges Tauveron, tourneur sur métaux à Yzeure. Sur ordre impératif du Comité directeur, Gaume et Montuses, non « ouvriers ou paysans », furent remplacés par Gilbert Lajarge, gérant de coopérative à Buxières, et par Louis Venuat, ouvrier d'usine à Montluçon. La liste fut celle du « Bloc Ouvrier et Paysan ».

Une liste dite « Républicaine et d'Union Nationale », c'est-à-dire de droite et extrême-droite, fut composée de Jacques-Alexis Hernandez, directeur d'assurances à Montluçon ; Louis-Joseph Raynaud, avocat et agriculteur à Theneuille ; Jacques-Marie Admirand, cultivateur à Bransat ; Jacques Devaulx, propriétaire à Montaigu-le-Blin, et du docteur Maurice-Jean Fourny, de Moulins.

Les sénateurs Peyronnet et Régnier firent accepter par les radicaux et assimilés, malgré la protestation des radicaux « de gauche », les noms des députés sortants Vidal et Chateau, qui venaient ainsi s'ajouter aux candidatures acceptées par tous de M. Lucien Lamoureux et de Péronnet. Puis un vote désigna comme cinquième candidat Hippolyte Blanc, avocat, maire de Moulins, déjà candidat en 1910, le préférant au radical « de gauche », M. Roger Besson, maire de Saint-Gérand-le-Puy (9). La liste s'intitulait « de Concentration Républicaine et Sociale ».

Quatre programmes étaient ainsi offerts aux électeurs. Très habiles, les socialistes, évitant de parler du programme ou même du parti S.F.I.O., s'adjudageaient la succession du Mouvement, lançant un appel contre la « réaction » : « Ordre moral, boulangisme, nationalisme, bloc national... sous des masques différents, c'est la même hideuse figure ! ». Pacifistes, anticléricaux (« on a agenouillé la République devant le Pape »), adversaires des « solutions de paresse fiscale », ils s'élevaient contre l'abandon des monopoles et des richesses du pays « aux requins des intérêts économiques ». Le programme communiste avait pleinement, en plus des références à l'U.R.S.S. les caractères de l'extrême-gauche : dictature du prolétariat, mesures d'expropriation, de nationalisation et de réquisition, comités d'usines, etc...

(8) Voir l'index biographique.

(9) Voir l'index biographique.

A l'opposé les candidats d'Union Nationale reprenaient tous les principes de l'Ordre Etabli. Champions de « l'ordre », adversaires du communisme, du socialisme et même du radicalisme « et des politiciens », ils déclaraient ne penser « qu'à la France » et réclamaient une politique énergique envers l'Allemagne. Sur le plan économique, ils critiquaient les monopoles d'Etat, mais paraissaient séduits par les nouvelles idées fascisantes de « corporations ». Tout particulièrement, ils se référaient à la politique de Poincaré.

Les concentrés publiaient un programme assez neutre, opposé à « tous les extrémistes » et « à toutes les dictatures », mais ils se trouvaient très rapprochés de la liste précédente sur de nombreux points : en politique extérieure (partisans, avec Régnier, de l'occupation de la Ruhr), en matière fiscale (régime « forfaitaire exclusif d'inquisition »), même dans le domaine social (« recherche d'une collaboration... du capital et du travail »). Malgré une phrase sur le « maintien et l'application des lois laïques » (alors que les candidats d'Union Nationale se disaient hostiles à la « guerre aux curés » et réclamaient la répartition proportionnelle scolaire), ils étaient fort près de l'Ordre Etabli.

Toute la propagande socialiste fut dirigée contre le « Bloc National », au point que Régnier se plaignit qu'ils voulaient « voler » les troupes radicales, les « concentrés » étant au demeurant, en porte à faux, du fait de la présence de Vidal dans leurs rangs. Les trois sénateurs lancèrent un appel en leur faveur, mettant en avant les nécessités de la politique étrangère et de la défense nationale.

### *Par. 3°. — LES RÉSULTATS.*

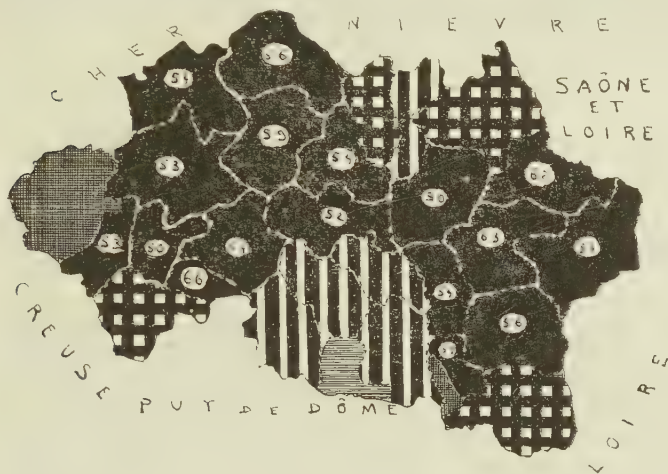
Il y eut 83,1 % de votants, ce qui battait tous les records y compris celui de 1877 : 82,9 % ! La liste d'Union Socialiste eut quatre élus : Constans à la majorité absolue, Puechmaille et Boudet au quotient, Thivrier à la plus forte moyenne. Elle atteignit le pourcentage record de 39,2 % (pourcentages socialistes S.F.I.O. : 29,8 % en 1919, 31,6 % en 1914). La liste de Concentration n'avait qu'un élu, M. Lamoureux, au quotient et un pourcentage moyen de 20,8 %. Le pourcentage moyen de la liste d'Union Nationale était de 10,8 % et celui de la liste communiste de 10,3 %. L'Allier avait quatre députés socialistes et un député radical (en 1910 : quatre socialistes et deux radicaux).

Le Mouvement était bien proche de la majorité absolue des inscrits : 49,6 %, contre 29,8 % en 1919. De nombreux radicaux, hostiles à la politique du Bloc National et aux directives des sénateurs Régnier et Peyronnet, avaient voté socialiste. L'Ordre Etabli était retombé à 31,6 % (contre 38,4 % en 1919). Cette régression inférieure au gain du Mouvement apportait la preuve de l'appartenance au Mouvement d'une forte proportion des abstentionnistes de 1919.

La carte N° 19 (Mouvement) montre deux énormes blocs qui se rejoignent sur l'Allier au sud de Moulins (« auréole rouge » très

CARTE N° 19

ELECTIONS 11-5-1924 - TENDANCE DU MOUVEMENT  
*Pourcentage candidats listes « Union Socialiste »  
 et « Bloc Ouvrier et Paysan » (moyennes additionnées)*



moins de 5 %



de 5 à 9 %



de 10 à 14 %



de 15 à 19 %



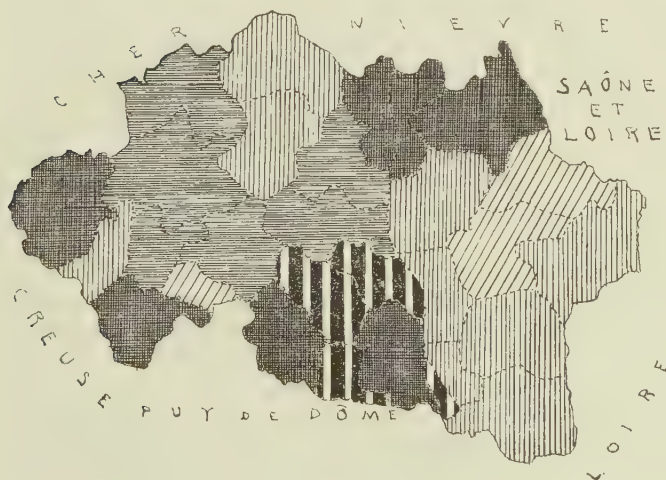
de 20 à 24 %



CARTE N° 20

ELECTIONS 11-5-1924 — TENDANCE DE L'ORDRE ETABLI

*Pourcentages candidats listes de  
 « Concentration Républicaine et Sociale »  
 et « Républicaine et d'Union Nationale »  
 (moyennes additionnées)*



de 25 à 29 %



de 30 à 34 %



de 35 à 39 %



de 40 à 44 %



de 45 à 49 %



50 % et au-dessus





élargie !), le bloc ouest comprenant dix cantons à majorité absolue avec deux centres de « supermajorité », l'ex-bastion nord - nord-ouest et l'ex-bastion sud-ouest. Le bloc de l'est comprend sept cantons à majorité absolue avec un centre de supermajorité, l'ex-bastion est (Jaligny, Dompierre). Il n'y a, sur cette carte, que trois cantons où le pourcentage est inférieur à 40 % : Vichy, Huriel et Gannat. La carte N° 20 (Ordre Etabli) présente un vide à l'est et au sud-est du fait du virage des radicaux de ces régions vers les socialistes. A Gannat et à Huriel se sont manifestés les électeurs fidèles de Péronnet et de Lamoureux.

### Section III. — L'évolution électorale de 1924 à 1939

*Par. 1<sup>er</sup>. — DE 1924 A 1928. LES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES DES 22-29 AVRIL 1928.*

Les élections municipales des 3-10 mai 1925 virent, fait exceptionnel dans l'Allier depuis 1910, des alliances « bloc des gauches » comprenant des radicaux et des socialistes. Mais, à Moulins, les radicaux étaient écartelés entre la liste « d'Union des Forces de Gauche » et une liste modérée. Dans l'ensemble les listes de gauche, au sens large, remportèrent un certain nombre de victoires : Cérilly, Varennes, Hérisson, Le Montet... Une statistique décompta parmi les municipalités : 20 communistes, 41 socialistes (dont le chef-lieu de département et un chef-lieu d'arrondissement), 125 radicales et assimilées (dont un chef-lieu d'arrondissement, dix chefs-lieux de canton), 73 modérées-conservatrices, les autres étant républicaines socialistes ou de centre-gauche.

Une majorité relative et épisodique de Mouvement se dégageait lors de certains votes du Conseil Général, par exemple pour repousser la question préalable, suite à un vœu invitant la Chambre à mettre « en demeure M. Millerand de se démettre de ses fonctions », par 13 voix contre 12 (10). Le préfet Moisson, victime de l'échec des « concentrés », était mis en disponibilité et remplacé par un préfet « cartellisant », Jules Gondoin. Mais les élections cantonales des 19-26 juillet 1925 ne virent pas la victoire attendue de la gauche et de l'extrême-gauche. En effet, il y eut une absence à peu près complète de lutte entre les candidats de droite, au sens large, et les candidats de centre-gauche (radicaux et assimilables). De plus ces derniers jouèrent à la fois la carte gouvernementale de gauche (Painlevé) et la carte antimarxiste.

Les radicaux, épaulés d'un côté par un libéral et un « républicain de gauche », de l'autre par deux ou trois (selon les votes) républicains socialistes, conservaient la direction de la majorité et faisaient régulièrement réélire Régnier à la présidence. La minorité était composée

---

(10) M. Georges Rougeron, « *Le Conseil Général* », T. II, pp. 131, 132.

de cinq communistes, de deux socialistes-communistes et de cinq socialistes S.F.I.O., ces derniers ayant récupéré des sièges lors des élections cantonales de 1925.

Les élections législatives de 1928 devaient se faire au scrutin uninominal de circonscription, rétabli par la loi du 21 juillet 1927. L'Allier retrouva ses six députés et ses circonscriptions coutumières.

Des congrès S.F.I.O. désignèrent Delaurat, le candidat socialiste indépendant de 1910, pour Gannat, Arnold Bontemps, journaliste sportif du *Quotidien*, à Paris, pour Lapalisse, les députés sortants Thivrier, Constans et Boudet pour les circonscriptions, respectivement, de Montluçon-Est, Montluçon-Ouest et Moulins-Est, enfin Jules Fradier, monteur des P.T.T., pour Moulins-Ouest.

Les communistes avaient, cette fois, proposé un accord aux socialistes, mais ceux-ci ne répondirent même pas. Deux congrès communistes désignèrent : Alphonse Villonnet, stuckateur à Vichy, pour Gannat ; Albert Corre, maire du Vernet, pour Lapalisse ; Louis Vénuat, déjà candidat en 1924, pour Montluçon-Est ; Pierre Aumoine, agriculteur à Domerat, pour Montluçon-Ouest ; Roger Tuelais, employé de mairie à Montluçon, pour Moulins-Est ; Alexis Gaume, quincaillier, conseiller général de Bourbon, non accepté en 1924, pour Moulins-Ouest.

La Fédération du Parti Républicain Socialiste acceptait son président et fondateur, Camille Planche, comme candidat à Moulins-Ouest, et Henri Blum, marchand de biens, propriétaire à Biozat, comme candidat à Gannat.

Il n'y eut pas de congrès chez les radicaux, M. Lamoureux se présentant à Lapalisse et Péronnet dans son fief de Gannat. Joseph Baudron, maire d'Yzeure, se faisait investir par le Comité radical de Moulins-Yzeure pour la circonscription de Moulins-Est.

Il y avait plusieurs candidatures isolées, orientées, à première apparence, vers la gauche et le centre-gauche, celles pour Gannat de J. Bouteille, ancien receveur des finances, socialiste, et d'Hubert Pradon-Vallancy, propriétaire et maire à Taxat-Senat, « candidat de concentration républicaine et sociale » ; pour Montluçon-Est, d'Auguste Fervel, « ancien combattant, socialiste indépendant » ; pour Moulins-Est, d'Alexandre Zévaès, revenant dans l'Allier plus de trente ans après y avoir fait ses premières armes chez les blanquistes, prenant l'étiquette de républicain socialiste.

A droite, au sens large, on trouvait les candidatures : pour Gannat, d'Edouard Benielli, « Union Sociale et Alliance Républicaine » ; pour Lapalisse, d'André Ménabréa, avocat à Paris, « Fédération Républicaine » ; pour Montluçon-Est, d'André Mage, avocat à Montluçon, « Concentration Républicaine », et d'Henri Dreux, marchand forain, « Défense du Contribuable et du Citoyen » ; pour Montluçon-Ouest, de François Vallet, républicain ; pour Moulins-Est, du colonel de Saint-Hillier, maire de Bressolles, « indépendant », et de Marc Dandolo, journaliste à Paris ; pour Moulins-Ouest, du docteur Paul Desfosses, maire de Bagneux. Dandolo et Desfosses avaient été désignés le 24 février 1928 à Moulins lors d'une réunion de la « Ligue des Partis de l'Ordre ».

Les programmes permettaient assez mal de distinguer où passait la frontière entre le Mouvement et l'Ordre Etabli. Selon les articles, tel candidat radical ou républicain socialiste apparaissait comme appartenant à l'une ou à l'autre de ces tendances générales. Mais Pradon penchait nettement du côté de l'Ordre Etabli : déclarations poincaristes, retour des monopoles à l'industrie privée... Et, parmi les socialistes, il fallait noter de profondes différences de ton entre ceux de l'est (Gannat, Lapalisse, Moulins-Est et Ouest) en concurrence avec les radicaux, le centre et la droite, et ceux de l'ouest (Montluçon-Est et Ouest), en compétition avec des communistes. Les professions de foi de ces derniers étaient imprégnées de polémique anticomuniste. Constans qui n'avait aucun candidat sérieux sur sa droite, accusait les communistes de poursuivre « la révolution à main armée ».

La campagne électorale amena des conflits divers. Chez les radicaux, elle entraîna la brouille entre Péronnet et Régnier, le journal *Le Progrès de l'Allier* soutenant aussi bien le président de son conseil d'administration, c'est-à-dire Pradon, que le candidat radical et même Blum. La discorde régnait par ailleurs à la Fédération Socialiste, Fradier ayant annoncé qu'il se désisterait pour le communiste si celui-ci arrivait avant lui au premier tour.

C'est d'ailleurs ce qui arriva et Fradier tint sa promesse, malgré les instances fédérales. Les résultats de ce premier tour furent généralement peu favorables aux socialistes, seul Constans étant élu avec 40 % (contre Aumoine, 26 %, et Vallet, 8 %). Dans les autres circonscriptions, les socialistes étaient seulement en tête à Montluçon-Est et Moulins-Est, mais avec des baisses sensibles de pourcentages sur 1924, baisses qui étaient encore plus notables dans les circonscriptions où ils arrivaient en deuxième position (Lapalisse, Gannat) et à Moulins-Ouest où leur candidat se trouvait en dernière position.

Les trois candidats du centre-gauche, ceux qui auraient pris le titre de « concentrés » en 1924, Pradon, Lamoureux et Planche, étaient, en effet, en tête, leurs voix en net progrès sur celles recueillies par la liste similaire de 1924. Prix d'un appel des sénateurs en faveur de Thivrier, Bontemps se désistait purement et simplement. A Gannat, Bouteille, Péronnet, Blum et Villonnet se désistaient pour le socialiste Delaurat, pendant que Benielli apportait ses voix à Pradon.

Au second tour, il n'y eut pas de véritable lutte à Moulins-Est où Boudet, resté pratiquement seul, était élu avec 49 %, ni à Lapalisse où Lamoureux obtenait 44 % pour son élection. Corre ayant seulement attiré à lui la moitié des voix socialistes, ni à Montluçon-Est où Thivrier triomphait facilement (39 %) dans un scrutin triangulaire, ni même à Moulins-Ouest dont le nouveau député, Planche, avait été élu par des voix de tous les bords (47 %). Sans doute, Gaume avait reçu plus des trois quarts des voix de Fradier. Par contre, la lutte fut chaude et caractéristique à Gannat où Pradon, représentant l'Ordre Etabli, l'emporta finalement (42 %) sur Delaurat (38 %), candidat du Mouvement.

Trois socialistes, un radical-socialiste, deux républicains socialistes (l'un nuance P.R.S. et S.F., groupe auquel s'inscrivit Planche,



Pradon s'inscrivant pour sa part au groupe Briand-Painlevé) composaient maintenant la représentation de l'Allier.

Les pourcentages globaux (premier tour) confirmaient : pour les communistes un fort progrès, 16,9 % au lieu de 10,3 % en 1924 ; pour les socialistes un net recul, 26,2 % au lieu de 39,2 % en 1924 ; pour les « concentrés », en y comprenant Pradon, une avance certaine, 25 % au lieu de 20,8 % ; pour la droite un renforcement, 12,4 % au lieu de 10,8 %. La participation avait été forte, 82,3 %, quoique un peu inférieure à celle de 1924 (83,1 %).

Pour M. Goguel, l'Allier fit, lors de ces élections, partie du « bloc d'extrême-gauche » du centre de la France : 43,2 % pour les voix socialistes et communistes. C'est exact en ce qui concerne les étiquettes, bien moins vrai pour les tendances. Thivrier et surtout Constans ayant recueilli un pourcentage difficile à apprécier mais certain de voix de l'Ordre Etabli, votant « anticommuniste ». Pour cette raison, il n'est plus possible d'évaluer le Mouvement ni par ailleurs l'Ordre Etabli.

*Par. 2<sup>e</sup>. — DE 1928 A 1932. LES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES DES  
1<sup>ER</sup>-8 MAI 1932.*

Par un de ces retournements dont l'histoire des scrutins garde le secret, les socialistes bourbonnais, peu après les piètres résultats des législatives de 1928, entraient dans une période faste.

Les élections cantonales des 14-21 octobre 1928 apportaient en effet la majorité au Mouvement dans le Conseil Général et donnaient dans cette majorité un rôle prépondérant à la S.F.I.O. Un « front unique » de fait avait pleinement joué. La répartition des sièges devenait la suivante : neuf socialistes S.F.I.O., trois socialistes-communistes, trois communistes, un « Unité Ouvrière », un socialiste très rapproché des S.F.I.O., soit dix-sept conseillers généraux contre huit radicaux, deux républicains socialistes, un républicain de gauche, un libéral, donc douze conseillers généraux.

Dès octobre 1928, Constans était élu président du Conseil Général, puis réélu en 1929 et en 1930. La nomination d'un nouveau préfet, socialisant, Marcel Bernard, déplacé de Sarthe pour disgrâce politique (mars 1929), créait un climat de confiance et de sympathie que vint rompre son remplacement par le préfet Delaporte, qui était dans la ligne gouvernementale (Tardieu).

Les élections cantonales des 18-25 octobre 1931 assuraient la prépondérance de la S.F.I.O. qui détenait, dès lors, la majorité relative des sièges de l'assemblée départementale (quatorze), les autres sièges étant répartis entre deux socialistes-communistes, trois communistes, un socialiste indépendant, un socialiste « français », un républicain socialiste et sept radicaux socialistes. La droite pure avait disparu... En remplacement de Constans, décédé, Marx Dormoy était élu président en 1931 et réélu en 1932. Mais, en 1933, il fallut trois tours pour départager Thivrier et Dormoy, le premier l'emportant

finalemeut, compétition qui ne dénotait pas une entente parfaite au sein de la Fédération Socialiste S.F.I.O.

Les élections municipales des 5-12 mai 1929 n'avaient apporté aucun bouleversement dans les situations acquises. Tout au plus pouvait-on noter une avance, dans les campagnes, de la gauche et de l'extrême-gauche, le Mouvement ayant gagné un vingtaine de municipalités. On comptait maintenant 28 conseils communistes (dont un chef-lieu de canton) et 43 conseils S.F.I.O. Les radicaux, tout en régressant, demeuraient forts : 113 municipalités. Les modérés-conservateurs se maintenaient à 75 municipalités. Les autres communes avaient toujours des conseils du centre-gauche ou peu marqués politiquement.

Les élections sénatoriales du 20 octobre 1929 ne furent guère troublées par ces résultats municipaux. Les trois sénateurs sortants furent réélus, Peyronnet au premier tour (522 voix contre 588 en 1921) avec l'étiquette républicaine socialiste ; Régnier, radical socialiste, et Beaumont, républicain socialiste, au second tour (439 et 448 contre respectivement 515 et 453 en 1921). Leur programme, très poincariste sans le nom, vantant l'œuvre du Sénat et rejetant l'étatisme pour la politique du blé, penchait nettement vers l'Ordre Etabli. Le Mouvement s'était scindé en plusieurs tronçons, les candidats S.F.I.O., Constans, Pierre Roux-Berger (11), Bontemps, recueillant respectivement 336, 201 et 190 voix ; les candidats communistes, Alexis Gaume, Jules Delubac, Antoine-Louis Touraud, de 57 à 51 voix ; enfin, deux candidats socialistes-communistes une vingtaine de voix. Un candidat de « front unique » eut donc pu grouper 400 voix environ (contre 349 en 1921).

A la suite du décès de Constans, une élection législative partielle eut lieu le 22 novembre 1931 pour la circonscription de Montluçon-Ouest. Marx Dormoy l'emporta aisément au premier tour (41 %) sur le communiste Aumoine (21 % contre 26 % en 1928), bien qu'un radical, Edgard Nurit (11 %), ait été présenté par le Comité radical local, au grand mécontentement de M. Lamoureux. Comme pour Constans en 1928, un certain pourcentage de voix de l'Ordre Etabli s'était porté sur le nom de Dormoy pour empêcher un succès communiste.

Pour les élections législatives de 1932, les socialistes S.F.I.O. présentèrent leurs quatre députés sortants, Planche ayant adhéré depuis peu au parti. Les lapalissois choisirent à nouveau Bontemps et les gannatois donnèrent la préférence à Paul Rives (11), professeur, sur deux concurrents. Un dissident, Rochard, boucher à Moulins, exclu de la S.F.I.O. par Boudet, se présenta contre celui-ci dans la circonscription de Moulins-Est. Dans cette même circonscription, un cultivateur de Saint-Loup, Gilbert Jeanton, était candidat socialiste agraire.

Il n'y avait plus de candidats républicains socialistes et seulement, comme en 1928, trois radicaux : toujours Joseph Baudron à

---

(11) Voir l'index biographique.

Moulins-Est et M. Lamoureux, député sortant, à Lapalisse, Henri Blum, le candidat républicain socialiste de 1928, à Gannat. Ce dernier avait été préféré à Emile Bourcier, ancien maire de Nevers et ancien député de la Nièvre, maire de Fleuriel, qui posait quand même sa candidature radicale indépendante.

De même, il n'y avait que trois candidats de droite, au sens large : pour Gannat, Etienne Des Ligneris, avec l'étiquette non dissimulée « Union des Droites » ; pour Lapalisse, Jean-Charles de La Ruelle, ingénieur à Paris, U.R.D. ; pour Moulins-Ouest, Alexandre Plaigne, conseiller municipal de Souvigny, démocrate populaire. Mais il fallait, en toute logique, ajouter à ces noms celui de Pradon, le député sortant, qui, bien que se disant toujours républicain socialiste, avait, au cours de son mandat, voté le plus souvent avec les modérés, en particulier pour la confiance à Tardieu et à Laval au cours de plusieurs scrutins.

Les communistes avaient choisi les premiers leurs candidats. En plus d'Aumoine à Montluçon-Ouest, de Corre à Lapalisse, et d'Alexis Gaume à Moulins-Ouest, tous trois déjà candidats en 1928 dans ces circonscriptions, ils présentaient Marcel Gire, employé de perception à Gannat, dans cette circonscription ; Marcel Guyot (12) dans la circonscription de Moulins-Est, et Jean Aucouturier (13) dans celle de Montluçon-Est. Dans cette dernière circonscription se présentait aussi un dissident, « pupiste », Albert Chartier, représentant de commerce à Montluçon.

Plus que les programmes, la campagne électorale et les soutiens classaient les candidats. Les radicaux moulinois se livrèrent dans *Le Progrès* et dans un journal provisoire, *L'Echo du Centre*, à une polémique fort ressemblante à celle de 1910 contre les socialistes (« qui voilent leur collectivisme » et « veulent la lutte des classes et la reprise de la propriété individuelle »). Baudron devenait le candidat d'une Union radicale-modérée. *Le Progrès* soutint à la fois les candidatures Pradon et Blum, puis favorisa nettement le premier que le second traitait de « réactionnaire ». Les journaux modérés de Montluçon, *Le Centre* et *Le Journal de Montluçon*, ne prirent pas ouvertement parti, mais conseillèrent de ne pas s'abstenir (« même si on doit voter contre »), ce qui était une façon habile de soutenir Dormoy et Thivrier contre les communistes.

Dans trois circonscriptions, la bataille se termina avec le premier tour et par des victoires S.F.I.O. : à Montluçon-Est, celle de Thivrier (50 % contre 39 % en 1928), devançant de loin Aucouturier (16 %) et Chartier (5 %) ; à Montluçon-Ouest, celle de Dormoy (51 % contre 41 % six mois auparavant) battant Aumoine (23 %) ; à Moulins-Ouest, celle de Plaigne (49 %), alors que Gaume n'avait que 17 % et Plaigne de même.

Des problèmes de désistement se posaient dans les autres circonscriptions. Il n'y eut pas de difficulté à Lapalisse pour l'application

---

(12) Voir l'index biographique

(13) Voir page 117.



de la décision fédérale S.F.I.O. désistant Bontemps (23 %) en faveur de M. Lamoureux (37 %) et ce dernier était élu au ballottage, sans concurrence pratique, avec 49 %.

Par contre, à Gannat et à Moulins-Est, la lutte devint caractéristique, les forces du Mouvement derrière les socialistes Rives (29 %) et Boudet (38 %) s'opposant aux forces de l'Ordre Etabli groupées derrière Pradon (33 %) et Baudron (31 %). Chez les radicaux gannatois, c'était la division la plus complète à la suite d'une décision fédérale retirant « purement et simplement » la candidature Blum, d'une déclaration du Comité de Gannat désistant Blum pour Rives et d'un appel de Régnier dans *Le Progrès* en faveur de Pradon, pour lequel les trois sénateurs signaient une proclamation. Au ballottage, étaient élus : Rives, avec 43 %, contre Pradon, 41 %, et Boudet avec 45 %, laissant loin derrière Baudron, 33 %. La représentation de l'Allier comprenait maintenant cinq députés S.F.I.O. et un radical.

Les pourcentages globaux (premier tour) montrent : pour les socialistes un retour à un niveau proche de 1924 (38.7 % au lieu de 39.2 %) ; pour les communistes, avec 12.4 %, une baisse sérieuse par rapport à 1928 (16.9 %) ; pour les radicaux, avec 15.7 %, un recul ; pour la droite, au sens large, avec 10 %, un recul aussi. Ces conclusions sont aussi celles de M. Goguel, qui a noté un effondrement général de la droite dans le centre et un recul communiste. Pour les mêmes raisons que celles exposées à propos des élections de 1928, nous contesterons le classement dans la tendance « extrême-gauche » des suffrages socialistes au même titre que les voix communistes. En effet, dans les deux circonscriptions de Montluçon, les candidats S.F.I.O. ont mordu sur l'Ordre Etabli par suite des votes anti-communistes.

*Par. 3<sup>e</sup>. — DE 1932 A 1936. LES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES DES  
26 AVRIL - 3 MAI 1936.*

La scène politique locale, relativement calme, à l'exception de manifestations de commerçants et d'agriculteurs en 1933, commença à s'animer après le « 6 février », d'abord avec des grèves et manifestations ouvrières et antifascistes, ensuite avec les regroupements de partis et d'associations.

Au Conseil Général, la session d'avril 1934 vit la majorité attaquer dans les discours de ses leaders le gouvernement Doumergue et les décrets-lois, au point que le préfet Theulet-Luzié, nommé dans le département depuis février 1932 et bien que socialisant, dut signaler qu'il ne pouvait s'associer « à certaines déclarations » et s'efforça de défendre la constitutionnalité des décrets-lois. Cette intervention n'empêcha pas le gouvernement Doumergue, vraisemblablement poussé par Régnier et Peyronnet (14), de mettre ce préfet à la retraite

---

(14) Journal *Le Courrier de l'Allier*, avril, juillet 1934.

en juin 1934 et de le remplacer par Giacobbi, ancien sous-préfet de Lapalisse.

Les élections cantonales des 7-14 octobre 1934 furent précédées d'une prise de position très nette des radicaux bourbonnais, leur congrès de Montluçon ayant donné comme mot d'ordre : « Pas d'accord avec les candidats du Front commun ». La répartition des sièges en fut légèrement modifiée au détriment de la majorité : d'un côté dix-huit conseillers (douze socialistes S.F.I.O., un « socialiste de France », un républicain socialiste, un pupiste, trois communistes), de l'autre côté onze conseillers (sept radicaux, deux républicains socialistes et un socialiste indépendant radicalisant, un démocrate populaire).

Thivrier était réélu président de l'assemblée départementale. A partir de 1935, c'est un autre S.F.I.O., Armand Chauhier (15) qui prenait le « relais ». Dès novembre 1934, Giacobbi avait quitté la préfecture de l'Allier, appelé par Régnier comme chef de cabinet à l'Intérieur. Adam, dernier préfet de la III<sup>e</sup> République, lui succédait. La majorité de Mouvement du Conseil Général tint, en dépit d'un décret-loi d'ajournement de session, une session extraordinaire en septembre 1935, au cours de laquelle elle repoussa la question préalable du préfet et vota, après que celui-ci eut quitté la salle de séance, une vigoureuse motion contre les décrets-lois (« politique de bluff et d'imprévoyance »), réclamant la réunion du Parlement. En novembre suivant, lors de la session ordinaire, le président Chauhier déclara que « le peuple ouvrier et paysan de France » était « décidé à défendre... le régime par tous les moyens, même les armes à la main ».

Les élections municipales des 5-12 mai 1935 furent l'occasion de la formation dans de nombreuses communes de listes de gauche, au sens large. Une fois de plus les radicaux étaient écartelés : par exemple à Moulins, ils faisaient au ballottage liste commune avec les démocrates populaires, alors qu'à Vichy la liste radicale Léger remportait la majorité des sièges au second tour après désistement en sa faveur des listes socialiste et communiste. En ce qui concernait les chefs-lieux de canton, on pouvait dénombrer quatorze municipalités restées ou acquises au Mouvement (dont neuf « pures » S.F.I.O. et deux radicales « de gauche ») et treize municipalités tendant vers l'Ordre Etabli : trois modérées, neuf radicales-modérées et une républicaine socialiste (élue contre la liste de Front Populaire).

Au cours de l'année qui s'écoula entre ces élections municipales et les élections législatives, on assista à un véritable bouillonnement politique : floraison de groupements, en particulier des Comités antifascistes et des filiales ou « annexes » de partis ; convergence des mécontentements orchestrés par les groupements d'intérêts (syndicats ouvriers et de fonctionnaires, associations agricoles, anciens combattants) contre la politique gouvernementale. Cette politique était critiquée même par les amis de Régnier au cours des débats du congrès fédéral radical de Varennes le 29 septembre 1935.

---

(15) Voir l'index biographique.

Les manifestations du 14 juillet 1935 (« serment du Front Populaire ») furent imposantes et groupèrent dans les principales villes et même dans les bourgs toutes les organisations du Mouvement, mélangeant, pour une fois, socialistes et communistes, les adhérents de leurs filiales respectives ainsi que des représentants du parti socialiste français et même du parti radical. Mais la participation des radicaux n'eut qu'un caractère sporadique et localisé (Vichy, Lapalisse, Le Donjon, Jaligny, Saint-Pourçain...).

Selon l'habitude, les communistes et les socialistes de l'Allier ne purent s'entendre pour présenter des candidatures uniques au premier tour des législatives, mais, progrès sur les précédentes élections législatives, des promesses de désistement furent échangées.

Les candidats communistes furent : pour Gannat, Gire, comme en 1932 ; pour Lapalisse, Villonnet, candidat à Gannat en 1928 ; pour Montluçon-Est, Valignat (16) ; pour Montluçon-Ouest, Eugène Jardon, vigneron, maire de Domerat ; pour Moulins-Est, Georges Chabridon, mouleur à Yzeure ; pour Moulins-Ouest, Marcel Guyot (16), candidat à l'Est en 1932. Les socialistes représentèrent leurs députés sortants : Rives à Gannat ; Thivrier à Montluçon-Est ; Dormoy à Montluçon-Ouest ; Boudet à Moulins-Est, et Planche à Moulins-Ouest. Les socialistes lapalissais désignèrent Jean Barbier, directeur de l'Ecole Primaire Supérieure de Vichy, mais Bontemps se présenta comme socialiste indépendant.

Cette fois, il n'y avait plus que deux candidats radicaux. M. Lamoureux, député sortant, dans sa circonscription de Lapalisse, et Baudron, comme en 1928 et en 1932, à Moulins-Est. Lors du meeting qui avait suivi le congrès qui l'avait investi, le premier donna son adhésion, sous certaines réserves, au Front Populaire. Pradon annonça par *Le Progrès* du 4 mars qu'il serait candidat « de la fraction la plus importante de l'opinion républicaine socialiste, radicale et paysanne de l'arrondissement de Gannat », ce qui lui attirait les sarcasmes de la presse socialiste : tant d'étiquettes réunies sur un seul homme. Le bureau exécutif de l'U.S.R. faisait connaître dans un communiqué (*L'Œuvre*) qu'il ne lui avait pas accordé son investiture. Ainsi la candidature Pradon apparaissait comme modérée.

Autres candidats modérés ou de droite, au sens large. Jean-Pierre Turret, cultivateur à Lalizolle, président de la Fédération Agraire (dorgériste), se présentait à Gannat ; le docteur Marcel Grenaud, conseiller municipal de Vichy, posait sa candidature « Alliance Démocratique » à Lapalisse ; Gérard-André Ranglaret, avocat à Moulins, était désigné par la Fédération du Parti Démocrate Populaire à Moulins-Est ; le docteur Paul Desfosses, maire de Bagneux, déjà candidat en 1928, républicain indépendant, se présentait à nouveau à Moulins-Ouest. On pouvait noter enfin quelques candidatures fantaisistes, dont celle d'Antonin Juthier, ferblantier à Tronget, républicain, à Moulins-Ouest, et celle de François Arnefaux, tailleur à Vichy, « travailliste », à Lapalisse.

---

(16) Voir l'index biographique.



Ainsi, seules les circonscriptions de Montluçon n'avaient aucun candidat radical ni modéré. Socialistes et communistes restaient face à face.

Malgré l'acceptation par le parti radical sur le plan national du programme minimum du Front Populaire, les restrictions ou les prises de position, opposées des candidats radicaux de l'Allier, surtout de Baudron, en faisaient des candidats d'Ordre Etabli. Le Comité radical de Gannat décida de laisser « entière liberté de vote au premier tour », ce qui n'empêcha par *Le Progrès de l'Allier*, comme en 1928 et en 1932, de soutenir à fond la candidature Pradon. A Montluçon, les radicaux appelaient à voter pour les candidats socialistes qui avaient « donné des gages suffisants de leur opposition aux doctrines de révolution et de guerre civile » (17). Le modéré *Centre* citait favorablement les interventions du député-maire Dormoy et invitait à voter, car « s'abstenir, c'est désertir ». D'ailleurs Dormoy, plus soucieux de se battre sur sa gauche que sur sa droite, ne parlait pas ou peu de Front Populaire et mettait l'accent sur « l'ordre républicain ».

Au premier tour, il n'y eut que deux élus, les deux députés sortants S.F.I.O. de Montluçon : Dormoy avec 39 % (contre 37 % à Jardon), Thivrier avec 36,3 % (contre 35,8 % à Valignat). Les autres S.F.I.O. étaient en ballottage, mais en première position, y compris Barbier qui, avec 30 %, dépassait nettement M. Lamoureux : 26 %. Le désistement des quatre candidats communistes, qui avaient obtenu : Gire, 8 % ; Villonnet, 11 % ; Chabridon, 12 % ; Guyot, 24 %, fut immédiat en faveur des socialistes. De même Bontemps (2 %) se désistait pour Barbier et le bureau de la Fédération Radicale, se référant à l'adhésion du parti au Front Populaire, décidait de désister M. Lamoureux et Baudron en faveur des « candidats de gauche les plus favorisés », donc pour Barbier et Boudet. Il ne restait plus en face des socialistes que des modérés. Aussi, la S.F.I.O. avait-elle quatre autres élus au ballottage : Rives (45 % contre 43 % à Pradon) ; Barbier (49 % contre 19 % à Grenaud) ; Boudet (52 % contre 23 % à Ranglaret) ; Planche (58 % contre 19 % à Desfosses). La représentation de l'Allier à la Chambre était maintenant purement socialiste : six députés S.F.I.O.

Jamais la participation électorale n'avait été aussi forte : 84,6 %, battant ainsi le record détenu jusque-là par les élections de 1924 : 83,1 %. Au second tour, dans la circonscription de Gannat, le pourcentage des votants avait atteint le chiffre exceptionnel de 89 % !

Pour les pourcentages globaux, le parti socialiste S.F.I.O. était toujours en tête avec 36,5 %, soit en légère régression sur 1932 : 38,7 %. Le second parti était maintenant le parti communiste avec 20,9 %, en fort progrès sur 1932 : 12,4 %. La droite au sens large maintenait ses positions avec 12,7 % contre 10 % en 1932. Les radicaux venaient bons derniers avec 8,9 %.

---

(17) Appel du *Progrès de l'Allier*, 26 avril 1936.

Il faut faire ici la même observation qu'en ce qui concerne les précédentes élections législatives sur l'erreur qu'il y aurait à additionner les pourcentages globaux de la S.F.I.O. et du parti communiste et à cataloguer ce fort pourcentage (plus de 57 %) dans la tendance extrême-gauche (M. Goguel). En effet, les voix obtenues par les socialistes montluçonnais, diminuées de 14 à 15 centièmes sur leur gauche par les communistes, se sont encore légèrement étendues vers les centres (centre-gauche et même centre-droit), bien que des modérés aient marqué cette fois leur refus de soutenir les socialistes montluçonnais. Suivant un conseil donné par *Le Centre*, 9.6 % des électeurs inscrits ont, en effet, voté blanc ou nul dans l'ensemble des deux circonscriptions de Montluçon.

Comme en 1928 et comme en 1932, il est impossible de rechercher des pourcentages globaux du Mouvement et de l'Ordre Etabli.

*Par. 4<sup>e</sup>. — DE 1936 A 1940. LA PÉRIODE PRÉCÉDANT LA GUERRE DE 1939.*

Au cours d'une première phase qui suivit les élections législatives de 1936, et qui, dans l'Allier, ne dura que quelques mois, la victoire du Front Populaire apparut si complète que l'on vit des ralliements massifs et imprévus. Des manifestations importantes, cortèges et meetings, eurent lieu dans une quinzaine de villes pour fêter cette victoire et des radicaux participèrent à ces manifestations.

Au Conseil Général, en mai 1936, une motion saluant cette « magnifique victoire » et témoignant « sa confiance anticipée au gouvernement de demain et à son chef » (18) était votée à l'unanimité, moins deux abstentions. Pradon lui-même l'avait votée. Même en avril 1937 où le même Pradon se livra à une attaque en règle, concluant par « les événements m'obligent à retirer ma confiance au gouvernement de Front Populaire », il n'y eut que deux conseillers pour s'abstenir dans un vote à nouveau unanime approuvant « la politique du gouvernement de Front Populaire... et l'engageant à persévérer ».

Premier craquement qui annonçait l'avènement d'une nouvelle phase, le congrès fédéral radical de septembre 1936 entendait des réquisitoires, plus nuancé de M. Lamoureux, plus catégorique de Régnier, mais également sévères à l'égard du gouvernement Blum.

L'élection législative complémentaire du 27 décembre 1936-3 janvier 1937 pour la circonscription de Lapalisse fut provoquée par la démission de Barbier pour des raisons encore incomplètement connues mais, semble-t-il, autant d'ordre privé et psychologique que pour son état de santé, motif officiellement invoqué mais non admis par les socialistes.

Alors que les radicaux désignaient M. Lamoureux, le choix fut plus difficile chez les socialistes qui acceptaient finalement la candidature de René Rucklin, avocat et ancien député de Montbéliard,

---

(18) M. G. Rougeron, « *Le Conseil Général* », T. II, p. 159.

après avoir offert sans succès l'investiture à Paul Faure, puis à M. Jules Moch. Les communistes présentaient à nouveau Villonnet. Une candidature André Petit, docteur en droit, de Paris, républicain démocrate, n'avait qu'une portée restreinte. Les programmes de Rucklin et de Villonnet, tout en se référant à celui du Rassemblement Populaire, étaient réduits et fort sages, évitant de heurter un corps électoral sensibilisé. M. Lamoureux se disait aussi candidat du Front Populaire « dans les conditions définies par le congrès de Biarritz », tout en faisant porter ses critiques sur la politique financière (« la confiance ne s'impose pas »). 80 députés socialistes vinrent soutenir Rucklin ; de même une quinzaine de députés communistes apportèrent leur appui à Villonnet. Les radicaux se limitèrent à une douzaine de parlementaires. Mais toute la presse non socialiste ni communiste du département fit campagne pour M. Lamoureux.

Au premier tour, ce dernier arrivait en tête avec 37 % (26 % en avril précédent) contre 32 % à Rucklin (Barbier : 30 % en avril) et 7 % à Villonnet (11 % en avril), 2 % à Petit. Entre les deux tours, un enchevêtrement complexe de démarches et de décisions tant sur le plan national, où Daladier faisait pression sur Paul Faure et Léon Blum, que sur le plan local où les militants socialistes de base refusaient de laisser le champ libre à M. Lamoureux, eut pour résultat de dresser contre la C.A.P. les congrès locaux, ceux-ci désignant, en violation de toute discipline à l'égard des instances nationales, un candidat pour le ballottage, Louis Désormière, minotier à Bouce.

Au second tour, M. Lamoureux était élu avec 39 %, groupant sur son nom tout l'Ordre Etabli, contre Désormière qui, avec 37 %, représentait le Mouvement. La Fédération Radicale en tirait motif pour rompre avec le Rassemblement Populaire, ce que, moralement, elle avait fait depuis plusieurs mois.

Les élections cantonales des 10-17 octobre 1937 dressèrent de façon quasi-générale les radicaux, sur lesquels se reportaient les voix démocrates populaires ou P.S.F., aux socialistes, qui bénéficiaient de l'appui ou du désistement communiste. La répartition totale des sièges donnait : quinze sièges aux socialistes S.F.I.O., deux aux communistes contre six aux radicaux et un aux démocrates populaires. Il fallait ajouter trois conseillers que l'on pouvait considérer comme radicaux-modérés (dont Pradon) qui s'ajoutaient à la minorité, et deux conseillers qui, à l'occasion, manifestaient des sympathies pour les attitudes de la majorité (dont M. Roger Besson, alors U.S.R.).

Chaulier demeura président de l'assemblée départementale. Après une unanimité toute de façade, fin octobre 1937, pour adopter un vœu Thivrier (« poursuivre la politique du Front Populaire sans défaillance et sans compromission aucune »), le Conseil se trouva à nouveau partagé et, à partir de 1938, par une ligne qui brisait sa majorité, les questions de politique étrangère opposant socialistes jacobins et socialistes ultra-pacifistes.

Les élections sénatoriales du 23 octobre 1938 virent au premier tour la réélection des sénateurs sortants Peyronnet et Beaumont, avec 411 voix chacun, Régnier étant loin derrière, talonné par une liste



socialiste : Dormoy (350 voix), Planche (342 voix) et Boudet (321 voix). Une liste communiste avait de 65 à 61 voix. Les socialistes décidèrent de maintenir au second tour Dormoy et les communistes se désistèrent en faveur de ce dernier, « seul candidat du Front Populaire ». Peyronnet et Beaumont lançaient dans leur affiche de remerciements un appel en faveur de Régnier : « La lutte continue entre la révolution avec ses terribles conséquences et l'ordre et la paix ». C'était face à face le Mouvement et l'Ordre classique. Au second tour, Dormoy était élu, premier sénateur socialiste de l'Allier, par 431 voix contre 378 à Régnier.

L'élection législative complémentaire de Montluçon-Est, les 23 et 30 avril 1939, suite au passage de Dormoy au Sénat, apporta au premier tour une surprise désagréable aux socialistes, leur candidat, André Southon, professeur d'histoire au lycée de Montluçon, arrivant, avec 24 %, derrière le communiste Jardon, 32 %. Le candidat radical, Jean Villatte, inspecteur primaire honoraire, maire de Treignat, qui avait fait toute sa campagne sur la politique du gouvernement Daladier opposée à celle du Front Populaire (l'appel de la Fédération Radicale disait : « Voter pour Villatte, c'est voter pour Daladier ») était parvenu à 23 %. Une forte partie des électeurs de Dormoy en 1932 et 1936 avaient voté pour Villatte.

Dès le 24 avril, la Fédération S.F.I.O. appelait à voter « sans défaillance pour le citoyen Jardon, candidat communiste, qui devient le candidat du Rassemblement Populaire » et au ballottage. Jardon était élu par toutes les voix du Mouvement (48 %). Villatte ayant rassemblé sur son nom toutes celles de l'Ordre Etabli (30 %). Deux tiers seulement des suffrages socialistes s'étaient reportés sur Jardon.

Une troisième et dernière phase débuta au moment du pacte germano-soviétique et de la déclaration de guerre. Il y eut des prises de position personnelles ou de groupes, de conseils municipaux notamment, contre l'attitude communiste. Il y eut aussi des démissions chez les communistes, mais dans l'ensemble les cadres refusèrent de désavouer leur parti qui, d'ailleurs, était dissous peu après ainsi que ses filiales ou annexes. Au Conseil Général, les deux conseillers communistes, pris à partie le 6 novembre 1939, refusaient de répondre et étaient exclus de toutes les commissions, l'union se faisant contre eux. Des mesures de déchéance intervinrent par la suite. Quelques conseils municipaux communistes furent suspendus en bloc et remplacés par des délégations spéciales.

Les radicaux, *Le Progrès de l'Allier* notamment était en tête de la répression anticomuniste. Les socialistes montluçonnais eux-mêmes prenaient sur de nombreux points leur revanche sur ces rivaux mais les socialistes du sud et du sud-est restèrent aux côtés des anciens communistes pour les défendre personnellement contre ces mesures.

*QUATRIÈME PARTIE*

---

LES COMPORTEMENTS ÉLECTORAUX

---





## CHAPITRE XII

### L'ELECTION

Les comportements électoraux peuvent d'abord être examinés en dehors et à l'exclusion des problèmes de tendance, tout au moins en évitant de placer ces problèmes au premier plan, car il est bien difficile de les écarter complètement du champ d'observation.

#### Section I. — L'abstentionnisme

L'abstentionnisme a suscité des études approfondies (1), afin de rechercher, en particulier, les causes ou motifs qui l'expliquent. Notre contribution à ces travaux sera plus modeste, une analyse complète des abstentions exigeant un « démontage » de tous les scrutins, circonscription après circonscription et canton après canton, ce qui dépasse nos buts.

#### *Par. 1<sup>er</sup>. — LES CHIFFRES.*

Si l'on prend une période aussi longue que fut la III<sup>e</sup> République, où il y eut, en 70 années, 17 élections législatives (en y comprenant celles de 1871 à l'Assemblée Nationale) et si l'on calcule la moyenne des abstentions, le chiffre ainsi obtenu apparaîtra bien comme indépendant des facteurs particuliers à chaque scrutin. Il sera alors possible de parler de la plus ou moins grande aptitude des bourbonnais à la vie démocratique et du degré sinon même de l'évolution de leur maturité civique.

Or, pour l'ensemble du département et pour les dix-sept scrutins en question, le pourcentage moyen des abstentions a été de 24,5 %, donc à peine du quart, ce qui place l'Allier parmi les départements qui « votent ». Si l'on distingue la période antérieure à 1914 de la période postérieure à 1918, on trouve un pourcentage moyen de 26,9 % d'abstentions pour les onze élections législatives de la première période et un pourcentage moyen de 20.1 % pour les six élections

---

(1) *Revue Française de Science Politique* et M. Jean Pataut dans sa « *Sociologie électorale de la Nièvre* » (voir biblio.).

législatives de la seconde. Ainsi, la guerre de 1914-1918 a, semble-t-il, éveillé les esprits aux responsabilités électorales.

Sur trois années et quatre élections de la II<sup>e</sup> République, on trouve un pourcentage moyen de 29,2 % et 26,7 % pour quatorze années et douze scrutins d'après la Libération (2).

Les circonscriptions et les cantons ont leurs pourcentages moyens d'abstentions calculés sur les mêmes dix-sept scrutins de la III<sup>e</sup> République selon le tableau ci-dessous, les bulletins nuls ayant été comptés dans les abstentions :

|                                            |        |                                              |        |
|--------------------------------------------|--------|----------------------------------------------|--------|
| Circonscription de Gannat (3) .....        | 23,1 % | Circonscription de Lapalisse (3) .....       | 28,3 % |
| Canton de Chantelle....                    | 21,8 % | Canton de Cusset.....                        | 28,5 % |
| Canton d'Ebreuil .....                     | 21,5 % | Canton du Donjon.....                        | 27,3 % |
| Canton d'Escurolles ....                   | 25,4 % | Canton de Jaligny.....                       | 26,6 % |
| Canton de Gannat.....                      | 23,3 % | Canton de Lapalisse....                      | 27,6 % |
| Canton de Saint-Pourçain                   | 23,7 % | Canton du Mayet.....                         | 34,7 % |
|                                            |        | Canton de Varennes....                       | 26,9 % |
|                                            |        | Canton de Vichy (4)....                      | 28,1 % |
| Circonscription de Montluçon-Est (3) ..... | 23,7 % | Circonscription de Montluçon-Ouest (3) ..... | 25,4 % |
| Canton de Commentry..                      | 21,8 % | Canton de Cérilly.....                       | 23,9 % |
| Canton de Marcillat....                    | 25,5 % | Canton d'Hérisson ....                       | 22,5 % |
| Canton de Montluçon-Est                    | 25,0 % | Canton d'Huriel .....                        | 28,6 % |
| Canton de Montmarault..                    | 22,9 % | Canton de Montluçon-Ouest .....              | 26,5 % |
| Circonscription de Moulins-Est (3) .....   | 26,6 % | Circonscription de Moulins-Ouest (3) .....   | 24,9 % |
| Canton de Chevagnes..                      | 25,7 % | Canton de Bourbon.....                       | 23,4 % |
| Canton de Dompierre..                      | 24,5 % | Canton de Lurcy.....                         | 22,6 % |
| Canton de Moulins-Est..                    | 28,1 % | Canton du Montet.....                        | 24,2 % |
| Canton de Neuilly.....                     | 27,8 % | Canton de Moulins-Ouest                      | 29,8 % |
|                                            |        | Canton de Souvigny....                       | 23,7 % |

Ainsi les circonscriptions les plus votantes ont été celles de Gannat et de Montluçon-Est. La moins votante a été de loin Lapalisse. Dans cette dernière se trouve le canton où il y eut le plus d'abstentions : Le Mayet, avec 34,7 %. Viennent ensuite les cantons de Moulins-Ouest (29,8 %), d'Huriel (28,6 %), de Cusset (28,5 %). Le canton qui détient le record du pourcentage minimum est celui d'Ebreuil (21,5 %), suivi de Chantelle et de Commentry (tous deux 21,8 %).

(2) M. Pataut, pour six scrutins d'après la Libération a compté une augmentation d'abstentions, qu'il attribue au vote féminin, de 10 % du volume précédent. L'Allier a eu 8,9 % d'augmentation.

(3) Calcul après reconstitution fictive des circonscriptions pour les scrutins dans le cadre départemental.

(4) Calcul après reconstitution fictive du canton pour les scrutins antérieurs à 1892.

## Par. 2°. — ESSAI D'EXPLICATION.

Les théoriciens distinguent plusieurs genres d'abstentionnisme selon les facteurs qui le déterminent, un abstentionnisme « nécessaire » étant inévitable et incompressible, un abstentionnisme « local » tenant à la disposition de certaines régions et un abstentionnisme à proprement parler « politique » résultant de la fluctuation de la conjoncture politique.

Les pourcentages les plus bas furent ceux de Commentry en 1877, soit 9,7 % et de Saint-Pourçain en 1936, soit 11 %. Le taux de l'abstentionnisme nécessaire aurait été d'environ 10 %, ce qui rejoint le chiffre trouvé par M. Pataut pour la Nièvre (de même 10 %) (5). Toutes les abstentions dépassant 10 % seraient donc, pour cette part de dépassement, « locales » ou « politiques ». Mais c'est là que la répartition devient difficile, car dans la plupart des cas elles s'additionnent et il est pratiquement impossible de découvrir leur provenance exacte.

Des causes « locales » devraient être découvertes en ce qui concerne les cantons pour lesquels les pourcentages d'abstentions ont été les plus élevés. Déjà, sous la II<sup>e</sup> République, Le Mayet était en tête des cantons abstentionnistes : plus de 50 % d'abstentions en décembre 1848 et en mai 1849. Même sous la IV<sup>e</sup> République, Le Mayet a conservé cette prédisposition, atteignant 35 % d'abstentions. L'explication est simple : il s'agit d'une région montagneuse, d'où des difficultés matérielles de déplacement et un isolement nuisant aux discussions et à la propagation des idées (6). Le canton de Cusset (28,5 %) a, pour une partie elle aussi montagneuse, accolée au canton du Mayet, pu voir son abstentionnisme provoqué par les mêmes facteurs.

Pour Moulins (Moulins-Ouest : 29,8 % ; Moulins-Est : 28,1 %) et pour Vichy (28,1 %), on ne voit pas les raisons d'un abstentionnisme « local », sinon peut-être pour la première ville où ces abstentions auraient eu pour origine une fraction royaliste adverse de toute participation électorale. Que penser du canton d'Huriel où, sous la II<sup>e</sup> République, son abstentionnisme a été parfois important (42,1 % en décembre 1848) et que les scrutins placent en tête des cantons abstentionnistes depuis 1945 : presque 40 %. Ces indications, qui viennent confirmer et même souligner son abstentionnisme sous la III<sup>e</sup> République (28,6 %), n'apportent aucun élément d'explication. Il ne s'agit ni d'un canton montagneux ni d'un canton « miséreux », l'agriculture y étant assez prospère (vignes...). Les hommes politiques locaux furent dynamiques : les frères Fargin-Fayolle, Sauvanet, la dynastie Lamoureux. Il y a donc un « mystère Huriel » et l'on ne peut formuler qu'une hypothèse : une certaine position excentrique par rapport au reste du département aurait donné aux habitants l'impression d'être en dehors des préoccupations

(5) M. Pataut, (op. cit.).

(6) M. Pataut a, de même, constaté des pourcentages plus importants d'abstentions dans les cantons montagneux du Morvan.



communes. Mais alors pourquoi Ebreuil, tourné vers le Puy-de-Dôme et presque auvergnat, a-t-il été en tête des cantons « votants » (21,5 %) ?

L'abstentionnisme « politique » a dépendu des scrutins, mais est particulièrement visible dans certains de ceux-ci. Celui de 1881, où il n'y eut qu'un candidat conservateur pour les six circonscriptions, vit l'abstention massive de tous les électeurs non républicains et aussi des électeurs républicains qui étaient socialement ou économiquement dépendants de propriétaires, patrons ou clients conservateurs : fermiers, métayers, domestiques, commerçants. Dans les cinq circonscriptions où il n'y avait que des candidats républicains, le seul fait de se rendre au bureau de vote prouvait des opinions républicaines ! Ainsi cet abstentionnisme atteignit le chiffre record de 49,1 %, les pourcentages d'abstentions les plus élevés étant évidemment ceux des cantons de grande propriété foncière : Neuilly-le-Réal, 77,6 % ; Chevagnes, 74,7 % ; Souvigny, 70,7 %.

Citons un exemple curieux de cet abstentionnisme « actif » consistant à voter volontairement avec un bulletin nul. Lors de l'élection législative complémentaire de Lapalisse, le 1<sup>er</sup> mars 1903, où Régnier fut élu avec 36 %, les bulletins nuls atteignirent le chiffre exceptionnel de 10,6 % des inscrits. Le canton de Lapalisse se distingua avec 25 % de bulletins nuls. Ces électeurs, qui étaient tous des radicaux mécontents du choix du congrès de désignation, avaient voté en masse pour leur leader (Bletterie) (7) qui n'était pas candidat.

## Section II. — Le personnel politique. Les élus

L'étude sera limitée aux parlementaires et aux conseillers généraux.

### *Par. 1<sup>er</sup>. — L'ORIGINE DES ÉLUS.*

Il s'agit essentiellement du lieu de naissance, la question se posant de savoir si les électeurs ont préféré de beaucoup les candidats nés dans le département ou s'ils ont accordé certaines faveurs aux gens venant de l'extérieur, aux candidats « exotiques », comme on avait l'habitude de les appeler.

Il y a deux façons de compter : ou l'on ajoute les personnes sans se demander si elles ont été élues plusieurs fois, ou l'on additionne les élections, au risque de compter plusieurs fois la même personne si elle a été réélue.

Pour les représentants et députés, avec le premier système, on trouve 67,2 % qui naquirent dans l'Allier, 10,3 % dans les départements limitrophes et 22,4 % dans les autres départements. Avec le

---

(7) Voir l'index biographique.

second mode de calcul, ces pourcentages passent respectivement à 74,3 %, 7,9 % et 17,6 %. Ainsi, ce tiers d'« allogènes » s'est réduit au quart à l'épreuve de la réélection ! Toutefois, presque tous ces élus nés en dehors du département y étaient installés, y exerçaient leur profession, certains depuis plusieurs années avant d'être élus, comme Constans, ou y avaient soit des attaches de famille, soit des intérêts, comme l'amiral de Montaignac et le général d'Aurelle. Paul Rives (8) fut, en définitive, le seul à avoir été vraiment « étranger » au département avant d'y être élu député. Pour les sénateurs, on tourne aussi autour de 75 % de natifs de l'Allier.

En ce qui concerne les conseillers généraux, les proportions sont de 77 % pour les natifs de l'Allier, de 11 % pour les natifs des départements limitrophes, 12 % pour ceux nés ailleurs (respectivement 78,5 %, 8,7 % et 12,7 % avec le second mode de calcul). Comme pour les députés, les « non-installés » ont été très rares.

Ainsi, sous la III<sup>e</sup> République, les électeurs bourbonnais ont préféré de beaucoup les gens du cru et, à défaut d'une naissance dans le département, ont exigé une certaine adaptation, l'exercice d'une activité professionnelle, une habitation un peu prolongée pour les propriétaires. Les élections du général Boulanger comme conseiller général de Montluçon-Est et d'André Marty comme conseiller d'arrondissement de Hérisson (24 juin 1923) eurent un caractère exceptionnel.

En opposition avec cette constatation, la IV<sup>e</sup> République nous montrerait une forte proportion de députés nés dans des départements autres que l'Allier et les départements limitrophes : cinq sur onze. La raison en a été le problème impérieux des « têtes de liste » dans un scrutin départemental avec R.P.

#### *Par. 2<sup>e</sup>. — LE MILIEU PROFESSIONNEL ET SOCIAL DES ÉLUS.*

Les travaux importants et fouillés, auxquels s'est livré M. Georges Rougeron concernant les biographies de tous les parlementaires et conseillers généraux de l'Allier, permettent de répondre de façon précise et de dresser des statistiques (9).

| <i>Professions</i>                       | <i>Parlementaires</i> | <i>Conseillers généraux</i> |
|------------------------------------------|-----------------------|-----------------------------|
| Professions juridiques .....             | 25,0 %                | 13,0 %                      |
| parmi lesquelles : avocats, avoués ..... | 21,6 %                | 7,5 %                       |
| huissiers .....                          |                       | 1,0 %                       |
| notaires .....                           | 3,3 %                 | 4,5 %                       |
| Professions sanitaires .....             | 20,0 %                | 18,0 %                      |
| parmi lesquelles : médecins .....        | 16,6 %                | 15,0 %                      |
| vétérinaires .....                       | 1,6 %                 | 1,5 %                       |
| pharmaciens .....                        | 1,6 %                 | 1,5 %                       |

(8) Voir l'index biographique.

(9) M. Georges Rougeron, « Notre Bourbonnais », 3<sup>e</sup> trim. 57, pp. 481 et ss. et « Le Conseil Général », T. II.

|                                             |        |        |
|---------------------------------------------|--------|--------|
| Professions commerciales, industrielles ..  | 26,6 % | 31,0 % |
| parmi lesquelles : négociants, industriels. | 25,0 % | 24,5 % |
| ingénieurs, architectes.                    |        | 2,0 %  |
| artisans .....                              | 1,6 %  | 1,5 %  |
| ouvriers .....                              |        | 3,0 %  |
| Professions agricoles ou rattachées.....    | 11,6 % | 30,5 % |
| parmi lesquelles : exploitants .....        | 5,0 %  | 13,5 % |
| propriétaires .....                         | 6,6 %  | 17,0 % |
| Fonctionnaires (Etat, communes...) .....    | 15,0 % | 6,0 %  |
| parmi lesquels : enseignement .....         | 6,6 %  | 3,0 %  |
| armée .....                                 | 5,0 %  | 1,0 %  |
| autres .....                                | 3,3 %  | 2,0 %  |
| Journalistes .....                          | 1,6 %  | 1,5 %  |

On voit que les avocats et avoués qui représentent un pourcentage important des parlementaires arrivent en bien moins bonne position chez les conseillers généraux. Pour défendre les intérêts départementaux, pour faire un travail de gestion, la préférence va aux commerçants et industriels qui, par ailleurs, arrivent en tête de toutes les catégories professionnelles chez les parlementaires : plus du quart. La profession terrienne est bien placée, elle aussi, chez les conseillers généraux (plus de 30 %), mais elle ne dépasse pas 11,6 % chez les parlementaires. Enfin les médecins représentent dans les deux cas des proportions honorables.

On voit aussi l'importance des professions libérales, plus de 43 % des parlementaires, encore plus de 28 % des conseillers généraux, ce qui, déjà, faisait écrire au *Mémorial*, qui les appelait ironiquement « les importants », en juin 1872 : « médecin, notaire, avocat, vétérinaire... il veut devenir seigneur de sa petite ville ».

Par contre, ce qui est surprenant pour ce pays de gauche et d'extrême-gauche, c'est le faible recrutement ouvrier. Il est vrai que la plupart des élus socialistes durent, pour conserver leur indépendance politique et poursuivre leur activité de propagande, exercer des professions commerciales bien éloignées de leur premier métier : Jean Dormoy était marchand d'huile ambulant après avoir été mis à la porte de l'usine où il était ouvrier ; Christophe Thivrier avait travaillé à la mine, mais lorsqu'il fut élu député, à près de 50 ans, il avait exercé plusieurs commerces, dont celui de marchand de vins pendant de nombreuses années. Le véritable recrutement ouvrier commença avec des syndicalistes élus au Conseil Général sous l'étiquette S.F.I.O., au début du <sup>xx</sup>e siècle, ou sous l'étiquette communiste par la suite. On pourrait faire les mêmes constatations concernant les élus issus du prolétariat paysan. Le seul parlementaire vraiment paysan (Jardon) et les quelques conseillers généraux de même origine portaient l'étiquette communiste.

Autre indication intéressante, les élus de gauche et d'extrême-gauche n'étaient pas parmi les moins fortunés. Au temps de la II<sup>e</sup> République, où la fortune foncière représentait encore la base des patrimoines, la grande majorité des représentants de l'Allier, des plus modérés (Desmaroux, Tourret...) aux plus « rouges » (Ter-



rier, Mathé...) étaient de gros propriétaires fonciers, même lorsqu'ils avaient une autre activité professionnelle : médecin comme Terrier, général comme de Courtais. A l'extrême-gauche, Félix Mathé jouissait d'une large aisance (10), Honoré Préveraud était non moins riche et Georges Gallay, farouche révolutionnaire, était le châtelain de Neuilly-en-Donjon. Les radicaux de la III<sup>e</sup> République n'avaient rien de commun avec de pauvres hères. Sans parler de Bletterie, longtemps conseiller général de Lapalisse et rival malheureux de Régnier, qui était le châtelain de Saint-Christophe, ni du grand entrepreneur Mercier, citons les noms de Delarue qui, à sa mort, laissa sa fortune, s'élevant à plus d'un million de francs-or, à la ville de Gannat ; de Péronneau, riche propriétaire ; de Minier, industriel, propriétaire de la verrerie de Souvigny ; de Charles Péronnet...

Même la S.F.I.O. eut, parmi ses députés, un homme richissime, Mille, qui n'était pas seulement pharmacien, mais fabricant de spécialités (« Lithinées du Docteur Gustin »...).

En somme, il était admis qu'une carrière politique ne pouvait être entreprise et poursuivie que par des hommes possédant une situation de fortune florissante. Il fallut arriver aux années précédèrent la guerre de 1914 et surtout à celles qui suivirent 1918 pour voir des gens de situation modeste entrer en lice et obtenir des mandats électoraux. Mais un autre pas en avant fut fait avec la IV<sup>e</sup> République, surtout en ce qui concerne les conseillers généraux. C'est ainsi que parmi les conseillers généraux entrant dans la catégorie « commerçants et industriels », près de la moitié ont été des artisans, le pourcentage de ces derniers dépassant 10 % au lieu du 1.5 % de la III<sup>e</sup> République. Les cultivateurs, exploitants agricoles et non plus seulement éminents agronomes gérant leurs domaines, ont dépassé 15 %. Mais les médecins (moins de 12 %) et les juristes (moins de 4 %) ont été les catégories qui, avec les propriétaires fonciers quasiment disparus, ont le plus diminué en pourcentage.

Cette évolution montre l'état intermédiaire du recrutement du personnel politique sous la III<sup>e</sup> République, celui-ci ne s'effectuant plus exclusivement dans les classes à proprement parler « bourgeoises » (riches industriels ou commerçants, gros propriétaires...) mais n'étant pas encore assuré, sauf exceptions, par les classes populaires.

### Section III. — Les comportements électoraux et les forces politiques

Avant les scrutins les partis sont des forces politiques. Après les scrutins, ils apparaissent sous la forme de « résultats », ceux que leur confèrent les voix des électeurs qui, se portant sur leurs candidats, adhèrent ainsi à leurs programmes et à leur idéaux.

(10) « Félix Mathé », par A. Leguai. « La Révolution de 1848 », pp. 133 et ss. Voir biblio.

*Par. 1<sup>er</sup>. — L'ÉVOLUTION DES COMPORTEMENTS ÉLECTORAUX PAR RAPPORT AUX PARTIS.*

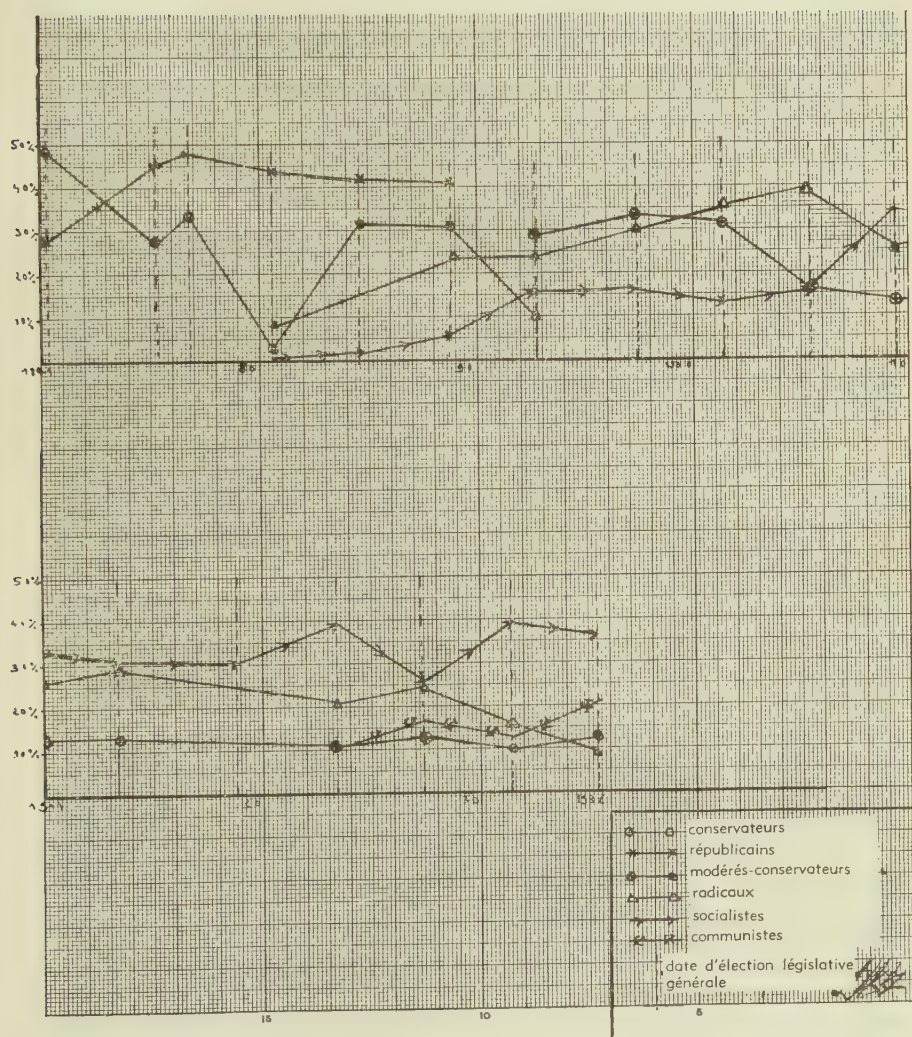
Sur le graphique N° 2 ci-annexé, sont représentées les courbes des pourcentages obtenus lors des élections législatives générales de la III<sup>e</sup> République par les partis ou plus exactement par les « étiquettes », l'étiquette pouvant être considérée comme une adhésion morale à défaut d'une appartenance effective.

Des explications doivent être fournies concernant l'établissement de ce graphique. Dans un but de simplification, les républicains socialistes et les socialistes indépendants ont été assimilés aux radicaux et les modérés-conservateurs d'après 1893 ont été considérés comme un parti unique. Précisons que pour les élections de 1881 et 1889, et pour la partie des courbes qui les relient, passant par 1885, les voix radicales ont été représentées deux fois : tout d'abord sur la courbe des républicains, qui n'aurait plus aucun sens si elles n'y étaient comprises ; par ailleurs sur la courbe des radicaux, afin de montrer la progression du radicalisme avant 1893. Dans une optique semblable, et pour cette même année 1893, le pourcentage conservateur qui termine la courbe de ce parti a été inclus dans le premier pourcentage de la courbe des modérés-conservateurs. Il n'a pas été possible, enfin, de représenter les pourcentages radicaux, ni les pourcentages modérés-conservateurs de 1919, la liste d'Action Républicaine ayant groupé les deux partis.

Au premier examen du graphique, on voit que la prééminence conservatrice fut de courte durée ; celle des républicains fut par contre maintenue pendant près de vingt ans. Notons qu'il existe ensuite une prééminence des modérés-conservateurs, que ne laissent nullement discerner les résultats électoraux, mais que cette prééminence fut assez courte, environ six années. Il est vrai que la prééminence radicale, qui lui succéda, ne dépassa pas dix années. Enfin la prééminence socialiste, malgré la scission de 1921, s'étendit sur une période d'une trentaine d'années. Sans doute, la non-représentation pour les raisons indiquées plus haut de « l'Action Républicaine » jette un doute concernant cette prééminence socialiste en 1919. Mais il est vraisemblable qu'aucun des deux partis alliés (radical et modéré-conservateur), qui ont recueilli ensemble 38,4 %, n'aurait pu obtenir isolément un pourcentage supérieur à celui des socialistes (29,8 %).

Ces prééminences successives sont précédées de croisements de courbes en « X », la courbe républicaine traversant la courbe conservatrice après 1871, la courbe radicale franchissant la courbe modérée-conservatrice entre 1898 et 1902, la courbe socialiste dépassant la courbe radicale entre 1906 et 1910. Si nous avions dessiné les courbes pour la période de la IV<sup>e</sup> République, nous aurions vu la courbe communiste chevaucher à son tour la courbe socialiste entre octobre

GRAPHIQUE N° 2  
*Courbes de pourcentage des partis*





1945 et juin 1946, le parti communiste parvenant à la place du parti « premier en voix », place où, malgré une régression, il demeura au moins jusqu'au début de la V<sup>e</sup> République (y compris les élections législatives de 1962).

Quelles conclusions peut-on tirer de la combinaison générale de ces courbes ? Une première remarque est classique ; elle est générale et a été formulée pour d'autres départements et pour l'ensemble du territoire par André Siegfried, M. Goguel et d'autres savants et spécialistes en science politique. Il s'agit du « glissement à gauche ». Mais cette observation touchant au domaine des tendances, il convient de la réserver pour le moment où le problème des tendances sera posé avec tous ses éléments.

Trois autres remarques peuvent être faites :

1° A partir de 1893, où il n'y eut plus deux grandes formations en présence (et à plus forte raison à partir de 1924 où il y en eut quatre...), les partis qui parvinrent à la première place ne dépassèrent pas 40 %.

2° Malgré la régularité générale dans le sens des évolutions, celles-ci n'ont pas toujours été continues. Il y a dans chaque courbe des chutes suivies de redressements : conservateurs en 1881, avant 1885 et 1889 ; socialistes en 1928, avant 1932.

3° Au bout d'un certain temps de vieillissement (modérés-conservateurs à partir de 1910, radicaux à partir de 1932...), les partis minorisés ne sont plus capables de mobiliser en leur faveur des pourcentages supérieurs à 10 % au mieux à 15 %. En contrepartie, ces noyaux leur demeurent assez fidèles.

## *Par. 2<sup>e</sup>. — L'INFLUENCE DES FORCES.*

### **I. — L'INFLUENCE DES PERSONNALITÉS.**

Le respect à l'égard de la « personnalité force politique » se manifeste de deux façons sur le plan électoral. d'une part en élisant et réélisant cette personnalité et en approuvant ainsi ses conceptions et ses positions, même opposées à celles des partis, même différentes d'un programme initial. d'autre part en votant conformément à ses appels pour le ou les candidats qu'elle conseille d'élire.

A. — La réélection des « personnalités forces politiques » n'a été en rien assurée et leurs compétences personnelles ont été dédaignées par un corps électoral exigeant et intransigeant. Telles sont les conclusions qu'il faut tirer de multiples observations.

Rondeleux, député de 1885 à 1889, déploya une grande activité parlementaire, faisant partie de plusieurs commissions (armée, voies navigables, transports...) et intervenant efficacement lors de la discussion de problèmes de premier plan : Boulanger, Panama... Ses capacités sur le plan commercial et industriel, sa parfaite intégrité morale, son républicanisme sans faille en faisaient un député

hors ligne. Mais ses votes pour le budget des cultes, contre l'amnistie, pour les crédits des guerres coloniales au Tonkin et à Madagascar, pour la confiance à Freycinet (suite aux événements de Decazeville : répression des grèves) furent épluchés au congrès républicain de désignation de 1889. Les délégués lui préférèrent, par 41 voix contre 12, le radicalisant Ville, négociant et maire de Moulins, mais dont l'envergure intellectuelle était loin d'égaliser celle de son prédécesseur.

Labussière, autre parlementaire de grand talent, qui aurait sans doute été ministre de Méline, se trouva dans une situation analogue. Dès 1882, lors des comptes rendus de mandat, très suivis à cette époque d'exceptionnelle vitalité démocratique, il était critiqué pour ses votes. A Saint-Pourçain, le 30 septembre 1882, les interpellateurs radicaux du coin attaquèrent les « infamies de Tunis et d'Égypte » et la réunion se termina par des huées. L'attitude de Labussière qui vota tous les crédits pour les guerres de conquête coloniale et soutint tous les gouvernements qui poursuivirent cette politique, qui vota contre la suppression de l'ambassade du Vatican, pour le budget des cultes, contre l'élection des juges, contre les propositions d'amnistie, contre les interpellations au sujet de la répression des grèves par la force armée, etc..., fut blâmée par un nombre de plus en plus grand d'électeurs, jusqu'au jour où il se trouva à peu près seul. Après sa défaite de 1893, *L'Indépendant* écrivit que « les électeurs reconnaissent toutes ses qualités, ses talents et travaux... comme aussi ils avaient la mémoire de ses votes et de son attitude politique ».

La haute compétence de Régnier pouvait être appréciée par les électeurs de 1910 au vu des travaux et missions qui lui furent confiés pendant la législature écoulée (11). Or, son échec devant le socialiste Dumas fut, en partie, provoqué par ses votes à la Chambre. L'aile gauche du radicalisme lapalissois s'étonna de l'attitude du député radical-socialiste considéré comme « avancé », d'abord sur les questions coloniales (on en revenait toujours là), car Régnier avait voté la plupart des ordres du jour de confiance au gouvernement Clemenceau sur la question marocaine ainsi que les crédits supplémentaires pour les « opérations » dans ce pays et la motion du 28 juin 1908 félicitant les « officiers et soldats » et assurant le gouvernement Briand de la confiance de la Chambre « pour... le respect des droits et intérêts de la France au Maroc ». Il avait aussi voté la confiance suite à la répression des grèves (Draveil...) ainsi que le refus des droits syndicaux aux fonctionnaires. Quelques votes ultérieurs contre Clemenceau (notamment le contre-projet Constans sur la réintégration des fonctionnaires et l'ordre du jour Wilm, le 13 mai 1909, « regrettant les procédés du gouvernement » dans la grève des postiers) ne suffirent pas à faire revenir le corps électoral sur son opinion. La valeur humaine et intellectuelle de Régnier ne pesa que faiblement dans cette balance passionnelle.

---

(11) Voir l'index biographique.

Faut-il attribuer l'échec provisoire de M. Lamoureux en 1936 à des causes analogues ? Là encore, les suffrages ont-ils préféré le militant défenseur d'un programme, qu'était Barbier, à l'homme politique pourvu d'expérience et d'autorité dans les milieux parlementaires et gouvernementaux, deux fois rapporteur général du budget, ancien ministre et ministrable, qu'était M. Lamoureux ? La comparaison n'est juste que d'une façon partielle. En fait, avec la politique des décrets-lois Laval-Régner, c'est Marcel Régner qui, une fois de plus, fut battu, en 1936, dans la circonscription de Lapa-lisse, en la personne de M. Lamoureux.

Le suffrage restreint eut des réactions assez semblables à celles du suffrage universel lorsqu'il évinça du Sénat, en 1903, des hommes comme Cornil ou Chantemille pour les remplacer par des personnages comme Ville et surtout Boissier, peu actifs, brouillons, et aussi âgés que leurs prédécesseurs. Par contre la réélection, en 1938, d'Albert Peyronnet et de Beaumont, alors que la majorité des délégués, comme elle le montra par la suite, était Front Populaire, prouve que les « personnalités » ont pu exercer une influence plus grande sur un corps électoral restreint et, en cette qualité, plus apte à des contacts humains.

B. — Des appels en faveur de candidats aux élections législatives émanèrent à plusieurs reprises des sénateurs. Ainsi, en 1898, les sénateurs modérés lancèrent un appel en faveur des candidats progressistes, dont aucun ne fut élu. De même, en 1924, les sénateurs Peyronnet, Régner et Beaumont, invoquant des nécessités politique étrangère et de défense nationale, demandèrent aux électeurs de voter pour la liste de « concentration », mais ils ne furent guère mieux écoutés que leurs lointains prédécesseurs, la liste en question conservant néanmoins un siège. Ils eurent plus de succès en 1928 en appuyant la candidature Thivrier au second tour, mais l'on peut se demander si les jeux n'étaient pas déjà faits. En tout cas, une proclamation de leur part en 1932 en faveur de Pradon, député sortant, ne parvenait pas à empêcher l'échec de celui-ci. à Gannat, devant Rives.

## II. — L'INFLUENCE DES PARTIS.

A. — *La structure* des partis a eu une certaine influence, mais qu'il est difficile de mesurer, sur les comportements électoraux. De façon générale, l'organisation a été « payante » en rassemblant, unifiant et coordonnant les efforts.

1° La structure de base la mieux assortie aux besoins électoraux a-t-elle été le groupement à cadre cantonal ou le groupement à cadre communal ? La réponse est variable selon les scrutins et selon la mentalité de l'époque. En tout cas, la multiplicité des groupements de base d'un même parti sur un territoire identique, c'est-à-dire leur concurrence, symptôme d'anarchie à l'intérieur du parti, ne peut produire que les effets les plus néfastes sur les suffrages. La dégringolade électorale des radicaux entre 1910 et 1914 fut en



partie provoquée par la multiplication de telles situations, par exemple avant et au moment des élections municipales de 1912.

L'organisation de base communiste, suite aux réformes de 1923-1924, s'avéra, à ses débuts, contraire aux habitudes et aux mœurs politiques locales, donc peu favorable à des succès électoraux que d'ailleurs le parti disait ne pas rechercher, puisqu'il combattait « l'électoratisme ». Il faut, *a contrario*, noter le rôle important joué dans la propagande communiste en 1936 et 1939 (élection complémentaire) par les cellules et sections d'usines. Là où le syndicalisme « unitaire » avait échoué, le groupement purement politique réussit parfaitement.

2° Les « fédéralisations » permirent à une certaine discipline de régner dans les partis dont les groupements de base étaient ainsi groupés, d'où les avantages découlant d'une action collective bien harmonisée : unité de candidature, propagande convenablement orchestrée, désistements discutés avec d'autres partis.

Le cadre de ces fédérations n'eut qu'une importance secondaire : cantonal, il ne convenait de toute évidence qu'à des scrutins cantonaux ; départemental, il était excellent pour les scrutins de liste, bien que souvent les partis en constituant leur liste aient prévu des candidats originaires de toutes les circonscriptions et pouvant ainsi s'y présenter au cas de retour au scrutin « d'arrondissement » (par exemple, les socialistes en 1919). La fédération « d'arrondissement » faisait courir le risque du conflit avec la fédération départementale, comme ce fut le cas chez les socialistes bourbonnais en 1928 et 1932 (fédération de l'arrondissement de Lapalisse). Néanmoins, on ne peut contester que la création de deux « Unions d'arrondissement » de Lapalisse et de Gannat n'ait été favorable aux candidats socialistes de ces deux circonscriptions : la première, après dix années de propagande et de lutte, permit, en 1936, l'élection de Barbier ; la seconde, créée postérieurement à l'élection de Rives, prit le caractère d'un organisme de réélection et, sans elle, il est vraisemblable que cette réélection aurait été compromise.

Il semble que le cadre régional soit très médiocre sur le plan électoral, surtout lorsque le siège fédéral régional et les dirigeants de cette fédération apparaissent comme « extra-départementaux » plus qu'« interdépartementaux ». Parmi d'autres facteurs, le piétinement des pourcentages communistes dans l'Allier entre 1924 (10,3 %) et 1932 (12,4 %) n'a-t-il pas eu pour cause la création de « l'interfédération » ? (12). En tout cas, dès que le cadre redevint départemental, ce fut la montée des suffrages (20,6 % en 1936).

3° Le rattachement aux formations nationales a servi ou tenté de servir les partis lors des élections complémentaires des dernières années de la III<sup>e</sup> République, celle de Lapalisse, fin 1936, et celle de Montluçon-Ouest, au printemps de 1939. Mais pour la première, il

---

(12) A l'inverse, « l'interfédération » a bénéficié aux communistes du Cher.

est curieux de constater que ce fut le candidat radical, c'est-à-dire le moins appuyé par sa formation nationale, qui arriva en tête au premier tour ; les 80 députés socialistes, répandus dans les 77 communes de la circonscription, apportèrent au candidat S.F.I.O. un gain de deux centièmes sur le pourcentage obtenu par son prédécesseur en avril précédent. Que constate-t-on aussi pour l'élection de 1939 : d'imposantes réunions, tenues par les leaders nationaux de la S.F.I.O., dont Léon Blum, à Montluçon, n'empêchèrent pas le candidat socialiste de perdre plus d'un tiers des voix obtenues par son prédécesseur en 1936 !

Au demeurant, le rattachement à une formation nationale et les servitudes de la discipline qui en résultaient furent parfois à l'origine de défaites électorales. Combien les communistes perdirent-ils de voix en 1924 par le simple changement de ces deux candidats qu'étaient Montuses et Alexis Gaume ? Sans doute ce chiffre est-il proche de la différence entre les prévisions de Régnier, parues dans *Le Progrès* peu avant les élections, soit 27 à 28.000 voix, et les voix effectivement recueillies, autour de 12.500. Dans le premier cas, la liste communiste aurait eu un élu, vraisemblablement Montuses. De même, combien Désormière perdit-il, le 3 janvier 1937, de voix de militants socialistes soucieux de ne pas enfreindre la discipline nationale ? Quelques centaines de suffrages auraient suffi pour permettre au candidat socialiste de l'emporter.

#### B. — *Le volume des partis et leur implantation territoriale :*

1° Le nombre des adhérents d'un parti influe-t-il sur les résultats électoraux ? Il est bien difficile de trouver des éléments de réponse dans l'histoire des partis non organisés républicain, conservateur et même radical de la première époque.

Avec les socialistes et les communistes, on peut tabler sur des chiffres d'adhérents précis et très certainement exacts. Or, lorsque la Fédération S.F.I.O. parvint, vers 1910, à 1.287 adhérents, soit 0,9 % des électeurs inscrits, les candidats socialistes obtenaient 30,7 % des mêmes électeurs inscrits aux législatives. Au congrès de novembre 1924, la Fédération S.F.I.O. - 2° formule revendiquait 1.500 membres, soit 1,2 % des électeurs inscrits, mais ses candidats aux législatives de la même année avaient atteint 39,2 %. Cette même année 1924, les effectifs communistes étaient à peu près au même niveau que les effectifs socialistes, mais leurs candidats n'avaient obtenu que 10,3 %. Les derniers chiffres fournis par ces deux partis furent ceux de 1936-1939 où la Fédération Socialiste groupa jusqu'à 4.320 adhérents, soit 3,5 % des électeurs inscrits, alors que la « région de l'Allier » communiste parvenait à 3.000 adhérents environ, soit 2,4 % des électeurs inscrits. Bien qu'ils soient postérieurs aux élections législatives de 1936, ces pourcentages sont sensiblement proportionnels aux pourcentages des voix socialistes (36,5 %) et des voix communistes (20,9 %) lors de ces élections, c'est-à-dire le dixième approximativement.

Il semble toutefois que le hasard ait été pour beaucoup dans cette comparaison fort ressemblante et que l'on ne puisse trouver de

liens ni de rapports précis entre le chiffre des adhérents et celui des électeurs d'un parti. En 1937, le P.S.F. qui eut au moins 3.000 adhérents dans le département, c'est-à-dire un chiffre égal à celui du parti communiste, ne rassembla pas plus de 11 % sur ses candidats aux élections cantonales de cette année là. L'influence électorale d'un parti ne peut se calculer de façon arithmétique d'après le nombre de ses adhérents. La question de la qualité des militants est souvent plus importante. Il est aussi préférable d'avoir un grand nombre de sympathisants enthousiastes que d'enregistrer des adhésions timides sinon honteuses. Enfin, la présence d'adhérents impopulaires dans un parti peut lui faire plus de tort que s'il n'avait qu'un nombre moindre d'adhérents.

2° L'implantation préférentielle de certains partis dans des régions déterminées a eu des répercussions électorales beaucoup plus probantes. Il est d'ailleurs logique qu'un parti solidement installé dans une région y remporte des succès électoraux.

On a vu que l'arrondissement de Montluçon, berceau du socialisme bourbonnais, était celui où prospéraient les formations socialistes et où fleurissaient les candidatures du même parti. Il fut aussi celui des votes socialistes. De 1889 à 1939, sur 22 scrutins législatifs pour les deux circonscriptions de cet arrondissement, il y eut 18 élections favorables aux candidats socialistes. De 1892 à 1939, sur 73 scrutins de conseillers généraux pour les cantons du même arrondissement, il y eut 44 victoires socialistes, et sur 80 scrutins de conseillers d'arrondissement, il y eut 51 victoires socialistes.

Les arrondissements de Lapalisse et de Gannat, fiefs du radicalisme, revinrent régulièrement à ce parti malgré les abandons passagers. De 1893 à 1910, puis de 1914 à 1919 et pour Lapalisse, de 1928 à 1940 (sauf pour la période d'avril à décembre 1936), ces deux circonscriptions furent représentées par des députés radicaux (13). Si l'on dressait une statistique pour les élections cantonales dans les cantons de ces deux circonscriptions, on trouve, pour 111 scrutins de conseillers généraux, 70 élections radicales (contre 5 succès socialistes seulement...), et, pour 160 scrutins de conseillers d'arrondissement, 99 élections radicales (contre 14 victoires socialistes).

### C. — *Les vicissitudes des partis.*

Les scissions et les fusions eurent des effets électoraux fort ressemblants à ceux que nous avons constatés sur les adhésions aux mêmes partis.

1° Les scissions, symptômes d'échec et de crise morale grave pour un parti, ne furent nullement défavorables pour ses héritiers qui recueillirent en effet, dans chaque cas de cette espèce, des suffrages plus abondants que leur prédécesseur commun n'en avait lui-même reçus.

---

(13) Le scrutin législatif du 25 novembre 1962 a amené l'élection d'un radical pour la quatrième circonscription de l'Allier (Vichy), M. Gabriel Péronnet, et celui-ci a été réélu le 12 mars 1967.



La première scission, celle du parti républicain, entre 1889 et 1893, fit passer les voix républicaines de 46,8 % à 59,2 %. Ces 12,4 % de voix, enlevées sur la droite du mouvement républicain et provenant des « ralliés » n'auraient pu être acquises au profit de l'idée républicaine si la scission n'avait dégagé une fraction républicaine modérée bien distincte de la fraction avancée.

La seconde scission, celle des socialistes, entre les mêmes élections législatives de 1889 et 1893, fit passer les voix socialistes de 5,2 % à 15,4 %. Sans doute le progrès des idées socialistes fut-il pour beaucoup dans cette ascension des pourcentages. Mais il n'est pas douteux que l'élection de Sauvanet à Montluçon-Ouest fut acquise grâce à des voix radicales « de gauche », des voix « républicaines-socialistes » au sens originel de l'étiquette, voix qui ne se seraient certainement pas portées sur un candidat « socialiste révolutionnaire ».

La troisième scission, celle entre socialistes et communistes, devait donner lieu à des effets comparables. Les voix attribuées aux candidats de la « famille marxiste » passèrent de 29,8 % (1919) à 49,5 % (1924). Là aussi, les candidats du « parti successeur » le moins à gauche ont vu venir à eux les suffrages tangentiels sur leur droite.

2° Au contraire, la seule fusion pour laquelle on puisse mesurer les répercussions électorales, la fusion socialiste du début du siècle fut suivie d'une chute des suffrages socialistes, ceux-ci descendant de 15,9 % en 1898 à 12,2 % en 1902, année où les accords de « pré-fusion » étaient appliqués et connus du public. Le pourcentage de 1906, 15,6 %, était encore inférieur à celui de 1898.

#### D. — *Les alliances et unions de partis.*

Les unes et les autres ont généralement pour buts des victoires électorales. Il est coutumièrement souligné que les scrutins de liste favorisent ces alliances et unions, surtout si la loi électorale est nettement majoritaire. L'accord conservateur-centre gauche de 1871, sous l'égide de Patissier, et l'alliance radicalo-modérée de 1919, sous la houlette de Peyronnet, confirment cette règle. On pourrait dire la même chose de la liste d'union entre opportunistes et radicaux qui enleva tous les sièges en 1885. Mais les élections législatives de 1924 avec quatre listes, une seule remportant quatre sièges sur cinq, représentent un exemple exactement contraire.

#### III. — L'INFLUENCE DES SYNDICATS ET GROUPEMENTS D'INTÉRÊTS.

Il est certain que les syndicats ouvriers ont été d'excellentes masses de manœuvre sur le plan électoral. Mais d'autres facteurs ont joué qui ont été les moteurs effectifs du parti comme du syndicat et parmi eux, au premier plan, la conscience de classe.

Les autres groupements d'intérêts ont-ils été aussi rentables que l'espéraient les candidats qui acceptaient leurs cahiers de revendications ? La chose est douteuse pour certains scrutins législatifs,

comme ceux de 1928 et de 1932, la plupart des candidats ayant répondu favorablement aux articles de ces cahiers. Par suite, chaque catégorie d'intérêts voyait ses tenants (commerçants, agriculteurs, anciens combattants...) répartir leurs voix selon leurs préférences personnelles.

Il y eut toutefois des cas où l'on put sentir la poussée en faveur d'un parti et contre un autre parti. En 1910, les associations de fonctionnaires, surtout les postiers et les instituteurs, appuyèrent efficacement les socialistes contre les radicaux. En 1924, le soutien des syndicats de fonctionnaires apporté à la liste socialiste fut un des facteurs de son succès. La victoire du Front Populaire en 1936 fut aussi, pour partie, leur œuvre. Les groupements d'anciens combattants, dont les membres avaient, en grande majorité, suivi, en 1919, les consignes de vote favorable à la liste d'Action Républicaine, conduisirent par leurs attaques violentes à l'encontre de Régnier, « père » des décrets-lois de 1935, leurs adhérents à voter « Front Populaire » aux élections de 1936. Pour les mêmes élections législatives de 1936, les attaques des groupements d'agriculteurs visaient la même politique de « déflation » conduite par Régnier et une partie importante des cultivateurs votèrent comme les fonctionnaires et comme les anciens combattants, donc socialiste ou communiste.

#### IV. — LES ASSOCIATIONS A BUT PHILOSOPHICO-POLITIQUE.

Les loges maçonniques ont influencé les partis plus que les électeurs. Malgré les tirages et même les disputes, elles ont réuni et uni les cadres radicaux et socialistes. Les sociétés de Libre Pensée étaient devenues, avant 1914, des foyers de propagande des thèses socialistes et leur action électorale, sans être négligeable, a été, elle aussi, indirecte. La Ligue des Droits de l'Homme a joué entre 1926 et 1936 un rôle influent en faveur de la S.F.I.O., mais ce rôle a été plus souple que celui de la Libre Pensée vingt-cinq ans auparavant. La fédération a été peu à peu imprégnée de socialisme et les positions qu'elle adoptait conduisaient naturellement ses membres à voter en faveur des candidats socialistes, contribuant ainsi aux victoires de 1932 et de 1936.

Les Comités antifascistes « Amsterdam-Pleyel », en réunissant des républicains socialistes, des radicaux « de gauche », des socialistes indisciplinés et des communistes, ont sorti ces derniers de leur isolement et ont amené, en 1936, à leurs candidats un fort appoint de suffrages.

#### V. — LA PRESSE.

Le lecteur est-il devenu l'électeur ? Il est possible de répondre pour certains scrutins marquants.

Les législatives de 1876 et de 1877 ont vu le triomphe républicain. Or, la presse conservatrice, avec quatre quotidiens et cinq à six hebdomadaires, devait tirer à plus de 8.000 (environ 8 % des électeurs

inscrits) alors que la presse républicaine comprenait un quotidien (tirant comme on l'a vu à 2.000 au maximum le dimanche) et trois ou quatre hebdomadaires ne dépassant par 3.000 électeurs, soit au mieux 3 % des électeurs. Néanmoins, les pourcentages conservateurs furent 28 et 34 % et les pourcentages républicains 45 et 48 %. Pourquoi, dans ce cas, la multiplication s'est-elle faite par 3,5 et dans l'autre par 10 ?

Il y a une explication : chez les conservateurs, le journal auquel on était abonné sortait peu du cadre de famille ; chez les républicains, au contraire, le journal se passait de main en main et surtout, du fait de la pauvreté, qui ne permettait pas un abonnement à un journal, du fait aussi de l'analphabétisme et de la crainte d'être connu comme abonné à un journal républicain (par le patron, le propriétaire, le maire ou le curé...), le journal se lisait dans les cafés qui, eux, étaient abonnés. Ces lectures, qui se faisaient souvent à voix haute et les discussions qui s'ensuivaient transformaient ces cafés en véritables « clubs » politiques.

Les élections législatives de 1889 consacrèrent la prédominance des républicains. Ceux-ci avaient renforcé leur presse qui comprenait maintenant deux quotidiens et neuf hebdomadaires. Mais ils avaient contre eux quinze journaux conservateurs et boulangistes, dont quatre quotidiens, le tirage de ces journaux devant être de 10 à 12.000, donc à peu près 10 % du corps électoral, bien supérieur à celui des journaux républicains que l'on peut évaluer à 8 à 9.000, environ 7 % des électeurs. Or, les républicains et socialistes obtinrent 46 % contre 30 % aux conservateurs-boulangistes.

En 1898, radicaux et socialistes, qui l'emportèrent sur les modérés-conservateurs avec plus de 46 % contre 34 %, n'avaient que neuf organes de presse (dont un seul quotidien) tirant à 10.000 environ au total, soit toujours 7 % du corps électoral, contre quinze journaux modérés-conservateurs (parmi lesquels quatre quotidiens), pouvant tirer à 15 ou 18.000 au total, donc touchant 12 % du corps électoral.

1910 accorda aux socialistes S.F.I.O., dissidents ou assimilés, plus de 34 %, pendant que les radicaux n'obtenaient que 25 % et les modérés guère plus de 13 %. Or, les seuls journaux socialistes, même en y comptant *Le Travailleur de l'Allier* (de Mage, socialiste indépendant), et un éphémère organe électoral (*Socialisme de l'Allier*), étaient au nombre de cinq et, de plus, il s'agissait exclusivement d'hebdomadaires dont le tirage était fort modeste. Quelle disproportion avec le reste de la presse locale : un quotidien et huit hebdomadaires radicaux, deux quotidiens et dix hebdomadaires modérés-conservateurs !

Les élections législatives de 1919 allèrent en sens opposé de tous les exemples précités : la liste d'Action Républicaine, victorieuse avec 38 %, avait été appuyée par vingt et un journaux, dont trois quotidiens, pendant que les candidats socialistes n'étaient soutenus que par trois hebdomadaires. Mais, malgré cette faiblesse, les candidats socialistes eurent 30 %.



En 1924, en 1932 et en 1936, les victoires socialistes furent remportées avec une presse faible en nombre et en tirage, même si l'on tient compte de la diffusion dans le sud du département du quotidien socialisant clermontois *La Montagne*. Il y avait deux colosses dans la presse bourbonnaise de cette époque, les quotidiens *Le Centre* et *Le Progrès de l'Allier*, tirant à plus de 20.000 à eux deux et épaulés par un quotidien modéré, *Le Courrier de l'Allier*, sept hebdomadaires modérés-conservateurs et huit hebdomadaires radicaux, touchant sans doute au total plus de 30.000 lecteurs, soit 25 % du corps électoral. Et dans le nord du département, le journal nivernais de droite *Paris-Centre* avait de nombreux lecteurs. Or, les articles antisocialistes, anticomunistes, puis « anti-Front Populaire » parus dans tous ces journaux, n'empêchèrent en rien une partie importante de leurs lecteurs de voter dans le sens opposé !

## CHAPITRE XIII

### LE RATTACHEMENT DES SUFFRAGES AUX TENDANCES

Ce rattachement n'est pas direct puisqu'il s'effectue obligatoirement par l'intermédiaire des candidatures sur lesquelles se portent les suffrages.

Il existe donc deux problèmes, celui de l'attitude des électeurs à l'égard des candidatures, avec les nombreuses causes de « distorsion » entre la tendance de l'électeur et son vote, celui du classement des candidatures sur l'éventail des tendances, avec les nombreuses difficultés que présente un tel classement.

#### Section I. — Causes de distorsion entre les tendances des électeurs et leurs votes

##### *Par. 1<sup>er</sup>. — L'ÉTIQUETTE « FLOTTANTE ».*

Le rattachement à un parti peut parfois être extrêmement flou ou lâche. Le candidat choisit une étiquette qui l'attache le moins possible tout en étant « à la mode ». Parmi de telles étiquettes, citons celles, d'ailleurs voisines, de « républicain socialiste » et de « socialiste indépendant ».

Les républicains socialistes se trouvaient normalement placés sur l'éventail des partis entre les socialistes et les radicaux-socialistes. C'est à ce niveau que se trouvaient, de 1898 à 1902, Etienne Lamoureux, alors conseiller général d'Huriel, et de 1928 à 1932, Planche comme député.

Mais cette étiquette permit à un certain nombre de candidats de « déborder » les radicaux sur leur droite et de recevoir les voix du centre et même de droite, dans un optique d'ailleurs très « briandiste ». Ce fut le cas pour Peyronnet aux élections sénatoriales de 1912, pour Defos et d'autres candidats aux élections législatives de 1914 (Merle-Favette, Desfrétière, Henry), année faste pour cette étiquette. Elle recouvrit même des candidatures nettement modérées, comme celle de Germain Laruas, lui aussi candidat aux élections législatives de 1914, et celle de Pradon-Vallancy en 1928, 1932, 1936.

Se dire « socialiste indépendant » signifiait logiquement une indépendance envers le parti socialiste, mais une acceptation des principes du socialisme. Dans cet esprit, Deforge en 1903, Letang en 1906, Delaurat, Mathonat, Soustelle et Mage en 1910, Bouteille en 1928, furent vraiment des « socialistes indépendants ». Par contre cette étiquette ne servit à d'autres que pour s'échapper de l'orbe radical et faire « plus à gauche », tout en tendant la main plus à droite. Parmi de telles candidatures, il y eut celle du docteur Albert en 1902, de Desfrétière et de Paturet en 1910, de Beaumont aux élections sénatoriales de 1920.

Parmi les électeurs des candidats aux étiquettes « flottantes », il en fut qui savaient très bien quelle était la véritable coloration de ces hommes politiques. D'autres, par contre, se fiaient à l'étiquette et votaient ainsi plus « à droite » qu'ils n'auraient voulu. Il est pratiquement impossible d'évaluer le nombre ou la proportion de ces erreurs et par suite de connaître les tendances exactes des électeurs.

#### *Par. 2<sup>e</sup>. — LE GLISSEMENT DES PARTIS VERS LA DROITE.*

Le phénomène classique du glissement des partis, et par suite de leurs candidats, vers la droite, alors que l'étiquette reste inchangée, est décomposable en une suite de « décrochages » plus ou moins conscients.

L'attitude des élus au sein des assemblées a souvent devancé et amorcé l'évolution. Bien avant de devenir des modérés et de reconnaître cette mutation dans leurs professions de foi, les républicains opportunistes Labussière, Rondeleux et Aujame, imitant en cela Cornil et Chantemille dans leur attitude avant leur élection au Sénat, ont voté, à la Chambre, sur de nombreuses questions (coloniales, religieuses, ouvrières...) plus à droite que les programmes qu'ils avaient proposés ou acceptés. Après 1893 et 1898, les radicaux « de la deuxième époque », Gacon, Ville, Delarue et Péronneau, votèrent, à leur tour, beaucoup plus à droite que leurs déclarations électorales. Ils approuvaient les gouvernements dans la répression des grèves par la troupe ; ils accordaient tous les crédits demandés pour les expéditions coloniales ; ils adoptaient même la première loi « scélérate », quitte à retourner ensuite dans l'opposition pour demander son abrogation ; ils s'abstenaient lors de la proposition prévoyant l'élection des sénateurs au suffrage universel. Seules les questions religieuses séparaient encore ces radicaux « assouplis » des modérés.

Les raisons invoquées par l'opportunisme de toutes les époques, souci des réalités, sens des possibilités, recherche de l'efficacité, ainsi que des motifs de « défense républicaine » ou de « stabilité gouvernementale », quand ce n'était pas les « intérêts supérieurs de la nation », permettaient de se justifier auprès des électeurs les plus fidèles et d'éviter une rupture brutale avec le passé. Mais les élus



devenaient moralement prêts à recevoir des suffrages d'électeurs situés plus à droite et à accepter des alliances dans la même direction.

Les scrutins ont consacré et confirmé le glissement des élus en étendant vers leur droite l'éventail des suffrages ainsi qu'en provoquant des alliances électorales.

Dans le premier cas, c'est-à-dire lorsqu'une tranche de suffrages situés plus à droite que les anciens électeurs (du candidat, du parti ou de l'étiquette) sont venus s'ajouter, sinon en remplacer certains, l'attitude du candidat a varié, allant d'une acceptation tacite de cet apport jusqu'à un appel non déguisé s'adressant aux nouveaux électeurs.

A titre d'exemple, citons l'attitude d'Etienne Lamoureux en 1906 et en 1910. En 1906, ce candidat radical-socialiste dans la circonscription Montluçon-Ouest avait seulement déclaré « ne pas connaître » un appel qui avait été lancé en sa faveur et qui s'adressait « aux républicains progressistes, aux libéraux, aux conservateurs ». Toutefois, il s'était bien gardé de dire qu'il refusait les voix de ces électeurs éventuels. En 1910, dans la même circonscription, le modéré Labre se désista purement et simplement, mais en incluant une phrase significative dans son affiche de remerciements : « Je respecte trop vos opinions, citoyens, pour me permettre de vous donner un conseil... mais, vous ne vous absteniez pas, vous irez voter... le Parti Unifié est le pire de nos ennemis ». Etienne Lamoureux, qui était le bénéficiaire non nommé de ce désistement, déclara « n'avoir rien à ajouter » à sa profession de foi, mais parla de sa vie « toute de tolérance, toute de conciliation » et supprima, au bas de l'affiche précédant le ballottage, l'étiquette « radical-socialiste ». Tout le monde comprit qu'il appelait de cette façon les voix modérées. Comme exemple d'appel plus net, il y eut celui, en juillet 1892, d'un vieux républicain montluçonnois, Cromariat (1), candidat au Conseil d'arrondissement, qui s'adressait « aux républicains et à tous ceux qui veulent s'unir à nous loyalement et sincèrement... ». *Le Centre* du 28 juillet 1892 notait que c'était la première fois que, dans l'Allier, un candidat républicain faisait des avances aux conservateurs.

Nous avons essayé, pour chaque scrutin, de situer la nouvelle position des partis, donc des candidats, sur le plan des tendances, compte tenu de ce glissement. Mais si certains électeurs ont été trompés par l'étiquette et n'ont pas cherché à connaître plus avant l'exacte position politique de leurs candidats, d'autres au contraire ont procédé d'eux-mêmes à des rectifications en compensant l'évolution à droite des partis et des candidats représentant ces partis par un apport de leurs voix à des candidats situés plus à gauche que ceux pour lesquels ils votaient jusque-là.

On a pu même se demander parfois si, dans ces votes de « décalage rectificatif », les électeurs n'ont pas dépassé vers leur gauche leurs opinions personnelles ? Certains élus, comme le député socialiste de 1910 à 1914, Dumas (1), dans la circonscription de Lapalisse, se

---

(1) Voir l'index biographique.

sont aperçus, lors de leurs tournées, de l'esprit peu révolutionnaire de ces électeurs « rouges » qui les avaient envoyés à la Chambre.

Nous avons vu que, pour les scrutins postérieurs à 1918, M. Goguel avait été amené à classer tout naturellement et comme pour les autres départements les voix socialistes aux côtés des voix communistes dans la tendance extrême-gauche. Or, les glissements de partis vers la droite ainsi que les votes rectificatifs des électeurs ont fait que les voix socialistes de cette période et dans notre département ont appartenu plus aux tendances de gauche et de centre-gauche qu'à la tendance extrême-gauche.

*Par. 3°. — LE DÉFAUT DE CONCORDANCE ENTRE LA SITUATION ÉLECTORALE ET LES TENDANCES DES ÉLECTEURS.*

Cette situation électorale est celle qui a résulté de l'absence de candidature pour représenter telle tendance ou tel ensemble de tendances (tendance générale).

Tous les scrutins n'ont pas été comme celui des élections législatives de 1924 où, en plus des quatre listes, les différentes nuances des candidats de chaque liste donnaient un arc-en-ciel suffisamment dégradé pour que, du communiste le plus révolutionnaire au royaliste le plus pur, chaque électeur ait trouvé le candidat de son cœur. Cette situation explique le fort pourcentage de votants lors de ces élections.

Dans la plupart des autres scrutins, le vote a été une « adaptation », non un simple choix. A défaut de trouver sa tendance exacte, tel électeur a voté pour le candidat dont la tendance était la plus proche de ses propres opinions. Des électeurs d'extrême-gauche ont pu voter pour un candidat de centre-gauche, par exemple pour Patissier en 1876 et 1877 à Moulins-Ouest. Des électeurs de centre-gauche ont été conduits à voter pour un candidat nettement de gauche, comme ce fut le cas pour Bruel dans la circonscription de Moulins-Est en 1884. Des électeurs d'extrême-droite ont accepté d'apporter leurs voix pour un candidat de centre-droit, comme ils le firent pour Bignon et Vacher en 1898 dans les circonscriptions de Montluçon.

Tant qu'il n'y a pas eu de « chevauchement » de cette « ligne de crête » si nette et pourtant si imprécise, qui sépare le Mouvement de l'Ordre Etabli et dont la présence a été soulignée par M. François Goguel, il n'y a pas eu vraiment de problème. La difficulté a commencé lorsque toute une tendance « générale » n'a pas été représentée dans un scrutin. Les solutions choisies ont été diverses.

**I. — L'ABSTENTION OU LE VOTE NUL.**

Le premier réflexe des électeurs de la tendance générale non représentée dans un scrutin a été de s'abstenir, l'abstentionnisme devenant alors délibéré et politique. Ainsi, les conservateurs bour-

bonnais s'abstinrent dans cinq scrutins sur six des élections législatives de 1881.

Une autre attitude a consisté à voter nul, c'est-à-dire à s'abstenir activement, l'électeur manifestant alors son souci d'accomplir son devoir électoral mais en même temps, son mécontentement en présence d'une situation électorale qui ne lui permet pas de choisir. En 1932 et 1936, dans les deux circonscriptions de Montluçon, où il n'y avait que des candidatures socialistes et communistes, le bulletin nul fut particulièrement utilisé, comme il a déjà été indiqué, les pourcentages de ces bulletins par rapport aux inscrits étant les suivants :

| Circonscription de ..... | Montluçon-Est | Montluçon-Ouest |
|--------------------------|---------------|-----------------|
| 1932 .....               | 10,7 %        | 5,2 %           |
| 1936 .....               | 12,5 %        | 6,8 %           |

Dans le canton de Montluçon-Est, le pourcentage des nuls atteint en 1936 le chiffre important de 16 %.

## II. — LA POLITIQUE DU « MOINDRE MAL » (2).

Cette politique consistant de la part de l'électeur à voter parmi plusieurs candidats qu'il juge mauvais, pour celui qu'il estime le moins mauvais, en pratique pour celui qui est le moins éloigné de sa tendance sur l'éventail des tendances, a été pratiquée lors des élections législatives de 1881, en même temps que l'abstention, par les électeurs conservateurs privés de candidats.

Si l'on compare en effet le pourcentage des abstentions dans la circonscription de Montluçon-Ouest, où se présentait un conservateur, soit 30,2 %, les pourcentages d'abstentions dans les circonscriptions de Moulins-Est, Ouest et de Gannat, où il n'y avait qu'un candidat (républicain), soit respectivement 66,3 %, 62,4 % et 60,7 %, avec d'autre part, les pourcentages d'abstentions dans les circonscriptions où radicaux s'opposaient aux opportunistes, 39,8 % à Montluçon-Est, 54,9 % à Lapalisse (40,3 % pour le canton de Vichy), on est amené à penser que des électeurs conservateurs ont contribué à la victoire des opportunistes Chantemille et Cornil, surtout du premier.

En 1893, Alexandre Dumas, député sortant et candidat « radical », étiquette de dernière heure, à Montluçon-Ouest, reçut malgré son programme (séparation des Eglises et de l'Etat) des voix du centre-droit qui tentèrent, en se portant sur son nom, d'éviter l'élection du socialiste Sauvanet.

Cette même année 1893, *Le Courrier de l'Allier* exposait de façon claire ce qu'était une politique de moindre mal en invitant,

---

(2) Le terme « moindre mal » n'a aucun sens péjoratif. Il se conçoit aussi bien de la part d'électeurs d'extrême-gauche votant pour un candidat de droite pour éviter le succès d'un candidat d'extrême-droite que dans le sens inverse, le plus pratiqué dans l'Allier.



le 7 juillet, à voter « pour le moins mauvais des candidats en présence pourvu qu'il nous donne des gages d'honnêteté et de liberté ». *Le Centre* du 4 mai 1902 fournissait une explication encore plus complète : « Si le collectiviste Constans se trouvait avoir pour unique concurrent un anarchiste à la Ravachol le devoir de tous les bons citoyens serait de faire échec à l'anarchiste en votant pour le collectiviste dont ils seraient loin cependant de partager les idées ». Ce journal ne pensait pas si bien dire, puisqu'en 1928 il soutint effectivement Constans et en 1931, 1932, 1936, Marx Dormoy, au moins de façon tacite et indirecte, contre les candidats communistes.

Le programme des candidats gêne assez peu ces votes de « moindre mal ». En 1906, Etienne Lamoureux et Perrier, candidats radicaux dans les deux circonscriptions de Montluçon, avaient des programmes fort audacieux : monopole de l'enseignement au profit de l'Etat pour l'instruction à tous les degrés ; monopolisation des assurances, des chemins de fer, des alcools et des mines au profit de l'Etat. Or, Etienne Lamoureux reçut plus des quatre cinquièmes de ses voix (environs 28 centièmes sur 34) qui, d'origine *Ordre Etabli*, s'étaient portées en 1902 sur Thauray. Et la quasi-totalité des voix de Perrier avaient été celles du modéré Docteur Allot en 1902.

Parfois, par un phénomène curieux, le choix a paru plus extrême si l'on considère les programmes. Un autre facteur est alors intervenu, celui de la personne des candidats en présence. En 1910, dans la circonscription de Gannat, le programme de Paturet était très à gauche (impôt progressif sur le revenu global et même sur les successions, reprise des monopoles de fait...) alors que celui de Desfrétière penchait vers le centre (contre les monopoles d'Etat, armée et marine fortes...). Tous deux arboraient l'étiquette de socialiste indépendant et étaient d'anciens radicaux. Or, au ballottage, ce fut Paturet qui recueillit le gros des voix de l'*Ordre Etabli*, les suffrages de la droite au sens large.

### III. — LA POLITIQUE DU « PIRE » (3).

Cette politique, consistant à voter en faveur du candidat le plus éloigné sur l'éventail des tendances de celle de l'électeur qui la pratique, n'a pas eu beaucoup de succès dans notre département, surtout si l'on compare avec les exemples cités pour l'Ardèche par André Siegfried. Il faut toutefois signaler quelques cas.

Avant l'élection cantonale partielle de Montluçon-Est, comme suite à l'invalidation du général Boulanger, le journal bonapartiste *Le Centre* appela, le 8 novembre 1889, ses lecteurs bonapartistes à voter pour le socialiste Bonvin (« quelque répugnance que nous inspirent ses théories... ») contre l'opportuniste Chantemille (« tout plutôt que lui ! »). *Le Courrier*, encore bonapartiste à cette époque,

---

(3) « Pire » s'entend comme « moindre mal » en dehors de tout sens péjoratif et signifie seulement une position pire que l'autre par rapport à la tendance de l'électeur.

appuyait vigoureusement cet appel : « Nous disons bien haut aux électeurs de Montluçon : Tout, vous entendez bien, tout, hormis un opportuniste ! ». Et ce dernier journal, après la défaite du socialiste, déplorait que le « parti de l'opposition ouvrière » n'ait pas fait un meilleur choix » en s'unissant avec les conservateurs à l'effet de trouver une candidature plus connue, plus remarquable et plus remarquée ».

Mais le cas le plus typique de politique du pire fut celui du scrutin législatif de Lapalisse en 1910, où, à l'appel de *La Vérité Vichyssoise*, de *La Semaine* et du *Libéral*, les électeurs de droite et d'extrême-droite apportaient au deuxième tour leurs voix au socialiste Dumas. Même si ces suffrages ont été inutiles pour faire élire Dumas, ils eussent, en se portant sur le radical Roux dans l'esprit d'une politique de « moindre mal », modifié le résultat final (4).

Le socialiste Brizon a-t-il été, cette même année 1910, le bénéficiaire, lui aussi, des voix de la droite et de l'extrême-droite ? *Le Progrès Social* du 10 mai 1910 l'affirmait, ajoutant même, ce qui était certainement faux, que les fermiers généraux avaient fait voter pour lui et pour l'autre député socialiste de Moulins, Mille. En fait, il est possible que des électeurs catholiques aient voté pour Brizon qui alliait un esprit de grande tolérance religieuse à des sentiments fougueusement révolutionnaires. Ses déclarations lors de sa campagne électorale furent, de toute évidence, dans la ligne de la réponse qu'il fit, à la Chambre, à Jules Delahaye : « Je suis, à cet égard, partisan d'une politique de liberté... Qui donc songerait à contester le droit philosophique de croire ou de ne pas croire à l'Être Suprême ».

Lors des élections sénatoriales de 1912, le scrutin qui fit passer un radical de « gauche », Ville, contre le radical, devenu passionnément antisocialiste, Régnier, vit à la fois se pratiquer une politique du « pire », de la part de 150 à 170 délégués de droite au sens large, et une politique du « moindre mal » de la part des 120 à 130 délégués socialistes pour s'unir avec quelques 130 délégués radicaux sur le nom de Ville. Il est vrai que cette même année 1912, les alliances les plus extraordinaires furent scellées sous le signe de la R.P. lors des élections municipales.

## Section II. — Le rattachement des candidatures aux tendances

La vitalité et l'importance des tendances ainsi que leurs groupements favoris (groupements de tendances s'entend) peuvent être étudiés sur le plan des forces politiques. On voit ainsi les grandes lignes du dynamisme politique. Pour l'Allier, l'examen des forces politiques conduit à quelques conclusions : importance et rôle moteur de l'extrême-gauche ; alliance fréquente de l'extrême-gauche avec

(4) *Le Libéral* écrivit par la suite : « L'opposition libérale et conservatrice... a pesé lourdement sur les résultats du scrutin ».

la gauche ; existence d'une alliance semblable droite extrême-droite active mais peu influente ; faiblesse des centres.

Sur le plan électoral, la vitalité d'une tendance ou d'un groupe de tendances se manifeste d'abord par le nombre des candidatures qui peuvent lui (ou leur) être rattachées, ensuite par les pourcentages de suffrages recueillis par ces candidatures.

Une attention particulière doit être portée aux groupements de tendances. Au cours des scrutins en effet, si certaines candidatures sont exclusivement marquées par une tendance de base, d'autres, en grand nombre, représentent des tendances groupées. A force de s'effectuer de la même façon, c'est-à-dire entre les mêmes tendances, ces groupements tendent à devenir de véritables tendances « générales », d'où l'intérêt qu'il y a à les cerner et à compter le nombre de fois où ils se sont renouvelés.

Ces examens ont été facilités par l'établissement d'un tableau, les règles qui ont été suivies pour le dresser devant être exposées avant de procéder à son interprétation.

*Par. 1<sup>er</sup>. — ÉTABLISSEMENT DU « TABLEAU DE RATTACHEMENT DES CANDIDATURES AUX TENDANCES ».*

Le tableau ci-annexé comprend tous les scrutins législatifs de la III<sup>e</sup> République, y compris les élections complémentaires.

Chaque candidature, à l'exception de certaines, fantaisistes, sans portée ou absolument inclassables, ce qui a été très rare, a été représentée par une unité. En cas de ballottage, on a considéré comme une seconde candidature une candidature effectivement maintenue au second tour.

Les 401 candidatures ainsi examinées ont été classées dans les colonnes du tableau, ces colonnes étant d'abord, en partant de la gauche du document, réservées aux six tendances isolées (de l'extrême-gauche à l'extrême-droite), puis affectées aux groupements de tendances (sept formules utilisées).

Dans les quelques cas, exceptionnels, de jonction des extrêmes, l'origine de la majorité des suffrages a servi pour déterminer le classement de la candidature. Par exemple, pour la candidature d'Octave Justice, au ballottage de Montluçon-Ouest en 1889, les voix qu'il a recueillies étaient socialisantes, du fait du retrait et de l'appui de Jean Dormoy, donc de tendance extrême-gauche ; pour Dumas, en 1910, il s'agissait, en majorité, de voix socialistes, donc, pour l'époque, de tendances gauche et extrême-gauche (EG-G).

Le but de ce travail de rattachement étant de rechercher les tendances du corps électoral, la ou les tendances des suffrages ont, de façon générale, prévalu sur celle ou celles propres des candidats, lorsque cette ou ces dernières étaient plus étroites. Par exemple, Labussière, candidat à Gannat en 1889 (et député sortant) était personnellement de tendance centre-gauche, ce qui n'a pas empêché toutes les voix de la gauche au sens large de se porter sur son nom,



| Elec-<br>tions | EG | G  | CG | CD | D | ED | EG-G | EG-G<br>-CG | G-CG | CG-CD | CD-D<br>-ED | D-ED | CG à ED |
|----------------|----|----|----|----|---|----|------|-------------|------|-------|-------------|------|---------|
| 1871           | 1  |    |    |    | 1 |    | 7    | 5           | 1    |       | 6           |      | 7       |
| 1876           |    |    |    |    |   |    |      | 6           |      |       | 6           |      |         |
| 1877           | 1  | 1  | 1  |    |   |    |      |             |      |       |             |      |         |
| 1878           | 2  |    |    |    |   |    | 1    | 2           | 2    |       | 1           |      |         |
| 1881           | 2  |    | 1  |    |   |    |      | 1           |      |       |             |      |         |
| 1882           |    |    |    |    |   |    |      | 1           |      |       |             |      |         |
| 1884           |    |    |    |    |   |    |      | 1           |      |       |             |      |         |
| 1885           | 6  |    |    |    |   |    |      | 6           |      |       | 1           |      |         |
| 1889           | 2  | 1  |    |    |   |    | 5    | 8           | 1    | 1     | 6           |      |         |
| 1893           | 2  |    |    |    |   |    | 9    | 2           | 2    |       | 9           |      |         |
| 1895           |    |    |    |    |   |    | 3    |             |      |       | 1           |      |         |
| 1898           | 1  |    |    |    |   |    | 11   |             |      |       |             |      | 3       |
| 1902           |    | 1  | 2  | 1  |   |    | 5    |             |      | 1     | 1           | 1    | 2       |
| 1903           | 1  |    |    |    |   |    | 2    |             | 2    |       | 3           |      | 3       |
| 1906           | 1  |    |    |    |   |    | 3    |             |      |       |             |      | 2       |
| 1909           |    |    | 2  |    |   |    | 5    |             |      |       |             |      | 7       |
| 1910           |    |    | 1  |    |   |    | 2    |             |      |       | 3           |      | 2       |
| 1914           | 4  | 4  | 7  |    |   |    | 3    |             | 2    |       | 4           |      |         |
| 1919           | 1  | 1  | 2  | 1  |   |    | 1    |             | 1    | 2     |             |      |         |
| 1924           |    |    |    |    |   |    | 7    |             |      |       |             |      |         |
| 1928           | 5  | 3  | 3  |    |   |    | 8    |             |      | 2     |             | 2    | 6       |
| 1931           | 3  |    |    |    |   |    | 6    |             |      | 4     |             | 7    | 3       |
| 1932           |    |    |    |    |   | 1  | 5    | 1           | 4    | 5     |             | 5    | 6       |
| 1936           | 6  | 1  | 1  |    |   | 1  | 12   |             | 1    | 2     | 1           | 9    | 3       |
| 1936-37        | 4  | 1  | 1  |    |   | 1  | 1    | 8           | 1    | 2     |             | 3    | 1       |
| 1939           | 1  |    |    |    |   |    | 10   | 2           | 2    | 1     |             | 6    | 2       |
|                |    |    |    |    |   |    | 2    |             | 1    |       |             |      | 2       |
| Totaux         | 43 | 13 | 21 | 3  | 1 | 3  | 108  | 37          | 23   | 21    | 39          | 41   | 48      |

NOTA. — Abréviations (de gauche à droite : EG = extrême gauche ; G = gauche ; CG = centre-gauche ; CD = centre-droite ; D = droite ; ED = extrême-droite ; EG-G = extrême-gauche et gauche ; EG-G-CG = extrême-gauche, gauche et centre-gauche ; G-CG = gauche et centre-gauche ; CG-CD = centre-gauche et centre-droite ; CD-D-ED = centre droit, droite et extrême-droite ; D-ED = droite et extrême-droite ; CG à ED = centre-gauche à extrême-droite (en comprenant le centre-droit et la droite).

d'où son classement dans la colonne EG-G-CG (tendances groupées extrême-gauche, gauche et centre-gauche).

Néanmoins, au cas d'incertitude sur l'origine exacte des suffrages, il a paru prudent de classer la candidature d'après l'étiquette et le programme. La plupart des candidatures rangées dans les tendances isolées ont cette provenance. Il s'agit le plus souvent de candidats qui se sont présentés en dehors des investitures de partis et, à plus fort raison, des alliances de partis, ou encore de candidats qui, du fait de la multiplicité des autres candidatures, n'ont pu représenter qu'une bande étroite dans l'éventail des tendances, celle d'une seule tendance. Ainsi les candidatures « de poids » ont été généralement celles qui sont classées dans les groupements de tendances (ou tendances groupées).

#### *Par. 2°. — OBSERVATIONS TIRÉES DE L'EXAMEN DU TABLEAU.*

Cet examen peut être poursuivi dans une double direction, d'abord en ce qui concerne le nombre des candidatures pour chaque tendance, ensuite en ce qui concerne les groupements de tendances les plus fréquents.

##### *I. — LE NOMBRE DES CANDIDATURES SELON LES TENDANCES.*

Il doit être calculé, compte tenu des modalités d'établissement du tableau, en se servant aussi bien des candidatures placées dans les tendances groupées que de celles représentant des tendances isolées. Il s'ensuit qu'on parvient à des ordres de grandeur plus qu'à des chiffres précis.

A. — *Pour les tendances de gauche au sens large*, on obtient le chiffre de 245 en additionnant toutes les candidatures dépendant de ces tendances de façon exclusive, donc en exceptant les candidatures de « concentration » (centre-gauche et centre-droit) et celles d'union du centre-gauche à toute la droite, au sens large (centre-gauche à extrême-droite).

Ce chiffre de 245, représentant 61,3 % de l'ensemble des candidatures, est important et prouve la vitalité particulière de ces tendances.

Il est plus difficile de faire une répartition entre les trois tendances de base de la gauche, au sens large, parmi ces candidatures. On peut toutefois noter que la vitalité de la gauche et celle de l'extrême-gauche ont été remarquables puisque leurs candidatures, isolées ou groupées, s'élèvent à 164, soit 46,8 % de l'ensemble des candidatures. Opérant toujours par défalcation, si l'on met de côté les candidatures, isolées ou groupées, mais faisant exclusivement intervenir la gauche et le centre-gauche, on trouve un chiffre assez moyen, si on le compare au premier, soit 57 candidatures ou 14,4 % de l'ensemble.

Ces deux opérations, qui mettent en lumière l'importance et le rôle moteur de l'extrême-gauche autant qu'une faiblesse relative du centre-gauche, ne permettent pas de discerner de façon précise les contours de la tendance du milieu, c'est-à-dire de la gauche, au sens strict ou restreint. On peut toutefois penser, en se souvenant des renseignements apportés par l'examen des forces politiques et par l'histoire des scrutins, qu'en plus de ses 13 candidatures isolées, cette tendance de gauche, au sens restreint, a eu une forte part d'influence dans les 108 candidatures d'extrême-gauche et gauche, dans les 23 candidatures de gauche et centre-gauche, et surtout dans les 37 candidatures d'extrême-gauche, gauche et centre-gauche (E.G.-G.-CG), où elle a été le cheval de tête de cette « troïka ».

B. — *Pour les tendances de droite au sens large*, le chiffre total de toutes les candidatures exclusivement rattachables à ces tendances (exception faite, par conséquence, des candidatures de concentration et de celles d'union du centre-gauche avec toute la droite) est de 87, soit 21,6 % de l'ensemble des candidatures.

Là aussi, il est bien difficile de distinguer l'importance de chacune des tendances de base de la droite dans ce total. Toutefois, 45 d'entre ces candidatures rejettent totalement le centre-droit et 39 le lient étroitement à la droite et à l'extrême-droite. On peut donc noter une grande faiblesse du centre-droit, tendance qui eut seulement 3 candidatures « isolées ».

## II. — LES GROUPEMENTS DE TENDANCES LES PLUS FRÉQUENTS SONT VISIBLES :

Le groupement « extrême-gauche et gauche » a été le plus répandu avec 108 candidatures. Il s'agit, en fait, d'une véritable « double tendance de base » que l'on retrouve sur le plan électoral après avoir souligné sa vitalité sur le plan des forces politiques.

Viennent ensuite, par ordre de grandeur décroissante, le groupement « centre-gauche à extrême-droite », groupement spécifiquement électoral (totalement inexistant sur le plan des forces politiques), avec 48 candidatures, puis le groupement « droite et extrême-droite » avec 41 candidatures. Ce dernier peut, lui, comme le groupement « extrême-gauche et gauche », être considéré comme une « double tendance de base », aussi active sur le plan électoral que sur celui des forces politiques.

Le groupement « centre-droit, droite et extrême-droite » et le groupement « extrême-gauche, gauche et centre-gauche », qui se sont retrouvés dans les mêmes élections, ont des fréquences très voisines, le premier avec 39 candidatures, le second avec 37.

Enfin, après un groupement peu « musclé » de 23 candidatures « gauche et centre-gauche », qui ont été souvent des candidatures de gauche en voie de glissement, arrive, en bon dernier, le groupement de la jonction des centres, « centre-gauche et centre-droit », avec 21 candidatures seulement.

Cette faiblesse de l'esprit de concentration, de la tendance « centriste » dans la vie électorale bourbonnaise est encore plus



marquée si l'on donne aux autres groupements leur véritable signification, celle d'être des rassemblements de combat dans la lutte entre les tendances générales, entre le Mouvement et l'Ordre Etabli.

Or, doivent être considérées comme des figures du Mouvement sur le plan électoral, même si ces figures sont incomplètement tracées, les 108 candidatures « extrême-gauche et gauche », les 37 candidatures « extrême-gauche, gauche et centre-gauche », ainsi que les 23 candidatures « gauche et centre-gauche », au total 168 candidatures, 41,9 % de l'ensemble.

Et, doivent être, de l'autre côté, considérées comme des représentations de l'Ordre Etabli sur le plan électoral les 39 candidatures « centre-droit, droite et extrême-droite », les 41 candidatures « droite et extrême-droite », enfin les 48 candidatures « centre-gauche à extrême-droite », au total 128 candidatures, 31,9 % de l'ensemble.

Donc, plus de 73 % des candidatures ont été imprégnées de cet esprit de lutte entre les deux blocs. 5 % seulement ont tenté de jeter un pont ou de constituer un noyau centriste entre les deux masses opposées. Ces essais ont tous été infructueux à plus ou moins brève échéance, soit que la candidature de concentration, coincée entre les deux géants, ait fait piètre figure, soit que l'élu de cette formation ait continué à glisser vers l'Ordre Etabli.

L'Allier a été un département fidèle au « two party system » et opposé à la concentration dont un érudit bourbonnais de Paris, M. Auguste Soulier, a décrit les réactions en opposant, dans son étude sur l'instabilité ministérielle (5), la coalition électorale à la coalition parlementaire : « ...les vocables changent, mais les ten-  
« dances demeurent. Les meilleurs observateurs politiques ont mis  
« en lumière la constante division du corps électoral en deux blocs  
« antagonistes : la Droite, la Gauche aujourd'hui, la République et  
« la Réaction, il y a quinze ans ou quarante ans, la Résistance et  
« le Mouvement, disait-on plus noblement au temps de Guizot et  
« de Thiers ». Pour l'Allier, auquel M. Soulier a très certainement  
pensé en écrivant ces lignes, la seule optique électorale a été cette  
division en deux blocs séparés par un fossé profond et régulièrement  
« recreusé ».

---

(5) M. Soulier, « L'instabilité ministérielle sous la III<sup>e</sup> République », voir biblio.

## CHAPITRE XIV

### LES TENDANCES GENERALES : LE MOUVEMENT ET L'ORDRE ETABLI

Deux catégories de problèmes se posent, les uns se rapportant à l'évolution, les autres à la localisation du Mouvement et de l'Ordre Etabli.

#### Section I. — L'évolution des tendances générales, Mouvement et Ordre Etabli

On a vu que les groupements les plus larges, considérés comme représentant de la façon la plus complète les tendances générales, Mouvement et Ordre Etabli, n'avaient pas été constitués de façon uniforme pour tous les scrutins. Il s'agit d'un problème de structure. Par ailleurs, l'importance des tendances générales a varié en pourcentage. Ces pourcentages représentent leurs volumes respectifs dans le corps électoral.

#### *Par. 1<sup>er</sup>. — L'ÉVOLUTION DE LA STRUCTURE DU MOUVEMENT ET DE L'ORDRE ETABLI.*

Deux sortes de groupements se sont constitués pour l'une et l'autre des tendances générales, chacune ayant son « penchant » ou groupement complémentaire de l'autre côté. A la formule « extrême-gauche, gauche et centre-gauche » dans le mouvement a correspondu celle de « centre-droit, droite et extrême-droite » pour l'Ordre Etabli. Cette opposition a été particulièrement nette en 1876, 1877, 1885, 1889, 1902. Généralement, elle a existé dans les périodes de stabilisation ou de fin de mutation. A la formule « extrême-gauche et gauche » pour le Mouvement a correspondu celle de « centre-gauche à extrême-droite » pour l'Ordre Etabli. Cette opposition a été assez fréquente et nous l'avons rencontrée pour les élections de 1871, 1893, 1898, 1910, 1919. Généralement elle a existé au cours des périodes de transition, ou de mutation.

Ainsi la frontière du centre a bien été dans l'Allier, comme l'a si bien défini André Siegfried, « un enchevêtrement d'arêtes qui cependant partagent inexorablement les tendances entre les deux versants ».

S'il est relativement facile de constater pour chaque scrutin la contexture de chaque bloc, il l'est beaucoup moins de découvrir le sens des évolutions entre les différentes structures et, à plus forte raison, d'y déceler l'application d'une règle commune.

M. Burdeau estime que la vieille division entre la droite et la gauche (au sens large des deux termes, selon les définitions adoptées) n'était qu'un aspect statique et temporaire d'une situation en continue évolution, caractérisée par la « capacité de l'Ordre à intégrer les forces du Mouvement... (l')intégration continue à l'ordre existant de forces qui tendent à son renouvellement ». En conclusion, selon M. Burdeau, « L'Ordre absorbe et digère le Mouvement ».

Ce phénomène pourrait expliquer sur le plan local cette jonction qui, à chaque reprise, est devenue une osmose, entre le centre-gauche (modérés de 1892 à 1900, radicaux de 1910 à 1937, socialistes à partir de 1928...) et la droite, au sens large. A la fin de la période de jonction, la « digestion » est terminée ; par le jeu du glissement l'ex-centre-gauche est devenu centre-droit ; la frontière passe à nouveau entre la gauche au sens large et la droite au sens large. Mais déjà le nouveau centre-gauche, le plus souvent par suite de cette vitalité de la « double tendance de base extrême-gauche et gauche », est tenté par ce vide qu'il a sur sa droite.

Ainsi, dans l'Allier, le centre-gauche, au lieu de devenir, comme dans d'autres départements, la tendance motrice, celle qui rassemble autour d'elle les tendances voisines et lutte sur deux fronts, n'a été qu'une tendance accessoire du Mouvement et une alliée, souvent honteuse, de l'Ordre Etabli, avant d'en devenir une colonie.

Une telle évolution, renouvelée tous les vingt ans au cours de la III<sup>e</sup> République, découle-t-elle d'une loi naturelle ou plus simplement du mouvement des idées au cours d'une époque ? Un gonflement de la droite, au sens large, par la naissance de nouveaux partis ou la renaissance des anciens, aussi par la faveur des idées de ces partis auprès du corps électoral, n'aurait-il pas amorcé une évolution inverse ?

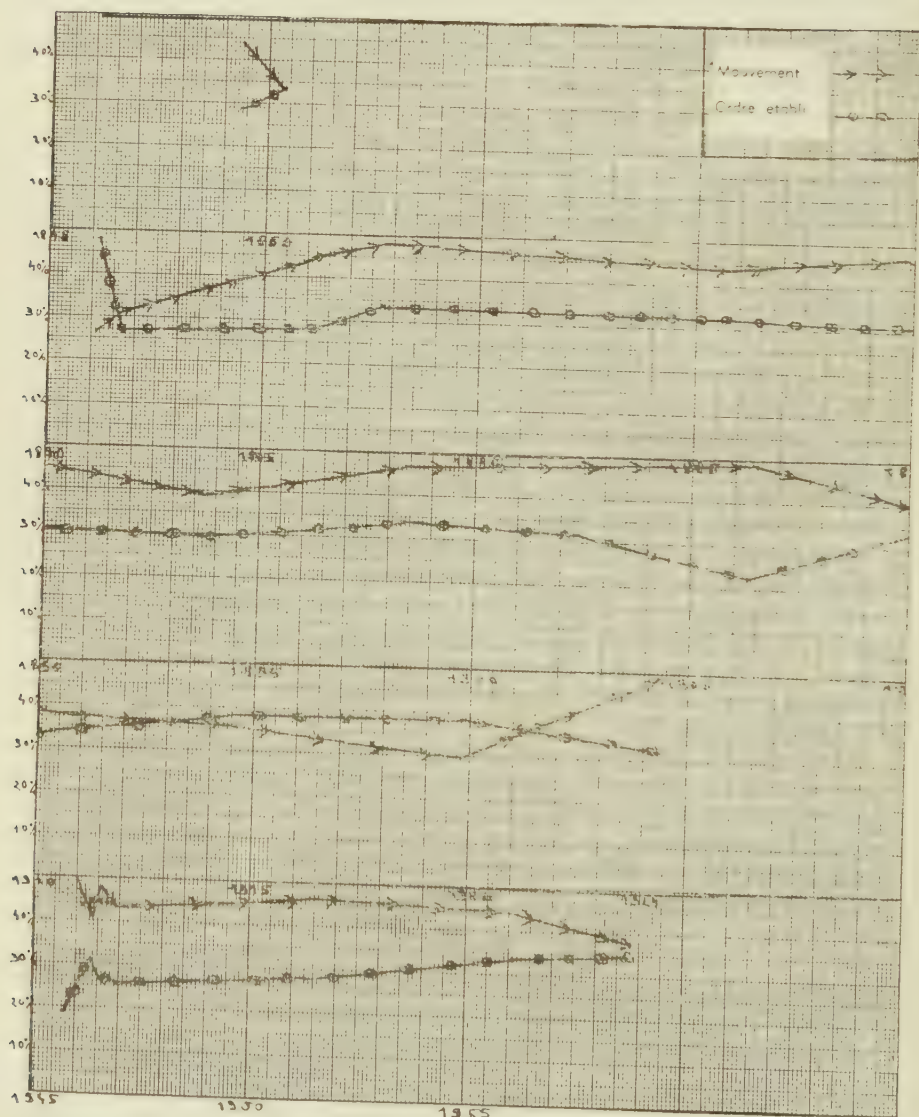
Sans vouloir aborder la période contemporaine, qui fournirait peut-être des exemples à ce sujet, il y eut, tout au début de la III<sup>e</sup> République, le cas du centre-gauche de l'époque Patissier qui, contrairement au sens ordinaire de l'évolution, « décrocha », de l'Ordre Etabli, où il formait l'aile dite libérale, pour devenir l'aile modérée du Mouvement.

#### *Par. 2<sup>e</sup>. — ÉVOLUTION DE L'IMPORTANCE RESPECTIVE DU MOUVEMENT ET DE L'ORDRE ÉTABLI.*

Les pourcentages des suffrages qui se sont portés au cours de la II<sup>e</sup> et de la III<sup>e</sup> République sur le Mouvement d'une part et sur l'Ordre Etabli d'autre part, et qui sont indiqués dans le tableau ci-dessous, ont servi à l'établissement des courbes du graphique N<sup>o</sup> 3 ci-annexé :



GRAPHIQUE N° 3  
*Courbes des pourcentages du Mouvement  
 et de l'Ordre Etabli*



|                      | <i>Mouvement</i> | <i>Ordre Etabli</i> |
|----------------------|------------------|---------------------|
| 1849 (mai) .....     | 44 %             | 29 %                |
| 1850 (mars) .....    | 33,1 %           | 33,3 %              |
| 1871 (février) ..... | 26,7 %           | 48,5 %              |
| 1871 (octobre) ..... | 30,7 %           | 27,3 %              |
| 1876 .....           | 45,2 %           | 27,9 %              |
| 1877 .....           | 48,2 %           | 34 %                |
| 1885 .....           | 43,9 %           | 31,9 %              |
| 1889 .....           | 46,8 %           | 30,4 %              |
| 1893 .....           | 39,4 %           | 29,6 %              |
| 1898 .....           | 46,6 %           | 34 %                |
| 1902 .....           | 48,1 %           | 31,7 %              |
| 1906 .....           | 48,4 %           | 22,9 %              |
| 1910 .....           | 37,7 %           | 33,5 %              |
| 1914 .....           | 35,4 %           | 38,4 %              |
| 1919 .....           | 29,8 %           | 38,4 %              |
| 1924 .....           | 49,6 %           | 31,6 %              |

Le hiatus existant après 1924 peut être compensé par une indication sommaire des pourcentages rattachables au Mouvement au cours des scrutins de la IV<sup>e</sup> République, ainsi que, pour la même période, des pourcentages rattachables à l'Ordre Etabli.

|                       | <i>Mouvement</i> | <i>Ordre Etabli</i> |
|-----------------------|------------------|---------------------|
| 1945 .....            | 55 %             | 19,4 %              |
| 1946 (mai) .....      | 40,5 %           | 31,8 %              |
| 1946 (juin) .....     | 49,9 %           | 27,4 %              |
| 1946 (novembre) ..... | 44,2 %           | 25,7 %              |
| 1951 .....            | 46,6 %           | 28,4 %              |
| 1956 .....            | 43,8 %           | 33,8 %              |

Le graphique N° 3 a, dans un but de comparaison à vue des chiffres de la III<sup>e</sup> République avec les périodes qui l'ont précédée et suivie, tenu compte de tous les pourcentages cités ci-dessus.

Les observations sont les suivantes : sous la III<sup>e</sup> République, la courbe a, pendant les deux tiers de la période écoulée (proportion certainement supérieure si l'on pouvait représenter utilement le Mouvement entre 1924 et 1940) plafonné au-dessus de 40 %, frôlant même souvent la majorité absolue (des inscrits évidemment). Les chutes au-dessous de 40 % peuvent être expliquées par des causes passagères ou transitoires, celle de 1871 par la prépondérance aux yeux des électeurs du problème de la paix, celle de 1893 par le maintien provisoire de suffrages du Mouvement sur les noms des candidats républicains modérés, passés en fait à l'Ordre Etabli, celle de 1910 et de 1914 par un comportement identique d'électeurs qui, votant radical, croyait voter à gauche, celle de 1919, la plus importante, par les circonstances psychologiques nées de la guerre.

La courbe de la II<sup>e</sup> République et surtout celle de la IV<sup>e</sup> montrent aussi des parcours placés de façon presque permanente au-dessus de 40 % (1).

(1) Pour la IV<sup>e</sup> République, les pourcentages du Mouvement ont été obtenus en ajoutant les pourcentages communistes aux pourcentages socialistes, la somme des autres pourcentages représentant l'Ordre Etabli. Mais l'Ordre Etabli passant depuis 1928 chez les socialistes, les pourcentages de mai 1946 (référé constitutionnel : OUI, 40,5 % ; NON, 31,8 %) paraissent se rapprocher de façon plus exacte des volumes effectifs du Mouvement et de l'Ordre Etabli.

L'Ordre Etabli, après un démarrage fulgurant sous la III<sup>e</sup> République est rapidement revenu à son niveau coutumier du temps de la II<sup>e</sup> République, c'est-à-dire autour de 30 %. Il y est resté ensuite jusqu'à la fin, à part les deux pourcentages de 1914 et de 1919. C'est aussi autour de 30 % que s'est situé l'Ordre Etabli sous la IV<sup>e</sup> République.

Un Mouvement dépassant régulièrement 40 %, un Ordre Etabli s'écartant peu des 30 %, tels sont les caractères des tendances générales dans l'Allier quant à leur volume électoral.

L'Allier est donc bien un département tourné, orienté vers le Mouvement. Ce ne sont pas seulement les étiquettes qui sont « de gauche », observation qui entraînait celle non moins exacte du décalage des partis par suite de leur glissement à droite, mais les tendances profondes, tendances parfois latentes mais permanentes.

Ceci est d'autant plus net que le Mouvement dans notre département a régulièrement été réduit à « l'extrême-gauche et gauche », c'est-à-dire privé de sa tendance modérée, ce centre-gauche qui a présenté tant d'importance dans d'autres départements. Il s'agit donc, dans l'Allier, d'un « Mouvement de choc ».

En même temps, l'Allier doit être considéré comme un département réticent sinon hostile à l'Ordre Etabli. Alors que celui-ci a régulièrement bénéficié d'un apport du centre-gauche, il est non moins régulièrement retombé à son étiage coutumier.

Il est difficile de comparer ces pourcentages et résultats avec ceux d'autres départements, et encore plus avec ceux de l'ensemble du pays. On peut tout au plus le faire en ce qui concerne le « sens » des scrutins législatifs généraux au cours de la III<sup>e</sup> République. Il en résulte que, dans la plupart de ces élections, l'Allier a voté dans le même sens que la majorité du corps électoral national, mais avec une accentuation à gauche lorsqu'il y avait une victoire du même côté sur le plan national : par exemple, en 1893, où la victoire nationale des « républicains de gouvernement » s'est transformée dans l'Allier en victoire radicale et socialiste ; par exemple, de même, en 1910 et en 1924, où les victoires nationales de la gauche furent dans l'Allier des succès socialistes.

Il y eut toutefois à cette sorte de « conformisme avancé » deux exceptions : en 1898 où, sur le plan national, les républicains modérés bénéficièrent d'un léger gain alors que l'Allier vit le triomphe radical et socialiste sur les modérés ; en 1914, où, contrairement à toutes ses habitudes, l'Allier vota plus à droite (deux succès du centre contre des socialistes sortants) que le reste du pays (victoire nette du bloc des gauches).

## Section II. — La localisation du Mouvement et de l'Ordre Etabli

Existe-t-il des lieux préférentiels, en pratique des cantons ou blocs de cantons, plus favorables à l'une ou à l'autre des tendances générales ? Au cours de l'examen des scrutins, des remarques ont



été faites sur les permanences, les disparitions ou les naissances, parfois résurgences, de « bastions » du Mouvement ou de l'Ordre Etabli. Peut-on attribuer à de tels « bastions » des caractères de stabilité, pour ne pas dire de pérennité ?

Dans l'affirmative, peut-on découvrir les causes de cette localisation parmi les facteurs généralement admis ?

*Par. 1<sup>er</sup>. — EXISTENCE D'UNE LOCALISATION POUR LE MOUVEMENT ET POUR L'ORDRE ÉTABLI.*

En calculant pour chaque canton la moyenne des pourcentages rattachables d'une part au Mouvement, d'autre part à l'Ordre Etabli pour les élections législatives de la III<sup>e</sup> République, nous avons obtenu des pourcentages moyens qui nous ont servi à dresser les deux cartes N<sup>os</sup> 21 et 22 ci-annexées.

La carte N<sup>o</sup> 21 (Pourcentages moyens du Mouvement) met en évidence quatre zones de localisation ou « bastions » :

1<sup>o</sup> Le bastion « nord - nord-ouest », centré sur les cantons de Lurcy et Bourbon, qui sont épaulés d'un côté par le canton de Cérilly, de l'autre par les cantons de Souvigny et du Montet ;

2<sup>o</sup> Le bastion « sud-ouest » avec le double centre de Montluçon-Ouest et de Commentry-Montmarault, ces cantons étant reliés par un « pont » qui est Montluçon-Est, l'ensemble touchant le bastion du « nord - nord-ouest » par les limites communes avec les cantons de Bourbon et du Montet ;

3<sup>o</sup> Le bastion « est », composé du bloc des cantons de Dompierre, Jaligny, Le Donjon, étendu vers le sud par ceux de Lapalisse et de Cusset ;

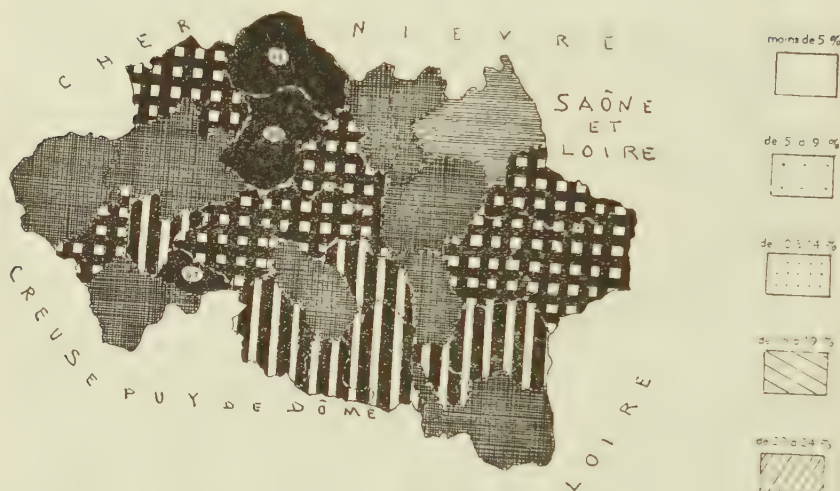
4<sup>o</sup> Le bastion « centre-sud », correspondant sensiblement à la circonscription de Gannat et comprenant quatre cantons, ceux de Saint-Pourçain, Escurolles, Gannat et Ebreuil, étant noté qu'il touche aux bastions cités plus haut par les limites communes avec, respectivement, les cantons du Montet, de Montmarault et de Cusset.

La carte N<sup>o</sup> 22 (Pourcentages moyens de l'Ordre Etabli) est curieuse en ce qu'elle présente, à l'exception de Chantelle-Ebreuil (2), deux cantons soudés et formant un bastion « sud », des cantons détachés et même assez éloignés les uns des autres. Etant donné la faiblesse du pourcentage moyen de l'Ordre Etabli dans le département, il convient de noter les cantons où les pourcentages se sont situés entre 35 et 39 % : on voit ainsi se dessiner un bastion « nord-nord-est » comprenant, en plus de Chevagnes, les deux cantons de

---

(2) Comme on le voit, le canton d'Ebreuil a appartenu, à la fois, à un bastion du Mouvement et à un bastion de l'Ordre Etabli, fait dû au partage des voix et à la qualité « votante » de ce canton.

CARTE N° 21  
ELECTIONS III<sup>e</sup> REPUBLIQUE  
POURCENTAGES MOYENS DU « MOUVEMENT »



CARTE N° 22  
ELECTIONS III<sup>e</sup> REPUBLIQUE  
POURCENTAGES MOYENS DE « L'ORDRE ETABLI »



Moulins et celui de Souvigny. On voit aussi un double appendice au bastion « sud », avec les cantons de Saint-Pourçain (3), Varennes et Gannat. Enfin, se détache faiblement, mais nettement dans sa solitude, le canton de Vichy.

Pour connaître l'ancienneté de cette localisation des tendances générales et aussi son degré de persistance, il est intéressant de calculer les pourcentages moyens du Mouvement et de l'Ordre Etabli sous la II<sup>e</sup> République et de dresser les cartes représentant ces pourcentages. Les cartes annexées N<sup>os</sup> 23 et 24 sont le résultat de ce travail, la première se rapportant au Mouvement, la deuxième à l'Ordre Etabli.

Un examen de ces cartes et leur comparaison avec les cartes de la III<sup>e</sup> République conduisent à formuler les observations suivantes :

1<sup>o</sup> En ce qui concerne le Mouvement, le bastion « nord-nord-ouest » se trouve déjà parfaitement représenté sous la II<sup>e</sup> République, mais comprend Hérisson qui a baissé en teinte par la suite ; le bastion « est » existe lui aussi très net à cette époque, mais sans Cusset (alors orléaniste), Lapalisse commençant seulement de se nuancer ; le bastion « sud-ouest » et le bastion « centre-sud » n'existaient pas sous la II<sup>e</sup> République.

2<sup>o</sup> En ce qui concerne l'Ordre Etabli, la carte de la II<sup>e</sup> République n'a, à première vue, que de lointaines ressemblances avec la carte analogue de la III<sup>e</sup> République. En effet, il y avait un bastion « sud-ouest » large et compact comprenant trois cantons, en fait cinq du fait de la création de deux autres cantons par la suite : Marcillat, Montluçon (à l'époque un seul canton, partagé ensuite en deux) et Montmarault qui contenait, à l'époque, le futur canton de Commentry. Or, sous la III<sup>e</sup> République, ce bastion s'est réduit au canton de Marcillat et un bastion du Mouvement est venu prendre place au-dessus de ce canton, d'ouest en est. Autre différence, le canton d'Hérisson, acquis au Mouvement sous la II<sup>e</sup> République, a été, au contraire, un des fiefs de l'Ordre établi pendant la III<sup>e</sup> République.

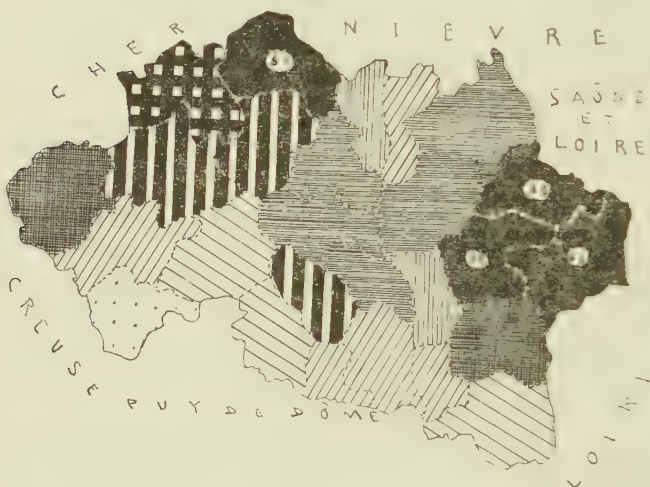
Il existe cependant quelques foyers identiques de l'Ordre Etabli. Le premier centre est celui de Moulins, avec une extension sur Chevagnes, bastion « nord - nord-est », un peu affaibli sous la III<sup>e</sup> République en ce qui concerne Moulins, du fait du radicalisme puis du socialisme urbains. Le second centre est celui de Vichy, lui aussi passagèrement affaibli sous la III<sup>e</sup> République, du fait du radicalisme, mais conservant néanmoins une base solide d'Ordre Etabli.

---

(3) Saint-Pourçain n'est pas comme Ebreuil. Le partage des voix y a joué nettement en faveur du Mouvement.



CARTE N° 23  
ELECTIONS II<sup>e</sup> REPUBLIQUE  
POURCENTAGES MOYENS DU « MOUVEMENT »



moins de 5 %



de 5 à 9 %



de 10 à 14 %



de 15 à 19 %



de 20 à 24 %



de 25 à 29 %



de 30 à 34 %



de 35 à 39 %



de 40 à 44 %



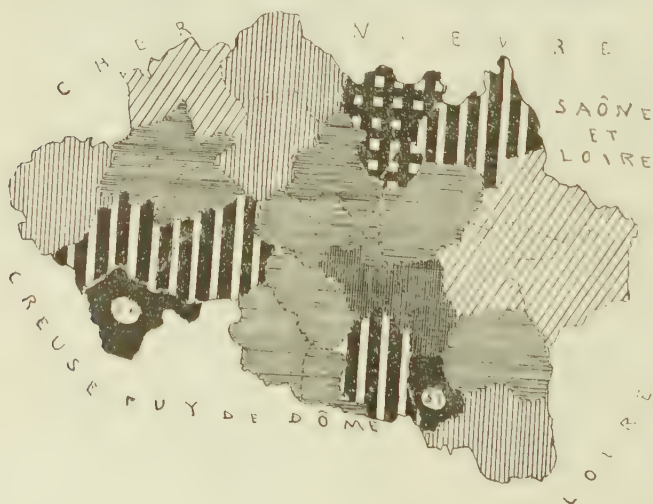
de 45 à 49 %



50 % et au-dessus



CARTE N° 24  
ELECTIONS II<sup>e</sup> REPUBLIQUE  
POURCENTAGES MOYENS DE « L'ORDRE ETABLI »



Par. 2°. — RECHERCHE DES CAUSES DE LOCALISATION DES TENDANCES GÉNÉRALES.

I. — CAUSES TENANT A LA GÉOLOGIE ET AUX RÉGIONS NATURELLES.

André Siegfried avait constaté que les terrains primaires s'accordaient souvent avec les votes de droite, alors que les autres terrains et, tout particulièrement, les terrains calcaires avaient des habitants fréquemment orientés à gauche. Toutefois, cette constatation, faite en particulier pour le Bocage vendéen, opposé à la « Plaine », était accompagnée de la découverte de nombreux autres facteurs (relatifs à la propriété, au mode d'exploitation, à la religion...) de telle sorte que l'assise géologique apparaissait surtout comme susceptible de faire naître ces facteurs secondaires.

La carte N° 25 (4) ci-annexée, représentant la géologie du département, montre deux blocs de terrains primitifs et primaires : à l'ouest et au sud-ouest, la quasi-totalité de l'arrondissement de Montluçon, à l'exception de la basse vallée du Cher et des deux tiers (partie nord) du canton de Cérilly. Cette zone débordé sur les cantons limitrophes : Ebreuil, Chantelle, Le Montet, Souvigny et Bourbon. Au sud-est, le Montagne Bourbonnaise qui s'étend assez loin sur les cantons de Lapalisse, du Donjon et même de Jaligny.

Or, le bastion « sud-ouest » de l'Ordre Etabli au temps de la II<sup>e</sup> République correspondait, en un peu moins étendu, au premier bloc. Pour la III<sup>e</sup> République, le canton de Marçillat pourrait en être le résidu, mais quelle différence de taille entre ce canton et la masse « ouest » des terrains primitifs. Par ailleurs, la partie principale de la Montagne Bourbonnaise, le canton du Mayet échappe complètement à l'Ordre Etabli, ayant été acquis de bonne heure aux idées républicaines, puis aux idées radicales.

A l'opposé, le canton de Chevagnes, fief de l'Ordre Etabli sous la II<sup>e</sup> et la III<sup>e</sup> République, ne se trouve pas, loin de là, sur un terrain primaire. On pourrait dire la même chose pour les villes de Moulins et de Vichy, construites sur des alluvions quaternaires.

En ce qui concerne le Mouvement, cela « cadre » mieux. Sans parler du bastion « sud-ouest », qui viendra contredire toutes les hypothèses dans ce sens, constatons que les bastions « est », « nord-nord-ouest » et « centre-sud » sont situés à peu près en totalité sur des terrains secondaires, tertiaires ou quaternaires.

Une autre constatation d'André Siegfried était relative aux régions naturelles. Il s'était aperçu que la montagne votait de préférence à droite et la plaine à gauche, une explication étant que sur les populations des « hauts pays » les influences du dehors ne pénétraient guère alors que les vallées et à plus forte raison les plaines facilitaient la circulation des hommes et des idées.

(4) Les cartes N°s 25 et 26 ont été établies d'après les planches de la thèse de M. Raymond Rudier, « *La vie rurale en Bourbonnais* » (voir biblio.).

CARTE N° 25

## GEOLOGIE



CARTE N° 26

## REGIONS NATURELLES





La carte N° 26, relative aux régions naturelles de l'Allier, nous montre deux parties montagneuses, une seule d'ailleurs pouvant être, du fait de certaines altitudes (entre 600 et 1.200 mètres), appelée un « haut pays », au sens où l'entendait André Siegfried pour une partie de l'Ardèche. Il s'agit de la Montagne Bourbonnaise. L'autre partie est composée de plateaux et coteaux, entre 400 et 600 mètres, dans toute la zone sud-ouest du département et correspond aux terrains primitifs et primaires déjà cités. Il n'y a pas à revenir sur les observations faites en ce qui concerne ces deux régions.

Le Mouvement a eu des bastions aussi bien dans la plaine de Sologne Bourbonnaise que sur les collines du nord-ouest et dans les vallées de l'est (Loire) ou du centre (Allier et Sioule).

*A contrario*, comme précédemment pour les facteurs géologiques, il faut constater que Chevagnes, Moulins et Vichy se trouvent dans la plaine, ces deux dernières villes étant placées sur d'importantes voies de communication, tant ferroviaires que routières. Il faut donc admettre que pour ces centres de l'Ordre Etabli d'autres facteurs ont joué pour entraver ou annuler les influences géographiques.

## II. — LES CAUSES TENANT AU SOUS-SOL ET A L'INDUSTRIALISATION.

Elles ont été pour partie naturelles, pour partie humaines. Montluçon naquit à la vie industrielle aussi bien par sa situation entre les charbonnages de Commentry et les minerais ferreux du Berry, son emplacement sur le Cher que par ses possibilités d'hébergement d'une population ouvrière. Il n'est pas besoin de citer à nouveau toutes les mines de houille portées sur la carte N° 1 : Commentry, Bézenet, Montvicq, Nérès, Deneuille-les-Mines, Noyant, Buxières, Saint-Hilaire...

Cette région minière a été essentiellement l'ouest et le sud-ouest du département, d'où la localisation dans cette zone de l'industrie et par suite l'existence d'un terrain privilégié pour les idées du Mouvement.

Ainsi s'explique la transformation sous le Second Empire de cette partie de l'Allier acquise jusque-là à l'Ordre Etabli et le renversement de cette tendance première conforme à son assise géologique.

Plus au nord, les chênes de la forêt de Tronçais, ressource naturelle utilisée de différentes façons et en particulier par les forges qui y étaient installées, ont été pour beaucoup dans la propagation des idées du Mouvement par les bûcherons et les ouvriers métallurgistes qui y travaillaient.

Les conservateurs le savaient bien lorsqu'ils se plaignaient dans *Le Mémorial*, après les élections de 1885, que les « habitants du Bourbonnais (aient) vu leurs votes annulés par une majorité d'ouvriers nomades étrangers au pays ». En enlevant tout ce qu'il y a d'excessif dans cette affirmation, notamment que des ouvriers « nomades » auraient pu être inscrits sur des listes électorales, il n'en reste pas moins vrai que la population ouvrière installée dans la partie

ouest du département à la suite de l'industrialisation a joué un rôle considérable dans la naissance, puis la persistance du Mouvement et son élargissement territorial à toute cette partie.

La fermeture successive des différentes mines aurait dû provoquer une évolution inverse, c'est-à-dire, du fait de la diminution de la population ouvrière, un décrochage en territoire ou en intensité du Mouvement. Mais, outre que des industries de remplacement vinrent s'installer et maintinrent, surtout dans les agglomérations de Montluçon et Commentry, cette prédominance de la population ouvrière, il se produisit dans les communes ou contrées, autrefois minières, devenues à nouveau agricoles, le phénomène du vote « coutumier », individuel puis familial. De père en fils, on avait l'habitude de voter pour les candidats du Mouvement et l'on continuait.

### III. — CAUSES TENANT A LA RÉPARTITION DE LA PROPRIÉTÉ FONCIÈRE ET AU MODE D'EXPLOITATION DANS L'AGRICULTURE.

Dans son « Tableau Politique de la France de l'Ouest », André Siegfried a noté les rapports de causalité existant à cette époque, donc avant 1914, entre les dimensions de la propriété foncière et les tendances électorales (5).

Les pays de grande propriété, qu'il appelait « pays de structure féodale », comme les Bocages vendéen, manceau et angevin, tendaient, expliquait-il, « à façonner des sociétés hiérarchiques où les classes non possédantes (étaient) dépendantes de celles qui posséd(ai)ent ». A son avis « la démocratie ne (pouvait) guère... naître ou se développer dans un semblable milieu, et, si elle y réussissait, ce n'était qu'à titre d'exception ou par une sorte de révolte qui ne se fait ni sans difficulté, ni sans lutte » (5). Telle était l'origine, à ses yeux, de la tendance de droite et plus spécialement royaliste de ces régions. Il ajoutait qu'il ne fallait « jamais négliger » deux facteurs supplémentaires : le régime de l'exploitation (écrivant, à ce sujet, que le métayage était le « régime d'exploitation qui provoque le plus la dépendance sociale et politique de l'exploitant ») et la résidence des grands propriétaires (l'autorité de ceux-ci diminuant quand ils ne résident pas).

A l'opposé, les pays de petite propriété, comme la Plaine, le Val de Loire, certaines régions de vignobles, représentaient pour André Siegfried des « pays de structure démocratique », du moins, précisait-il, « quand ils ne sont pas cléricaux ». Les gens s'y montrent alors « égalitaires, jaloux du noble et généralement anticléricaux » (6). Toutefois, pour ces électeurs des pays de petite propriété, André Siegfried avait noté leur hostilité à toute nouvelle révolution et une « évolution vers une sorte de conservatisme social qui, au reste, souvent s'ignore » (6).

(5) « Tableau politique de la France de l'Ouest » (op. cit.), pp. 374 et ss.

(6) « Tableau politique de la France de l'Ouest » (op. cit.), pp. 372 et ss.

Bien qu'il estimât difficile sinon impossible de « provoquer une transformation » du milieu semi-féodal des pays de grande propriété (« il y faudrait une destruction complète de la grande propriété, en même temps qu'une révolte générale contre le pouvoir électoral du prêtre »), il avait, dès cette époque, entrevu dans certaines régions de l'Ouest des mouvements d'opinions et prévu des évolutions en opposition avec l'ambiance créée par le régime de grande propriété.

Pour l'Allier, il a été indiqué qu'il s'agissait dans l'ensemble d'un département « d'assez grande propriété », mais il convient de situer les zones de plus grande propriété et les zones de plus petite, ou de moins grande propriété.

Un ouvrage publié en 1908-1909 par le Ministère de l'Agriculture a distingué à ce point de vue quatre régions agricoles que nous représentons sur la carte N° 27 ci-annexée :

1° La partie sud ou montagneuse du département, touchant aux limites du Puy-de-Dôme où la petite propriété est évaluée à 0 à 10 hectares, la moyenne de 10 à 30 hectares et la grande au-dessus de 30 hectares ;

2° La Basse-Limagne, entre Allier et Sioule, où la petite propriété est évaluée de 0 à 8 hectares, la moyenne de 8 à 25, mais où la grande propriété, supérieure à 25 hectares, atteint quelquefois 100 hectares ;

3° La région « moyenne et basse », soit toute la partie nord du département, où la petite propriété va jusqu'à 10 hectares, la moyenne jusqu'à 40, la grande allant de 40 à 200 hectares. Ces chiffres doivent être majorés pour l'arrondissement de Moulins. En effet, dans cet arrondissement, les propriétés de 20 à 25 hectares sont fréquemment considérées comme petites et celles de 120 à 140 hectares comme moyennes. De plus, sur 1.000 hectares, la répartition serait la suivante : 900 à la grande propriété, donc 90 % ; 60 à la moyenne, donc 6 % ; 40 à la petite, donc 4 % ;

4° Les vignobles. Il s'agit là, en fait, de plusieurs zones, les trois plus importantes étant celles de Saint-Pourçain-Chantelle, de Vichy-Cusset et de Domerat-Huriel. La petite propriété y est inférieure à 4 hectares, la moyenne va de 4 à 10 hectares, la grande est supérieure à 10 hectares.

Bien que l'étude précitée, qui a pour titre « La petite propriété rurale en France - Enquêtes monographiques » (7) ait noté une progression en nombre et une augmentation en contenance de la petite propriété dans les quatre régions et que cette évolution se soit poursuivie entre 1909 et 1939, on peut dire que cette division du département correspond sensiblement à la situation de la propriété rurale dans l'Allier sous la III<sup>e</sup> République. On voit que pour les cinq septièmes nord du département la grande propriété domine.

---

(7) Voir bibliographie.



CARTE N° 27

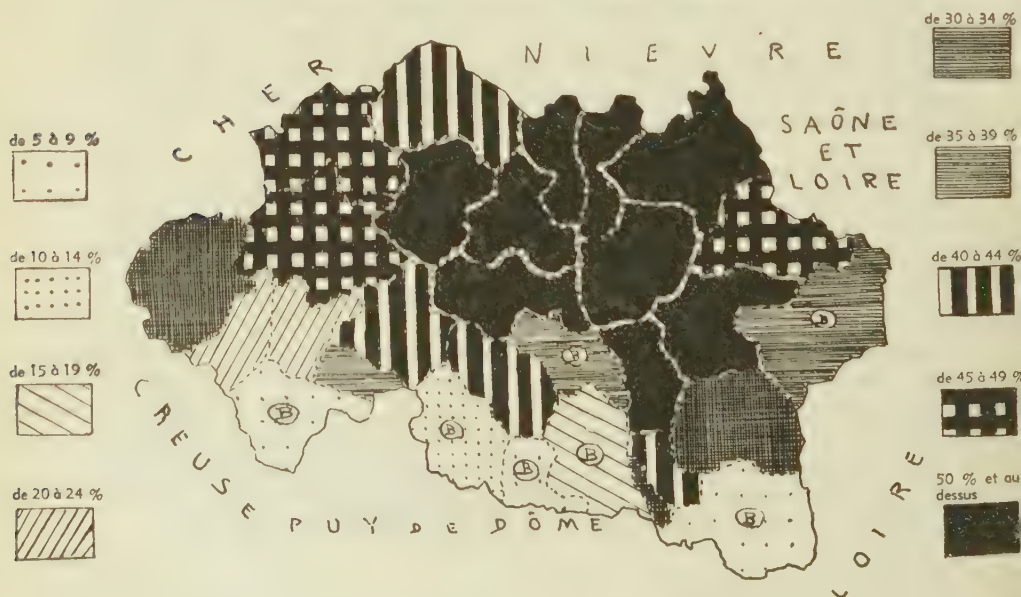
## REGIONS AGRICOLES SELON LA REPARTITION DE LA PROPRIETE



CARTE N° 28

## CARTE DES POURCENTAGES CANTONAUX POUR LE METAYAGE

(Calculés selon les surfaces cultivées en 1892, à l'exception des cantons portant la marque B)



Concernant le régime de l'exploitation et compte tenu des précisions déjà apportées au sujet de l'importance du métayage dans l'Allier, une carte N° 28 a été dressée qui permet de distinguer les régions de fort métayage des autres.

Pour établir cette carte, nous nous sommes servi de la statistique agricole de 1892, la seule fournissant, malgré des absences (de nombreux questionnaires communaux faisant défaut ou ne répondant qu'imparfaitement aux questions posées), des indications suffisamment précises sur les superficies cultivées en métayage, en fermage et en faire valoir direct. C'est en effet en partant des superficies déclarées comme cultivées en métayage qu'ont été calculés les pourcentages et ce par rapport à la surface cultivée de chaque canton, déduction faite toutefois des forêts (forêts de l'Etat évidemment, mais aussi forêts privées). En effet, l'exploitation forestière est une culture très spéciale dans laquelle les expressions de faire valoir direct ou de métayage n'ont pas le même sens que dans les autres cultures.

Pour la plupart des cantons, nous avons trouvé un nombre suffisant de questionnaires communaux consciencieusement remplis et donnant, en les totalisant, une idée assez précise, à quelques centièmes près (d'où la non-indication des pourcentages pour les cantons « majoritaires » en métayage) de la répartition des modes de culture sur leurs territoires.

Il y a eu toutefois huit cantons pour lesquels il n'a pas été possible de retrouver les questionnaires de la plus grande partie, sinon même de la totalité des communes les composant. Il s'agit de Chevagnes, Ebreuil, Escurolles, Gannat, Le Donjon, Le Mayet, Marcollat, Saint-Pourçain.

Pour le premier, Chevagnes, il s'agit d'un canton qui a la réputation bien assise et certainement fondée d'être un des cantons de l'Allier où le métayage est le plus répandu. C'est pourquoi nous l'avons rangé d'office dans les cantons majoritaires en métayage.

Pour les sept autres, à part peut-être, pour une partie ceux du Donjon et de Saint-Pourçain, il s'agit de cantons de petits propriétaires où le métayage, sans être inexistant, ne représente qu'une superficie restreinte. A défaut d'autres éléments statistiques, nous avons été obligé de nous référer aux pourcentages fournis par M. R. Beaudron dans son intéressante étude sur « Les élections et le métayage dans l'Allier » (8), pourcentages qui, en plus de leur date trop récente (1943, quoique la situation n'a pas dû beaucoup évoluer entre 1939 et 1943), présentent le défaut d'avoir été calculés non d'après les superficies cultivées, mais d'après le nombre des exploitants et même de toutes les personnes cultivant une terre. Pour ces cantons marqués de la lettre B (référence à M. Beaudron), il existe certainement un décalage important entre les pourcentages calculés selon les deux procédés, décalage qui peut être de l'ordre de grandeur existant par exemple pour le canton du Montet : 23 % de métayers

---

(8) Voir bibliographie.

parmi les exploitants pour M. Beaudron, 55 % environ pour la surface cultivée en métayage par rapport à la surface totale cultivée selon les chiffres tirés de la statistique de 1892.

En tout cas, même si elle est moins accentuée, la gradation est dans le même sens. C'est dire qu'il existe une « forteresse du métayage », comprenant en plus de neuf cantons majoritaires, dont sept appartiennent à l'arrondissement de Moulins, des « ouvrages avancés » avec des cantons à pourcentage important (Hérisson) quoique non majoritaires en métayage. Les « tours » principales de la forteresse du métayage seraient Jaligny (autour de 70 %), Neuilly et Souvigny (autour de 65 %) et certainement Chevagnes malgré le manque de chiffres.

De cette forteresse et de ses ouvrages avancés, on descend vers les cantons à faible pourcentage en métayage, ces cantons étant, d'ailleurs, à peu près les mêmes que ceux où la petite propriété domine (partie sud, Basse Limagne ou vignobles) ainsi que le montre la carte N° 27. On constate aussi que les cantons à faible métayage sont ceux où le faire valoir directe domine (Commentry, 59 % : Montluçon-Ouest, 51 %), alors que dans certains cantons à fort pourcentage en métayage le faire valoir direct est réduit à sa plus simple expression : Neuilly, 8 % : Souvigny, 10 % : Hérisson et Moulins-Est, 11 %.

Ainsi, dans l'ensemble, les zones de grande propriété et de fort métayage se superposent, soit toute la partie nord du département au-dessus d'une ligne tracée d'Huriel à Lapalisse, avec l'arrondissement de Moulins comme donjon de cette forteresse. De même, sont sensiblement identiques les zones de petite propriété et de faire valoir direct, soit toute la partie sud du département au-dessous de la même ligne. Cette dernière partie est la moins étendue puisqu'elle ne comprend guère que la Combraille, la vallée de la Sioule et la Montagne Bourbonnaise.

Une comparaison des cartes numéros 27 et 28 avec les cartes précédentes (numéros 21 à 26 notamment) permet les observations suivantes :

#### A. — *Observations concernant la zone de grande propriété et de fort métayage.*

Cette zone a contenu les deux bastions « nord nord-ouest » et « est » du Mouvement. Par l'extension et la jonction de ces deux bastions, constituant alors ce que nous avons appelé « l'auréole rouge » de Moulins, elle a même pris au cours de la III<sup>e</sup> République une coloration étendue et accusée dans le sens du Mouvement.

Mais, nous remarquons aussi la présence d'un bastion de l'Ordre Etabli (« nord nord-est ») au cœur du donjon moulinois, bastion comprenant Chevagnes, les deux cantons de Moulins et, dans une certaine mesure ou portion, les cantons de Souvigny et Neuilly.

Quelles conclusions peut-on tirer de ces observations contradictoires ou plutôt quelles hypothèses peut-on avancer ?



1° La force du Mouvement, dans cette zone de grande propriété et de fort métayage a régulièrement fait basculer vers lui les orientations électorales (9). Depuis une époque très reculée, puisque, dès 1848, la force de cette tendance est visible, les votes se sont portés vers la gauche et l'extrême-gauche.

M. François Goguel et M. Georges Dupeux ont cité le Bourbonnais comme un cas exceptionnel de province où la grande propriété avec fermage ou métayage paraît n'avoir jamais exercé sous la III<sup>e</sup> République l'influence favorable à la Droite constatée dans l'Ouest. Et recherchant les causes de cette anomalie, ils ont énuméré un certain nombre de facteurs contraires : l'absentéisme des grands propriétaires, la rapacité des fermiers généraux, l'existence d'un prolétariat des métayers, la « naissance d'une conscience de classe en milieu agricole... phénomène exceptionnel en France » (10).

Cette énumération, dont tous les termes apparaissent parfaitement justes, mérite d'être précisée et complétée sur certains points.

a) L'absentéisme « moral » des propriétaires, c'est-à-dire le fait de louer l'ensemble de leurs domaines à des fermiers généraux ou d'en confier la gestion à des régisseurs tout en restant sur les terres, a produit le même effet que l'absentéisme réel : diminuer l'autorité des propriétaires non seulement sur leurs exploitants, mais aussi sur la population tout entière du pays. Ces propriétaires se révélaient en effet incapables de gérer leur propre fortune. Comment leur aurait-on confié des charges publiques ?

b) L'anticléricalisme bourbonnais, qui n'existait ni dans le Bocage vendéen, ni dans les Bocages manceau ou angevin, a sapé de bonne heure l'autorité des propriétaires qui voulaient soutenir le prêtre autant que celle du prêtre considéré comme l'allié du château. On ne peut même dire, tant le phénomène est lointain, quelle est la forme d'indépendance qui a préexisté dans la population, celle vis-à-vis des « seigneurs fonciers » selon le terme de Siegfried ou celle vis-à-vis des curés. En tout cas, elles ont joué dans le même sens.

c) La vitalité publique de certains bourgs ou communes, véritables noyaux d'opposition à la domination semi-féodale qui régnait dans la campagne environnante a permis le déclenchement du processus d'émancipation. On peut citer Jaligny, Dompierre, Diou, Lusigny, Bourbon, Lurey... Là où les bourgs n'ont pas donné le signal ou l'ont donné tardivement (Hérisson, Chevagnes...), le glissement au Mouvement a été retardé d'autant.

d) L'infiltration des idées socialistes dans la région de Moulins par l'intermédiaire des centres ouvriers des cantons de Bourbon (Buxières, Saint-Hilaire) et de Souvigny (Noyant) a précipité le glissement à gauche. Les milieux paysans, au contact des syndicalistes de la mine ou de l'usine, se sont habitués à certaines façons de

(9) Pour la Seconde et la Troisième République s'entend.

(10) « *Sociologie Electorale. Esquisse d'un bilan-guide des recherches* » (voir biblio.).

penser, à certains termes, à certaines formes de revendication d'origine ouvrière. Malgré leurs affirmations, sincères chez quelques-uns, d'apolitisme, les fondateurs et dirigeants des « syndicats de cultivateurs » ne faisaient que répandre la semence du marxisme. La région où ces syndicats eurent le plus de succès, qui fut aussi celle, après 1930, des syndicats de « paysans travailleurs » (C.G.P.T.), coïncide presque exactement avec la zone de grande propriété et de fort métayage.

2° La résistance de l'Ordre Etabli a été néanmoins effective et victorieuse en certains endroits de cette région qui, en dépit de tous ces facteurs contraires à une orientation à droite (au sens large), a tellement ressemblé à ces pays des Bocages décrits par André Siegfried (11). D'ailleurs, la région du canton de Chevagnes, située entre Loire et Acolin, a été, depuis longtemps, appelée « La Petite Vendée » (articles de *L'Indépendant de l'Allier* en octobre 1890).

Ce bastion « nord nord-est » de l'Ordre Etabli a été longtemps un bastion conservateur et même, on l'a vu au sujet de l'implantation des partis, royaliste. Longtemps aussi, à défaut de pouvoir faire élire un député conservateur (12), il a désigné des conseillers généraux ou des conseillers d'arrondissement dont la tendance « de droite » était particulièrement nette (cantons de Chevagnes, Moulins-Est, Moulins-Ouest...).

D'autres cantons de la zone de grande propriété et de fort métayage ont élu, parfois à plusieurs reprises au cours de la III<sup>e</sup> République, des conseillers généraux ou des conseillers d'arrondissement de la même tendance : Souvigny, Varennes, Neuilly, Jaligny et surtout Hérisson.

Si l'on descendait au niveau des élections municipales, on s'apercevrait du nombre important des communes de toute cette partie nord du département (régions de Moulins, de Hérisson, de Souvigny, de Neuilly, de Jaligny...) qui ont élu et réélu pendant de longues périodes à la tête de leurs municipalités des grands propriétaires aux opinions nettement conservatrices.

Ainsi, l'exemple de l'Allier ne contredit pas de façon catégorique les observations faites dans l'Ouest de la France par André Siegfried. Bien au contraire, il en renforce la valeur en montrant que le jeu de facteurs propres à d'autres régions, facteurs dont Siegfried avait prévu l'éventualité, risque de modifier et même de renverser le sens des courants de base.

---

(11) En plus de l'expression bourbonnaise « Not' Maître », signalée par Siegfried comme couramment employée dans les Bocages de la France de l'Ouest, il y aurait bien d'autres détails comparables, vestiges du système féodal.

(12) Mais le 30 novembre 1958, le docteur Maridet, indépendant, était élu député de la 1<sup>re</sup> circonscription comprenant Moulins (Ouest et Est), Neuilly, Chevagnes, Dompierre, Jaligny...

B. — *Observations concernant la zone de petite propriété et de faible métayage.*

Cette zone a contenu un fort bastion « sud-ouest » d'Ordre Etabli qui a disparu peu à peu, grignoté par l'évolution montluçonnaise et commentryenne d'origine industrielle et ouvrière, un bastion vichyssois-cussetois d'Ordre Etabli, réduit à une résistance de Vichy devant la naissance et l'extension d'un bastion « sud-est » de Mouvement enfin une région très mobile et surtout très partagée vers la vallée de la Sioule.

Le régime de petite propriété et son mode d'exploitation préférentiel, le faire valoir direct, n'ont vraisemblablement représenté qu'une part des facteurs qui ont provoqué ces mutations et installations de tendances opposées.

Selon André Siegfried, « les régions de petite propriété, du moins quand elles ne sont pas cléricales, se montrent acquises aux principes et à l'œuvre de la Révolution Française » (13). Cette restriction de l'influence cléricale a-t-elle joué, comme il le semble, pour les cantons du Mayet, d'Ebreuil et de Marcillat, considérés comme assez cléricaux ? Dans ces cantons où des majorités d'Ordre Etabli se sont parfois imposées, surtout au début de la III<sup>e</sup> République, lors des élections cantonales (conseillers généraux et conseillers d'arrondissement), l'évolution s'est effectuée assez rapidement par des passages sans transition au radicalisme, puis à un socialisme « modéré ».

Petite propriété et faire valoir direct ont ainsi aidé à la naissance et à la progression d'au moins deux bastions du Mouvement dans le sud du département (bastions « centre-sud » et « sud-est »). Mais, ces petits propriétaires, « hostiles à toute nouvelle révolution », comme l'avait noté André Siegfried, ont donné au Mouvement une teinte très spéciale qui a favorisé le radicalisme et qui a dénaturé le socialisme en provenance des régions industrielles.

IV. — CAUSES TENANT A L'IMPLANTATION DE LA POPULATION ET A SA DENSITÉ.

La zone de grande propriété et de fort métayage est en même temps une région où la population est disséminée, ressemblant encore sur ce point aux Bocages de l'Ouest. Ce disséminement aurait dû avoir « pour résultat de consolider encore la puissance de l'aristocratie foncière », comme le pensait André Siegfried en présence d'une situation analogue (14). En fait, malgré la surveillance des fermiers généraux et des régisseurs, cet isolement a plus préservé l'indépendance de pensée du paysan bourbonnais qu'il ne l'a aliénée. La lecture de « *La vie d'un simple* », de Guillaumin, permet de juger de ce repliement sur soi-même qui a été pour cette classe d'hommes en état de complète dépendance une forme d'autodéfense.

(13) « *Tableau politique de la France de l'Ouest* » (op. cit.), pp. 372 et ss.

(14) « *Tableau Politique de la France de l'Ouest* » (op. cit.), p. 384.



Dans le sud du département, des villages, ressemblant à leurs pareils d'Auvergne, ont permis à une population plus « agglomérée » d'avoir une vie collective, donc de pratiquer la démocratie. Cette implantation a aussi aidé la progression du Mouvement dans les cantons du Sud.

En ce qui concerne la densité de la population et les variations de cette densité, un examen quant aux rapports avec le tempérament politique n'a pas été concluant. Plus exactement, aucune idée directrice n'en a été tirée.

En effet, la population de l'Allier a varié de 57 habitants au kilomètre carré en 1896 à 51 en 1936. Certaines régions, comme l'arrondissement de Gannat, ont plus souffert que d'autres de la dépopulation rurale, mais ces régions étaient auparavant fort peuplées, d'où une sorte d'égalisation. Les zones de petite propriété et de faire valoir direct, donc le sud, ont plus souffert de cette dépopulation que les zones de grande propriété et de métayage, donc le nord, « l'enfant-unique-héritier » ayant caractérisé les premières, les nombreux « enfants-main-d'œuvre » ayant caractérisé les secondes, d'où des taux différents de natalité. Il est possible que, sous cet aspect très indirect, le métayage ait entraîné l'augmentation du prolétariat rural, donc accru la force des masses tournées vers le Mouvement dans ces régions du nord, favorables au métayage.

Il serait plus logique d'opposer population urbaine et population rurale. Mais, même sur ce point, il y a des variations d'une ville à l'autre et d'une campagne à une autre campagne, variations qui empêchent de formuler des conclusions générales valables. Tout au plus, peut-on dire que la population urbaine a été plus sensible que la population rurale à des « modes », portant d'ailleurs plus sur des étiquettes que sur des tendances. C'est ainsi qu'il y eut dans les villes et bourgs une mode « d'avant-garde » par rapport aux campagnes, mode portant sur les étiquettes républicaines, radicales, socialistes... Mais ce même esprit peut jouer dans d'autres directions que celle du Mouvement. Ce sont les villes (Montluçon et Vichy-Cusset) qui votèrent Boulanger aux élections cantonales de 1889 et non les campagnes (comme Le Mayet, où il y eut aussi une candidature du « général »).

#### V. — CAUSES TENANT A LA SOCIOLOGIE RELIGIEUSE ET A L'ANTI-CLÉRICALISME.

Dans la « Géographie électorale de l'Ardèche », comme dans le « Tableau Politique de la France de l'Ouest », André Siegfried, ayant constaté l'influence catholique à la base de tous les succès électoraux de la droite (comprise au sens large), a recherché les conditions sociales et économiques qui augmentaient l'emprise du prêtre sur la population.

En plus des pays de « structure féodale », donc de grands propriétaires fonciers alliés aux prêtres et imposant à la classe dominée l'école confessionnelle et la fréquentation des offices, il voyait aussi cette emprise du prêtre dans le « haut pays », c'est-à-dire la mon-

tagne, du fait de la seule autorité du desservant auprès de ces populations habitant à l'écart des courants du dehors. Il avait aussi formulé des règles résultant de nombreuses constatations : « on est plus catholique sur le primaire que sur le calcaire » et « on est plus catholique dans les zones de population éparse que dans celles où la population est agglomérée ».

CARTE N° 29

## SOCIOLOGIE RELIGIEUSE DE L'ALLIER

(Pourcentage des pascalisants)



M. le Doyen Gabriel Le Bras a cité, dans ses *Etudes de Sociologie Religieuse* (15) quelques chiffres qu'il tenait du tableau dressé par Mgr Megnin. Ces chiffres datent de 1932-1933 et portent sur les « pascalisants », en particulier les hommes (16). Ces chiffres, après application d'un correctif approprié (car ils comprenaient tous les hommes « de plus de 14 ans »), ont servi à l'établissement de la carte de pourcentage N° 29 ci-dessus, les calculs ayant été faits par rapport au nombre d'électeurs inscrits dans les différents cantons. Par suite du défaut de concordance entre cantons et doyenés, de l'absence de certains chiffres (17) et aussi de l'imprécision du correctif employé, cette carte n'a qu'une exactitude assez approximative.

(15) « *Etudes de Sociologie Religieuse* » (voir biblio.), Tome I, pp. 159 et ss.

(16) Par « pascalisants », M. Le Bras entend ceux qui communient chaque année à Pâques.

(17) Nous n'avons pu obtenir de l'évêché de Moulins, malgré une aimable lettre d'introduction de Mgr Megnin, la documentation rassemblée par celui-ci.

Il n'en reste pas moins que les observations suivantes, déjà faites par Mgr Megnin et par M. le Doyen Le Bras, peuvent être précisées et complétées :

a) Deux ilots subsistaient où une forte proportion d'électeurs (de cette époque, c'est-à-dire seulement les hommes adultes), M. Le Bras dit même la majorité des électeurs étaient restés fidèles aux pratiques religieuses : d'une part le canton du Mayet, c'est-à-dire la Montagne Bourbonnaise, d'autre part le canton de Marcillat, c'est-à-dire la Combraille Bourbonnaise. Pour notre part, nous avons évalué le pourcentage d'hommes pascalisants entre 40 et 44 % des électeurs inscrits.

b) Deux doyennés, représentant en fait la plus grande partie des cantons de Chevagnes et de Montmarault, avaient une proportion de 15 à 19 % de pascalisants. La ville de Moulins avait le même pourcentage.

c) Treize cantons étaient particulièrement areligieux et avaient moins de 5 % d'hommes pascalisants. Parmi ces cantons, il faut faire une distinction : sept cantons, ceux d'Ebreuil, Gannat, Escurolles, Vichy, Cusset, Varennes et Saint-Pourçain, formant un bloc centre-sud, possèdent des noyaux urbains de plus grande pratique au milieu de campagnes fort peu religieuses, ces noyaux étant les bourgs et communes d'Ebreuil, Brout-Vernet, Saint-Germain-des-Fossés, Billy, Saint-Pourçain, Contigny et l'agglomération de Vichy-Cusset. Les plus proches du sud ressentaient certainement l'influence du Puy-de-Dôme, département assez religieux (Ebreuil...). Les six autres cantons, formant deux blocs, au nord-ouest et à l'ouest, sont ceux de Lurey, Cérilly, Huriel (pour ces trois cantons, selon les statistiques, il y avait seulement 114 pascalisants hommes sur 19.945 habitants ou d'après une autre comptabilisation, 1 homme sur 120 personnes pascalisant en 1932 (18), Montluçon-Ouest et Est (les campagnes, car la ville était moins areligieuse) et Commentry. A part Commentry, transformé par l'industrialisation, ces cantons du nord-ouest et de l'ouest feraient partie de la zone déchristianisée beaucoup plus vaste puisqu'elle a pour capitale Limoges et comprend la Haute-Vienne, la Creuse, un morceau de la Nièvre et ce coin de l'Allier. M. le Doyen Le Bras appelle cette zone le « couloir d'infidélité ».

d) Tous les autres cantons, au nombre de douze, formant un bloc allongé de l'ouest à l'est par le centre du département, ont de 5 à 10 % d'électeurs pascalisants.

Notons l'application à l'Allier de la formule fournie à M. le Doyen Le Bras par un chanoine de Tours : « Le vigneron n'a pas besoin de Dieu » (19). En effet, à part les bourgs mêmes de Saint-Pourçain et de Contigny, les trois vignobles de l'Allier se trouvent dans des zones non pratiquantes.

(18) « *Etudes de Sociologie Religieuse* » (op. cit.), Tome I, p. 290, note 3.

(19) « *Etudes de Sociologie Religieuse* » (op. cit.), Tome I, p. 17, note 4.



Des renseignements portant sur d'autres points que la pratique religieuse pure permettent de mieux situer les localisations religieuses existant dans l'Allier sous la III<sup>e</sup> République.

Ces renseignements confirment d'abord la solidité religieuse des cantons du Mayet et de Marcillat. La première lettre pastorale de Mgr Dubourg, en 1893, parlait de la région montagneuse du Bourbonnais « où les pratiques religieuses et les mœurs patriarcales se sont maintenues dans leur intégralité », ce qui lui faisait ajouter : « Ces populations nous rappellent notre chère Bretagne ! ». Il s'agit évidemment de la Montagne Bourbonnaise. En mai 1897, à la suite d'attaques de *L'Indépendant*, un homme politique local, Drifford, répondait qu'au Mayet tous les républicains envoyaient leurs enfants à l'école libre. Par ailleurs, le canton de Marcillat était cité en exemple, en 1894, par l'organe de l'évêché, *La Semaine Religieuse*, pour sa « fidélité aux principes chrétiens ».

D'autre part, les indications concernant les écoles libres catholiques montrent l'existence d'un champ d'action beaucoup plus vaste que ces deux cantons. Dans un article, paru au *Progrès Social* des 4 et 5 juin 1909, Hugon (20), radical et farouche anticlérical, donnait comme cantons favorables aux écoles libres ceux du Mayet, de Cusset et le sud de celui de Lapalisse « régions montagneuses où l'on fréquente assez régulièrement les cérémonies religieuses ». Il ajoutait que les arrondissements de Moulins, Lapalisse et Montluçon étaient très portés sur les écoles religieuses, le premier étant en tête dans ce domaine. Par contre, l'arrondissement de Gannat était, à son avis, « le moins contaminé », et il expliquait cette situation par le fait qu'il s'agissait d'une région de « petits propriétaires indépendants ». L'inspecteur d'Académie, dans un rapport de 1910 (21) confirmait que l'arrondissement de Moulins venait en tête avec 59 écoles libres, suivi de Lapalisse, Montluçon et Gannat, avec respectivement 43, 34 et 25 écoles libres. Le canton d'Hérisson y était noté comme une région où l'enseignement privé se maintenait solidement. Il est vrai que dans ce canton, comme dans toute la partie nord du département, l'implantation des écoles religieuses était liée aux subsides des propriétaires terriens, châtelains locaux, ce qui en faisait une conséquence de la grande propriété plus qu'une résultante de la foi religieuse.

Compte tenu de ce que la non-observance et la fréquentation de l'école laïque ne signifient pas a religion totale (22), il est possible de comparer la localisation de l'influence de l'Eglise catholique avec les bastions de tendances générales.

Il est ainsi dans l'ordre des choses que Chevagnes, par ailleurs « pays de structure féodale » et les deux cantons de Moulins aient mieux résisté que les autres cantons de la zone de grande propriété et de fort métayage au glissement vers le Mouvement. On comprend

(20) Voir l'index biographique.

(21) Journal *Le Progrès Social*, 14 septembre 1910.

(22) Le conformisme est de règle même dans les régions les moins pratiquantes de l'Allier. M. le Doyen Le Bras oppose l'Allier « activement conformiste » à la Marche et au Limousin.

aussi les votes « à droite », au sens large, pendant une grande partie de la III<sup>e</sup> République, du canton d'Hérisson, pour lequel, comme pour Chevagnes, le caractère « semi-féodal » était assez accentué.

Dans les deux cantons religieux de Marcillat et du Mayet, l'influence « Ordre Etabli » de l'Eglise a contrebalancé l'influence « Mouvement » de la petite propriété. Mais alors que Marcillat mettait très longtemps pour virer au Mouvement (pas avant 1931), Le Mayet, pays plus bouillant et peut-être plus cabochard, accordait sa pratique religieuse avec des opinions fort à gauche, radicales à partir de 1889 pour la députation et de 1898 pour les cantonales, prêt à embrasser le socialisme en 1931-1937.

Pour les cantons les plus déchristianisés, il faut noter que le bastion « nord - nord-ouest » du Mouvement se trouve dans le « couloir d'infidélité », que le bastion « sud-ouest » lui fait suite, avec toutefois la percée vers Commentry dans une région plus religieuse, et que le bastion « centre-sud », remarqué pour la III<sup>e</sup> République, représente à peu près le bloc de cantons en blanc au bas de la carte N° 29, c'est-à-dire essentiellement l'arrondissement de Gannat, pauvre en écoles libres. Il ne reste que le bastion « est » du Mouvement qui ne coïncide pas avec une zone non pratiquante.

La carte de l'anticléricalisme, si une telle carte pouvait être dressée utilement, ne concorderait pas du tout avec un négatif de la carte de pratique religieuse. C'est même dans des centres assez fortement religieux, à Saint-Pourçain et à Moulins notamment, que se manifesta à ses débuts, c'est-à-dire dès 1880, la Libre Pensée.

Sans doute, les bastions les plus anciens du Mouvement avaient un renom d'anticléricalisme. Le docteur Cornillon a écrit qu'au moment de la vente des biens nationaux, « la population du Donjon s'était précipitée avec entrain sur les objets affectés au culte et à ses ministres... s'imaginant qu'en les transformant et les appropriant aux usages vulgaires de la vie, elle empêcherait le culte catholique de renaître de ses cendres ». Et il donnait comme origine de cette attitude « le fait qu'après la Révocation de l'Edit de Nantes, plusieurs familles protestantes vinrent se réfugier pour se soustraire aux persécutions... En s'alliant, dans la suite, avec les familles du pays qui leur avaient donné asile, elles perdirent insensiblement leurs croyances primitives, mais les descendants conservèrent au fond de leur cœur la haine de la religion catholique » (23). Peut-être sommes-nous ici en présence de l'explication historique des origines du Mouvement dans ce canton du Donjon, un des leaders du bastion « est » de cette tendance ?

De même, dans le bastion « nord - nord-ouest » du Mouvement, Cérilly avait été, sous la période révolutionnaire, un canton champion de l'anticléricalisme, puisque les officiers municipaux du chef-lieu avaient exprimé, le 29 floréal, an II, la satisfaction de la population d'avoir vu disparaître les prêtres (24).

(23) J. Cornillon, « *Vente des biens nationaux* » (voir biblio. T. I, pp. 71 et ss.).

(24) Louis Biernawski, « *Un département...* » (op. cit.), pp. 378 et ss.

Mais, sous la III<sup>e</sup> République, cet anticléricalisme s'était bien atténué. Au Donjon, les processions furent autorisées jusqu'en 1905 et encore, ce fut à la suite d'incidents provoqués par les catholiques (un cycliste qui n'avait pas voulu stopper devant une procession, avait été molesté par les fidèles) que Gacon fut obligé de prendre un arrêté d'interdiction. Dans le canton de Cérilly, les processions furent autorisées au chef-lieu jusqu'en 1925 et ce fut surtout les communes de la bordure nord et ouest, vers le Cher, Valigny, Ainay, qui étaient soumises à l'influence de la Libre Pensée de Saint-Amand. Si le canton de Bourbon fut assez fortement remué par les luttes religieuses (sociétés laïques ou de Libre Pensée, enterrements civils, expulsions de curés, bris de croix...), ce passé n'empêchait par Mgr Megnin, en 1932-1933, de le considérer comme « activement conformiste ». Or, Bourbon est, coutumièrement dans l'Allier, un « haut lieu » du Mouvement.

Pour le bastion « sud-ouest » du Mouvement et même tout l'arrondissement de Montluçon, il est intéressant de noter que malgré des crises d'anticléricalisme assez passagères, cet arrondissement fut naturellement porté aux questions ouvrières et sociales plus qu'aux problèmes culturels. De 1902 à 1905, tous les Conseils d'arrondissement de l'Allier votaient motions et adresses en faveur de la Séparation, à l'exception de celui de Montluçon qui, lui, protestait contre « les crimes commis sur les grévistes » (1904-1905).

En résumé, il y eut des concordances, mais pas de juxtaposition absolue entre la localisation de l'anticléricalisme et celle du Mouvement. Il y eut des concordances plus nettes entre la localisation de la pratique religieuse et celle de l'Ordre Etabli. Mais la religion, tout en jouant le rôle de « frein pondérateur », n'a nullement empêché l'influence du Mouvement dans ses centres les plus pratiquants.





*CONCLUSION*

---

PSYCHOLOGIE POLITIQUE  
DU BOURBONNAIS

---





Le docteur Cornillon raconte, dans un de ses ouvrages d'histoire locale (1), que lors de la venue de la Duchesse d'Angoulême à Vichy, en juillet 1830, celle-ci, au cours d'un dîner, avait approuvé la déclaration d'un colonel Clément, de la 8<sup>e</sup> Légion de Gendarmerie, comme quoi le Bourbonnais n'était composé « que de révolutionnaires » (1).

Malgré plus de cent trente années passées depuis et combien de changements de régime, cette réputation est demeurée vivace dans les cercles politiques parisiens. Il est vrai que certains bourbonnais, issus de milieux de droite ou extrême-droite, ont, après des échecs électoraux, accentué la coloration sombre du tableau.

A notre avis, l'Allier n'est pas un pays révolutionnaire, mais plutôt un pays de « réformistes catégoriques ». Il s'agit de gens à principes, qui une fois adoptés ces principes, comprennent assez mal qu'on n'essaye pas de les appliquer, au besoin en les adaptant à une situation de fait. Cette attitude d'esprit comporte deux pôles d'attirance : un idéalisme scrupuleux et maintenu, un réalisme méthodique et presque méticuleux.

Cet idéalisme ressemble-t-il à « une forme de messianisme dont le tempérament bourbonnais porte parmi les couches populaires une empreinte... » selon les termes employés par M. Georges Rougeron dans un article sur « Le Socialisme dans l'Allier » (2).

Il ne faudrait pas l'assimiler à une expression de mysticisme religieux, ce dont nos compatriotes semblent assez dépourvus. Non pas qu'ils soient foncièrement incrédules ! Leur attitude distante des pratiques religieuses et leurs réflexes anticléricaux furent surtout provoqués par l'intervention, à leurs yeux abusive, de l'Eglise dans le domaine politique et aussi par une certaine indépendance naturelle, se refusant à la subordination, prêts au contraire à donner librement ce qu'ils n'acceptent pas de la contrainte morale.

Au demeurant, l'esprit bourbonnais paraît peu porté à ces expressions religieuses que sont la prière et la dévotion, attitudes qui échappent à la compréhension populaire et lui semblent contraires à la réserve respectueuse qui est sa contenance normale sur le plan religieux aussi bien que sur le plan humain. La première conséquence de la foi lui semble être une morale, un idéal de vie, une façon de se comporter envers les autres, tout le reste devant lui revenir par surcroît... Et cette confiance sage et mesurée est aussi estimable en sa pudeur réticente, « la pudeur du cœur », mais inébranlable, d'où le « conformisme actif » noté, que certaines pratiques tout extériorisées d'autres régions de France dites pieuses !

La morale de vie, qu'elle soit restée à fondement religieux ou qu'elle soit basée sur un raisonnement purement laïque, est poursui-

---

(1) « Le département de l'Allier en 1830 » (voir biblio.), p. 23.

(2) Revue *Positions*, novembre 1959 (voir biblio.).

vie par les habitants de l'Allier dans le domaine politique, où elle prend une teinte de religiosité qui justifie le mot de « messianisme » de M. Rougeron.

Elle se développe tout spécialement autour de trois sentiments pour lesquels l'esprit et le « cœur » bourbonnais sont sensibilisés à l'extrême.

Le premier sentiment est « l'amour de l'égalité », noté par M. Louis Biernawski dans son ouvrage, cité à plusieurs reprises, « *Un département sous la Révolution Française* ».

Le second sentiment est le désir de justice, par suite la haine de l'injustice et des injustices.

Il est évident que ces deux sentiments ont facilement pris un aspect revendicatif ; mais, dès qu'il s'agit de la réalisation des revendications, cet aspect laisse la place aux principes purs qui lui ont donné naissance et à une application raisonnée de ces principes. On ne triche pas avec eux.

Le troisième sentiment est un humanitarisme universaliste qui fait du bourbonnais un pacifique et un pacifiste, ennemi de la guerre et des expéditions coloniales, partisan des institutions supranationales, allant souvent jusqu'à l'internationalisme le plus ardent.

Comment les bourbonnais expriment-ils ces sentiments ? Comment essayent-ils de réaliser les réformes qui sont les résultats de leur idéal ou de leurs revendications ? La réponse est non moins nette : il s'agit d'une population démocrate, pourvue d'un solide sens de ses droits et devoirs civiques, assez portée à l'électoratisme, au bon comme au mauvais côté, respectueuse du suffrage universel. On remarque partout le penchant à la démocratie, dans les assemblées locales et dans les groupements d'associations ou de partis, au point que les formations les plus monolithiques et autoritaires ont été largement influencées et parfois bouleversées par ces habitudes d'esprit et de vie.

Amour de l'égalité, de la justice, de l'humanité, respect de la liberté et de la dignité individuelles, ces sentiments profonds excluent en toute logique la légèreté de caractère, l'inconstance, le manque de persévérance, tous défauts dont on a chargé, à l'occasion, les Bourbonnais.

Si l'on pouvait soupeser l'esprit bourbonnais avec ses qualités et ses défauts, on trouverait, bien sûr, quelques onces de ce goût du bavardage et des discussions stériles, de cette prédisposition à la médisance et aux rivalités de personnes, de cet excès d'individualisme qui ont toujours formé le fond du caractère gaulois, le bourbonnais étant surtout un gaulois, alors que son voisin, l'auvergnat, est un ligure.

Mais ce que l'on prend souvent pour de la légèreté nous paraît être en réalité, sous des apparences dues à un caractère courtois, à une politesse naturelle et à un esprit tolérant, respectueux de toutes opinions, même adverses, une profonde suite dans les idées et même une obstination entêtée.

Un éminent bourbonnais, M. Antonin Besson, qui était encore il y a peu d'années procureur général près de la Cour de Cassation,

grand juriste, « père » du Code de procédure pénale, maire de Billy par surcroît, a, mieux que tout autre, su trouver les mots pour expliquer cette attitude à la fois réservée et réfléchie, mais inflexible dans la poursuite de son idéal qui caractérise l'esprit bourbonnais.

Ce grand magistrat, ardent défenseur des grands principes du Droit, était, mieux que tout autre, qualifié pour parler de ses compatriotes.

Le 18 février 1956, à l'occasion du « gala du Millénaire », qui réunissait les membres des sociétés de bourbonnais de Paris, il prononçait un discours dont nous nous permettons de citer cet important passage :

« Nous sommes bien plus près de l'esprit de fronde que de l'esprit de soumission.

« Sans êtres rebelles à la discipline, nous supportons mal les chaînes du conformisme.

« Lors même que les bourbonnais donnent l'impression de la soumission, celle-ci se borne à une obéissance passive et elle n'implique aucune approbation de leur part.

« Tels sont, à mon sens, les traits dominants du caractère bourbonnais.

« Est-ce à dire que ces caractéristiques ne souffrent pas d'exceptions ?

« Je n'entends pas tomber dans le travers du célèbre anglais qui, débarqué à Paris, vit une femme rousse et en conclut que toutes les Françaises étaient rousses.

« Les remarques qu'on peut faire dans ce domaine ne peuvent être qu'imprégnées d'humilité — même lorsqu'on est animé du souci de regarder derrière les façades — car toute opinion, dès qu'elle revêt une forme abstraite risque d'être démentie par des observations fondées sur des cas concrets.

« Il n'y a pas plus de prototype du bourbonnais qu'il n'y a de prototype du Français. Qu'il y ait des bourbonnais dociles, disciplinés, obéissants, malléables et souples ! C'est certain et c'est heureux, car cela permet aux indociles, aux indisciplinés, aux frondeurs et aux rétifs de donner libre cours à leur nature rebelle. « Sinon, la société, abandonnée à ces derniers ne connaîtrait plus que les lois de la jungle.

« Qu'il y ait aussi des bourbonnais traditionnalistes, cela ne saurait non plus faire de doute. Mais ce traditionnalisme a ses degrés. S'il en est qui ont un culte chagrin du passé, nombreux sont ceux dont la fidélité est plus nuancée. C'est même la meilleure manière, à mon sens, d'en garder la flamme. »

« Si le passé est inséparable du présent, il n'a de sens que si nous l'assimilons et le mettons à notre portée. Et pour que ce passé ne soit pas un boulet à traîner, il faut l'affronter avec ce tour d'esprit qui est la marque du non-conformisme.



« Telle est bien la tendance majeure du caractère bourbonnais, « même lorsqu'elle se fait timide et discrète.

« Faut-il s'en réjouir ? Faut-il s'en plaindre ? La réponse à « donner dépend de vos propres affinités.

« En tout cas, c'est assurément un signe de jeunesse et par « voie de conséquence un signe de santé. »

Nous aurons à cœur de ne rien ajouter...

## INDEX BIOGRAPHIQUE

- AUBEL Louis (1870-1917).** — Docteur en médecine à Nérès-les-Bains, maire de cette ville, conseiller général républicain progressiste du canton de Montluçon-Est de 1901 à 1907, non réélu (1).
- AUJAME Pierre-François (1834-1902).** — Négociant et industriel à Commeny, maire de cette ville de 1877 à 1881 et de 1884 à 1888, conseiller général du canton de Commeny de 1871 à 1889 et de 1895 à 1901, élu député au scrutin de liste en 1885, non représenté en 1889, spécialiste à la Chambre des questions fiscales. siégea à l'Union des Gauches, tendance progressiste.
- AURELLE DE PALADINES Louis-Jean-Baptiste, marquis d' (1804-1877).** — Sorti de Saint-Cyr sans avoir obtenu aucun grade à cause de son insubordination, s'engagea comme simple soldat et franchit tous les grades de la hiérarchie militaire, lieutenant-colonel en 1847, coopéra comme colonel à l'expédition de Rome ; se fit remarquer au 2 décembre par l'ardeur de son adhésion au Coup d'Etat, nommé peu après général de brigade, prit part à la guerre de Crimée et fut fait général de division à la suite de la victoire d'Inkermann, nommé ensuite à Marseille ; rappelé à l'activité à la déclaration de guerre de 1870, se vit confier le commandement de la 1<sup>re</sup> Armée de la Loire par la délégation de Tours ; après la victoire de Coulmiers ne profita pas de son succès et laissa reprendre Orléans, battant en retraite malgré les instructions de la « délégation » qui dut se replier en toute hâte sur Bordeaux et nomma une commission d'enquête pour examiner sa conduite ; donna alors sa démission ; nommé par Thiers commandant de la Garde Nationale de la Seine le 3 mars 1871, ce qui fut interprété comme un acte de provocation à l'égard de la population parisienne et à l'origine de la Commune ; chargé du commandement de la 14<sup>e</sup> Division, puis du 18<sup>e</sup> Corps d'Armée à Bordeaux ; représentant de l'Allier de 1871 à 1875 ; inscrit au groupe de la Droite modérée, vota contre la Constitution de 1875 ; élu sénateur inamovible par l'Assemblée Nationale, était à sa mort un des trois questeurs de la Chambre Haute.
- BARBIER Jean (né en 1892).** — Instituteur puis professeur d'Ecole Normale, directeur de l'E.P.S. de Vichy, militant socialiste S.F.I.O., élu député de Lapalisse en 1936, démissionnaire quelques mois après son élection.
- BAUDON Jean-Baptiste (1869-1956).** — Docteur en médecine à Lapalisse, militant radical-socialiste, maire de cette ville de 1907 à 1919, député de la circonscription de 1914 à 1919, maire de Châtelmontagne en 1939 (2).

---

(1) M. Georges Rougeron, « *Le Conseil Général* », T. II.

(2) M. Georges Rougeron, « *Les Consultations Politiques dans le Département de l'Allier* », biblio.

- BAUDRON Joseph (1875-1938). — Entrepreneur de travaux publics, militant radical-socialiste, maire d'Yzeure de 1920 à sa mort, conseiller général à partir de 1931.
- BEAUMONT Jean (1870-1966). — Vétérinaire à Commentry ; sénateur de 1920 à 1940, membre de la Commission de l'Agriculture dont il fut le secrétaire en 1926 et le vice-président en 1935 ; président-fondateur du Comité Parlementaire de l'Elevage et du périodique « *L'Elevage Français* » ; rapporteur de plusieurs propositions de loi (salubrité des viandes, réforme des marchés...) ; malgré une naturelle modération d'esprit conçu des projets audacieux pour l'époque, soumettant en 1923 au Président du Conseil de l'époque un véritable projet d'Office du Blé sans le titre (l'Etat seul acheteur, importateur, répartiteur), préconisant dès 1921 l'installation d'abattoirs frigorifiques en province, auteur en janvier 1935 d'une proposition de loi adoptée par le Parlement (loi du 5 avril 1935) et s'élevant dans la présentation de ce texte contre « l'écart scandaleux entre les prix à la production et les prix à la consommation » et contre les « parasites qui surchargent inutilement le marché de la viande » (3) ; bien que foncièrement apolitique donna son adhésion au parti radical-socialiste.
- BESSON Roger (né en 1888). — Propriétaire agriculteur à Saint-Gérand-le-Puy, maire de cette commune à partir de 1919 ; militant radical-socialiste, puis républicain socialiste, U.S.R. et enfin socialiste S.F.I.O. après la Libération ; conseiller général du canton de Varennes de 1931 à 1940 et depuis 1951 ; élu sénateur en 1962.
- BIGNON Louis-Eugène (1852-1912). — Propriétaire et agriculteur à The-neuille ; maire de cette commune, conseiller d'arrondissement puis conseiller général républicain modéré du canton de Cérilly de 1890 à sa mort ; président du Comice Agricole de Montluçon.
- BLETTERIE Jean-Baptiste (1849-1906). — Propriétaire du château de Bellefaix à Saint-Christophe ; maire de cette commune ; militant radical-socialiste ; conseiller général du canton de Lapalisse de 1886 à sa mort, secrétaire de l'assemblée départementale ; historien local (Les monuments mégalithiques de l'Allier) (4).
- BOISSIER Michel (1834-1921). — Notaire à Nérès, militant radical ; alternativement conseiller municipal, adjoint au maire ou maire de cette ville ; conseiller d'arrondissement du canton de Montluçon-Ouest de 1871 à 1886 ; conseiller général du même canton de 1886 à 1892 ; sénateur de 1903 à 1912, intervint au Sénat pour la suppression des fêtes catholiques et leur remplacement par des fêtes républicaines (1904).
- BRIZON Pierre (1878-1923). — Professeur d'Ecole Normale Primaire, puis d'Ecole Professionnelle, muté de nombreuses fois (de Laval à La Rochelle et d'Armentières à Voiron...) pour son activité de propagandiste socialiste ; étudiant en droit à 30 ans, puis avocat ; écrivain politique (« *L'Histoire du Travail et des Travailleurs* » ; « *L'Eglise et la Révolution Française* » ; « *Précis d'Histoire Contemporaine*... »), conseiller d'arrondissement du canton de Bourbon de 1907 à 1913 ; député pour la circonscription de Moulins-Ouest de 1910 à 1919, spécialisé dans les questions agraires, membre de la Commission de l'Agriculture, rapporteur de plusieurs projets de loi concernant les contrats de métayage, orateur « de choc », parlant contre la loi de trois ans les 7 et 8 juillet 1913, tenant la tribune pendant des heures et mettant en cause le Président de la République, ce qui lui valut un

(3) Journal *Le Progrès de l'Allier*, novembre 1934, janvier 1935.

(4) « *Dictionnaire biographique de l'Allier* », 1898, voir biblio.



retrait de parole, arraché de la tribune par la force au cours de la guerre (il avait prophétisé : « Vous les aurez, Messieurs, les cent milliards de dettes et les un million cinq cent mille morts ! ») ; fut un des trois députés français à assister à la conférence de Kienthal (24 au 29 avril 1916) pour essayer de renouer avec les socialistes allemands les liens rompus par la guerre ; se serait opposé, au cours d'une controverse, aux conceptions de Lénine ; passé au parti communiste puis exclu de ce parti.

**BRUEL** Eugène-Charles (1834-1908). — Constructeur mécanicien et négociant en fers à Moulins, conseiller municipal, adjoint, puis maire de cette ville, remplissant ces dernières fonctions de 1879 à 1884, démissionnaire après son élection à la députation ; conseiller général de Moulins-Ouest de 1871 à 1886 ; élu député de la circonscription de Moulins-Est sous l'étiquette républicaine en 1884, avec un programme radical ; sénateur de 1885 à 1903 ; inscrit à l'Union Républicaine puis, après sa constitution, au Groupe de la Gauche Démocratique, dont il devint le secrétaire.

**CHANTEMILLE** Joseph (1827-1909). — Négociant en tissus et nouveautés à Montluçon ; animateur de l'opposition à l'Empire, élu en tête d'une liste républicaine en 1870, maire de Montluçon de 1870 à 1871, puis de 1881 à 1888 ; conseiller général du canton de Montluçon-Est de 1871 à 1895, vice-président de l'assemblée départementale ; député de la circonscription de Montluçon-Est de 1876 à 1885 ; vice-président de l'Union Républicaine, vota à la Chambre avec la gauche modérée, fit partie de la majorité opportuniste qui soutint les ministères Gambetta et Ferry ; sénateur de 1885 à 1903.

**CHATEAU** Gilles (1885-1963). — Avoué à Cusset, puis administrateur de sociétés ; conseiller général du canton de Cusset de 1919 à 1922 ; député, élu sur la liste d'Action Républicaine, de 1919 à 1924, inscrit au groupe républicain de gauche (5).

**CHAULIER** Pierre-Armand (1874-1957). — Commerçant en volailles et produits de basse-cour (ou « coquetier » dans le langage bourbonnais) à Meaulne, maire de cette commune ; militant socialiste, puis communiste après le congrès de Tours, puis socialiste-communiste et enfin revenu à la S.F.I.O. en 1928 ; conseiller général du canton de Cérilly de 1913 à 1919 et de 1922 à 1940 ; président de l'assemblée départementale à partir de 1935 (6).

**CHEMEL** Jean-Baptiste (1839-1909). — Entrepreneur de travaux publics à Montluçon ; adjoint au maire de cette ville de 1888 à 1892 ; conseiller d'arrondissement en 1892 et président du Conseil d'arrondissement de Montluçon, puis conseiller général du canton de Montluçon-Est, sous l'étiquette progressiste, de 1895 à 1901, juge au Tribunal de Commerce de Montluçon.

**CONSTANS** Paul (1857-1931). — Employé de magasin, puis négociant à Montluçon ; adjoint de Jean Dormoy, puis son successeur à la mairie de cette ville de 1899 à 1902 et de 1908 à 1926, transformant Montluçon en une cité moderne ; conseiller général socialiste du canton de Montluçon-Ouest de 1899 à 1922 et de 1928 à sa mort, président de l'assemblée départementale à partir de 1928 ; vénérable de la Loge de Montluçon dès sa création en 1890, vint au marxisme pur et abandonna la Franc-Maçonnerie en 1903, déclarant ultérieurement que la présence de socialistes dans les Loges gênait considérablement la propagande du

(5) M. Rougeron, *« Les Consultations Politiques dans le Département de l'Allier »* (op. cit.).

(6) M. Rougeron, *« Le Conseil Général »*, T. II.

parti (7) ; fondateur d'une Fédération Républicaine-Socialiste très éphémère, vers 1896-1897, qui fusionnait rapidement avec le « parti ouvrier », il organisa la Fédération Centrale du P.O.F. ; désigné par le P.O.F. au congrès général du Parti Socialiste Français le 3 décembre 1899 pour composer le « Comité Général » de ce parti ; animateur et propagandiste très actif au sein du nouveau parti ; député pour la circonscription de Montluçon-Ouest de 1902 à 1910, de 1914 à 1919 et de 1924 à 1931 (élu au scrutin de liste en 1924), il fut particulièrement actif pendant les deux premières législatures, intervenant, interpellant, déposant des amendements, des contre-projets ou des propositions, connaissant parfaitement l'arsenal parlementaire et l'utilisant à plein, au point que les journalistes de droite l'avaient, un peu méchamment, baptisé « je sais tout » ; fit adopter le 21 mai 1907 le principe de l'isolement pour assurer la protection de la liberté du vote ; opposant irréductible du gouvernement Clemenceau, interpella ce dernier le 12 juin 1906 sur l'action de la force armée à Montluçon lors des grèves d'avril-mai 1906 et eut avec lui un échange de propos assez vifs, puis obtint de la Chambre, le 10 mars 1908, un vote de réintégration des fonctionnaires frappés « pour délit d'opinion ou pour un acte politique » qui désavouait le gouvernement, par 347 voix contre 149, et eut dû entraîner sa démission si Clemenceau n'avait feint de le considérer comme « sans importance » et obtenu d'une Chambre changeante un vote contraire peu après ; fut rappelé à l'ordre par le président de la Chambre en juin 1908, pour avoir crié au chef du gouvernement : « C'est vous qui avez assassiné » ; hostile aux tendances hervéistes au congrès de Nîmes en 1910, suivit la ligne politique « union sacrée » au cours de la guerre où il perdit son fils Pierre, mort au front, se montra adversaire des thèses bolchevistes et fut le créateur de la deuxième Fédération S.F.I.O.

**CORNIL André-Victor (1837-1908).** — Docteur puis agrégé de médecine, professeur à la chaire d'anatomie pathologique de Paris ; ami personnel de Gambetta ; républicain opportuniste puis modéré ; conseiller général du canton de Cusset de 1870 à 1898, président de l'assemblée départementale à partir de 1872 ; député de la circonscription de Lapalisse de 1876 à 1882, inscrit aux groupes de l'Union Républicaine et de la Gauche Modérée, rapporteur, en 1876, du budget des cultes et manifestant un vif anticléricalisme ; sénateur de 1885 à 1903, adopta à la Chambre Haute une attitude assez modérée, défendant, en 1902, la liberté de l'enseignement supérieur et l'existence des Universités catholiques.

**COURTAIS Amable-Gaspard-Henri, vicomte de (1790-1877).** — Servit dans l'armée sous l'Empire et pendant la Restauration, se retira en 1827 avec le grade de chef d'escadron, propriétaire à Doyet ; d'opinions démocratiques, fut élu, en 1842, député de l'Allier (4<sup>e</sup> collège), siégea à l'extrême-gauche et vota avec l'opposition ; réélu en 1846, signa, en 1848, la demande de mise en accusation du ministère Guizot ; appelé, compte tenu de ses sentiments républicains, par le Gouvernement Provisoire à prendre, avec le grade de général, le commandement en chef de la Garde Nationale de Paris, puis élu représentant de l'Allier à l'Assemblée Constituante, il se trouvait en cette double qualité au Palais Bourbon lors de l'envahissement de l'Assemblée le 15 mai 1848 ; mis sur-le-champ en accusation pour n'avoir pas protégé l'Assemblée contre les manifestants, destitué par la Commission Exécutive.

(7) Au congrès socialiste de Lyon, en 1912. Journal *Le Centre*, 23 février 1912.

tive, il subit une année de détention préventive avant de bénéficier d'une décision favorable de la Haute Cour de Bourges, le 2 avril 1849 ; reprit sa place à la Constituante et s'associa aux derniers votes de la gauche ; ne fut pas candidat en 1849 ; conseiller général du canton de Montmarault de 1871 à sa mort, président de l'assemblée départementale en 1871, céda sa place l'année suivante au docteur Cornil.

**DATAS Félix-Bernard (1804-1884).** — Intendant militaire en retraite à Moulins ; militant radical ; conseiller général pour le canton de Moulins-Est de 1871 à 1879, vice-président de l'assemblée départementale et président de la Commission départementale de 1871 à 1874 ; entra en conflit, à ce poste, avec l'administration préfectorale car il voulut donner à la Commission Départementale un rôle d'exécution des décisions du Conseil Général et parfois même de décision, en vertu d'une délégation de pouvoirs, tendant à maintenir le préfet dans un rôle de sous-ordre, d'où des décrets annulant des délibérations et en fin de compte un désaveu par le Conseil de la Commission ; lança aussi le Conseil Général dans toute une série de mesures anticléricales (récupération de l'immeuble occupé par les jésuites à Yzeure, renvoi des religieuses de l'asile Sainte-Catherine...) ; élu député de la circonscription de Moulins-Est en 1878, mandat qu'il conserva jusqu'à sa mort, il siégea à l'extrême-gauche, approuva le manifeste de Louis Blanc, adhéra à la « Ligue pour la Révision de la Constitution » et fut rapporteur de la Commission constituée pour examiner la pétition des ouvriers sans travail.

**DECLoux Ernest (1875-1938).** — Docteur en médecine à Nérès-les-Bains, maire de cette ville de 1907 à 1933, député — élu au scrutin de liste — de 1919 à 1924, adhéra au groupe de l'Entente Républicaine Démocratique.

**DEFOS Louis (1866-1919).** — Docteur en médecine à Chevagnes ; conseiller général républicain-socialiste du canton de Chevagnes de 1913 à 1919 ; député de la circonscription de Moulins-Est, sous la même étiquette, de 1914 à sa mort.

**DEFOULENAY Jean-Baptiste-Prosper (1817-1908).** — Contrôleur des Contributions en retraite à Cérilly ; maire de cette ville après le 4 septembre 1870 ; conseiller général du canton de Cérilly de 1871 à 1886 ; député de la circonscription de Montluçon-Ouest de 1876 à 1881, élu sous un programme radicalisant, siégea au centre-gauche, vota avec la gauche modérée pour le ministère Dufaure, contre l'amnistie plénière...

**DELARUE Louis-Gabriel (1846-1905).** — Docteur en médecine, licencié en droit ; conseiller d'arrondissement en 1886, puis conseiller général du canton de Gannat de 1889 à sa mort, vice-président du Conseil Général à partir de 1898, sous l'étiquette républicaine, puis radicale et enfin radicale-socialiste ; député de la circonscription de Gannat de 1893 à sa mort ; fit partie de l'Association pour les Réformes Républicaines en 1895 et fut nommé à la Commission Exécutive de cette formation ; membre de la Commission de l'Enseignement et de la Commission de l'Administration Générale, des Cultes et de la Décentralisation ; président de la Commission d'enquête sur l'affaire Humbert.

**DESLINIÈRES Lucien (1857-1937).** — Publiciste et imprimeur à Montluçon, y dirigea *La Démocratie Bourbonnaise* qui devint ensuite *La Démocratie du Centre*, journal républicain montluçonnais, de 1880 à 1891 ; fit montre d'un vif anticléricanisme ; adversaire du socialisme, se « convertit » au marxisme dont il fut par la suite un théoricien (ouvrages : « *Application du système collec-*



*tiviste* » (8), « *Projet de Code Socialiste* », « *Principes d'économie socialiste* »...); fonda en 1892 le journal *Le Petit Montluçon* qui permit l'accession des socialistes à la mairie de Montluçon; créateur d'une manufacture de machines à coudre qui fut mise en liquidation et lui valut des poursuites pénales; propriétaire d'un vignoble en Algérie, crut pouvoir trouver dans le socialisme une solution du colonialisme (ouvrages: « *Le Maroc Socialiste* », « *La France Nord-Africaine* »); infructueusement candidat lors de nombreuses élections législatives, d'abord dans l'Allier puis dans les Pyrénées-Orientales, dont il fut secrétaire de la Fédération Socialiste S.F.I.O., enfin dans la Seine; passionné par la Révolution Russe, put se rendre en Union Soviétique où il rencontra Lénine et devint « Commissaire du Peuple à l'Agriculture de la République Soviétique d'Ukraine » rentré par la suite en France (9).

**Dior Pierre** (1881-1956). — Architecte à Montluçon; militant de la Libre Pensée et de la S.F.I.O.; conseiller général du canton de Montluçon-Ouest de 1931 à 1940; président de la Commission Départementale à partir de 1935 (10).

**DODAT Jean** (1826-1935). — Agriculteur à La Ferté-Hauterive, commandeur du Mérite Agricole, député, élu au scrutin de liste et considéré comme radical-socialiste, de 1919 à 1924, inscrit au groupe républicain de gauche; conseiller général du canton de Neuilly-le-Réal de 1919 à 1931.

**DORMOY Jean** (1851-1898). — Ouvrier métallurgiste renvoyé des Usines Saint-Jacques de Montluçon pour propagande socialiste, devint marchand d'huile et cordonnier; maire socialiste de Montluçon de 1892 à sa mort; pendant la même période conseiller général socialiste de Montluçon-Ouest.

**DORMOY Marx** (1888-1941). — Fils du précédent; employé de mairie puis représentant de commerce à Montluçon; militant socialiste S.F.I.O.; conseiller d'arrondissement du canton de Montluçon-Ouest à partir de 1919; conseiller général du canton de Montluçon-Est de 1925 à 1940; maire de la ville de Montluçon, fonctions où il remplaça Constans, à partir de 1926; député de Montluçon-Ouest de 1931 à 1938; sous-secrétaire d'Etat à la présidence du Conseil, puis ministre de l'Intérieur dans le premier gouvernement Blum, conserva ce portefeuille dans le cabinet Chautemps, puis dans le second ministère Blum; sénateur de 1938 à sa mort; interné administrativement puis placé en résidence surveillée sous l'occupation; assassiné par des terroristes d'extrême-droite en 1941 à Montélimar.

**DUFOUR Gabriel-Michel** (1811-1868). — Avocat au Conseil d'Etat et à la Cour de Cassation, président du Conseil de l'Ordre; auteur d'un « *Traité Général de Droit Administratif* »; collaborateur du juriste Dalloz; représentant de l'Allier de 1850 à 1851, siégea à droite et vota jusqu'en 1851 avec la majorité; fit partie de plusieurs Commissions et rapporta la proposition Savatier-Laroche sur le régime municipal; fit partie des représentants opposés au Coup d'Etat et fut arrêté le 2 décembre; refusa d'entrer dans le Conseil du gouvernement; conseiller général du canton de Saint-Pourçain de 1859 à sa mort.

**DUMAS Charles** (1883-1955). — Avocat à la Cour d'Appel de Paris; député socialiste S.F.I.O. de la circonscription de Lapalisse de 1910 à 1914; fit partie de la Commission de l'Agriculture; secré-

(8) Ouvrage préfacé par Jaurès.

(9) M. Georges Rougeron, « *Les Consultations Politiques dans le Département...* », op. cit., p. 273.

(10) M. Georges Rougeron, « *Le Conseil Général* », T. II, p. 250.

taire du « groupe pour l'amélioration des retraites ouvrières et paysannes » ; chargé par le parti socialiste d'une enquête en Afrique du Nord sur la situation de l'indigénat, intervint vigoureusement à la tribune en 1913 contre le « régime misérable » et de « honteux arbitraire » qui y régnait ; chef de cabinet de Jules Guesde en 1914-1915 et de Marx Dormoy en 1936 ; membre du Comité Directeur de la S.F.I.O. après la Libération ; délégué en 1947 à l'Assemblée de l'Union Française (11).

FARGIN-FAYOLLE Sommerat (1814-1879). — Propriétaire à La Chapelle-aude ; maire de cette commune sous la III<sup>e</sup> République ; frère du représentant Jacques-Sébastien Fargin-Fayolle ; prit la tête de l'insurrection de la Brande-des-Mottes, près d'Huriel, le 15 juin 1849 ; inculpé pour attentat à la sûreté intérieure de l'Etat et condamné, après son retour de Suisse, où il s'était enfui, à une peine d'emprisonnement qu'il fit à Belle-Isle-en-Mer ; libéré en 1853 mais placé sous surveillance de police et transporté en Algérie en 1858 ; conseiller général républicain radicalisant du canton de Montluçon-Ouest de 1871 à 1872.

GACON Jules-Gabriel (1847-1914). — Docteur en médecine au Donjon ; maire de cette ville de 1892 à sa mort ; conseiller général du canton du Donjon à partir de 1883, président de l'Assemblée départementale de 1898 à sa mort ; député de la circonscription de Lapalisse de 1889 à 1903 ; l'un des fondateurs, en 1894, de l'Association pour les Réformes Républicaines et devenu le chef incontesté du radicalisme bourbonnais (11) ; fit partie à la Chambre des Commissions des Travaux Publics et de l'Hygiène Publique ; sénateur de 1903 à sa mort ; s'inscrivit au groupe de la Gauche Démocratique lors de sa fusion avec le groupe radical-socialiste et en devint un des vice-présidents ; membre puis vice-président de la Commission des chemins de fer.

GALLAY Georges (1812-1880). — Avocat et propriétaire-agriculteur à Neuilly-en-Donjon, maire de cette commune sous la II<sup>e</sup> puis sous la III<sup>e</sup> République ; fut un des principaux organisateurs de la résistance armée au Coup d'Etat dans la région de Lapalisse ; arrêté alors qu'en fuite il tentait de franchir la frontière suisse et condamné par le Conseil de Guerre à la déportation simple ; à nouveau arrêté en 1858 ; conseiller général du canton du Donjon sous l'étiquette républicaine (radicalisante) de 1871 à sa mort.

GOZARD Gilles (né en 1910). — Avocat à la Cour d'Appel de Paris ; député socialiste S.F.I.O. à l'Assemblée Nationale de 1946 à 1958 ; président de la Caisse Autonome d'Amortissement en 1949 ; délégué à l'Assemblée Consultative de la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier, puis à l'Assemblée Parlementaire Européenne ; délégué de la France au Conseil Economique et Social de l'O.N.U. ; conseiller général du canton d'Ebreuil de 1956 à 1963 (12).

GUYOT Marcel (né en 1903). — Ouvrier galochier à Moulins ; militant et secrétaire de la Région Communiste de l'Allier à partir de 1935 ; arrêté en 1942, évadé puis à nouveau capturé et déporté en Allemagne ; membre du Conseil de la République de 1946 à 1948 ; député de la première circonscription de l'Allier à l'Assemblée Nationale depuis 1962 (12).

(11) M. Georges Rougeron, *« Les représentants politiques du département de l'Allier »* (op. cit.), p. 136.

(12) M. Georges Rougeron, *« Les représentants politiques du département de l'Allier »*, op. cit., p. 163.

**HUGON** Antoine (1865-1927). — Négociant ; maire de Saint-Prix ; conseiller d'arrondissement du canton de Lapalisse de 1904 à 1906 ; conseiller général du même canton de 1906 à 1919 ; militant radical-socialiste.

**JARDON** Eugène (né en 1895). — Vigneron à Domerat et maire de cette commune ; militant syndicaliste agricole et communiste ; député de la circonscription de Montluçon-Ouest de 1939 à 1940 ; adhèrent après la dissolution du parti communiste au « Groupe Ouvrier et Paysan de la Chambre » ; inculpé et écroué à la Santé en 1940 avec d'autres députés communistes, fit l'objet d'un non-lieu.

**LABUSSIÈRE** Alphonse-René-Claude (1845-1924). — Avocat puis procureur de la République à Clermont-Ferrand ; député de la circonscription de Gannat de 1881 à 1893 ; inscrit au groupe de l'Union Républicaine ; soutint les ministères opportunistes : fit partie de presque toutes les grandes Commissions (des chemins de fer, du budget...) et eut un rôle prépondérant dans la Commission d'enquête sur l'affaire du Panama, réclamant le droit pour cette Commission d'entendre les personnes mises en cause, donc de procéder à une véritable instruction judiciaire ; rapporteur du budget de l'Intérieur ; aurait refusé de faire partie, comme Garde des Sceaux, du ministère Loubet en février 1892 ; avocat à la Cour d'Appel de Paris après 1893 ; maire de Chantelle de 1898 à 1924.

**LAMOUREUX** Etienne (1854-1939). — Négociant à Viplaix ; maire de cette commune de 1885 à sa mort ; conseiller général républicain socialiste puis radical-socialiste du canton d'Huriel de 1895 à 1919 ; secrétaire puis vice-président du Conseil Général ; président de la Commission Départementale ; député radical-socialiste de la circonscription de Montluçon-Ouest de 1910 à 1914 ; fit partie de la Commission des Postes et Télégraphes ; prit part aux travaux de la Conférence d'Entente Franco-Allemande à Berne, en 1913.

**LAMOUREUX** Lucien (né en 1888). — Président, en 1914, des « Etudiants Républicains » ; avocat à la Cour d'Appel de Paris ; député de 1919 à 1940, élu sous l'étiquette radicale-socialiste d'abord au scrutin de liste, ensuite par la circonscription de Lapalisse (à part la brève interruption, déjà citée, de mai à décembre 1936) ; secrétaire général du groupe radical-socialiste, secrétaire, un temps, du Comité Exécutif du parti radical, il fut, au début de sa vie parlementaire, l'« espoir » d'Edouard Herriot ; secrétaire général du Groupe de Défense Paysanne, il présenta à plusieurs congrès radicaux le programme agricole ; secrétaire de la Commission des Travaux Publics, il fut choisi comme rapporteur du projet de loi sur le régime des pétroles ; chargé par le président Herriot d'une mission dans la Rhur il devenait le parlementaire connaissant le mieux le problème des réparations et dressait en janvier 1925 un bilan positif de l'occupation, puis faisait adopter la création d'un Office des prestations en nature à recevoir de l'Allemagne ; membre de la Commission des Finances, il était désigné, en mai 1925, rapporteur général du Budget, remplaçant à ces fonctions Viollette, nommé gouverneur général de l'Algérie ; il défendait, en novembre 1925, les projets financiers Bonnet (ministère Painlevé), mais ce ministre ayant abandonné des amendements de dernière heure, M. Lamoureux prenait à partie le gouvernement et provoquait sa chute ; il refusait par deux fois à Briand d'entrer dans les ministères (huitième ministère, première et deuxième formules) que celui-ci formait, comme sous-secrétaire d'Etat aux Finances, avec respectivement comme ministres Loucheur et Doumer ; il accepta, dans le neuvième ministère Briand le portefeuille de l'Instruc-



tion Publique et des Beaux-Arts, qu'il conserva trois mois et demi (9 mars au 23 juin 1926) ; réélu à la Commission des Finances, il intervint dans chaque débat financier, s'opposant à Poincaré dont il critiquait la politique de plus-values budgétaires à une époque de crise économique naissante qui eût justifié une politique de dégrèvements ; ses arguments financiers furent utilisés au congrès d'Angers par Daladier et ses amis pour provoquer la rupture et la crise ministérielle qui s'ensuivirent ; ministre des Colonies dans l'éphémère cabinet Chautemps (21-25 février 1930) ; il redevint rapporteur général du Budget le 4 février 1931, élu au troisième tour par les voix de gauche contre Baréty, sur lequel se portaient les voix de droite ; hostile au gouvernement Tardieu et au cabinet Laval, il démissionna, en même temps que Malvy le faisait à la présidence de la Commission des Finances, pour protester contre l'attitude de ce dernier président du Conseil qui les avaient opposés à leurs collègues radicaux (12 février 1932) ; après avoir refusé un poste de sous-secrétaire d'Etat à la Présidence du Conseil que lui proposait Herriot lors de la formation de son troisième ministère (3 juin 1932), il était peu après (juillet 1932) élu pour la troisième fois au rapport général ; il défendit les projets financiers du nouveau gouvernement, bien qu'il les jugeât insuffisants sur le plan des économies ; avec la question des dettes interalliées, il se trouva en « porte-à-faux » vis-à-vis du président du Conseil, Herriot, et du groupe radical, se prononçant quant à lui contre le règlement des dettes avant des négociations générales et s'abstenant dans le vote où le cabinet succomba, ce qui lui valut d'être frappé d'ostracisme, un certain temps, par le groupe radical ; ministre du Budget dans le gouvernement Daladier (31 janvier au 24 octobre 1933), alors que Georges Bonnet était ministre du Trésor, il menait tambour battant la discussion des projets financiers du nouveau ministère, puis du projet de budget 1933, parvenant à concilier les points de vue opposés de la Chambre et du Sénat, mais échouant sur un projet de loi de finances qui prévoyait la réduction uniforme de 6 % des traitements, pensions et retraites ; dans le deuxième ministère Chautemps (26 novembre 1933 - 27 janvier 1934), il fut d'abord ministre du Travail et de la Prévoyance Sociale, puis ministre des Colonies en remplacement de Dalimier, démissionnaire ; bien qu'il eut jugé avec lucidité et sans bienveillance les manifestations qui précédèrent le 6 février (13), il était un des six radicaux appelés par Doumergue pour entrer dans le gouvernement où il prenait le ministère du Commerce ; pendant les neuf mois où il restait à ce poste, il négociait et concluait des accords commerciaux avec de nombreux pays, renouant en particulier les relations avec l'Union Soviétique ; il faisait partie de la délégation chargée de représenter la France à la S.D.N. et il conduisait la délégation française à la conférence du « Bloc Or » en octobre 1934 à Bruxelles, conférence qui était, pour beaucoup, son œuvre ; le 8 novembre 1934, ayant tardé à envoyer à Doumergue sa lettre de démission, son attitude qui semblait réticente fut mal jugée par Herriot qui s'opposait à son entrée au cabinet Flandin ; la dernière législature de la III<sup>e</sup> République le trouva d'abord dans la minorité de droite du groupe radical, ce groupe le tenant à l'écart des grandes Commissions et lui refusant par deux fois le retour à la Commission des Finances ; il était devenu le leader de cette minorité, se montrant adversaire des projets de nationalisation des pétroles ou des assurances et réclamant des

---

(13) Journal *Le Bourbonnais Républicain*, 3 février 1934.

« aménagements et adaptations des lois sociales trop hâtivement votées et trop brutalement appliquées » (14). En mars-avril 1938, il combattait devant le groupe radical les projets du ministre du Trésor, Mendès-France, et votait contre les pleins pouvoirs du deuxième ministère Blum ; retrouvant avec le troisième ministère Daladier l'oreille du groupe radical, il était élu vice-président de la Chambre ; il était ministre des Finances dans le gouvernement Paul Reynaud (21 mai - 6 juin 1940).

**LASTEYRAS** Louis (1851-1931). — Publiciste à Vichy, adjoint au maire de cette ville de 1893 à 1900 et maire de 1900 à 1912 puis de 1919 à 1929 ; poète et polémiste ; directeur du journal *Le Monteur de l'Allier* pendant quarante-cinq ans ; président du Comité Radical de Vichy de 1891 à 1930.

**LÉGER** Pierre-Victor (1882-1950). — Pharmacien à Vichy ; adjoint au maire de cette ville de 1925 à 1929, puis maire de 1929 à 1944 ; militant radical et président de la Fédération Radicale-Socialiste ; conseiller général du canton de Vichy de 1928 à 1940 et de 1945 à sa mort.

**LETANG** Stéphane (1859-1941). — Ouvrier cordonnier puis représentant de commerce à Montluçon ; constituant avec Jean Dormoy la minorité socialiste au Conseil Municipal de cette ville à partir de 1888 ; brouillé avec Dormoy, à la suite des élections législatives de 1889, adhéra à « l'Agglomération » dont il devint un des dirigeants ; directeur du journal illustré « *Le Pavé* » ; délégué à différents congrès internationaux du parti socialiste, en particulier à Londres en 1896 ; fit partie des organismes directeurs du C.R.C. puis du P.S.R. ; député de la circonscription de Montluçon-Est de 1898 à 1902 ; dissident en 1904, il essaya de constituer une « Fédération Socialiste Révolutionnaire du Centre ».

**MAGE** Jacques-Henri (1856-1927). — Notaire à Lurcy, maire de cette ville de 1890 à 1919, conseiller général du canton de Lurcy de 1900 à 1913 ; fondateur, en 1898, de la Société de Libre Pensée ; radical-socialiste, se brouilla avec les chefs radicaux vers 1908 et adhéra à la S.F.I.O. en 1910.

**MARTENOT** Charles-Auguste (1827-1900). — Ingénieur civil des Mines, prit la suite de son père aux établissements métallurgiques de la « Compagnie des Forges de Châtillon et Commentry », à Commentry, en 1870 ; maire de cette ville au 4 septembre, sous « l'Ordre Moral » et au « 16 Mai » ; conseiller général, invalidé par l'Assemblée Départementale, du canton de Commentry en 1871 ; représentant de l'Allier à l'Assemblée Nationale de 1871 à 1876 ; se fit inscrire au groupe de « l'Appel au Peuple » et vota pour l'abrogation des lois d'exil, pour la démission de Thiers, pour le Septennat, contre les lois constitutionnelles ; sénateur de 1876 à 1885, siégea de nouveau parmi les membres de « l'Appel au Peuple » et vota la dissolution de la Chambre en juin 1877.

**MATHÉ** Antoine-Amédée-Félix (1809-1882). — Etant étudiant en droit à Paris, participa aux journées de juillet 1830 ; plusieurs fois condamné sous la Monarchie de Juillet, notamment pour l'affaire de la rue Transnonain, passa quelques années en Belgique, puis revint en France, s'établit à Moulins où il s'occupa du commerce des bois et y fit fortune ; nommé Commissaire de la République dans l'Allier par le Gouvernement Provisoire après février 1848 ; représentant de l'Allier à l'Assemblée Constituante puis à l'Assemblée Législative, fit partie du Comité des Affaires Etrangères, siégea à l'extrême-gauche et vota avec les démocrates les plus

(14) Journal *Le Progrès de l'Allier*, décembre 1937.

avancés ; signataire de la protestation contre l'expédition de Rome, véritable appel aux armes, il refusa, après l'affaire du 13 juin, de renier sa signature et ne fut pas poursuivi ; adversaire déterminé du Coup d'Etat, il se réfugia en Belgique après avoir été banni, puis en Espagne et à Jersey.

**MATHÉ** Pierre-Félix (1834-1911). — Neveu et fils adoptif du précédent ; élevé dans des sentiments ardemment républicains ; député de l'Allier, élu au scrutin de liste en 1885, siégea à la Gauche Radicale ; député de la circonscription de Moulins-Est de 1889 à 1898 ; adhèrent dès 1892 au nouveau groupe républicain radical-socialiste, dont il devint par la suite vice-président ; membre de la Commission d'enquête sur l'affaire Wilson et des deux Commissions d'enquête sur l'affaire du Panama.

**MÉPLAIN** Etienne-Armand (1824-1906). — Avocat à Moulins ; représentant de l'Allier à l'Assemblée Nationale de 1871 à 1876 ; fut membre de la réunion Féray et siégea au centre-droit ; vota pour la démission de Thiers, pour le Septennat, contre l'amendement Wallon ; chargé, au nom des droites, en février 1875, de soumettre au Maréchal de Mac-Mahon un plan de « septennalisation » de l'Assemblée avec attribution au pouvoir exécutif des droits de dissolution et de veto, plan qui ne fut pas accepté par le Président de la République.

**MILLE** Arthur-Henri (1854-1942). — Pharmacien à Moulins et à Vichy, créateur de spécialités pharmaceutiques qui firent sa fortune ; député de la circonscription de Moulins-Est de 1909 à 1914 sous l'étiquette socialiste S.F.I.O. ; fit partie de la Commission de l'Hygiène Publique ; membre puis président du Conseil de l'Ordre du Grand Orient de France.

**MINIER** Albert (1857-1931). — Maître de verrerie à Souvigny ; maire de cette ville à partir de 1893 ; conseiller général radical-socialiste du canton de Souvigny de 1898 à 1910 ; député de la circonscription de Moulins-Ouest avec la même étiquette de 1903 à 1910 ; fit partie de la Commission de la Séparation des Eglises et de l'Etat et de la Commission du Commerce et de l'Industrie.

**MONTAIGNAC DE CHAUVANCE** Louis-Raymond, marquis de (1811-1891). — Officier de marine, major général de la Flotte à Cherbourg en 1867 ; employé à l'Armée de terre pendant la guerre de 1870 et lors du siège de Paris, commandant du 7<sup>e</sup> Secteur (Passy-Auteuil) ; inspecteur de la Flotte et des ports de la Manche en 1872 ; représentant de l'Allier à l'Assemblée Nationale de 1871 à 1875 ; siégea au Centre Droit ; fut président de la Commission de la Marine et vice-président de la Commission de Réorganisation de l'Armée ; ministre de la Marine dans les cabinets de Cisse et de Buffet-Dufaure, du 22 mai 1874 au 9 mars 1876, date où il donna sa démission ; élu, le 21 décembre 1875, sénateur inamovible par l'Assemblée Nationale, il siégea à la droite de la Haute Assemblée et vota contre la politique des ministères républicains.

**MONTLAUR** Eugène-Joseph **DE VILLARDI**, marquis de (1815-1895). — Propriétaire foncier à Lalizolle et à Cognat-Lyonne ; agronome et membre de la Société d'Agriculture de l'Allier ; conseiller général du canton d'Escurolles de 1852 à 1870 ; représentant de l'Allier à l'Assemblée Nationale de 1871 à 1876 ; siégea à droite et vota pour la démission de Thiers, pour le Septennat et contre les lois constitutionnelles ; fut président de la Commission des Pétitions, secrétaire puis vice-président de la Réunion des Agriculteurs de l'Assemblée Nationale.

**MONTUSES** Eugène, **SEMONSUT** dit (1880-1927). — Instituteur, puis bibliothécaire municipal, puis commerçant (vins en gros) ; gendre de Christophe Thivrier ; romancier (« *L'âge de fer* »), dramaturge (« *Contre son roi* »...), poète (« *La trainée de pourpre* », « *Les jar-*



dins de la douleur »...), auteur politique (« *La fin des religions* » ; « *L'école laïque contre le socialisme* »...) et historien local (« *Histoire de Montluçon* ») ; militant socialiste puis communiste ; chargé de la presse par ces partis ; conseiller général du canton de Montluçon-Est de 1919 à 1925.

**MONY** Christophe-Stéphane (1800-1884). — Ingénieur civil ; gérant des Houillères de Commentry et des Forges et Fonderies de Fourchambault, Montluçon et Torteron ; maire de Commentry en 1866 ; conseiller général du canton de 1867 à 1871 ; député au Corps Législatif par la troisième circonscription de 1868 à 1870 ; auteur de plusieurs études à caractère juridique ou social, « *De la décentralisation* » en 1871, « *Le travail* » en 1878 ; avait été saint-simonien pendant sa jeunesse et hôte de la maison de Ménilmontant.

**PATISSIER** Sosthène (1827-1910). — Avocat à Moulins ; représentant de l'Allier à l'Assemblée Nationale de 1871 à 1876 ; fit partie de la « réunion » du Centre-Gauche dont il fut le secrétaire ; vota contre la démission de Thiers, contre le Septennat, pour l'amendement Wallon, pour les lois constitutionnelles ; député de la circonscription de Moulins-Ouest de 1876 à 1881 ; président de la Commission de l'Armée ; conseiller général du canton de Souvigny de 1871 à 1898 ; vice-président de l'assemblée départementale de 1883 à 1898.

**PATURET** Emile (1856-1944) (15). — Inspecteur des Finances ; conseiller général du canton d'Escurolles de 1910 à 1919 ; député de la circonscription de Gannat de 1910 à 1914 ; s'inscrivit au groupe des Républicains Socialistes de la Chambre ; fut membre de la Commission des Economies et de la Commission des Comptes Définitifs.

**PÉRONNEAU** Henri-Georges (1856-1909). — Avoué, avocat, puis juge suppléant à Moulins ; adjoint au maire de cette ville en 1888 ; conseiller général radical du canton de Moulins-Est de 1895 à sa mort ; vice-président de l'assemblée départementale à partir de 1898 ; fondateur de la Loge « L'Equerre » de Moulins ; député radical-socialiste de la circonscription de Moulins-Est de 1898 à sa mort membre de plusieurs Commissions (Enseignement, Congrégations, Réformes Judiciaires, Travail).

**PÉRONNET** Charles (1866-1953) (15). — Avocat à la Cour d'Appel de Paris ; attaché en 1894 au cabinet de Lourties, ministre du Commerce et de l'Industrie ; député radical-socialiste de la circonscription de Gannat de 1906 à 1910 ; député de l'Allier (scrutin de liste) de 1919 à 1924 ; membre de la Commission du Travail ; conseiller général du canton d'Escurolles de 1919 à 1928 ; vice-président de l'assemblée départementale.

**PEYRONNET** Albert (1861-1958). — Fils d'un principal du collège de Montluçon, avocat, puis avoué, puis membre de cabinets ministériels (chef de cabinet du premier ministre du Travail, Viviani, de 1906 à 1910 ; attaché au cabinet des Travaux Publics puis à l'Intérieur, avec Monis et Caillaux) ; sénateur de 1912 à la fin de la III<sup>e</sup> République ; inscrit au groupe de la Gauche Démocratique ; trésorier adjoint, en 1914, de la « Fédération des Gauches » ; membre d'une dizaine de Commissions sénatoriales, dont les plus importantes furent celles des Finances (il en fut secrétaire et rapporteur du budget du Travail), des Mines (il fut rapporteur du budget des Mines), d'Hygiène, de Prévoyance et des Assurances Sociales (il en fut le vice-président) ; choisi

(15) M. Georges Rougeron, « *Les consultations politiques dans le département...* » (op. cit.).

par Poincaré, dans son deuxième cabinet, comme ministre du Travail, y resta du 15 janvier 1922 au 29 mars 1924 ; il apporta l'adhésion du gouvernement au principe des assurances sociales et fit voter la loi du 27 décembre 1923, dite « loi Peyronnet », instituant le Crédit Artisanal ; il fut aussi à l'origine des décrets (novembre 1923) qui eurent pour conséquences pratiques d'abroger la loi du 23 avril 1919 sur la journée de 8 heures qu'ils avaient pour but « d'interpréter » ; après son passage au gouvernement, il fut élu puis réélu vice-président et enfin « premier vice-président » de la Haute Assemblée ; au moment de la constitution de son premier cabinet, Tardieu lui offrit le portefeuille de la Justice et la Vice-Présidence du Conseil, mais Peyronnet refusa ; nouvel appel de Tardieu en mars 1930 pour lui offrir le Travail dans son deuxième ministère, mais nouveau refus ; leader de la fraction modérée de la Gauche Démocratique, il fit partie des indisciplinés qui votèrent la confiance à Tardieu en violation de la discipline de vote imposée par le groupe et prit la tête de l'opposition qui réclama la réintégration des exclus et la liberté de vote, menaçant même de créer un groupement dissident ; son groupe lui préféra Jeanneney pour la présidence du Sénat à la suite de l'élection de Paul Doumer à la Présidence de la République ; défenseur jusqu'au bout de la politique de Tardieu, il fut au contraire fort hostile à celle de Laval, puisque c'est à propos d'une interpellation de Peyronnet sur la politique de son gouvernement que Laval se vit refuser, le 16 février 1932, la confiance par la Haute Assemblée ; il manifesta par la suite une vive opposition au cabinet Herriot, puis se montra favorable à la politique financière suivie par Régnier ; en juin 1937 et en avril 1938, il fit partie des majorités sénatoriales hostiles aux gouvernements Blum.

PEYROT Jean (1850-1917). — Docteur en médecine à Nérès-les-Bains ; maire de cette commune de 1892 à 1894 ; conseiller général républicain modéré du canton de Montluçon-Est de 1907 à 1913 (16).

PLANCHE Camille-André (1892-1961). — Avocat à Moulins ; conseiller municipal et adjoint au maire de cette ville de 1925 à 1940 ; député républicain-socialiste, puis socialiste S.F.I.O. de la circonscription de Moulins-Ouest de 1928 à 1940 ; porte-parole, à la Chambre, des anciens combattants, vice-président puis président du Groupe des Députés Mutilés Anciens Combattants, président du Groupe Parlementaire de Défense des Mutilés et Réformés d'Après-Guerre, membre puis vice-président de la Commission des Pensions Civiles et Militaires ; apôtre du pacifisme, il fonda en février 1931 la Ligue des Anciens Combattants Pacifistes, dont il fut le président national et international, constituant des sections dans des pays étrangers, en particulier en Allemagne, un des buts de la Ligue étant « une meilleure connaissance entre Français et Allemands » ; participant à de nombreuses conférences ou congrès, il s'attira une mise en garde de la C.A.P. de la S.F.I.O. pour avoir assisté au « Congrès contre la Guerre » à Amsterdam, en septembre 1932 ; secrétaire de la Commission des Affaires Etrangères, il fut désigné comme délégué de la France aux sessions de la Société des Nations en 1936 et 1937 ; jusqu'au bout pèlerin de la paix, il assista au Congrès Universel de la Paix à Zurich, fin août 1939, et y fit voter un appel au président Roosevelt pour que celui-ci intervienne en faveur d'une trêve ; au congrès socialiste de Marseille, en juillet 1937, il avait soutenu la politique non-interventionniste du président

---

(16) M. Georges Rougeron, « *Le Conseil Général* », T. II.

Blum, donnant à ce dernier le nom de « Blum-la-Paix » ; après Munich, il crut encore que la paix pouvait être sauvée et il réclamait « des conférences internationales et... des conversations particulières ».

**PUECHMAILLE** Alexandre-Félix (1874-1925). — Instituteur, puis professeur d'Ecole Normale, puis inspecteur primaire, dernière fonction qu'il exerça à Lapalisse de 1903 à son élection, en 1924, au scrutin de liste, comme député de l'Allier ; inscrit au groupe S.F.I.O. ; membre de la Commission de l'Enseignement.

**RÉGNIER** Marcel (1867-1958). — Originaire de Billy, dont il fut maire de 1904 à 1944 ; avocat à Moulins ; conseiller général du canton de Varennes sous l'étiquette radicale-socialiste de 1895 à 1931 ; vice-président de l'assemblée départementale à partir de 1906 et président de 1914 à 1928 ; député de la circonscription de Lapalisse de 1903 à 1910 ; secrétaire du groupe radical de la Chambre ; membre de la Commission des Travaux Publics et des Chemins de Fer, dont il fut élu vice-président en 1909, et de celle du Budget où il fut rapporteur du budget des Chemins de Fer de l'Etat ; rapporteur du projet d'organisation du Réseau de l'Etat, puis auteur et rapporteur du projet de rachat et d'exploitation du Réseau de l'Ouest, il fit aboutir ces différents projets ; à la suite de son échec électoral de 1910, chef de cabinet de Desplas, ministre des Travaux Publics dans le cabinet Ribot en 1917 ; sénateur de l'Allier de 1920 à 1938 ; inscrit au groupe de la Gauche Démocratique du Sénat ; membre de la Commission des Travaux Publics et Transports ; membre de la Commission des Chemins de Fer, dont il fut secrétaire puis vice-président ; président du Comité Financier de la Caisse d'Amortissement ; membre de la Commission des Finances, il devint d'abord adjoint du rapporteur général Henri Roy, puis quand ce dernier donna sa démission en 1933, il accéda au rapport général et accomplit, à ce poste, lors de la discussion du budget de 1933, un travail considérable en vue de parvenir à l'équilibre budgétaire, combattant avec vigueur chaque amendement qui avait pour effet d'augmenter les dépenses ou de diminuer les recettes, groupant derrière son attitude énergique et intransigeante la majorité de la Commission et celle de la Haute Assemblée, au point que sur la question de la réduction de 5 % des dépenses publiques, le conflit entre les deux Assemblées parvint au point critique, proche d'une crise constitutionnelle ; les projets financiers Sarraut-Chautemps lui parurent insuffisants et déjà il pensait à « la baisse des traitements et pensions » (17) ; préférant conserver le rapport général, il refusa un portefeuille dans le premier ministère Chautemps, puis celui de la Justice et de la Vice-Présidence du Conseil lors du remaniement du cabinet Doumergue, le 14 octobre 1934 ; bien qu'il ait été favorable à la politique suivie par Doumergue, il estima que les dispositions financières prises par ce gouvernement n'étaient pas suffisamment fermes et se montra hostile à l'intention de procéder à une révision constitutionnelle ; appelé au gouvernement par Flandin comme ministre de l'Intérieur le 9 novembre 1934, il y resta jusqu'au 30 mai 1935, appliquant à ses nouvelles fonctions son énergie et son autorité coutumières, au point que les journaux parisiens le surnommèrent le « sanglier de l'Allier » ; il fit régner l'ordre partout et contre tous ceux qui tentaient de le troubler, en Bretagne contre les cléricaux, à Paris contre les mutilés, dans le Nord contre les grévistes des aciéries, à Vin-

---

(17) Journal *Le Progrès de l'Allier*, novembre 1933.



cennes contre les communistes, le 1<sup>er</sup> mai 1935 en interdisant toute manifestation sur la voie publique ; sur le plan administratif, il réglementa le recrutement dans la carrière préfectorale et assainit la Sûreté (affaire Bony) ; ministre des Finances, du 7 juin 1935 au 5 juin 1936, dans les cabinets Laval et Sarraut, il obtint du Parlement les pleins pouvoirs et fit paraître plusieurs « trains » de décrets-lois en juillet et en août, l'ensemble, dont les fameuses réductions de 10 % (traitements, pensions, loyers...) représentant ce qui fut appelé une politique de « déflation » et comme telle vivement attaquée par de nombreux syndicats et organisations ; il fut alors, comme il le dira, « l'homme le plus impopulaire de France » ; il poursuivit avec obstination son objectif, l'équilibre budgétaire, mais ne put y parvenir que par un détour qui laissa, en fait, subsister le déficit, le budget étant scindé en budget ordinaire en équilibre et budget extraordinaire, alimenté par l'emprunt ; il continua à lutter, faisant voter, fait exceptionnel, le budget avant le 1<sup>er</sup> janvier 1936 au matin, puis obtenant le rejet de tous les projets dispendieux, mais se trouva démuni contre la spéculation et le trouble provoqués par l'approche des élections de 1936 ; à partir du 27 mars 1936, il assura l'intérim de la Justice pendant l'absence d'Yvon Delbos, en plus des Finances ; au cours de ses deux dernières années au Sénat, il eut l'occasion de marquer plusieurs revanches sur la nouvelle politique, celle du « pouvoir d'achat » ; il intervint les 17-18 juin 1937 à la Commission des Finances pour le rejet des pleins pouvoirs demandés par Blum et il fut, de même, en 1938, un des adversaires des projets Mendès-France.

**RIANT** Léon-Marie-Didier (1828-1903). — Inspecteur des Finances, puis propriétaire foncier à Vieuze ; maire de cette commune ; représentant de l'Allier à l'Assemblée Nationale de 1871 à 1876 ; se fit inscrire à la réunion des Réservoirs (droite) ; membre de la Commission des Finances ; rapporteur de la Commission des marchés Maxwell (Commission d'enquête sur les marchés passés par le Gouvernement de la Défense Nationale en Angleterre), il demanda et obtint un blâme contre Naquet ; membre de la Commission de la Convention Postale avec l'Allemagne ; il vota pour la démission de Thiers, pour le Septennat, contre l'amendement Wallon, contre les lois constitutionnelles.

**RIVES** Paul (1895-1967). — Professeur agrégé de philosophie au lycée Saint-Louis à Paris ; fut honoré du prix Durkheim en 1924 ; auteur de « *La corvée de joie* » sur l'éducation ouvrière ; collaborateur d'Albert Thomas à la « *Revue de l'Enseignement Primaire et Primaire Supérieur* » ; entra en 1924 au Bureau International du Travail et fut désigné comme secrétaire puis comme directeur adjoint de cet organisme ; militant socialiste S.F.I.O. et collaborateur du journal *Le Populaire* ; député de la circonscription de Gannat de 1932 à 1940 ; conseiller général du canton d'Escurolles de 1933 à 1940 ; maire de Bellerive-sur-Allier à partir de 1935.

**RONDELEUX** Paul (1832-1915). — Directeur-gérant des Mines et Usines de la Condemine à Buxières-les-Mines ; animateur du Comité Républicain du canton de Bourbon après 1870 ; conseiller d'arrondissement de ce canton de 1877 à 1895 ; secrétaire puis vice-président, enfin président du Conseil d'Arrondissement de Moulins ; député de l'Allier, élu au scrutin de liste, de 1885 à 1889 ; inscrit à l'Union Républicaine, il proposa, dès 1886, aux groupes de « l'Union des Gauches », la création d'un « Comité de direction et de liaison » chargé de représenter les dits groupes et de prendre toutes les dispositions nécessaires, organisme qui se perpétua jusqu'en 1939 ; fut à l'origine, en 1888,

par une question habilement posée au ministre de la Guerre, de la mesure de retrait d'emploi prise à l'encontre du général Boulanger ; tenta de faire voter, en 1889, une proposition de loi assimilant aux membres des familles ayant régné sur la France, donc menacé d'exil, « tout individu convaincu de faciliter le rétablissement à son profit du pouvoir personnel ». Le 26 avril 1889, il combattit avec vivacité à la tribune les conclusions du rapport de la Commission qui avait émis un avis favorable quant à l'émission des titres du Panama.

ROUGERON Georges (né en 1911). — Peintre en bâtiment de 1924 à 1934, puis secrétaire particulier de Marx Dormoy ; rédacteur à l'Hôtel de Ville de Montluçon ; révoqué par Vichy en 1940, reprit sa profession puis entra à l'Hôtel de Ville de Commentry ; arrêté et interné administrativement en 1942-1943 ; animateur et dirigeant de mouvements de Résistance ; secrétaire du Comité Départemental de Libération en 1944-1945 ; militant socialiste S.F.I.O. ; un des fondateurs des Jeunesses Socialistes dans l'Allier ; secrétaire administratif de la Fédération S.F.I.O. avant la guerre, responsable clandestin de cette Fédération pendant l'Occupation, secrétaire fédéral de 1944 à 1956 ; conseiller général du canton de Commentry et président du Conseil Général depuis 1945, régulièrement réélu ; maire de Commentry depuis 1947 ; sénateur de l'Allier depuis 1959 ; secrétaire général de l'Assemblée des Présidents des Conseils Généraux de France ; historien local, a publié de nombreuses études tant par la presse que par l'édition (voir biblio.) concernant les institutions politiques bourbonnaises, les élections dans le département, les représentants politiques de l'Allier, les représentants politiques originaires de l'Allier, les représentants politiques d'ascendance, d'alliance, d'appartenance ou d'affinités bourbonnaises.

ROUX Gilbert (1853-1915). — Boulanger puis marchand de vins à Cusset ; maire de cette commune à partir de 1903 ; conseiller général du canton de Cusset, sous l'étiquette radicale socialiste, de 1900 à sa mort ; président de la Commission Départementale en 1910 (18).

ROUX-BERGER Pierre (1885-1942). — Ingénieur de l'Ecole Centrale de Lyon ; adhérent au parti socialiste S.F.I.O. ; conseiller d'arrondissement en 1922, puis conseiller général du canton de Neuilly-le-Réal de 1931 à 1940 (19).

SAUVANET Charles-Pierre (1851-1939). — Négociant à Huriel ; maire de cette commune de 1892 à 1908 ; conseiller d'arrondissement du canton d'Huriel de 1892 à 1898 ; député socialiste de la circonscription de Montluçon-Ouest de 1893 à 1902 ; quitta, à la suite du congrès de Lyon, en 1901, le groupe socialiste parlementaire pour s'inscrire au groupe socialiste révolutionnaire.

SIMONNET François-Ursin-Marcellin (1824-1894). — Officier de Santé ; maire d'Hérisson après le « 4 septembre » ; conseiller d'arrondissement en 1877, puis conseiller général du canton d'Hérisson de 1880 à sa mort ; vice-président de l'assemblée départementale ; député républicain de la circonscription de Montluçon-Ouest de 1881 à 1889 ; siégea à la gauche radicale et vota contre la politique des ministères Gambetta et Jules Ferry, contre les crédits de l'expédition du Tonkin, pour l'expulsion des princes, contre les cabinets Rouvier et Tirard.

SOUTHON André (1906-1959). — Professeur d'histoire et de géographie au lycée de Montluçon ; militant socialiste S.F.I.O. ; maire de

(18) M. Georges Rougeron, « *Le Conseil Général* », T. II.

(19) M. Georges Rougeron, « *Les consultations politiques...* » (op. cit.), p. 165.

Montluçon à partir de 1950 ; conseiller général de Montluçon-Est de 1951 à sa mort ; membre du Conseil de la République, puis sénateur de 1946 à 1949.

**THIVRIER Christophe (1841-1895).** — D'abord ouvrier mineur, puis cultivateur, boulanger, marchand de vins à Commentry ; conseiller municipal de cette commune en 1874, premier élu du premier Conseil socialiste de France en 1881 ; maire de 1883 à 1888, suspendu puis révoqué cette année-là pour avoir signé une adresse de la Chambre Syndicale au congrès national du Bouscat ; de même, premier élu cantonal socialiste, conseiller d'arrondissement en 1889, conseiller général du canton de Commentry de 1889 à sa mort (avec une interruption volontaire, de 1890 à 1892, pour permettre l'élection d'un militant socialiste incarcéré pour action en faveur de la grève commentryenne de 1890) ; député socialiste de la circonscription de Montluçon-Est de 1889 à sa mort ; fut au Palais Bourbon le « député en blouse », provoquant l'intérêt, les lazzi et de nombreux articles de presse ; il intervint à plusieurs reprises, interpellant le gouvernement, en mai 1890, au sujet de la répression par la troupe des grèves de Commentry, s'attirant, le 24 janvier 1894, lors d'une interpellation de Clovis Hugues, la censure avec exclusion temporaire pour avoir crié « Vive la Commune ! » ; il refusa de quitter sa place et la force dut être employée.

**THIVRIER Isidore (1874-1944).** — Troisième fils du précédent ; commerçant puis industriel à Commentry ; maire de cette commune après le décès d'un de ses frères, Alphonse, en 1936 ; conseiller général socialiste du canton de Commentry de 1919 à 1940, vice-président de l'assemblée départementale de 1928 à 1932, puis président de 1933 à 1935 ; député de la circonscription de Montluçon-Est de 1928 à 1940, après avoir été député de l'Allier, élu au scrutin de liste, de 1924 à 1928 ; secrétaire, puis vice-président de la Commission des Mines et de la Force Motrice ; rapporteur, à plusieurs reprises, de projets ou propositions de lois concernant les retraites de vieillesse et d'invalidité des ouvriers mineurs ou l'aménagement du marché charbonnier ; membre d'une organisation de Résistance sous l'Occupation ; arrêté en 1943 puis déporté au camp du Struthof où il mourut.

**THIVRIER Léon (1871-1920).** — Second fils de Christophe Thivrier ; docteur en médecine à Commentry ; conseiller général socialiste du canton de Commentry de 1901 à 1919 ; député de la circonscription de Montluçon-Est de 1902 à 1919 ; militant du Parti Socialiste Révolutionnaire, il permit, par son accord parfait avec Constans et les guesdistes montluçonnais, de « recoudre les morceaux » du socialisme en Bourbonnais ; d'une vigueur intellectuelle peu commune, il fit partie de plusieurs commissions (Assistance et Prévoyance Sociale, Affaires Extérieures, Armée, Mines, dont il était le secrétaire) et, suivant l'exemple de son père, intervint à plusieurs reprises à la tribune de la Chambre, chaque année pour la suppression des fonds secrets (« salaire de toutes les bassesses et de toutes les vilénies »), en 1902 contre l'envoi de force armée sur les lieux de grève et en vue de l'abrogation des lois « scélérates », de même en faveur d'une extension des textes d'amnistie.

**VACHER Marcel (1858-1919).** — Avocat à Montluçon, mais surtout propriétaire et agriculteur à Montmarault, son « fief » ; maire républicain modéré de cette commune de 1885 à sa mort ; conseiller général du canton de Montmarault de 1895 à 1901 ; député progressiste (modéré) de la circonscription de Montluçon-Est de 1895 à 1898 ; fit partie de la majorité « méliniste » ; spécialisé



dans les questions agricoles, secrétaire de la Société d'Agriculture de l'Allier, vice-président du Comice Agricole de Montluçon, membre du Comité du Congrès International d'Agriculture en 1900, vice-président du Congrès International des Syndicats Agricoles.

- VALIGNAT** Pierre (né en 1905). — Instituteur à Montluçon pendant les dernières années de la III<sup>e</sup> République ; militant communiste, secrétaire du « rayon » de Montluçon à partir de 1935 ; son épouse, institutrice, de même, à Montluçon, fut secrétaire fédérale des « Comités Amsterdam-Pleyel » de l'Allier en 1934-1935.
- VANNAIRE** Antoine-Victor (1825-1896). — Docteur en médecine à Gannat ; y anima l'opposition à l'Empire ; sous-préfet de Montluçon après le « 4 septembre », alors signataire d'une menaçante proclamation adressée aux « habitants de la campagne », suspects de bonapartisme ; conseiller général, sous l'étiquette républicaine-radical, de 1883 à 1889 ; archéologue et historien local.
- VEAUCE** Charles-Eugène DE CADIER, baron de (1820-1884). — Maire de Veauce, dont il était le châtelain ; conseiller général conservateur (bonapartiste) du canton d'Ebreuil de 1877 à sa mort ; député au Corps Législatif de 1852 à 1870 et, sous le même régime, conseiller général du canton de Moulins-Ouest pendant le même laps de temps ; ne fut pas un « féodal » comme le traita *Le Figaro* du 5 novembre 1868, car il préconisa l'impôt sur le revenu, approuva les mesures de libéralisation de l'Empire et vota pour la suppression de la candidature officielle ; réformateur et homme de progrès sur le plan agricole, il réclama une action contre le morcellement, pour la conservation des structures d'exploitation et en faveur du Crédit Agricole ; il fut fondateur et président des Comices Agricoles de Gannat et d'Ebreuil ; sénateur de 1876 à sa mort, il prit place à droite et vota contre la politique des ministères républicains.
- VERNE** Ernest-Jean-Marie (1857-1929). — Pharmacien à Saint-Pourçain-sur-Sioule ; maire de cette ville de 1896 à 1912 ; conseiller général radical-socialiste du canton de Saint-Pourçain de 1901 à 1925.
- VIDAL** Gaston (1888-1949). — Instituteur à Moulins, puis journaliste, secrétaire général de *Paris-Journal* avant 1914, directeur du *Pays* et de *L'Ere Nouvelle* après 1918 ; brillant combattant pendant la guerre (neuf citations) ; président de l'Union Fédérale des Anciens Combattants ; conseiller général du canton de Moulins-Est de 1919 à 1925, puis du canton de Vichy de 1927 à 1928 ; député de l'Allier, élu au scrutin de liste, de 1919 à 1924 ; inscrit au groupe républicain-socialiste ; sous-secrétaire d'Etat à l'Enseignement Technique dans le septième cabinet Briand puis dans le deuxième cabinet Poincaré, du 17 janvier 1921 au 29 mars 1924 ; compromis en 1929 dans l'affaire Hanau, puis en 1930 dans l'affaire Oustric, acquitté par la Cour de Justice le 23 juillet 1931, mais avec des attendus très durs sur son attitude ; condamné à l'emprisonnement en 1935 dans l'affaire « France Equatoriale Minière et Industrielle ».
- VILLE** Pierre-Alphonse (1839-1918). — Négociant à Moulins ; maire de cette ville de 1884 à 1892 ; député républicain radical puis radical-socialiste de la circonscription de Moulins-Ouest de 1889 à 1903 ; inscrit, dès 1892, au nouveau groupe républicain radical-socialiste ; fit partie du Comité Exécutif du Parti Républicain, Radical et Radical Socialiste ; membre à la Chambre de la Commission d'Assurance et de Prévoyance Sociale ; sénateur de 1903 à 1918 ; n'eut pratiquement aucune activité au Sénat.

## ARCHIVES ET BIBLIOGRAPHIE

### I. — Documents d'archives

#### *Archives Nationales :*

- F I C III Allier - 3 - Elections 1815-1877.
- F I C III Allier - 6 - Comptes rendus administratifs (an VI - 1870).
- F I C III Allier - 10 - Correspondance et divers (1855-1870).
- F 7 3916 Allier - Rapports de gendarmerie (1855-1859).
- F 7 12.399 et 12.404 - Culte catholique - Inventaires (1905-1909).
- F 19 5951 - Cultes.
- C 3448 A 1 - Elections de 1871 à l'Assemblée Nationale.
- C 3519 3 - Elections de 1871 à l'Assemblée Nationale (résultats par sections de vote).
- C 3459 A 12 - Elections législatives de 1876.
- C 3730 3 - Elections législatives de 1876.
- C 3474 A 27 - Elections législatives de 1877.
- C 3834 3 - Elections législatives de 1877.
- C 3229 et C 437-1213 - Enquête parlementaires sur les élections de 1877 (proposition Grévy - Dépôts Allier).
- C 3934 - 103 - Elections de 1878.
- C 4084 - 155 - Elections de 1882.
- C 4104 - Pétitions (1870-1872) sur l'instruction primaire.
- C 3023 - 231 - Enquête sur la situation des classes ouvrières - Région du Centre (1872-1875).
- C 3330 - 538 - Enquête sur la situation des ouvriers en France (1882).

#### *Archives de l'Assemblée Nationale :*

- Dossiers des élections législatives de 1902, 1906, 1910, 1914, 1919, 1924, 1928, 1936, des élections aux Assemblées Constituantes de 1945 et 1946, des élections législatives de 1946 et 1951.

#### *Archives du Sénat :*

- Dossiers de plusieurs élections sénatoriales.

#### *Archives du Ministère de l'Agriculture :*

Statistiques générales agricoles.

Livres mentionnés dans la partie bibliographique sous référence de ce ministère.

*Archives départementales de l'Allier :*

Dossiers des élections cantonales de 1871 à 1937.

Dossiers des élections législatives de 1881, 1885, 1889, 1893, 1898, 1932.

Dossier de la statistique agricole de 1892 — questionnaires communaux — complété par un dossier comprenant d'autres questionnaires et se trouvant aux Services Agricoles de la Préfecture de l'Allier.

*Archives départementales du Cher, de la Nièvre et du Puy-de-Dôme :*

Certains journaux pour lesquels mention est faite de cette source.

**II. — Bibliographie**

BEAUDRON R. — *Les élections et le métayage dans l'Allier*. Archives de l'Allier 4-8.

BIERNAWSKI Louis. — *Un département sous la Révolution Française*.  
— *L'Allier de 1789 à l'an III*.

BOIS Joseph. — *Le socialisme et la conquête des paysans. A travers les campagnes bourbonnaises*. Paris, 1911, Marcel Rivière et Cie.

BOISSONNET J.-Bte. — *Le Bourbonnais sous la Seconde Restauration. L'esprit public*. Moulins, 1924, Imprimerie du Progrès.

BURDEAU Georges. — *Méthode de la science politique*. Dalloz.

CHASTENET Jacques. — *Histoire de la III<sup>e</sup> République*. Librairie Hachette.

CORNILLON J. — *Le Bourbonnais en 1851. Le Coup d'Etat. Vente des biens nationaux*. Cusset, 1903. Imprimerie Nouvelle Simon Fumoux.

— *Le Bourbonnais sous la Seconde Restauration. La Terreur Blanche*. Moulins, 1917. Fernand Brosset, éditeur.

— *Le Bourbonnais à la fin de l'Empire et sous le Gouvernement de la Défense Nationale*. Moulins, 1924. Imprimerie du Progrès.

— *La déchéance des Bourbons de la branche aînée. Le département de l'Allier en 1830*. Moulins, 1926. Imprimerie du Progrès.

CRÉPIN-LEBLOND Marcellin et RENAUD Claude. — *Ephémérides moulinoises*. Moulins, 1926. Crépin-Leblond, éditeur.

DARGAUD M. — *Le clergé bourbonnais en 1848* (« *La Révolution de 1848...* » voir ouvrages collectifs).

DELAUNAY O. — *Avant-propos de « La Révolution de 1848... »* (voir ouvrages collectifs).

DESGRANGES M.-F. — *L'opinion publique dans le canton de Lurcy-Lévy sous la II<sup>e</sup> République*. Revue « *Notre Bourbonnais* », 2<sup>e</sup>, 3<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> trimestres 1952.

DUVERGER Maurice, GOGUEL Fr. et divers. — *L'influence des systèmes électoraux sur la vie politique*. Cahiers de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, N<sup>o</sup> 16.



- DUPIEU Paul. — *Le Bourbonnais intellectuel et littéraire* (« Visages du Bourbonnais », voir ouvrages collectifs).
- FOURNERIS Régis. — *Histoire de Lurcy-Lévy*. Moulins, 1898. Imprimerie F. Charmeil.
- GAGNON Camille. — *Histoire du métayage en Bourbonnais depuis 1789*. Paris, 1920. Librairie Picart.
- *Géographie humaine du Bourbonnais* (« Visages du Bourbonnais », voir ouvrages collectifs).
- GOGUEL François. — *La politique des partis sous la III<sup>e</sup> République*. Tomes I et II. Paris, 1946. Edition du Seuil.
- *Géographie des Elections Françaises de 1870 à 1951*. Cahiers de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, N° 27.
- GOGUEL François et DUPEUX G. — *Sociologie Electorale. Esquisse d'un bilan. Guide de recherches*. Cahiers de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, N° 26.
- GOUAULT Jacques. — *Les élections générales et partielles à l'Assemblée Nationale (1871-1875)*. Paris, 1929. Thèse de Droit.
- HALEVY Daniel. — *Visites aux paysans du Centre (1907-1934)*. Paris, Editions B. Grasset.
- HANOTAUX Gabriel. — *Histoire de la France Contemporaine (1871-1900)*. Paris, 1904, Combet et Cie.
- LAVISSE Ernest. — *Histoire de la France Contemporaine*, Tome 8. *L'évolution de la III<sup>e</sup> République*. Paris, Hachette.
- LAZITCH Branko. — *Lénine et la III<sup>e</sup> Internationale*. Neuchâtel, 1950. Edition de la Baconnière.
- LE BRAS Gabriel. — *Etudes de sociologie religieuse*. Bibliothèque de sociologie contemporaine. Paris, 1955, P.U.F.
- LEGUAI A. — *Félix Mathé* (« La Révolution de 1848... », voir œuvres collectives).
- MAILLET A.-C. — *Géographie-Histoire de Doyet, Montvicq, Bézenet, Villefranche*. Montluçon, 1894. Imprimerie Montluçonnaise.
- MALLAT Antonin. — *Histoire contemporaine de Vichy de 1789 à 1889*. Vichy, 1921. Imprimerie Wallon Frères.
- *Vichy à travers les âges*.
- *Un peu de tout sur Vichy*. Vichy, 1927. Imprimerie Wallon.
- MAUVE E. — *Le Bourbonnais sous la II<sup>e</sup> République (1848-1851)*. Moulins, 1909. Imprimerie du Progrès.
- MICHEL Edmond. — *La propriété (Ministère de l'Agriculture)*. 1908, Berger Levrault et Cie, Editeurs.
- MONCEAU (Mme Y.-Henri). — *Moulins en 1848* (« La Révolution de 1848... », voir œuvres collectives).
- MONTUSES Ernest. — *Le député en blouse*. Préface de J. Jaurès. *Cahiers du Centre*, mai-juin 1913. Eugène Figuière, Editeur, Paris.
- ORLIAC (Jehanne d'). — *Anne de Beaujeu, roi de France*. Paris, 1925. Librairie Plon.
- PATAUT Jean. — *Sociologie électorale de la Nièvre au XX<sup>e</sup> siècle (1902-1951)*. Préface de M. François Goguel. Paris, 1965. Edition Cujas.

- PETIT Maxime. — *La III<sup>e</sup> République*. Paris, 1936. Larousse.
- PEYRONNET Albert. — *Le Ministère du Travail (1906-1923)*. Paris, 1924.
- RÉGNIER Jean-Marcel. — *L'esprit public dans le département de l'Allier sous la II<sup>e</sup> République*. Paris, 1921. Thèse Sorbonne.
- ROBERT Adolphe et COUGNY Gaston. — *Dictionnaire des Parlementaires Français comprenant tous les membres des Assemblées Françaises et tous les ministres français depuis le 1<sup>er</sup> mai 1789 jusqu'au 1<sup>er</sup> mai 1889*. Paris (1889-1891). Imprimerie de la Chambre des Députés (Bibliothèque de l'Assemblée Nationale).
- ROUGERON Georges. — *Le Mouvement Socialiste en Bourbonnais (1875-1944)*. Préface de Henri Ribière, Moulins, 1946. Editions du Beffroi.
- *Les administrateurs et les assemblées départementales de l'Allier (1790-1945)*. Moulins. Imprimerie A. Pottier.
  - *Les représentants politiques du département de l'Allier*. Revue Notre Bourbonnais, 1949 (pp. 353, 369, 401).
  - *Les représentants politiques du département de l'Allier*. Revue Notre Bourbonnais, 1951 (pp. 74, 81, 97).
  - *Les représentants politiques du département de l'Allier*. Revue Notre Bourbonnais, 1952 (pp. 129, 145, 161, 177).
  - *Les représentants politiques du département de l'Allier*. Revue Notre Bourbonnais, 1953 (pp. 193, 209, 241).
  - *Les représentants politiques du département de l'Allier*. Revue Notre Bourbonnais, 1954 (pp. 257, 273, 298, 305).
  - *Les représentants politiques du département de l'Allier*. Revue Notre Bourbonnais, 1955 (pp. 321, 337, 353, 377).
  - *Les représentants politiques du département de l'Allier*. Revue Notre Bourbonnais, 1956 (pp. 396, 413, 440).
  - *Les représentants politiques du département de l'Allier*. Revue Notre Bourbonnais, 1957 (pp. 458, 475, 481).
  - *De la Révolution de février au 2 décembre (« La Révolution de 1848... »)*, voir œuvres collectives).
  - *Les Administrations départementales de l'Allier. Le Conseil Général*. Montluçon, 1957-1960. 3 volumes. Grande Imprimerie Nouvelle.
  - Revue « Positions ». Directeur gérant : Jean Cluzel, à Bransat, Allier (Club Positions). Numéro de novembre 1959.
  - *Les consultations politiques dans le département de l'Allier. Le personnel politique bourbonnais (1789-1963)*. Moulins, 1964. Imprimerie A. Pottier et Cie.
- RUDIER Raymond. — *La vie rurale en Bourbonnais*. Thèse Faculté des Lettres de Poitiers. Archives de l'Allier.
- SIEGFRIED André. — *Tableau politique de la France de l'Ouest sous la III<sup>e</sup> République*. Paris, 1913. Armand Colin.
- *Tableau des partis en France. Scrutins parlementaires les plus significatifs*. Paris, 1930. « Les Ecrits », B. Grasset.
  - *Géographie électorale de l'Ardèche sous la III<sup>e</sup> République*. Cahiers de la Fondation des Sciences Politiques, N° 9.

**SOULIER Auguste.** — *L'instabilité ministérielle sous la III<sup>e</sup> République.* Thèse Faculté de Droit, Strasbourg 1938. Paris, 1939, Sirey.

**TOURRET Jean-Pierre.** — *La République Paysanne.* Gannat, 1937. Imprimerie Régionale.

**VIPLE Joseph.** — *François-Xavier Laurent, évêque constitutionnel du département de l'Allier (1744-1821).* Bulletin de la Société d'Emulation du Bourbonnais, premier semestre 1920.

— *Mandement de François-Xavier Laurent, évêque constitutionnel de l'Allier pour le Carême de 1793.* Bulletin de la Société d'Emulation du Bourbonnais, année 1932.

— *Histoire du Bourbonnais* (« Visages du Bourbonnais », voir ouvrages collectifs).

**ZÉVAËS Alexandre.** — *Le Parti Socialiste Unifié et la Guerre.* Paris, 1919. Editions de l'Effort.

OUVRAGES COLLECTIFS OU SANS NOM D'AUTEUR, par date de parution :

*Résumés des Travaux Législatifs de la Chambre. Notices et portraits (par législation).* Imprimerie de la Chambre.

*Album de statistique agricole. Résultats généraux de l'enquête décennale de 1882.* Ministère de l'Agriculture. Nancy, 1887. Berger Levrault.

*Dictionnaire biographique de l'Allier. Dictionnaire annuaire et album.* Paris, 1898. Henri Jouve, Editeur.

*La petite propriété rurale en France. Enquêtes monographiques (1908-1909) (Ministère de l'Agriculture).* Paris, 1909. Imprimerie Nationale.

*L'arrondissement de Gannat et le canton de Montmarault. Monographies communales par les instituteurs de la circonscription de Gannat.* Gannat, 1909. Imprimerie F. Marion.

*Joachim de Garidel, Marquis de Thoron (1838-1937).* Moulins. Crépin Leblond.

*Etudes sur la Révolution Française dans l'Allier.* Edition du cent cinquantième (1939-1945). Moulins. Imprimerie Valmy.

*Visages du Bourbonnais (Camille Gagnon, Joseph Viple, Paul Dupieu, Marcel Générmont).* Paris, 1947. Editions des Horizons de France. Collections « Provinciales ».

*La Révolution de 1848 à Moulins et dans le département de l'Allier.* Comité Départemental du Centenaire de la Révolution de 1848. Moulins, 1950. Préfecture de l'Allier. Imprimerie A. Pottier.



## III. — Journaux

*Nota :* La référence JO ou GR Fol. JO est celle de la Bibliothèque Nationale. La référence AD indique comme source les archives départementales du département qui est ensuite désigné. Les autres sources sont expressément citées. Parfois, il y a eu multiplicité de sources.

- Action Républicaine*, JO 11096  
*Alerte*, AD Allier.  
*Allier Démocratique*, JO 11204.  
*Allier Républicain*, JO 11205.  
*Allier Socialiste*, JO 11205.  
*Auvergne Nouvelle*, GR Fol JO 830.  
*Avenir de l'Allier*, JO 11584.  
*Avenir de Vichy* (1872...), JO 2971.  
*Avenir de Vichy* (1927...), JO 11687.  
*Avenir Libéral*, JO 11790.  
*Bourbonnais*, JO 12076.  
*Bourbonnais Républicain*, JO 95108. AD Allier et Bibliothèque Municipale de Moulins.  
*Bulletin des Démocrates Populaires*, JO 95807.  
*Centre Industriel*, JO 2271.  
*Centre*, JO 2270, JO 12251 et archives *Centre-Matin* (Montluçon).  
*Clairon de l'Allier*, JO 12362.  
*Combat*, JO 12452. AD Allier et AD Cher.  
*Combat Socialiste*, JO 12452.  
*Combat Social*, JO 91906 et AD Allier.  
*Commerçant Bourbonnais*, JO 40772.  
*Courrier de l'Allier*, JO 12644 et AD Allier (collection Crépín-Leblond).  
*Courrier de Vichy*, JO 12725.  
*Cri d'Yzeure*, JO 94053.  
*Cri Social*, JO 93770.  
*Croix de l'Allier*, JO 6220 et JO 12941.  
*Cussetois*, JO 13116.  
*Défense des Ouvriers*, JO 5482.  
*Démocratie Bourbonnaise*, JO 4295.  
*Démocratie du Centre*, JO 13306.  
*Démocratie Laïque*, JO 92058.  
*Dépêche de l'Allier*, JO 13382.  
*Dépêche de Vichy et du Centre*, JO 13432.  
*Dépêche Officielle de Vichy*, JO 13432.  
*Dépêche du Centre*, JO 13411.  
*Echo Bourbonnais*, JO 13544.  
*Echo de l'Allier (Centre)*, JO 13.651.  
*Echo de la Sioule*, AD Allier.  
*Echo de Vichy*, JO 13855.  
*Echo Impartial de Vichy*, JO 13856, devenu *Echo de l'Allier*, JO 14010.  
*Echo du Centre* (1889...), JO 13913.  
*Echo du Centre* (1931...), JO 95309.  
*Eclaireur de l'Allier*, JO 14175.  
*Eclaireur de Vichy*, JO 92344.  
*Eclaireur du Centre*, JO 94074.  
*Electeur Libre*, JO 92383.  
*Emancipateur*, AD Cher.  
*Etoile du Centre*, JO 14556.  
*Franchise*, JO 3338.  
*Franc-Tireur de l'Arrondissement de Gannat*, JO 3334.  
*Furet Vichyssois*, JO 14870.  
*Gazette de l'Allier*, JO 14948 et JO 14949.  
*Gazette de Vichy* (1887...), JO 14986.  
*Gazette de Vichy* (1911...), JO 92475.  
*Gazette du dimanche*, JO 85004.  
*Hebdomadaire*, JO 93974.  
*Hebdomadaire de l'Allier*, JO 92511.  
*Hommes de Bien*, JO 67442.

- Impartial de l'Allier*, JO 85219.  
*Impartial du Centre*, AD Nièvre.  
*Indépendant*, JO 85515.  
*Indépendant de l'Allier*, JO 4506.  
*Indépendant du Centre*, JO 85469.  
*Indépendant de l'Arrondissement de Gannat*, GR Fol JO 774.  
*Jeunesse Républicaine de Montluçon*, JO 8005.  
*Journal de Gannat*, puis *Travail de l'Allier*, JO 85876 et AD Allier.  
*Journal de l'Allier*, JO 85897.  
*Journal de Montluçon*, JO 85998.  
*Journal de Saint-Pourçain*, JO 86093.  
*Journal de Vichy*, JO 2968 et JO 86147.  
*Libéral de l'Allier*, JO 86352.  
*Maréchal*, JO 3592.  
*Mémorial de l'Allier*, JO 86638 et AD Allier.  
*Mendiant de l'Arrondissement de Gannat*, JO 3605.  
*Mercure de l'Allier*, JO 8667.  
*Messager de l'Allier*, JO 86687 et AD Allier.  
*Messager-Mémorial*, JO 86675, JO 86742 et AD Allier.  
*Moniteur de l'Allier*, JO 86826.  
*Moniteur Electoral*, JO 86874.  
*Montluçon-Républicain*, JO 86920.  
*Moulins-Est*, JO 94513.  
*Moulins-Républicain*, JO 92667.  
*Nouvelles du Centre*, JO 94204.  
*Nouvelliste de Cusset-Vichy*, JO 87109.  
*Nouvelliste de l'Allier*, JO 87112.  
*Nouvelliste de Sologne Bourbonnaise*, JO 72282.  
*Patriote de l'Allier*, JO 4695.  
*Petit Bourbonnais*, JO 93546.  
*Petit Indépendant de l'Allier*, JO 87709 et JO 87710.  
*Petit Libéral de Cusset-Vichy*, JO 3755 et JO 87746.  
*Petit Montluçonnais*, JO 87807.  
*Petit Radical*, JO 96200.  
*Petit Vichyssois*, JO 87990.  
*Petite Démocratie du Dimanche*, JO 88003.  
*Peuple*, JO 3792.  
*Peuple de l'Allier*, JO 88083.  
*Presse Franche*, JO 94205.  
*Progrès*, JO 88466.  
*Progrès de Moulins*, JO 7433.  
*Progrès Social*, JO 88519, JO 88520 et Bibliothèque Municipale de Moulins.  
*Progrès de l'Allier*, JO 88324, Bibliothèque Municipale de Moulins et archives de l'Imprimerie du Progrès à Moulins.  
*Radical de l'Allier*, JO 88641 et Bibliothèque Municipale de Moulins.  
*Réformateur* (1889...), JO 88841.  
*Réformateur* (1910...), JO 88838.  
*Républicain de l'Allier* (1871...), JO 3876 et AD Allier.  
*Républicain de l'Allier* (1914...), JO 92819.  
*Républicain du Centre*, JO 89050.  
*Républicain Radical Socialiste*, JO 88150.  
*République du Peuple*, JO 89228.  
*Réveil Cussetois*, JO 89428.  
*Réveil de l'Allier* (1893...), JO 89438.  
*Réveil de l'Allier* (1928...), JO 94708.  
*Réveil de Vichy*, JO 89586.  
*Réveil du Centre*, JO 89647.  
*Réveil du Combattant*, JO 93844.  
*Réveil Montluçonnais*, JO 89768.  
*Revue de l'Arrondissement de Gannat*, JO 3931 et JO 89957.  
*Semaine de Cusset-Vichy*, JO 1596, puis de *Vichy-Cusset*, JO 90166.  
*Socialisme de l'Allier*, JO 90307.  
*Socialiste*, JO 90371.  
*Socialiste de l'Allier*, JO 90324.  
*Syndiqué du Centre*, JO 20532 et AD Cher.

*Tocsin puis Tocsin Populaire*, AD Allier et AD Cher.

*Torche*, JO 90572.

*Travail* (1910...), puis *Travail Socialiste*, JO 90621.

*Travail* (1921...), JO 93449.

*Travailleur*, JO 90693.

*Travailleur de l'Allier*, JO 90634.

*Tribune Bourbonnaise*, JO 94372.

*Tribune Bourbonnaise de Lapalisse*, JO 90727.

*Tribune Bourbonnaise de Montluçon*, JO 90725.

*Tribune de l'Allier*, JO 94373.

*Tribune de Vichy*, JO 94374.

*Tribune Républicaine - Socialiste de l'Arrondissement de Gannat*, JO 94721.

*Union de Commentry*, JO 6277.

*Union Républicaine*, JO 91103.

*Vague*, JO 40687.

*Vérité Vichyssoise*, JO 91297, puis *de Vichy et du Centre*, JO 91248.

*Vichy-Socialiste*, JO 91308.

*Voix du Peuple* (1884...), JO 91449.

*Voix du Peuple* (1936...), GR Fol JO 1064 et AD Puy-de-Dôme.



# INDEX DES NOMS DE COMMUNES

(Entre parenthèses, le cas échéant,  
le nombre de citations pour la page considérée)

Agonges : 28 ; 58.  
Ainay-le-Château : 63 ; 66 ; 301.  
Aubigny : 61.

Bagneux : 238.  
Bellenaves : 49 ; 216.  
Bellerive-sur-Allier : 114 ; 154 ; 164 ;  
168 ; 323.  
Bert : 11 ; 12 ; 38 ; 158.  
Bessay : 210.  
Bézenet : 11 ; 12 ; 36 ; 40 ; 41 ; 45 ;  
66 ; 116 ; 129 ; 158 ; 287 ; 329.  
Billy : 59 ; 77 ; 210 ; 298 ; 307 ;  
322.

Biozat : 62 ; 231.

Boucé : 241.

Bourbon-l'Archambault : 11 ; 13 ; 15 ;  
16 ; 21 ; 22 ; 24 ; 29 ; 30 (2) ; 33 ;  
57 ; 91 (2) ; 101 (2) ; 104 ; 123 ;  
146 ; 153 ; 156 (2) ; 158 (2) ; 159 ;  
191 ; 214 ; 223 ; 227 ; 231 ; 246 ;  
281 (2) ; 285 ; 293 (2) ; 301 (2) ;  
310 ; 323.

Bransat : 59 ; 227 ; 330.

Bressolles : 162 ; 205 ; 231.

Brout-Vernet : 227, 298.

Buxières : 11 ; 12 (2) ; 66 (2) ; 76 ;  
91 ; 92 (2) ; 101 ; 110 ; 123 ; 151 ;  
158 ; 194 ; 214 ; 227 ; 287 ; 293 ;  
323.

Cérilly : 15 ; 16 ; 21 ; 22 (2) ; 64 ;  
68 (2) ; 76 ; 125 ; 181 ; 191 ; 207 ;  
226 ; 230 ; 246 ; 281 ; 285 ; 298 ;  
300 ; 301 ; 310 ; 311 ; 313.

Chantelle : 15 ; 16 ; 17 ; 21 ; 22 (2) ;  
24 ; 48 ; 75 ; 94 ; 161 ; 184 ; 186 ;  
195 ; 246 (2) ; 281 ; 285 ; 289.

Chapeau : 34.

Charroux : 29 ; 57.

Château-sur-Allier : 135.

Châtel-Montagne : 309.

Chemilly : 195.

Chevagnes : 15 ; 16 ; 22 ; 184 ; 191 ;  
195 ; 199 ; 219 ; 246 ; 248 ; 281 ;  
283 ; 285 ; 287 ; 291 (2) ; 292 (2) ;  
293 ; 294 (3) ; 298 ; 299 (2) ; 313 (2).

Chezelles : 57.

Cognat-Lyonne : 319.

Colombier : 216.

Commentry : 11 ; 12 (2) ; 13 (5) ;  
14 ; 15 ; 16 ; 24 ; 36 ; 37 ; 38 ;  
39 ; 40 (2) ; 41 (3) ; 45 ; 55 ; 60 ;  
61 ; 64 ; 66 (2) ; 74 (4) ; 78 ; 82  
(2) ; 84 ; 89 ; 90 ; 92 (2) ; 99 ;  
101 (3) ; 103 ; 106 ; 107 ; 110 ; 113 ;  
114 (3) ; 118 ; 120 (2) ; 124 (2) ;  
126 ; 127 (2) ; 128 ; 129 (2) ; 130 ;  
131 (3) ; 139 ; 144 ; 150 ; 152 ; 157 ;  
158 ; 161 ; 162 ; 165 ; 181 ; 191 ;  
194 ; 197 ; 201 ; 207 ; 210 ; 215 ;  
223 ; 225 ; 227 ; 246 (2) ; 247 ; 281 ;  
283 ; 287 (2) ; 288 ; 292 ; 298 (2) ;  
309 (2) ; 310 ; 318 (3) ; 320 (2) ;  
324 (3) ; 325 (7) ; 334.

Contigny : 63 ; 298.

Cosne-d'Allier : 69 ; 150 ; 158.

Coulandon : 94.

Couleuvre : 158.

Coutansouze : 158.

Cressanges : 53.

Creuzier-le-Vieux : 101.

Cusset : 14 ; 15 (2) ; 16 ; 17 ; 21 ;  
22 ; 24 (3) ; 48 ; 56 ; 61 ; 62 ;  
75 (2) ; 94 ; 97 ; 99 (2) ; 125 (2) ;  
133 ; 137 ; 140 ; 141 ; 150 ; 154 ;  
158 ; 165 ; 175 ; 181 ; 187 ; 188 ;  
191 ; 194 ; 197 ; 199 ; 211 ; 217 ;  
218 ; 222 (2) ; 223 (2) ; 246 (2) ;  
247 ; 281 (2) ; 283 ; 289 ; 296 ;  
298 (2) ; 299 ; 311 (2) ; 312 ; 324 ;  
328 ; 333 (4).

Deneuille : 12 ; 38 ; 58 ; 287.

Désertines : 136.

Diou : 293.

Domerat : 12 ; 59 ; 60 ; 80 ; 124 ;  
136 ; 137 (2) ; 156 ; 231 ; 238 ;  
289 ; 316.

Dompierre : 15 ; 16 ; 20 ; 21 ; 22 ;  
31 ; 33 ; 48 ; 68 ; 96 ; 105 ; 152 ;  
161 ; 181 ; 191 ; 223 ; 230 ; 246 ;  
281 ; 293 ; 294.

Doyet : 11 ; 12 ; 37 ; 40 ; 59 ; 82 ;  
149 ; 158 ; 186 ; 188 ; 312 ; 329.

Ebreuil : 15 ; 16 ; 17 ; 161 ; 191 ;  
195 ; 214 ; 246 (2) ; 248 ; 281 (3) ;  
283 ; 285 ; 291 ; 295 ; 298 (3) ;  
315 ; 326 (2).

- Echassières : 13.  
 Escurolles : 15 ; 16 ; 17 ; 22 ; 24 ; 197 ; 246 ; 291 ; 298 ; 319 ; 320 (2) ; 323.  
 Espinasse-Vozelle : 50.  
 Estivareilles : 58.  
 Fleuriel : 155 ; 235.  
 Franchesse : 30 ; 100 ; 121 ; 158 ; 193.  
 Gannat : 13 (2) ; 15 (5) ; 16 ; 17 (3) ; 19 ; 24 ; 32 ; 33 ; 42 ; 44 ; 48 ; 57 (2) ; 60 ; 63 (2) ; 77 ; 84 ; 86 ; 90 ; 91 (3) ; 92 (3) ; 93 ; 95 ; 96 (4) ; 97 (2) ; 98 (5) ; 99 (5) ; 100 (2) ; 101 ; 103 ; 104 ; 105 ; 109 (3) ; 110 ; 112 ; 117 ; 118 ; 125 ; 132 ; 133 ; 136 (2) ; 137 ; 141 (2) ; 143 ; 150 ; 151 ; 152 ; 155 ; 158 ; 161 ; 165 (2) ; 168 ; 170 (3) ; 172 (2) ; 174 ; 175 ; 179 ; 183 ; 184 (2) ; 186 (4) ; 187 ; 191 ; 192 ; 193 ; 194 ; 197 ; 198 ; 199 (2) ; 202 (3) ; 205 (2) ; 207 ; 210 ; 211 ; 214 (2) ; 216 (3) ; 217 (2) ; 219 (4) ; 220 ; 222 ; 223 ; 226 ; 230 (3) ; 231 (6) ; 232 (3) ; 235 (2) ; 236 (2) ; 238 (5) ; 239 (2) ; 246 (3) ; 251 ; 256 ; 257 ; 259 ; 268 ; 269 ; 271 ; 281 (2) ; 283 ; 291 ; 296 ; 298 ; 299 (2) ; 300 ; 313 (2) ; 316 ; 320 (2) ; 323 ; 326 (2) ; 331 (3) ; 332 ; 333 (4) ; 334.  
 Gennetines : 29 ; 38.  
 Hérisson : 15 ; 16 ; 21 ; 22 ; 24 ; 62 ; 76 ; 91 ; 95 (2) ; 181 ; 191 ; 195 ; 199 ; 230 ; 246 ; 249 ; 283 (2) ; 292 (2) ; 293 ; 294 (2) ; 299 (2) ; 324 (2).  
 Huriel : 10 ; 15 ; 16 ; 21 ; 66 ; 96 ; 122 ; 154 ; 162 ; 193 ; 202 ; 230 (2) ; 246 (2) ; 247 (2) ; 264 ; 289 ; 292 ; 298 ; 315 ; 316 ; 324.  
 Isle-et-Bardais : 58.  
 Jaligny : 15 ; 16 ; 20 ; 21 ; 22 (2) ; 23 ; 29 ; 30 ; 56 ; 62 ; 96 ; 118 ; 184 ; 192 ; 195 ; 223 ; 230 ; 238 ; 246 ; 281 ; 285 ; 292 ; 293 ; 294 (3).  
 Jenzat : 62.  
 La Chapelaude : 63 ; 315.  
 Lafeline : 30.  
 La Ferté-Hauterive : 13 ; 222 ; 314.  
 Lalizolle : 238 ; 319.  
 Lapalisse : 15 (6) ; 16 ; 17 ; 21 ; 22 ; 23 ; 30 ; 32 ; 42 ; 43 (2) ; 59 ; 61 ; 86 ; 91 (3) ; 92 ; 95 ; 96 (3) ; 97 ; 98 (4) ; 99 (5) ; 101 ; 102 (2) ; 103 (2) ; 104 (2) ; 105 (4) ; 108 (2) ; 109 (3) ; 110 (2) ; 111 (2) ; 112 (2) ; 125 (2) ; 132 (2) ; 136 ; 140 ; 141 (2) ; 143 ; 145 (2) ; 151 ; 153 ; 154 (2) ; 165 ; 184 (2) ; 187 ; 192 (2) ; 197 ; 198 (2) ; 202 (2) ; 205 ; 206 ; 210 ; 211 (2) ; 213 (2) ; 214 ; 216 (2) ; 217 (2) ; 219 (3) ; 220 (2) ; 231 (4) ; 232 (3) ; 235 (2) ; 237 ; 238 (4) ; 246 (3) ; 248 (2) ; 251 ; 256 ; 257 (3) ; 259 (2) ; 266 ; 268 ; 270 ; 281 ; 283 ; 285 ; 292 ; 299 (3) ; 309 (2) ; 310 ; 312 ; 314 ; 315 (2) ; 316 (2) ; 322 (2) ; 334.  
 La Petite Marche : 53.  
 La Prugne : 13.  
 Le Donjon : 12 ; 15 ; 16 ; 19 ; 21 ; 22 (2) ; 77 ; 96 ; 114 ; 186 ; 191 ; 192 ; 223 ; 238 ; 246 ; 281 ; 285 ; 291 (2) ; 300 (3) ; 315 (3).  
 Le Mayet-de-Montagne : 15 ; 16 ; 160 ; 187 ; 211 ; 246 (2) ; 247 (3) ; 285 ; 291 ; 295 ; 296 ; 298 ; 299 (3) ; 300 (2).  
 Le Montet : 11 ; 12 ; 15 ; 16 ; 21 ; 22 ; 85 ; 91 (4) ; 142 ; 159 ; 211 ; 230 ; 246 ; 281 (3) ; 285 ; 291.  
 Le Theil : 101, 210.  
 Le Vernet : 56 ; 117 ; 231.  
 Le Vilhain : 192.  
 Louchy-Montfand : 155.  
 Lurey : 13 ; 15 ; 16 ; 20 ; 21 ; 22 (2) ; 45 ; 67 ; 84 ; 92 (3) ; 96 ; 118 ; 140 ; 150 (2) ; 151 ; 156 ; 158 ; 181 ; 186 ; 191 ; 192 ; 216 ; 223 ; 246 ; 281 ; 293 ; 298 ; 318 (2) ; 328 ; 329.  
 Lusigny : 293.  
 Magnet : 58.  
 Malicorne : 136.  
 Marcenat : 69.  
 Marcillat : 15 ; 16 ; 21 ; 22 ; 95 ; 191 ; 195 ; 207 ; 246 ; 283 (2) ; 285 ; 291 ; 295 ; 298 ; 299 (2) ; 300 (2).  
 Meaulne : 311.  
 Montbeugny : 58.  
 Montcombroux : 12 ; 24 ; 48 ; 114.  
 Montluçon : 13 (4) ; 14 ; 15 (6) ; 16 ; 17 (4) ; 19 ; 21 ; 24 ; 31 ; 32 ; 33 (2) ; 36 (6) ; 37 ; 38 ; 39 (3) ; 40 (2) ; 41 ; 42 (3) ; 44 ; 45 (2) ; 46 (2) ; 48 ; 49 ; 51 ; 52 (2) ; 53 ; 55 ; 60 ; 62 ; 64 (3) ; 66 (4) ; 69 (3) ; 74 (3) ; 75 ; 76 ; 78 ; 79 (2) ; 82 (4) ; 83 (2) ; 84 (4) ; 85 ; 88 ; 91 (2) ; 92 (4) ; 93 (3) ; 94 ; 95 (5) ; 96 (2) ; 97 (5) ; 98 (9) ; 99 (6) ; 100 (2) ; 101 (12) ; 102 ; 103 (4) ; 105 ; 106 (5) ; 107 (3) ; 108 (6) ; 109 (2) ; 110 (2) ; 111 (2) ; 112 (2) ; 113 (2) ; 114 ; 115 ; 116 (2) ; 117 (4) ; 118 ; 119 (2) ; 120 (2) ; 122 ; 123 (3) ; 125 (2) ; 126 ; 127 (2) ; 128 (6) ; 129 ; 130 (3) ; 131 (4) ; 132 (4) ; 133 (2) ; 134 ; 135 ; 136 (5) ; 137 (2) ; 139 (3) ; 140 (4) ; 141 (7) ; 143 (2) ; 144 (2) ; 145 ; 146 ; 149 (3) ; 150 (3) ; 151 (2) ; 152 ; 153 (4) ; 154 ; 156 (3) ; 158 (3) ; 159 (2) ; 160 (4) ; 161 (3) ; 162 ; 163 ; 165 (2) ; 168 ; 169 ; 170 (2) ; 171 (3) ; 174 (3) ; 179 ; 181 ; 183 ; 184 (5) ; 185 ; 186 ; 187 (2) ; 188 (2) ; 191 (2) ; 192 (2) ; 193 ; 197 (2) ; 198 (4) ; 199 (3) ; 201 (2) ; 202 (3) ; 204 ; 205 (5) ; 206 (2) ; 209 (2) ; 210 (2) ; 211 (2) ; 213 ; 214 (4) ; 215 (2) ; 216 (3) ; 217 (4) ; 219 (6) ;

223 ; 225 ; 226 ; 227 (4) ; 231 (8) ;  
 232 (3) ; 234 ; 235 (7) ; 236 ; 237 ;  
 238 (4) ; 239 (3) ; 240 ; 242 ; 246 (5) ;  
 249 ; 257 ; 258 ; 259 ; 260 ; 266 ;  
 267 ; 268 (7) ; 269 ; 270 ; 271 ; 281  
 (2) ; 283 ; 285 ; 287 ; 288 ; 292 ;  
 296 ; 298 ; 299 (2) ; 301 (2) ;  
 309 ; 310 (2) ; 311 (12) ; 312 (2) ;  
 313 (2) ; 314 (11) ; 315 ; 316 (2) ;  
 318 (2) ; 320 (4) ; 321 ; 324 (5) ;  
 325 (7) ; 326 (5) ; 329 ; 330 ; 332 ;  
 333 (3) ; 334.

Montmarault : 15 ; 16 ; 24 ; 76 ; 91 ;  
 104 ; 116 ; 129 ; 161 ; 199 ; 246 ;  
 281 (2) ; 283 ; 298 ; 313 ; 325 (2) ;  
 331.

Montvicq : 11 ; 12 ; 36 ; 59 ; 66 ;  
 82 ; 120 ; 124 ; 129 ; 158 ; 287 ;  
 329.

Moulins : 10 ; 11 ; 13 (2) ; 14 (2) ;  
 15 (6) ; 16 ; 17 (4) ; 19 ; 20 (2) ;  
 21 (2) ; 22 ; 29 ; 30 ; 31 (3) ; 32 ;  
 37 ; 39 ; 42 (2) ; 43 (5) ; 45 (2) ;  
 46 (3) ; 47 ; 48 ; 49 (2) ; 50 ; 51 (3) ;  
 52 (2) ; 53 (2) ; 54 ; 55 (4) ; 57 ;  
 58 ; 59 (3) ; 60 (3) ; 61 (3) ; 62 ;  
 64 ; 65 ; 66 (2) ; 68 (2) ; 69 ; 74 (3) ;  
 75 (2) ; 77 (3) ; 81 ; 82 (5) ; 83 (5) ;  
 84 (3) ; 85 (2) ; 86 ; 87 ; 90 (2) ;  
 91 (3) ; 92 (4) ; 93 ; 94 (10) ; 95 ;  
 96 (3) ; 97 (2) ; 98 (6) ; 99 (3) ;  
 100 (4) ; 101 (6) ; 102 (2) ; 103 (3) ;  
 104 (5) ; 105 (4) ; 108 ; 109 (3) ; 110  
 (4) ; 111 (2) ; 112 (3) ; 114 ; 115 (2) ;  
 117 ; 118 ; 124 ; 125 (2) ; 126 ;  
 127 (4) ; 128 ; 129 (3) ; 130 (3) ;  
 131 (5) ; 132 (2) ; 133 (3) ; 134 ;  
 135 (3) ; 136 ; 137 (2) ; 138 ; 139  
 (4) ; 140 (2) ; 141 (5) ; 143 (2) ;  
 144 (4) ; 146 (2) ; 148 (2) ; 149 ;  
 150 (3) ; 151 ; 152 ; 153 (2) ; 154  
 (2) ; 155 (3) ; 158 (6) ; 159 ; 160 ;  
 161 (3) ; 162 (3) ; 164 ; 168 (2) ;  
 171 ; 174 ; 180 ; 183 ; 184 (5) ; 186  
 (2) ; 187 (2) ; 188 ; 192 (4) ; 193 (4) ;  
 194 (2) ; 195 (3) ; 198 (4) ; 199 (3) ;  
 202 (4) ; 204 ; 205 (5) ; 207 ; 209 ;  
 210 (4) ; 213 (2) ; 214 (4) ; 215 (2) ;  
 216 (7) ; 218 ; 219 (6) ; 220 (2) ;  
 222 (2) ; 223 (2) ; 226 ; 227 (2) ;  
 230 ; 231 (11) ; 232 (5) ; 234 (2) ;  
 235 (5) ; 236 ; 237 ; 238 (9) ; 246  
 (5) ; 247 (3) ; 255 ; 267 (2) ; 268 ;  
 270 ; 283 (3) ; 285 ; 287 ; 292 (5) ;  
 293 ; 294 (4) ; 297 ; 298 ; 299 (3) ;  
 300 ; 310 ; 311 (3) ; 313 (4) ; 315 ;  
 319 (5) ; 320 (6) ; 321 (2) ; 322 ;  
 323 ; 326 (5) ; 328 (4) ; 329 (3) ;  
 330 (3) ; 331 (2) ; 332 ; 333 (7).

Nades : 13.

Nassigny : 53.

Néris-les-Bains : 11 ; 12 ; 13 ; 40 ;  
 77 ; 96 ; 161 (2) ; 163 (2) ; 192 (2) ;  
 222 ; 287 ; 309 ; 310 ; 313 ; 321.  
 Neuilly-en-Donjon : 251 ; 315.

Neuilly-le-Réal : 15 ; 16 ; 21 ; 162 ;  
 210 (2) ; 211 ; 246 ; 248 ; 292 (3) ;  
 294 (3) ; 314 ; 324.

Noyant : 11 ; 12 ; 287 ; 293.

Rongères : 48.

Saint-Caprais : 62.

Saint-Christophe : 251 ; 310.

Saint-Gérard-le-Puy : 227 ; 310.

Saint-Germain-de-Salles : 62.

Saint-Germain-des-Fossés : 13 ; 98 ;  
 106 ; 111 ; 113 ; 120 ; 130 ; 132 ;  
 150 ; 158 ; 298.

Saint-Hilaire : 12 (2) ; 110 ; 111 ;  
 287 ; 293.

Saint-Léon : 30.

Saint-Loup : 234.

Saint-Menoux : 101.

Saint-Plaisir : 38.

Saint-Pourçain-sur-Sioule : 12 ; 15 ;  
 16 ; 17 ; 21 ; 22 (2) ; 24 ; 33 ;  
 48 ; 49 ; 57 ; 62 ; 63 (2) ; 64 ; 91 ;  
 94 ; 95 ; 101 ; 136 ; 141 ; 150 (3) ;  
 155 ; 157 (2) ; 158 ; 159 ; 160 ;  
 165 ; 175 ; 186 (2) ; 195 ; 199 ; 223 ;  
 238 ; 246 ; 247 ; 255 ; 283 (2) ; 289 ;  
 291 (2) ; 298 (2) ; 300 ; 314 ; 326 ;  
 333.

Saint-Priest-en-Murat : 152.

Saint-Prix : 194 ; 316.

Saligny : 13.

Souigny : 15 ; 16 ; 18 ; 21 ; 24 ;  
 62 ; 64 (2) ; 66 ; 75 ; 100 ; 127 ;  
 152 ; 155 ; 159 ; 195 ; 197 ; 235 ;  
 246 ; 248 ; 251 ; 281 ; 283 ; 285 ;  
 292 (3) ; 293 ; 294 (2) ; 319 ; 320.

Taxat-Senat : 231.

Theneuille : 76 ; 204 ; 227 ; 310.

Thiel : 58.

Toulon : 214.

Treignat : 242.

Trevol : 58.

Tronget : 152 ; 158 ; 238.

Urçay : 186.

Ussel : 58 ; 184.

Valigny : 301.

Vallon : 58 (2).

Varennes : 15 ; 16 ; 21 ; 58 ; 83 ;  
 94 ; 100 ; 115 ; 152 ; 195 ; 230 ;  
 237 ; 246 ; 283 ; 294 ; 298 ; 310 ;  
 322.

Vaumas : 31

Veaunce : 326.

Venas : 210.

Vichy : 11 ; 13 (2) ; 14 ; 15 (2) ; 16 ;  
 17 (4) ; 21 ; 22 ; 29 ; 39 ; 42 ; 43 ;  
 45 ; 48 ; 49 (2) ; 53 ; 55 (2) ; 58 ;  
 59 ; 60 ; 61 ; 62 (2) ; 63 ; 68 ; 69 ;  
 82 ; 83 (2) ; 86 ; 91 ; 92 (2) ; 97 ;  
 98 ; 99 (3) ; 100 (5) ; 101 (7) ; 108 ;  
 115 ; 117 (3) ; 118 (2) ; 121 (4) ;  
 122 (3) ; 125 ; 129 (2) ; 130 (2) ;  
 131 (5) ; 132 (2) ; 134 ; 135 (2) ;  
 137 (2) ; 140 ; 141 ; 142 ; 143 (2) ;  
 144 (3) ; 145 (2) ; 146 ; 148 ;  
 150 ; 151 ; 153 ; 154 (2) ; 155 ;



- 157 ; 158 ; 162 ; 163 ; 165 (5) ; 168 (4) ; 169 (6) ; 170 ; 172 (8) ; 174 ; 175 (2) ; 188 ; 191 ; 194 ; 199 ; 205 ; 207 ; 218 ; 223 ; 225 ; 226 ; 230 ; 231 ; 237 ; 238 (4) ; 246 ; 247 ; 268 ; 283 (2) ; 285 ; 287 ; 289 ; 295 ; 296 ; 298 (2) ; 309 ; 318 (4) ; 319 ; 324 ; 326 ; 329 (4) ; 332 (10) ; 333 (6) ; 334 (3).
- Vieure : 323.
- Villefranche-d'Allier : 12 ; 108 ; 121 ; 329.
- Villeneuve-sur-Allier : 74.
- Viplaix : 78 ; 316.
- Voussac : 48 (3).
- Ygrande : 48 ; 158 ; 181.
- Yzeure : 14 ; 17 ; 48 ; 52 ; 59 ; 61 ; 62 (2) ; 111 (2) ; 120 ; 153 ; 165 ; 193 ; 227 ; 231 (2) ; 238 ; 310 ; 313 ; 332.

## INDEX DES NOMS DE PERSONNES

(En italique les pages se rapportant aux biographies)

- Adam (préfet) : 237.  
 Admirand (Jacques-Marie) : 227.  
 Adrian (Alfred) : 184 ; 186.  
 Albert (Dr Frédéric) : 210 ; 211 ; 265.  
 Allot (Dr Pierre-Victor) : 210 ; 211 (2) ; 269.  
 André (Pierre) : 131.  
 André (P.-Marius) : 42.  
 Ardillon (Gilbert) : 89 ; 100.  
 Arnefaux (François) : 238.  
 Aubel (Dr Louis) : 213 ; 309.  
 Auberger (Fernand) : 135.  
 Auclair (Michel) : 29 (5).  
 Auclert (Hubertine) : 152.  
 Aucouturier (Jean) : 117 (4) ; 235 (2).  
 Aujame (Paul) : 219.  
 Aujame (Pierre-François) : 57 ; 103 ; 139 ; 171 ; 194 ; 197 ; 203 ; 265 ; 309.  
 Aumoine (Pierre) : 137 ; 156 ; 231 ; 232 ; 234 ; 235 (2).  
 Aurelle de Paladines (Louis-Jean-Baptiste d') : 180 ; 249 ; 309.  
 Baconnet (Jean) : 202.  
 Banier (Eugène) : 210 (2) ; 211 (2).  
 Barbier François : 210 ; 211 (2) ; 216.  
 Barbier (Jean) : 86 ; 156 ; 238 ; 239 (4) ; 240 ; 241 ; 256 ; 257 ; 309.  
 Bardet (Philippe) : 84 ; 93 (4) ; 149 ; 218.  
 Bardonnnet (Emile) : 214.  
 Barthelat (Gaspard) : 169.  
 Batisse (Joseph) : 63.  
 Baudon (Dr Jean-Baptiste) : 219 (2) ; 220 (2) ; 309.  
 Baudron (Joseph) : 152 ; 231 ; 234 ; 235 ; 236 (2) ; 238 ; 239 (2) ; 310.  
 Bayon (Louis) : 184 (3).  
 Bazire (Edmond) : 198 ; 199.  
 Beaudron (R.) : 291 ; 292 ; 328.  
 Beaumont (Jean) : 80 ; 225 (2) ; 234 ; 241 ; 242 ; 256 (2) ; 265 ; 310.  
 Belin (Camille) : 194.  
 Benielli (Edouard) : 231 ; 232.  
 Berger (Joseph) : 170.  
 Bernard (Léopold) : 32 (2) ; 214.  
 Bernard (Marcel) (préfet) : 233.  
 Bernard (Michel) : 29 ; 30.  
 Besson (maire de Voussac) : 48.  
 Besson (Antonin) : 306.  
 Besson (Roger) : 227 ; 241 ; 310.  
 Biancour (de) (préfet) : 185 ; 188 ; 191.  
 Bidault (Georges) : 55 (2).  
 Bierjon (Ferdinand) : 86 ; 117 ; 227.  
 Biernawski (Louis) : 47 ; 56 (2) ; 68 ; 300 ; 306 ; 328.  
 Bignon (Louis-Eugène) : 33 ; 76 ; 136 ; 172 ; 205 ; 206 (4) ; 215 ; 267 ; 310.  
 Billot (de Bellenaves) : 67.  
 Biré (général de) : 188.  
 Blanc (Hippolyte) : 216 ; 217 ; 227.  
 Blandin (Auguste) : 202 (2) ; 203.  
 Bletterie (Jean-Baptiste) : 248 ; 251 ; 310.  
 Blum (Henri) : 231 ; 232 (2) ; 235 (2) ; 236 (2).  
 Bœuf (de Gannat) : 57.  
 Boissier (Michel) : 58 ; 65 ; 77 ; 192 (2) ; 197 ; 198 ; 199 (2) ; 204 ; 213 ; 256 ; 310.  
 Boissonnet (Jean-Baptiste) : 47 ; 328.  
 Bonnaud (Emile) : 186 ; 187 ; 192.  
 Bonnaud (Louis) : 210 ; 211.  
 Bonneton (Victor-Jacques) : 184 ; 185 (2) ; 187 (4) ; 191.  
 Bontemps (Arnold) : 231 ; 232 ; 234 (2) ; 236 ; 238 ; 239.  
 Bonvin : 269.  
 Bouchaud (Félix) : 116 ; 123 ; 124.  
 Bouché (Henri) : 169 ; 170.  
 Boudet (René) : 222 ; 228 ; 231 ; 232 ; 234 ; 236 (2) ; 238 ; 239 (2) ; 241.  
 Bougarel (Chéri) : 29 ; 169.  
 Bouillet (P.) : 31.  
 Bourbon-Busset (Comte Charles-Ferdinand de) : 50 ; 74 ; 123 ; 171.  
 Bourbon-Busset (Comte François-Louis-Joseph de) : 73.  
 Bourbon-Busset (Comte Robert de) : 50 ; 51 ; 74 ; 88.  
 Bourgeois (Abel) : 205 ; 206 ; 210 (3) ; 211 (2) ; 220.  
 Bourgier (Emile) : 235.  
 Bourgougnon (Emile) : 154 (2) ; 222.  
 Bouteille (J.) : 231 ; 232 ; 265.  
 Boutry (Edgard) : 144 (2).  
 Boyer (René) : 100.

- Briens (Louis) (préfet) : 213.  
 Brinon (Henri de) : 50.  
 Brisson (Dr) : 110.  
 Brizon (Pierre) : 28 (3) ; 31 ; 56 ; 79 ; 120 ; 121 ; 164 ; 171 ; 216 (2) ; 219 (2) ; 222 (2) ; 270 (2) ; 310.  
 Bruel (Eugène-Charles) : 171 ; 193 (2) ; 203 ; 213 ; 267 ; 311.  
 Bruel (Mme) : 153.  
 Brugière de la Motte (Georges) : 159.  
 Brun (Antoine) : 145.  
 Bureau (Jean) : 170.  
 Bureau des Etiveaux (François) : 181 ; 186.  
 Burin-Desroziers (Octave) : 50 ; 74.  
 Buriot-Darsiles (Henri) : 68.  
 Buvat (Jean) : 129 (3).  
 Caillet (maire de Montluçon) : 159.  
 Camus de Richemont : 19.  
 Cantonnet (préfet) : 179 ; 180.  
 Carreau (Pierre) : 172.  
 Chabot (de Moulins) : 159.  
 Chabridon (Georges) : 117 (2) ; 131 (4) ; 238 ; 239.  
 Chaleil (préfet) : 140.  
 Challeton (Félix) : 197 ; 198 (2) ; 199 (2).  
 Chalus (Comte Louis-Joseph-Gaspard de) : 74.  
 Chambron Lucien : 33 ; 34 ; 136 ; 137.  
 Chantemerle (Louis de) : 184.  
 Chantemille (Frédéric) : 75.  
 Chantemille (Joseph) : 75 ; 79 (2) ; 139 ; 149 ; 171 ; 181 (2) ; 184 ; 185 ; 187 ; 191 ; 192 ; 193 ; 197 ; 198 ; 203 ; 256 ; 265 ; 268 ; 269 ; 311.  
 Chartier (Albert) : 235 (2).  
 Chateau (Gilles) : 222 ; 226 ; 227 ; 311.  
 Chaulier (Pierre-Armand) : 145 ; 237 (2) ; 241 ; 311.  
 Chemel (Alexandre-Jean-Baptiste) : 213 ; 311.  
 Chevalard (J. du) (préfet) : 185 (2).  
 Chevannes : 219.  
 Clairefond (Marius) : 139 (2).  
 Clément (Abbé Joseph) : 51 (2).  
 Clément (procureur) : 186.  
 Cluzel (Jean) : 330.  
 Coche (Auguste) : 154.  
 Cocural-Lacroix (capitaine) : 153.  
 Cogniet (maire de Charroux) : 57.  
 Collon (Gaston) : 169 ; 170.  
 Combes (Edgard) (préfet) : 209.  
 Combes (Louis) (préfet) : 179 ; 180 ; 183.  
 Constans (Paul) : 39 ; 42 ; 67 ; 79 ; 88 ; 114 ; 116 (4) ; 120 ; 123 ; 132 ; 140 ; 149 ; 151 ; 161 ; 205 ; 207 ; 209 ; 211 (2) ; 214 (2) ; 215 ; 216 ; 217 ; 218 (2) ; 219 (2) ; 221 (2) ; 222 ; 225 (4) ; 227 ; 228 ; 231 ; 232 (2) ; 233 (3) ; 234 (3) ; 249 ; 255 ; 269 (2) ; 311 ; 314 ; 325.  
 Corne (Paul) : 193 ; 198 (3).  
 Cornil (Félix) : 75 ; 206.  
 Cornil (Victor-André) : 24 ; 65 (2) ; 75 ; 94 ; 179 ; 180 ; 181 ; 184 (2) ; 192 (3) ; 193 ; 194 ; 197 (2) ; 201 ; 203 (2) ; 205 ; 213 ; 218 ; 256 ; 265 ; 268 ; 312 ; 313.  
 Cornillon (Dr Jean) : 22 (2) ; 23 ; 37 ; 148 ; 180 (3) ; 300 (3) ; 305 ; 328.  
 Corre (Albert) : 117 (3) ; 231 ; 232 ; 235.  
 Courtais (Amable de) : 19 ; 20 ; 23 (2) ; 24 ; 251 ; 312.  
 Crépin-Leblond (Alfred-Hippolyte) : 74 ; 169 (3).  
 Crépin-Leblond (Jean) : 169.  
 Crépin-Leblond (Marcellin) : 169 ; 328.  
 Creuzier (Jean) : 156.  
 Cromariat : 266.  
 Damour (Honoré-Edouard) : 215.  
 Dandolo (Marc) : 231 (2).  
 Darfour (Alexandre) : 141.  
 Dargaud : 48 (2) ; 328.  
 Datas (Félix-Bernard) : 61 (2) ; 77 (2) ; 192 (3) ; 313.  
 Debord : 192.  
 Debray (Paul-Albert) : 205 ; 206 (4).  
 Dechaud (Jean) : 198 ; 199 (3) ; 202.  
 Decloux (Ernest) : 161 ; 222 ; 313.  
 Deforge (Antoine) : 63 (2) ; 150 ; 151 (2) ; 152 ; 155 ; 209 ; 213 ; 265.  
 Defos (Dr Louis) : 219 ; 220 (2) ; 264 ; 313.  
 Defoulénay (Jean-Baptiste-Prosper) : 184 ; 313.  
 Delahaye (Jules) : 52 ; 270.  
 Delaporte (préfet) : 233.  
 Delarue (Louis-Gabriel) : 58 ; 60 ; 63 ; 77 ; 197 ; 199 ; 202 ; 203 ; 205 ; 206 ; 209 ; 211 ; 213 ; 214 ; 251 ; 265 ; 313.  
 Delaunay (O.) : 328.  
 Delaurat (Claude) : 151 ; 216 ; 231 ; 232 (2) ; 265.  
 Delubac (Jules) : 234.  
 Demonnet (B.) : 170.  
 Dereure (Simon) : 194.  
 Desbenoit (Jean-Baptiste) : 169.  
 Desfemmes (Gilbert) : 118 (2).  
 Desfosses (Dr Paul) : 231 (2) ; 238 ; 239.  
 Desfretière (Jean-Baptiste) : 216 ; 217 (2) ; 219 ; 220 ; 264 ; 265 ; 269.  
 Desgranges (M.-F.) : 328.  
 Deslinières (Lucien) : 79 ; 119 (3) ; 149 (2) ; 171 (4) ; 172 ; 174 ; 198 ; 199 (2) ; 313.  
 Desmaroux de Gaulmin (Gabriel) : 184 (2) ; 185 (2).  
 Desmaroux de Gaulmin (Gilbert-Désirat) : 22 (2) ; 23 ; 74 ; 251.  
 Desormière (Louis) : 241 (2) ; 258.  
 Desphilippon (Francis) : 156 ; 173.  
 Desrosiers (C.) : 170.  
 Desrosiers (P.-A.) : 170.  
 Destutt de Tracy (Alexandre-César) : 19.  
 Devaulx (Jacques) : 227..



- Dieny (préfet) : 209.  
 Diot (Pierre) : 69 ; 70 (2) ; 314.  
 Dissard : 130 ; 131.  
 Dodat (Jean) : 222 ; 314.  
 Dormoy (Alexandre) : 78 ; 123 (2).  
 Dormoy (Jean) : 78 ; 79 ; 92 (3) ;  
 106 ; 116 (2) ; 118 (2) ; 119 (5) ;  
 124 ; 128 (3) ; 140 ; 192 ; 194 ;  
 198 ; 199 (3) ; 201 (2) ; 250 ; 271 ;  
 311 ; 314 ; 318 (2).  
 Dormoy (Marx) : 39 ; 70 ; 79 ; 109 ;  
 114 (4) ; 116 (2) ; 120 (2) ; 130 ;  
 222 ; 227 ; 233 (2) ; 234 (2) ; 235  
 (2) ; 238 ; 239 (3) ; 241 ; 242 (4) ;  
 269 ; 314 ; 315 ; 324.  
 Dreuille (Comte de) : 34.  
 Dreux (Henri) : 231.  
 Dreux-Brézé (Mgr Pierre-Simon de) :  
 48 ; 49 ; 50 ; 51 ; 54 ; 57 ; 60.  
 Drifford : 299.  
 Druard (Hippolyte) (préfet) : 204 ;  
 207 ; 209 ; 226.  
 Dubost (Léon) : 216.  
 Dubourg (Mgr Auguste-René-Marie) :  
 51 (2) ; 52 (2) ; 53 ; 59 ; 60 ; 299.  
 Dubresson (Emile) : 202 ; 205 ; 206.  
 Duceau : 89.  
 Duchet (Alexandre) : 184 ; 187.  
 Ducholet (Dr) : 57.  
 Dufour (Gabriel-Michel) : 22 (2) ; 23 ;  
 314.  
 Dumas (Alexandre) : 198 ; 199 (3) ;  
 202 (2) ; 203 ; 268.  
 Dumas (Charles) : 216 ; 219 ; 220 ;  
 255 ; 266 ; 270 (2) ; 271 ; 314.  
 Dupieu (Paul) : 329 ; 331.  
 Dupré : 149.  
 Fargin-Fayolle (Jacques-Sébastien) ;  
 21 (3) ; 22 ; 181 ; 247 ; 315.  
 Fargin-Fayolle (Sommerat) : 22 ; 247 ;  
 315.  
 Faure (Pierre) : 131 ; 154.  
 Fayolle (Gaston) : 52 ; 74.  
 Fayolle (Henri-Sébastien) : 74.  
 Fervel (Auguste) : 231.  
 Fischer de Chevrier : 198 (2).  
 Fontan (Marcel) : 131.  
 Fonty (Jacques) : 127.  
 Fort (Noël) : 169.  
 Fouilland (Charles) : 116 (4) ; 121 ;  
 123 ; 128 ; 159 ; 172 ; 215 ; 219.  
 Fould (Edouard-Mathurin) : 23 (3) ;  
 24 ; 74 ; 184 ; 185.  
 Foulet (Edmond) : 69.  
 Fournier (Régis) : 329.  
 Fournier (Jean) : 136.  
 Fournière : 149.  
 Fourny (Dr Maurice-Jean) : 94 ; 162 ;  
 227.  
 Fradel (Emmanuel de) (préfet) : 183.  
 Fradier (Jules) : 231 ; 232 (3).  
 Gaby (Jean-Baptiste) : 117.  
 Gacon (Jules-Gabriel) : 77 ; 161 ; 197 ;  
 198 ; 202 (2) ; 203 ; 205 (3) ; 206 ;  
 209 (2) ; 211 ; 213 (2) ; 215 ; 218  
 (5) ; 221 ; 225 ; 265 ; 301 ; 315.  
 Gagnon (Camille) : 329 ; 331.  
 Galland (Ferdinand) : 216 ; 217.  
 Gallay (Georges) : 22 (2) ; 23 ; 65 (2) ;  
 181 ; 184 ; 251 ; 315.  
 Garidel (Joachim de) : 33 (2) ; 135 ;  
 159 ; 194 ; 195 ; 331.  
 Garidel (Pierre de) : 159 ; 219 ; 220.  
 Gaume (Alexis) : 227 (2) ; 231 ; 232 ;  
 234 ; 235 (2) ; 258.  
 Gauthrin : 65.  
 Genermont (Marcel) : 331.  
 Genteur (préfet) : 49.  
 Gervais (André) (Pannetier dit) : 145.  
 Giacobbi (préfet) : 237 (2).  
 Gibon (A.) : 150 ; 157.  
 Gilardin : 34.  
 Gire (Marcel) : 235 ; 238 ; 239.  
 Glaize (Paul) (préfet) : 185 ; 186.  
 Godin : 186.  
 Gomot (Alphonse) : 129 (2).  
 Gondard (Edmond) : 141.  
 Gondoin (Jules) (préfet) : 230.  
 Gonon (Mgr Augustin) : 55 ; 60.  
 Gouley (Henri) (préfet) : 204 (2).  
 Gozard (Gilles) : 162 ; 315.  
 Grandjean : 128.  
 Grenaud (Dr Marcel) : 238 ; 239.  
 Guéret (Abbé) : 41.  
 Guérin (Léon) (préfet) : 204 (2).  
 Guers (Emile) : 219 (2).  
 Guillaumin (Emile) : 28 ; 29 ; 32 ;  
 295.  
 Guyot (Marcel) : 80 ; 86 ; 96 ; 117 (2) ;  
 130 ; 235 ; 238 ; 239 ; 315.  
 Habert (Charles) : 171.  
 Hauteroche (Vicomte d') : 50.  
 Henry (Raoul) : 219 ; 264.  
 Herbin (Désiré-Arthur) : 74 ; 169 (3).  
 Herbin (Fernand) : 169 ; 170.  
 Hernandez (Jacques - Alexis) : 145 ;  
 227.  
 Horts (Octave des) : 194 ; 210.  
 Hours (Robert) : 141.  
 Hugon (Antoine) : 105 ; 299 ; 316.  
 Jacquet (François) : 127.  
 Janin (Edouard) : 141.  
 Jardon (Eugène) : 80 ; 137 ; 238 ;  
 239 ; 242 (3) ; 250 ; 316.  
 Jeanton (Gilbert) : 234.  
 Jourdain (Mme) : 169.  
 Justice (Octave) : 119 (2) ; 199 (2) ;  
 271.  
 Juthier (Antonin) : 238.  
 Labre (François) : 216 ; 217 ; 266.  
 Labussière (Alphonse) : 75 ; 161 ;  
 192 ; 194 ; 197 ; 199 (2) ; 202 ; 203 ;  
 205 ; 206 (3) ; 255 (2) ; 265 ; 271 ;  
 316.  
 Lacarin : 63.  
 La Celle (Hippolyte de) : 51 ; 54.  
 Lacger (Baron de) : 55.  
 Lachaume (Antoine-Joseph) : 192.  
 Lacroix (Dr Michel) : 210 ; 211 (2).  
 Lafargue (P.) : 194.  
 Lafaye (Louis) : 135.  
 Lajarge (Gilbert) : 227.

- Lamoureux (Etienne) : 78 ; 110 ; 171 ; 203 ; 210 ; 211 ; 214 (3) ; 216 ; 217 (2) ; 218 ; 219 (3) ; 247 ; 264 ; 266 (2) ; 269 (2) ; 316.
- Lamoureux (François) : 78.
- Lamoureux (Lucien) : 43 ; 78 (2) ; 89 ; 96 ; 105 ; 111 (2) ; 115 (2) ; 117 ; 118 ; 121 ; 171 ; 222 ; 227 ; 228 ; 230 ; 231 ; 232 (2) ; 234 ; 235 ; 236 (2) ; 238 ; 239 (2) ; 240 (2) ; 241 (4) ; 256 (3) ; 316.
- Larminat (L. de) : 33.
- Laruas (Germain) : 219 ; 220 (3) ; 264.
- La Ruelle (Jean-Charles de) : 235.
- Las Cases (Barthélemy de) : 94 ; 194 ; 198 (2) ; 199.
- Lassalle (Théodore) : 141.
- Lasteyras (Louis) : 60 ; 117 ; 121 (5) ; 122 (4) ; 145 ; 146 ; 170 ; 204 ; 318.
- Laurent (François-Xavier) : 46 ; 47 (4) ; 331 (2).
- Laurent (Gaspard) : 219.
- Laussedat (Aimé) : 77 ; 181 ; 184 ; Laussedat (Dr Louis) : 77 ; 184 ; 185 ; 191 ; 192.
- Le Brun (Paul) : 130.
- Lefébure (Jules) : 93 ; 124.
- Léger (Pierre-Victor) : 118 ; 121 (2) ; 237 ; 318.
- Leguain (A.) : 329.
- Le Mallier (Gustave) (préfet) : 191.
- Lépineux (André) : 89 ; 117 (2) ; 121.
- Leroy de Chavigny (Charles) : 74.
- Leroy de Chavigny (Ernest) : 74.
- Leroy de Chavigny (Frédéric) : 74.
- Lesbre (James) : 202 ; 214.
- Létang (Stéphane) : 116 ; 118 ; 120 ; 123 ; 128 (2) ; 204 (2) ; 205 ; 207 (3) ; 209 ; 214 ; 265 ; 318.
- Letendre de Tourville (Ad.) (préfet) : 183.
- Lignéris (Charles des) : 162 ; 205 ; 206.
- Lignéris (Etienne des) : 235.
- Lobbedey (Mgr Emile-Louis-Cornil) : 53 (2) ; 54 (2) ; 60 ; 66.
- Mage (André) : 231.
- Mage (Jacques-Henri) : 151 ; 216 ; 217 ; 218 ; 262 ; 265 ; 318.
- Mallet (Sabin) : 181.
- Maillet (A.-C.) : 329.
- Mallat (Antonin) : 329.
- Mantin (Jean) : 120.
- Marion (F.) : 170 ; 331.
- Martenot (Charles-Auguste) : 74 ; 180 ; 184 ; 194 (2) ; 198 (3) ; 199 (2) ; 318.
- Martenot (Georges) : 74 ; 159 ; 160 ; 216 ; 217 (2) ; 219.
- Martenot (Nicolas) : 74.
- Martineau : 57.
- Martinet (Gaspard) : 187.
- Marty (André) : 249.
- Mathé (Félix) : 20 (3) ; 21 ; 23 ; 24 ; 61 ; 76 ; 148 ; 171 ; 180 ; 181 ; 251 (3) ; 318 ; 329.
- Mathé (Pierre-Félix) : 61 (2) ; 76 ; 194 ; 198 (2) ; 202 ; 205 ; 319.
- Mathonat (Henri) : 216 ; 265.
- Maubert (Henri) : 45.
- Maugenest : 170.
- Mauve (E.) : 329.
- Maynial (Ernest) : 216.
- Mazuel (Victor) : 90 ; 116 ; 120 ; 123.
- Megnin (Mgr) : 55 ; 297 (3) ; 301.
- Meillier (H.) : 194.
- Melin (Abbé Jean-Baptiste-Louis) : 50.
- Ménabréa (André) : 231.
- Méplain (Etienne-Armand) : 75 ; 180 ; 319.
- Mercier (François) : 170 (3) ; 209 ; 251.
- Merle-Favette (Louis) : 219 ; 220 ; 264.
- Meyssonier : 210 (3) ; 211 (2).
- Mille (Arthur) : 149 ; 215 ; 216 ; 219 ; 220 ; 251 ; 270 ; 319.
- Minier (Albert) : 213 ; 214 ; 216 ; 225 ; 251 ; 319.
- Mitterrand : 170.
- Mivière : 192.
- Moisson (Emile) (préfet) : 226 ; 230.
- Monanges (Etienne) : 74 ; 202.
- Monanges (Maurice) : 74 ; 160.
- Monceau (Mme Yvonne-Henri) : 329.
- Moncelon (Léon) : 198 ; 199.
- Monod (Charles-Henri) (préfet) : 191.
- Montaignac (Gilbert-Palamède de) : 75 ; 170.
- Montaignac de Chauvance (Louis-Raymond de) : 75 ; 180 ; 249 ; 319.
- Montlaur Eugène-Joseph de) : 180 ; 319.
- Montlouis (Abbé de) : 48.
- Montuses (Ernest) (Semonsut dit) : 80 (2) ; 116 (2) ; 117 ; 120 (2) ; 152 ; 156 ; 173 ; 215 ; 221 ; 222 ; 227 (2) ; 258 (2) ; 319 ; 329.
- Mony (Stéphane) : 23 (2) ; 37 ; 41 (2) ; 74 ; 187 (2) ; 320.
- Moreau (Eugène) : 216.
- Morel (G.) : 65 ; 194.
- Morel (Paul) : 205 ; 206 (4) ; 220.
- Nervo (Fernand de) (préfet) : 183 ; 185.
- Nesson (Louis) : 155.
- Nicolay (Antoine de) : 194.
- Nurit (Edgard) : 234.
- Olivier (Ernest) : 159 ; 197 ; 198 (2) ; 202.
- Olivier (Henri) : 162.
- Ormesson (Olivier d') : 185 ; 186 ; 191.
- Palletan (Alexandre) : 86.
- Pallois (Alfred) : 131 ; 156.
- Panaud (Georges) : 123 (2) ; 214 ; 216 ; 218.
- Parizot (Félix) : 129 ; 130 (2).
- Parquet (B.) : 17 ; 91.
- Pataut (Jean) : 5 ; 245 ; 246 ; 247 (3) ; 329.

- Patissier (Sosthène) : 64 ; 75 ; 180 (2) ; 183 ; 184 (3) ; 187 ; 192 ; 260 ; 267 ; 320.  
 Paturet (Emile) : 214 ; 216 ; 217 (2) ; 265 ; 269 (2) ; 320.  
 Peigues (de Bellesaves) : 67.  
 Peillaud (Fernand) : 210 (2) ; 211 (2).  
 Penon (Mgr Jean-Baptiste) : 54 (2) ; 55 (2) ; 60.  
 Péron (Vital) : 149.  
 Péronneau (Henri) : 77 ; 205 ; 206 ; 209 ; 210 ; 211 ; 214 ; 215 ; 251 ; 265 ; 320.  
 Péronneau (Mme) : 153.  
 Péronnet (Charles) : 142 ; 214 (2) ; 216 ; 217 (2) ; 218 ; 219 (2) ; 220 (3) ; 222 ; 227 ; 230 ; 231 ; 232 (2) ; 251 ; 320.  
 Perraut (Robert) : 144 ; 146 ; 147 ; 152.  
 Perret (Louis) : 219.  
 Perrier (Jacques) : 42 ; 141 ; 143 ; 171 ; 214 (2) ; 218 ; 269 (2).  
 Perrin (Louis) : 129.  
 Petit (André) : 241 (2).  
 Petit (Gaston) : 135.  
 Peyronnet (Albert) : 80 ; 142 ; 171 ; 218 (2) ; 219 ; 222 ; 225 (2) ; 226 (2) ; 227 ; 228 ; 234 ; 241 ; 242 ; 256 (2) ; 260 ; 264 ; 320 ; 321 ; 330.  
 Peyrot (Dr Jean) : 161 ; 218 ; 321.  
 Pierre (Antoine) : 141.  
 Pinguet (Henry) : 149 ; 171.  
 Pion : 63.  
 Plaigne (Alexandre) : 235 (2).  
 Planché Camille) : 65 (2) ; 69 (3) ; 79 ; 89 ; 142 ; 143 ; 144 ; 146 ; 150 ; 152 (2) ; 155 (3) ; 162 ; 231 ; 232 (3) ; 234 ; 235 ; 238 ; 239 ; 241 ; 264 ; 321.  
 Pons (Mgr Antoine de) : 47 ; 48.  
 Pradon-Vallancy (Hubert) : 231 ; 232 (5) ; 233 (2) ; 235 (2) ; 236 (3) ; 238 (2) ; 239 (2) ; 240 (2) ; 256 ; 264.  
 Préveraud (Honoré) : 192 (3) ; 194 (2) ; 197 ; 251.  
 Prot : 170.  
 Puechmaille (Alexandre-Félix) : 227 ; 228 ; 322.  
 Rambourg (Jean-François) : 23 ; 24.  
 Ranc (Albert) : 216.  
 Ranglard (Gérard-André) : 238 ; 239.  
 Raynaud (Louis-Joseph) : 227.  
 Régner (Jean-Marcel) : 330.  
 Régner (Marcel) : 77 ; 79 ; 93 ; 115 (2) ; 118 ; 124 ; 146 ; 147 ; 151 (2) ; 155 ; 170 (4) ; 209 ; 213 ; 214 ; 216 (3) ; 218 (3) ; 221 ; 222 ; 225 (4) ; 227 ; 228 (3) ; 230 ; 232 ; 234 ; 236 (2) ; 237 (2) ; 240 ; 241 ; 242 (2) ; 248 ; 251 ; 255 (3) ; 256 (3) ; 258 ; 261 (2) ; 270 ; 321 ; 322.  
 Reliaud : 170.  
 Révère (François) : 162.  
 Rey : 39 (2) ; 129 (2).  
 Riant (Léon) : 180 ; 184 ; 185 ; 186 ; 323.  
 Rieu (Roger) : 114 ; 117.  
 Rives (Paul) : 162 ; 234 ; 236 (3) ; 238 ; 239 ; 249 ; 256 ; 257 ; 323.  
 Rochard : 234.  
 Roland (Lucien) : 213.  
 Rondeleux (Paul) : 76 ; 171 ; 194 ; 202 (2) ; 254 ; 265 ; 323.  
 Ronteix (L.) : 130.  
 Roquet (Léon) : 158 ; 193 (2).  
 Rougeron (Georges) : 1 (3) ; 21 ; 22 (3) ; 68 ; 81 ; 83 ; 87 ; 98 ; 99 ; 102 ; 127 ; 181 (2) ; 204 ; 230 ; 249 (2) ; 305 ; 306 ; 309 (2) ; 311 (2) ; 314 (2) ; 315 (2) ; 320 ; 321 ; 324 (3) ; 330.  
 Rougeron (Jules) : 136 ; 137 ; 138.  
 Roussat (Jean) : 227.  
 Roux (Gilbert) : 217 (2) ; 270 ; 324.  
 Roux-Berger (Pierre) : 234 ; 324.  
 Rucklin (René) : 240 ; 241 (3).  
 Rudler (Raymond) : 285 ; 330.  
 Saint-Hillier (Colonel de) : 231.  
 Sauvanet (Charles-Pierre) : 128 ; 154 ; 202 ; 205 ; 206 (2) ; 209 ; 247 ; 260 ; 268 ; 324.  
 Seitte (Théodore) : 45.  
 Senotier (Louis) : 213.  
 Servatius (préfet) : 49 ; 184 ; 185.  
 Simonnet (François-Marcellin) : 171 ; 181 ; 192 ; 194 ; 324.  
 Sorrel (Joseph) : 52 ; 60 ; 141 ; 149.  
 Sorrel (Mme) : 153.  
 Souchet (J.) : 194.  
 Soulier (Auguste) : 3 ; 275 (3) ; 331.  
 Soustelle (Emmanuel) : 213 ; 216 ; 265.  
 Southon (André) : 162 ; 242 ; 324.  
 Tabard-Robert : 226.  
 Taillefert (Henri) : 64 ; 66.  
 Tauveron (Georges) : 227.  
 Terrier : 251 (2).  
 Thauray (Joseph) : 210 (2) ; 211 (2) ; 214 ; 269.  
 Theulet-Luzié (préfet) : 236.  
 Theurault (Aristide) : 198 ; 199 (2).  
 Thévenin (François) : 202 ; 214.  
 Thivrier (Alphonse) : 79 ; 325.  
 Thivrier (Christophe) : 79 ; 80 ; 116 ; 118 (2) ; 119 (2) ; 128 ; 197 ; 198 ; 199 (3) ; 201 ; 202 (2) ; 203 (3) ; 204 ; 250 ; 319 ; 325.  
 Thivrier (Isidore) : 79 ; 163 ; 226 ; 227 ; 228 ; 231 ; 232 (2) ; 233 (2) ; 235 (2) ; 237 ; 238 ; 239 ; 241 ; 256 ; 325.  
 Thivrier (Dr Léon) : 65 (2) ; 79 ; 80 ; 116 (2) ; 120 ; 209 ; 211 ; 214 (2) ; 215 ; 216 ; 217 ; 219 (2) ; 222 (2) ; 325.  
 Thomas (Max) : 187 (4) ; 191.  
 Tillier (Gilbert) : 152.  
 Touraud (Antoine-Louis) : 86 ; 234.  
 Tourret (Charles-Gilbert) : 19 ; 20 (2) ; 22 ; 251.  
 Tourret (Jean-Pierre) : 238 ; 331.  
 Tracy (Jacques de) : 187 ; 188 ; 191.  
 Tuelais (Roger) : 86 ; 231.



- Vacher (Marcel)** : 76 ; 104 ; 172 ; 202 (2) ; 204 (2) ; 205 ; 206 (4) ; 207 (5) ; 218 ; 267 ; 325.  
**Vaissière** : 186.  
**Valignat (Mme Fernande)** : 154 ; 326.  
**Valignat (Pierre)** : 117 (2) ; 154 ; 156 ; 238 ; 239 ; 326.  
**Valleix (Michel)** : 219.  
**Vallet (François)** : 165 ; 231 ; 232.  
**Vannaire (Dr Antoine-Victor)** : 90 ; 179 ; 326.  
**Veauche (Charles-Eugène de Cadier de)** : 23 ; 24 ; 74 ; 184 ; 326.  
**Védrines (Henri)** : 80 ; 89 ; 117 (3).  
**Vénuat (Louis)** : 86 ; 227.  
**Verne (Ernest)** : 157 ; 214 ; 326.  
**Véxenat (Paul)** : 169.  
**Vichy (Mgr)** : 53.  
**Vidal (Gaston)** : 142 ; 222 ; 226 (2) ; 227 ; 228 ; 326.  
**Vigne** : 64 ; 192.  
**Vignes (Emile)** : 129 ; 216.  
**Villatte (Jean)** : 242 (4).  
**Ville (Pierre-Alphonse)** : 77 ; 149 ; 198 ; 199 (2) ; 202 ; 203 ; 205 ; 206 (2) ; 209 ; 211 (2) ; 213 ; 218 (3) ; 225 ; 255 ; 256 ; 265 ; 270 (2) ; 326.  
**Villonnet (Alphonse)** : 231 ; 232 ; 238 ; 239 ; 240 (3).  
**Vinatier (Alexandre)** : 192 ; 193.  
**Vincent (préfet)** : 201.  
**Viple (Dr Jean)** : 199 (2) ; 202 ; 203.  
**Viple (Joseph)** : 1 ; 47 ; 84 ; 331 (2).  
**Wallon (Armand)** : 169.  
**Wallon (Francisque)** : 169 ; 329.  
**Zévaès (Alexandre) (Bourdon dit)** : 66 (3) ; 231 ; 331.

# TABLE DES MATIERES

|                                                                                                         |    |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------|----|
| AVANT-PROPOS .....                                                                                      | 1  |
| PREMIÈRE PARTIE                                                                                         |    |
| LES INFLUENCES                                                                                          |    |
| <i>Chapitre premier : Le milieu géographique et historique.....</i>                                     | 9  |
| Section I : Les données géographiques .....                                                             | 9  |
| Par. 1 <sup>er</sup> . — LA GEOGRAPHIE PHYSIQUE ; LES REGIONS NATU-<br>RELLES ; LE CLIMAT.....          | 9  |
| Carte n° 1. — Département de l'Allier : géographie physique<br>et économique .....                      | 11 |
| Par. 2 <sup>e</sup> . — LA GEOGRAPHIE ECONOMIQUE. LES VOIES DE<br>COMMUNICATION .....                   | 12 |
| Part. 3 <sup>e</sup> . — LA GEOGRAPHIE HUMAINE. LES DIVISIONS ADMI-<br>NISTRATIVES ET ELECTORALES ..... | 14 |
| Carte n° 2. — Département de l'Allier : géographie administrative                                       | 16 |
| Section 2. — Les données historiques. Les antécédents et précédents<br>politiques .....                 | 17 |
| Par. 1 <sup>er</sup> . — L'HISTOIRE DU BOURBONNAIS.....                                                 | 18 |
| Par. 2 <sup>e</sup> . — LA REVOLUTION .....                                                             | 19 |
| Par. 3 <sup>e</sup> . — SOUS LA RESTAURATION ET LA MONARCHIE DE<br>JUILLET .....                        | 19 |
| Par. 4 <sup>e</sup> . — LA DEUXIEME REPUBLIQUE.....                                                     | 19 |
| I. — LES ÉLECTIONS DU 23 AVRIL 1848.....                                                                | 20 |
| II. — L'ÉLECTION DU 10 DÉCEMBRE 1848 .....                                                              | 20 |
| III. — LES ÉLECTIONS DU 13 MAI 1849 .....                                                               | 20 |
| IV. — L'ÉLECTION PARTIELLE DU 13 JUILLET 1849.....                                                      | 21 |
| V. — L'ÉLECTION PARTIELLE DU 10 MARS 1850 .....                                                         | 22 |
| VI. — LA RÉSISTANCE AU COUP D'ÉTAT ET LA RÉPRESSION....                                                 | 22 |
| Par. 5 <sup>e</sup> . — LE SECOND EMPIRE .....                                                          | 23 |
| <i>Chapitre deuxième : Les influences sociales. La « stratification » des<br/>classes .....</i>         | 25 |
| Section 1. — Le milieu rural .....                                                                      | 25 |
| Par. 1 <sup>er</sup> . — LA SITUATION DE LA TERRE EN BOURBONNAIS..                                      | 25 |
| Par. 2 <sup>e</sup> . — LA CONSCIENCE DE CLASSE DU PROLETARIAT<br>PAYSAN .....                          | 28 |
| Par. 3 <sup>e</sup> . — LA CONSCIENCE DE CLASSE POSSEDANTE OU<br>« BOURGEOISE » DES CAMPAGNES .....     | 33 |
| Section 2. — Le milieu urbain.....                                                                      | 34 |
| Par. 1 <sup>er</sup> . — LA SITUATION OUVRIERE DANS L'ALLIER.....                                       | 35 |
| I. — LE NOMBRE DES OUVRIERS .....                                                                       | 35 |
| II. — LES CONDITIONS DE TRAVAIL ET DE VIE.....                                                          | 36 |

|                                                                                                   |           |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------|
| Par. 2 <sup>e</sup> . — LA CONSCIENCE DE CLASSE DU PROLETARIAT OUVRIER .....                      | 37        |
| Par. 3 <sup>e</sup> . — LA CONSCIENCE DE CLASSE PATRONALE OU « BOURGEOISE » EN MILIEU URBAIN..... | 40        |
| I. — UN MODE DE DÉFENSE MORAL ET RELIGIEUX.....                                                   | 40        |
| II. — L'UTILISATION DES TRIBUNES PROFESSIONNELLES .....                                           | 42        |
| III. — LES PROCÉDÉS DE LUTTE CONTRE LE SYNDICALISME OUVRIER .....                                 | 43        |
| <i>Chapitre troisième : Les croyances et idéologies .....</i>                                     | <i>45</i> |
| Section 1. — La religion .....                                                                    | 45        |
| Par. 1 <sup>er</sup> . — LE PROTESTANTISME .....                                                  | 46        |
| Par. 2 <sup>e</sup> . — LE CATHOLICISME .....                                                     | 46        |
| I. — AVANT 1823. L'ÉVÊQUE CONSTITUTIONNEL FRANÇOIS-XAVIER LAURENT .....                           | 46        |
| II. — ANTOINE DE PONS, PREMIER ÉVÊQUE DE MOULINS NOMMÉ PAR ROME .....                             | 47        |
| III. — PIERRE-SIMON DE DREUX-BRÉZÉ .....                                                          | 48        |
| IV. — AUGUSTE-RENÉ-MARIE DUBOURG .....                                                            | 51        |
| V. — ÉMILE-LOUIS-CORNIL LOBBEDEV .....                                                            | 53        |
| VI. — JEAN-BAPTISTE PENON .....                                                                   | 54        |
| VII. — AUGUSTIN GONON .....                                                                       | 55        |
| Section 2. — L'anticléricanisme .....                                                             | 56        |
| Par. 1 <sup>er</sup> . — FONDEMENTS APPARENTS ET ASPECTS DE L'ANTICLERICALISME .....              | 57        |
| I. — SURVIVANCE DU GALLICANISME .....                                                             | 57        |
| II. — FORME PSEUDO-CHRÉTIENNE .....                                                               | 57        |
| III. — L'OPPOSITION AUX ATTITUDES POLITIQUES DU CLERGÉ....                                        | 57        |
| IV. — LA DÉFENSE DE LA NEUTRALITÉ ET DE LA LAÏCITÉ.....                                           | 58        |
| V. — LES ATTITUDES NETTEMENT ANTIRELIGIEUSES .....                                                | 59        |
| VI. — LA FOI DANS LE PROGRÈS, LA SCIENCE, LA RAISON, VÉRITABLE « RELIGION NATURELLE » .....       | 63        |
| Par. 2 <sup>e</sup> . — BASE ET ORIENTATION POLITIQUES DE L'ANTICLERICALISME .....                | 64        |
| Section 3. — Le pacifisme .....                                                                   | 67        |
| Par. 1 <sup>er</sup> . — LA PÉRIODE DE L'IDÉOLOGIE « FLOTTANTE »...                               | 67        |
| Par. 2 <sup>e</sup> . — LA PÉRIODE DE L'IDÉOLOGIE « INCARNÉE »....                                | 69        |

## DEUXIÈME PARTIE

### LES FORCES

|                                                                                    |           |
|------------------------------------------------------------------------------------|-----------|
| <i>Chapitre quatrième : Les personnalités .....</i>                                | <i>73</i> |
| Section 1. — Les personnalités conservatrices et de droite-extrême-droite .....    | 73        |
| Par. 1 <sup>er</sup> . — LES PERSONNALITÉS MONARCHISTES .....                      | 73        |
| Par. 2 <sup>e</sup> . — LES PERSONNALITÉS IMPÉRIALISTES .....                      | 74        |
| Par. 3 <sup>e</sup> . — LES PERSONNALITÉS DE DROITE .....                          | 75        |
| Section 2. — Les personnalités républicaines et modérées.....                      | 75        |
| Par. 1 <sup>er</sup> . — LES PERSONNALITÉS ORIENTÉES, À L'ORIGINE, À GAUCHE .....  | 75        |
| I. — SOSTHÈNE PATISSIER .....                                                      | 75        |
| II. — ANDRÉ-VICTOR CORNIL .....                                                    | 75        |
| III. — JOSEPH CHANTEMILLE .....                                                    | 75        |
| IV. — ALPHONSE LABUSSIÈRE .....                                                    | 75        |
| V. — PAUL RONDELEUX .....                                                          | 76        |
| Par. 2 <sup>e</sup> . — LES PERSONNALITÉS ORIENTÉES, DES L'ORIGINE, À DROITE ..... | 76        |



|                                                                                |    |
|--------------------------------------------------------------------------------|----|
| Section 3. — Les personnalités radicales .....                                 | 76 |
| Par. 1 <sup>er</sup> . — LES PERSONNALITES DU RADICALISME « D'ORIGINE » .....  | 76 |
| I. — LA FAMILLE MATHÉ .....                                                    | 76 |
| II. — LA FAMILLE LAUSSEDAT .....                                               | 77 |
| III. — FÉLIX DATAS .....                                                       | 77 |
| IV. — MICHEL BOISSIER .....                                                    | 77 |
| Par. 2 <sup>e</sup> . — LES PERSONNALITES DU RADICALISME « D'EXPANSION » ..... | 77 |
| Par. 3 <sup>e</sup> . — LES PERSONNALITES DU RADICALISME DE « DECLIN » .....   | 77 |
| I. — MARCEL RÉGNIER .....                                                      | 77 |
| II. — LUCIEN LAMOUREUX .....                                                   | 78 |
| Section 4. — Les personnalités socialistes.....                                | 78 |
| Par. 1 <sup>er</sup> . — LES FAMILLES DORMOY ET THIVRIER.....                  | 78 |
| I. — JEAN DORMOY .....                                                         | 78 |
| II. — CHRISTOPHE THIVRIER .....                                                | 79 |
| Par. 2 <sup>e</sup> . — LES AUTRES PERSONNALITES SOCIALISTES ....              | 79 |
| I. — LUCIEN DESLINIÈRES .....                                                  | 79 |
| II. — PAUL CONSTANS .....                                                      | 79 |
| III. — PIERRE BRIZON .....                                                     | 79 |
| IV. — CAMILLE PLANCHE .....                                                    | 79 |
| Section 5. — Les personnalités communistes .....                               | 80 |
| Section 6. — Les personnalités « sans parti » .....                            | 80 |
| <i>Chapitre cinquième : Les partis</i> .....                                   | 81 |
| Section I. — La structure .....                                                | 81 |
| Par. 1 <sup>er</sup> . — LA STRUCTURE DE BASE.....                             | 81 |
| I. — APPELLATIONS CHOISIES POUR DÉSIGNER LES GROUPEMENTS DE BASE .....         | 81 |
| II. — DOMAINE D'ACTION OU DE COMPÉTENCE DES GROUPEMENTS DE BASE .....          | 83 |
| III. — LE SIÈGE DU GROUPEMENT DE BASE .....                                    | 84 |
| IV. — LIENS ENTRE LES GROUPEMENTS DE BASE ET LEURS ADHÉRENTS .....             | 85 |
| V. — LA VIE COLLECTIVE ET LA DIRECTION DES GROUPEMENTS DE BASE .....           | 87 |
| Par. 2 <sup>e</sup> . — LES STRUCTURES DE LIAISON .....                        | 87 |
| I. — LA « FÉDÉRALISATION » .....                                               | 87 |
| A. — Les fédérations départementales .....                                     | 87 |
| B. — Les fédérations régionales .....                                          | 89 |
| C. — Les fédérations d'arrondissement ou de circonscription .....              | 90 |
| D. — Les fédérations cantonales .....                                          | 91 |
| E. — Les autres catégories de fédérations.....                                 | 92 |
| II. — LE RATTACHEMENT AUX FORMATIONS NATIONALES .....                          | 92 |
| Section 2. — Le volume des partis et leur implantation territoriale..          | 93 |
| Par. 1 <sup>er</sup> . — LES « VIEUX » PARTIS .....                            | 94 |
| I. — L'ORLÉANISME .....                                                        | 94 |
| II. — LE LÉGITIMISME ET LE ROYALISME .....                                     | 94 |
| III. — L'IMPÉRIALISME .....                                                    | 94 |
| IV. — LE RÉPUBLICANISME .....                                                  | 95 |
| V. — ESSAI DE DÉNOMBREMENT .....                                               | 95 |
| Par. 2 <sup>e</sup> . — LES PARTIS NOUVEAUX .....                              | 96 |
| I. — LES PARTIS « VEDETTES » .....                                             | 96 |
| A. — Le mouvement (et le parti) radical .....                                  | 96 |
| B. — Les partis socialistes .....                                              | 97 |
| C. — Le parti communiste .....                                                 | 99 |

|                                                                                                             |     |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| II. — LES PARTIS « SECONDAIRES » .....                                                                      | 100 |
| A. — Le Parti Social Français .....                                                                         | 100 |
| B. — La fédération du Parti Démocrate Populaire....                                                         | 100 |
| C. — L'Alliance Démocratique .....                                                                          | 100 |
| D. — Certains partis .....                                                                                  | 100 |
| E. — Les « morceaux » de partis .....                                                                       | 100 |
| Section 3. — La vie interne des partis et l'élaboration des décisions. ....                                 | 102 |
| Par. 1 <sup>er</sup> . — L'ORGANISME DE DELIBERATION .....                                                  | 102 |
| I. — LES CONSERVATEURS .....                                                                                | 102 |
| II. — LES RÉPUBLICAINS .....                                                                                | 103 |
| III. — LES RADICAUX .....                                                                                   | 104 |
| IV. — LES SOCIALISTES .....                                                                                 | 105 |
| V. — LES COMMUNISTES .....                                                                                  | 107 |
| Par. 2 <sup>e</sup> . — LES DELIBERATIONS ; LEUR CONDUITE ET ABOU-<br>TISSEMENT ; AVATARS ET CONFLITS ..... | 108 |
| I. — LES DÉSIGNATIONS DE CANDIDATS .....                                                                    | 108 |
| II. — L'ACTION QUANT AUX PROGRAMMES .....                                                                   | 112 |
| A. — L'action quant aux programmes électoraux.....                                                          | 112 |
| B. — L'action quant aux programmes nationaux et à<br>la ligne politique des partis.....                     | 113 |
| III. — LE CHOIX DES DIRIGEANTS .....                                                                        | 115 |
| A. — Les dirigeants des formations socialistes.....                                                         | 116 |
| B. — Les dirigeants communistes .....                                                                       | 117 |
| C. — Les dirigeants radicaux de la Fédération créée<br>en 1928-29 .....                                     | 117 |
| Section 4. — Les vicissitudes des partis.....                                                               | 118 |
| Par. 1 <sup>er</sup> . — LES SCISSIONS .....                                                                | 118 |
| I. — EXEMPLES DE SCISSIONS .....                                                                            | 118 |
| A. — La scission du mouvement républicain.....                                                              | 118 |
| B. — Les scissions des partis socialistes .....                                                             | 118 |
| C. — Une scission communiste .....                                                                          | 121 |
| D. — La scission radicale dite du « comité Lasteyras »                                                      | 121 |
| II. — LES EFFETS DES SCISSIONS.....                                                                         | 122 |
| Par. 2 <sup>e</sup> . — LES FUSIONS, UNIONS OU ALLIANCES DE PARTIS                                          | 123 |
| I. — LES FUSIONS .....                                                                                      | 123 |
| II. — LES UNIONS DE PARTIS .....                                                                            | 124 |
| III. — LES ALLIANCES DE PARTIS .....                                                                        | 124 |
| Chapitre sixième : Les syndicats et autres groupements d'intérêts.....                                      | 126 |
| Section 1. — Les syndicats d'ouvriers .....                                                                 | 126 |
| Par. 1 <sup>er</sup> . — LA PERIODE PRESYNDICALE .....                                                      | 127 |
| Par. 2 <sup>e</sup> . — LA PERIODE DES « SYNDICATS - GROUPEMENTS<br>DANS LES PARTIS » .....                 | 127 |
| Par. 3 <sup>e</sup> . — LES SYNDICATS LIBERES DES PARTIS ET LA<br>« FEDERALISATION » .....                  | 128 |
| Par. 4 <sup>e</sup> . — LA PERIODE DE LA SCISSION SYNDICALE .....                                           | 129 |
| Par. 5 <sup>e</sup> . — LA PERIODE DE L'UNITE SYNDICALE CEGETISTE.                                          | 131 |
| Section 2. — Les groupements de fonctionnaires.....                                                         | 132 |
| Par. 1 <sup>er</sup> . — AVANT 1914 OU L'ERE DU PRESYNDICALISME..                                           | 132 |
| I. — LES « AMICALES DES MEMBRES DE L'ENSEIGNEMENT<br>LAÏQUE » .....                                         | 132 |
| II. — LES ASSOCIATIONS DES P. ET T. ....                                                                    | 132 |
| III. — LES ASSOCIATIONS DE CANTONNIERS .....                                                                | 133 |
| IV. — LES AUTRES ASSOCIATIONS DE FONCTIONNAIRES.....                                                        | 133 |
| Par. 2 <sup>e</sup> . — APRES 1918 OU L'ERE DU SYNDICALISME.....                                            | 133 |
| I. — LA PREMIERE PHASE PRÉCÉDANT LA SCISSION CÉGÉTISTE.                                                     | 133 |
| II. — LA SECONDE PHASE : LES SYNDICATS PARTAGÉS ENTRE LES<br>DEUX CENTRALES .....                           | 134 |
| A. — Les syndicats d'instituteurs .....                                                                     | 134 |
| B. — Les postiers .....                                                                                     | 134 |
| C. — Les alliances de groupements ou « cartels » ....                                                       | 134 |

|                                                                                              |     |
|----------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| III. — LA TROISIÈME PHASE : L'UNITÉ .....                                                    | 135 |
| A. — Chez les instituteurs .....                                                             | 135 |
| B. — Chez les postiers .....                                                                 | 135 |
| Section 3. — Les groupements et syndicats agricoles.....                                     | 135 |
| Par. 1 <sup>er</sup> . — LA SOCIÉTÉ D'AGRICULTURE DE L'ALLIER.....                           | 135 |
| Par. 2 <sup>e</sup> . — LES SYNDICATS UTILITAIRES .....                                      | 136 |
| Par. 3 <sup>e</sup> . — LES GROUPEMENTS ET ORGANISATIONS DE<br>RENDICATION ET DE LUTTE ..... | 138 |
| Section 4. — Les groupements de commerçants, industriels et<br>artisans .....                | 139 |
| Par. 1 <sup>er</sup> . — L'ÂGE DU « PRESYNDICALISME » .....                                  | 139 |
| Par. 2 <sup>e</sup> . — L'ÂGE DES SYNDICATS ET DES ASSOCIATIONS<br>DISPERSES .....           | 139 |
| Par. 3 <sup>e</sup> . — L'ÂGE DE LA « FÉDÉRATION » .....                                     | 141 |
| Section 5. — Les groupements de propriétaires et de locataires....                           | 143 |
| Par. 1 <sup>er</sup> . — LES PROPRIÉTAIRES .....                                             | 143 |
| Par. 2 <sup>e</sup> . — LES LOCATAIRES .....                                                 | 144 |
| Section 6. — La Ligue des Contribuables.....                                                 | 144 |
| Section 7. — Les groupements d'anciens combattants.....                                      | 144 |
| Par. 1 <sup>er</sup> . — LES GROUPEMENTS ET FÉDÉRATIONS.....                                 | 144 |
| I. — L'A.G.M.G. ....                                                                         | 144 |
| II. — L'A.R.A.C. ....                                                                        | 144 |
| III. — L'U.N.C. ....                                                                         | 145 |
| IV. — L'U.F. ....                                                                            | 145 |
| V. — La Fédération Ouvrière et Paysanne des Anciens<br>Combattants .....                     | 146 |
| VI. — La Ligue des Anciens Combattants Pacifistes .....                                      | 146 |
| Par. 2 <sup>e</sup> . — LES UNIONS OU ALLIANCES DE FÉDÉRATIONS..                             | 146 |
| <i>Chapitre septième : Les associations à but philosophico-politique.....</i>                | 148 |
| Section 1. — Les groupements philosophiques .....                                            | 148 |
| Par. 1 <sup>er</sup> . — LES LOGES MAÇONNIQUES .....                                         | 148 |
| Par. 2 <sup>e</sup> . — LES « UNIONS DE LA PAIX SOCIALE » .....                              | 150 |
| Par. 3 <sup>e</sup> . — LA LIBRE PENSÉE .....                                                | 150 |
| Section 2. — Les associations pour la défense des droits civiques..                          | 151 |
| Par. 1 <sup>er</sup> . — LA LIGUE DES DROITS DE L'HOMME .....                                | 151 |
| Par. 2 <sup>e</sup> . — LES ASSOCIATIONS FÉMINISTES .....                                    | 152 |
| Section 3. — Les groupements à buts politiques partiels ou limités.                          | 153 |
| Par. 1 <sup>er</sup> . — LES ASSOCIATIONS « ANTI » .....                                     | 153 |
| I. — LES ASSOCIATIONS ANTIMAÇONNIQUES .....                                                  | 153 |
| II. — LES ASSOCIATIONS ANTIPASCISTES .....                                                   | 153 |
| III. — LA LIGUE INTERNATIONALE CONTRE L'ANTISÉMITISME....                                    | 154 |
| Par. 2 <sup>e</sup> . — LES ASSOCIATIONS DE DÉFENSE LAIQUE.....                              | 154 |
| Par. 3 <sup>e</sup> . — LES ORGANISATIONS D'AIDE À L'ESPAGNE RÉPU-<br>BLICAINE .....         | 155 |
| Par. 4 <sup>e</sup> . — LES « ANNEXES » DE PARTIS .....                                      | 155 |
| I. — LE ANNEXES DU PARTI COMMUNISTE .....                                                    | 156 |
| II. — LES ANNEXES DE LA S.F.I.O. ....                                                        | 156 |
| III. — LES ANNEXES DE L'ACTION FRANÇAISE .....                                               | 157 |
| Section 4. — Les associations à but apparemment non politique..                              | 157 |
| Par. 1 <sup>er</sup> . — LES FANFARES ET HARMONIES .....                                     | 157 |



|                                                                                                 |     |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| Par. 2 <sup>e</sup> . — LES COOPERATIVES .....                                                  | 157 |
| Par. 3 <sup>e</sup> . — LES SOCIETES DE CULTURE POPULAIRE.....                                  | 158 |
| Par. 4 <sup>e</sup> . — LES SOCIETES DE SECOURS MUTUELS .....                                   | 159 |
| Par. 5 <sup>e</sup> . — LES SOCIETES DE GYMNASTIQUE ET LES SOCIETES<br>SPORTIVES .....          | 160 |
| Par. 6 <sup>e</sup> . — LES SOCIETES PATRIOTIQUES ET DE PREPARA-<br>TION MILITAIRE .....        | 161 |
| <i>Chapitre huitième : La presse</i> .....                                                      | 163 |
| Section 1. — Aspect extérieur de la presse politique.....                                       | 163 |
| Par. 1 <sup>er</sup> . — LE NOMBRE DES JOURNAUX .....                                           | 163 |
| I. — Le nombre global et la répartition selon la péri-<br>odicité et selon l'implantation ..... | 163 |
| II. — L'évolution du nombre des journaux selon les époques<br>et selon les années .....         | 166 |
| Graphique n° 1. — Courbes du nombre des périodiques .....                                       | 167 |
| Par. 2 <sup>e</sup> . — LES FAITS IMPORTANTS DE L'EXISTENCE DES<br>JOURNAUX .....               | 168 |
| Section 2. — Les caractéristiques internes des journaux politiques. ....                        | 168 |
| Par. 1 <sup>er</sup> . — LES « SUPPORTS » DES JOURNAUX POLITIQUES. ....                         | 168 |
| I. — LES JOURNAUX D'INDIVIDUALITÉS .....                                                        | 169 |
| A. — La formule de l'imprimeur-propriétaire du journal-<br>journaliste politique .....          | 169 |
| B. — La formule de l'imprimeur-propriétaire, mais non<br>journaliste .....                      | 170 |
| C. — La formule des propriétaires de journaux, quoique<br>non imprimeurs .....                  | 170 |
| II. — LES JOURNAUX DE GROUPES ET DE PARTIS .....                                                | 171 |
| Par. 2 <sup>e</sup> . — LES ETIQUETTES ET LES TENDANCES DES JOUR-<br>NAUX POLITIQUES .....      | 173 |
| Par. 3 <sup>e</sup> . — L'INFLUENCE DES JOURNAUX POLITIQUES ; LEUR<br>TIRAGE .....              | 174 |

## TROISIÈME PARTIE

## LES ELECTIONS

|                                                                                                                                    |     |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| <i>Chapitre neuvième : De la naissance de la Troisième République au<br/>« ralliement »</i> .....                                  | 179 |
| Section 1. — Les élections du 8 février 1871 à l'Assemblée Nationale ....                                                          | 179 |
| Par. 1 <sup>er</sup> . — LA SITUATION POLITIQUE DE L'ALLIER DU « 4<br>SEPTEMBRE » AUX ELECTIONS A L'ASSEMBLEE NATIO-<br>NALE ..... | 179 |
| Par. 2 <sup>e</sup> . — LES ELECTIONS A L'ASSEMBLEE NATIONALE....                                                                  | 180 |
| Carte n° 3. — Elections 8-2-1871 - Tendance du Mouvement..                                                                         | 182 |
| Carte n° 4. — Elections 8-2-1871 - Tendance de l'Ordre Etabli..                                                                    | 182 |
| Section 2. — Les élections législatives du 20 février 1876.....                                                                    | 183 |
| Par. 1 <sup>er</sup> . — L'EVOLUTION DES OPINIONS ET LES SCRUTINS<br>DEPUIS 1871 .....                                             | 183 |
| Par. 2 <sup>e</sup> . — LA DESIGNATION DES CANDIDATS ET LES PRO-<br>GRAMMES .....                                                  | 184 |
| Par. 3 <sup>e</sup> . — LES RESULTATS .....                                                                                        | 185 |
| Section 3. — Les élections législatives du 14 octobre 1877.....                                                                    | 185 |
| Par. 1 <sup>er</sup> . — LA PERIODE ET LES ELECTIONS PRECEDENTES. ....                                                             | 185 |
| Par. 2 <sup>e</sup> . — LES CANDIDATS ET LES PROGRAMMES.....                                                                       | 186 |

|                                                                                                                      |     |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| Par. 3°. — LA CAMPAGNE ELECTORALE, LE SCRUTIN ET SES RESULTATS .....                                                 | 188 |
| Carte n° 5. — Elections 20-2-1876 - Tendance du Mouvement..                                                          | 189 |
| Carte n° 6. — Elections 14-10-1877 - Tendance du Mouvement..                                                         | 189 |
| Carte n° 7. — Elections 20-2-1876 - Tendance de l'Ordre Etabli.                                                      | 190 |
| Carte n° 8. — Elections 14-10-1877 - Tendance de l'Ordre Etabli.                                                     | 190 |
| Section 4. — Les élections législatives du 4 octobre 1885 .....                                                      | 191 |
| Par. 1er. — L'EVOLUTION DES OPINIONS ET DES VOTES DEPUIS 1877 .....                                                  | 191 |
| Par. 2°. — LA DESIGNATION DES CANDIDATS ET LES PROGRAMMES .....                                                      | 194 |
| Par. 3°. — LE SCRUTIN ET SES RESULTATS .....                                                                         | 195 |
| Carte n° 9. — Elections 4-10-1885 - Tendance du Mouvement..                                                          | 196 |
| Carte n° 10. — Elections 4-10-1885 - Tendance de l'Ordre Etabli.                                                     | 196 |
| Section 5. — Les élections législatives des 26 septembre - 6 octobre 1889 .....                                      | 195 |
| Par. 1er. — LA PERIODE ET LES SCRUTINS PRECEDENTS..                                                                  | 195 |
| Par. 2°. — LES CANDIDATS ET LES PROGRAMMES.....                                                                      | 197 |
| Par. 3°. — LES RESULTATS .....                                                                                       | 198 |
| Carte n° 11. — Elections 22-9-1889 - Tendance du Mouvement..                                                         | 200 |
| Carte n° 12. — Elections 22-9-1889 - Tendance de l'Ordre Etabli                                                      | 200 |
| <i>Chapitre dixième : Du « ralliement » des catholiques à la guerre de 1914</i>                                      | 201 |
| Section 1. — Les élections législatives des 8-22 mai 1898.....                                                       | 201 |
| Par. 1er. — L'EVOLUTION DES OPINIONS ET LES SCRUTINS PRECEDENTS .....                                                | 201 |
| Par. 2°. — LES CANDIDATS ET LES PROGRAMMES.....                                                                      | 205 |
| Par. 3°. — LES RESULTATS .....                                                                                       | 206 |
| Carte n° 13. — Elections 8 et 22-5-1898 - Tendance du Mouvement                                                      | 208 |
| Carte n° 14. — Elections 8 et 22-5-1898 - Tendance de l'Ordre Etabli .....                                           | 208 |
| Section 2. — Les élections législatives des 27 avril - 11 mai 1902..                                                 | 207 |
| Par. 1er. — LA PERIODE ET LES SCRUTINS PRECEDENTS..                                                                  | 207 |
| Par. 2°. — LES CANDIDATS ET LES PROGRAMMES.....                                                                      | 209 |
| Par. 3°. — LES RESULTATS .....                                                                                       | 211 |
| Carte n° 15. — Elections 27-4 et 11-5-1902 - Tendance du Mouvement .....                                             | 212 |
| Carte n° 16. — Elections 27-4 et 11-5-1902 - Tendance de l'Ordre Etabli .....                                        | 212 |
| Section 3. — La rupture du « Bloc » et l'évolution jusqu'à la guerre de 1914 .....                                   | 213 |
| Par. 1er. — DE 1903 A 1906 - LES ELECTIONS LEGISLATIVES DES 6-20 MAI 1906 .....                                      | 213 |
| Par. 2°. — DE 1907 à 1910 - LES ELECTIONS LEGISLATIVES DES 24 AVRIL - 8 MAI 1910.....                                | 215 |
| Par. 3°. — DE 1910 A 1914 - LES ELECTIONS LEGISLATIVES DES 26 AVRIL - 10 MAI 1914.....                               | 217 |
| <i>Chapitre onzième : L'entre deux guerres .....</i>                                                                 | 221 |
| Section 1. — Les élections législatives du 16 novembre 1919 et les autres élections de l'immédiat après-guerre ..... | 221 |
| Par. 1er. — L'EVOLUTION DES OPINIONS DEPUIS 1914.....                                                                | 221 |
| Par. 2°. — LES CANDIDATS ET LES PROGRAMMES EN VUE DES LEGISLATIVES .....                                             | 222 |
| Par. 3°. — LES RESULTATS .....                                                                                       | 223 |

|                                                                                                |     |
|------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| Carte n° 17. — Elections 16-11-1919 - Tendance du Mouvement.                                   | 224 |
| Carte n° 18. — Elections 16-11-1919 - Tendance de l'Ordre Etabli                               | 224 |
| Par. 4°. — LES AUTRES ELECTIONS DE L'IMMEDIAT APRES-GUERRE .....                               | 223 |
| Section 2. — Les élections législatives du 11 mai 1924 .....                                   | 225 |
| Par. 1 <sup>er</sup> . — LA PERIODE ET LES ELECTIONS PRECEDENTES.                              | 225 |
| Par. 2°. — LES CANDIDATURES ET LES PROGRAMMES ....                                             | 226 |
| Par. 3°. — LES RESULTATS .....                                                                 | 228 |
| Carte n° 19. — Elections 11-5-1924 - Tendance du Mouvement..                                   | 229 |
| Carte n° 20. — Elections 11-5-1924 - Tendance de l'Ordre Etabli.                               | 229 |
| Section 3. — L'évolution électorale de 1924 à 1939 .....                                       | 230 |
| Par. 1 <sup>er</sup> . — DE 1924 A 1928. LES ELECTIONS LEGISLATIVES DES 22-29 AVRIL 1928 ..... | 230 |
| Par. 2°. — DE 1928 A 1932. LES ELECTIONS LEGISLATIVES DES 1 <sup>er</sup> -8 MAI 1932 .....    | 233 |
| Par. 3°. — DE 1931 A 1936. LES ELECTIONS LEGISLATIVES DES 26 AVRIL - 3 MAI 1936 .....          | 236 |
| Par. 4°. — DE 1936 à 1940. LA PERIODE PRECEDANT LA GUERRE DE 1939 .....                        | 240 |

#### QUATRIÈME PARTIE

#### LES COMPORTEMENTS ELECTORAUX

|                                                                                                   |     |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| <i>Chapitre douzième : L'élection</i> .....                                                       | 245 |
| Section 1. — L'abstentionnisme .....                                                              | 245 |
| Par. 1 <sup>er</sup> . — LES CHIFFRES .....                                                       | 245 |
| Par. 2°. — ESSAI D'EXPLICATION .....                                                              | 247 |
| Section 2. — Le personnel politique. Les élus .....                                               | 248 |
| Par. 1 <sup>er</sup> . — L'ORIGINE DES ELUS .....                                                 | 248 |
| Par. 2°. — LE MILIEU PROFESSIONNEL ET SOCIAL DES ELUS                                             | 249 |
| Section 3. — Les comportements électoraux et les forces politiques.                               | 251 |
| Par. 1 <sup>er</sup> . — L'EVOLUTION DES COMPORTEMENTS ELECTORAU-X PAR RAPPORT AUX PARTIS .....   | 252 |
| Graphique n° 2. — Courbes de pourcentage des partis.....                                          | 253 |
| Par. 2°. — L'INFLUENCE DES FORCES .....                                                           | 254 |
| I. — L'INFLUENCE DES PERSONNALITÉS .....                                                          | 254 |
| II. — L'INFLUENCE DES PARTIS .....                                                                | 256 |
| III. — L'INFLUENCE DES SYNDICATS ET GROUPEMENTS D'INTÉRÊTS.                                       | 260 |
| IV. — L'INFLUENCE DES ASSOCIATIONS A BUT PHILOSOPHICO-POLITIQUE .....                             | 261 |
| V. — L'INFLUENCE DE LA PRESSE .....                                                               | 261 |
| <i>Chapitre treizième : Le rattachement des suffrages aux tendances.....</i>                      | 264 |
| Section 1. — Causes de distorsion entre les tendances des électeurs et leurs votes .....          | 264 |
| Par. 1 <sup>er</sup> . — L'ETIQUETTE « FLOTTANTE » .....                                          | 264 |
| Par. 2°. — LE GLISSEMENT DES PARTIS VERS LA DROITE..                                              | 265 |
| Par. 3°. — LE DEFAUT DE CONCORDANCE ENTRE LA SITUATION ELECTORALE ET LES TENDANCES DES ELECTEURS. | 267 |
| I. — L'ABSTENTION ET LE VOTE NUL .....                                                            | 267 |
| II. — LA POLITIQUE DU « MOINDRE MAL » .....                                                       | 268 |
| III. — LA POLITIQUE DU « PIRE » .....                                                             | 269 |



|                                                                                                                 |     |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| Section 2. — Le rattachement des candidatures aux tendances....                                                 | 270 |
| Par. 1 <sup>er</sup> . — ETABLISSEMENT DU « TABLEAU DE RATTACHEMENT DES CANDIDATURES AUX TENDANCES » .....      | 271 |
| Par. 2 <sup>e</sup> . — OBSERVATIONS TIREES DE L'EXAMEN DU TABLEAU                                              | 273 |
| I. — LE NOMBRE DES CANDIDATURES SELON LES TENDANCES..                                                           | 273 |
| II. — LES GROUPEMENTS DE TENDANCES LES PLUS FRÉQUENTS..                                                         | 274 |
| <i>Chapitre quatorzième : Les tendances générales. Le Mouvement et l'Ordre Etabli</i> .....                     | 276 |
| Section 1. — L'évolution des tendances générales, Mouvement et Ordre Etabli .....                               | 276 |
| Par. 1 <sup>er</sup> . — L'EVOLUTION DE LA STRUCTURE DU MOUVEMENT ET DE L'ORDRE ETABLI .....                    | 276 |
| Par. 2 <sup>e</sup> . — EVOLUTION DE L'IMPORTANCE RESPECTIVE DU MOUVEMENT ET DE L'ORDRE ETABLI .....            | 277 |
| Graphique n° 3. — Courbes des pourcentages du Mouvement et de l'Ordre Etabli .....                              | 278 |
| Section 2. — La localisation du Mouvement et de l'Ordre Etabli..                                                | 280 |
| Par. 1 <sup>er</sup> . — EXISTENCE D'UNE LOCALISATION POUR LE MOUVEMENT ET POUR L'ORDRE ETABLI.....             | 281 |
| Carte n° 21. — Elections III <sup>e</sup> République - Pourcentages moyens du Mouvement .....                   | 282 |
| Carte n° 22. — Elections III <sup>e</sup> République - Pourcentages moyens de l'Ordre Etabli .....              | 282 |
| Carte n° 23. — Elections II <sup>e</sup> République - Pourcentages moyens du Mouvement .....                    | 284 |
| Carte n° 24. — Elections II <sup>e</sup> République - Pourcentages moyens de l'Ordre Etabli .....               | 284 |
| Par. 2 <sup>e</sup> . — RECHERCHE DES CAUSES DE LOCALISATION DES TENDANCES GENERALES .....                      | 285 |
| I. — CAUSES TENANT A LA GÉOLOGIE ET AUX RÉGIONS NATURELLES .....                                                | 285 |
| Carte n° 25. — Géologie .....                                                                                   | 286 |
| Carte n° 26. — Régions naturelles .....                                                                         | 286 |
| II. — LES CAUSES TENANT AU SOUS-SOL ET A L'INDUSTRIALISATION .....                                              | 287 |
| III. — CAUSES TENANT A LA RÉPARTITION DE LA PROPRIÉTÉ FONCIÈRE ET AU MODE D'EXPLOITATION DANS L'AGRICULTURE.... | 288 |
| Carte n° 27. — Régions agricoles selon la répartition de la propriété .....                                     | 290 |
| Carte n° 28. — Cartes des pourcentages cantonaux pour le métayage .....                                         | 290 |
| A. — Observations concernant la zone de grande propriété et de fort métayage .....                              | 292 |
| B. — Observations concernant la zone de petite propriété et de faible métayage .....                            | 295 |
| IV. — CAUSES TENANT A L'IMPLANTATION DE LA POPULATION ET SA DENSITÉ .....                                       | 295 |
| V. — CAUSES TENANT A LA SOCIOLOGIE RELIGIEUSE ET A L'ANTI-CLÉRICALISME .....                                    | 296 |
| Carte n° 29. — Sociologie religieuse de l'Allier.....                                                           | 297 |
| CONCLUSION : PSYCHOLOGIE POLITIQUE DU BOURBONNAIS .....                                                         | 303 |
| INDEX BIOGRAPHIQUE .....                                                                                        | 309 |

|                                   |     |
|-----------------------------------|-----|
| ARCHIVES ET BIBLIOGRAPHIE .....   | 327 |
| I. — Documents d'archives .....   | 327 |
| II. — Bibliographie .....         | 328 |
| III. — Journaux .....             | 332 |
| INDEX DES NOMS DE COMMUNES .....  | 335 |
| INDEX DES NOMS DE PERSONNES ..... | 339 |
| TABLE DES MATIÈRES .....          | 345 |

**LIBRAIRIE GÉNÉRALE  
DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE**

**PARIS - 1155**

**Dépôt légal : 2<sup>e</sup> Trimestre 1967**

**Printed In France**

**IMPRIMERIE BOSC FRÈRES**

**42, quai Gailleton**

**LYON (2<sup>e</sup>)**

**N<sup>o</sup> 4159 - 2<sup>e</sup> Trimestre 1967**







